LE SOULEVEMENT MILITAIRE DU 25 NOVEMBRE ET LE PROCESSUS DE REVOLUTION ET DE CONTRE-REVOLUTION AU PORTUGAL

30 Novembre 1975 — J. POSADAS

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente. »
Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout. »
Trotsky.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

14e ANNEE 7 FB N° 258 HEBDOMADAIRE

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

LES INONDATIONS DANS LE PAYS FLAMAND DEMONTRENT L'INCAPACITE DU CAPITALISME.

A PROPOS DES SOI-DISANT CAMPS DE CONCENTRATION EN UNION SOVIETIQUE.

RENAULT OUVRE UNE NOUVELLE PHASE DES LUTTES OUVRIERES.

PREPARER LA GREVE GENERALE EN REPONSE AU PLAN DE RELANCE ET A LA CRISE CAPITALISTE

Tindemans vient de remettre son "rapport sur l'Europe" pour essayer de rapprocher les différents pays européens en crise. C'est un rapport vide, car il doit rapprocher des pays qui se déchirent de plus en plus dans la concurrence entre eux et qui sont dans l'impossibilité de trouver une stabilité. L'Espagne, par exemple, qui cherche à entrer au Marché Commun, est confrontée à une grève des travailleurs du métro de Madrid et des mouvements de solidarité de milliers d'ouvriers dans tout le pays qui montrent quel est le moyen de conquérir des droits démocratiques. En Italie, c'est la crise gouvernementale qui est ouverte avec la démission de Aldo Moro. En Belgique, la bourgeoisie essaie de faire un coup de force et fait passer la loi sur les fusions des communes, la loi-programme, le budget de 1976, et bientôt le plan de relance économique, sans même se soucier du fonctionnement normal de ses propres institutions. Et elle se trouve face l'action et la mobilisation de la classe ouvrière.

La bourgeoisie compte sur une "relance de l'économie". Celle-ci tarde à se faire sentir et même là où elle devrait avoir lieu, elle se réalise au moyen d'une plus grande concentration des capitaux, la rationalisation de la production capitaliste et une augmentation constante du chômage. 12.000 chômeurs supplémentaires pour le mois de janvier viennent se joindre à la longue liste des sans emploi. Le capitalisme veut produire une "relance économique" en faisant voter la loi-programme et d'autres mesures. Il vise fondamentalement à faire payer la crise en repos d'accouchement, il prend tout cet argent pour pouvoir augmenter les subventions aux grandes sociétés capitalistes. Celles-ci se remplissent les poches en même temps par un autre côté, en forçant constamment à la hausse des prix.

Cependant la crise capitaliste est bien profonde. Malgré les détaxations, les avantages multiples aux entreprises accordés par le gouvernement Tindemans, le taux de croissance de l'économie est infime, comparé à celui des Etats ouvriers, de l'URSS, de la Chine, de Cuba.

La crise n'est pas seulement conjoncturelle, mais elle touche l'ensemble de la structure du régime capitaliste. Quelle est la manière et les mesures nécessaires pour y répondre ? La classe ouvrière a cherché à donner une preuve de sa volonté de lutte dans la grève du mardi 23 décembre. La grève a été unanimement suivie, malgré ses limitations et son manque de programme. On a même pu voir une préparation du mouvement dans des assemblées de front unique CSC-FGTB, notamment dans le Brabant Wallon. L'objectif des directions syndicales, dans cette action, est de montrer leur force et de peser comme "interlocuteurs valables" face à la FEB et au gouvernement, d'utiliser la force des travailleurs comme un moyen de pression sur le capitalisme. Mais eux-mêmes craignent une action plus importante. Ils ont peur que la classe ouvrière aille plus loin et les déborde. Pourquoi ont-ils laissé voter la Loi-Programme et fait la grève seulement après le vote ? pourquoi laissent-ils le capitalisme faire toute cette offensive contre le niveau de vie des masses ? C'est parce qu'ils ont conscience qu'il faut une mobilisation beaucoup plus importante pour faire reculer la bourgeoisie et en même temps qu'ils ont peur d'une action de plus grande envergure qui les déborderait. Il faut se mobiliser pour des objectifs beaucoup plus élevés, que ce soit dans les usines, les quartiers, et même en utilisant le Parlement.

On ne peut faire face à cette offensive capitaliste qu'en présentant une alternative, des mesures cohérentes anti-capitalistes, de classe. Si le capitalisme essaie de passer cette crise en la faisant payer par les masses travailleuses, il faut lui riposter non seulement par une grève d'une heure, mais par une grève générale avec un programme bien défini et décidé par la classe ouvrière.

Face à la crise capitaliste il faut organiser les secteurs économiques sur d'autres bases de fonctionnement, il faut les étatiser sous contrôle ouvrier et les faire produire en fonction des besoins des gens. Prenons l'exemple des ACEC : les manoeuvres des multinationales (Westinghouse et aussi Empain) ont provoqué une réduction d'un quart des effectifs. Si l'Etat rachètait les ACEC maintenant, à 51 % des actions, après avoir donné des subventions de plus de 1000 millions de francs pour soi-disant maintenir l'emploi c'est de la duperie. Pour avoir un réel contrôle, il faut étatiser et déduire de l'indemnisation les aides consenties par l'Etat et qui n'ont pas servi à procurer de nouveaux emplois et décompter un million par emploi perdu, puisque c'est ce chiffre qui est soi-disant l'investissement nécessaire pour créer un emploi.

Il faut unir à ce plan d'étatisation des entreprises en crise, une discus-

Suite page 6

LE PROCES HANREZ, LA CRISE DE LA JUSTICE BOURGEOISE ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE.

Le procès contre les camarades du piquet de grève de Hanrez devra se conclure vraisemblablement sur le prononcement de l'acquittement (jugement définitif le 26 janvier). C'est, d'ores et déjà, une victoire importante pour toute la gauche et qui dépasse de loin des faits eux-mêmes. D'abord on a pu voir que sans une action persistante de mobilisation et d'information des ouvriers et de la population de Charleroi, sans ce front unique que nous sommes parvenus à maintenir malgré tous les problèmes, entre les différents groupes de gauche, et sans la conscience et la volonté de lutter et de ne pas s'arrêter en cours de route de la classe ouvrière, ce procès se serait conclu sur une condamnation des camarades en grève. Il constitue de ce fait une expérience très bonne et constructive pour mener l'action lors des autres procès qui ont lieu pour le moment contre d'autres ouvriers et pour faire face aux nouvelles attaques que la bourgeoisie va mener contre les droits démocratiques des masses.

Mais cette lutte a mis en évidence, d'autres aspects fort importants. On a pu mesurer, au cours des diverses audiences du tribunal, depuis l'attitude brutalement réactionnaire du juge Culot, l'arrestation de l'avocat Michel Bernard et le changement net de ton des magistrats lors de la dernière audience, le niveau de la crise dans la magistrature, dans la justice bourgeoise. A la dernière audience, le procureur a demandé l'acquittement et a cherché à faire croire qu'il y avait eu une erreur du Parquet, que ce dossier n'aurait jamais du aller jusqu'en correctionelle, qu'il y a des bons juges et quelques mauvais et que dans son ensemble la justice belge est bonne, les exploiteurs et les exploités. C'est, bien sûr une manoeuvre de la part de l'appareil judiciaire. La presse bourgeoise a mis en évidence toutes ces phrases lénifiantes et fait l'éloge du procureur, ce qui montrait encore mieux la manoeuvre. Mais pourquoi ont-ils du faire une telle manoeuvre ? Les camarades de l'UCMLB y voient une victoire de la droite qui serait parvenue à embobiner les travaillers. C'est tout le contraire ! Le procès contre les grévistes de Hanrez a pu avoir une grande répercussion parce que dans toute la magistrature, parmi les avocats, les juges mêmes, il y a tout un malaise, une crise, un manque de perspectives. Et cela ne vient pas seulement de la Belgique. En France, des juges se mettent à emprisonner des patrons pour "homicide involontaire" quand des accidents de travail ont lieu dans leurs entreprises ; des détenus dans les prisons se révoltent et organisent des syndicats et s'entendent avec leurs propres gardiens pour revendiquer la dignité humaine. En Suède le gouvernement lui-même commence à dire que les prisons ne sont pas nécessaires et ne résolvent aucun problème social3: il y a une crise de toute la société capitaliste et celle-ci trouve son correspondant aussi dans la magistrature. C'est la petite-bourgeoisie, de laquelle font partie la plupart des avocats, qui mesure de plus en plus sous l'influence des changements dans le monde entier, que la "justice" sert à défendre une classe exploiteuse contre la majorité des exploités. C'est pour cette raison que la 3ème audience du procès Hanrez a suscité une réaction aussi profonde parmi ce milieu. Le procureurdu Roi est venu parler à la dernière audience, pour essayer de calmer et de contenir tout ce milieu ! pas pour tromper les ouvriers, car ce n'était pas cela son but ni son intention. Il faut donc voir ce discours du procureur comme un indice de la crise de tous ce secteur et comme un élément favorable pour la lutte de classe ouvrière car plus les travailleurs vont se mobiliser et montrer à tous qu'ils sont capables de diriger la société, plus ils attireront la petite-bourgeoisie de leur côté. Dans toute l'action pour les camarades de Hanrez, les ouvriers ont montré la ténacité, la solidarité, la fraternité qui sont les qualités de la classe ouvrière et cela influence les autres secteurs, d'autant plus qu'ils se ressentent de toute la crise du capitalisme dans le monde et en Belgique. La lutte pour défendre un droit démocratique a eu un écho très large dans tout le pays, beaucoup plus grand que ce qu'on peut mesurer directement. Et quand, au bout de plusieurs mois de mobilisations, de tentatives de découragement et de dispersion des forces, il y a encore 117 camarades pour venir au tribunal, cela montre que l'on doit continuer de toutes nos forces à lutter pour un front unique de toutes les tendances de la gauche !

De nombreux ouvriers et militants et dirigeants locaux socialistes ont participé à cette lutte, et notamment les sections socialistes d'entreprises. Nous appelons les camarades socialistes à maintenir ce front unique, pour d'autres combats qui vont venir et de discuter ensemble pour faire un programme plus complet contre le capitalisme. Nous faisons un appel particulier aux ouvriers, aux militants et aux dirigeants du Parti Communiste : la direction communiste de Charleroi a eu une attitude très mauvaise dans cette lutte et elle l'a boycottée tant qu'elle a pu, tout cela pour ce concilier la bonne entente avec les bureaucrates permanents de la FGTB régionale. C'est pour la même raison aussi qu'un journaliste anonyme a fait un article dans le Drapeau Rouge (9/1/76) qui parle des travailleurs de Caterpillar de Gosselies avec beaucoup de mépris et identifie les groupes "gauchistes" à des agents patronaux etc... et tout son article parvient à ne pas dire un seul mot et solidarité avec les ouvriers et les délégués syndicaux (élus par des centaines de travailleurs de l'usine !) qui ont été poursuivis par la direction pour leur solidarité envers les camarades de Hanrez. Un délégué syndical est vu retirer son mandat par Davister, de la façon la plus brutale possible, et l'article du Drapeau Rouge ne dit pas un mot de ce procédé. De même le journal du Parti Communiste a très peu rendu compte de la lutte de Hanrez, du procès, de toute cette action. Nous invitons les camarades communistes à corriger cette attitude et leur conception qui font d'eux des alliés de la bureaucratie syndicale et à se joindre au front unique des différents courants de gauche.

Les inondations dans le pays flamand démontrent l'incapacité du capitalisme

Des milliers de personnes se sont retrouvées brusquement sans abris, ayant tout perdu, meubles, maisons, biens, après les tempêtes de la semaine dernière. Des champs ont été complètement noyés et cela va provoquer des pertes graves pour les agriculteurs. C'est un scandale : de telles choses se passent dans un paus dit "développé" par la bourgeoisie, dont le niveau de vie est soi-disant un des plus élevés d'Europe. Le régime capitaliste est responsable de telles catastrophes. Il ne s'agit pas seulement d'un manque de prévision. Tout le monde savait depuis longtemps, y compris les autorités communales, que les digues étaient abîmées et avaient besoin de réparations. Mais les intérêts du capitalisme se trouvent ailleurs. C'est l'empirisme et l'indifférence pour les problèmes de la population, qui sont d'autant plus grands que le capitalisme est en crise et ne préoccupe plus que de faire des investissements rentables à bref délai, dans les secteurs où ces profits sont encore possibles. Réparer les digues, les reconstruire, cela ne présente pas d'intérêt pour eux. D'autre part, la crise financière dans laquelle le gouvernement capitaliste a plongé les communes augmente encore le laisser-aller.

Les sinistrés ont manifesté leur révolte contre cette situation. Ils ne l'ont pas du tout considérée comme quelquechose de fatal, d'imprévisible. Ils ont montré qu'ils étaient bien conscients de la responsabilité des capitalistes. Pendant la visite du roi, ils criaient : "on trouve 30 milliards pour des avions et pour la guerre et pas 300 millions pour nous aider ". Cela provoque en effet une grande indignation de voir que les gouvernements capitalistes trouvent tant d'argent pour préparer les guerres alors qu'ils laissent à l'abandon la population. Cela n'est pas dû à un manque de techniciens, mais à un manque d'intérêts. Pourquoi ne pas organiser de grands travaux publics pour rendre les inondations impossibles et, en même temps, donner du travail à des milliers de chômeurs.

Tindemans fait des pompeux discours sur l'Europe, mais dans la "petite Belgique" où, paraît-il "il fait bon vivre", où "on n'est quand même pas si mal", une simple tempête en mer peut provoquer des dégâts aussi catastrophiques pour les gens. Il y a des inondations dans le nord du pays, et on manque d'eau dans le sud !

Pour contenir la révolte de la population sinistrée, le gouvernement a pris quelques mesures, et décide de verser 50 millions de francs, d'organiser des collectes. Il faut organiser des comités populaires, par quartiers, pour contrôler tout l'argent reçu, pour organiser la distribution de cet argent en fonction de ceux qui en ont le plus besoin. Il faut que tout l'argent vienne aux mains des comités populaires et des syndicats. Et il faut discuter quelle est la cause de cette catastrophe, réclamer que l'Etat organise des travaux publics suffisants pour qu'il n'y ait plus jamais d'inondations.

De telles catastrophes arrivent seulement dans les pays capitalistes, parce qu'on ne fait pas attention à la vie humaine, à la dignité humaine. Les Etats ouvriers ont résolu tous les problèmes comme les inondations, les sécheresses, au travers de la planification, de la prévision, de la préoccupation sociale pour les populations. C'est la propriété privée qui limite cette préoccupation et ramène tout à la rentabilité, au profit immédiat. L'Etat ouvrier, comme la Chine par exemple, a organisé des travaux immenses pour empêcher les inondations qui semblaient, avant la révolution, un phénomène fatidique. Les fleuves qui les provoquaient ont été canalisés et toutes les réserves d'eau sont utilisées pour irriguer les terres. Les Chinois ont fait cela, avec la participation des masses, et malgré des moyens techniques très réduits. On peut résoudre tous ces problèmes quand la population peut intervenir, organiser et décider elle-même et que c'est pour le bien collectif. Dans un pays très pauvre comme la Somalie, le gouvernement révolutionnaire a organisé la sédentarisation de toute une population nomade, les a convaincus de s'installer sur d'autres terres, et d'apparendre la pêche et la culture, les sauvant ainsi de la mort, et le transport de 250.000 personnes a été effectué en 50 jours par des avions soviétiques. Ces exemples montrent que les possibilités et les conditions existent pour résoudre tous ces problèmes et qu'il n'y a là rien de fatal. Il faut dénoncer la responsabilité du système capitaliste pour ces inondations, de même d'ailleurs que dans le cas d'incendies comme le dancing de La Louvière et montrer que seul moyen d'en finir avec ces crimes est d'en finir avec ce régime d'exploitation des masses.

10/1/1976

ÉDITORIAL

(Suite de la page 1)

sion pour la planification de la production, régionale et nationale, dans le but de produire des biens de consommation pour la population et de faire des échanges équitables avec les pays en voie de développement, et faire un plan de construction de logements, de routes, d'hopitaux, d'écoles, d'installations sanitaires, d'égouts dans tout le pays. Cela donnerait du travail à des milliers de chômeurs.

Il faut investir beaucoup d'argent pour faire cela. Mais les finances se trouvent dans les holdings, les banques comme la Société Générale qui contrôle 60 % de l'activité du pays. Où se trouve la liberté là-dedans ? La Société d'Investissement mise sur pied par le gouvernement Tindemans est une carricature d' "initiative publique" d'autant plus que les investissements vont tous aller renflouer les grosses sociétés capitalistes, car c'est le gouvernement, la direction capitaliste qui décide comment les orienter.

Ce n'est pas le gouvernement actuel que l'on pourra pressionner ou obliger d'étatiser les banques ou nationaliser au moins les plus importantes, ni aucun gouvernement de la bourgeoisie. Pour cela, il faut unir les mesures de riposte au plan économique de la relance, à la revendication et la lutte pour un gouvernement de gauche, pour abattre le gouvernement Tindemans.

Il se pose alors la question de voir qui est décidé à mener cette lutte et qui ne l'est pas. La classe ouvrière est prête à le faire. Elle a fait un front unique complet, une grève unanime le 23 décembre, en même temps qu'elle critiquait les directions pour le manque d'objectifs de la grève, pour sa courte durée.

Suite page 6

A propos des soi-disant camps de concentration en U.R.S.S.

Les camps de concentration qui existaient en Union Soviétique à l'époque de Staline servaient à la bureaucratie soviétique pour réprimer le progrès révolutionnaire de l'Etat ouvrier, pour éliminer des milliers et milliers d'ouvriers, de travailleurs, qui résistaient à la politique du Stalinisme. Pendant ce temps, Staline trahissait et livrait au capitalisme mondial la révolution espagnole, la révolution grecque, la Yougoslavie. Aujourd'hui, l'Union Soviétique intervient pour aider et appuyer les mouvements de libération, révolutionnaires, dans le monde, elle a soutenu Cuba, elle a aidé massivement le Vietnam et maintenant elle intervient encore plus ouvertement et clairement en Angola pour soutenir le MPLA qui veut faire avancer ce pays vers le socialisme. Aujourd'hui, les Etats ouvriers connaissent un puissant développement et progrès économique et social et montrent, aux yeux des masses du monde, la supériorité de la structure des Etats ouvriers sur la propriété privée, sur le capitalisme. Ce n'est pas une époque d'écrasement, d'étouffement, de persécution des courants révolutionnaires ni des masses en Union Soviétique. C'est l'époque où l'Etat ouvrier progresse et vit un processus de regénérescence partielle de sa fonction historique et, au sein même de la direction bureaucratique, surgit une profonde discussion pour tirer l'expérience du Chili, du Portugal, pour en revenir aux 7 premières années de la Révolution Russe, aux Soviets, pour impulser les mouvements de libération dans le monde et encourager les masses d'Europe à se débarasser du capitalisme et faire des gouvernements de gauche, pour développer la démocratie soviétique au sein de l'Etat ouvrier, et pour se préparer à la guerre que l'impérialisme prépare.

C'est dans ces conditions que la bourgeoisie mondiale lance cette campagne sur l'existence de camps de concentration en URSS, sur le manque de libertés et de démocratie, sur la dictature communiste. Dans la crise qui est en train de désintégrer le capitalisme mondial, les Etats ouvriers exercent une attraction importante, non seulement sur la classe ouvrière, mais sur la petite-bourgeoisie qui voient en eux une perspective une issue possible et s'éloignent de la bourgeoisie. Pour cela il y a une telle crise dans les armées capitalistes, l'église, la police, les cadres du régime.

La bourgeoisie doit s'accrocher à des Soljenitsine, des Sakharov, des Plioutch qui sont des individus réactionnaires, contre-révolutionnaires, et essayer de montrer au travers d'eux qu'il n'y a pas de libertés en URSS ! Mais on n'a aucune raison de défendre ces gens-là ! Ils regrettent et protestent parce que l'URSS n'en est plus au régime des tsars, parce que les Yankees sont partis du Vietnam, ils se sentent proches des assassins genre Pinochet ou d'un régime contre-révolutionnaire comme Israël ! La bourgeoisie s'accroche à des montages filmés, comme celui qui vient d'être montré à la TV française sur de soi-disant "camps de concentration" en URSS. pour faire tout un scandale. La presse bourgeoisie elle-même a du faire marche arrière et déclarer qu'il "faut être prudent avec ce genre d'informations, dont les sources ne sont pas des plus claires", parce que les accu actions se fondaient trop sur du vent.

Que le capitalisme fasse tout cela, c'est son rôle. Il se défend contre le progrès, il défend sa liberté d'exploiter la classe ouvrière et les masses du monde, il défend la "démocratie" de la propriété privée, d'une petite couche d'exploiteurs de la population. Mais le problème, c'est que plusieurs dirigeants des Partis Communistes Italien, Français ou Belge, ont eu une réponse extrêmement faible et conciliatrice devant cette offensive de la bourgeoisie. Ils ont manifesté beaucoup de minutie dans leurs reproches à l'Union Soviétique et se présentent comme des "défenseurs des libertés". Mais, camarades communistes, est-ce défendre la liberté que soutenir le droit d'intervenir aux Soljenitsine, et Zakharov ? ces types-là ne se sont pas élevés une seule fois pour saluer un mouvement révolutionnaire ou de libération dans le monde. Ils ne se sont pas émus ni préoccupés de montrer au monde l'héroïsme et la conscience communiste du prolétariat soviétique qui acceptent de diminuer leurs propres salaires pour aider militairement et économiquement le Vietnam, l'Angola, le Polisario, la révolution au Dhofar et dans le monde ! Ils ne se sont jamais prononcé non plus pour exiger le fonctionnement des droits démocratiques soviétiques, des soviets, des syndicats, des tendances révolutionnaires en Union Soviétique. On ne défend pas la liberté ni la démocratie en défendant Soljenitsine, Plioutch ou Zakharov. Plioutch a été incapable de voir qu'en Sibérie la jeunesse et la classe ouvriere construisent de nouvelles villes, montrent la capacité scientifique infinie de l'humanité, les possibilités de dominer et changer le climat. Ces gens-là sont des résidus de l'histoire, qui défendent leur "personalité", leur "angoisse", parce qu'ils pensent, vivent, ou souhaitent vivre comme la bourgeoisie, avec la conception et les biens matériels que la propriété privée accorde à une petite minorité.

Si une partie de la direction du Parti Communiste Belge, ou d'autres pays d'Europe, protestent contre le manque de liberté pour ces gens-là, c'est pour d'autres raisons. C'est pour donner à la bourgeoisie européenne, des garanties que les communistes au gouvernement ne vont pas détruire par la force le capitalisme, qu'ils ne dépendent pas des Etats ouvriers, qu'ils sont prêts à suivre une voie de "conciliation nationale". Quand nous aurons conquis des gouvernements de gauche en Europe, allons-nous laisser aux forces réactionnaires le champ libre pour se réorganiser ? quelles conclusions tire-t-on alors du Chili, du recul partiel de la révolution au Portugal ? C'est cela, le problème sui se pose réellement.

Autrement, les camarades communistes verraient et étudieraient pourquoi il n'y a plus de camps de concentration en URSS, car cela ne correspond pas au niveau de développement atteint par l'Etat ouvrier, qui ne supporte plus la domination de la bureaucratie. Il faut étudier aussi pourquoi il y en a eu, ce que signifiait le stalinisme, et pourquoi, surtout, des gens comme les Soljenitsine peuvent encore exister actuellement dans les Etats ouvriers.

C'est qu'ils sont eux-mêmes un produit de la bureaucratie dirigeante de l'Etat ouvrier. Ils représentent les couches les plus rétrogrades, les plus arriérées des bureaucrates, "les tendances tchécoslovaques" comme les a caractérisées le camarade J.Posadas, qui défendent des privilèges acquis à l'étape antérieure sous le stalinisme et qui se désintéressent complètement du progrès historique des Etats ouvriers, de la révolution. S'il y a maintenant "des camps de travail", des "hôpitaux psychiatriques", ils sont destinés fondamentalement à ces secteurs-là ; ce sont les mêmes contre lesquels les Soviétiques étaient intervenus en Tchécoslovaquie en 1968. Nous sommes pleinement d'accord pour critiquer les méthodes administratives, bureaucratiques utilisées par les dirigeants de l'Union Soviétique : les hôpitaux psychiâtriques, les camps de travail ne sont pas nécessaires, ils ne résolvent pas le fond du problème. Ce sont des moyens bureaucratiques pour se défendre de la droite. Ce qu'il faut demander en Union Soviétique, ce que doivent réclamer les camarades communistes de Belgique, d'Europe, c'est que la classe ouvrière intervienne en tout à la direction de la société, que la démocratie socialiste soviétique fonctionne, que toutes les tendances révolutionnaires et de gauche aient le droit à la parole, que les syndicats aient une vie démocratique, que les soviets jouent à nouveau leur rôle comme pendant les 7 premières années de l'URSS, que les tats ouvriers planifient leur production entre eux, que la Chine et l'Union Soviétique s'unissent pour impulser ensemble la révolution et affronter la guerre que l'impérialisme mondial prépare. Voilà la discussion à mener, au sein du mouvement ouvrier, de la gauche. Face à la bourgeoisie, nous devons dénoncer les raisons de cette campagne qu'elle mène contre l'Union Soviétique et les Etats ouvriers et maintenir la défense inconditionnelle de l'Union Soviétique et de tous les Etats ouvriers.

page 2

LE SOULEVEMENT

Suite de la page 5

poursuivre. Elle est freinée, mais les SUV, les comités de quartier, les organnes créés par la population, par les soldats, la jeunesse, les paysans, les ouvriers, la petite-bourgeoisie pauvre et moyenne existent, et ne vont pas rester en arrière.

La tentative de ce secteur contre-révolutionnaire, s'appuyant sur le centre et le centre gauche, est une contention de la révolution. C'est le chemin d'un Thermidor. Mais les base de son triomphe n'existent ni au Portugal ni dans le monde. La situation est différente de la révolution française et même du temps de Staline, qui a pu s'appuyer sur des conditions mondiales. Ici, il en va à l'inverse. La révolution mondiale alimente constamment le processus révolutionnaire. Il y a entre autres l'Angola, le mouvement communiste mondial doit discuter ces conclusions pour apprendre sur les expériences.

Nous autres aussi comme direction devons discuter constamment pour permettre un enrichissement très grand de la capacité théorique et politique, et une application précise et concrète dans le processus. Notre capacité d'analyse et de prévision s'enrichit. Nous prévoyons que le Portugal va provoquer une discussion sur les raisons du triomphe de ce coup. Il ne s'agit pas d'un coup pour rectifier les excès de la révolution. Mensonge ! Il n'y a aucun excès, c'est un coup pour contenir le progrès, le dynamisme, le rythme de la révolution dont les SUV sont un facteur très important.

Il n'y avait pas, au Portugal, un programme précis, mais il y a par contre des organismes qui permettent un rythme de progrès très dynamique. Il faut en discuter dans le mouvement communiste mondial. Il faut proposer de discuter constamment.

Un autre aspect à considérer est le manque de réaction des directions communistes. Elles sont comme absentes. Elles craignent que la discussion ne développe en leurs propre sein des critique et une prise de conscience, de ce qu'il n'y a rien à attendre de la complaisance électorale, ou de ce que les organes du pouvoir de la bourgeoisie, la droite ou le centre, donnent la permission d'avancer. Il faut avancer par force. On voit là très clairement que la grève générale est un facteur important, mais non unique. Elle est un moyen. Il manque la décision et l'audace pour impulser la population, pour l'unir et la gagner dans son immense majorité. Le sens historique de ce coup est de contenir et d'arrêter la révolution. Il y a là des secteurs qui sont contre-révolutionnaires.

La lutte intérieure va se déchaîner en leur sein, facilitant l'intervention du prolétariat. Tenter de revenir à la propriété privée des terres, de supprimer le travail collectif, coopératif ne pourra se faire sans de grands évènements et des réactions sociales révolutionnaires. Cela va permettre à nouveau d'unir et de créer un secteur plus à gauche que l'actuel. La tentative du gouvernement pour contenir, pour revenir aux anciennes relations démocratiques de la bourgeoisie, du parlement, de la loi, de l'armée, seront refusées par les gens qui ont fait l'expérience d'organes supérieurs de développement de l'économie, de la culture, de l'alphabétisation.

Il faut appeler à un processus de réflexion et de discusion dans le mouvement communiste et surtout au Portugal. Il faut intervenir, et nous allons le faire pour encourager la discussion publique. Il vont tâcher de réprimer de contenir comme ils l'ont fait avec les journaux, mais cela n'ira pas très loin, sinon pour un court délai. Les conditions mondiales et locales ne permettent d'aller loin, ni pour un Thermidor ni pour un recul important.

(mais cela n'ira pas très loin, sinon pour un court délai. Les conditions mondiales et locales ne permettent d'aller loin, ni pour un Thermidor ni pour un recul important.

J. POSADAS
30.11.1975

LE SOULEVEMENT

Suite de la page 4

à la propriété privée, d'élimination des organes ouvriers, de limitation du droit de grève, du refus des revendications salariales et autres...

Ainsi le gouvernement se propose-t-il actuellement de liquider sans aucune raison huit journaux. Il laisse en place les journaux socialistes, mais veut liquider les journaux communistes. Cela n'indique pas que gouvernement soit homogène. Il s'agit d'une alliance entre un secteur qui veut poursuivre l'expérience des mesures socialistes, d'étatisations, de planification, avec d'autres secteurs, qui veulent profiter de la situation actuelle pour frapper, en utilisant leur pouvoir de commandement et les appareils. Cette alliance entre Antunès, Costa Gomès et Azevedo avec des types assassins comme Carneiro, ne peut être que de courte durée, montrant de façon éloquente que cette situation ne leur est pas favorable.

S'ATTENDRE A LA REACTION DU PROLETARIAT

Les forces qui appuient le gouvernement et celui-ci même sont hétérogènes. La droite va essayer dans cette mesure de prendre l'initiative pour concentrer dans ses mains le commandement, les appareils. Il faut s'attendre à une réaction très importante et très profonde du prolétariat, de la petite-bourgeoisie pauvre et moyenne, ainsi que de l'armée, où, en deux ans se sont développés de très profonds sentiments démocratiques révolutionnaires. C'est l'armée qui a donné la liberté à l'Angola, aux colonies. Même si aujourd'hui on élimine certains chefs, ceux qui viendront devront agir pour se faire respecter, et ils ne pourront le faire ni avec la force, ni avec les intimidations, ni en fusillant.

Il faut considérer que ce coup à sans aucun doute désarticulé un peu le prolétariat, a frappé l'avant-garde prolétarienne. Le poids prolétarien est certes relativement faible, mais il faut s'attendre à une réaction de la classe ouvrière qui dépendra beaucoup de l'attitude que prendra le Parti Communiste. Pour l'heure, celle-ci est déjà mauvaise, puisque le PC parle d'une "défaite, d'un échec de la gauche". Quelle défaite a subi la gauche ? Seule une partie de la gauche dans l'armée, par manque de coordination, a été mise en défaite.

Il faut s'attendre à une attitude de réflexion du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, que la droite va essayer d'utiliser pour contenir le progrès des mesures économiques et socialistes, pour réglementer le fonctionnement de la classe ouvrière, pour restreindre les droits démocratiques. Mais les conquêtes réalisées sont déjà très grandes, en particulier dans l'armée, jusqu'aux généraux, aux secteurs de commandement, sans parler de toute la base qui est influencée par la révolution angolaise, du Mozambique, de Guinée Bissao, du Cap Vert.

Il existe encore des secteurs de commandement fasciste, mais la base de l'armée a été influencée par la révolution ; elle va le faire sentir et peser. C'est la raison pour laquelle les gauchistes ont eu tant de succès. Il est bien certain qu'ils vont en éliminer dans certaines casernes, dans certains régiments, mais la base du mouvement suit la volonté du prolétariat et des masses d'impulser l'économie. Cest-à-dire que se préparent des conditions d'affrontement à un niveau supérieur, très supérieur. S'il y a des dangers de guerre civile, la droite les utilisera pour la faire.

Il faut aussi voir que dans ce coup contre-révolutionnaire les Antunes, les Azevedo, ont voulu créer les conditions d'une contention des progrès de la révolution, d'un processus de Thermidor, comme cela s'est passé dans la Révolution Russe. Ainsi, la direction mise en place pour faire avancer la révolution la freine, la limite, met en échec et élimine ceux qui ont fait la révolution. Mais les conditions n'existent pas.

C'est pour cela qu'Antunès déclare en même temps : "La révolution continue, le socialisme continue, et le Parti Communiste est nécessaire". Azevedo doit déclarer de son côté "qu'il est bien certain que parmi ceux qui se sont soulevés, il y a des révolutionnaires sincères, même s'ils favorisé la contre-révolution" et que "il y aura un jugement démocratique avec plein droit de la défense", et que "tous les soldats seront amnistiés". Tout cela vise à établir des relations d'amitié, de cordialité avec la population.

Si la droite avait triomphé, elle en aurait profité pour écraser. Lorsqu'ils titubent ainsi, c'est parce qu'il n'y a pas d'assurance au sein de l'équipe qui a gagné. Ce n'est pas Carneiro qui décide, mais ce n'est pas Antunès non plus. Il y a une lutte intérieure. Toutes ces divergences vont apparaître à bref délai au grand jour. Il en est de même avec Soarès, qui s'est immédiatement lancé dans des accusations contre le Parti Communiste pour tâcher de l'écraser, de l'éliminer, pour rester en bons termes avec la droite de son parti et hors de son parti. Il n'a eu aucun succès. Au contraire, l'attitude du gouvernement a été de présenter le Parti Communiste comme séparé du soulèvement. Il faut s'attendre à des discussions, à des bagarres, à l'avance de la révolution.

Il faut lancer un appel au front unique pour discuter du processus de la révolution, et des mesures pluralistes à prendre pour avancer vers le socialisme. Cela signifie qu'il faut avancer avec toutes les tendances qui proposent des mesures vers le socialisme, dont la base essentielle est l'étatisation et l'élimination de la propriété privée, sans quoi il n'y a pas de socialisme.

Le socialisme, ce n'est pas le droit de chacun à parler, mais c'est la base qui permet à chacun de le faire : c'est-à-dire l'élimination de la propriété privée. Ce n'est plus celui qui a la propriété, qui a le pouvoir, qui doit commander. Les inégalités qui existent dans l'histoire, dans le régime capitaliste, viennent de l'économie. De là sont partis les droits économiques, sociaux et politiques. Il faut éliminer tout cela. Au Portugal, ce besoin va s'exprimer de façon aigüe, tout comme va s'exprimer les limitations et la timidité d'intervention du Parti Communiste. Il est vrai que ce Parti n'a pas un grand poids, mais l'immense majorité du prolétariat est communiste. Il pourrait décider de façon importante dans un front unique avec les gauchistes, avec les militaires centristes, et avec la base du Parti Socialiste. Le PC ne s'adresse pas à cette base. Il doit le faire ; il doit aussi s'adresser à la direction, mais principalement et fondamentalement à la base pour appeler à des mesures économiques concrètes : étatiser et planifier. Il doit dire : "nous voulons faire cela pour produire cela".

Il faut faire une campagne nationale publique en appui au MPLA. Il faut appuyer le MPLA. Il n'y a pas eu d'actions, d'activités, de discussions politiques, sinon complètement superficielles, et d'où étaient complètement absents les principaux problèmes du monde et de l'Angola. Ce coup n'est pas un triomphe de la droite. Mais il peut être la préparation de coups qui la favorisent. Les masses ne sont pas intervenues ; il n'y a défaite ni des masses, ni de la gauche. Il n'est pas vrai qu'il s'agisse d'une défaite. Le camarade Cunhal se trompe lorsqu'il parle de "défaite de la gauche". Il n'y a pas eu une telle défaite. La gauche n'est pas entrée dans la lutte. Seule, une partie de l'armée, coupée des gens, est intervenue. Les gens ont voulu intervenir, mais on ne les a pas laissé. C'est une défaite partielle, qui explique la timidité de la direction lorsqu'elle dit : "le socialisme continue, on ne revient pas à droite". Pourquoi dit-elle cela ? Parce qu'au sein de la propre équipe du gouvernement, il y a des gens qui souhaitent le retour à droite, c'est-à-dire un développement de la propriété privée, la répression pour enlever la terre aux paysans, pour maintenir la propriété privée. Ca, c'est la droite. De plus, elle veut appuyer la contre-révolution en Angola, au Mozambique, en Guinée Bissao.

L'arrivée au Portugal des 300.000 Angolais va favoriser la droite, mais seulement dans la mesure où la gauche - à commencer par le Parti Communiste - ne s'adresse pas aux masses en les appelant à faire avancer la révolution avec des mesures économiques d'étatisation, de planification, de contrôle ouvrier, avec des appels à l'armée. La droite se renforce dans la mesure où c'est elle qui intervient, qui discute, qui décide, et que les appareils trouvent où s'appuyer. Par contre, si les communistes, la gauche socialistes, le MDP en appelent les masses, et que chacun peut intervenir, alors la droite ne pourra pas se renforcer.

DISCUTER LE PORTUGAL DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Il faut intervenir dans ce processus et provoquer dans le mouvement communiste mondial une discussion sur l'expérience du Portugal qui montre, après le Chili, combien est nécessaire le front unique révolutionnaire sur des objectifs révolutionnaires. Telle est la conclusion. Au Chili, la droite se maintient grâce au massacre, l'économie n'avance pas, elle est par terre. Il en sera de même au Portugal si on fait une politique de répression qui serainévitablement appuyée par l'OTAN et l'impérialisme. Mais déjà les soviétiques interviennent, et pas seulement en Angola, où ils le font directement, très bien, et à juste raison.

Nous appuyons intégralement l'intervention des soviétiques. Ils interviennent très bien en Angola. Ils se disposent déjà à affronter de façon plus directe l'intervention de l'impérialisme yankee. Il faut voir que pendant que les Soviétiques interviennent concrètement, spécifiquement, pour aider la révolution, les partis communistes, et entre autres, celui du Portugal, s'excluent de cette intervention, ne savent pas en profiter. Nous croyons que la discussion va s'aplifier dans le mouvement communiste mondial : il faut l'impulser. Il faut pousser à ce que l'on discute l'expérience de la révolution au Portugal où il n'y a pas un recul, mais une défaite d'un secteur de la gauche militaire.

Carvalho, Coutinho, et d'autres militaires de cette gauche n'ont, de plus, pas été défaits. Les autres n'ont pas eu plus de force, mais ils ont capitulé. Pourquoi Carvalho, par exemple, a-t-il renoncé ? Il n'avait aucune raison. Pourquoi n'a-t-il pas fait front ? Il aurait pu le faire avec le Copcon. Il n'a pas fait front parce qu'il a respecté les ordres et s'est senti faible, soumis aux ordres. Il s'est senti faible politiquement. S'il avait été appelé par le Parti Communiste, il se serait senti fort. Il avait dans ses mains le Copcon jusqu'au jour du soulèvement. Pourquoi ne l'a-t-il pas mobilisé ?

De la même façon qu'il n'a pas réprimé le meeting au Palais du Gouvernement, il aurait dû mobiliser le Copcon. Il n'est pas intervenu par manque de notions politiques, par manque de confiance et de préparation politique. Il n'a pas eu peur, ayant toujours montré beaucoup de décision, mais il manquait d'orientation politique. Il manque au Portugal une direction politique et un programme pour atteindre les objectifs de la révolution, pour étatiser. Telle est la conclusion. Tout cela va avoir des effets très grands dans le mouvement communiste mondial. On va discuter en particulier chez les soviétiques.

Le Portugal montre à nouveau que l'on ne peut attendre la permission pour progresser. On voit aussi que les gauchistes, malgré les positions empiriques, n'ont rien d'aventuriers. Ce qu'ils ont fait était la condition nécessaire pour avancer. Ils reflètent l'inaptitude, la passivité, du Parti Communiste et de la gauche socialiste. Voilà ce qu'ils expriment. Ils répondent à un besoin. Voilà pourquoi les communistes ne les attaquent pas, à peine les mentionnent-t-ils. Ils sont une nécessité. Lorsqu'ils sortent à faire cela, et rencontrent un tel appui, c'est parce que c'est un besoin, et qu'il est possible de triompher immédiatement. Quatre jours auparavant, le gouvernement était assiégé par les masses ! Qu'est-ce que cela ? Toutes les conditions existaient pour triompher, les masses faisaient céder le gouvernement.

La droite a vu qu'arrivait un processus qui allait la liquider, et, pour cela, elle a pris en vitesse des mesures. Il n'est pas exclus que la droite de l'armée, les secteurs liés à l'impérialisme n'aient provoqué le soulèvement pour réprimer, pour maintenir l'armée séparée du Parti Communiste. Ce n'est pas exclus. Il leur était facile de le faire. L'objectif n'était pas de l'impérialisme, mais des gauchistes qui se sont sentis forts, mais n'ont pas vu le besoin de s'unir au prolétariat. Il n'y a pas eu un seul appel à celui-ci. Si des casernes, ils en avaient appelé à lui et à la population la situation aurait changé.

La faiblesse, le manque de compréhension, de décision, de préparation du Parti Communiste et de la gauche socialiste a empêché l'union des casernes occupées avec les usines occupées, avec l'occupation du pays, pour imposer un gouvernement de gauche, avec un programme de gauche. L'absence d'une telle perspective, d'un tel programme, de complète étatisation, a encouragé les communistes à maintenir séparé ce mouvement.

Mais, du côté du soulèvement des casernes, il n'y a pas eu les appels nécessaires aux ouvriers. Ce n'est ni une plainte, une contestation ou une critique, mais un jugement pour démontrer qu'il n'est pas possible de se lancer à des mouvements isolés qui permettent à l'ennemi d'intervenir et de se concentrer, qui permettent au centre-gauche, à Antunès, de s'unir à la droite, par peur commune du processus. En dernière instance, c'est laisser à la droite le commandement pour freiner le processus.

Les gauchistes auraient dû appeler les ouvriers à se mobiliser, appeler le Parti Communiste, appeler à un gouvernement de gauche, appeler à sortir dans la rue. C'est là une fonction politique que l'armée ne peut pas assumer. Elle ne s'en est pas senti capable ; cela montre la faiblesse, le manque de direction, de programme, et d'objectifs conscients. S'ils avaient appelé, ils auraient l'appui total de la population.

Cette défaite, ce frein au progrès de la révolution est transitoire. Ce n'est pas un triomphe de la droite, ni une contention de la révolution – sinon de façon très limitée –. Cela va se résoudre dans la prochaine étape en fonction du rapport de forces à échelle mondiale. Le triomphe de l'Angola, des masses angolaises est un indice. Le front unique en Angola, contre l'impérialisme, contre les armées qu'ils commandent, montre que ces armées seront mises sous peu en échec.

Le processus du Portugal n'est pas terminé. La révolution passe par une phase de contention, de désorganisation partielle des forces qui l'ont impulsée, des forces de ces camarades militaires qui ont occupé les casernes. Tout ce terrain perdu sera regagné. Il faut discuter, il faut appeler le front unique et le mouvement communiste mondial à discuter ces conclusions. On ne peut rester passif. Il faut faire une discussion dans tout le mouvement communiste mondial des raisons pour lesquelles on est arrivé à cette étape, et qu'il a été permis à la droite de contenir la révolution, alors que toutes les conditions existaient pour progresser.

Il faut en ce sens faire une critique très sévère au Parti Communiste Italien et à l'Unita qui ont poussé et impulsé la droite, représentée par Soarès, contre le progrès de la révolution.

Il n'est pas possible de faire au Portugal un gouvernement de droite avec un pareil progrès des étatisations, de l'intervention des masses. S'il surgit un tel gouvernement, il devra revenir sur les étatisations, ôter les libertés conquises par les masses, et donc affronter toute la population. Voilà pourquoi la droite n'a pas de perspectives, ni sociales, ni politiques. Les masses ne vont rien lui permettre, dans la mesure où elles ont acquis une grande assurance pour intervenir. Elles interviendront comme elles l'ont fait en assiégeant le Palais du Gouvernement, comme elles l'ont fait en allant aux casernes chercher des armes. La droite ne peut compter avec la passivité des masses ou des conditions économiques la favorisant. Tout au contraire. De là notre analyse de ce que la droite doit s'appuyer sur l'initiative de l'appareil et non sur les conditions favorables à son développement. Mais déjà, la moitié de l'appareil du gouvernement est contre elle.

Les SUV se sont formés au Portugal. Ce fut une initiative très importante dont le Parti Communiste n'a pas su profiter pour un front unique de toutes les tendances. Il faut en discuter et faire sentir aux soldats qu'ils n'ont pas été mis en défaits, même si certains de leurs chefs et officiers ont été mis de côté.

Il faut discuter ces conclusions dans le mouvement communiste mondial, dans le mouvement socialiste, dans le mouvement ouvrier. Il faut discuter du manque de coordination et de front unique avec les syndicats, les centrales ouvrières, les paysans, les ouvriers, la petite-bourgeoisie et les soldats. Il faut une initiative de la direction plus consciente que celle du Parti Communiste. Un appel de lui pour un tel front aurait permis d'impulser un gouvernement de Gonzalvès. C'est une expérience qui ne va pas mourir, mais se

Suite page 2

LA RÉINTÉGRATION DE LEGUYADER

RENAULT OUVRE UNE NOUVELLE PHASE DES LUTTES OUVRIÈRES

La réintégration par les travailleurs de Leguyader à son poste de travail, depuis deux mois, viole toutes les lois de la propriété privée, de la dictature patronale.

Que cette lutte ait lieu dans une usine de l'importance sociale et politique de Renault-Billancourt, que cette action soit adoptée, intégrée par l'ensemble des travailleurs de l'usine, revêt une immense importance pour l'organisation de la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière.

Quatorze imprimeries sont occupées dans le pays par leur personnel à l'exemple de dizaines d'autres entreprises, dont certaines depuis des mois. Cette dureté et intransigeance de la classe ouvrière montrées dans la lutte contre le chômage indiquent son profond refus de la loi de la propriété privée, sa décision de faire face victorieusement à la justice bourgeoise et à la répression policière.

" Le Parisien ", Renault, expression du niveau de décision de la classe ouvrière...

Ces luttes ne sont pas isolées. Elles reflètent les sentiments profonds de révolte, de pouvoir qu'il y a dans la classe ouvrière. S'il ne s'agissait que de l'action désespérée de quelques centaines d'ouvriers par ci ou par là, il y a longtemps que la répression policière et patronale en aurait eu raison. Au contraire, les travailleurs du « Parisien », par exemple, deviennent un centre d'initiatives non seulement dans la lutte du livre, mais dans celle de tous les ouvriers du pays.

Cependant dans la mesure où les solutions de ces conflits sont recherchées à l'intérieur du système capitaliste, pour trouver des « patrons de rechange », ils piétinent. Ces usines ferment sous la pression des lois aveugles de la rentabilité, du profit, de la concurrence capitaliste. C'est cette limitation des objectifs de lutte qui renferme en partie ces luttes sur elles-mêmes alors que leur intransigeance communique avec l'état d'esprit de l'ensemble de la classe ouvrière.

Les nouvelles formes et méthodes qui apparaissent dans ces luttes sont imposées par une immense intervention de la base qui, au stade actuel, vont bien au delà des structures et des méthodes d'action des directions syndicales et des partis de l'Union de la gauche. Ce sont pourtant des formes de lutte qui s'inscrivent parfaitement dans la lutte pour la gauche au pouvoir, dans la perspective du programme commun, dans le rapport de forces existant en France, dans les discussions au sein du PCF et du PS pour aller au gouvernement.

La décision des travailleurs du Département 54 chez Renault de ne pas accepter le licenciement de leur camarade, de le réintégrer à son poste en lui donnant du travail, en assurant tous les matins sa rentrée à l'usine et tous les mois sa paye, est un pas en avant considérable dans cette nouvelle étape d'organisation de la décision et de la lutte de la classe ouvrière contre la crise capitaliste, pour le pouvoir.

Cette lutte, contrairement à bien d'autres auparavant, se déroule dans la principale usine du pays. Elle n'est pas contre le chômage — même si cela en fait partie, — mais en défense des droits politiques et syndicaux dans l'usine.

Elle s'organise à partir d'ouvriers, jeunes et non-organisés pour la plupart, montrant qu'il ne s'agit pas là d'une action « avant-gardiste », mais de l'expression d'un état d'esprit et d'un niveau de conscience infiniment plus général. C'est ainsi que ce mouvement rencontre un écho profond dans l'usine, dans la base, parmi les jeunes.

Il ne s'exprime pas, comme ce fut le cas dans le passé, en forme contestataire, mais en étroite liaison avec la CGT et le PCF. Il recherche de façon permanente l'appui de la CFDT, du PS, des gauchistes. Ce mouvement ne reste pas replié sur lui-même, comme il en fut dans la grève des presses, mais a recherché avec succès la communication la plus étendue avec le reste de l'usine. Dans les deux cas, les posadistes y sont pour quelque chose.

...brise le cloisonnement entre les différentes couches de travailleurs

Ce mouvement est extrêmement actif et dynamique, comme l'ont été avant lui ceux du Joint Français, de Lip, de Rateau. Non seulement il désintègre l'autorité patronale, mais il donne un point d'appui formidable à l'épanouissement des forces, des initiatives, à la confiance des ouvriers. Il est un centre stimulant de l'expérience et de la réflexion politique.

Il agit également comme dissolvant corrosif des relations arriérées dans l'usine et dans le mouvement ouvrier. Ce type de mouvement cristallise des forces militantes de cette étape de lutte pour la gauche au pouvoir, traquant les relations et les structures arriérées, passives, routinières, sectaires, voir de collaboration dans le mouvement ouvrier.

Cette lutte contre la dictature capitaliste, contre l'arbitraire dans l'usine, est une lutte pour la dignité, pour des relations humaines dans l'usine. Face à l'action de la direction du département qui impose à des éléments de la maîtrise de jouer un rôle d'espions, de flics, démolissant leur dignité, une telle action ouvrière pénètre profondément au sein de la maîtrise elle-même, des techniciens, des employés, des cadres.

Les licenciements empêchés, y inclus parmi des techniciens ayant commis des « fautes » bien plus graves que celles reprochées à Leguyader, sous la menace de leurs collègues d'appliquer les mêmes méthodes qu'au 5448-43, montrent à quel point ce mouvement met en communication toutes les couches de travailleurs.

Les compartiments, les cloisons dressées entre les différents secteurs du personnel, acceptés y inclus par le mouvement syndical, jusqu'au point de faire des syndicats séparés, se trouvent brisés par ce type de lutte. L'action indépendante, profonde, des ouvriers, comme au 54 attire, gagne parmi tous les secteurs du personnel, y compris les cadres et la maîtrise.

La tentative de la bourgeoisie de faire jouer à ces secteurs un rôle à ses côtés dans la lutte contre les ouvriers, ne peut être brisée avec une organisation syndicale catégorielle, reflétant une conception hiérarchique. Il est par contre possible d'y parvenir en établissant une relation directe avec les luttes ouvrières, en faisant pénétrer directement toute l'influence de la classe et de ses objectifs anticapitalistes.

Tout ce qui était contenu en mai 68, chez Lip ou chez Rateau est en train de se développer chez Renault, en remettant en cause les structures arriérées, à la défensive du mouvement syndical, en ouvrant la perspective d'une unification des luttes et des formes d'organisations.

Cette lutte des travailleurs du 54 dans une usine comme Renault qui est un des centres d'implantation de la CGT et du PCF dans la classe ouvrière, rentre directement dans la discussion qui existe au sein de cette centrale, et de ce parti. Elle pénètre dans leurs contradictions intérieures, alimente le processus de régénérescence partielle analysé par le camarade J. Posadas.

Au cours de la réunion avec les militants des « 43 grandes entreprises » en liaison directe avec le Comité Central du PCF, Jean Colpin a expliqué le refus de son parti d'accéder à la proposition du Parti socialiste en vue de mener des actions communes de l'Union de la gauche dans les entreprises.

« Il ne faut pas compter sur nous » a-t-il dit, en résumé », pour que le PS s'implante dans les usines à notre détriment, en se servant de l'unité comme d'un cheval de Troie ». Defferre lui insiste sur le fait qu'« il n'y a pas d'Union de la gauche dans les municipalités », ce qu'à juste titre combat le PCF comme une attaque à cette Union.

Mais comment y aurait-il Union de la Gauche, sans une politique de front unique dans les usines, dans la classe ouvrière ?

Après avoir soutenu avec force le démarrage du mouvement des ouvriers du 54 pour la réintégration de Leguader, la section Renault du PCF a pris nettement des distances envers cette lutte. Tout en continuant à la soutenir, il est clair que son engagement y est très faible.

D'où vient une telle attitude ? Du fait que Leguyader est posadiste et que l'on ne voudrait pas que les posadistes « se servent de l'unité pour se renforcer » ?

Le PCF mène une lutte pour les droits politiques à l'entreprise. Les interventions de dirigeants communistes sur les lieux de travail, à la grande fureur de Poniatowski, l'action pour le renforcement des cellules, pour le droit à l'affichage ou à la diffusion de la presse communiste. Tout cela en fait partie. D'accord. Mais l'essentiel d'une telle lutte doit être le droit des travailleurs d'exprimer leur opinion pour faire respecter leur dignité, pour s'organiser à l'intérieur de l'usine, pour imposer leurs droits politiques, syndicaux, pour faire respecter leur opinion et décision sur l'organisation du travail, les licenciements, etc. C'est tout cela que pose la lutte du 5448-43. C'est là que le PC doit donner un soutien actif sans réserve, en défense des droits politiques et syndicaux les plus élevés que la classe ouvrière ait à conquérir.

Le fait que la grande majorité des travailleurs engagés dans cette action ne soit pas organisés et qu'ils démontrent d'un tel niveau de conscience et de responsabilité, montre sur quelles forces immenses peut s'appuyer la lutte pour les droits politiques et syndicaux.

Ces forces ouvrières en lutte se heurtent dans leur intervention à des secteurs syndicaux et politiques habitués à une vie extrêmement minoritaire de leur syndicat, de leur parti, où les décisions se prennent en petits comités. Ce sont ces secteurs passifs dépassés qui aujourd'hui résistent aux grands engagements du PCF et de la CGT dans les luttes pour la gauche au pouvoir. Ils résistent à l'intervention de ces couches nouvelles et larges qui s'incorporent à la lutte avec des méthodes de classe, une décision intransigeante.

Chez Renault, ces secteurs passifs sont représentés par ce que les communistes eux-mêmes appellent les « anarcho-syndicalistes de l'Artillerie, qui viennent encore de s'opposer aux actions de solidarité avec les « gauchistes du 54 ». Il s'agit de secteurs minoritaires, menant une lutte syndicaliste contre le démantèlement de la RMO, en restant entre eux, en utilisant les vieilles méthodes de la protestation, de la pétition, de la pression, permettant à la direction de la Régie de faire avancer pas à pas ses projets.

Ces vieux secteurs dépassés trouvent devant eux d'autres communistes, d'autres militants de la CGT à l'Artillerie même et dans toute l'usine. Ce sont ceux qui s'engagent avec décision, enthousiasme dans les luttes, qui font leurs les méthodes du 5448-43, combien plus efficaces et plus mobilisatrices, et combien plus directement liées à la lutte pour la gauche au pouvoir, pour le programme commun.

Nous autres trotskistes-posadistes sommes pleinement engagés dans cette lutte, en front unique avec ce large courant de communistes, dirigeants et militants qui prend part à ce renouvellement.

La ligne anti-front unique de Colpin, la ligne de désengagement de la section Renault du PCF ces dernières semaines, trouvent objectivement ses alliés dans ces secteurs passifs, repliés sur une lutte à la limite corporatiste, qui ne se trouvent à l'aise que dans le blocage de tout grand mouvement, de tout renouvellement. Ce n'est pas là du tout ce que cherche le PCF dans les usines.

Contre le réformisme, intervention de tous les ouvriers

« Combattre sans concessions contre les idées réformistes », comme le veut Colpin, n'est pas s'opposer à la tactique léniniste du front unique dans les usines, mais c'est au contraire de faciliter l'unité d'action sur le lieu de travail, permettre la pleine intervention, discussion, décision des travailleurs organisés ou non.

Cette mobilisation unanime de la classe ouvrière constitue la meilleure force pour combattre les idées réformistes qui ne se cultivent pas dans le bouillon du 54, mais dans celui de ces groupes repliés sur eux-mêmes, passifs, qui combattent les méthodes de classe et révolutionnaires.

Les travailleurs du 5448-43 ne veulent pas que leur mouvement soit utilisé par la CGT contre la CFDT, par le PCF contre le PS. Ils sont contre la passivité du PS, contre le coup donné par la CFDT, mais ils cherchent à les gagner avec la force de leur mouvement, avec l'appui qu'ils reçoivent et apprécient de la CGT. Ils veulent renforcer le front unique et non l'affaiblir.

La visite du député communiste Ducolonné, d'Emile Clet et d'autres responsables du PCF à la Régie récemment, montre que pour les communistes à l'intérieur, comme à l'extérieur de l'usine le courant est de façon irréversible pour le front unique. Cette visite constitue une liaison réelle entre la campagne du PCF pour les droits politiques dans l'usine et les forces qui sur place mènent la lutte pour les imposer. Ces forces sont multiples et regroupent aux côtés des communistes, les posadistes, travailleurs non-organisés, des travailleurs et militants CFDT, socialistes et gauchistes.

Que l'Humanité attribue à la seule cellule communiste du 54 cette action, n'y change rien, et n'aide pas cette cellule à comprendre son rôle pour conquérir sur le terrain autorité et influence dirigeante.

Ce mouvement du 5448-43 contient des éléments de double pouvoir. Il se montre capable d'incorporer des forces qu'aucun Parti, aucun syndicat n'avait pu jusqu'à présent organiser. Il pose, ainsi que les occupations d'usines, le besoin de nouveaux organismes, du type de ceux qu'en Italie on appelle conseils ouvriers, au Portugal Comités ouvriers.

Ces organismes permettent une expression directe, une incorporation unanime de larges couches ouvrières aux luttes dont le mouvement ouvrier organisé fait aussi partie. Ils permettent cependant de ne pas se soumettre aux limitations, hésitations, doutes de ce mouvement, à ses discriminations ou interdits.

De tels comités donneraient aujourd'hui un nouveau et important point d'appui à la lutte des militants communistes, socialistes, syndicaux pour le renouvellement de leur parti, de leur syndicat, pour l'unité syndicale, pour le front unique, pour vaincre la crise et le régime capitaliste en portant la gauche au pouvoir et appliquer son programme.

15 .12.1975

ÉDITORIAL

(Suite de la page 1)

La classe ouvrière a participé intégralement à la grève, même dans les cas où les directions syndicales n'avaient fait aucune préparation, aucune mobilisation. Cela veut dire que les masses cherchent un centre pour aller plus loin. Ceux qui manquent de décision, ce sont les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers.

En pleines manoeuvres du capitalisme, les députés socialistes et les sénateurs se sont concentés de rouspéter, de crier au scandale, à la honte etc... Mais cela, nous le savons déjà. Nous savons aussi que la bourgeoisie ne s'appuie plus sur le Parlement pour gouverner et qu'elle n'hésitera pas à utiliser tous les moyens à sa disposition pour défendre son pouvoir quand il sera mis en question : lois répressives, projet 430, gendarmerie, armée de métier etc.

Il faut proposer comme alternative de s'appuyer sur la décision de la classe ouvrière pour faire tomber le gouvernement Tindemans et imposer un gouvernement de gauche. On ne doit pas faire des accords avec la démocratie chrétienne tant qu'elle reste au sein du PSC et ne se prononce pas sur un programme de gauche anticapitaliste. Il faut lutter contre le plan de relance, boycotter l'application de la loi-programme, s'opposer à tout bloquage des salaires, même de ceux qui dépassent 40.000 F. En même temps les syndicats doivent réclamer des augmentations dues à l'index en francs et non plus en pourcentage car ce sont les salaires les plus élevés qui en profiteraient le plus. Il faut mener une lutte d'ensemble contre la loi-programme et le plan de relance. Organiser la discussion dans toutes les usines, les quartiers, les écoles, les syndicats pour établir un programme d'étatisations sous contrôle ouvrier, pour préparer la grève générale, pour la diminution du temps de travail, pour un plan de développement économique, et pour un gouvernement de gauche disposé à l'appliquer. Le reste revient à laisser intact le pouvoir de la bourgeoisie, quand on lutte uniquement au sein du parlement. Il faut organiser le front unique de toutes les forces de gauche et des syndicats pour imposer une issue de gauche dans le pays.

Ed. resp. J. Pôlet

SUR LA DECLARATION DE MARCHAIS D'ABANDON DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

10 Janvier 1976 **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 14e ANNEE N° N° 259 - Le 4 février 1976 ,75 HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE

En page 3 :

- Les réunions des partis socialistes Européens.
- S'appuyer sur la victoire du procès Hanrez pour organiser la solidarité avec Caterpillar.

En page 4 :

- Appui aux mobilisations des masses en Espagne.

POUR UN PROGRAMME ET UN FRONT ANTICAPITALISTE CONTRE LE « PLAN DE RELANCE »

EDITORIAL

Le plan de relance que la bourgeoisie essaie de faire passer au Parlement doit être refusé, rejeté dans son ensemble, car il vise à faire peser sur les masses les conséquences de la crise capitaliste, tout en disant que "tout le monde doit accepter des sacrifices pour passer cette étape". En fait, et sans attendre le vote du plan de relance, la direction du Front Commun Syndical a déja accepté de diminuer son programme de revendications "vu la crise". Et ce n'est pas la CSC qui l'a fait contre l'avis de la FGTB, mais les deux directions ensemble qui ont accepté de ne pas réclamer d'augmentations de salaires dans la métallurgie (secteur clef dans le mouvement ouvrier) pendant la durée de la nouvelle convention collective. En échange de cet engagement qui est bien concret – le patronat a accepté "en principes et quand les circonstances de lui permettent", de ne plus réaliser de licenciements collectifs, ni de faire des heures supplémentaires. La réalité est que les salaires sont bloqués et que le chomage continue à augmenter, les heures supplémentaires n'ont pas cessé, les licenciements et les fermetures non plus ! Nous ne devons pas accepter le nouveau chantage à la division du front commun que font les dirigeants FGTB et encore moins séparer les luttes de la classe ouvrière en Flandres et en Wallonie ! Dans la métallurgie, la convention collective, qui est très mauvaise pour les travailleurs a été accepté par les deux organisations et à échelle nationale ! Et par exemple dans les combats qui se préparent pour les Services Publics, il n'y a aucune différence entre les problèmes des travailleurs wallons et flamands.

Le problème fondamental qui se pose à tout le mouvement ouvrier en Belgique est d'organiser en commun la riposte à ce plan du capitalisme, alors que les dirigeants syndicaux en commun acceptent les compromis et se résignent à la fatalité de cette situation. En fait, ils ne peuvent pas faire une autre politique parcequ'ils redoutent trop de mettre en oeuvre les forces nécessaires pour organiser une alternative au "Plan de relance". Debunne continue la politique de "frapper à coup d'épingles" le capitalisme, ou dit qu'il ne faut pas toucher à la liaison des salaires à l'Index qui est une conquête de la classe ouvrière. Le gouvernement le manipule et le hausse à volonté et les syndicats ne réagissent pas. Le faux blocquage du prix de la pomme de terre est très significatif. Le plan de relance va poser de réduire les revendications de salaires ? C'est déjà une chose gagnée pour les capitalistes, dès maintenant. Ce plan parle aussi de Holdings publics. Il s'agit en fait une forme de subventions aux grands trusts. C'est juste que les organisations ouvrières et le PSB s'y opposent. Mais quel est le plan, le programme et les moyens de les mettre en oeuvre, que l'on propose aux masses travailleuses, à la petite bourgeoisie, aux paysans, aux artisans etc... Le PSB a fait récemment une conférence de presse pour présenter son "contre-programme". Celui-ci propose un financement de 70 milliards de l'Etat pour fournir des emplois de façon à réduire de moitié le chomage. Cet argent serait rassemblée grâce à l'épargne de la population et les emplois seraient créés grâce à l'installation d'entreprises publiques, ou au subventionnement contrôlé à des entreprises privées. Mais ce contre plan se base sur le fait que le capitalisme est dans une crise passagère et qu'il a encore des perspectives de développement, même s'il faut renforcer le secteur public fasé à son manque d'initiative. Il reste dans les règles du système capitaliste, avec le marché capitaliste, la concurrence et la soumission au pouvoir de la propriété privée. Il faut discuter dans la gauche syndicale, dans le PSB, que cette crise est totale et non passagère ! Que le capitalisme concentre de plus en plus de puissance entre les mains des monopoles, des multinationales les plus fortes. Le contre-plan socialiste ne permet pas d'échapper à cette domination ! Il ne peut rien pour empêcher le démantèlement des ACEC, de MBLE, de Fabelta, la rationalisation en Sidérurgie, métallurgie, dans les verreries etc... Ce sont les puissantes sociétés capitalistes qui dirigent l'économie et qui utilisent l'Etat et l'actuel gouvernement Tindemans pour leurs besoins. Il faut les étatiser sous contrôle ouvrier, pour

(Suite page 4)

Appuyer l'intervention de l'URSS, Cuba et du Vietnam soutenant le Polisario et le MPLA

L'aspect le plus important de la lutte des masses du Sahara occidental et de l'Angola est l'appui militaire de l'Union Soviétique, de Cuba, du Vietnam au Front Polisario, qui a abattu des avions marocains avec des fusées soviétiques SAM-6 et au MPLA. Voilà surtout ce qui fait peur à Hassan II, aux régimes réactionnaires de cette région et à l'impérialisme américain, français, belge, qui les soutiennent et les font agir. Au Sahara occidental, il ne s'agit pas simplement de récupéré des territoires, il s'agit d'une lutte mondiale entre deux camps : l'impérialisme américain et toutes les forces réactionnaires, et le mouvement révolutionnaire soutenu par les Etats ouvriers, par l'Algérie et toutes les forces du monde qui luttent pour le progrès humain.

Le Front Polisario représente un secteur numériquement faible ; les masses du Sahara sortent du désert, d'un arrièrement économique, politique, social dû à l'exploitation capitaliste, mais elle sont en train de vaincre parce qu'elles ont le même sentiment et volonté de triomphe que les masses du Vietnam, du Dhafar, de l'Angola, du monde entier. Elles luttent pour le socialisme, avec la certitude de la victoire parce qu'il y a l'exemple des Etats ouvriers, des masses héroïques du Vietnam. Tout le monde prend part à la lutte : les jeunes, les vieux, les femmes, les enfants, tout le monde est unifié par ce même sentiment, et se sent utile.

Il ne s'agit pas seulement d'un conflit entre le Maroc et l'Algérie, d'une bataille pour un morceau de terre. Le roi Hassan II et la bourgeoisie marocaine veulent garder le Sahara sous leur domination, pour exploiter ses richesses à son profit et non au profit des masses populaires ; il craignent aussi et surout l'influence révolutionnaire de l'Algérie sur les masses marocaines. Malgré ses erreurs et ses limitations, l'Algérie avance profondément dans la transformation de son économie, de tout le pays au profit de la population, et vers des mesures socialistes. L'appui qu'elle donne au Polisario est une manifestation de solidarité révolutionnaire, anti-impérialiste très importante !

En Angola c'est la débacle la plus complète de l'impérialisme. Les troupes d'Afrique du Sud doivent se retirer. Le MPLA a gagné des villes qui étaient sous la domination de l'Unita et du FNLA. Partout où le MPLA gagne des positions, il gagne également toute la population parce que il se préoccupe d'organiser la vie sociale des masses, l'agriculture, l'enseignement, les relations sociales. Il démontre sa supériorité sociale parcequ'il ne s'agit pas seulement d'une guerre, il s'agit d'une lutte pour construire le socialisme, pour construire des relations humai-

(Suite page 4)

• SUR LA DECLARATION DE MARCHAIS D'ABANDON DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

J. POSADAS *10 Janvier 1976*

PRESENTATION

La discussion sur la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour, non pas seulement par simple préoccupation intellectuelle des organisations mais parcequ'elle fait partie de la base essentielle de la doctrine et de la conception communiste, de l'analyse marxiste de la société.

Lénine l'analyse dans "l'Etat et la Révolution" ; sur la nature du capitalisme et la nécessité de la dictature du prolétariat, disant que celui qui abandonnait ces conceptions, abandonnait l'analyse de la société divisé en classe, et la conception de lutte de classes.

Le PCB avec une légereté sans pareille par la voix de Van Geyt déclare :; que depuis le Congrès de 1954 déjà le PCB a compris que ce mot d'ordre n'était pas applicable, qu'il a laissé tomber la dictature du prolétariat.

Mais alors comment explique les évènements du Chili. Comment oser déclarer que l'on va pouvoir aller au socialisme avec le suffrage universel, qui est un moyen plus "équitable". Ceci équivaut à dire, effectivement, qu'il n'y a pas de lutte de classes et le jour où on aura le plus de voix, on fera le socialisme. Et la bourgeoisie va nous laisser l'exproprier sans réagir. En plus que le PCB ne deviendra jamais un grand parti, s'il défend de telles positions on se demande bien pourquoi il n'est pas encore incorporé au sein du Parti Socialiste : Car abandonner la dictature du prolétariat, d'après Lénine, c'est devenir social démocrate.

Nous appelons les camarades du PCB à discuter la conception communiste, de l'Internationalisme prolétarien, de la dictature du prolétariat et empêcher que cette direction agisse comme si elle était le patron du Parti Communiste.

Ce sont les mêmes positions que défend le PCE, ou du moins Carillo qui déclare au nom du PCE qu'il abandonne la dictature du prolétariat. Y a-t-il eu des duscussions dans le Parti sur ces problèmes. Les membres se sont-ils exprimés. NON ! Carillo parle de démocratie pour l'Espagne mais agit comme un patron dans son organisation. Il résume la pensée et les idées la volonté personnelle et de quelques autres membres de la direction.

Il est nécessaire de mener à fond cette discussion dans le PCB et pour cela nous appelons les camarades communistes à lire et étudier ces textes du camarade Posades et également à relire les textes de Lénine, et entre autres l'ETAT ET LA REVOLUTION qui n'est pas du tout dépassé, car le capitalisme n'a pas changé de nature de classe. Il continue à assassiner au Chili, au Moyen Orient, en Afrique, il continue à exploiter dans tous les pays capitalistes.

31.1.1976.

VIENT DE PARAITRE

REVUE MARXISTE

(En français) — VOL. 1

X^e CONGRÈS MONDIAL DE LA IV^e INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

Le processus mondial révolutionnaire et le cours de la Régénérescence Partielle dans les Etats ouvriers.

Rapport Politique de J. POSADAS
19 juillet 1975.

Sur demande à l'adresse du journal — Prix 50F

La décision de Marchais — et non du Parti Communiste français — d'abandonner la conception de la dictature du prolétariat ouvre la voie à l'abandon d'autres aspects du marxisme dans la vie politique quotidienne. Cela va provoquer une très grande indignation au sein de la classe, de l'avant-garde communiste, comme cela s'exprime déjà dans la discussion préparatoire au Congrès.

La forme polémique de la Tribune de discussion est inusitée. On a l'impression d'articles qui se répondent les uns aux autres, qui s'opposent les uns aux autres. La polémique revêt une forme virulente, tant dans les arguments que dans les aspects et précisions mis en avant, en particulier chez ceux qui défendent la dictature du prolétariat contre les opposants qui s'appuient sur leurs bons sentiments et leurs désirs. Certains font des interventions nettement répugnantes, qui n'ont rien à voir avec le communisme. On dirait qu'ils implorent une miséricorde, comme si il n'y avait qu'une seule et même famille humaine, pauvre et voulant se régénérer, les communistes apparaissant comme des prédicateurs.

Il est important de prévoir la portée et la profondeur de la crise que va provoquer cet abandon programmatique de la dictature du prolétariat, dans la pratique, voilà longtemps qu'ils l'ont abandonnée. Ils ne l'ont maintenu en réalité que peu de temps. Déjà avec le Front Populaire de 1936, ils ont montré qu'entre les besoins objectifs de l'histoire et les inconvénients immédiats, ils choisissaient ces derniers comme facteur déterminant. Les couches sociales qui dirigent le Parti communiste ne sont pas révolutionnaires.

La déclaration de Marchais d'abandon d'un principe est un cri qui veut effrayer pour mieux cacher la fuite. Il est clair que la dictature du prolétariat les gêne. Ce n'est pas seulement pour rester en bon terme avec la bourgeoisie qu'ils l'abandonnent, mais aussi parce qu'elle les gêne. Etant donné leur conception du pouvoir, elle signifie pour eux une obligation, une complication qu'ils ne sont pas disposés à affronter, parce qu'ils n'en n'ont ni la capacité, ni l'expérience, ni la décision, alors que l'histoire l'exige de façon chaque fois plus impérieuse.

La déclaration de Chirac n'est pas une blague. Peu lui importe que Marchais abandonne cette conception ; il sait que la base du Parti communiste va l'appliquer. Marchais oublie l'Angola lorsqu'il dit « les Soviétiques veulent la paix, ils l'ont affirmé à Helsinki ». Pour lui la paix signifie qu'il ne faudrait pas intervenir en Angola, mais les Soviétiques interviennent.

Le traité de non-prolifération des armes atomiques n'implique pas la cessation de la lutte de classes, ou l'arrêt des crimes et exactions de l'impérialisme dans les pays arriérés. Marchais n'a aucune notion de tout cela. Il crie dans le vide, parle dans le désert, car rien dans sa position ne surgit de la raison. Il ne part d'aucun raisonnement théorique qui lui imposerait de montrer ce qu'il faut mettre à la place de la dictature du prolétariat. Un gouvernement démocratique ? Bien, mais il ne s'agit pas d'une volonté politique, d'une politique immédiate, mais de structures historiques économiques que défendent des armées et des armes atomiques.

La dictature du prolétariat est un insrtument pour construire une société antagonique. L'éliminer signifie en conséquence éliminer l'antagonisme de la société. Comment ? Qui peut éliminer un tel antagonisme ? La dictature du prolétariat n'est pas une formule et un programme pour gagner des voix, pour se défendre d'une petite minorité. Non, mensonge ! C'est la forme la plus complète et jamais vue de la démocratie. La révolution russe a même démontré qu'il était possible de gagner des bourgeois. L'Etat ouvrier soviétique n'a-t-il pas gagné des généraux tsaristes ? Il a gagné des intellectuels et certains industriels. Les Chinois aussi. Mais ces gains individuels de l'un ou de l'autre ne peuvent être généralisés, érigés en norme, en conception de classe.

Comme classe, le capitalisme perd. Quinze, vingt, quarante des meilleurs peuvent passer à la révolution, mais la classe dirigeante capitaliste demeure. Or, il s'agit de construire une société nouvelle, s'appuyant sur des fondements opposés, antagoniques à ceux qui existent. Alors, il faut en discuter. C'est réellement prendre une attitude infantile que de parler comme le fait Marchais.

Il faut discuter du passage du capitalisme à l'Etat ouvrier et de l'Etat ouvrier au socialisme, car une des conséquences principales qui va surgir de cet abandon de principes, est que l'Etat ouvrier n'est pas nécessaire. Ils vont le remplacer par un accord avec quelques bons capitalistes etc. Il faut donc discuter avant tout du problème de la prise du pouvoir, y compris sous une forme parlementaire. Le problème de comment passer du gouvernement à la transformation de la société demeure. Il faut discuter des raisons pour lesquelles l'Etat ouvrier est nécessaire, montrer que le socialisme est une conception de l'histoire, partant de relations sociales, économiques antagoniques à celles qui existent. Il faut polémiquer avec les communistes sur tout cela.

Il faut montrer comment tous ces principes sont aujourd'hui appliqués à travers la Chine, Cuba, le Vietnam ; montrer que le socialisme n'est pas seulement une conception, une idée supérieure pouvant être acceptée par toute la société. Non, un secteur de la société lui est antagoniquement opposé et dispose pour se défendre de moyens et d'armes qu'il utilisera. Il est mensonger de dire que l'on peut l'empêcher d'avoir recours à la violence, à la guerre.

Comment pourrait-on empêcher le capitalisme d'avoir recours à la violence ? En lui ôtant ses armes, en les lui cachant ? Il faut être bien naïfs pour refuser de discuter ainsi concrètement. Est-il concevable de penser qu'une pareille société, disposant de dizaines de milliers d'armes atomiques va se laisser dissuader par la raison ? Ou est-ce par la force qu'on l'empêchera de les utiliser ? Marchais peut-il donner un seul exemple de relations sociales démontrant que le capitalisme se laisse prendre de bon gré son pouvoir de décision et de commandement. « Il faut empêcher que le capitalisme utilise les armes », disent les communistes. Mais comment ? Il ne s'agit pas de propagande commerciale, mais de faits fondamentaux. Ils ne disent rien de tout cela. Ils ne formulent aucun raisonnement dans ce sens.

Toutes les expériences démontrent par contre, qu'il s'agisse de la Pologne, de la Yougoslavie, de n'importe quel Etat ouvrier, que le pouvoir a été pris par la force et qu'il se maintient par la force, et que par la force, il empêche l'arrivée de courants type tchécoslovaques.

Il ne s'agit plus de discuter de généralités, mais de principes. C'est ce que disent un grand nombre de militants communistes à travers la Tribune de discussion de l'Humanité, lorsqu'ils posent de relire « Que Faire » de Lénine. Il faut aussi relire « Un pas en avant, deux pas en arrière ».

Il n'est pas vrai qu'il s'agit d'une autre époque, qu'elle soit différente et qu'il faille en conséquence d'autres moyens, d'autres organismes. Elle n'est différente qu'en ce qu'elle est meilleure qu'avant pour abattre le capitalisme. Ce n'est pas une époque pour abandonner les principes. Si tel était le cas, il faudrait démontrer que

ces principes
que les princ
passer le prin
Marchais
trer, ni théori
de Marx a été
La concep
toute sa force
lant, comme i
ces. Il se prép
se prépare à
ne se le propo
rand dit : « Ma
Tout cela
chais. Ses déc
la peur de la
l'URSS fait pr
tence de 14 E
Le PCF fa
sions sous en
renoncer en c
agents de la
pression chauv
chais dans le
je tends la ma
Toute cett
ainsi que le C
mais ce n'est
formules. Ils n
s'ils ne les ap
liation. Ils so
yankee et avec
il vont essayer
mettait à leurs
La position
cipes par des
Etats ouvriers,
dans les méth
Tout cela ne
généraliser.
Nous devo
expliquer pour
rapports parti
principes ont c
ils n'ont pas c
de les discute
Le mouver
Aussi la Tribu
grande importa
lettres de mili
aucune traditio
tion » sont con
nous sommes à
cipes concerna
n'y a aucune
de calculs, et s
Toute la d
de manœuvre.
tique détermine
Ce manque
total de préocc
fait par exemp
qu'il faut la tra
sera dépossédé
des manœuvres
Dans « Le
Lénine), Trotsk
manœuvre tron
tendant toujour
le prolétariat e
à satisfaire le
par Trotsky, ét
l'histoire. Voilà
de comment on
elle ou non u
marxisme ?
Le marxism
s'enrichit const
agit au moyen
« nous ne somm
bourgeoisie, au
électoral pour
d'une couche q
craignant d'être
antagonique. C'
allant jusqu'à c
l'époque de Duh
Lorsque l'o
démocratie il
exemple concrè
simplement à
Une conclu
L'Etat ouvrier
qui l'empêche
La naïveté,
possible de pre
Duhring était n
geoisie, même
pas l'histoire, s
Ils ont une
donne jamais l
moyens dont el
pour le prolétar
Lorsque M
tâche de les re
cela qui conduit
Ils ne partent

es ont été dépassés par l'organisation sociale. Où est l'exemple montrant rincipes de Marx ne sont plus valables ? Il faudrait pour cela avoir dé- principe de « à chacun selon ses capacités ».

ais se permet une pareille aberration de la pensée de Marx, sans mon- éoriquement, ni politiquement, ni programmatiquement que la conception été dépassée par l'histoire. Le PC italien fait d'ailleurs la même chose. nception fondamentale de Marx reste entièrement valable. Elle conserve rce et sa vigueur. Elle est constamment prouvée par l'expérience. En par- e il le fait, Marchais ne fait qu'adultérer l'expérience et ses conséquen- **prépare ainsi à adultérer l'interprétation concrète** de la lutte de classes. Il à des renoncements encore plus grands. Même si tel ou tel dirigeant ropose pas, la voie est ouverte pour toute sorte de magouille. Déjà Mitter- « Marchais vient à nous » !

ela indique un processus beaucoup plus profond que ce que montre Mar- déclarations reflètent l'irritation, et l'insécurité d'une couche acculée par la guerre atomique. Malgré son origine bureaucratique, la direction de t preuve de l'assurance historique que lui donnent l'expérience et l'exis- 14 Etats ouvriers.

F fait de pompeuses déclarations pour garantir toutes sortes de discus- entendant aussi pour la bourgeoisie. Il crée ainsi les conditions pour n cours de route à toute une série de conceptions. Ce ne sont pas des la bourgeoisie, mais ils sont intimidés et pris de peur, sensibles à la hauviniste, nationale, qui s'exerce sur eux. Il faut se souvenir que Mar- le « Défi Démocratique » a été celui qui a dit « je ne lève pas le poing, main ». « Mes couleurs sont celles du drapeau français ».

cette discussion ne va pas s'arrêter là. Les Soviétiques vont intervenir le Chinois. Déjà les Albanais le font. Les Chinois sont à droite du PCF, 'est pas seulement formellement qu'ils soutiennent un certain nombre de ls ne peuvent abandonner les principes, qui restent fondamentaux, même s appliquent pas. Les Chinois sont les champions de la politique de conci- sont allés jusqu'à concilier avec Tchang-kai-Tchek, avec l'impérialisme avec Strauss. Pour raisons de convenance et parce que c'est nécessaire, ayer de défendre les principes attaqués par le PC français. Si celui-ci se leurs côtés, alors les choses changeraient.

sition adoptée par Marchais est une conséquence de l'abandon des prin- des courants et des directions du mouvement communiste mondial, des iers, des Partis communistes qui ont cessé, ou n'ont jamais eu confiance méthodes et l'ensemble des principes marxistes. Marchais n'innove pas. ne vient pas d'aujourd'hui. Il s'agit de vieilles positions qu'il tâche de .

devons réitérer l'explication des principes de la lutte révolutionnaire ; pourquoi la prise du pouvoir, l'Etat ouvrier, le socialisme ; expliquer les parti-syndicat, masse-classe-partie-direction, syndicat-parti-Etat. Tous ces ont déjà été développés par les Bolcheviques et ensuite par Trotsky, mais as connu une suffisante divulgation. Il n'y a pas eu assez de possibilité cuter.

ouvement communiste mondial n'a aucune expérience pour en discuter. Tribune de discussion préparatoire au Congrès du PCF a-t-elle une très portance, enrichit-elle beaucoup la discussion. Il y a constamment des militants pour défendre les principes justes et nécessaires. Il n'existe adition de discussion dans le PCF. « Que Faire » ou « l'Etat et la Révolu- t considérés comme de vieux livres. La direction n'explique pas en quoi nes à une autre époque ; qu'est-ce qui a changé dans les rapports et prin- cernant la révolution, la construction de l'Etat ouvrier et du socialisme. Il une explication. C'est simplement une question d'aspiration, de volonté, , et surtout de manœuvres.

la déclaration de Marchais est imprégnée du début à la fin d'un esprit ivre. Il n'y a en effet aucun raisonnement, aucune formulation programma- rminée par l'analyse scientifique, par l'expérience scientifique.

anque de respect aux aspects essentiels du marxisme indique un manque réoccupation pour tirer les conclusions qui s'imposent des expériences. Le xemple que cette société soit toujours une société de classes, signifie la transformer. Comment s'y prendre pour ne pas violenter la classe qui ssédée ? C'est là un des principes les plus simples. Ce n'est pas avec euvres que l'on va tromper la classe ennemie.

« Le grand organisateur de la défaite » (La troisième Internationale après rotsky consacre un merveilleux chapitre sur la manœuvre licite et la trompeuse. Lénine était le champion de la manœuvre révolutionnaire. oujours à confondre l'ennemi, à le désorganiser, à encourager par contre riat et le Parti bolchévique. Les manœuvres de Staline visaient par contre e le capitalisme, à tromper le prolétariat. Ces principes de Lénine, repris y, étaient, sont et seront toujours valables pour une longue période de Voilà pourquoi il faut élever la compréhension de ce qu'est l'Etat ouvrier, nt on va au pouvoir, de se que signifie la prise du pouvoir. Celle-ci était- on une nécessité historique ? Où est-ce une conclusion dogmatique du ?

arxisme n'est pas un dogme, mais un principe d'analyse scientfique qui constamment. Il n'a aucune peur de l'expérience de l'histoire parce qu'il noyen de principes scientifiques confirmés par l'expérience. En disant sommes pas dogmatiques », Marchais cède à la bourgeoisie, à la petite- e, aux cadres. Il cherche un nouveau terrain d'appui social, politique et our ne pas dépendre du prolétariat. Son raisonnement correspond à celui che qui cherche à se situer entre le capitalisme et l'Etat ouvrier. Tout en d'être assimilé à la tendance tchécoslovaque, il ne lui est pas non plus ue. C'est pour cela, que tout ce secteur a défendu les Tchécoslovaques, en qu'à couvrir le honteux mensonge sur « la défense de la démocratie » à e Dubcek.

ue l'on discute de la « défense de la démocratie », il faut dire de quelle e il s'agit, les objectifs qu'elle poursuit. Pourquoi ne pas discuter par concrètement de ce que voulait Ota Sik ou Pelikan, au lieu de se référer t à des principes abstraits ?

conclusion logique va conduire les Soviétiques à s'opposer à tout cela. rier soviétique a une solidité, une structure économique et scientifique èche d'entrer dans ces manœuvres.

ïveté, mais aussi l'ignorance de Marchais le conduit à croire qu'il est le prévoir des situations sans se baser sur les expériences de l'histoire. tait naïf et Engels l'a traité en conséquence. Il est démontré que la bour- ême si le capitalisme s'effondre, n'abandonne pas le pouvoir, n'abandonne ire, sans qu'on l'y contraigne.

t une peur bleue de la phrase de Marx qui dit que « le capitalisme n'aban- ais la scène de l'histoire, sans utiliser pour se défendre avec tous les ont elle dispose ». Si pour eux Marx est vieux, il est plus jeune que jamais rolétariat et pour nous autres

ue Marx parle ainsi, il tient compte des rapports de classes. Marchais es remplacer par des rapports entre les bons et les mauvais. C'est aussi onduit le PC en Italie à chercher un accord avec la Démocratie chrétienne. rtent d'aucune conclusion logique tirée des expériences de l'histoire.

1976

J. POSADAS

Les réunions des partis socialistes et le programme pour construire le socialisme.

Les partis socialistes reçoivent eux aussi, tous les effets de la crise mondiale du système capitaliste, et du progrès de la régénérescence partielle dans les Etats Ouvriers. Le processus de la révolution a mis mondialement à l'ordre du jour : Comment allons-nous construire la nouvelle société. Et plus seulement les problèmes de l'une ou l'autre revendication, des droits démocratiques, syndicaux, des masses exploitées. Face à cela la vieille politique de collaboration de classes, de réformes graduelles pour aménager le système capitaliste de la part de la social-démocratie, est en crise et en faillite. En quelques mois, l'Internationale Socialiste a fait un grand nombre de réunions, dont le but essentiel était de contenir ce processus de crise et la radicalisation dans le mouvement socialiste. Mais toutes les tentatives de droite socialiste – principalement du SPD allemand de faire réculer l'Union de la Gauche, le Programme Commun et son influence sur d'autres PS, n'ont pas abouti. Ces réunions avec tout ce qu'elles ont de réformistes, de conciliateur et de peur de vant la nécessité de renverser le capitalisme ; n'ont posé aucune conclusion pour favoriser ou renforcer le système capitaliste. Au lieu de soumettre le mouvement socialiste aux directives de la droite social-démocrate, une partie des PS tient des réunions séparées, qu'elle essaie de couvrir sous le titre "réunion des PS d'Europe du Sud", mais qui marquent en fait un processus de rupture et malgré qu'ils s'en défendent. La réunion de Paris n'avait rien d'une motivation "géographique". Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que Soarès s'est senti tellement "nordiste" qu'il s'est désisté et est allé discuté avec Kissinger.

Les partis socialistes qui se sont réunis à Paris ont discuté de la nature de cette crise capitaliste, en tirant la concusion qu'elle a un caractère globale, profond, et qu'on ne peut y répondre avec une politique "social-démocrate", qu'il faut étendre le "Programme Commun", de France aux autres pays d'Europe, développer le front unique avec les partis communistes ou les mouvements ouvriers chrétiens. La présence du PSB a cette réunion n'avait pas non plus de motif géographique, mais bien politique. Elle montre une radicalisation du mouvement socialiste belge, bien importante. Cette radicalisation doit trouver une expression dans un programme clairement anticapitaliste. Ce qui n'est pas le cas encore en Belgique. C'est la tâche de la gauche socialiste de mener cette campagne, de mieux s'organiser, avec plus de conséquences, et de proposer un programme d'étatisations sous contrôle ouvrier des principaux moyens de production, des banques, de planification de l'économie en fonction des besoins des masses. Ce programme est nécessaire au niveau de la Belgique et de toute l'Europe encore capitaliste. C'est vrai que nous défendons l'europe des travailleurs contre l'Europe des trusts. Mais quel est le contenu de ce mot d'ordre3? La classe ouvrière doit avoir la direction et le contrôle de l'économie, c'est elle qui doit réaliser l'unification de l'Europe, ce dont le capitalisme et complètement incapable. Il faut unir l'Europe capitaliste avec l'Europe, diriger déjà par les Etats Ouvriers.

Dans cette Europe, nous sommes pour la "pluralité" de toutes les tendances de gauche qui luttent pour le socialisme et contre la pluralité pour la bourgeoisie, qui revient à lui laisser l'opportunité d'organiser la contre-révolution. Les camarades de la gauche socialiste doivent aussi discuter et maintenir la défense de la dictature du prolétariat pour construire l'Europe Socialiste, comme le fait la gauche du PS en France, en partie en Italie et au Portugal. Il faut discuter les expériences du Portugal pour étendre à toute l'Europe les organes de pouvoir populaire, les SUV, les organismes de front unique ouvriers-paysans-étudiants soldats, et inclure dans ce programme le front unique pour imposer les droits démocratiques des masses en Espagne uni à la lutte pour un programme de gouvernement de gauche en Espagne et dans toute l'Europe !

31 Janvier 1976

S'APPUYER SUR LA VICTOIRE DU PROCES D'HANREZ POUR ORGANISER LA SOLIDARITE AVEC CATERPILLAR.

La semaine passé, le juge du tribunal de la chambre correctionelle acquittait par "manque de preuves sufisantes" les trois inculpés de la grève d'Hanrez.

En fait de quoi s'agit-il. C'est un procès intenté par la justice bourgeoise pour des fait qui sont le résultat de l'action de la classe ouvrière contre le pouvoir capitaliste. Si la justice bourgeoise a reculé et acquitté les trois camarades ce n'est pas pas parceque elle est équitable mais parcequ'il y a eu une mobilisation dans les usines, dans les quartiers des secteurs de l'avant garde, qui sont arrivés à entraîner même des fédérations des partis qui se sont mobilisés contre la justice de classes. Des sections socialistes d'entreprises se sont mobilisées également.

Les dizaines d'ouvriers de plusieurs usines de la région présents aux procès, les délégués syndicaux présents également ont été un frein à la justice pour qu'elle puisse agir a visage découvert.

Si elle a du reculer, c'est grâce à toute cette mobilisation qui le lui a imposé de force. Si elle avait pu, elle aurait imposé des condamnations et non les acquittements. Après le 3ème procès, surtout, toute la justice était remise en question dans tout le pays. Pour cela aussi la presse en a parlé. C'est la justice qui était mise au banc des accusés par l'ensemble de la classe ouvrière de Charleroi. Si elle a changé de tactique c'est pour battre en retraite.

Ce procès montre qu'il a été possible de faire bouger une grande partie de l'opinion de la région, qu'il a été possible de mobiliser plusieurs organisations, et une grandes quantité d'indépendants sur la base de la défense des droits démocratiques et syndicaux. Cela est important également, comme conclusion pour s'organiser pour les prochaines actions et par exemple concrètement pour Caterpilar, pour le procès de Nivelles où l'action est importante et décisive. C'est avec cette compréhension que nous devons continuer l'action dans la région en posant chaque fois la conclusion de classe : s'il y a eu un procès, s'il faut lutter pour les droits démocratiques et syndicaux c'est parceque existent encore le capitalisme et la bureaucratie syndicale. C'est cela qu'il faut discuter dans le plateforme du comité pour la défense des droits démocratiques et syndicaux, et non de vouloir apparaître comme les plus révolutionnaires de tous. Il faut voir bien clairement que la base des atteintes aux droits de la classe ouvrière, au manque de ces droits, au manque de la démocratie est l'existence du capitalisme.

(Suite page 4)

POUR UN PROGRAMME ET UN FRONT ANTICAPITALISTE CONTRE LE "PLAN DE RELANCE"

pouvoir faire un plan cohérent, et bénéfique pour la classe ouvrière. Sur cette base, les points proposés pas le PSB vont pouvoir se réaliser. Autrement, on reste dans le circuit capitaliste où le plus fort écrase les autres inévitablement !

La crise au Marché Commun montre bien que le capitalisme n'offre pas d'issue, aucune perspective. Au lieu d'unifier l'Europe, il a renforcé uniquement les grands monopoles, provoqué l'augmentation des faillites, des fermetures d'entreprises, du chomage. Au lieu de niveler les économies des différents pays, ceux-ci se font la guerre entre eux pour les produits agricoles pour le vin, ils ne peuvent supporter l'élargissement de la CEE à un pays comme la Grève qui apporterait de nouveaux problèmes. Ils détruisent des milliers de tonnes d'aliments – légumes, lait, viande – alors que les gens se nourissent mal partout en Europe ! Le capitalisme belge est pris dans toute cette crise générale et il faut briser le régime de la propriété privée et de la concurrence pour pouvoir en sortir.

Une telle lutte ne paut vaincre au Parlement ! Doit-on attendre le vote du plan de relance, de la même manière que la loi-programme a été votée ! Le Front Commun syndical a organisé une grève d'une heure, après le vote de la loi. Maintenant il ne propose même plus rien du tout, car il a déjà accepté, en fait, de ne pas combattre pour abattre le plan de relance et ce gouvernement de misère.

Une fois de plus, les dirigeants FGTB ressortent la menace de la division du front ouvrier. C'est aussi injuste qu'en décembre ! Socialistes, Chrétiens, Communistes Trotskystes, on se met vite d'accord, à la base dans les usines, dans les actions, dans les quartiers pour mener la lutte. Les directions, non. Pourquoi ne pas s'appuyer et faire une campagne nationale en soutien aux dizaines d'usines occupées en Belgique par les ouvriers de toutes tendances, et dans les deux régions. C'est un bon exemple qui montre l'unité existant dans la classe ouvrière. Il faut discuter le programme anticapitaliste pour que cette unification ait plus de force et de perspectives.

On ne voit pas toutes les forces qui sont prêtes à lutter parceque qu'aucune direction ouvrière ne les mobilise ou ne les montre. Le Parti Communiste non plus. Au lieu de remplir cette tâche il recule dans son programme, dans ses objectifs, et dans sa politique et renonce "officiellement" à l'objectif de la dictature du prolétariat, et au mot d'ordre du gouvernement de gauche. C'est de cela que la bourgeoisie profite pour gagner du temps, pour s'organiser, pour se préparer à la guerre. Clandestinement, elle met en place les services de "defense globale du territoire", la concentration de la gendarmerie etc... Mais elle n'a pas de forces réellement ! Quand on voit les militaires de carrière, officiers supérieurs inclus, se préparer à manifester avec leur famille et enfants, à affronter le gendarmerie, cela montre bien la crise, la désintégration du système capitaliste. Les Syndicats ouvriers doivent se prononcer sur cette crise dans l'armée et encourager la syndicalisation des militaires, appuyer leurs revendications pour des conditions de vie dignes, et en mêmes temps leur offrir la perspective du socialisme, leur montrer la force et la capacité de la classe ouvrière à diriger la société. Cela aura une influence très profonde sur les militaires, comme sur la police, la magistrature, sur tous les secteurs qui servaient le capitalisme et commencent à se rebeller contre lui.

Pour obtenir les revendications immédiates de la classe ouvrière, pour faire reculer le capitalisme et préparer les conditions pour imposer un gouvernement de gauche, il faut passer à l'offensive !

31.1.1976.

AU PROCES DE HANREZ

(Suite de la page 3)

Il faut compter sur toutes les forces de gauche pour lui imposer des défaites, des reculs. Comme cet acquittement, qui est une victoire.

Nous appelons tous les camarades "indépendants" qui ont collaborés, participés, tous les membres et militants d'organisations politiques et syndicales à continuer cette action dans le sens de nos propositions antérieures.

31.1.76

ABONNEZ-VOUS A LUTTE OUVRIERE

Ed. resp.C. Pôlet
51A, rue Garibaldi 1060 BRUX

IL FAUT APPUYER L'INTERVENTION DE L'URSS, DE CUBA, DU VIETNAM SOUTENANT LE FRONT POLISARIO ET LE MPLA

(Suite de la page 1)

nes supérieures, socialistes. Dans cette lutte il a le soutien des Etats Ouvriers, de l'URSS, de Cuba et du Vietnam. Les meilleurs généraux de l'armée cubaine se trouvent en Angola. C'est un appui, une manifestation d'internationalisme prolétarien très élévé.

La guerre du Liban fait partie également des plans de l'impérialisme pour tenter de liquider le développement de la révolution au Moyen-Orient au travers de l'appui aux phalanges chrétiennes. Il ne s'agit absolument pas d'une guerre de religion, mais d'une guerre défendent des intérêts de classes différentes. Voilà le terrain sur lequel se situe dans cette étape n'importe quel confli dans le monde. Les forces soutenues par l'impérialisme perdent du terrain, au Liban, comme au Sahara comme en Angola. C'est un élément de confiance pour la classe ouvrière pour les masse du monde entier.

Cette guerre a une signification mondiale : elle montre le développement d'un FRONT UNIQUE MONDIAL REVOLUTIONNAIRE ANTI-IMPERIALISTE, entre les Etats ouvriers comme l'Union Soviétique, Cuba, le Vietnam et des mouvements de libération nationalistes, comme le Polisario, qui progressent chaque fois plus vers une conception communiste de la lutte et de la vie. Un tel front qui s'est constitué pour le Sahara, comme pour l'Angola, et qui englobe aussi les Etats révolutionnaires comme l'Algérie, est un progrès vers l'internationalisme prolétarien de la part du mouvement communiste mondial, et essentiellement, des Etats ouvriers. Il faut appuyer pleinement l'intervention de l'URSS, Cuba, le Vietnam avec le Polisario et le MPLA ! Nous invitons toutes les organisations révolutionnaires, démocratiques en Belgique, le Parti Communiste, le Parti Socialiste, à analyser avec objectivité cette intervention de l'URSS. Sans leur intervention, ces mouvements mèneraient une lutte beaucoup plus meurtrière, non par manque dé volonté de vaincre, mais par manque de moyens militaires suffisants pour faire face à l'impérialisme.

Toutes ces actions montrent avec évidence qu'il n'est pas possible de prendre le pouvoir pacifiquement, de déloger le capitalisme par la pression simple des masses, ni de maintenir aucune lutte dans les limites des frontières de chaque pays. C'est une leçon concrète et simple de marxisme pour tous ceux qui croient, dans le mouvement communiste, que l'on peut mettre l'internationalisme prolétarien, la dictature du prolétariat, la nécessité de la violence pour en finir avec le capitalisme, à la poubelle. Aucune révolution n'a triomphé dans l'histoire et ne triomphera, en dehors de l'application de ces principes.

Nous invitons toutes les partis communistes à discuter l'intervention de l'Union Soviétique dans le monde avec plus d'objectivité et à se centraliser avec le PCUS qui prend les positions les plus avancés dans le mouvement communiste mondial. Il manifeste son soutien politique et militaire avec les armes les plus modernes aux mouvements révolutionnaires du monde qui n'ont pas été ni crée ni organisés par les partis communistes, il intervient également dans le polémique virulente qui est en train des développer dans les PC sur la dictature du prolétariat, sur l'Internationalisme Prolétarien, sur la nécessité de la violence révolutionnaire, sur tous les problèmes les plus brûlants qui se discutent actuellement.

Nous faisons un appel à tous les militants communistes à faire une discussion dans leur organisation pour qu'elle réponde à la nécessité des luttes dans chaque pays et dans le monde entier.

31.1.1976.

ESPAGNE

APPUI INCONDITIONNEL AUX MOBILISATIONS DES MASSES EN ESPAGNE POUR RENVERSER JUAN CARLOS ET LE CAPITALISME

Nous saluons avec toute notre ferveur communiste la classe ouvrière et les masses espagnoles qui mine de l'intérieur le régime par les grèves, les mobilisations et les manifestations qui se multiplient dans cette dernière période en Espagne. La grève du métro, la grève de solidarité de milliers d'ouvriers sont des expressions du sentiment des masses et de la classe ouvrière qui démontrent leur volonté d'en finir avec le régime.

Nous faisons un appel à toutes les organisations ouvrières, syndicales et démocratiques en Belgique à manifester leur appui et solidarité complète avec la lutte des masses en Espagne. Ces mobilisations démontrent que les conditions sont mûres en Espagne pour prendre le pouvoir et organiser un gouvernement de gauche avec un programme anticapitaliste. Face à cette combativité de la classe ouvrière espagnole, le PCE maintient les mêmes position de front démocratique, qui permet au régime de survivre encore un peu, qui lui donne encore souffle de vie. Il ne propose pas de programme anticapitaliste, en même temps que la lutte pour conquérir les libertés démocratiques. Il y a un vide de la part du PCE et des direction ouvrières qui ne répondent pas au sentiment et à la volonté des masses. Dans ces conditions tout à fait favorables à la gauche, le PCE s'associe aux PC qui déclarent la dictature du prolétariat dépassée, inapplicable à l'heure actuelle, qui renvoient aux calandes grecques l'Internationalisme prolétarien et la nécessité d'imposer par la force la classe ouvrière à la direction de l'économie d'un pays. Une délégation du PCF vient d'être recue officiellement par le PCE en Espagne pour déclarer en commun leur rejet de tous ces principes élémentaires du marxisme.

Il faut lutter maintenant en Espagne pour imposer par la force, le retour aux libertés démocratiques, par les mobilisations des masses, et organiser un large front unique de toutes les forces de gauche, démocratiques et progressistes qui veulent lutter pour un programme anticapitaliste, de transformation de l'économie de l'Espagne au profit des masses. Un programme précis de nationalisations, d'augmentation des salaires, de controle ouvrier et l'organisation d'un gouvernement de gauche pour le réaliser. Voilà le programme pour lequel le PCE doit lutter maintenant.

Les militants communistes de base et la classe ouvrière n'acceptent pas les positions conciliatrices de sa directions, et en même temps elle cherchent à combler le vide de direction politique au travers des luttes et mobilisations quotidiennes.

Cela s'est exprimé également dans la fête des 6 heures pour l'Espagne à Bruxelles. Cette fête a été le reflet du manque de préoccupation politique, du manque de politique révolutionnaire du PCE. Aucun stand, aucune discussion politique n'a été faite. Les militants ne vendaient même pas leur journal à l'entrée.

Nous faisons un appel à discuter dans le PCE, dans le mouvement communiste mondial la nécessité de corriger toutes ces positions des PC, d'intervenir avec un programme antidapitaliste, de tirer les conclusions des expériences historiques de la Révolution Russe, du Chili. La bourgeoisie ne va pas se retirer de la scène de l'histoire sans avoir utiliser tous les moyens pour s'y maintenir, elle ne vas pas se retirer parcequ'elle constate que la gauche est plus forte, qu'elle a la majorité et qu'il n'ya plus de places pour elle. Toutes les expériences historiques et l'analyse marxiste démontrent le contraire. Il faut donc se préparer et proposer, appliquer un programme anticapktaliste basé sur les mobilisations de la classe ouvrières et des masses exploitées, pour renverser le régime de Juan Carlos.

31.1.1976.

Réunion du Secrétariat International de la IV^e Internationale trotskiste-posadiste

La crise de croissance du mouvement communiste mondial et la discussion sur la « dictature du prolétariat » (Extraits)

11 Janvier 1976 - J. POSADAS

Le renoncement au principe de la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire à une des bases essentielles du marxisme, par le Parti Communiste Français, ou au moins par Marchais, pose et va poser ouvertement une très grande crise dans le mouvement communiste mondial.

Il faut attendre les réunions que vont tenir les Etats ouvriers, leurs partis communistes et les discussions qui vont s'y dérouler. Ce problème dépasse la discussion ou les intérêts d'un parti. Aussi notre internationale et toute l'avant-garde mondiale doivent-elles être attentives aux orientations de cette discussion. Il faut combiner la défense de ce principe marxiste de dictature du prolétariat, l'explication de ce qu'elle représente, et le peu de temps où elle a été appliquée de façon légitime en Union Soviétique, au cours des 7 premières années de la révolution russe. Le principe a été et n'en reste pas moins inaltérable.

Les changements que sont en train d'entreprendre les partis communistes en vue de remplacer la dictature du prolétariat par des formes appelées démocratiques

(Suite en pages centrales)

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans revolution violente. »
Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout »
Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B P 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Polet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Fr. - 14e année N° 260 - Le 20 février 1976. HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE

- Lettre du camarade Posadas sur la tuerie ouvrière devant la prison de Porto.
- Pour la syndicalisation des militaires.
- Solidarité avec les militants CSC en procès à Nivelles et avec Kris Merckx.
- Communiqué de presse.

LES OCCUPATIONS D'USINES ET LE PROGRAMME D'ACTION CONTRE LE «PLAN DE RELANCE» CAPITALISTE

EDITORIAL

Une nouvelle crise se manifeste dans le gouvernement Tindemans, juste au moment de la discussion du "Plan de Relance" au Parlement. Ce plan a pour but précis de donner plus de facilités, de subsides, de détaxations aux secteurs les plus puissants du capitalisme belge ; le soi-disant "holding public" étant simplement la forme que ces subventions vont devoir prendre. Le Rassemblement Wallon se sent maintenant trop fortement lésé devant l'offensive que mène la droite la plus active, du CVP et du PSC pour que ces nouvelles subventions aillent aux plus grosses entreprises. Pour cela, voilà qu'ils se disputent sur la distribution des finances de ce holding à "deux" ou à "trois" régions. Mais un changement de position du RW met en danger tout le gouvernement Tindemans. Et cela se produit alors que la bourgeoisie aurait besoin de concentrer toute sa force politique pour appliquer le plan de relance. La faiblesse, la fragilité de ce gouvernement sont bien évidentes. Mais les forces capables de donner une alternative de gauche ne se trouvent pas dans le Parlement. Ce n'est pas là que s'exprime le réel rapport de forces du pays; il faut le mesurer dans les objectifs et la volonté de lutte de la classe ouvrière, des masses. Le gouvernement Tindemans tient debout parce qu'aucune force de gauche ne s'organise pour le renverser ni pour donner une réponse socialiste face à cette crise totale du système capitaliste. Les forces de la gauche ne sont pas, bien sûr, au Parlement. Mais bien dans les dizaines d'occupations d'usines et de grèves que la classe ouvrière continue à mener malgré toute la démobilisation des directions syndicales.

Pendant que le Front Commun Syndical au sommet piétine, à cause des conflits et des concurrences entre les bureaucrates, à la base les travailleurs s'unifient et expriment de mille manières, qu'ils veulent en finir avec la propriété privée capitaliste et que la classe ouvrière est capable de diriger elle-même l'économie et la société.

Ce qui se passe actuellement aux Sablières Marchand est très important. Ces travailleurs ne représentent pas un secteur d'avant-garde, ils n'avaient pas une grande tradition de lutte anticapitaliste. Mais ils ont pris en mains l'organisation de leur entreprise et montrent que tout fonctionne très bien sous leur direction. A Fabelta aussi, les travailleurs annoncent avec une complète assurance qu'ils sont prêts à assumer la direction de leur entreprise eux-mêmes. Ces deux exemples ne sont pas des exceptions. Ils reflètent, bien au contraire, ce que veut toute la classe ouvrière en Belgique. Ces expériences de fonctionnement de l'entreprise sous contrôle ouvrier ne peuvent pas rester isolées et elles ne peuvent pas trouver un aboutissement dans le cadre du système capitaliste, car l'usine, même sous direction ouvrière, se heurte à toutes les contradictions du capitalisme dans le reste du pays, à la concurrence, à la recherche du profit maximum ; mais elles sont une preuve éclatante que la classe ouvrière se sent capable de changer toute cette société.

Toutes les directions ouvrières sont en arrière de cette maturité des masses. Elles pensent que les gens ne réfléchissent pas, qu'ils n'entendent pas et ne s'intéressent pas à ce qui se passe dans le monde, qu'ils ont peur "de perdre leur emploi" ou sont découragés à cause du chômage. Pour cela, le P.C. déclare dans le texte de préparation à son congrès : "les conditions ne sont pas mûres pour un gouvernement de gauche". Le problème est que ces directions ne sont pas prêtes ni disposées à lutter pour le pouvoir.

Mais la classe ouvrière vit et sent le progrès de la révolution dans le monde, et des Etats ouvriers. Une conclusion simple : le tremblement de terre au Guatémala a provoqué la mort de plus de 50.000 personnes et détruit tous les biens de millions de gens; en Chine, l'Etat ouvrier est capable de prévoir, et de protéger la population contre un tremblement de terre très violent, parce que le progrès scientifique et technique sont mis au service des masses et que l'organisation collective de la société permet à tous d'utiliser les instruments de détection, de communiquer massivement les résultats de toutes les observations, et au moment du tremblement de terre, de s'organiser collectivement pour quitter les lieux d'habitations et se préparer à tout reconstruire tous ensemble aussitôt. Même si l'Etat ouvrier n'a pas encore pu empêcher que le tremblement ait lieu, il a déjà impulsé dans toute la population, une confiance immense en elle-même pour faire face et surmonter la catastrophe. Dans les Etats ouvriers, il n'y a plus de chômage, de misère, de famines. Cela, tout le monde le voit, malgré le manque de démocratie

Suite page 2

LE RECUL DU P.C.B. ET L'ABANDON DE LA DICTACTURE DU PROLETARIAT

Notre Parti vient de lire les documents de préparation du 22e congrès du PCB. Nous croyons que ces textes marquent un recul important de la direction du Parti Communiste, sur des positions qu'il avait adoptées antérieurement, telles que le gouvernement de gauche, le contre-pouvoir, le programme de nationalisations des grandes entreprises capitalistes. Ce recul est consacré par la déclaration du Bureau Politique sur l'abandon du principe de la dictature du prolétariat.

Il surgit de ces deux documents un manque d'analyse de ce qui se passe actuellement dans le monde, de l'expérience historique qui surgit de chaque progrès de la révolution, du Portugal, de l'Angola, du front entre les Etats ouvriers et les Etats révolutionnaires. Il manque aussi l'analyse de la situation de la classe ouvrière dans le pays. Quelles ont été ses dernières actions, quelle est la qualité de celles-ci ? Que signifient-elles ? Il ne suffit pas de dire "que l'ensemble de la classe ouvrière ne comprend pas la nécessité de briser définitivement les monopoles". Dans les occupations d'usines qui se sont multipliées, les mises en fonctionnement des entreprises sous la direction des ouvriers, dans la mise en question de AKZO à Fabelté, où même les cadres occusent la multinationale dans des actions comme la grève de Hanrez où les ouvriers ont fait grève pendant plus de sept semaines pour la réintégration d'un militant de notre Parti, dans l'action de Galverbel : il faut bien voir que la classe ouvrière met en question, non seulement le pouvoir des monopoles, mais le pouvoir de tous les capitalistes.

Celui qui écrit ce rapport veut faire jouer à la classe ouvrière le rôle que doivent jouer les directions syndicales et politique de la classe ouvrière. C'est là que se pose la vraie question. Pourquoi le PC prend-il cette attitude d'ignorance de tout ce que fait la classe ouvrière ? Cela vient de son suivisme des directions syndicales, du manque de discussions pour tirer l'expérience des luttes des masses. Ce suivisme et si grand qu'il mène les dirigeants et des militants communistes à voir la classe ouvrière avec les mêmes yeux que les directions syndicales. Comment l'avant-garde ouvrière pourrait-elle s'exprimer mieux quand ses directions syndicales protègent et défendent les multinationales. Il n'y a qu'à

Suite page 6

POUR LA SYNDICALISATION DES MILITAIRES

Il y a quelques semaines, les officiers et sous-officiers, les militaires de carrière, voulaient organiser une manifestation dans les rues de Bruxelles, pour obtenir des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Le syndicat militaire, appelait les familles à se joindre à cette manifestation. Les militaires déclarent qu'ils se considèrent comme des fonctionnaires des services publics, et que l'Etat est donc leur patron. Il faut accorder une très grande attention à cet évènement, car il doit être utilisé par le mouvement ouvrier pour influencer l'armée et pour gagner des courants des militaires à la perspective socialiste. Le Front Commun Syndical FGTB-CSC n'a pas donné son appui à cette lutte, et il laisse donc l'initiative au syndicat libéral.

Mais la bourgeoisie, s'exprimant au travers du ministre Van Den Boeynants, a manifesté son inquiétude et sa conscience du danger de cette situation dans l'armée. Pour cela, VDB a décrété que les militaires ne pourraient pas manifester en uniforme, car le service d'ordre serait assuré par des gendarmes, en uniforme eux aussi, et en cas d'affrontements, "ce serait une atteinte au civisme"! Et le gouvernement s'est hâté de répondre à certaines des revendications des militaires, pour donner au syndicat libéral la possibilité de faire marche arrière tout en offrant quelquechose aux mécontents.

Le fait même de devoir organiser une manifestation pour lutter pour des augmentations de salaires dans l'armée, démontre la crise du régime capitaliste. L'armée est un des soutiens principaux du système, quand elle utilise les même moyens de lutte que les travailleurs, cela montre qu'un secteur important de l'armée a perdu confiance dans le régime qu'elle a pour tâche de soutenir. La conception de "patrie", de "défense de la patrie et du pays" s'écroule. Les militaires se considèrent comme des fonctionnaires de la fonction publique. Et ce qui compte, c'est défendre ses intérêts, ses conditions de vie et de travail, la dignité au travail. L'institution militaire n'impose plus sa discipline mécanique de soumission à ceux qui commandent. C'est une forme de rébellion qui couve dans l'armée en Belgique, contre le manque de perspective de la fonction que le régime capitaliste lui fait accomplir. C'est pour cela aussi qu'une revue d'officiers en fonctions publie un éditorial dans lequel l'auteur montre que ce n'est pas le peuple soviétique qui va faire la guerre, et se demande alors pour quoi tout ce système de défense tellement coûteux.

Ce n'est pas, d'ailleurs, la première fois que les militaires manifestent en Belgique. Sous des formes confuses, ils expriment la même désintégration qui se produit dans toutes les armées capitalistes, du Portugal, à l'Italie, la France et les Etats-Unis. La même chose se passe aussi au sein de la police, de la justice. Les institutions capitalistes subissent la crise, qui est totale.

Dans une émission de TV, un chef de gendarmerie et de la police doivent donner une série de justifications sur leur comportement, manifester le respect pour les ouvriers qui occupent les usines, pour ceux qui font des piquets de grève, assurer qu'ils sont contre les tables d'écoute etc... Au lieu de parler avec arrogance de leur fonction de répression, comme ils devraient faire normalement, ils sont sur la défensive et ne peuvent se faire les défenseurs fermes de la propriété privée.

Dans tous ces problèmes, il serait très important et nécessaire que les syndicats ouvriers interviennent, qu'ils appellent les militaires et les policiers à se syndiquer dans les syndicats des travailleurs, à lutter pour le droit de grève et le droit de refuser n'importe quel ordre contraire à la dignité humaine, refuser de réprimer les travailleurs. Les syndicats doivent faire des appels pour que les militaires participent, comme tous les citoyens du pays, à la lutte de tous les travailleurs contre l'exploitation capitaliste.

ÉDITORIAL *(Suite de la page 1)*

soviétique pour la classe ouvrière. Mais on voit que le MPLA vient de remporter une victoire immense contre l'impérialisme mondial avec l'aide militaire de Cuba et de l'URSS ! Et Kissinger parlant au nom de l'impérialisme yankee doit enregistrer cette défaite importante sans pouvoir réagir immédiatement. Le triomphe du MPLA en Angola et le progrès de la regénérescence partielle dans les Etats ouvriers, influencent beaucoup la Chine et vont impulser la tendance de gauche à changer l'actuelle direction politique qui s'allie à toutes les forces impérialistes pour faire la concurrence bureaucratique avec l'URSS. Le remplacement de Teng Siao Pin et la campagne de critiques contre une série de dirigeants du gouvernement chinois montrent une crise très profonde dans la direction de l'Etat ouvrier chinois. Teng Siao Pin est un des plus acharnés anti-soviétiques et son limogeage signifie que dans l'Etat ouvrier chinois une tendance pèse de plus en plus pour l'unification URSS-Chine face à l'impérialisme et la préparation de la guerre mondiale.

Ces changements, ces progrès des Etats ouvriers influencent aussi les courants socialistes des pays capitalistes, d'Europe en particulier. Alors que certains partis communistes reculent devant la proximité de la lutte pour le pouvoir et pour construire le socialisme et qu'ils multiplient les déclarations d'abandon de la dictature du prolétariat, et se disent "indépendants" des Etats ouvriers, il se produit le processus contraire dans les partis socialistes; car des courants socialistes réformistes, sont en train de voir que le capitalisme est au bout du rouleau, qu'il n'y a plus moyen de le replâtrer, de le changer peu à peu. Ils voient aussi que les Etats ouvriers ont résolu tous ces problèmes fondamentaux des masses travailleuses. La crise sans issue du capitalisme européen, l'influence des Etats ouvriers, la pression et la lutte constante de la classe ouvrière provoquent cette radicalisation au sein des partis socialistes, dont le PSB. Ce n'est pas le Parti Communiste qui a aidé à faire avancer la gauche socialiste ! Et ce courant, s'il ne pose pas de conclusion révolutionnaire, en vient quand même à chercher un appui dans les Etats ouvriers et à dire que ce n'est pas l'Union Soviétique qui prépare la guerre.

Toutes ces forces qui avancent ne laissent plus toute liberté d'action à la droite social-démocrate du PSB pour revenir dans un gouvernement capitaliste, pour "gérer" la crise au nom du capitalisme. La bourgeoisie belge a déjà perdu son point d'appui fondamental pour imposer la domination politique et sociale. Mais si la bureaucratie la plus droitière du PSB et des syndicats n'a plus assez de forces pour empêcher les actions de la classe ouvrière, la gauche de son côté, manque encore d'assurance pour proposer un programme et un front anti-capitaliste. Le recul que fait actuellement la direction du Parti Communiste Belge, sur le plan du programme, de la politique, des objectifs communistes, n'aide pas la clarification du programme sur lequel la gauche a besoin de s'organiser.

La discussion essentielle au sein du mouvement ouvrier ne doit pas porter sur un choix entre une manifestation nationale ou une grève de 24 heures, mais sur : quels sont les objectifs pour lesquels la classe se mobilise. Ce programme manque. Qu'est-ce qu'on peut arracher au capitalisme avec une manifestation nationale et même une grève de 24 heures ? L'un ou l'autre amendement du Plan de Relance, le maintien de la liaison des salaires à l'index, inclus ceux supérieurs à 40.000 F. ? Ce sont des aspects non négligeables, mais qui ne donnent aucune garantie pour l'emploi, pour les salaires, pour le maintien des usines en fonctionnement. Le programme du Front Commun Syndical ne reprend même pas la revendication des 36 heures par semaine sans perte de salaires. Il faut aussi proposer le partage du travail entre tous les ouvriers et une véritable échelle mobile des salaires, car l'index actuel ne reflète pas la hausse réelle du coût de la vie. Ces trois revendications sont une plate-forme minimum avec laquelle il faut répondre au Plan de relance capitaliste. Il faut préparer une offensive générale de la classe ouvrière pour les imposer au capitalisme. La manifestation nationale, et la grève de 24 heures sont une démonstration de forces et d'unité de la classe ouvrière; elles doivent être la base pour préparer une action plus élevée, pour la grève générale. Mais il faut aussi répondre à l'ensemble des problèmes posés par la crise du capitalisme, poser l'alternative du gouvernement de gauche et un programme de nationalisations sous contrôle ouvrier et sans indemnisation de toutes les grandes entreprises du pays et de toute usine qui menace de fermeture, de planification de l'économie pour satisfaire les besoins des gens, pour augmenter la consommation intérieure et les échanges avec les Etats ouvriers et les pays dits "du tiers monde". Aucune forme d'action ne doit être rejetée si elle fait partie d'un plan d'offensive de la classe ouvrière et si elle conduit à se proposer cet objectif de gouvernement de gauche et ce programme.

16.2.76

VIENT DE PARAITRE

REVUE MARXISTE

(En français) — VOL. 1

Xe CONGRES MONDIAL DE LA IVe INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

Le processus mondial révolutionnaire et le cours de la Régénérescence Partielle dans les Etats ouvriers.

Rapport Politique de J. POSADAS
19 juillet 1975.

Sur demande à l'adresse du journal — Prix 50F

COMMUNIQUE DE PRESSE

du Comité de Charleroi pour la défense des Droits Démocratiques et Syndicaux

Le Comité pour la Défense des Droits démocratiques et syndicaux réuni en assemblée le 20/2/76,

- s'insurge contre la recrudescence des actes anti-ouvriers des patrons de la région, les licenciements arbitraires de militants et délégués syndicaux
- dénonce le licenciements de deux militants témoins au procès Hanrez, Jacques Brockaert et André Engelen par Urbain, directeur de Hanrez
- dénonce l'appel qu'il a fait au Conseil d'entreprise, à retirer leur mandat syndical à deux délégués
- appelle à la vigilance, à la solidarité de tous les travailleurs et les militants ouvriers, pour Hanrez , comme pour Caterpillar.

Sur la tuerie ouvrière devant la prison de Porto

Suite de la page 5

Il faut aussi mettre énormément en valeur la décision des « gauchistes » qui malgré leur attitude empirique, leur manque de programme cohérent, ont une très grande décision de combat. Cela montre un des aspects essentiels qui permettent de mesurer l'histoire : la volonté de combat et de triomphe des masses. Elle est exprimée par les gauchistes au Portugal, en Italie, et dans n'importe quel pays du monde. Les Partis communistes par contre, les voient comme des concurrents, qui les poussent. Ils ne voient que les aspects inorganiques, désorganisés, mais ne voient pas leur volonté de lutte formidable.

Le Portugal exprime le niveau des relations mondiales de forces. Il faut aussi tenir compte de la très faible réaction des assassins, tirant contre la manifestation. C'est une réaction clandestine. Il ne s'agit pas d'une décision du gouvernement pour arrêter, contenir. Le gouvernement s'est maintenu dans une attitude prudente, montrant qu'il existe en son sein des gens qui ne sont pas d'accord. Melo Antunes a parlé dans les premiers moments de la libération de tous ceux qui étaient intervenus le 25 novembre, puis il a reculé. Ni Antunes, ni Azevedo n'ont cependant à aucun moment qualifié ceux du 25 novembre de contre-révolutionnaires. Ils ont au plus dit qu'ils étaient des exaltés et des aventuriers. Jamais ils ne les ont accusés de contre-révolutionnaires, d'agents de l'ennemi.

L'expérience et les enseignements de toute révolution montrent que le Thermidor n'est possible que dans la mesure où la direction indécise en crée les conditions. Lorsque le rapport de forces mondial est favorable, même si la direction n'existe pas en un lieu déterminé, elle existe mondialement. C'est une très riche expérience, très profonde pour les communistes et les socialistes. Ce qui se passe au Portugal ne se passe pas en vain.

J. POSADAS

2 janvier 1976.

La crise de croissance du mouvement communiste mondial et la discussion sur la « dictature du prolétariat » (Extraits) 11 Janvier 1976 - J. POSADAS

telles que « le pluralisme », « le socialisme aux couleurs de la France », qui sont en fait sociales-démocrates, indiquent une base de révision du marxisme très profonde, un commencement d'abandon de la méthode marxiste. Tout cela va dominer la préoccupation du mouvement communiste mondial, même si le PC français va tâcher d'en rester là, d'en minimiser l'importance, en affirmant qu'ils gagneront de la même façon. Cependant, si cette révision n'entraîne pas d'importantes conséquences, c'est grâce à la classe ouvrière et à la base du parti.

Une adaptation au système capitaliste

Lorsque la direction du PCF prend une telle décision, c'est qu'elle est disposée à faire de plus grandes concessions à la bourgeoisie. C'est là aussi un stimulant pour les tentatives socialistes d'alliance conciliatrice réformiste et révisionniste. Cette discussion va dominer le mouvement communiste, socialiste, le mouvement ouvrier, sa portée dépend d'une série de circonstances, entre autres, du processus ininterrompu de la révolution mondiale.

Les pays les plus arriérés économiquement, socialement et culturellement, sont en train de prendre les positions les plus avancées, marxistes. Des pays aussi arriérés que Timor et d'autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, adoptent dans la mesure où ils avancent dans la révolution, le point de vue marxiste. Il n'y a en effet pas d'autres façons d'analyser l'histoire, de la faire progresser. Il n'est pas possible de l'interpréter avec le marxisme et de tirer des conclusions qui ne le soient pas, comme le fait Marchais, dont les conclusions programmatiques se situent hors du marxisme.

Abandonner le principe de dictature du prolétariat est rabaisser celle-ci à une conception arrogante du régime de l'Etat ouvrier, à une conception minoritaire où un secteur détient le pouvoir contre le reste de la population. Mensonge ! La dictature du prolétariat permet simplement d'assurer un fonctionnement de la société qui garantisse la propriété étatisée et les mesures de développement économique planifié. Il n'y a là aucun mystère.

Cette discussion va déboucher sur d'autres plus profondes, qui n'en resteront pas là. Elle va poser des problèmes dont nous parlons depuis des années et que les Soviétiques sont en train de reprendre, entre autres, qu'il n'est pas possible de transformer la société sans détruire les organes de l'Etat capitaliste, sans les remplacer.

Il s'agit là de la discussion sur le caractère de l'Etat abordé par Lénine dans « l'Etat et la Révolution », de principes du Manifeste Communiste de Marx et d'Engels, toujours aussi valables aujourd'hui. Ils incluent la dictature du prolétariat, la révolution, la propriété étatisée, l'économie planifiée, le monopole du commerce extérieur, le contrôle de la production, et des mesures du gouvernement, la dictature du prolétariat ne remplace pas le parti, mais élève le rôle du prolétariat et des syndicats.

Les positions adoptées par le PCF ouvrent les voies au révisionnisme. Elles trouveront l'appui des courants révisionnistes des Etats ouvriers, tchèques, hongrois, polonais. Ces courants n'ont aucun avenir car la lutte de classes, la structure de ces Etats et les masses vont les rejeter.. Il est impossible de nier la lutte de classes, de dire qu'elle n'existe pas. La classe la vit, la sent et tire ses expériences.

La bourgeoisie va tâcher d'exploiter et de tirer profit de cette réforme du PC sur le caractère de la propriété étatisée et de la lutte de classes. Un des cardinaux de France pose qu'il ne croit pas dans les changements du PC, qui se base toujours sur la lutte des classes. La pression de la bourgeoisie, qu'exprime Soarès en ligne générale, va se poursuivre, pour tâcher d'imposer l'abandon de la lutte des classes. Déjà, le Parti Communiste Italien est en train de l'abandonner. Nous ne sommes qu'au début de la discussion. Voilà quelque temps déjà qu'elle a commencé, comme le montre le PC Français. Les PC italien, anglais, belge, ont voici déjà pas mal de temps aussi abandonné le principe de la dictature du prolétariat. En parlant de partis communistes, nous nous référons aux appareils qui existent. Le PC anglais n'a rien à voir avec un parti, c'est un appareil sans vie qui n'intervient dans aucun des problèmes fondamentaux de la vie économique, sociale de la lutte de classes en Angleterre.

Un certain temps sera nécessaire pour que cette discussion acquiert plus d'envergure, tout en restant combinée avec les autres aspects courants de la lutte de classes. Il faut aussi considérer que les petits partis communistes comme le hollandais, le belge, le danois, l'allemand sont absents de cette discussion, n'y contribuent avec aucune idée, aucune analyse. Ils ne tirent aucune conclusion pour les luttes. Ils vivent en courant toujours derrière les luttes et sont absents du processus de formation de la gauche dans chaque pays. Il faut considérer que leur base militante est très faible. Ils n'agissent pas comme partie, n'ont pas de positions révolutionnaires, pas d'analyse scientifique, pas de vie régulière. Leur base est un reflet de cette absence de vie.

Il y a chez les militants communistes une grande préoccupation pour savoir comment avancer, parvenir à élire des députés, mais ils souffrent du manque d'initiative scientifique dans la mesure où leur direction ne mène pas une vie politique scientifique. De telles préoccupations existent chez de petits groupes pris individuellement. Elles n'existent pas de façon généralisée. Le lien de ces partis avec le prolétariat est très faible, cependant le contact avec la vie de celui-ci les oblige à intervenir dans la lutte de classes quotidienne et permanente, même si leur manque de vie politique les empêche de le faire d'un point de vue théorique, programmatique et de la politique quotidienne. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas s'attendre à une réaction importante et immédiate de la base de tous ces partis communistes.

Il y a en Union Soviétique en partie dans les PC italien, français, japonais et de certains pays d'Amérique Latine, des tentatives de progresser vers le marxisme, mais les petits partis communistes restent à la traîne. Ils n'agissent pas comme représentants des idées marxistes, de l'analyse marxiste de l'histoire, de la lutte de classes pour abattre le capitalisme et construire le socialisme. Ils parlent simplement comme des administrateurs, comme des sociaux-démocrates.

Il faut intervenir avec une grande passion dans toute cette discussion et ne pas s'attendre à une réaction immédiate et organisée des partis communistes, dans la mesure où les appareils empêchent et étouffent la discussion. Nous en avons l'exemple avec la façon dont le PCF organise ses écoles de cadres, sans préoccupation pour éduquer les masses communistes, mais en cherchant simplement à ce que celles-ci appliquent ce que dit la direction. Il n'y a pas une étude scientifique de l'histoire, de la lutte de classes, des positions de classe, une analyse marxiste du processus de l'économie et de la société. Ils orientent à accepter toute adaptation au système capitaliste dans la mesure où ils cherchent à le remplacer au moyen d'accords, même s'ils font des critiques à la direction bourgeoise. Celles qu'ils font par exemple à Giscard d'Estaing ou au gouvernement italien, visant une direction politique et non une classe. Ils ne proposent pas une conception différente de l'histoire. Ils parlent d'un nouveau type de gouvernement mais ne disent pas qu'il faut planifier, étatiser. Pour nouveau qu'il soit, aucun gouvernement, aucune administration capitaliste, même ayant les mains propres, ne peut empêcher qu'un système qui maintienne la propriété privée, prenne des initiatives malhonnêtes. L'appareil capitaliste empêche l'application de l'honnêteté.

Il faut encore attendre pour voir jusqu'où vont aller les changements du PC français, italien ou espagnol. Il faut compter avec la réaction au sein de ces partis ; avec la discussion dans le mouvement communiste mondial ; avec l'intervention des Soviétiques.

Il est évident que Marchais exprime la très grande pression qu'exercent les secteurs liés au réformisme, ceux qui s'adaptent au fonctionnement et aux changements graduels du système capitaliste. Tout cela existe aussi dans d'autres PC. Si Marchais ne l'avait pas exprimé, ce serait apparu ailleurs.

Une autre préoccupation essentielle est de dominer l'étape où nous vivons, où les conditions existent pour des changements complets de la société ; des changements révolutionnaires pour des gouvernements ouvriers et paysans, des gouvernements de gauche sur la base de programmes anticapitalistes. Ce ne sont pas seulement des programmes de gauche, démocratiques qui sont à l'ordre du jour, mais l'issue globale pour remplacer et renverser le système capitaliste.

Démocratie ouvrière, démocratie syndicale, démocratie soviétique

Ce processus révisionniste des Partis communistes n'est pas nouveau. Aujourd'hui, il éclate au grand jour, et ce faisant, acquiert des formes programmatiques nettes. Nous sommes au début de ces éclatements. Il faut donc prêter attention aux effets qui vont en découler dans le mouvement communiste, socialiste, dans le mouvement ouvrier. Il s'agit aujourd'hui de défendre un principe qui ne signifie pas encore l'abandon du marxisme. Ils ne disent pas qu'ils abandonnent le marxisme mais disent que ce principe n'est plus nécessaire, ce qui conduit en fait au même.

Le marxisme est inexistant sans la dictature du prolétariat, qui est la forme de gouvernement nécessaire pour aller au socialisme. Il faut montrer qu'il n'y a pas de dictature du prolétariat en Union Soviétique. Le parti impose, la bureaucratie dirige, voilà pourquoi 58 ans après la révolution, ils doivent discuter d'un principe qu'ils n'ont pas été capables d'appliquer depuis 51 ans. Pourquoi entre autres y a-t-il toujours inégalité des salaires, alors que toutes les conditions économiques existent pour éliminer les inégalités, alors que les Etats ouvriers représentent plus des deux tiers du monde.

Il faut comprendre qu'il s'agit là d'un processus qui éclate, d'une crise de croissance. Le processus de régénérescence partielle se poursuit plus profondément que jamais. Il se combine en même temps et de façon coordonnée avec la dégénérescence de quelques partis communistes. C'est là d'ailleurs un des effets de la régénérescence partielle des Etats ouvriers et d'un certain nombre de PC.

La tendance qui est parvenue à ce niveau de révisionnisme va tâcher d'aller de l'avant, mais les masses vont résister. Ses conclusions sont celles d'un appareil. Elles ne sont pas dictées par l'expérience historique des masses, qui conduit à la dictature du prolétariat et à comprendre qu'il faut imposer par la force la nouvelle société. Il est faux, comme le posent les communistes italiens, de dire que le « consensus public », l'approbation publique, est nécessaire pour aller au socialisme. La bourgeoisie ne donnera jamais une telle approbation, ni même d'ailleurs la petite bourgeoisie. Quant au reste de la société qui ne détient pas le pouvoir, il faudra qu'il le prenne à la force. Ce n'est qu'ensuite que celle-ci cessera. Ce sont là des conclusions logiques parce qu'il ne s'agit pas d'imposer la minorité à la majorité, mais d'ôter le pouvoir de décision à la minorité bourgeoise et petite-bourgeoise aisée qui dispose de tous les moyens de l'appareil de l'Etat, des armes. Il est donc nécessaire de leur ôter tout cela pour qu'elle ne puisse plus dresser par la force des obstacles. C'est là une des formes de la dictature du prolétariat.

Les discussions et les luttes internes des partis communistes à ce sujet, vont permettre de mesurer le degré de résistance, l'importance du recul, la volonté de frein qui existent en leur sein et qui peuvent aller jusqu'à les diviser ouvertement. En effet, une telle politique les conduit à s'associer à la bourgeoisie et aux ailes qui veulent réprimer les grèves. Il est absurde de supposer que tout le parti communiste appuie une telle position. Mais même ceux qui la proposent n'ont pas encore idée de là où cela peut les mener. Ils n'ont pas la claire notion que cela les conduit à l'abandon du marxisme, et de la lutte des classes. C'est là une conclusion logique. Voilà pourquoi ils posent que ce n'est pas seulement la classe ouvrière qui doit faire le socialisme et qu'un « consensus public » est indispensable. Un tel consensus n'est pas comme ils le prétendent d'attendre de la bourgeoisie. La classe ouvrière est d'accord avec le socialisme, la petite-bourgeoisie y est gagnée, et, c'est en agissant que le prolétariat peut entraîner les autres couches exploitées de la population. Il n'est pas possible de gagner la bourgeoisie, ni d'attendre d'elle la moindre approbation. Il faut par contre compter avec son affaiblissement, provoqué par les luttes interbourgeoises. Et le prolétariat doit alors montrer sa décision de mener de l'avant la construction d'une nouvelle société, d'une nouvelle économie basée sur la propriété étatisée. Il faut proclamer ouvertement, comme les masses le font, que l'on va étatiser et exproprier.

Marchais, Berlinguer, ou Ascarate changent de position toutes les cinq minutes. Carrillo prétend qu'il ne s'agit que de changements de forme ! Demain Marchais peut dire la même chose et revenir sur ses positions actuelles. Aucun d'eux n'a la moindre assurance. Ils sont instables. C'est la raison pour laquelle ni Marchais, ni Carrillo, ne peuvent donner des arguments scientifiques, ils se contentent d'arguments intéressés. Il n'y a aucune explication théorique et politique des expériences pratiques pour montrer par exemple que la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire. Il faut aussi se demander pourquoi ils l'abandonnent ? Parce qu'elle serait un instrument de répression et d'opposition ? Ils donnent au maximum une culpabilité mensongère.

Le marxisme n'est coupable d'aucune des erreurs de l'histoire. La dictature du prolétariat n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais un instrument d'oppression. Elle est un instrument de suppression de la bourgeoisie. Elle organise la suppression des forces de terreur, de guerre, de chômage. Elle est le moyen d'éliminer toute forme de répression. Il n'est pas vrai, comme ils disent, qu'elle est un instrument qui fut nécessaire et ne l'est plus. La bourgeoisie serait-elle meilleure qu'avant ? Marchais et les autres ne font rien d'autre que de rendre ainsi coupables Lénine et les 7 premières années de la révolution russe, des assassinats et de l'oppression du peuple commis par le stalinisme. C'est

Réunion du S. I. de la IVe Internationale *(Suite de la page 3)*

absurde ! Le parti va se rebeller contre cela.

L'URSS aussi va connaître des soulèvements, des protestations, des luttes contre cela, même si ce ne peut être d'une manière très profonde, car cela obligerait les Soviétiques à discuter théoriquement de l'expérience de la révolution russe ; ce qu'il ne peuvent faire. La lutte commence et va se développer, les Etats ouvriers vont devoir intervenir, même s'ils ne sont pas en condition et n'ont pas intérêt à pousser une lutte trop profondément. Ils vont tenter de parvenir à un accord, de freiner et d'arrêter cette discussion.

Nous devons, en ce qui nous concerne, montrer le besoin de l'Etat ouvrier, des formes irremplaçables de la dictature du prolétariat, tout en maintenant les critiques au moyen de démocratie-socialiste dans ces Etats où la bureaucratie a tout pouvoir pour parler, mais non le prolétariat.

En disant qu'il abandonne la dictature du prolétariat, Marchais semble accuser le prolétariat des Etats ouvriers, comme si celui-ci jouissait d'un excès de démocratie. Même sans démocratie dans l'Etat ouvrier, celui-ci montre qu'il est capable des développements les plus élevés. Il le doit à la supériorité de ses structures. Marchais ne discute rien de cela. Le PC français publie constamment dans ses journaux des articles sur les Etats ouvriers. C'est une compensation pour justifier l'abandon du marxisme, pour montrer qu'il n'abandonne pas le camp socialiste, ni les normes socialistes. Il est aussi nécessaire pour eux de publier de tels articles dans la mesure où ils ne pensent pas effectivement abandonner le camp socialiste. Mais il ne s'agit pas là de compensations capables de faciliter la compréhension, d'expliquer et de justifier les positions adoptées. L'Etat ouvrier n'a pas besoin de compensation. Le PC français agit ainsi pour faire passer l'abandon qu'il fait des principes essentiels du marxisme.

L'Etat ouvrier soviétique et les autres Etats ouvriers ont aussi abandonné les principes. Staline a abandonné la dictature du prolétariat. Les positions d'aujourd'hui des PC ont des antécédents au sein même de l'Etat ouvrier. Il est donc nécessaire de dominer, de comprendre l'histoire du mouvement ouvrier.

On ne discute pas dans le PC « l'Etat et la révolution » de Lénine. Il faut pour aller au socialisme étatiser, mais sans l'« Etat et la révolution », ce n'est pas possible. Il faut savoir que les expropriés vont réagir, qu'ils ne resteront pas tranquilles. Si Marchais et la direction du PC ne comptent pas avec la réaction belliqueuse des classes, alors ils doivent annuler l'existence de celles-ci. Telle est la voie sur laquelle ils s'engagent, elle les conduit à annuler la lutte de classe et à faire en conséquence une politique d'accords, d'alliance et de concessions comme cela est en train plus ou moins de s'annoncer.

Nous devons intervenir pour expliquer que l'on peut avancer en faisant des concessions de forme mais non de fond. Il est par exemple possible de faire un accord avec les socialistes, parce qu'il est nécessaire de gagner la base socialiste, et qu'il est aussi possible de gagner en partie la direction socialiste, mais à condition de faire une politique révolutionnaire et non de s'adapter, car dans ce domaine, les socialistes sont infiniment plus experts que les communistes. Ne sont-ils pas insérés dans l'appareil capitaliste ?

Il faut comprendre qu'il s'agit d'un processus à ses débuts, et qu'il faut attendre la réaction de la classe ouvrière. Ils ne parlent pas d'abandonner le marxisme, mais simplement une des formes de gouvernement sans encore toucher aux objectifs, aux mesures économiques et sociales. Mais abandonner un principe comme la dictature du prolétariat, qui est une forme de gouvernement, signifie qu'ils se préparent à gouverner en faisant des concessions au capitalisme, aux secteurs socialistes et autres qui lui sont liés. Ces concessions maintiennent de toutes façons lié l'Etat ouvrier au capitalisme. Tout cela doit être expliqué, car il ne s'agit pas seulement de condamner. Depuis Lénine et Trotsky cette discussion n'a jamais plus été menée, ni dans l'Etat ouvrier, ni dans le mouvement ouvrier. Elle est pour la première fois reprise à cette étape.

Il faut aussi compter avec la possibilité de ce que le processus de la lutte de classes annule en cours de route, toutes les tentatives de Marchais d'éliminer la dictature du prolétariat. Elle lui sera imposée par la force, ainsi qu'à tous ceux qui veulent l'abandonner. En conséquence, l'objectif est loin d'être atteint. Il y a une inattention, un indice du but poursuivi, mais celui-ci reste encore à atteindre, car la base du Parti Communiste est bien à gauche de ces positions.

Il faut intervenir en défendant les principes du mouvement ouvrier, en particulier la démocratie ouvrière. L'une des conséquences les plus immédiates de l'abandon du principe de dictature du prolétariat est une différenciation hiérarchique plus grande au sein du mouvement ouvrier et communiste, dans le camp syndical. Le mouvement ouvrier, la classe ouvrière vont le ressentir aussi parmi les mesures pour lesquelles il faut lutter y a-t-il la démocratie ouvrière, la démocratie syndicale, le fonctionnement soviétique des Etats ouvriers.

Il faut combiner cette lutte en défense des principes de la dictature du prolétariat, avec le droit démocratique de toutes les tendances. Il faut aussi montrer qu'hors des 7 premières années, il n'y a aucunement eu en Union Soviétique de dictature du prolétariat, dont l'un des principes essentiels est le droit démocratique de toutes les tendances révolutionnaires. Les bolcheviques n'ont eu peur d'aucune d'entre elles, ni même des anarchistes à qui ils voulaient donner une région grande comme la France pour démontrer que l'expérience qu'ils voulaient faire n'était pas viable. Ce projet n'a pu être mené à bien dans la mesure où les russes blancs ont utilisé les anarchistes contre les bolcheviques. Qui peut se trouver incommodé par la dictature du prolétariat ? Le prolétariat ? Les paysans ? La petite-bourgeoisie pauvre ? Non ! Elle incommode la petite-bourgeoisie aisée, la bourgeoisie et les couches du parti socialiste qui lui sont liées, qui n'ont pas de programme et qui ne savent que faire. Lorsqu'ils vont au gouvernement ils veulent faire comme le capitalisme, le parlementarisme, les investissements, améliorer l'économie. Or, la meilleure économie capitaliste reste une catastrophe, car le système ne sert plus.

Ce n'est pas l'une ou l'autre administration qui est en cause mais le système. Il faut le changer. Qui provoque la crise si ce n'est le système capitaliste. Elle s'en trouve évidemment aggravée par les mauvaises administrations, mais c'est le système lui-même qui les produit, qui les engendre. Ses relations économiques, socialistes, de consommation les provoquent. Rien de cela n'est vrai dans le socialisme. Le système capitaliste engendre une accumulation du capital et conjointement un recul du pouvoir d'achat des masses. A cela vient s'ajouter l'énorme désordre provoqué par l'arrivée massive sur le marché mondial des pays producteurs de pétrole d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

Le monde capitaliste n'a pas de solution

Le monde capitaliste n'a pas de solution. Au lieu de parler d'abandon de la dictature du prolétariat, il vaut mieux se demander comment répondre au désordre du système capitaliste, à la crise qui s'exacerbe chaque jour. Ce désordre signifie un million et demi de chômeurs en France, 7 millions en Europe capitaliste, que le régime doit subventionner pour empêcher la révolution. Aucun dirigeant communiste ne parle de ces subventions par peur de devoir reconnaître la réalité. La loi naturelle de ce système est de ne donner le moindre centime aux chômeurs pour faire pression contre ceux qui travaillent. Il y aurait là assez de raisons de faire la guerre et rendre responsable le capitalisme le plus faible de la crise et de ses conséquences. Mais dans la mesure où ils ne peuvent la faire, parce que les Etats ouvriers gagneraient, ils cherchent à s'unir contre ces derniers.

Il ne s'agit pas seulement de discuter sur la dictature du prolétariat mais de la perspective que les partis communistes doivent opposer à la crise du système capitaliste. Celle du PC et du PS français est insuffisante, limitée. Il faut donner une perspective organique, qui pose un nouvel ordre économique qui n'a aucun sens si la propriété privée continue à dominer. Il faut discuter le rapport propriété étatisée - contrôle ouvrier et sur cette base élargir toutes les formes de relations démocratiques. Il faut un gouvernement de gauche, jusqu'à pouvoir éliminer le capitalisme et se préparer à se défendre de la réaction qu'il va déchaîner. Il faut s'imposer à lui alors qu'il n'y a rien à imposer aux ouvriers, à la petite-bourgeoisie, aux paysans. Il est faux de parler du besoin d'un « consensus » de la nation. Le capitalisme ne va jamais l'admettre. La majorité que constituent le prolétariat, la petite-bourgeoisie, les paysans, est suffisante pour organiser cette tâche. Le consensus n'a aucun sens. Il conduit en Italie à une crise qui dure depuis 14 ans et qui est chaque fois pire.

Il faut prendre en considération le fait indiscutable que la Yougoslavie a été au bord de revenir au capitalisme. Elle s'est cependant, dans les pires conditions, maintenue comme Etat ouvrier. Comment douter que les rêves de vouloir passer à l'Etat ouvrier ou au socialisme, sans tenir compte de ces expériences, sont réalisables ? Entre l'Etat capitaliste et le socialiste une période s'écoule. La direction du parti communiste n'en parle pas et pose simplement le passage au socialisme. Si en France par exemple, on en finit avec le capitalisme, que le parti socialiste et le parti communiste vont au gouvernement avec le « consensus public », quelle écomie feront-ils ? Attendront-ils une permission ? Ou devront-ils étatiser et planifier ? L'histoire montre que la définition bolchevique de l'Etat ouvrier, pour caractériser la période entre l'Etat capitaliste et le socialisme, est correcte. Ce n'est pas une définition de plus, mais une caractérisation de l'Etat ouvrier dans son développement, c'est-à-dire de la propriété étatisée, de la planification, de la concentration et centralisation de cette propriété, du monopole du commerce extérieur, du fonctionnement autonome des syndicats et du parti par rapport au gouvernement. Parler d'identification complète du parti, des syndicats avec le gouvernement, est une formule. Quelle objection y a-t-il ? Comment faire si ce n'est pas ainsi ? Opposer la pluralité, c'est laisser l'économie sans définition.

Un autre problème sur lequel nous devons écrire à nouveau, est celui du « capitalisme d'Etat », inventé comme une catégorie de ce système. Cela n'existe pas. De la même façon on invente aujourd'hui l'existence de camps de concentration en Union Soviétique. Aucune analyse historique ne peut montrer le besoin présent de tels camps. Nous avons condamné et critiqué les camps de concentration à l'époque de Staline. Les emprisonnés des hôpitaux psychiatriques ne sont ni torturés, ni victimes du manque de démocratie. Aucun d'eux ne défend l'Etat ouvrier, le progrès de la société au socialisme, la construction du socialisme. Aucun d'eux n'est anticapitaliste. Ce sont tous des résidus de l'étape antérieure de la bureaucratie, qui ont été ses soutiens. La liquidation de ces types est un indice du progrès qu'il y a en Union Soviétique et non un indice du manque de démocratie. C'est un indice bureaucratique de l'élimination de couches qui ont été les soutiens de la bureaucratie. Voilà de quelle façon il faut discuter.

Nous réclamons le droit démocratique pour les masses, la discussion permanente de tous. Aucun de ces types, ni Plioutch, ni Soljenistsyne — le millionnaire — ne représentent en quoi que ce soit la volonté des masses soviétiques, le besoin de progrès soviétique. Il n'y a donc pas là un problème de démocratie et de liberté, mais de survivance d'appendices bureaucratiques, d'anciens soutiens de la bureaucratie elle-même. Se débarrasser de ces types signifie un progrès. Leur aspiration n'est-elle pas le contact extérieur avec le « monde occidental » où ils se remplissent les poches ?

Ces prises de positions révisionnistes dans le PC français et italien sont minoritaires dans le mouvement communiste mondial. Ce qui se passe en Chine ne peut leur être d'aucun appui. La Chine vient de toutes façons de réaffirmer la dictature du prolétariat. Ceux qui renoncent complètement à la dictature du prolétariat ne sont ni les Chinois, ni les Soviétiques, ni les Cubains, ni les Tchécoslovaques, ni les Allemands, ni les Hongrois, qui montrent la façon dont ils ont vaincu le capitalisme. Les Marchais et les Berlinguer sont de petites minorités qui représentent des intérêts et des couches bureaucratiques type Dubcek. Voilà pourquoi ils s'associent à tous ceux qui protestent et qui sortent de l'URSS. Ils ont quelque chose de commun avec eux, et s'y accrochent pour se défendre eux-mêmes, et ce, sans aucune justification théorique, politique, programmatique. Ils doivent se cantonner dans les abstractions sur « la liberté », la « pluralité », et rien de plus.

Il est donc très important de considérer ce processus comme le commencement d'une étape qui va se développer, et dans laquelle il faut intervenir. Il faut aborder tous les problèmes et développer en particulier la compréhension des raisons qui conduisent à abandonner la dictature du prolétariat. Il ne faut pas faire une discussion abstraite, partielle ou particulière, mais la lier à tous les autres problèmes, entre autres, à la nécessité pour la gauche d'aller au pouvoir en France.

Il faut discuter de l'économie et du pouvoir qu'il faudra organiser une fois que l'on sera au gouvernement, que l'on aura pris le pouvoir, même de façon parlementaire. Il faut définir l'étape qui commencera, et la façon dont elle se développera politiquement, économiquement, socialement.

Il faut intervenir sur le caractère de transition du capitalisme au socialisme, intervenir sur l'Etat ouvrier, son programme, sa politique, ses objectifs ; montrer ce que sera la démocratie. Ceux qui parlent de démocratie et de liberté devraient pouvoir aussi parler de l'URSS, des syndicats soviétiques, des trotskistes. Pourquoi n'en parlent-ils pas ? Nous savons qu'en URSS on ne laisse parler ni les trotskistes, ni les tendances révolutionnaires. Nous demandons qu'elles puissent le faire, mais nous sommes contre que les bourgeois puissent parler. La bourgeoisie n'a pas à avoir de droits. C'est là une position progressiste de l'histoire. Il n'y a pas de liberté pour tous, car alors elle incluerait celle des assassins. Nous conditionnons l'intervention au progrès. C'est scientifique. Donner la liberté pour tous, c'est la donner au capitalisme assassin. C'est aller contre le progrès. Il n'est de cette façon pas possible d'avoir confiance et de savoir ce qui va se passer demain. Par contre, toutes les tendances révolutionnaires doivent pouvoir intervenir, non en défense de leurs intérêts propres, mais en défense des idées nécessaires. Les autres sont le capitalisme, ceux qui ont le pouvoir maintenant, ceux qui imposent les idées maintenant, ceux qui font la guerre, ceux qui tuent, ceux qui provoquent le chômage, ceux qui répriment et assassinent. Voilà ce que font les idées capitalistes. Nous sommes contre ces idées. Les communistes n'ont pas le courage de le dire. Les bolcheviques l'ont dit, les Chinois le disent aussi, encore aujourd'hui. Dans la discussion qu'ils mènent à présent, avec l'excuse de la mort de Chou en Lai, ils réitèrent qu'ils sont pour la dictature du prolétariat, pour construire le socialisme.

Toute cette discussion très passionnée va éveiller la passion de l'avant-garde prolétarienne, de la petite-bourgeoisie et de secteurs paysans pour intervenir. C'est le commencement d'un processus dans lequel il faut intervenir passionnément.

11 janvier 1976. J. POSADAS

ABONNEZ-VOUS A LUTTE OUVRIERE

Lettre du camarade J. POSADAS 2 Janvier 1976

sur la tuerie ouvrière devant la prison de Porto

Cette manifestation de 25.000 personnes est très importante et la déclaration d'Almeyda très bonne. Il est en train de dire aux gauchistes « vous devez vous unir au Parti communiste » ; de dire aux socialistes : « vous devez vous unir ; ne luttez pas seuls ; il ne s'agit pas de problèmes qui vous sont propres, mais qui sont ceux de tous ». Ce sont là des déclarations politiquement valables et plus logiques que ce qu'ils ont fait dans le passé. S'ils avaient pensé ainsi avant de sortir à la rue, ils auraient réussi et dominé. Ils ont perdu dans la mesure où ils sont sortis de façon désordonnée, coupés du reste de la population, alors que le Parti communiste observait, attendait sans prendre position. La base du PC est bien intervenue attendant en vain une réponse de sa direction.

La conclusion la plus importante à tirer de ces événements est qu'il faut savoir mesurer le processus et se baser sur la concentration des forces qui existent dans le monde, qui se développent, mais qui agissent chacune pour leur compte, tant dans les sphères sociales, qu'économiques, que politiques, que religieuses et scientifiques.

Le rapport de forces mondial empêche le capitalisme de manœuvrer, d'agir de façon coordonnée, concentrée et à temps. Ses forces sont dispersées, sans qu'il puisse les unir. D'un autre côté, la révolution concentre ses forces dans la mesure où elle généralise ses expériences, ses décisions, sa capacité et donne confiance et assurance. Là est la base du rapport de forces mondial. Elle ne provient pas de ce que les ouvriers sont décidés à agir. Ils ne sont que l'expression d'un processus dont l'origine est dans l'économie. Ce n'est qu'ensuite qu'il se porte sur le terrain social, qui est alors déterminant. L'origine reste cependant dans l'économie.

Le rapport de forces mondial montre que le capitalisme n'est même plus en mesure d'empêcher le Front Polisario. Malgré mille conflits, mille problèmes et difficultés, malgré une aile droite très puissante, la révolution algérienne ose appuyer le Polisario qui pose la libération du Sahara des envahisseurs marocains. On parle déjà de la prise d'importantes localités.

Il faut voir dans les événements du Portugal un rapport de forces mondialement favorable, et peu défavorable sur le plan local. Si une telle manifestation « gauchiste » peut se produire à quelques semaines du coup donné pour contenir l'avance de la gauche, c'est parce que ce besoin de progresser est en discussion ; c'est parce que la révolution portugaise, comme expression de la révolution mondiale, a une structure qui ne lui permet pas de faire marche arrière. Il ne s'agit plus déjà simplement des décisions d'appareil, des forces militaires, mais de l'économie et des gens qui ont appris ce que c'est que le progrès.

Si 25.000 personnes se mobilisent à un mois et quelques jours de la « défaite » qu'elles ont subie, osent sortir à la rue pour exiger la liberté des emprisonnés, c'est parce qu'elles sont convaincues qu'il est possible de les libérer. Une telle action ne s'organise pas pour des raisons de liens familiaux, par solidarité, par amour ou affection. Tout cela est contenu dans l'action, mais la raison profonde reste que ces gens sentent leur force et leur capacité pour libérer les prisonniers.

Celui qui perd dans ces conditions tire les coups de fusil. Le vaincu est celui qui tue. On ne peut triompher au Portugal au moyen de la tuerie. On peut incontestablement réprimer. Il est bien certain qu'il peut y avoir dans n'importe quelle révolution des étapes de recul. Mais la révolution portugaise a déjà atteint un niveau très élevé. Il lui manque encore une direction centralisée.

La dispersion des forces est grande, entre autres parmi ceux que l'on appelle « les gauchistes ». Ils reflètent et représentent l'un des éléments nécessaires, irremplaçables au progrès, au triomphe et à la consolidation de la révolution. Ils ont la volonté de transformer la société et la décision d'agir pour ce faire. Ils ne sont pas entravés par l'appareil du parti. Il leur manque par contre le programme du Parti. Ils sont la conséquence de la dispersion des forces révolutionnaires ; non de l'annulation, mais de la dispersion de ces forces. Il y a dispersion dans la mesure où tous les fils partent dans tous les sens, tout en restant noués au centre. Il faut changer la société, et les Etats ouvriers montrent qu'il est possible de le faire.

La relation mondiale de force favorable à la révolution est l'un des facteurs essentiels pour le Portugal et le reste du monde. Il est évident que toute révolution peut subir un arrêt, un recul. Mais cela est de moins en moins possible, compte tenu du rapport de forces mondial en progrès dans son ensemble. Le Cambodge en est un exemple. Il pose maintenant un programme de « non alignement », mais qui liquide en même temps l'impérialisme. Le programme qu'ils disaient « démocratique » signifie en fait écraser l'impérialisme. Voilà ce qu'est le « Tiers monde » !

Il faut suivre ce processus pour savoir l'interpréter et se baser sur les événements pour développer la capacité de généraliser les causes, les raisons, les forces qui interviennent.

La révolution portugaise n'est en effet pas la conséquence de sa propre maturation. Le manque de direction n'est pas seulement imputable à la responsabilité des camarades portugais, ni à la révolution portugaise. La révolution a éclaté du côté le moins organisé politiquement, c'est-à-dire l'armée. Le Portugal souffre aujourd'hui les conséquences de ce manque de direction politique. C'est la raison pour laquelle, nous n'avons à aucun instant vue comme catastrophique la situation. Il s'agit d'un processus qui n'est pas issu du Parti, mais de l'armée, qui est ce qu'il y a de moins organisé politiquement pour construire une nouvelle société.

Il faut prendre en considération que lorsque 25.000 personnes manifestent c'est parce qu'elles expriment un sentiment, une réalité qui ne se trouvent pas dans les journaux, ni dans les communiqués. Ils peuvent rendre « Radio Renaissance », mais il n'y a aucune renaissance. L'Eglise reste en conflit ouvert, quasi-public. La moitié des évêques sont pour la démocratie, contre le fascisme, pour le progrès.

Il est très important de discuter de chaque événement de ce type, de voir et dominer les éléments qui interviennent pour préciser les perspectives, pour accroître notre capacité de prévision. Le pronostic immédiat n'importe pas. Ce qui compte c'est la capacité de prévision. Le pronostic immédiat peut être vrai en considérant le rapport de forces immédiat existant et visible. Mais ensuite ? Le problème ne se résout pas dans l'immédiat. De nouveaux facteurs vont intervenir entre autres le rapport de forces existant dans l'économie et dans la société, que le gouvernement bourgeois ne pourra ni contenir, ni diriger.

Tout le monde a vu que les comités de quartiers, les comités de soldats sont des organes nécessaires. N'ont-ils pas été le canal pour occuper les terres ? Ils permettent de généraliser la capacité de toute la population, d'enseigner, d'apprendre à lire et à écrire, à se soigner, à récolter, à diriger l'économie et partant à comprendre que la propriété privée n'est pas nécessaire. Torre Beja est par exemple une très grande conquête des paysans. Ils ont exproprié les latifundistes, les ont expulsés sans violence, en leur disant seulement « vous devez partir », et ce fut terminé.

Revenir sur ces conquêtes au Portugal exige un régime de dictature fasciste ; sinon se sera impossible. Tout gouvernement devra pour se former, diriger l'économie, dont une grande partie est déjà étatisée. Une partie très importante de la population dispose de ses propres organes de direction et tout gouvernement devra, le cas échéant, les affronter. Il n'est pas possible de faire marche arrière vers la démocratie bourgeoise. Il s'agit d'une démocratie qui a besoin d'aller de l'avant. Même Soarez doit l'exprimer, tout en restant pris de panique à la vue de ce qui l'attend. Il voudrait stopper et contenir, mais voit le risque que la droite ne profite de lui.

Cette manifestation est un symptôme inorganique, empirique de ce que la population est disposée à reconquérir le 25 avril. Cela ne signifie pas que la guerre civile et des affrontements armés soient inévitables. Il faut s'attendre à un processus qui parte des conquêtes réalisées pour aller de l'avant. Même en le voulant, aucun gouvernement bourgeois n'est capable de maintenir la situation telle qu'elle est, compte tenu des mesures déjà prises. Elles lui ôtent en effet, les bases et moyens de fonctionner comme démocratie bourgeoise, qui a besoin de la propriété privée, du droit privé, de la concurrence. Or, presque 60 % de l'économie sont étatisés au Portugal. Que peut faire la démocratie bourgeoise ? Les masses ne lui permettront pas de revenir à la propriété privée.

L'événement que constitue cette manifestation est très important. C'est de plus une vérification de ce que le rapport mondial de forces est favorable à la révolution partout ; qu'il s'agisse de Madagascar ou du Polisario. Il a moins que le Portugal. Il n'a rien, que du sable et des pierres. Mais avec quelle assurance il parle ! Il dépend des Algériens qui ressentent dans la vie pratique ce qu'est le rapport mondial des forces. Pour se maintenir la révolution algérienne a besoin de soutenir le Polisario. Celui-ci pour exister doit à son tour fomenter la révolution ailleurs. L'Etat ouvrier engendre d'autres Etats ouvriers semblables à lui-même. Il doit impulser, développer des formes semblables pour pouvoir se maintenir. Pour que le feu continue à brûler, il faut l'alimenter et pas avec de l'eau.

L'humanité est en train d'apprendre de façon pratique, quotidienne quelles sont les relations, les bases et les principes scientifiques de la politique révolutionnaire. Elle est en train d'apprendre à connaître les bases du progrès économique, social, scientifique et technique de la révolution. Elle apprend tous les jours et c'est la raison pour laquelle elle fait des organismes comme ceux du Portugal : comités de quartiers, d'habitations, etc... Il y a une quantité énorme d'organes qui sont le résultat de l'initiative populaire pour résoudre les problèmes que le capitalisme et ses organes ont été incapables de résoudre.

Tout cela, les gens le voient. S'il faut faire par exemple un hôpital, les gens se réunissent dans le quartier et décident de le faire. Face à cela, la démocratie bourgeoise apparaît stupide. Les gens voient déjà dans la pratique que la démocratie est celle qu'ils mettent en place. Là est la démocratie réellement représentative. Elle représente les intérêts, la capacité, la décision de la population. Par contre, l'autre démocratie représente les intérêts des couches dominantes, qui avancent avec la concurrence, sur le dos de la population. Voilà quelles sont toutes les acquisitions qu'est en train de faire l'humanité. Comment serait-il possible de faire marche arrière ? Il est possible de frapper, mais non de faire disparaître ces acquis.

L'humanité a déjà atteint un niveau de compréhension, de relations sociales qui ne peut faire marche arrière. Le Marché commun Européen semblait un géant. Il était présenté comme expression de la capacité de l'impérialisme et du capitalisme. Mensonge ! Il est l'agonie du capitalisme. Le MEC est le dernier ballon d'oxygène que s'est donné le capitalisme, qui voit de toutes façons ses forces, sa capacité, ses relations, sa base sociale historique et concrète s'affaiblir.

Il en va de même au Portugal. Ils veulent l'incorporer au Marché commun, faire en sorte que les gens s'adaptent aux décisions des militaires, de la direction, des partis. Mais ceux-ci ont une compréhension supérieure à eux tous. Les gauchistes le montrent. Ils ne sont pas une infection mais un besoin. Ce sont les carences du PC, de la gauche socialiste qui leur ont conféré la force d'attraction qu'ils ont. Il faut les gagner et faire front unique avec eux. Ils représentent une volonté admirable de combat.

Cet événement va avoir de très grandes conséquences au Portugal, en particulier sur le Parti communiste qui reste sans initiative. Les déclarations du Cunhal ne sont pas mauvaises, voir même meilleures qu'avant. Il pose clairement que « la solution pour le Portugal est le socialisme ». Que « sans le socialisme le pays fera marche arrière ».

Cette expérience est très importante pour éduquer le PC, pour le stimuler à la lutte, à la discussion. Cela va contre sa passivité, son inactivité, contre toute politique de conciliation avec le capitalisme, comme font tous les PC y inclus le français. Au moment où le processus se développe et s'élève sans arrêt, les PC s'occupent de petits problèmes de quartiers, de famille, de choses stupides. Les gens sont en train eux, de discuter de problèmes dix mille fois plus élevés. Ils ont une maturité immense. Les enfants de six ans en Angola défendent fusil en main le progrès de l'humanité, montrant à quel point elle est mûre pour le communisme. Pendant ce temps, ces dirigeants veulent recourir au fonctionnement démocratique bourgeois !

Le Front Polisario est un exemple du moment que vit l'humanité. C'est aussi l'exemple de l'Angola, du Portugal, du Cambodge où le capitalisme espérait contenir, diviser. La récente déclaration de ce pays montre que tout le Sud Est asiatique est perdu pour l'impérialisme.

Nous avons établi la qualification historique et concrète du Thermidor pour le Portugal. Mais il reste évident que le rapport de forces mondial a empêché que ce thermidor n'ait la moindre force. Il est né, mais n'a pu se développer. S'il ne s'était agi que du Portugal, il aurait triomphé, mais la révolution mondiale a donné force au Portugal, et contenu le thermidor. Cette conclusion est très importante. L'analyse est logique. On ne peut analyser le Portugal sans parler du Thermidor, en montrant en conséquence que nous ne sommes ni à l'époque de Napoléon, ni à celle de Staline. Il faut faire des comparaisons historiques pour appliquer les expériences aujourd'hui ; pas seulement des comparaisons banales, mais historiques pour apprendre de l'histoire.

Suite page 2

Liberté pour Roberto QUIETO dirigeant des Montoneros emprisonné en Argentine !

LE RECUL DU P.C.B

Suite de la page 1

voir l'exemple d'un Davister à Charleroi qui emploie toute son énergie à essayer d'écraser les délégués syndicaux combatifs de Caterpillar, leur enlèvent leur mandant de délégué, alors que ceux-ci sont soutenus par les ouvriers et font face, justement, au pouvoir de la multinationale ! Mais le PC, au lieu de voir et soutenir ces actions ouvrières qui tendent justement à mettre en question le pouvoir des monopoles, donne aveuglément son appui à ces directions syndicales. C'est avec ces forces ouvrières que l'on pourra changer la société, et les militants communistes doivent leur donner tout leur appui.

Mais les auteurs du rapport pensent le contraire. Pour cela ils écrivent que le passage de la Belgique au socialisme peut se faire par la voie pacifique. Est-ce que le capitalisme va se laisser exproprier et transformer ses biens privés en biens pour la collectivité ? Accepter cette possibilité revient à dire que les classes dans l'histoire n'agissent pas en fonction de leurs intérêts – c'est à dire de la défense de la propriété privée dans le cas du capitalisme. Le résultat de cette conception erronée, réformiste est de ne pas se préparer en fait aux coups que la capitalisme va donner.

Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas avancer avant de prendre le pouvoir, par la force, par la violence. Loin de là : on peut avancer même jusqu'à former des gouvernements de gauche; mais il faut tenir compte que la bourgeoisie va de toute façon déclencher la réaction violente, qu'on le veuille ou non. Les 30.000 morts du Chili, les attentats criminels contre le PC et les autres organisations de gauche, les emprisonnements des militaires de gauche au Portugal, toutes les tentatives de coups d'état contre-révolutionnaires, sont là pour en témoigner.

Le rapport pose que la Belgique connaît un "haut degré de civilisation, des institutions démocratiques" etc ... mais tout ceci fait partie de la dictature de la bourgeoisie sur la population. C'est la démocratie bourgeoise tant que la propriété privée reste en place. Un gouvernement populaire, issu d'élections où la gauche gagnerait la majorité, qui décidera l'appropriation collective des moyens de production, mettrait en question les intérêts fondamentaux de la classe dirigeante. Par conséquent, les affrontements avec celle-ci sont inévitables. C'est un rêve kérenskyste, social-démocrate, de croire que la bourgeoisie va se laisser exproprier. Mais c'est aussi oublier la lutte de classes. En abondonnant la dictature du prolétariat, on commence aussi à renoncer au principe de la lutte de classes, à Lénine, Marx et Engels et on devient social-démocrate.

La bourgeoisie qui détient les moyens de production, a toujours été minoritaire ! Cela ne l'a pas empêché de toujours exercer sa dictature sur la classe ouvrière et l'ensemble de la population exploitée. Ce qui a change, ce qui s'est restreint, c'est la base d'appui sur laquelle la bourgeoisie compte.

Les techniciens, les cadres d'entreprises, la petite-bourgeoisie étaient une base pour la bourgeoisie avant, et maintenant, ils s'écartent d'elle. Mais cela ne change rien à la nature du système capitaliste. Celui-ci a du se concentrer chaque fois plus pour faire face à la concurrence, aux revendications des masses, à sa propre crise économique, et liquider les secteurs les plus faibles. Mais en quoi a-t-il changé de nature ? Le capitalisme le plus développé est celui des Etats-Unis. C'est aussi lui qui sert de fer de lance et de centre de la bourgeoisie mondiale pour organiser la contre-révolution. Mais si le rapport des forces a tellement changé qu'il ne faut plus renverser le capitalisme par la force, cela voudrait dire aussi que tout l'appareil de l'Etat capitaliste a changé de nature : cela demande au moins une analyse approfondie sur l'armée, la police, la justice, la bureaucratie bourgeoise : et le rapport n'en dit pas un seul mot !

Le rapport dit que la Belgique connaît un haut degré de civilisation, de moeurs et d'institutions démocratiques. Mais on oublie que c'est au parlement bourgeois que le gouvernement Tindemans vient de faire voter la "loi-programme" et a montré comment faire pour se passer de l'opposition. Tous les "démocrates" se sont effrayés, ont crié au scandale : "nous ne servons qu'à entériner les projets du gouvernement !". On oublie aussi que c'est en vertu de ces "moeurs démocratiques" que la Société Générale fait des investissements de milliards au Chili, que des mercenaires sont engagés en Belgique ou transitent par ce pays pour faire la contre-révolution en Angola : que les ministres manipulent les lois, l'index, que la corruption des fonctionnaires est monnaie courante, que des militants révolutionnaires sont poursuivis comme "des fous", que la Belgique a joué son rôle de colonialiste, d'impérialiste au Congo et continue à soutenir la contre-révolution dans les pays d'Afrique où elle peut le faire.

Ce rapport au congrès change le marxisme, sans même se proposer de voir avant s'il est valable ou non. On veut liquider le capitalisme en lui disant : "tu en as fait assez, nous sommes la majorité et démocratiquement, nous te balayons". Camarades ! depuis toujours les capitalistes ont été une petite minorité qui a opprimé socialement, culturellement la classe ouvrière. S'il a du céder du lest, c'est par les luttes de la classe ouvrière. Mais tant que celles-ci ne mettent pas en question la propriété privée. Alors, on ne peut employer cet argument qui dit qu'on doit attendre d'être la majorité : la classe capitaliste est minoritaire depuis toujours et pourtant c'est elle qui domine. Est-ce qu'on veut changer la théorie scientifique pour la faire correspondre à ses désirs ? C'est cette conception social-démocrate qu'en partie, la direction soviétique se lance à attaquer. Avec cette conception, le PCB est en train de reculer, au lieu d'avancer.

Pour avancer, il faut être à l'avant-garde, cela veut dire : programme et politique pour faire avancer le front de la gauche; action de la classe ouvrière pour imposer aux directions bureaucratiques des syndicats la lutte contre les monopoles. Au lieu de cela on se félicite que les directions syndicales "cherchent des patrons dynamiques".

Il est vrai que la crise du capitalisme est profonde, elle est sociale, politique, économique. Mais celui-ci ne va pas abandonner pour autant le pouvoir. Cela reviendrait à croire qu'il n'y a plus de classes antagoniques, ni de luttes de classes et que la lutte peut se mener au parlement, qui va permettre de tout résoudre. Le Parlement, les élections, ne sont que des moyens pour avancer, discuter, centraliser l'opinion de la classe. Mais cela n'élimine pas les classes, ni la lutte entre elles, ni l'Etat capitaliste, ni la dictature de la bourgeoisie, ni le besoin de l'éliminer. Cela n'empêche pas non plus que le capitalisme, minoritaire depuis toujours, a la pouvoir. Il faut le lui arracher. Le pouvoir, ce n'est pas le gouvernement. Un gouvernement de gauche peut faire progresser une série de mesures économiques, sociales, politiques; mais il ne permet pas d'éluder la nécessité de liquider le pouvoir de la bourgeoisie, et le parlement est impuissant pour le faire.

(Dans de prochains articles, nous continuerons l'analyse de ce rapport au 22e Congrès, en particulier sur ce que le PC appelle "la voie belge au changement", "le réformisme de la classe ouvrière" "le rôle clé de la FGTB" etc... et sur la signification du virage à droite de la direction communiste en Belgique).

PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULTZ - Postfach 4392, Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C Polet - B.P. 273 Charleroi I.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2. Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Communista Revolucionario (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

SOLIDARITE AVEC LES MILITANTS C.S.C. EN PROCES A NIVELLES ET AVEC KRIS MERCKX !

Plusieurs procès contre des militants sont en cours pour le moment. L'affaire du "Parisien Libéré" va être jugée à Nivelles le 27 février prochain. Il s'agit, dans ce procès, de défendre le droit de grève, le droit à organiser la solidarité internationale avec les travailleurs français contre le patronat qui n'hésite pas à utiliser tous ses puissants moyens financiers pour briser la grève. Ce procès, comme celui de Hanrez et tous les autres qui visent actuellement des militants de gauche a comme but d'intimider l'avant-garde ouvrière, de contenir le niveau des luttes, de porter atteinte aux droits démocratiques et syndicaux des travailleurs. La justice bourgeoise essaie par des "moyens juridiques" d'attaquer ces droits. C'est ce qu'elle a essayé chez Hanrez, mais la mobilisation constante des travailleurs, la répercussion que la presse a du donner aux séances du tribunal de Charleroi où participaient chaque fois des délégations massives de différentes usines, de militants politiques, de délégués de sections socialistes etc..., qui fut organisée par le Comité pour la Défense des droits démocratiques et syndicaux dans lequel notre Parti prend une part active l'a obligé à reculer.

Ce n'est pas en se maintenant au niveau strictement juridique que l'on peut obtenir gain de cause. Ceux-ci sont importants et nécessaires mais il faut surtout développer une large mobilisation dans toute la région, distribuer des tracts partout pour faire connaître à la population dans les quartiers, la signification de la lutte des ouvriers du "Parisien Libéré", défendre le droit de grève, d'organisation de piquets et de faire face comme on peut aux moyens infiniment plus puissants que les patrons utilisent parce qu'ils ont de l'argent pour briser la grève.

Nous invitons tous les camarades à prendre position en défense des travailleurs inculpés dans ce procès, à envoyer des télégrammes de protestation au tribunal le 27 février à Nivelles, pour exiger l'acquittement de tous les inculpés et la défense des droits démocratiques et syndicaux.

Nous invitons également les délégués et militants syndicaux FGTB et CSC à venir nombreux au tribunal pour faire pression et obtenir l'acquittement, comme on l'a fait dans le cas de Hanrez.

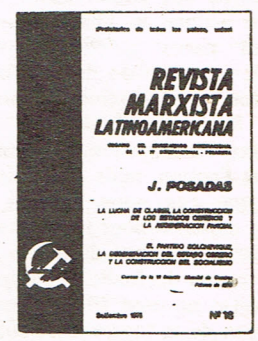
Nous dénonçons également l'inculpation de Kris Merckx, militant d'Amada et la tentative de la justice bourgeoise de lui faire passer des examens psychiâtriques pour le considérer comme fou et l'interner. Ces poursuites sont une répression contre des militants. Nous devons refuser au capitalisme le moindre droit de juger "la santé mentale" d'une personne, alors que c'est lui qui est cause de la guerre, de la misère, de la crise dans laquelle des millions de gens doivent se débattre, de l'assassinat de millions d'êtres humains pour défendre les intérêts de la propriété privée. Nous devons exiger l'arrêt de ces poursuites contre Kris Merckx et qu'il ait le droit d'exercer la médecine. Mais nous tenons, vis-à-vis des militants d'Amada et de toute l'avant-garde ouvrière, à manifester notre réprobation pour l'amalgame qu'Amada fait entre le cas de Merckx et de Pliouchtch. De cela, nous nous désolidarisons clairement et avertissons les camarades d'Amada qu'ils vont ou sont déjà être utilisés par la bourgeoisie dans sa campagne contre l'Union Soviétique. Il ne faut pas entrer dans ce jeu. La répression en URSS est une forme bureaucratique de défense de la direction de l'Etat ouvrier soviétique contre des tendances droitières et contre-révolutionnaires qui veulent faire reculer l'Etat ouvrier, qui soutiennent la pire réaction fasciste comme Soljenitsine, ou qui, comme Plioutch appelle à appliquer le programme de Dubcek en URSS et lui dénie le caractère d'un Etat ouvrier. S'il y avait un fonctionnement démocratique des soviets, des syndicats, si la classe ouvrière avait la possibilité d'intervenir pleinement en Union Soviétique, on ne parlerait même pas des Plioutch parce que tous ces individus seraient écartés directement. S'il faut critiquer la direction soviétique, c'est comme une partie du mouvement ouvrier, et discuter avec elle dans le camp révolutionnaire, en comprenant aussi le progrès très important de l'Union Soviétique, son intervention militaire en défense du Vietnam et, surtout du MPLA, qui a été décisive pour chasser l'impérialisme américain d'Angola ! La direction soviétique se débarasse bureaucratiquement certes – de gens comme les Plioutch et autres qui sont des conservateurs, des réactionnaires, qui réclament "la liberté", "les droits de l'homme", "le pluralisme", pour défendre leur personne, mais n'ont rien à dire devant ces progrès de l'URSS.

Ces problèmes n'ont rien à voir avec la poursuite contre Kris Merckx. Nous invitons toutes les organisations ouvrières et démocratiques à prendre position en défense des militants poursuivis, de toutes tendances, à manifester leur solidarité et leur résolution de défendre les droits démocratiques et syndicaux des masses travailleuses.

REVISTA MARXISTA LATINO AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale.

EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

REVUE MARXISTE EUROPEENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.



Ed. resp. C. Pôlet
51A, rue Garibaldi 1060 BRUX

La force historique des principes fondamentaux du marxisme. J. POSADAS - 17 Janvier 1976 *(Voir page 2)*

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB 14e ANNEE .. N° 261 - Le 5 mars 1976 HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE

En page 2 :

J. POSADAS :

" LE PROCESSUS DE LA REVOLUTION PERMANENTE A MADAGASCAR " (2.1.76)

En page 3 :

IL FAUT EXIGER L'ACQUITTEMENT DES MILITANTS C.S.C. CONDAMNES A NIVELLES

LA MANIFESTATION DU 13 MARS DOIT AFFIRMER LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE, LE FRONT UNIQUE OUVRIER ET LA DEMOCRATIE SYNDICALE

ÉDITORIAL

La manifestation nationale convoquée par la FGTB le 13 mars va être une démonstration de la volonté de la classe ouvrière d'organiser ses forces pour prendre l'offensive ensemble contre le capitalisme et sa crise. Notre Parti appuie cette action et appelle à y prendre part. En même temps ce sera l'occasion de faire le point de quelles sont les forces des travailleurs, quel but donner à des actions comme celles-là, comment déboucher sur l'organisation du front de la gauche, du renversement du gouvernement Tindemans, pour imposer un gouvernement de gauche au pouvoir : en effet il ne s'agit pas seulement d'une lutte pour l'une ou l'autre revendication syndicale, mais d'une partie de la lutte pour prendre le pouvoir, pour changer la société.

Les directions syndicales ont convoqué cette manifestation comme un moindre mal, et comme un moyen de canaliser les énergies des masses sans être débordées. Elles donnent à cette manifestation un sens plus symbolique qu'autre chose : on va faire pression sur un gouvernement de droite, alors que le Parlement a déjà quasi voté et approuvé le Plan de relance. Mais le fait de faire une manifestation quand cette loi est déja votée, cela veut dire forcément qu'on ne doit plus attendre une solution du Parlement : alors, comment va-t-on résoudre les problèmes fondamentaux que la crise capitaliste impose aux masses travailleuses ? la direction syndicale espère-t-elle modifier le plan de relance capitaliste ? ou saboter son application ? mais par quels moyens, avec quel programme et quelle perspective pour la classe ouvrière ? Finalement la seule revendication concrète que pose la FGTB c'est : la prépension généralisée ! C'est une réponse minuscule face qux problèmes que la classe ouvrière doit, et est prêts à résoudre.

Ce n'est pas cela qui va permettre d'affronter le chômage, les licenciements, les fermetures d'entreprises, les rationalisations capitalistes, les atteintes aux conditions de vie, aux droits syndicaux. Dans la lutte de tous les jours, ce sont les travailleurs qui montrent l'exemple de comment il faut agir : les occupations d'usines se succèdent continuellement dans tout le pays. Pas seulement pour empêcher une fermeture, mais comme un moyen normal de lutte pour faire triompher toutes les revendications : augmentations de salaires et autres. Avec cela, la classe ouvrière dit toute sa décision, de conquérir ses revendications immédiates, mais aussi de prendre en mains la direction de l'usine, de l'économie, de la société : elle montre qu'elle est apte à se passer du capitalisme.

Nous proposons qu'en tête de la manifestation du 13, on mette les délégations de toutes les usines occupées, pour les montrer comme un exemple à suivre et à étendre, et pour exprimer la solidarité et l'appui de toute la classe ouvrière à ces luttes.

Il faut proposer aussi un programme de combat anti-capitaliste, qui se base sur cette volonté et cette capacité démontrée par la classe ouvrière, et qui se base aussi sur la compréhension de la nature irréversible de la crise capitaliste. Pour un plan ouvrier face à la crise capitaliste ! pour l'étatisation de la Société Générale et toutes les grosses banques qui dirigent la vie du pays : voilà un holding public qui financera réellement le développement de l'économie ! Pour l'étatisation de toutes les entreprises actuellement occupées par les travailleurs et de toutes les grandes entreprises du pays. Pour le contrôle ouvrier de toute l'organisation de l'entreprise. Pour les 36 heures immédiatement, sans perte de salaires ! pour des augmentations réelles de tous les salaires afin de vivre dignement ! pour le partage du travail entre tous les ouvriers au lieu du chômage massif. Pour un gouvernement de gauche en Belgique qui va garantir l'application de ce programme !

La manifestation doit être une affirmation de la résolution de la classe ouvrière d'imposer ce programme. Nous proposons aussi d'inviter, de faire appel aux travailleurs de la CSC à venir avec leurs banderoles, de faire appel à tous les partis ouvriers et tendances de gauche à venir dans la manifestation, à inviter les commerçants, les artisans, les étudiants, les cadres et techniciens, les policiers et les militaires à venir manifester aussi aux côtés de la classe ouvrière pour former un puissant front unique contre le gouvernement Tindemans, contre l'austérité imposée par le capitalisme aux masses travailleuses : que le capitalisme paie sa crise !

Il faut que le mouvement ouvrier montre à toute la population qu'il est prêt à prendre en mains la direction de la société. Voilà ce que la manifestation doit impulser !.

La direction syndicale ne lui donne pas cette signification car elle ne sait pas elle-même où elle va ni où il faut aller. Elle est poussée par la pression combative de la classe ouvrière, mais elle a peur de prendre l'offensive, de proposer la lutte pour renverser le système capitaliste, pour changer radicalement la société. Elle mesure encore la crise du capitalisme comme si c'était un mouvement passager, comme si le capitalisme avait encore une perspective devant lui. Pour cela, même en augmentant les moyens de pression, en appelant à cette manifestation, elle se prépare à concilier et marchander de nouveau avec la bourgeoisie, et à accepter de nouvelles "tables rondes", un "nouveau pacte social" comme le propose De Staercke au nom du patronat.

Cependant, les marges de manoeuvre pour un nouveau "pacte social" sont chaque fois plus étroites. La crise capitaliste est mondiale, et sans issue et ne laisse plus de terrain à une politique réformiste. D'un côté le patronat prend de plus en plus l'offensive et licencie des centaines de travailleurs, des militants et des délégués syndicaux; la bureaucratie syndicale elle-même doit réagir. La grève dans le secteur du pétrole en est un exemple : dans le cas du conflit à la SIBP, la direction FGTB met tout en oeuvre pour réintégrer le délégué syndical et le pose comme condition à toute nouvelle discussion paritaire : c'est cela qu'il fallait déjà faire à Cockerill, à Caterpillar et chez Hanrez aussi ! C'est ce qu'il faut faire chaque fois que le patronat porte atteinte aux droits conquis par la classe ouvrière : il faut dire clairement dans le manifestation du 13 : nous ne permettrons pas que l'on touche à un seul militant syndical ! On fera grève générale pour le réintégrer.

Il faut aussi intervenir dans la manifestation du 13 en exigeant le fonctionnement de la démocratie syndicale. Il faut dénoncer les actions de la bureaucratie syndicale qui agit avec les ouvriers comme un deuxiè-

suite p. 4

Vive la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique !

Notre Parti salue, avec toute sa fraternité communiste, avec toute la passion révolutionnaire , la décision des masses sahraouis et du Front Polisario de constituer la République Démocratique du Sahara. Cette décision exprime une audace historique très grande : La déclaration de l'indépendance, la levée du drapeau s'est faite dans le désert, avec les dirigeants du Front ; des femmes, des enfants, des vieux. Les combattants étaient au front de lutte. Dans un coin du désert, déclarer l'indépendance du Sahara, est une démonstration de l'assurance, de la confiance des masses et du Polisario dans le triomphe des forces de progrès, du socialisme contre l'oppression, la brutalité de l'impérialisme et des régimes réactionnaires.

C'est un cri du monde entier: "vive la liberté, vive la paix et le socialisme !". Comme l'a déclaré un dirigeant du Front, la lutte des masses, la volonté d'indépendance ne se mesurent pas à l'étendue du territoire et au nombre d'habitants, mais à la nécessité de vivre dignement, au droit à la liberté et à l'autodétermination.

L'Algérie a soutenu et favorise la création de la République Saharaoui. Nous saluons cette attitude de l'Algérie, qui représente une responsabilité historique : malgré toutes les difficultés qu'elle-même doit encore affronter sur le plan économique, culturel, social, l'Algérie a pris la responsabilité de soutenir la République Saharaoui. Il faut tout organiser au Sahara. Il n'y a pas d'économie ; l'industrie des phosphates est encore aux mains des impérialistes ; la population est nomade, très dispersée.

Mais la création de la République Saharaoui exprime la confiance du Polisario dans le fait que les masses vont l'appuyer, ainsi que toutes les masses du monde, les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires appuient et se sentent unies aux masses du Sahara.

Quelle différence y a-t-il entre la victoire des masses du Vietnam, de l'Angola, du Mozambique et la victoire du Polisario ? aucune ! l'humanité est unifiée. C'est toute l'humanité qui a triomphé au Sahara. Rien

suite p. 3

LA FORCE HISTORIQUE DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU MARXISME *

J. POSADAS - *17 Janvier 1976*

Il est nécessaire de commencer par dire ce qu'est la dictature du prolétariat, et où elle fut appliquée. Elle l'a été au cours des sept premières années de la révolution russe, donnant à l'Union Soviétique les bases pour supporter Hitler et le vaincre, pour supporter et vaincre l'agression capitaliste, et pour triompher aujourd'hui au Vietnam, au Laos, au Cambodge, en Angola, et en partie aussi au Portugal. Elle a été également à la base de la réanimation mondiale du processus révolutionnaire des colonies et des semi-colonies, et ce, non grâce à la direction politique de l'URSS, mais grâce à l'existence de ce pays et des autres Etats ouvriers.

La dictature du prolétariat n'est pas monstre qui tue, assassine, empêche de parler et de penser. Elle conditionne au contraire la possibilité d'intervenir en fonction du but scientifique poursuivi qu'est le socialisme. Celui-ci n'est pas un produit du hasard, mais de la science. Il est un besoin de l'histoire, et non un besoin des communistes, des socialistes, des posadistes, ou du prolétariat. C'est un besoin de l'histoire dont le prolétariat est la représentation légitime, dans la mesure où son rôle lui en donne les fondements nécessaires. Il a en effet, de par sa place dans l'histoire, des intérêts objectifs qui lui donnent la possibilité de promouvoir de nouvelles formes de propriété. De par sa place dans la société, de par sa participation dans l'économie, le prolétariat ne peut développer d'intérêts, d'actions et un pouvoir éloignés de l'idée scientifique du socialisme. Il a besoin d'éliminer toute forme de pouvoir qui ne soit pas scientifique. Telle est la base de la « dictature du prolétariat ».

C'est le pouvoir de la classe qui pour avancer doit faire avancer toute la société, éliminer tous les obstacles au progrès.

Un autre aspect est la politique d'aujourd'hui. Pour parler de façon générale, on peut dire que le PC s'oppose à Giscard d'Estaing comme un pouvoir qui se veut meilleur. Mais il ne donne aucun programme qui tende à transformer la société. Le recul qu'il opère au sujet de la dictature du prolétariat est un recul dans l'assurance, la fermeté du programme et des objectifs.

Il n'est pas possible de construire la société socialiste sans assurance, sans décision. Le socialisme n'est pas une simple forme de propriété concurrentielle. Il s'agit d'affronter des intérêts défendus par les armes, l'armée, la justice bourgeoise et la police. Le socialisme implique la conquête du pouvoir et le besoin de se défendre du capitalisme. Le socialisme se réalise contre le capitalisme, contre les coutumes, la conception de la propriété privée, et non comme une concurrence pleine de bonne volonté. Il se réalise contre le capitalisme. Il faut donc le faire par la force. Ce qui ne veut pas dire que tout se fasse ainsi. Il ne s'agit pas du « consensus public » dont parlent les dirigeants communistes, mais de l'acceptation publique qu'ont dans le monde les 14 Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires. Le monde entier appuie le Vietnam, l'Angola. Voilà ce qu'est le « consensus public ».

Après Lénine, la dictature du prolétariat a été appliquée en URSS contre le prolétariat. Mais les bases historiques sur lesquelles elle s'est appuyée étaient à tel point supérieures qu'elles ont permis de l'emporter sur Staline et sur le capitalisme. C'est de cette façon qu'il faut discuter, sous peine de rester à un niveau pragmatique, fonction des intérêts propres de chaque direction, de chaque secteur.

Il faut se rendre compte à quel point le fait que l'Union Soviétique qui vient de Staline est formidable. C'est elle qui relance aujourd'hui le socialisme mondial, alors que ceux qui aujourd'hui, dans les PC, crient bien haut « mort à Staline » y retournent et le suivent dans leur politique et leurs objectifs. On ne construit pas le socialisme en se mettant à la remorque de Staline. Staline a détenu des pouvoirs plus puissants que tous ceux dont disposent les Etats capitalistes et les PC réunis. Eux tous, réunis, ne lui arrivent pas à la cheville. Il n'en est pas moins vrai que c'est Staline et ses idées sur le « socialisme dans un seul pays », tous ses intérêts bureaucratiques qui ont été enterrés par l'histoire, alors que la révolution progresse et s'étend partout.

C'est ce que démontre l'action du PC de l'URSS en appuyant l'Angola, le Vietnam. Cela démontre aussi l'universalité du socialisme, qui ne peut être construit seulement en Union Soviétique. Il n'y a pas de place historique pour un socialisme « dans un seul pays ». Il n'y a place que pour l'internationalisme, comme le démontre ce que fait Cuba dont l'intervention en Angola transcende et de loin ce pays.

Cuba montre aux masses latino-américaines qu'il est prêt à intervenir à leurs côtés si elle se soulèvent et font comme en Angola. Malgré tout son pouvoir, l'impérialisme doit supporter Cuba, permettre son influence en Amérique Latine, et l'envoi d'armes et de militaires en Angola.

Tout cela est un encouragement pour les militaires de gauche, pour toute la gauche latino-américaine. Cuba est en train d'encourager le processus d'internationalisation de la lutte pour le socialisme. Il ne s'agit pas simplement là d'un devoir d'aide militaire et politique, mais d'une internationalisation qui démontre que l'économie est une unité, même si ce n'est pas elle, mais la pensée et l'intelligence qui l'établissent.

Le PC mène la discussion dans le vide. Aucun de ces dirigeants ne représentent les besoins de l'histoire. Ils ne sont qu'appareils. Or Staline disposait d'un appareil incomparablement plus puissant. Il était omnipuissant, et il a disparu. Aucun dirigeant communiste n'a de préoccupation scientifique, en vue de démontrer que le marxisme ne serait effectivement plus nécessaire. Même s'ils ne vont pas jusqu'à dire cela, le fait qu'ils le posent pour la dictature du prolétariat ouvre la voie à l'abandon du marxisme. Or l'histoire ne peut se faire sans le marxisme. De là il est facile de considérer que l'avenir ne leur appartient pas. Il appartient à ceux qui disent que le marxisme est nécessaire.

Les besoins et les conditions de l'histoire ne permettent pas la politique de ceux qui avancent vers la liquidation du marxisme, tout comme ils n'ont pas permis un Staline. S'il a existé, les conditions de l'histoire l'ont ensuite liquidé, grâce à l'intervention du prolétariat et des possibilités que la guerre a ouvertes. Mais guerre ou pas, rien de cela ne pouvait durer. Ce sont des enseignements concrets et probants. De même l'affrontement entre Staline et la Yougoslavie. Staline disposait du pouvoir le plus complet qu'il ait été donné à un être humain de posséder dans l'histoire. Une société nouvelle affrontait l'ancienne et il était la direction et le pouvoir de cette nouvelle société. Mais très vite les conditions historiques qu'elle ouvrait ont permis d'en finir avec ce pouvoir.

Il faut discuter dans le mouvement ouvrier avec des idées, des positions, des expériences. Ce n'est pas ce que fait la direction du PCF et Marchais. Ils discutent avec un sentiment de patron et la base communiste le ressent. Il est bien vrai qu'elle n'a pas de tradition, d'expérience théorique, sur la dictature du prolétariat et la démocratie prolétarienne qu'elle n'a jamais connues. De cela, la direction profite. Mais ce sera de courte durée. Du temps de Staline, les masses non plus n'avaient pas d'expérience démocratique et elles ont renversé le capitalisme, Hitler. Il faut être bien bête pour croire que les masses sont aveugles. Ces dirigeants font preuve d'une conception médiocre, fragmentaire, de bureaucrates. Ils voient les choses telles qu'elles leur conviennent. Il est réellement absurde de vouloir discuter aujourd'hui de ce que la dictature du prolétariat est dépassée, et ce, sans même dire en quoi elle consiste, ce qu'elle est. Hors des sept premières années, elle n'a pas existé en URSS. Il n'y a eu ensuite que la dictature de Staline, contre le Parti bolchévique, contre les révolutionnaires, en alliance avec la bourgeoisie.

Le PCF, le PCI n'ont rien fait pour l'Angola en dehors de communiqués de presse inférieurs à ce que publient les journaux bourgeois. L'Union Soviétique, elle, envoie des armes ! Ça c'est la pluralité ! Ça c'est l'internationalisme ! Si l'Angola ne gagne pas, il ne faut pas croire que le PCF va pouvoir gagner. De même que si le Vietnam n'avait pas gagné, ni le PCF, ni le PCI n'auraient pu envisager de l'emporter. Tous ces dirirgeants communistes n'ont qu'une vision médiocre, une conception de défense de leurs intérêts locaux. Ils ne peuvent concevoir le monde comme une unité.

Lorsque l'URSS mobilise Giap et Fidel Castro c'est parce qu'elle pense aller beaucoup plus loin. Cette lutte ne va pas se terminer là. Il n'y a pas une seule idée dans ce que dit Marchais, par contre, même bureaucratiquement, l'URSS donne des idées précises ; elle envoie des armes en Angola, envoie les Cubains. Cela montre que l'Etat ouvrier doit obligatoirement, et déjà en partie consciemment, impulser les bases saines et objectives du progrès de l'histoire. Envoyer des troupes d'intervention ; çà c'est de l'internationalisme. Les masses communistes le voient, le sentent et l'apprécient.

Il faut donc bien comprendre que si Staline n'a pas duré, ces gens ne dureront pas non plus, et ce dans la mesure où ils ne sont pas nécessaires à l'histoire. De plus, l'histoire peut aujourd'hui triompher dans la mesure où existe déjà l'économie, la science, la culture, l'art et la capacité humaine d'agir. Ces besoins existaient aussi avant, mais il n'y avait pas les conditions pour les réaliser.

Comment croire dans ces conditions, que Marchais va pouvoir se permettre de prendre ainsi la dictature du prolétariat pour la jeter dehors ? Comment peut-il croire qu'en l'ignorant, celle-ci va disparaître ? Staline n'a-t-il pas tué tous les bolchéviques ? Cela a-t-il empêché qu'il y ait aujourd'hui 14 Etats ouvriers ? Lui aussi, bien plus que Marchais et pour bien montrer qu'il ne voulait pas d'autres Etats ouvriers, a jeté par-dessus bord la dictature du prolétariat. Il a éliminé l'Internationale Communiste, pensant éliminer ainsi tout danger historique d'être dépassé par la révolution. Or c'est l'histoire qui a triomphé et déjà aujourd'hui l'Internationale Communiste avance de nouveau, même si c'est de façon empirique. La tournée de Giap fait partie d'une action d'Internationale communiste. Il ne va pas faire acclamer les enfants du Vietnam, mais dire au Polisario : « nous t'appuyons ». En Algérie aussi, il se met « dans les problèmes d'un autre pays », pour proclamer que l'objectif est le socialisme et le communisme. Il ne vient à l'idée de personne de lui dire qu'il n'a pas à se mêler des affaires d'un pays qui n'est pas le sien. Au contraire. Ça c'est de l'internationalisme ! Il faut être vraiment borné pour ne pas concevoir que tout cela existe dans la tête des gens et que même si les appareils sont contre, les gens sont d'accord. Ce n'est donc qu'une question de temps.

Ce voyage de Giap ne répond pas à des intérêts d'appareil, ou à des intérêts locaux. Il répond au besoin d'uniformiser, d'homogénéiser, d'organiser le mouvement communiste mondial, dont nous faisons partie. Il est absurde de croire que le marxisme est dépassé à cette étape de l'histoire.

J. POSADAS
17-1-1976

* Le titre est de la rédaction.

LE PROCESSUS PERMANENTE A

2.1.1976

Le processus de Madagascar est très, très important. Il faut intervenir pour impulser la direction de ce pays à prendre la voie de la transformation révolutionnaire de la société, vers des mesures socialistes. Il n'y a ni Parti, ni base, sinon une population qui, de par ses conditions de vie antérieures, a beaucoup de retard. Mais elle montre en même temps sa grande volonté de progrès par le vote et par l'acceptation rapide de formes, qui se rapprochent des formes collectives : les coopératives socialistes à la campagne. Aussi passe-t-elle d'une façon relativement rapide, du Fokonolona d'aujourd'hui à un Fokonolona plus proche du type soviet. Sans perdre le caractère de Kolkhoze, par les objectifs qu'il se dispose à réaliser, le Fokonolona doit inévitablement dépasser ce fonctionnement. Car le kolkhoze reste un organisme qui ne peut se dépasser car il dépend de l'intérêt de chaque kolkhozien et laisse l'Etat en dernière position.

Par contre à Madagascar. Sans qu'il y ait au préalable un Parti Révolutionnaire, on voit comment les idées révolutionnaires pénètrent très rapidement, se développent et influent sur l'histoire de l'humanité !

Il y a de très grands progrès de l'histoire : des découvertes scientifiques depuis les mathématiques jusqu'à l'alimentation. Mais ce qui progresse le plus rapidement de tout, c'est la révolution. Des peuples à peine sortis de la préhistoire entrent directement au socialisme.

Quand l'human
veau, c'est qu
essentielles pou
l'histoire sont r
cience, la volo
ments. Ce sont

LA

A Madagasca
et une assez
Il lui manqu
fique, – les
sures prises
Fokonolona
est d'annule
direction, en
Nous pouvon
vement pays
ouvriers des
mais dans le
Si le monde
lisé, comme

EXIGEONS L'ACQUITTEMENT DES MILITANTS C.S.C. CONDAMNES A NIVELLES !

Ce procès est important, pour lui-même, mais aussi pour tout le mouvement ouvrier belge. Il faut voir que la majorité des militants syndicaux impliqués sont membres de la CSC. Ils représentent une tendance de gauche chrétienne, qui existe dans la CSC, dans le PSC, qui veut lutter contre le capitalisme, qui veut lutter avec des méthodes de classe.

Il faut défendre ces militants, rejeter leur condamnation à 6 mois de prison avec sursis de 5 ans, parce que c'est aussi défendre la mobilisation qu'ils ont faite pour empêcher que sorte dans une imprimerie belge "Le Parisien Libéré". Il faut défendre ce type d'action, qui est tout à fait juste et légitime. Il s'agissait de se solidariser avec les ouvriers français en grève au "Parisien Libéré" et empêcher le patronat de faire sortir ce journal.

Voilà un exemple d'application de l'internationalisme prolétarien, appliqué à la base par la classe ouvrière ; les directions des partis communistes qui considèrent que l'internationalisme date d'une époque révolue, devraient prendre cet exemple. Le patronat a voulu briser la grève en s'appuyant sur les capitalistes de Belgique pour faire sortir ce journal coûte que coûte. C'est lui qui doit être condamné !

Dans la manifestation du 13 mars, il faut donner une place aux camarades de la CSC de Nivelles, avec une banderole pour dénoncer les condamnations dont ils ont fait l'objet et appeler tous les délégués syndicaux, les militants ouvriers, à participer massivement au procès en appel, pour obtenir l'acquittement des camarades. Il faut démontrer, en laissant participer les camarades de la CSC, que les travailleurs qui luttent pour leurs droits, quels qu'ils soient, chrétiens ou socialistes, communistes, trotskystes, sans parti, sont tous unis contre les patrons, contre la justice bourgeoise et aussi contre l'appareil bureaucratique de la CSC comme de la FGTB qui ne font rien pour défendre les militants inculpés.

La condamnation au procès de Nivelles, montre l'inquiétude de la bourgeoisie qui ne trouve pas le moyen de réagir et de s'imposer. Tantôt, au procès Hanrez, les inculpés ont été acquittés, et la bourgeoisie a cherché à minimiser la signification de ce procès, à réduire la mobilisation qui s'est faite autour de la grève et du procès Hanrez ; tantôt, elle condamne comme à Nivelles. Mais ni l'une ni l'autre attitude ne parvient à ralentir, à empêcher les grèves, les occupations d'usines, la formation de piquets de grèves, l'organisation de la production sous le contrôle et la direction des ouvriers.

Elle ne peut empêcher, avec ces moyens, aucune mobilisation de la classe ouvrière et surtout, elle doit faire face à un processus de désintégration des organismes de la justice bourgeoise, de la magistrature, à l'influence des luttes ouvrières et révolutionnaires du monde sur tout un secteur des cadres de la magistrature. Pour cela, au cours d'une des séances du procès Hanrez, quasi tous les avocats et le bâtonnier se solidarisaient avec les ouvriers, ou dans le cas des Sablières Marchand, le juge donne raison aux ouvriers et leur reconnaît le droit de remplacer par la gestion collective, la propriété privée. La condamnation décidée au procès de Nivelles a comme but, d'essayer d'empêcher l'extension de ces formes de lutte, et aussi que le courant chrétien de gauche s'organise sur des objectifs anti-capitalistes.

Nous appelons toutes les organisations syndicales à faire comme le Syndicat du Livre, à se solidariser pleinement avec les militants CSC de Nivelles, à dénoncer la signification de cette condamnation, à lutter pour obtenir l'acquittement pur et simple de ces camarades, et à intervenir fermement, partout où les droits démocratiques et syndicaux sont attaqués par le capitalisme.

Vive la proclamation...

ne peut empêcher, aucune arme moderne, aucune armée impérialiste, aucune force réactionnaire avec tout son équipement, ne peut venir a bout, détruire la volonté de triomphe des masses représentée ici par le Polisario. Et cela, malgré les assassinats, les emprisonnements, le napalm, les massacres les plus barbares perpétrés par le régime de Hassan II.

Le gouvernement révolutionnaire de Madagascar a reconnu immédiatement la nouvelle République. Voilà une leçon d'internationalisme prolétarien : Madagascar où les masses viennent d'appuyer à 90 % la Charte de la Révolution Socialiste, qui organise l'économie, les relations sociales sur une nouvelle base collective. Ratsiraka a déclaré que maintenant Madagascar n'est plus une île, mais qu'elle est unie au monde. Elle s'unit de cette façon : en appuyant le Polisario, le nouvel Etat révolutionnaire du Sahara et les forces révolutionnaires du monde.

Madagascar n'a pas, non plus, une grande importance du point de vue économique, industriel; elle vient d'un arrièrement social très grand, comme le Sahara ; mais en s'orientant dans la construction du pays sur des bases socialistes, en donnant aux fokonolonas (assemblées populaires) une fonction sociale essentielle, elle comble en quelques années le retard et l'arrièrement de plusieurs siècles.

Cette expérience va peser sur les masses saharaouis, pour les aider à s'organiser, à discuter tous les problèmes : c'est cela la culture ! L'intelligence et la raison se mesurent de cette façon. Les masses du Sahara et le Front Polisario font preuve d'une grande intelligence et culture, malgré qu'elles soient analphabètes et nomades. L'intelligence et la culture se mesurent par la capacité d'organiser, la volonté de lutter pour le socialisme.

Voilà comment les directions des partis communistes doivent discuter l'intervention des masses dans l'histoire et non au travers des appareils, des parlements. En plein désert, sans aucune cérémonie ni protocole, un nouvel Etat révolutionnaire est né au Sahara. Comment est-il possible de faire de telles choses si les conditions dans le monde ne sont pas mûres ! Le monde est apte pour le communisme et cette nouvelle République le démontre. Aujourd'hui c'est le Sahara, demain ce seront d'autres peuples ; chaque jour, la révolution mondiale, le camp socialiste s'étendent.

Le gouvernement du Maroc s'est empressé de déclarer que cette République n'avait aucune valeur, que c'était une invention des Algériens. Mais si cet évènement a si peu d'importance, pourquoi de telles déclarations ? Hassan II prétend que ce territoire appartient historiquement au Maroc. Mais alors, pourquoi doit-il envoyer des troupes, bombarder les villages au napalm pour convaincre les saharouis qu'ils sont marocains ! Le gouvernement marocain doit faire face à une crise très grande à l'intérieur du Maroc. Des couches de plus en plus grandes des masses marocaines ressentent les effets de la crise, le manque de travail, la hausse du coût de la vie. Elles ne marchent pas dans les campagnes gouvernementales qui veulent utiliser le "patriotisme". Le régime de Hassan II doit faire face à un mécontentement profond des masses qui ne veulent pas être les victimes et cherchent à s'organiser. Mais les organisations de gauche ne facilitent pas ce chemin, car elles ont presque toutes adopté des positions chauvines, réactionnaires vis-à-vis de la lutte du peuple du Sahara et de l'Algérie.

Il faut condamner les positions réactionnaires qu'ont pris de PC, L'UNFP et appeler à organiser un front unique de classe, des masses du Maroc, de Mauritanie, avec les masses du Sahara et d'Algérie, pour soutenir la République Populaire du Sahara et la transformer en Etat ouvrier, pour abattre tous les régimes féodaux et réactionnaires du Moyen Orient et permettre la pleine liberté d'expression, l'exercice des droits démocratiques et la transformation socialiste du Maghreb.

Nous appelons tous les partis communistes, socialistes, tous les syndicats d'Europe à soutenir la République Populaire du Sahara. Le voyage de Mitterand en Algérie a une grande importance dans ce sens, pour tous les partis socialistes, les tendances de gauche socialiste en Europe. Il est allé là comme le représentant du futur gouvernement de gauche, pour apporter son appui aux progrès socialistes du Moyen Orient, et a reconnu la République du Sahara.

Nous appelons à demander aux Etats ouvriers, à l'Union Soviétique et la Chine, d'interve nir immédiatement en appui à la République du Sahara, en donnant non seulement un appui militaire qui est très important – comme est en train de le faire l'URSS – mais aussi un appui en techniciens, moyens financiers, matériel agricole, d'irrigation, d'éducation etc...

L'impérialisme et les régimes réactionnaires vont essayer d'isoler le Sahara et continuant la guerre d'abord et en empêchant un développement économique du pays. Si les Etats ouvriers, l'URSS surtout, interviennent en donnant les aides économiques, financières nécessaires, en organisant l'industrie des phosphates, en construisant des routes, des maisons, des installations sanitaires, en envoyant les techniciens agricoles, en organisant des campagnes d'alphabétisation, pour aider la population à se

(Suite page 4)

DE LA REVOLUTION

MADAGASCAR

J POSADAS

anité atteint ce ni- que les conditions our le progrès de t réalisées : la cons- olonté et les senti- ont les trois condi- tions nécessaires au progrès. Le progrès le plus complet requiert l'unification centralisée des sentiments, de la conscience et des moyens organisatifs.

A VOLONTE DE PROGRES DE MADAGASCAR

car, la population a une très grande décision de progrès ez bonne compréhension de ce qu'elle est dans l'histoire. que la planification méthodique, le raisonnement spéci- s raisons pour lesquelles ils faut le réaliser. Entre les me- s et la population, il y a une très grande distance que le a tente de réduire. La chose la plus importante à faire ler cette distance en rapprochant la population de la en cherchant les moyens utiles pour ce rapprochement. ons y contribuer beaucoup. Il faut attirer et élever le mou- ysan, surtout les travailleurs agricoles pour les unir aux s usines. Le prolétariat à Madagascar a très peu de poids, e monde il en a énormément.

e est unifié et centra- ne le rapport de for- ces mondial permet de le mesurer, il en est de même pour le prolétariat. Numériquement il n'y a pas de prolétariat à Madagascar, mais il est très nombreux en Union Soviétique et en Allemagne, cela intervient à Madagascar. Non seulement quant au poids spécifique, physique et social, mais de par l'influence de la pensée. Le prolétariat n'est pas à Madagascar, mais sa pensée y est. Marx n'était pas prolétaire, mais sa pensée était celle du prolétariat. Il faut montrer aux camarades de Madagascar qu'il est vrai, comme le constate le rapport de forces, que le poids du prolétariat est faible et que celui de la petite bourgeoisie et des paysans est important. Mais il faut faire peser, influencer et développer l'influence du prolétariat sur la base du programme, de la politique et des organismes. Il faut faire intervenir la population. C'est la forme sous laquelle le prolétariat mondial intervient.

Il faut faire peser la pensée du prolétariat sur la base des expériences et des conquêtes réalisées, car c'est la manière dont il intervient. Il en est de même dans le domaine de l'art et de la culture. Surtout, il faut donner des explications sur l'économie et sa fonction : Pourquoi la propriété doit être étatisée, mais aussi pourquoi elle doit être controlée, non laissée seulement aux mains de l'Etat, mais contrôlée par la population. La population doit intervenir sur le contrôle, le fonctionnement, l'administration, la distribution et aussi sur le commerce extérieur.

Il faut montrer comment, durant de nombreuses années, la révolution russe n'a pu s'étendre mondialement par manque de conditions objectives. Elle s'est cependant développée sous forme de direction politique : les Partis Communistes se sont formés, impulsant une série de révolutions, entre autres au Maroc et aussi au sud-est asiatique. L'intelligence est ce qui circule le plus au monde, beaucoup plus que l'économie, que les expériences scientifiques ou techniques. C'est pourquoi les peuples les plus arriérés – effectivement arriérés économiquement et socialement, car ils n'ont pas à manger – disent immédiatement dans leur langue : "vive le socialisme !". On ne comprend rien d'autre, mais "vive le socialise !" est clair et concluant. Et cela arrive à n'importe quel endroit d'Afrique. Les journalistes disent qu'ils ne comprennent rien de leur dialecte gutturale, mais ils disent clairement : "vive le socialisme!" Ils savent que le socialisme est la base pour le développement de toutes les autres conditions sociales économiques et scientifiques.

Il faut intervenir pour élever l'intervention de la population, sur la base d'organes. L'une des qualités les plus essentielles du processus révolutionnaire à partir de 1965, comme on le voit dans toutes les révolutions qui avancent depuis que le Vietnam a commencé à influencer l'histoire de façon prépondérante, est que : Chaque révolution, aussi petite soit – el-

(suite page 4)

suite de la p. 3

LA REVOLUTION PERMANENTE..

le, crée immédiatement des organes de toute la population. Avant elles créaient des organes mais au niveau de la direction. Maintenant c'est pour tous ; tout le monde intervient, non sur la défensive, non pour se protéger, mais en partant du niveau de conscience déjà atteint, à savoir que tout le monde doit intervenir et, ensemble donne des idées. Toute le monde ainsi va apprendre, aussi le niveau d'intervention s'élèvera-t-elle, éliminant le rôle d'intervention s'élèvera-t-elle, éliminant le rôle des techniciens qui forment une caste. C'est l'une des conquêtes les plus belles de l'humanité.

La déclaration de Ratsiraka : "Nous étions isolés car nous vivions sur une île, maintenant nous sommes sur une île mais nous ne sommes pas isolés", indique une compréhension très dynamique, mais aussi intéressée, Ratsiraka a besoin de donner des arguments d'autres pour les animer à prendre cette voie.

Il faut intervenir à Madagascar sur tous les problèmes pour aider à comprendre, à se décider à intervenir, à élever le niveau culturel avec l'intervention concrète dans l'économie et dans la production. Il y a un désir d'intervention de l'humanité. Ce n'est pas par besoin économique, ni par sentiment de vengeance, ni pour vivre mieux. L'humanité sent qu'elle peut tout résoudre, c'est pourquoi elle est mûre pour le communisme. Elle peut résoudre tous les problèmes. Elle n'a pas la compréhension scientifique, l'expérience, mais les Soviétique les ont. La révolution avance, les soviétiques aussi. Ils ne sont pas à l'avant-garde, mais ils ne peuvent non plus s'empêcher de regarder en avant, sous peine de stagnation, alors que les yankees préparent la guerre.

Il faut publier tous les textes sur l'amour, la femme, le sexe, les conseils d'usines... Il faut intervenir pour donner une très grande importance à l'aspect combiné culturel et politique, donner des idées, intervenir sur tous les problemes concrèts spécifiques et élevés culturellement, pour faire intervenir les gens. Faire intervenir tout le monde, y inclus la petite grand-mère de 90 ans qui ne "comprend rien". Qu'elle assiste trois mois aux réunions et elle va parler ! L'expérience empirique qu'elle a vécue et qui n'a pas pu se développer par manque de vie culturelle, va lui revenir à la tête. Et elle va apprendre à ce moment-là. Un des progrès les plus grands de l'humanité c'est que les grand-mères sont en train de redevenir des filles de vingt ans, car elles ont la volonté et la capacité d'apprendre, non seulement au Portugal, mais partout dans le monde. Les soviétiques ont fait les premiers l'expérience. Lenine l'a faite et démontré qu'il y avait les conditions de l'histoire pour le faire mais qu'il fallait le Parti pour l'organiser.

LE PARTI EST NECESSAIRE A MADAGASCAR

Un Parti qui crée, développe et organise culturellement des idées révolutionnaires, de manière à ce que tout le monde dirige. Ainsi sera le socialisme. Il va éliminer toute forme d'oppression, toute forme d'appareil. Il y aura des organes, où il n'y aura plus besoin de discussion, sinon une entente dans le raisonnement. Maintenant nous discutons car nous venons de mille années de propriété privée. Dans la forme avancée du communisme, aucune espèce d'organe ne sera nécessaire ; l'entente entre les gens, à elle seule va tout résoudre. Maintenant, en partie, nous pouvons déjà vivre ainsi. La petite grand-mère de 90 ans vit déjà ainsi. Elle n'a pas la capacité culturelle, ni l'expérience de lutte des jeunes, mais elle a la volonté de démontrer que l'être humain a la condition la plus élevée qu'est l'intelligence. L'intelligence est irremplaçable et la forme est plus élevée de l'intelligence est d'appuyer, de recevoir et d'être influencé par le progrès de l'histoire. C'est la forme la plus élevése.

C'est pourquoi l'Internationale Communiste est un besoin irremplaçable de l'histoire. Aujourd'hui, l'Internationale Communiste exerce la fonction de généraliser les expériences scientifiques révolutionnaires et de créer les organes, les organismes et les bases d'une direction mondiale qui va éliminer dans les Etats ouvriers toute forme de direction. Dans ce sens c'est pareil que de faire la guerre pour en finir avec toute guerre. Nous n'avons pas d'autre remède, car le capitalisme a les armes. Si nous pouvions empêcher la guerre par un accord, nous serions les premiers à le faire. Si c'était possible de prévoir que le capitalisme, en vingt, trente ans soit désarmé, et qu'il ne va pas faire la guerre, mais l'accepterions. Mais c'est absurde de le concevoir, car c'est contre la réalité. Alors il faut se préparer pour la guerre afin de la faire au moment propice pour l'humanité. Cela fait terriblement mal à tous les appareils et à toutes les directions. Non parce que c'est une folle résolution, mais parce que cela les compromet à jouer une fonction à laquelle ils ne sont pas préparés et leur font voir que leur direction ne sert pas, qu'ils ne sont pas irremplacables et que la vie d'appareils et de jouissance concrète et matérielle d'appareil disparaît. C'est pourqui ils ne raisonnent pas par rapport à la guerre.

Toutes les directions, même celles des Partis Communistes les plus à gauche se sentent substituts des masses et les considèrent comme un terrain de manoeuvre et non comme une force qui pense, donne des idées. Au Portugal, aucun des partis n'acréé les organes qui existent actuellement. Ce sont les masses, y inclus la petite vieille de 80 ans, qui les ont créés. Les paysans de l'Alentejo, les militants communistes, socialistes de gauche et les militaires, les ont créés et non le Parti. Le Parti coordonne car il a la possibilité, le faculté et le temps pour le faire ; il peut coordonner mais représente de loin la volonté de combat, la décision de combat, le niveau de maturité des masses. Le Parti les représente de façon très éloignée. C'est pourquoi, tout de suite, dans toute révolution les masses créent des organes qui mettent en contact toute la population, cherchant le front unique. Ce sont des organes de front unique où tout le monde entre pour gagner le reste de la population, pour coordonner et là sont toujours vainqueurs ceux qui donnent les idées et les positions meilleures et plus résolues, et ceux qui généralisent les conquêtes. Comme au Portugal, de même à Madagascar.

Il faut créer les conditions pour faire une discussion sur les expériences de la révolution, à commencer l'essentielle, à savoir que le développement de tout pays, pour une période déterminée et assez longue de l'histoire, sera l'économie, dont le progrès ne peut se faire dans la propriété privée, mais étatisée. La propriété étatisée, ne peut signifier un progrès de l'histoire si elle n'est pas planifiée. La planification ne peut avoir d'effets constants, permanents et constamment croissants si ce n'est sous le contrôle des masses pour empêcher la bureaucratisation et une planification arbitraire, arrogante, stupide et interessée. Ce sont en général les dangers professionnels du pouvoir. Alors le Parti, au lieu d'être un constructeur d'idées, qui développe des idées nécessaires, les restreint et les empêche de se développer, or la condition essentielle de développement c'est l'intervention, l'initiative et la capacité créatrice des masses. Marx, Engels, Lenine, Trotsky et la petite grand-mère de 80 ans le disent: la capacité créatrice des masses est irremplacable !

Lenine était différent des masses en ce qu'il avait l'intelligence, la concentration de l'intelligence et de l'expérience. Il a pu ainsi se préoccuper des idées que les masses ont en général et quotidiennement. Dans la mesure où celles-ci n'ont pas la même dédication elles n'ont pu avoir la qualité de Lenine, ni sa capacité. Elles avaient cependant, dans la vie quotidienne les mêmes qualités que Lenine et que Marx. Elles n'avaient pas l'intelligence ni la capacité organisatrice de Marx,mais les mêmes qualités. Elles se préoccupaient objectivement et se préoccupent aujourd'hui objectivement pour le meilleur. Dans cette marche, elles apprennent en une ssmaine ce qui coûte des années à l'Université. Parce qu'elles pensent à ce qui est mieux, à ce qui est objectif.

Marx, Engels, Lenine et Trotsky, les bolchéviques nous et les masses avons les mêmes qualités : penser objectivement à ce qui est meilleur. Par contre, le Parti Communiste ne peut pas penser objectivement à ce qui est meilleur, car il pense comme un Parti qui dispute les voix au PS pour contenir le pression des masses, car les dirigeants ne se décident pas a avancer. Ils ne savent pas, ne comprennent pas, n'ont pas confiance. A Madagascar c'est pareil : le gouvernement qui a 94 % des voix en appui au socialisme, aurait déjà dû sortir un programme qui corresponde à 94 % de voix.

L'impérialisme a une peur panique, terrible d'Angola, et bientôt de Madagascar. Il est déjà en train de calculer ce que ferait la flotte soviétique à Madagascar, que les soviétiques domineraient le monde. La peur de l'impérialisme devant l'intervention des cubains en Angola est que cela se transmette en Amérique Latine. Car les cubains interviennent ouvertement, sans calcul, en posant : "Nous défendons la lutte contre l'impérialisme" c'est un principe qu'établissent les cubains et l'impérialisme a peur qu'ils aillent l'appliquer en Amérique-Latine. Kissinger a une trouille, une trouille réelle. Ils savaient d'avance que les cubains étaient en Angola, mais ils croyaient qu'ils allaient gagner. Tous les calculs qu'ils faisaient étaient qu'ils allaient gagner, eux. L'attitude des soviétiques, sans être très décidée, est assez décidée. Et les Mig 21 sont déjà en Angola, utilisés par des gens qui étudièrent en peu de temps en URSS.

Ce processus indique en même temps le niveau d'approximation de la guerre, qui peut éclater à n'importe quel moment. C'est pourqoui dans les déclarations de Kissinger et de Ford, par exemple, même traitant de n'importe quoi ils se réfèrent immédiatement à la guerre. L'impérialisme a une peur panique de l'intervention soviétique en Angola : premièrement du triomphe de la République Populaire en Afrique, et deuxièmement parce que cela va stimuler des forces énormes en Afrique, en Amérique Latine et en Asie. L'Angola incorpore aussi à l'humanité une expérience qui avant, était très partielle : les enfants et les vieux interviennent maintenant comme des généraux. La révolution généralise l'intelligence !

L'impérialisme n'en parle pas, parce qu'il a une peur immense du peuple nord-américain lui-même. Celui-ci vit tout cela et ne vit pas seulement de chewing-gum. Il lit et voit que les enfants de 6 ans dirigent.

Par contre l'impérialisme n'a pas pu sortir une seule voix, une seule déclaration de la part d'un mouvement de masses, ni même de cinquante types, en sa faveur et contre la révolution africaine. Ford amuse les gens, en tombant, en parlant, pendant que les organes de l'impérialisme préparent la guerre, en fixant les délais. Ford est un clown, et l'impérialisme prépare en même temps la guerre. Les masses voient tout cela et préparent également leur guerre. Le Portugal, l'Angola, Madagscar constituent une réponse à Ford qui tombe, alors que les gens se lèvent.

J. POSADAS 2 janvier 1976.

la manifestation du 13..

suite de la p. 1

me patron : pour que les délégués syndicaux soient élus et révocables à tout moment par les travailleurs ! pour faire des assemblées syndicales régulières dans les usines où les ouvriers parlent et décident et contrôlent leurs délégués ! Tout cela fait aussi partie de la lutte contre le plan de misère du gouvernement Tindemans, car nous avons besoin d'un syndicat qui soit un instrument de la classe ouvrière.

Il faut manifester aussi pour l'unification ouvrière en Belgique, et dans toute l'Europe capitaliste, contre l'Europe des trusts, pour un Belgique et une Europe socialiste !

Nous appelons tous les militants de gauche syndicale, communistes, socialistes, et chrétiens à préparer la manifestation en faisant des tracts, des discussions, des prises de paroles, des assemblées sur tous les lieux de travail, en formant des groupes pour écrire des banderoles directement et manifester avec les mots d'ordre qu'auront proposé les ouvriers en assemblée d'usine. Nous appelons à discuter partout pour que les travailleurs CSC soient nombreux à manifester, et pour mobiliser toutes les familles, les jeunes, les vieux, les femmes, les enfants, pour montrer comme les masses sont prêtes à lutter et aussi pour obliger les organisations syndicales à prendre un programme anti-capitaliste !

La crise du capitalisme ne va pas se ralentir. Même si une reprise économique a lieu dans certains secteurs, ce ne sera pas favorable à la population car la bourgeoisie ne va qu'augmenter la concentration et la rationalisation capitaliste et se préparer encore plus pour la guerre contre les Etats ouvriers, contre les peuples du monde.

La manifestation du 13 mars va avoir lieu alors que toute l'Europe et le monde sont en plein mouvement et luttes. En particulier, en Espagne, où la classe ouvrière affronte toutes les répressions et gagne ! C'est le moment aussi où au Sahara, un tout petit peuple, faible, sans moyens matériels, vivant en plein désert, dans un arrièrement économique et social immense, prend la résolution historique et a l'audace de proclamer la République Démocratique du Sahara ! L'impérialisme yankee avec toute sa puissance, ne peut pas l'empêcher. Tous les peuples qui luttent pour leur libération comptent sur l'appui des Etats ouvriers, des Etats révolutionnaires et cela leur donne confiance et assurance. L'impérialisme américain envoie ses représentatns faire les marionettes, comme Nixon en Chine, ou Ford et les autres dans cette sinistre mascarade électorale ; il se sent acculé par les propres masses des Etats-Unis qui n'appuient aucune action impérialiste de leur gouvernement.

Le capitalisme belge ne peut pas trouver de renfort important dans le reste du capitalisme mondial. Il n'a pas de moyen de sortir de cette crise. S'il reste encore en place, c'est dans la mesure où les directions ouvrières le laissent survivre. Pour cela, dans la manifestation du 13 mars il faut intervenir avec toutes les forces et résolution de la classe ouvrière. Il faut y aller pour préparer un mouvement plus profond, la grève générale pour imposer le programme anti-capitaliste. Il faut y montrer que la classe ouvrière est prête à faire comme en Espagne, comme le peuple Sahraoui, angolais, à changer la société et construire le socialisme.

6.3.76.

Vive la proclamation

sédentariser : cela serait une démonstration formidable et vivante de la supériorité sociale de la planification socialiste de l'économie.

Nous appelons toutes les organisations politiques, PC, PSB, syndicats, à reconnaître immédiatement la République Populaire Arabe du Sahara et à organiser en Belgique, une campagne d'information, de meetings, de conférences, pour exprimer la solidarité de la classe ouvrière belge avec la lutte et le triomphe des masses saharaouis.

5.3.76.

Ed. Responsable: Cl. Pôlet, 51a, rue Garibaldi, 1060 Bruxelles

LA DEBACLE DU CAPITALISME ET LA LUTTE POUR LA GAUCHE AU POUVOIR EN EUROPE

EDITORIAL

Le capitalisme français vient de dévaluer sa monnaie, après celle de la lire italienne et de la livre anglaise. La monnaie est le reflet des relations économiques et donc, de la confiance que les capitalistes accordent dans l'avenir de leur régime. On dit que "le franc français a été victime de la spéculation internationale", comme si les spéculateurs étaient des diables venus d'on ne sait où : il s'agit en fait des grosses banques françaises et européennes et américaines, des multinationales, de la haute finance elle-même. Dans cette spéculation, la Société Générale, la Banque Lambert, etc. ont leur part également. Les Ministres des pays du Marché Commun ne discutent pas comment coordonner les économies, les moyens financiers de l'Europe pour élever le niveau de vie de la population, pour améliorer les conditions des masses. En effet, pendant que quelques gros capitalistes font des bénéfices énormes en achetant et vendant de la monnaie comme si c'était une marchandise, un gouvernement capitaliste tel que l'Italie discute de fermer les boucheries un jour sur deux, pour que les consomment moins de viande ! Ce que discutent les dirigeants de l'Europe capitaliste, c'est par quels moyens ils pourraient faire face à la montée de la gauche, aux puissantes mobilisations de la classe ouvrière dans tous les pays européens. Et pour cela, ils voient que, malgré toute la concurrence que le capitalisme américain représente pour eux, ils dépendant profondément de lui pour leur propre survie. Les dirigeants américains, politiques et militaires menacent publiquement d'intervenir si la gauche arrivait au pouvoir en France, en Italie, dans n'importe quel pays d'Europe. Et aucun gouvernement européen ne considère cela comme "de l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays". Tous se rendent compte que la bourgeoisie est en danger.

La dévaluation du franc français, montre, encore une fois le manque de perspective et de confiance dans le futur capitaliste. Ce sont des mesures prises de façon improvisée, pour pallier à des problèmes du moment, alors que trois semaines plus tôt, les dirigeants français déclaraient solennellement que le franc français était stable. Les capitalistes belges font la même chose. Sans l'annoncer ouvertement, ils ont commencé une certaine dévaluation du france belge, par rapport à la Hollande et au Luxembourg. Les conséquences de toute cette anarchie et cette crise furieuse du capitalisme pèseront encore plus sur la population : augmentation des prix, augmentation des impôts, tentatives nouvelles pour bloquer les salaires, pour attaquer l'Index, pour diminuer tous les droits acquis des masses. C'est du moins ce que le capitalisme a besoin de faire.

Mais la situation dans toute l'Europe ne lui permet pas de réaliser ces plans. Aux élections cantonales en France, la gauche vient de remporter 54 % des voix. C'est une majorité même sur le plan électoral, pour défendre le Programme Commun et avancer vers le socialisme. Cette même force électorale s'exprime quotidiennement en France dans les grèves constantes, les manifestations, les occupations d'usines : il y a toujours plus de 200 usines occupées, parfois depuis près d'un an. En Espagne, en Italie, en Angleterre, la classe ouvrière intervient constamment pour que les capitalistes paient eux-mêmes leur crise.

En Belgique, c'est la même chose. Les ouvriers du pétrole, après six semaines de grève, décident à 88 % la poursuite du mouvement pour réintégrer leur délégué syndical. A la FN, chez Cockerill, aux ACEC, ce sont des milliers de travailleurs mobilisés. Le 13 mars, des dizaines et des dizaines de milliers de manifestants participaient à la concentration de la FGTB. Cela montre la démonstration de forces de la classe ouvriere, qui est décidée à aller plus loin.

Cela demande qu'une direction se organise, avec cette résolution. Les directions syndicales font tout pour contenir le mouvement. Elles empêchent partout où elles peuvent la démocratie syndicale, elles limogent des délégués syndicaux combatifs. Malgré tout cela, la classe ouvrière répond au mot d'ordre de mobilisation : pourquoi ? parce qu'elle est décidée à transformer cette société ! elle veut en finir avec le chômage, l'insécurité de l'emploi elle veut élever le niveau de vie, la dignité humaine.

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans revolution violente. »
Lénine.

« Sans le Parti, nous ne sommes rien: avec le Parti, nous sommes tout »
Trotsky.

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Polet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e ANNEE - N° 262 - Le 24 mars 1976 - HEBDOMADAIRE

La crise du capitalisme et le gouvernement de gauche en Italie *(extraits)*

22 Février 1976

J. POSADAS

Le capitalisme n'a pas d'issue. Ce gouvernement est transitoire. Il est là pour essayer de sauver le système, face à l'effondrement du capitalisme en Italie, non pas parce que la bourgeoisie ne saurait pas diriger. Non, c'est le système qui a fait faillite. Il en ira de même, indépendamment du fait de celui qui dirigera. La Démocratie Chrétienne avait pu jusqu'à présent gagner du temps, dans la mesure où le système capitaliste était en meilleure condition, et que les masses ne trouvaient pas de points d'appui dans ses directions pour le renverser. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Ce n'est pas un mauvais gouvernement qu'il s'agit de remplacer, mais tout le système.

Il faut un gouvernement qui ait un programme économique politique capable de faire face à la crise qu'engendre le système capitaliste, c'est-à-dire un programme d'expropriation. Voilà quinze ans qu'ils discutent du Mezzogiorno ; où sont les résultats ? Ce n'est pas tel ou tel gouvernement qu'il faut dénoncer, mais le système capitaliste. C'est pourquoi nous proposons de casser la Démocratie Chrétienne et de gagner sa gauche. Il est possible de gagner sa base populaire à travers une activité de classe.

La politique du Parti communiste s'adresse aux sommets, aux directions, d'où ses effets très limités. Un bon discours au Parlement peut exercer une influence sur un, deux ou dix types, alors qu'une bonne politique de classe gagne l'avant-garde ouvrière, qui à son tour exerce son influence sur toute la population y inclus démocrate-chrétienne. Le dernier discours de Berlinguer a certainement produit un bon effet sur quelques dirigeants démocrates-chrétiens et socialistes — ce qui n'est pas sans importance — mais d'une façon infiniment minime par rapport à l'influence que peut exercer une politique de classe, qui convainc la classe, l'avant-garde pour qu'elle entraîne le reste de la population.

N'importe quel nouvel gouvernement capitaliste rencontrera les mêmes difficultés que celui-ci. Il faut en conséquence opérer des changements à gauche dans le programme, dans la politique. Il faut un programme d'étatisations, de planification de la production et d'accords avec les Etats ouvriers. L'Angola est plus pauvre que l'Italie, mais elle se prépare à développer son économie. Cuba est plus pauvre que l'Italie, mais il ne craint pas l'encerclement de l'impérialisme à 300 km de ses côtes et sa présence directe à Guantanamo. Le problème n'est donc pas celui du rapport de forces militaire et de la crainte qu'il inspire.

Pas d'issue à la crise avec le capitalisme

L'impérialisme ne peut faire ce qu'il veut. Même d'un point de vue militaire, le rapport de force va contre lui. Que dire alors du rapport de forces politiques et sociales. Si Berlinguer avertit la Démocratie chrétienne de ne pas faire comme Frei, c'est qu'un coup à la Frei est en marche. Mais le carburant manque et l'Angola et Cuba empêchent l'équipage, pourtant prêt, de mettre en route la machine.

Aucun gouvernement capitaliste n'a de solution, si ce n'est contre la classe ouvrière. En France il faut que Giscard d'Estaing soit mort de peur, pour déclarer, comme il vient de le faire, que son programme est le même que celui de Mitterrand, que seul le temps est en question. En Allemagne, le capitalisme se maintient en s'appuyant sur la social-démocratie, et en Angleterre sur le Parti travailliste. Les masses de ces deux pays, les plus importants pour le capitalisme en Europe, n'appuient pas cela. De plus, en dépit du gouvernement travailliste de sa Majesté la Reine, l'Angola a triomphé. D'autres révolutions se préparent à triompher en Afrique car ce ne sont les Moro, ni les Rumor, ni les Wilson qui déterminent, mais les masses d'Angola, du Portugal et l'Union Soviétique.

C'est en ce sens que Marx parlait du rapport politique dialectique, et non arithmétique de la révolution. Les communistes italiens essayent en vain de parler politique en termes quantitatifs, en posant qu'il ne suffit pas qu'ils aient les 50 plus 1 % pour prendre le pouvoir. Tout cela n'est que mensonge et absurdité historique, tout comme il est mensonger et absurde de prétendre que le pouvoir a été pris en Russie par une petite minorité. C'est véritablement se moquer de l'histoire. Le Parti communiste était une petite minorité par rapport au peuple russe, mais son autorité et sa représentativité était majoritaire, car il reflétait les aspirations de toute la population exploitée. Celle-ci a pris le pouvoir, non grâce à la force ou à l'héroïsme des bolchéviques, mais grâce à la clarté dialectique de leur politique. Les gens n'ont été attirés et entraînés ni par les coups de feu, ni par l'usage des armes, mais par la décision des bolchéviques de renverser le capitalisme. Ainsi fut l'histoire de la révolution russe. C'est la volonté du peuple et non la minorité bolchévique qui a permis de prendre le pouvoir en Russie.

Ce sont là des rapports de forces valables dans toute l'histoire. Il ne peut jamais y avoir de majorité complète et absolue, ce qui est d'ailleurs d'autant plus impossible qu'une telle majorité n'a aucun moyen pour se rendre évidente, dans le cadre du système capitaliste. Les seuls moyens dont elle dispose sont les grèves, les manifestations, les arrêts de travail, les meetings. Voilà ce qui permet de mesurer l'état d'esprit de la population. Le PC en Italie, ne mesure pas de cette façon. Or c'est bien là que se trouve l'expression de la majorité.

Si le Parti communiste appelle à la lutte pour le pouvoir, il ne le fait pas comme minorité. Si la direction est numériquement minoritaire par rapport à l'ensemble de la population, elle n'en exprime pas moins sa volonté majoritaire. Si le capitalisme et la Démocratie chrétienne sont la majorité pourquoi n'en appellent-ils pas au peuple à s'opposer à l'Union Soviétique ? Non, ils doivent se cacher derrière des mensonges parce qu'ils sont la minorité. La bourgeoisie minoritaire maintient son pouvoir politique en trompant les gens, en leur mentant, et aussi en comptant sur le fait que les partis ouvriers ne vont pas agir en fonction d'une politique de classe. Aussi continue-t-elle à dire impunément et mensongèrement qu'elle représente et défend le pays, le progrès.

Les communistes devraient mener campagne pour montrer que tout cela vise à défendre les intérêts de la société capitaliste. Ils devraient tout en critiquant la bureaucratie, montrer que les Etats ouvriers sont supérieurs au capitalisme, que l'Union Soviétique et ses sept premières années a pu passer de rien à être le premier pays, non économiquement, mais socialement ;

(Suite page 4)

LA MANIFESTATION DU 13 MARS ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SYNDICALE

La participation massive de plus de 60.000 otravailleurs à la manifestation de la FGTB à Bruxelles, c'était une vote — comme dans les élections cantonales en France où la gauche a emporté la majorité des voix : c'était l'expression éloquente de la volonté des masses de ne pas payer la crise capitaliste et de changer la société. C'est une victoire, un progrès très grand de la classe ouvrière, et non un "succès de la FGTB". Les travailleurs ont marché sur Bruxelles, de tous les coins du pays, de Flandres comme de Wallonie, pour faire la démonstration de leur résolution, de leur volonté d'action contre le capitalisme et aussi pour obliger les dirigeants syndicaux et des partis ouvriers à élever leur intervention, à organiser la lutte. Dans la manifestation, il y avait des délégations d'usines en grève, d'entreprises occupées par les ouvriers, parfois depuis des semaines, dans la région wallonne ou flamande, il y avait une quantité immense de drapeaux rouges et quasi aucun drapeau wallon fédéraliste, il y avait un front unique complet des ouvriers wallons et flamands. Mais les travailleurs y ont exprimé aussi leur critique et leur mécontentements vis-à-vis de la direction, car il restait vraiment peu de monde au moment des discours de Lambion et Debunne ; et nombreux étaient les camarades qui disaient : mais pourquoi ne pas faire une réelle manifestation ! on a marché pendant 15 minutes et c'est fini. Il y avait aussi une préoccupation politique parmi les masses, qui n'a pas trouvé de réponse à la tribune des orateurs, mais qui se manifestait dans l'accueil que faisaient les gens aux tracts et aux journaux de toutes les organisations, de toutes les tendances de gauche et révolutionnaire, aux groupes qui étaient venus manifester avec des mots d'ordre politiques, à notre propre Parti.

Cette mobilisation, avec toute cette puissance a été possible parce que la classe ouvrière n'a pas cessé une minute de lutter à l'usine, jour après jour, pour faire face à l'offensive du capitalisme contre les salaires, contre les droits démocratiques, et syndicaux, contre les conquêtes ouvrières, pour résister au démantèlement de l'économie, aux fermetures d'entreprises, et en même temps pour prendre des offensives très importantes en occupant les usines et en les faisant fonctionner sous le contrôle de la classe ouvrière. La classe ouvrière — elle l'a montré avec la grève des dockers, avec celle des mineurs du Limbourg — se sent unie entre travailleurs flamands et wallons et surtout, a conscience que le front unique ouvrier est indispensable pour attaquer et vaincre le capitalisme belge, le gouvernement qui le sert et pour imposer une issue socialiste à cette crise dont le capitalisme a toute la responsabilité.

Cette manifestation est fort importante, mais ce sera pour faire quoi ? Les intentions de la direction syndicale ne sont pas les mêmes que celles de la base ouvrière de la FGTB. Si elle voulait mettre en avant toutes les forces de la classe ouvrière, elle aurait organisé une réelle manifestation. En divisant ainsi le cortège en 4 parties, et laissant un très court trajet à parcourir, on empêche le déploiement de toute la puissance des travailleurs, on ne donne pas non plus la possibilité aux masses de se rencontrer avec elles-mêmes, de voir mieux toutes leurs forces, de crier des mots d'ordre contre le capitalisme, de faire applaudir les délégations des usines occupées, des entreprises en grève qui étaient venues en grand nombre, de déployer les banderoles pour que tous puissent les lire. Les dirigeants syndicaux ont eu peur d'être taxés par la bourgeoisie de vouloir partir à l'assaut de la capitale, et donc du pouvoir que celle-ci symbolise. En fait, ils vont chercher maintenant à utiliser la mobilisation des masses pour continuer à négocier avec le patronat et le gouvernement, pour obtenir certaines concessions sur le plan des salaires, de la pension, ou des droits syndicaux.

Mais le capitalisme, dans sa crise totale (il n'y a qu'à voir la nouvelle débandade provoquée par la dévaluation des différentes monnaies européennes!) n'est plus en conditions d'accorder des concessions importantes à la classe ouvrière. Les bureaucrates eux-mêmes doivent recourir à des pressions plus dures contre lui. D'un autre côté, ils ont peur qu'une manifestation comme celle du 13 mars n'échappe à leur contrôle. Cependant ils ont du céder à la pression et à la volonté action de la base, des militants syndicaux, des travailleurs qui ne se résignent pas devant la faire les frais ou de partager les sacrifices". Il faut discuter maintenant pourquoi on n'a pas manifesté ensemble, CSC et FGTB, alors que l'unité est un fait à la base, dans la lutte de tous les jours. Il faut discuter aussi l'absence complète de perspective et de programme dont les dirigeants syndicaux ont fait la preuve : à la tribune, qu'est-ce qu'ils ont proposé de faire concrètement pour continuer le combat contre le chômage, contre les licenciements, pour réaliser dans les faits le plein emploi? Ils ont surtout demandé aux capitalistes d'être plus attentifs aux problèmes des travailleurs et de participer à les résoudre. Les manifestants ne sont pas restés d'ailleurs pour les écouter, car tout cela ne sert à rien. Pour résoudre le problème de l'emploi, il faut étatiser les grosses sociétés capitalistes qui décident du sort de toute l'économie belge : la Société Générale, la Banque Lambert, les multinationales; et pour garantir des conditions de vie et de salaires convenables, pour imposer un réel contrôle sur les prix, il faut que la classe ouvrière dispose du pouvoir de le faire, d'un gouvernement de gauche qui assurera le fonctionnement du contrôle ouvrier sur l'économie. Et dans l'immédiat, pour répondre aux licenciements, au chômage, à l'augmentation du coût de la vie : les orateurs de la tribune n'ont rien proposé non plus ! Il faut imposer la semaine de 36 heures sans perte de salaire, partout. Le partage du travail entre tous les ouvriers d'une usine menacée de chômage. L'étatisation immédiate de toute usine en crise ou qui menace de fermer. Nous ne croyons pas que ces revendications vont être obtenue autour d'une table ronde, à une nouvelle "conférence du travail", mais dans l'action directe. A la tribune, les dirigeants syndicaux devaient faire ces propositions : au retour à l'usine, dans tout le pays on impose la semaine de 36 heures d'office.

La manifestation a montré le rapport de forces dans le propre mouvement syndical, qui est de moins en moins en faveur de la bureaucratie, de l'appareil, en faveur de la conciliation avec le capitalisme.

La radicalisation de la FGTB est déjà une victoire pour le courant de gauche syndicale qui se développe dans toute la Belgique. Mais cette radicalisation ne peut être conséquente si elle reste dans les mains de la direction actuelle de la FGTB : on connaît trop bien la différence qui existe entre leurs discours anti-capitaliste et leurs actions.

Il faut s'appuyer sur la grande force déployée dans cette concentration du 13 mars pour organiser nationalement le courant de gauche qui est à la base de cette action, dans un front unique entre militants syndicaux communistes, socialistes, trotskystes, d'autres tendances révolutionnaires, et chrétiens, et pour donner un programme anti-capitaliste qui ouvre une perspective à la lutte ouvrière. Nous appelons à tirer le bilan de la manifestation dans les usines, à convoquer des assemblées pour cela, en y invitant la CSC également, à discuter ce programme pour continuer l'action, à faire des bulletins, des journaux dans les entreprises pour mener cette discussion sur le programme. On ne peut pas en rester là maintenant. On ne veut pas servir de masse de manoeuvre pour de nouvelles négociations et une nouvelle conciliation avec le capitalisme. Il faut un programme pour continuer ce combat. La manifestation, par elle-même, ne suffit pas pour faire reculer le capitalisme, pour lui arracher les revendications. Mais elle a rempli la classe ouvrière de nouvelles forces, d'une sécurité encore plus grande : car c'est elle qui a imposé cette action à ses propres dirigeants. Ce doit être un pas en avant vers de nouvelles actions, plus profondes, vers la préparation de la grève générale pour appliquer le programme d'action anti-capitaliste, pour en finir avec le gouvernement Tindemans et pour faire place à un gouvernement de gauche. La gauche syndicale doit s'organiser sur cette base et avec cette perspective politique.

16.3.76.

LE TREMBLEMEN DU GUATE

Un assassinat collec

J. POSADAS

Le tremblement de terre du Guatémala est un assassinat collectif perpétré par le système capitaliste dans ce pays. Plus durera ce système et plus de nouveaux Guatémala, de nouveaux assassinats, de nouvelles invasions comme au Vietnam ou en Angola se produiront. Si le capitalisme ne commet pas davantage de crimes, c'est parce que la révolution l'en empêche, entre autres parce que les masses des Etats-Unis exercent sur lui une énorme pression.

Le Guatémala n'est pas une surprise. C'est le résultat de l'impudence et du manque d'intérêt humain du système capitaliste. L'existence même de celui-ci empêche que l'on se prépare à affronter de tels événements. On laisse faire les choses et donc tuer les gens. Déjà plus de 40 000 opposants politiques ont été assassinés dans ce pays, des dirigeants ouvriers, des communistes, des nationalistes, des socialistes, des trotskistes, des posadistes. Il y a eu assassinats sur assassinats. Ce tremblement de terre n'est pas dû au hasard.

Le système capitaliste en est responsable. Plus il durera et plus de crimes il commettra. Plus vite on le supprimera et plus vite on se donnera les moyens d'empêcher les morts des tremblements de terre, que l'on pourra diminuer, voire faire disparaître. De même en ce qui concerne les accidents du travail, dont des dizaines de milliers de travailleurs meurent chaque année sous le capitalisme. Ces accidents, ces tremblements de terre sont l'équivalent de véritables guerres. Le système capitaliste est coupable !

Plus vite on le supprimera et plus vite on éliminera l'empirisme, ses intérêts égoïstes pour exploiter, sans se soucier des gens.

Avec la société socialiste, on pourra prévoir les tremblements de terre, utiliser l'énergie, en particulier atomique, à d'autres fins que la guerre, les armements. On pourra l'utiliser pour contrôler, organiser, ordonner la force et l'énergie des tremblements de terre par exemple. Tout cela est maintenant gaspillé.

Nous ne croyons pas qu'il suffit de dire, comme le font quelques dirigeants communistes : « nous avons empêché la guerre atomique jusqu'à présent ». D'abord le capitalisme la fera. Et puis, un tel tremblement de terre, qu'est-ce que c'est ? La mort de 40 000 personnes au Guatémala, qu'est-ce que c'est ? Et tous ceux qui meurent tous les jours aux Etats-Unis et dans le reste du monde de la sécheresse, de la faim, des crimes, qu'est-ce que c'est ? Et les milliers de morts de la guerre au Liban ? Tout cela, n'est-il pas l'équivalence d'une guerre atomique ? Il n'y a certes pas une guerre générale, mais des guerres partielles bien concrètes.

Ce genre d'assassinat produit un effet brutal sur les populations, qui se sentent infériorisées, sans défense devant la nature. Or, cela est un mensonge. L'être humain a déjà les moyens de dialoguer avec la nature, de s'harmoniser et de se mettre d'accord avec elle. Il a déjà la possibilité de faire en sorte qu'elle ne produise pas de manière empirique. Il est capable d'ordonner ses mouvements.

Le capitalisme est responsable de tous ces crimes ! Voilà pourquoi il est nécessaire d'en finir avec lui le plus vite possible. C'est la seule façon d'empêcher les crimes qu'il perpétue contre l'humanité. L'urgence que nous avons à le voir éliminer ne répond pas à des intérêts individuels, mais à ceux de la dignité humaine. Il faut défendre la vie humaine dont la base essentielle est la dignité. Nous ne faisons pas une défense individuelle, mais défendons la dignité humaine !

Que représentent pour tous ces types qui parlent de « dignit morts du Guatémala ? Une telle indignité n'ex partis communistes et s que ceux-ci dénoncent taliste, comme étant res en finir avec tous ces se préparer pour le r vite possible. Le laisse laisser faire tout cela. ce n'est pas pour des duelles que nous somm parce que c'est un beso Si on l'avait renversé p n'existerait pas, et l'é aurait été utilisée au s mes, entre autres pour ger les tremblements d éliminer.

C'est avant tout la p du Guatémala qui souff ces du tremblement ouvriers, les paysans, la sie pauvre, les retraités, ceux qui n'ont aucun sont leurs maisons qui C'est le peu qu'ils av qui a disparu.

Contrairement à d'aut de terre — même dans gua — il n'y a eu là pour secourir la popula fait, alors que c'était le système capitalisme à s'occuper de la popu cupe que de lui, de se bénéfices. Il n'y a eu au le Guatémala.

Le régime capitaliste sition des réactionnair quantité formidable de

---

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).

ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T)
Casilla 5059.
00153 Rome Ostiense.

MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.

PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.

URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale.

ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe

PRESSE TRO

LE CONGRES DU P.C.B ET LE PROGRAMME POUR ALLER AU SOCIALISME

Dans un numéro antérieur de "Lutte Ouvrière", nous écrivions un article sur la préparation du prochain congrès du PCB. On voit bien maintenant qu'il y a une opposition importante au sein du PCB, une résistance à l'abandon des principes du marxisme léninisme. Et cela, malgré que la direction du PCB a déclaré impérativement que cette discussion était déjà "liquidée depuis 1954".

Cette Tribune de Discussion a abordé un point fondamental pour la lutte pour le socialisme en Belgique : celui du programme avec lequel on affronte la crise capitaliste, de la perspective que les communistes ont à proposer à la classe ouvrière pour donner une issue à la crise, et celui des moyens par lesquels cette perspective va pouvoir se réaliser. En effet le Parti Communiste ne peut pas se contenter de dire : "les conditions ne sont pas mûres pour un gouvernement de gauche pour le moment" et, du coup, abandonner tout programme anti-capitaliste. D'un côté, le document de la direction du PC abandonne des points importants de son programme, tels que "le gouvernement de gauche", "le contre-pouvoir", "les nationalsations des principaux moyens de production et des banques", en prétextant que "les conditions ne sont pas mûres en Belgique pour parler de cela" ; mais d'un autre côté, il affirme quand même qu'il "existe une voie belge pour aller aux socialisme". C'est à dire qu'il propose un autre programme, résultant de cet abandon public des principaux fondamentaux du marxisme.

Ce n'est pas du romantisme révolutionnaire que de défendre les principes de la dictature du prolétariat, de l'internationalisme prolétarien ; mais au contraire, garder les yeux bien ouverts pour ne pas se faire absorber par la social-démocratie ou même le libéralisme démocratique bourgeois.

Les directions des partis communistes qui cherchent à se détacher de l'ensemble du mouvement communiste mondial, font cela parce qu'elles défendent des intérêts locaux, de groupes, de régions. Ils ne croient plus que le socialisme signifie la transformation des relations sociales de toute l'humanité ; mais ils défendent un petit socialisme, même pas "à la belge", mais encore "à la wallonne", à "la liégeoise", à "la namuroise"... Toutes ces "variantes du socialisme" sont un reflet de l'adaptation aux conceptions locales de la bourgeoisie. Le socialisme signifie l'élimination des classes sociales, de l'appropriation privée des moyens de production pour mettre ceux-ci dans les mains de la collectivité. Cela ne peut pas s'appeler de manière différente, selon le pays où l'on habite.

Il y a des différences de développement économique ou social entre les pays, mais le socialisme n'est pas le résultat de ces différences, il est une nécessité pour répondre au mûrissement des forces sociales du monde entier, au progrès de la science, de la technique, des moyens de production, que le capitalisme a engendré et qu'il est incapable d'utiliser. Le socialisme est une nécessité résultant de ce que l'humanité ne supporte plus aujourd'hui les entraves du régime capitaliste.

On ne peut donc lui attribuer des formes locales, en fonction des possibilités, des moyens limités d'un eseul pays. C'est évident qu'il existe des différences de possibilités entre les pays, mais il n'y a qu'une issue possible en relation avec ceux qui détiennent les moyens de production, dans chaque pays sous domination capitaliste : expropriet les principaux moyens de production. Que ce soit en URSS, en Chine, à Cuba. Qui détient, en Belgique, les moyens financiers, la domination de l'économie ? Ces mêmes groupes qui sont en train de faire de la spéculation sur le franc belge pour le faire dévaluer et empocher d'énormes bénéfices. Ce sont les banques, les holdings, les multinationales. Tous ceux-là n'investissent que pour avoir du profit, et non pour développer l'emploi : quelle autre mesure peut les détruire, que leur étatisation sous contrôle ouvrier ?

A une étape de gouvernement de gauche, si on laissait les mains libres à toutes ces puissances financières, ce serait laisser les mains libres au capitalisme pour nous assommer. Tout le reste ce sont des rêves, des réformes restant dans les marges du système capitaliste et qui ne font que lui permettre de survivre. Sur tous ces problèmes, c'est important de continuer la Tribune de Discussion, pour clarifier la lutte pour un programme pour un gouvernement de gauche en Belgique.

Nous croyons aussi qu'il est fondamental d'unir cette discussion avec celle du mouvement communiste mondial. Et pourquoi le Parti Communiste ne pourrait-il pas remettre en discussion la nécessité de la dictature du prolétariat ! et la défense de l'internationalisme prolétarien. Pourquoi le rapport au Congrès du PCB ne dit-il pas un seul mot (!) du Portugal, du Chili, de l'Angola, de l'expérience que signifient les nouvelles révolutions dans le monde ? Ce n'est pas une discussion en abstrait, de parler sur l'internationalisme prolétarien. Le 25ème Congrès du Parti Communiste Soviétique, même si c'est de façon limitée et bureaucratique, a été une tribune des mouvements de libération nationales et sociales du monde entier, de revendication des principes internationalistes. Ce n'étaient pas seulement des mots, mais des faits aussi : la création de la République Populaire d'Angola, de la République Arabe Démocratique du Sahara en sont le résultat. Il y a déjà un Front Unique mondial qui fonctionne concrètement. Par exemple, la réunion que vient de tenir, en Afrique, Fidel Castro, au nom de l'Etat ouvrier cubain et de l'URSS et plusieurs dirigeants des Etats révolutionnaires d'Afrique, pour coordonner la lutte contre l'impérialisme, la Rhodésie et l'Afrique du Sud.

Les positions d'adaptation des Partis Communistes d'Europe capitaliste par rapport aux bourgeoisies locales, et même à l'OTAN vont en sens contraire de l'internationalisme. L'OTAN est et restera un instrument de l'impérialisme contre la révolution et contre les Etats ouvriers. Il se prépare à utiliser des armes nucléaires pour cela. En ne prenant pas position clairement pour l'expulsion de l'OTAN, les PC d'Europe occidentale et le PCB se rapprochent des positions des dirigeants chinois, pourtant bien ciritqués ailleurs.

Il faut donner une importance primordiale à la discussion sur le monde, parce que le rapport de forces entre les masses et le capitalisme se réalise à échelle mondiale ; les changements révolutionnaires que l'on peut faire dans un pays dépendent de ce rapport mondial directement.

Le PCB avait une base d'appui importante dans la classe ouvrière, à la sortie de la Seconde guerre mondiale. C'est parce qu'il était lié et représentait l'Union Soviétique aux yeux des travailleurs, malgré son fonctionnement bureaucratique. Mais aujourd'hui, quand la direction du PC se détache de plus en plus de l'Etat ouvrier, le PC perd de plus en plus de force. Il ne suffit pas, pour avancer, de faire des éloges à la bureaucratie syndicale ; il faut revenir aux principes du marxisme dans le Parti Communiste, avec des cellules d'entreprises qui s'organisent, non pour concilier avec les directions réformistes, mais pour être à l'avant-garde des luttes de classe ; non pour attaquer les autres tendances révolutionnaires, mais pour les soutenir, faire un front unique avec elles contre le capitalisme.

Il faut développer cette discussion en vue du congrès, à toutes les cellules, d'une manière plus profonde et remettre en discussion la défense de la dictature du prolétariat, de l'internationalisme prolétarien, de la lutte violente pour prendre le pouvoir, tous les problèmes qui sont à l'ordre du jour dans toute l'Europe et en Belgique.

17.3.76

NT DE TERRE EMALA : ctif du capitalisme

23 Février 1976

nité humaine » les
a ? C'est indigne !
'existe pas chez les
t socialistes. Il faut
nt le système capi-
responsable. Il faut
ces méfaits. Il faut
renverser le plus
sser vivre, c'est le
a. Encore une fois,
des raisons indivi-
mmes pressés, mais
esoin de l'humanité.
é plus tôt, tout cela
l'énergie atomique
u service des hom-
ur contrôler et diri-
de terre, pour les

population pauvre
uffre des conséquen-
t de terre ; les
, la petite-bourgeoi-
és, les artisans, tous
une protection. Ce
ui ont été détruites.
avaient pour vivre

autres tremblements
ns le cas du Nicara-
là aucune tentative
ulation. Rien n'a été
it prévisible. Mais
e n'a aucun intérêt
pulation. Il ne s'oc-
ses intérêts, de ses
aucun secours pour

ste a mis à la dispo-
aires d'Angola une
de moyens pour tuer

la population, pour empêcher l'existence de la République Populaire. Il n'a pas donné le 0,0001 % de ces moyens pour aider le Guatémala.

Nous appelons les Etats ouvriers y inclus Cuba, à donner une aide. Même si le capitalisme la cache, les gens et le monde la sentiront. Tout le monde, et la classe ouvrière guatémaltèque en premier lieu, verra que l'Etat ouvrier accourt pour répondre aux besoins humains, pour protéger la dignité humaine, et non pour défendre des intérêts économiques. Plus rapide sera cette aide, et mieux cela vaudra.

Le capitalisme est responsable de tout ces crimes. Il dépense des milliards et des milliards pour assassiner, pour tuer, pour fomenter des contre-révolutions, pour empêcher la libération des peuples, pour préparer la guerre atomique. Tout cela devrait être utilisé pour la recherche, la science, les expériences permettant d'empêcher les tremblements de terre, de les dominer, d'utiliser leur force, pour dominer la nature.

D'un côté il y a le désastre dont est responsable le capitalisme au Guatémala et de l'autre Cuba qui inscrit dans sa Constitution qu'elle « aidera et répondra à toutes les demandes des peuples du monde qui luttent contre l'impérialisme et l'oppression ». Nous saluons avec tout notre amour communiste cette résolution, qui sert les intérêts objectifs de l'humanité. C'est avec cela qu'il faut mettre en parallèle le tremblement de terre du Guatémala qui laisse indifférent le système capitaliste. Il est incapable d'empêcher la mort des populations, indifférent à leur tragédie.

Face à de tels événements, les masses du Guatémala se sentent impuissantes, faibles, soumises à la nature. Alors que c'est faux. Ces coups tendent à les écraser, à les soumettre à l'appareil capitaliste. Il faut une mobilisation mondiale, des syndicats, des partis ouvriers, des Etats ouvriers, de la Chine, de l'URSS en particulier, pour prévenir les tremblements de terre. Il faut donc poser que l'un des besoins les plus urgents de l'humanité est d'en finir avec le système capitaliste. Il est la cause de l'absence de prévision. Il n'est pas vrai que la science soit incapable de prévoir, que les moyens techniques et matériels manquent. C'est l'organisation sociale engendrée par le système capitaliste, sa direction qui sont coupables, car elles se préoccupent de préparer la guerre, et non de prévoir ce genre de catastrophe. Il faut les renverser. Plus vite on le fera et plus vite l'humanité se sentira sûre d'elle, puissante et capable de vaincre toutes les difficultés — entre autres les tremblements de terre — plus vite l'humanité gagnera en affection et en amour et se sentira protégée et préoccupée d'elle-même et non de l'intérêt individuel pour le capital.

Nous appelons les Etats ouvriers, leurs syndicats, à ce qu'ils fassent des déclarations, des collectes en faveur des victimes du Guatémala et qu'ils se donnent les moyens de contrôler leur utilisation. Il est certain que le gouvernement guatémaltèque va voler, utiliser l'aide pour s'enrichir, comme cela a toujours été le cas dans le passé. Mais les masses du monde verront le digne comportement des Etats ouvriers, de la classe ouvrière. Elles verront que là est le guide, le chemin pour résoudre tous les problèmes. Ce sera un exemple et une des bases les plus élevées pour montrer le besoin de renverser aussi vite que possible le système capitaliste et instaurer des Etats ouvriers.

J. POSADAS

23 février 1976

---

de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULTZ - Postfach 4392, Frankfurt/M - 16.

ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).

BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).

BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario.

CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).

CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2. Habana (Cuba).

EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Communista Revolucionario (T).

OTSKISTE

La crise du capitalisme et le gouvernement de gauche en Italie

(Suite de la page 1)

ce qui a été démontré dans l'échec qu'elle a été capable de faire subir à l'alliance et offensive de tout l'impérialisme contre elle.

Il faut discuter de tout cela dans les Partis communistes, et donner un programme précis à la crise qui n'a pas d'issue avec le maintien du capitalisme en Italie.

Le dernier discours de Berlinguer à la Chambre n'est pas à cent pour cent conciliateur. Il tâche d'avancer sur quelques positions, de proposer quelques mesures, mais qui ne vont pas encore contre le système capitaliste. Il s'agit avant tout de mesures pour moraliser, améliorer, rendre plus honnête l'administration. Le succès de telles mesures sera bien faible si on ne change pas le système. Il est certes évident qu'une administration plus honnête aura quelqu'effet auprès de la population, dans la mesure où cela permettra de répondre en partie à ses intérêts. Mais les résultats ne peuvent être que très secondaires, dans la mesure où les intérêts capitalistes demeurent en place. De toutes façons les capitalistes n'accepteront pas que les communistes fassent une gestion au service de la population, car ils sont conscients que cela va contre leur profit, contre l'accumulation du capital.

Il n'est pas possible de gérer à la fois l'entreprise sous sa forme capitaliste et de donner au public un meilleur niveau de vie. Ou c'est le capitalisme qui est florissant, ou c'est la population. Les deux à la fois, c'est impossible. Aussi, pour que ce soit la population qui soit florissante, il faut éliminer le capitalisme, c'est-à-dire la propriété privée, au bénéfice de la propriété étatisée, dirigée sous contrôle ouvrier ; il faut planifier la production. Aucun gouvernement honnête ne peut sous le capitalisme, dépasser les strictes limites que lui fixe la propriété privée.

Le capitalisme peut à ses époques d'abondance distribuer assez. Mais même dans ce cas, il ne peut supprimer la misère. Les Etats-Unis en donnent la preuve. Vingt millions de gens vivent dans la zone de la misère et de la pauvreté. Le système capitaliste est responsable de cette situation. Il faut donc étatiser. Si les communistes vont au gouvernement de la propriété privée, ils devront inévitablement s'en faire les représentants et donc donner un très grand encouragement à la dégénérescence de toute une aile en leur sein. C'est indiscutable. Le capitalisme le sait. Voilà pourquoi il tend à les incorporer.

Des conditions révolutionnaires

Mais il craint aussi de ne pouvoir entraîner l'ensemble du parti. Mis à part les carriéristes, l'immense majorité du Parti va tâcher de pousser de l'avant le parti. Les conditions en Italie sont révolutionnaires, même si cela n'apparaît pas encore à la superficie. La situation d'aujourd'hui est le produit des conditions. Il ne s'agit pas d'un pays académique, comme on veut le présenter. Les accusations de voleur vont du Président aux ministres, alors que les masses sont unifiées dans leur volonté de changement. Le Parlement ne la reflète pas, si ce n'est d'une manière très atténuée. Bologne, Milan, Florence et les silences de Lama sont beaucoup plus significatifs que le Parlement. Ce dernier ne reflète que la volonté d'une équipe de bureaucrates, éloignés et insensibles aux gens, défendant leurs intérêts propres, électoraux. Ce n'est pas le Parlement qui opèrera le moindre changement. (...)

Si Ford et les Yankee doivent intervenir directement pour menacer contre la participation des communistes au gouvernement, c'est parce qu'une partie de la bourgeoisie italienne voit là le moindre mal. Elle se rend compte qu'il serait de toutes façons mille fois pire que l'alliance ne se fasse pas avec elle. Elle voit qu'en France, Mitterrand n'est pas un allié sûr pour le capitalisme. Aussi l'attaque-t-elle plus que Marchais.

Le recul du Parti communiste en France ne signifie pas un recul de la volonté des masses, mais de l'appareil qui s'éloigne de leur décision de lutte. Les ouvriers et les masses communistes ont une volonté de lutte infiniment supérieure à l'appareil.

La discussion se poursuit dans le PCF et la base continue à ne pas accepter le changement. Le XXII[e] Congrès a été fabriqué, comme des communistes l'ont eux-même dénoncé. Les délégués ont été préparés par l'appareil. Les jeunes ont été très nombreux non pour faire place à la jeunesse, mais parce qu'ils sont dociles, sans expérience, ayant quelques mois de parti. Un grand nombre d'entre eux avait entre un et deux ans de Parti. Même dans ce cas, ils n'ont aucune notion de ce qu'est la dictature du prolétariat, le marxisme, l'Etat ouvrier, la révolution. Dans de nombreuses sections et Fédérations du PCF, les ouvriers, les intellectuels se sont mis à étudier Lénine et la révolution russe, la dictature du prolétariat pour discuter.

La crise est une crise du capitalisme et non du gouvernement. Elle sera la même avec n'importe quel autre gouvernement capitaliste. Un gouvernement avec les communistes ne modifiera pas non plus la tendance à la crise, surtout s'ils agissent en fonction de le sauver et non de le renverser. Cela entraînera une cassure dans le PC.

Il faut mettre à l'ordre du jour un Gouvernement de Gauche, avec un programme de gauche. Sans poser immédiatement d'abattre le système capitaliste, il faut agiter le programme des étatisations, du contrôle ouvrier, de refus de fermeture des usines, de l'échelle mobile des salaires, des heures de travail, des conseils d'usines pour diriger la production des entreprises étatisées... Il faut poser le besoin d'une discussion ouverte sur la question de savoir si le capitalisme peut oui ou non sortir de la crise ? Nous proposons cette discussion dans le mouvement ouvrier, et dans les partis politiques. Jusqu'à présent ces discussions restent dans le cadre de la propriété privée, comme le montrent la CGIL, ou le syndicat de la métallurgie.

Or pour sortir de la crise, il faut porter atteinte à la propriété privée. Tous les changements que le PC propose visent à attirer la démocratie chrétienne, les socialistes. Mais cela n'implique aucun progrès de leur influence politique, sinon une soumission à la politique de la DC. Cela ne donne en conséquence aucune assurance à la petite bourgeoisie et allonge les délais de survie du capitalisme, ce qui signifie plus de morts pour l'humanité, plus de faim, plus de misère, plus de guerre, plus d'exploitation.

Le tremblement du Guatémala a tué près de 40 000 personnes. C'est un massacre perpétré par le capitalisme. C'est lui le responsable. En l'éliminant on permettra à toute la recherche scientifique, à toutes les énergies techniques, au travail et à l'organisation sociale dédiés aujourd'hui à la guerre, à combattre les cataclysmes dits naturels, à construire de meilleures maisons, à donner à tous les services d'hygiène, à utiliser l'énergie qui détruit dans ces tremblements de terre, au bénéfice de l'humanité. (...)

On ne va pas au socialisme sans éliminer le capitalisme. On n'élimine pas celui-ci par les élections, le parlementarisme ou des discussions. Tout cela est important, dans la mesure où cela permet de concentrer d'accroître l'autorité contre le capitalisme. Mais celui-ci se renverse par la force. Il ne peut céder ni devant les accommodements, ni devant les demandes, ni se laisser convaincre. Il faut le renverser par la force. Il s'agit d'intérêts sociaux à éliminer. Quelles conditions existent-il en Italie pour que le capitalisme puisse résoudre la crise ? La moitié du gouvernement est composée de voleurs, de corrompus, impliqués dans des affaires comme la Lockheed, le scandale du pétrole, de la banane, du café, etc.

Tous les partis démocrates-chrétiens, tous les partis bourgeois sont corrompus de haut en bas, et ce dans la mesure où ils se sont développés à cette étape de désintégration du système capitaliste. Ils sont corrodés par la concurrence révolutionnaire mondiale que leur fait les Etats ouvriers. Tous sont corrompus, tous ! Le Watergate, les dénonciations sur la CIA indiquent bien le degré de décomposition de ces appareils. Ils n'ont aucune confiance dans l'avenir et sont rongés par l'insécurité.

La classe ouvrière est disposée à donner cette lutte. Sa volonté attire les paysans, la petite-bourgeoisie, les jeunes, les femmes. Son comportement les attire dans les manifestations, les occupations d'usines, les activités générales de lutte. Il faut un gouvernement de gauche, avec un programme anti-capitaliste d'étatisation sous contrôle ouvrier et employé, entre autres de la Banque d'Italie. Il faut programmer une planification, des investissements pour le Mezziogiorno et pour tout le pays. Il faut maintenir en état de marche les entreprises que les patrons veulent fermer, parce qu'il n'y a pas de marché, pas de profit capitaliste. Il faut les faire produire tout ce qui est nécessaire pour satisfaire les besoins des hôpitaux, de l'hygiène. Là le marché est immense.

Il faut assurer un salaire minimum et rejeter avec indignation et de toutes nos forces la proposition de la CGIL, de la CISL, de UIL, des partis ouvriers d'acceptation par les ouvriers de moindres revendications d'augmentations de salaires. C'est une insulte à la classe ouvrière ! Elle ne demande jamais de salaire au-dessus de ses besoins. C'est absurde ! Ces dirigeants veulent que la classe ouvrière paye les conséquences de la crise capitaliste ? La classe ouvrière ne le veut pas ; elle veut abattre le capitalisme ! Elle n'est pas responsable de la crise, ni de l'inflation, ni des revendications salariales qu'elle provoque. C'est le système qui est coupable. D'accord pour les progrès parlementaires. Mais il faut appeler les masses socialistes, démocrates-chrétiennes et leur direction à former un front.

Pour gagner les masses socialistes et démocrate-chrétiennes ouvrières et paysannes, la concurrence électorale ne suffit pas. Il faut le programme et les luttes pour l'atteindre. Le système capitaliste a montré qu'il était en train de dégringoler. Pour lutter contre tous ses méfaits, il faut briser son appareil, car c'est lui qui est responsable.

J. POSADAS

22 février 1976

VIENT DE PARAITRE

REVUE MARXISTE

(En français) — VOL. 1

X[e] CONGRES MONDIAL DE LA IV[e] INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

Le processus mondial révolutionnaire et le cours de la Régénérescence Partielle dans les Etats ouvriers.

Rapport Politique de J. POSADAS
19 juillet 1975.

Sur demande à l'adresse du journal
(Joindre 5 F pour frais d'envoi).

Suite de l'EDITORIAL.

La mobilisation pour la manifestation montre aussi qu'on peut aller plus loin. Il ne suffit pas de sortir dans la rue mais il faut formuler des objectifs précis, un programme, une politique. La crise de désintégration du capitalisme, le chômage, les licenciements, les fermetures, les pertes d'emplois, la diminution du pouvoir d'achat des masses, ne sont pas quelquechose particulier à la Belgique. Ce n'est pas non plus une crise passagère. Les représentants de la FEB eux-mêmes sont bien claires : "la reprise économique" ne signifiera pas l'élimination du chômage. Ce qu'ils appellent une "reprise économique" d'ailleurs, c'est tout un mensonge. Quand plusieurs gouvernements capitalistes dévaluent leurs monnaies, certains secteurs capitalistes en profitent directement pour accroître leurs bénéfices. Pour eux, c'est "la reprise" ! Pour les masses, c'est l'aggravation de tous les problèmes.

Il faut bien voir que l'enjeu de ce combat ne se situe pas dans l'obtention de quelques réformes, d'un holding public perdu dans la mer de la concurrence et de la spéculation capitaliste. Le capitalisme n'accepte, en fait de réformes, que les aménagements qui lui profitent ou qui ne lui font pas excessivement tort. Mais imposer le plein emploi, diminuer le temps de travail, à 36 heures, élever le niveau de vie de la population, obtenir un salaire minimum de 20.000 F. par mois, net : ce sont des conquêtes qu'il faut imposer par la force. Et même ainsi, on n'arrivera pas à mettre au travail les 400.000 chômeurs en Belgique. Il faut développer l'emploi, il faut en créer de nouveaux. Le capitalisme ne le fait pas. Il en a les moyens financiers. La Société Générale a les moyens financiers, mais si elle investit, c'est pour en tirer des bénéfices. Pour tout le capitalisme européen, il en est de même. Alors toutes les banques prennent part à la "spéculation" sur les monnaies européennes, parce que cela leur rapporte plus et plus vite : comment répondre à cela : il faut exproprier, les mettre sous contrôle de la classe ouvrière, faire ouvrir tous les livres de compte et investir pour développer la consommation intérieure en fonction des besoins des masses. Le capitalisme ne le fait pas. Il faut le renverser !

Il est en train de se débattre, au niveau européen et mondial dans une profonde crise, sociale et politique. Sa base sociale d'appui est chaque plus restreinte. Les élections en France en sont un exemple clair. Les mobilisations en Belgique de la petite-bourgeoisie, des commerçants aux diffuseurs de journaux, aux agriculteurs, aux militaires, le montrent aussi. Le capitalisme se concentre et se centralise. Mais les débpuchés pour lui sont de plus en plus étroits, car de nombreux pays dans le monde – en particulier des producteurs de matières premières – se libèrent de leur soumission à l'impérialisme, cherchent leur propre voie pour se développer et s'appuient sur l'Union Soviétique, les Etats ouvriers. Ils cherchent aussi à ce que l'Europe ne soit plus dans les mains des capitalistes. C'est ce que le président algérien Boumedienne vient de déclarer lors de sa rencontre avec Mitterand : les Etats révolutionnaires souhaitent que la gauche aille au pouvoir en France ! Dans toute l'Europe, les conditions sont mûres pour imposer cette solution : des gouvernements de gauche, qui appliquent un programme d'étatisations des banques et des principaux moyens de production et de planification de l'économie en fonction des besoins de la population.

17.3.76

Ed. Responsable: Cl. Pôlet,
51a, rue Garibaldi, 1060 Bruxelles

ARCHIVE

Lettres du Camarade J. POSADAS sur le XXVe Congrès du P. C. de l'U.R.S.S.

(voir pages centrales)

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans revolution violente »

Lénine

« Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout »

Trotsky

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B P 273 Charleroi
C C P 976234 de C. Polet

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e ANNEE - N° 263 - Le 13 avril 1976 - HEBDOMADAIRE

5e CONFERENCE NATIONALE DU P.O.R.T.

RESOLUTION POLITIQUE

LA NECESSITE DU PROGRAMME SOCIALISTE POUR ORGANISER LES CONDITIONS MURES EN BELGIQUE POUR PORTER LA GAUCHE AU POUVOIR.-

La 5e Conférence Nationale du Parti a eu pour objectif essentiel de préciser le programme que la IVe Internationale – Posadiste appelle la classe ouvrière, la gauche révolutionnaire en Belgique à imposer et avec lequel le Parti intervient dans le processus actuel de lutte pour la pouvoir dans toute l'Europe et de la regénérescence partielle dans le mouvement communiste mondial et les Etats ouvriers. Cette résolution est aussi un appel aux militants et aux dirigeants de la gauche socialiste, communiste, syndicale, des groupe gauchistes, de la gauche chrétienne, à l'avant-garde ouvrière à développer le front unique de la gauche pour mener la gauche au pouvoir.

Les aspects les plus importants qui ont caractérisé cette étape de la lutte des classes en Belgique, sont l'activité, les initiatives, l'expérience, le progrès de l'intervention programmatique de la classe ouvrière. C'est elle qui détermine le nouveau où se donne la crise du capitalisme, les perspectives pour imposer à bref délai un gouvernement de gauche, et pour développer l'organisation de la gauche révolutionnaire dans les syndicats, comme dans le PSB, le PC, les chrétiens de gauche.

La classe ouvrière en Belgique ne trouve pas la possibilité de mener une vie politique organisée dans le PSB, ni dans le mouvement syndical. Mais cela ne l'empêche pas de vivre et de participer à tous les évènements d'Europe et du monde, depuis le Portugal jusqu'à l'angola, la lutte du Front Polisario, les progrès des Etats ouvriers, et en particulier la discussion formidable qui a éclaté dans le mouvement communiste mondial sur la défense des principes fondamentaux du marxisme, le retour à Lénine, à l'expérience historique de la révolution d'Octobre, la dictature du prolétariat, l'internationalisme prolétarien, la nature de la bureaucratie et du stalinisme, sur l'unification du mouvement ouvrier et communiste mondial.

La classe ouvrière montre qu'elle réfléchit et tire des conclusions de tous ces événements dans le fait que le capitalisme belge ne rencontre aucun point d'appui dans les masses exploitées pour accompagner sa furieuse campagne anti-soviétique, ni pour défendre les soi-didant "juifs opprimés" qui ont fait un congrès à Bruxelles pour attaquer l'Union Soviétique, ou les Soljenitsine et les Plioutch qui font des pirouettes à la télévision, ni pour accompagner sa politique d'armement à outrance, de préparation de la guerre, ni pour accepter le "partage des sacrifices" au nom de la "fatalité de la crise mondiale".

La volonté et l'intention des masses de se débarasser du régime capitaliste ne se structure pas à cause du manque de direction, et du fait que la bureaucratie syndicale maintient son intervention au niveau où elle le faisait avant et sert de contention des luttes des masses et du prolétariat; même si, par endroits elle doit lâcher du lest ou, par moment, accepter de faire une heure de grève comme ce fut le cas le 23 décembre.

Cette grève a été prise par les masses comme une base pour intervenir, pour participer, mais aussi, pour critiquer l'appareil. Car elles disaient : "on fait grève une heure, et après ? quelle est la perspective ? où va-t-on ?

Le camarade Posadas, dans sa "Lettre à la section belge" (voir Lutte Ouvrière no. 255), explique bien que le Parti doit se préoccuper d'argumenter, de donner des idées sur la signification du processus de concentration capitaliste, l'expliquer à l'avant-garde communiste et surtout au courant de gauche à l'intérieur du Parti Socialiste pour leur permettre d'interpréter ce processus. Cette analyse n'est développée par aucun groupe, ni "La Gauche", ni le Parti Communiste, ni le PSB. Les directions socialistes n'analysent pas quelle est la manière de se sortir de cette crise du capitalisme. Ils posent certaines mesures de réformes qui affectent le système, ou de faire des sociétés publiques d'investissement, pour boucher les trous de la crise du capitalisme. Le Parti Communiste, quant à lui, dit qu'il s'agit d'une crise complète, totale, du système capitaliste; mais dans ses conclusions pratiques il ne dit pas qu'il faut s'organiser pour renverser le système. Il dit suelement qu'il faut intervenir pour renforcer le poids électoral du PCB et pour donner des palliatifs à la crise, car selon lui, "les conditions ne sont pas mûres pour un gouvernement de gauche en Belgique".

C'est essentiel de comprendre cette crise du capitalisme et l'intervention des masses qui sont en train de décomposer les bases d'appui et les partis du capitalisme. La crise actuelle que connaît le gouvernement Tindemans, avec le Rassemblement Wallon etc... exprime cette décomposition. Ce Parti est maintenant au gouvernement, il se rend compte qu'il va subir une défaite très importante aux prochaines élections. La bourgeoisie n'a pas de direction de rechange; mais elle ne peut pas non plus s'appuyer sur le Parti Socialiste. Au sein du PSB, les secteurs disposés à une nouvelle collaboration gouvernementale sont en perte de vitesse.

Cela vient de ce que d'autres secteurs voient que la crise du capitalisme est complète et qu'il faut autre chose, qu'ils ne peuvent pas participer à un gouvernement comme ils aviant fait jusqu'à présent. C'est comme pour le Parti Socialiste Français, où Mitterand, tout en pratiquant l'opportunisme, le fait avec la gauche et vers une issue socialiste, et non plus avec le capitalisme. Même un Guy Spitaels dit, dans un éditorial du "Peuple" : "vous voyez, les camarades, ce que cela aurait signifié si nous avions participé à un gouvernement de ce type ? Et quelles perspectives avons-nous en participant encore à un tel gouvernement ?".

Il y a cette discussion. mais en même temps la direction socialiste ne propose pas de perspective plus élevée : ils protestent contre la crise de ce gouvernement, mais ils ne donnent pas de solution de rechange, ni du point de vue du programme, ni au point de vue d'une issue anti-capitaliste. Ils doivent reconnaître la crise sans issue du capitalisme, l'impossibilité pour celui-ci de résoudre les problèmes du chômage, de l'économie en général. Le capitalisme lui-même doit reconnaître : "il y a une légère amélioration, mais on ne reviendra jamais à la situation antérieure. Il y aura toujours un chômage important".

Tout ce processus, l'intervention des Etats ouvriers dans la révolution, le triomphe de l'URSS et de Cuba avec l'Angola, etc... sont en train de faire de l'effet à l'intérieur du Parti Socialiste, de produire toute une discussion quant aux mesures, à la politique à mener et comment intervenir en Belgique. Mais ils ne donnent pas de réponse. Une polémique est en train de se développer. On le voit par exemple, dans le fait qu'à côté des articles très anti-soviétiques que Falony y fait toujours, on publie des interviews des juifs sui veulent revenir en Union Soviétique et disent qu'une fois qu'on y a vécu, on ne saurait pas vivre ailleurs à cause des relations humaines entre les gens; les socialistes ne parlent plus des Etats ouvriers comme avant. Ils posent qu'il y a des progrès importants, et que les "pays socialistes" ne veulent pas la guerre.

Une telle discussion dans le Parti Socialiste, reflète les possibilités de donner une solution en réponse à la crise du capitalisme. Il y a une gauche socialiste qui comprend la nécessité de ces changements, mais qui n'a ni programme, ni résolution. Elle sent qu'elle n'a pas de lien suffisant avec le prolétariat. C'est pour cela qu'une partie de la gauche a chercher à se baser sur les sections socialistes d'entreprises. Elle fait cela fondamentalement pour trouver un lien avec la classe ouvrière, avec la base socialiste, elle voit qu'elle doit s'appuyer sur la classe ouvrière pour donner une issue, mais elle ne sent pas encore clairement les forces qui existent réellement pour le faire.

Pourtant on voit ce que signifie l'accroissement des dépenses capitalistes pour la préparation de la guerre : si on compte les 30 milliards des avions, plus les 15 milliards qu'ils ont dépensé en chars, plus les 8 milliards en autres véhicules, cela fait plus de 50 milliards qui signifient pour la bourgeoisie des dépenses improductives énormes. Et tout cela, pourquoi ? c'est pour préparer la guerre contre l'Union Soviétique et les masses en lutte en Europe et dans le monde.

Dans un journal publié par "l'association des officiers d'active", un éditorial récent disait : "pourquoi toutes ces dépenses si ce n'est pas l'Union Soviétique qui est l'ennemi du peuple belge ? tout cela, c'est pourquoi ? s'il y a une guerre, elle ne viendra pas des Qoviétiques, mais du capitalisme américain. Et alors qu'est-ce qu'on va faire avec les armes qu'on leur achète ? Pourquoi veut-on faire de l'URSS notre ennemie alors que c'est le peuple soviétique qui nous a libérés du nazisme". Voilà ce qu'écrit un militaire gradé de l'armée belge ! Dans l'armée elle-même un courant qui refuse de se soumettre aux plans de guerre capitaliste cherche à s'exprimer.

Mais le secteur déterminant de la bourgeoisie fonctionne de façon cen-

(Suite page 4)

De la manifestation du 13 mars à "Prestige" : une seule solution : Non au capitalisme !

ÉDITORIAL

Il s'est déjà passé trois semaines depuis la manifestation du 13 Mars. Quelle conclusion peut-on en tirer ? La gauche socialiste, syndicale et communiste n'a pas trouvé le moyen de continuer cette manifestation bien que la classe ouvrière est en conditions d'approfondir ses objectifs. Les grèves dans le pays et en particulier celle à Prestige le montrent très bien. Non seulement classe ouvrière a fait fonctionner et a vendu les articles ménagers mais elle a relancé l'offensive, après avoir été expulsée par les gendarmes qui avaient mis les scellés sur les machines. Elle a relancé l'offensive en brisant les scellés et en continueant l'occupation. Ce n'est pas une action isolée ou désespérée des travailleurs. C'est un résultat des conditions qui murissent chaque jour davantage et qui aujourd'hui se transforme en un double pouvoir réel. Ce n'est pas seulement la propriété privée qui est remise en question avec le droit d'occuper l'usine et de la mettre en fonctionnement, mais aussi la justice capitaliste qui a décidé par Tribunal de mettre les scellés. Une grève de solidarité organisée par la CSC dans le Limbourg a éclaté. C'est à dire, que, malgré les différends entre les directions syndicales, malgré le refus de la CSC de participer à la manifestation du 13 Mars, la combativité des ouvriers de la CSC et de certains délégués est la même que les ouvriers socialistes FGTB. Ils ne font aucune différence. Le niveau de décision des travailleurs qui répondent avec cette ardeur à la crise capitaliste est un dénominateur commun de toute la classe ouvrière en Europe et dans le monde entier. Ce sont des milliers qui en Espagne manifestent pour liquider le franquisme et l'après franquisme, qui veulent imposer la démocratie de la classe ouvrière. C'est l'intervention des masses au Portugal qui n'ont pas reculé d'un pouce face aux tentatives réactionnaires et qui avec cette décision impose dans la constitution portugaise le maintien des nationalisations, de la réforme agraire, des conquêtes obtenues depuis le 25 Avril. C'est ce niveau qui produit une discussion profonde dans le mouvement socialiste et communiste, et en particulier la lutte ouverte dans le Parti Communiste Chinois. Ces affrontements à Pékin sont le reflet l'écho d'une âpre bataille entre les différents courants de la bureaucratie chinoise. Quand cela arrive à un tel niveau c'est parceque toute la politique de la République Populaire de Chine est remise en question. L'Angola, le Sahara le Chili ont été des éléments qui ont approfondit leur crise uni aux positions adoptées par l'URSS et Cuba de soutien au MPLA, au Front Polisario et à toutes les révolutions qui naissent et se développent dans le monde. Cette crise est provoquée également par le désaveu de nombreux pays africains qui ont vu la politique de cette bureaucratie. La crise de dissolution des groupes pro-chinois comme l'UCMLB sont en fait le résultat de leur manque de politiquent de programme pour la Belgique comme de leur suivisme aveugle de l'appareil du Parti Communiste Chinois.

Le monde entier est en effervescence. L'Europe des 9 n'a jamais été aussi détériorée. Les différents gouvernements n'ont même pas réussi a élaborer un communiqué commun à l'issue de leur dernière réunion. Qui les empêche de le faire ? Si la classe ouvrière, les travailleurs étaient dociles et acceptaient de payer les pots cassés, il n'y aurait aucun probleme pour le Marché Commun. Mais c'est le contraire qui se passe partout. Les différents pays capitalistes d'Europe n'arrivent plus à se mettre d'accord, car chacun veut sauver sa propre maison, face à la décision de changement grandissant dans les masses. Ce sont ces conditions qui poussent les ouvriers à défendre le délégué de SIBP avec une telle ardeur malgré que la direction syndicale l'a laissé tomber en donnant à la justice le droit de décider de son sort. Et cet Tribunal ne va se réunir que dans deux ou trois ans. La direction de la raffinerie a accepté des conditions immédiatement parceque c'est la justice des possédants, du capitalisme qui va être appliquée. La gauche chrétienne et socialiste doit analyser et sentir ce processus, et voir que là se trouvent la force et la décision de la classe ouvrière. Il faut donc appuyer la lutte de la classe ouvrière des usines, et organiser la gauche syndicale qui sera le seul moyen efficace de barrer la route au capitalisme et au plan de relance. Ce plan de relance comme celui de sobriété est le reflet de la crise du capitalisme et la base pour qu'il ne soit pas appliqué c'est l'organisation d'un large courant de gauche syndicale qui soit décidé de lutter non seulement pour les salaires, mais pose une perspective de gauche dans tout le pays, en s'appuyant sur les lutte de la classe ouvrière en Flandres et en Wallonie. Pour cette perspective il faut un programme de nationalisations, du controle ouvrier, des 36 heures, d'un plan ouvrier de développement du pays, d'un investissement pour construire des logements, hopitaux, des routes. Ce programme doit être à la base du front de la gauche.

Le 5 avril 1976

LETTRES DU CAMARADE J. POSADAS SUR
DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION S

PRÉSENTATION

Nous publions ci-après des extraits de deux brèves lettres du camarade J. Posadas sur les conclusions générales à tirer du XXV^e^ Congrès du P.C. de l'Union Soviétique. Celui-ci ne peut apporter, comme le montre l'analyse, de réels changements à la ligne politique de l'U.R.S.S., dans la mesure où il n'est pas le point culminant d'une vie de discussion et de démocratie socialiste des masses, des organismes et du parti communiste d'Union Soviétique. Tout y est préfabriqué à l'avance.

Il revêt néanmoins une importance mondiale non seulement pour le mouvement communiste, mais pour toutes les masses en lutte et pour le capitalisme, car il est le Congrès du pays, de l'Etat ouvrier qui décide et détermine, malgré la bureaucratie, tout le cours de l'histoire à cette étape.

Posadas disait, « les impulsions peuvent venir de partout, les décisions se prennent à Moscou ». Le triomphe de l'Angola en témoigne. Le sens historique de cette intervention internationaliste, aux côtés d'un peuple en lutte contre l'impérialisme, pèse et pèsera d'un poids immense dans la prochaine étape. Que l'U.R.S.S. réponde ainsi aussi directement et ouvertement, depuis les 7 premières années de la révolution russe, au besoin d'unification et de centralisation des forces de la révolution mondiale, pour affronter et vaincre l'impérialisme, voilà qui signifie un pas gigantesque et révolutionnaire dans le processus de la régénérescence partielle, en réponse au caractère unifié de la révolution mondiale, contre tous ceux qui s'érigent en nouveaux défenseurs du socialisme dans « leur » pays.

● *Lettre du 24 Février 1976*

D'après les premières nouvelles que nous avons, le Congrès du PC de l'URSS maintient sans changement une attitude contre l'impérialisme, en affirmant une politique de soutien à toute lutte anti-impérialiste. Il est intéressant que Fidel Castro et Berlinguer soient présents, alors qu'à notre avis, ils n'ont pas laissé venir Marchais. La présence de Berlinguer facilite les pressions que l'URSS veut exercer pour empêcher ce Parti communiste d'aller plus à droite.

A peine commencé, le Congrès réaffirme les positions antérieures de la détente et de l'appui à toutes les luttes anti-impérialistes, ce dernier aspect étant le plus important. L'Angola en donne une preuve catégorique. Mais plus important encore est la nouvelle Constitution de Cuba qui pose dans l'un de ses articles l'assistance militaire à tout pays qui le lui demanderait pour se libérer de l'impérialisme. Seule la première constitution soviétique incluait cet aspect. Depuis la réforme qu'en avait fait Staline, tout cela a été supprimé y compris l'Internationale, au profit de certains dogmes patriotiques. Par la suite, aucun Etat ouvrier, ni la Pologne, ni la Chine, ni la Tchécoslovaquie n'ont porté une telle clause dans leur constitution.

Il ne faut pas s'attendre à ce que le Congrès opère un changement de politique. De toutes façons l'URSS agit ensuite comme elle l'entend, même si le Congrès n'en a pas décidé. Ce qui compte dans le pays, c'est la politique concrète qu'il mène et non ce que décide son Congrès, dans la mesure où il n'existe pas de vie politique ouverte, de discussion de tendances. Ce n'est que dans une telle situation que le Congrès pourrait être un reflet de cette vie, sinon il se contente d'entériner la ligne suivie jusqu'à ce jour par la direction. Ce qui est de toutes façons important est qu'il n'y ait pas de changement à droite. La présence de Brejnev ne signifie pas que c'est sa ligne qui a l'emporter, de toutes manières, il est anti-impérialiste. C'est une « détente » qui inclut l'appui à l'Angola et la réaffirmation que « la lutte de classe continue ». Cette affirmation ne vient d'ailleurs pas d'aujourd'hui. Brejnev l'a formulé déjà en 1966. Ils affirment aujourd'hui non seulement que la détente ne signifie pas l'arrêt de la lutte idéologique, mais non plus celui de la lutte de classes. Ils devront dans quelques années ajouter « la lutte de classes et armée ».

Quand Giscard d'Estaing a été en URSS, il voulait obtenir une déclaration pour rendre les communistes français dociles. Mais Brejnev a répondu que ce n'était pas son affaire, et que d'ailleurs la lutte de classe continuait. Le jour suivant, il ne s'est pas rendu à la réunion, non pour des raisons diplomatiques, mais à cause du rapport de forces. La France a cherché en URSS un appui pour concurrencer l'impérialisme yankee, les Anglais et les Allemands. Ces derniers sont ses concurrents économiques les plus dangereux. Ils peuvent en effet installer n'importe quelle industrie en France meilleur marché.

Les résolutions du Congrès ne sont pas révolutionnaires, mais elles sont bonnes. Elles vont sur la voie révolutionnaire, car elles posent d'appuyer les luttes des peuples contre l'impérialisme. Cuba a sorti sa résolution d'appui à ces luttes au nom de l'URSS. Ce n'est pas le pays, tout seul, ayant l'impérialisme yankee à sa porte qui aurait pu agir ainsi. Il a eu l'accord de l'Union Soviétique et des Etats ouvriers.

Il n'y a dans ce Congrès aucun retour en arrière vers la conciliation, en vue de céder à l'impérialisme. Il y a dans une certaine mesure une politique réformiste, mais de réformisme-révolutionnaire. Ils maintiennent la détente, mais une détente qui en Angola va contre la réaction.

Il est important que tous les partis communistes du monde, l'exception de celui de Chine, d'Albanie et du Japon qui poursuivent leur ligne, aient assisté à ce Congrès. Le fait que ni Brejnev, ni le Congrès ne se soient référés aux raisons de la division Chine-URSS, est un très grand déficit. Je ne crois d'ailleurs pas qu'ils s'y réfèreront par la suite. Le Congrès n'a d'ailleurs par lui-même pas une très grande importance, dans la mesure où tout est préparé à l'avance. Il ne fait que sanctionner et concentrer les objectifs antérieurement fixés. Voilà pourquoi il ne pose pas l'unification du mouvement communiste mondial y inclus du point de vue économique et politique. Economique, cela veut dire une planification de la production qui tienne compte de tous les pays et pas seulement de l'URSS.

C'est seulement de cette façon que la planification peut élever les plus arriérés. En planifiant on élève la capacité de production et la production peut doubler en dix ans. C'est ainsi que l'on peut résoudre les problèmes de l'arriérement agricole. Celui-ci n'est que relatif en URSS. Il existe d'ailleurs aussi dans les pays capitalistes où il y a un très grand déficit du niveau de vie des populations. Ces pays importent à des prix très élevés, font diminuer la consommation, exercent sans arrêt une pression sur le niveau de vie du prolétariat, diminuent les salaires, reculent sur le niveau de civilisation atteint.

Le déficit de la production agricole en URSS est très grand. Mais il faut aussi prendre en considération l'aide à l'Angola, au Vietnam, à Cuba, au Polisario etc. Là est la raison du fait que cette production insuffisante n'entraîne pas, comme dans le système capitaliste, des effets anti et contre-révolutionnaires. Il est très important d'en discuter, car il ne suffit pas de dire, comme le font les PC de France et d'Italie que « la production agricole est faible en URSS », sans tenir compte de l'aide à Cuba, à l'Angola et partout dans le monde. Ce sont des millions de dollars qui ne peuvent être utilisés pour augmenter la production agricole. Aussi ne s'agit-il pas strictement d'un déficit dû à la planification bureaucratique. C'est là une des raisons, mais non la seule, car une partie importante de la production nationale brute va à Cuba, au Vietnam etc. Nous critiquons, mais en tenant compte de tout cela.

Nous proposons en conséquence des changements sociaux dans la production et pas seulement dans la forme. Il ne suffit pas de virer un dirigeant, pour en mettre un autre à la place. Il faut augmenter le nombre des sovkhoses, développer la vie démocratique, c'est-à-dire, et comme l'a enseigné la révolution russe, permettre la pleine discussion et participation de toutes les masses. C'est ce qui élève la capacité de penser et d'agir du pays. Cela n'existe à présent que pour le dirigeant, le secrétaire, mais non pour l'ensemble du pays. Tout le monde doit discuter, même si cela va produire pendant une étape quelques difficultés, vue la structure bureaucratique et le fait que de larges secteurs bureaucratiques s'appuient et s'allient aux kolkhoses. Tous ces changements nécessaires sont unis à l'avance de la révolution.

A mesure que la révolution avance, qu'elle intervient à Cuba et que Cuba intervient en Angola, que les Etats ouvriers appuient l'Angola et que l'Angola avance, l'Union Soviétique le reflète, mais pas comme un miroir. Tout cela les inonde de chaleur et les fait avancer. Un tel reflet les anime.

Les résolutions de ce Congrès ont peu d'importance. C'est un Congrès bureaucratique, même s'ils disent que des milliers de cellules se sont réunies. Nous n'avons pas vu une seule résolution. Il n'y a pas eu de vie politique préalable. L'URSS doit cependant, même d'une façon bureaucratique, avancer, car le développement de l'économie, de la science, et de l'intelligence sociale du peuple soviétique le lui exige, le lui impose, l'impulse.

Il n'y a aucune raison, ni force historique qui puisse faire revenir en arrière l'URSS. C'est pour cela que Cuba, avec l'accord de l'Union Soviétique pour appliquer, peut décider d'appuyer tout mouvement qui veut se libérer de l'impérialisme, et de son incroyable force oppressive. C'est une conclusion concrète. La résolution de Cuba, de la Constitution cubaine d'appui à la révolution est ici. C'est très important.

Il ne faut pas pour autant rester dépendants de ces résolutions. Il faut s'appuyer sur le développement mondial de la lutte de classes, et tenir compte de la crise des PC. Elle s'exprime clairement dans le PC finlandais, où s'affrontent deux tendances. L'une, officielle mais non soviétique, cherche l'alliance démocratique avec la bourgeoisie. L'autre la cherche aussi, mais en maintenant la lutte de classes. Ce qui se passe en Finlande sera la norme pour tous les PC. Les deux tendances ont des racines opportunistes, mais l'une reste davantage soumise à la pression de la lutte de classes, de l'URSS et conserve une certaine compréhension.

L'autre aspect, très important et décisif, est que la crise mondiale des partis communistes ne va pas se discuter à Moscou. De toutes façons, maintenant ou après, il vont devoir lancer une campagne sur la dictature du prolétariat, montrant qu'il n'y a qu'une seule manière de construire le socialisme. Il n'y a pas de socialisme particulier, pour un seul. Même si les Soviétiques affirment qu'il peut y avoir des conditions particulières et qu'on peut construire le socialisme avec des méthodes locales, ils n'en soulignent pas moins les normes inéluctables : il faut étatiser la propriété, centraliser la production, la planifier, établir le monopole du commerce extérieur. Si on ouvre les portes, on crée les conditions pour que le capitalisme se réintroduise. Il faut discuter de tout cela, discuter des éléments du marxisme qui ont une importance fondamentale maintenant.

La résolution de Cuba d'inclure dans sa Constitution l'appui armé en défense des peuples en lutte contre l'impérialisme a un très grand sens révolutionnaire. C'est pour cela que ni les journaux bourgeois ni les Soviétiques ne le commentent. C'est une mesure combinée entre une conclusion révolutionnaire et une nécessité militaire pour se défendre de l'impérialisme. Car la bureaucratie soviétique essaie d'étendre au maximum les luttes contre l'impérialisme pour avoir, elle, des points d'appui plus solides pour (affronter) la guerre qu'il prépare. C'est une conclusion nécessaire pour l'Etat ouvrier. La bureaucratie l'utilise, mais elle est nécessaire pour l'Etat ouvrier. En 1940, Staline a envahi la Pologne et la Finlande ; il était nécessaire pour l'Etat ouvrier de se défendre de l'impérialisme qui préparait la guerre.

Mais à la différence d'alors, dans une forme très supérieure, la défense de toute révolution implique une affirmation de la base de la structure socialiste du monde. Et cela influe en Union Soviétique. Même la Pologne et la Finlande ont eu une importance très grande dans l'armée soviétique. Une armée qui fait cela, est une armée qui n'a pas confiance dans la propriété privée, mais dans la propriété collective. C'est-à-dire que les bases d'une structure indestructible et inchangeable sont celles qui déterminent le cours de la pensée sociale. En accord avec la direction, cela peut être clair, catégorique, conséquent ou non.

L'Union Soviétique disposait en 1913 de 14 kilowatt/h par habitant, c'est-à-dire rien. Il y avait 80 % de paysans, et ils n'avaient rien. La bourgeoisie avait tout. Pendant la révolution russe, c'est descendu à 3 kilowatt/h par habitant, car tout fut détruit. Actuellement ils ont 11 000 KW/H par habitant, et pour 1980, ils en auront 14 000. Il n'existe pas un pays capitaliste qui ait eu un tel développement. Et il faut se rendre compte qu'il existe encore en URSS des zones qui n'ont pas ou très peu d'électricité.

En dix ans, ils ont triplé la production d'énergie électrique, et c'est le double de toute la production mondiale réunie. Malgré toutes les erreurs de la bureaucratie, l'Etat ouvrier a été capable de cela, c'est-à-dire la structure économique et la planification.

Il y a en Union Soviétique une grande connaissance marxiste de la chimie, de la physique, des mathématiques. Mais cela ne résout pas les problèmes de l'histoire. Il faut avant tout résoudre les problèmes sociaux et économiques, ce qui ne veut pas dire comment produire, mais comment organiser la production. Après vient le reste. C'est pour cela que nous nous occupons de cette tâche et donnons continuité au marxisme.

Ce n'est pas la ligne Brejnev qui décide en Union Soviétique, mais celle de la direction du Parti, en appui à la révolution coloniale. Staline était contre la révolution coloniale. Il s'était allié au

NON A LA M
POUR UNE REPUBL

Toute la presse conservatrice, "Le Soir", "La Lib
a donné beaucoup plus d'importance qu'il n'en f
ans de règne du roi Baudouin. Elle a fait cela po
Belgique la monarchie est encore saine et n'est
scandales comme le sont les monarchies en Hol
terre. En réalité, ces scandales de la cour, ne sor
la crise du capitalisme qui s'approfondit dans t
cette crise va s'amplifier, plus l'on verra des "g
qués dans des affaires de corruption, de scanda
etc...

Il est certain que discuter de ce problème n'e
parceque actuellement bien peu de gens accorde
ce genre de festivité. Mais il faut être clair à prop
constitutionelle. Et justement, la presse de gauch
me aussi la presse communiste accorde trop de
tions du roi. Le "Drapeau Rouge" approuve certai
cours du roi, à propos du fédéralisme entre autr
der aucun crédit à ces déclarations. Ni partiellem
représenter les aspirations de la population explo
un instrument du capitalisme. On ne peut le juge
en dehors de l'organisation politique de la socié
régime, une forme de pensée conservatrice et chr
le brougeoise. Il sert également d'élément de cohé
à la division et la faiblesse des partis de droite. T
sentants de la bourgeoisie sont en crise, divisés, s'
putent. Au travers du roi, la brougeoisie essaye
tion unie. De plus, il intervient dans les grands g
est actionnaire de grandes sociétés industrielles.

La classe ouvrière, elle, ne se préoccupe abs
problèmes. Depuis 25 années ; elle lutte, se bat
conditions de travail, contre les licenciements co
d'usines. Depuis 25 ans et plus, elle lutte en Fl

UR LE XXV[E] CONGRES SOVIETIQUE *(extraits)*

capitalisme contre elle. Cette bureaucratie est encore alliée au capitalisme, mais appuie la révolution. Ils n'avanceront ni ne se corrigeront tout seuls. On voit bien comment ils continuent à faire des choses effrayantes. Voilà pourquoi la continuité du marxisme est nécessaire.

J. POSADAS
24.2.1976

● *Lettre du 29 Février 1976*

Le Congrès du PC d'URSS revêt une très grande importance, dans la mesure où il s'est tenu après le triomphe de l'Angola, après l'intervention résolue de Cuba et l'expulsion de l'impérialisme et de leurs représentants les Sud-Africains. Même si ces derniers ont moins d'importance, on a vu qu'ils peuvent jouer dans certains moments déterminés un grand rôle. Cette victoire est une impulsion énorme à la révolution en Afrique.

Autrefois, l'impérialisme dominait complètement. Il faisait ce qu'il voulait. Deux cent quatre-vingt mille blancs dominaient cinq millions de noirs. C'est absurde ! Cependant, le rapport de force leur était favorable, car c'est eux qui détenaient les armes.

Il faut tirer les conclusions de ces expériences de l'histoire ; or il est absurde que les PC ne le fassent pas. Ils se contentent simplement de parler du triomphe de l'Angola, mais ne disent pas un mot sur la manière dont il a triomphé, sur la signification d'une telle victoire, sur la façon de généraliser une telle expérience. Ils ont peur que cela s'applique à chaque pays. Si les dirigeants ne tirent pas ces conclusions, les masses, elles, les tirent. Chaque militant communiste a un regard pour l'Angola et se dit : « si nous avons triomphé là, pourquoi ne triompherions-nous pas en France ou en Italie ? ». La situation était pourtant plus dangereuse en Angola. Les Yankees n'en ont pas moins dû supporter que les Soviétiques fournissent les armes les plus modernes. Toute la bourgeoisie voit qu'elle ne peut plus compter avec les Yankees en Afrique.

Cette intervention soviétique en Angola a eu pour résultat d'empêcher les Yankees de s'approprier du pays. Les troupes soviétiques occupent la Tchécoslovaquie, mais cela ne signifie aucun recul de l'économie, des conquêtes sociales, de la vie et des progrès culturels, scientifiques. Ce pays est d'ailleurs lui aussi intervenu en Angola.

Il faut donc rediscuter la Tchécoslovaquie à la lumière de l'Angola, de manière à comprendre et à préciser la façon d'intervenir. Les Soviétiques sont intervenus objectivement en Angola, mais les PC de France et d'Italie n'en disent rien. Ils ont pourtant crié bien fort au moment de la Tchécoslovaquie leur opposition à l'intervention. Et en Angola ? L'intervention a là infiniment plus d'importance qu'en Tchécoslovaquie, car ils ont dû affronter directement l'impérialisme yankee.

Cette intervention a encouragé tous les peuples d'Afrique à voir que l'impérialisme n'a pas de force pour s'opposer et décider, contrairement aux Soviétiques. La présence et l'appui des Cubains montrent l'unification mondiale de la révolution, son unification. Voilà de l'internationalisme prolétarien ! Mettre ses forces à disposition du progrès de l'histoire, de l'humanité, c'est-à-dire des progrès de la vie des peuples, au service de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, n'est-ce pas l'internationalisme ? Comment rester dans ces conditions enfermés en France ou en Italie. Les directions, et non les masses, se laissent enfermer, car ces dernières vivent les conclusions essentielles de toutes ces expériences mondiales. Elles disent, face à leurs dirigeants, qui n'interviennent pas : il faut intervenir avec toutes les forces possibles, comme vient de faire l'URSS. Les masses voient qu'il n'y a pas grande différence entre l'intervention en Tchécoslovaquie et l'intervention en Angola. Elles voient que cela n'implique ni recul économique, ni recul social et culturel. Il faut en tirer les conclusions.

Le Congrès du PC de l'URSS a discuté de façon limitée, mais comme une véritable Internationale communiste. Les PC présents n'ont pas discuté de l'URSS, mais chacun de son propre parti, de la tactique, de la politique et des objectifs. Même de façon camouflée, déguisée, ils doivent discuter des vrais problèmes de l'histoire. L'Internationale communiste est-elle oui ou non un besoin ? Ils en ont discuté ? Le PC espagnol est allé parler de la tactique, des objectifs et des conclusions pour l'Espagne. De même le PC italien. Il est allé parler dans un congrès qui devrait se consacrer à l'URSS, de l'Italie, de la tactique, de la politique. De même le PCF et tous les PC. N'est-ce pas le besoin d'Internationale Communiste ? Mais cette forme reste très limitée, parce qu'elle empêche la croissance et le développement de l'intelligence des cadres communistes. Elle ne permet pas d'exercer une influence suffisante sur les partis socialistes, sur les masses socialistes.

Une des conclusions les plus importantes de ce Congrès est le besoin d'une discussion mondiale. Il faut discuter. Il n'est pas possible d'unir tous les partis communistes sur la simple base des expériences surgies de l'URSS.

Ce Congrès est au centre de la préoccupation mondiale du capitalisme et des masses. Le premier tâche de voir s'il peut profiter de la délimitation de la direction soviétique de certains PC pour impulser les ailes plus conservatrices qui excluent la nécessité d'aller au pouvoir. Les Soviétiques, eux, continuent à critiquer la politique de ceux qui veulent concilier avec la bourgeoisie dans chaque pays. Ils n'en tirent cependant aucune conclusion programmatique. Ils restent faibles, insuffisants, limités, dans la discussion et les conclusions. Il n'y a d'ailleurs pas une véritable discussion, car elle est toujours dirigée par la bureaucratie. Ils n'en ont pas moins posé quelques problèmes nécessaires de l'histoire, ce qu'ils ne faisaient pas auparavant. Ils ont discuté de cette étape de pouvoir, de la nécessité d'aller au pouvoir, et de ce que signifie le refus de cette lutte comme conciliation avec le capitalisme dans chaque pays. C'est là une résolution qui pèse et pèsera, même s'il n'y a pas transmission de l'expérience, s'il n'y a pas d'analyse.

Aucun programme n'a été formulé, aucun appel sur les sujets vitaux qui préoccupent l'avant-garde et les masses du monde n'a été lancé. Ils n'ont pas répondu à la préoccupation de la petite-bourgeoisie révolutionnaire sur les raisons de la division entre l'URSS et la Chine. Il y a des attaques et des critiques, mais pas de réponse. Il faudrait pour cela lancer un appel à la Chine, à l'unification, à la planification ; un appel à discuter publiquement et ouvertement du besoin de planifier les Etats ouvriers entre eux. Là est la façon de s'adresser au monde. Les masses américaines avanceraient mille fois plus vite dans l'histoire. C'est là un des grands déficits du Congrès ; ce qui montre encore le poids qu'exerce la bureaucratie. Même si les Chinois le rejettent, les Soviétiques doivent faire un tel appel. Son écho serait immense. C'est un besoin de l'histoire pour impulser les masses chinoises, mais aussi nord-américaines.

Il y a aussi la pression qu'exerce la décomposition des directions des partis communistes, entrées dans la voie de l'assimilation avec le capitalisme de chaque pays, de la soumission aux limitations réformistes, réformistes-révolutionnaires. Cette dernière caractérisation ne vient pas d'aujourd'hui. Voilà déjà pas mal de temps que nous l'avons formulée. Elle vient de ce que les objectifs des PC demeurent le changement de régime, le renversement du capitalisme. Mais ils veulent y parvenir par des moyens réformistes. Autrefois, il était même impossible d'en rêver. Aujourd'hui, ils le peuvent, dans la mesure où le capitalisme est d'une extrême faiblesse, alors que la force de l'URSS est immense. Mais c'est là une perspective erronée.

Il n'est pas possible d'éluder la discussion de ces problèmes. Il faut discuter mondialement de toutes les expériences. Aujourd'hui, il n'y a par exemple pas de véritable discussion, sinon des allusions, sur la façon de détruire l'appareil d'Etat capitaliste, sur la nécessité de s'appuyer sur la grève générale pour prendre le pouvoir, sur la façon dont la qualité entraîne la quantité et comment celle-ci élève celle-là. On peut aussi voir comment un petit nombre peut comme parti avoir le consensus des masses, dans la mesure où il exprime ce qu'elles veulent. Les masses montrent dans les grandes grèves leur centralisation, leur disposition pour le pouvoir. Telles sont les expériences les plus importantes de ce Congrès de l'Union soviétique.

Nous saluons avec toute notre fraternité communiste l'Union soviétique, les partis communistes pour le très grand progrès que signifie ce Congrès. Au moment même où il se tient, l'impérialisme est mis en défaite en Angola, en Afrique du Sud. Ce Congrès se réalise en donnant son appui à l'intervention cubaine en Angola, ce qui a une signification historique immense.

Les masses du monde, les gouvernements nationalistes, les mouvements révolutionnaires voient qu'ils peuvent compter avec le progrès mondial de la révolution, des Etats ouvriers. Là est le point d'appui du petit noyau qu'est le Polisario. Pourquoi les Partis communistes ne compteraient-ils pas avec le processus mondial ? Entre autres pour désorganiser les forces de la contre-révolution en Italie, en France, en Espagne également ?

Telles sont les conclusions les plus importantes de ce Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

29 février 1976 — J. POSADAS

MONARCHIE CONSTITUTIONELLE : UBLIQUE SOCIALISTE EN BELGIQUE !

"La Libre Belgique", etc...
l n'en faut à la fête des 25
cela pour montrer que en
t n'est pas secouée par les
en Hollande et en Angle-
, ne sont qu'une partie de
dans toute l'Europe. Plus
des "grosses têtes" impli-
scandales, de pots de vin

me n'est pas fondamental,
accorde de l'importance à
r à propos de la monarchie
le gauche socialiste et mê-
rop de crédit aux déclara-
e certains éléments du dis-
re autre. Il ne faut accor-
rtiellement, le roi ne peut
n exploitée du pays. Il est
le juger de façon abstraite
a société. Il représente un
e et chrétienne, une mora-
de cohésion politique, face
roite. Tous les partis repré-
visés, s'affrontent et se dis-
essaye de montrer une na-
rands groupes financiers et
elles.
pe absolument pas de ces
se bat, pour de meilleurs
ents contre les fermetures
e en Flandres, en Wallonie et à Bruxelles avec la même combativité contre l'exploitation capitaliste. Et le capitalisme existe toujours, l'exploitation et la lutte de classes existent toujours, les fermetures d'usines se multiplient, le chomage s'amplifie et le coût de la vie augmente sans arrêt, le niveau et la qualité de la vie se détériorent. En 25 ans de règne, qu'est ce que le roi a fait pour changer cette situation ? Rien du tout ! et par dessus le marché on lui paye 97 millions par an pour ne rien faire. Voila ce que la classe ouvrière et toute la population constatent.

Il faut aller demander aux habitants de Ruysbroeck ce qu'ils pensent du roi. En effet lors des fortes tempêtes qui ont ravagé la côte, les inondations ont provoqués des dégats énormes et ont laissés sans habri, sans maisons, sans meubles, 15.000 habitants. Devant l'ampleur des dégats, le roi a été "généreusement" rendre visite aux sinistrés et leur a fait des "dons". Il a été reçu par des insultes et des protestations. Et à juste titre les gens lui disaient : "on a bien 30 milliards pour acheter des avions américains, mais pas un centime n'a été prévu pour arranger les digues défectueuses depuis des années".

La population, la classe ouvrière voient la brutalité du régime capitaliste qui utilise 97 millions de francs par an pour payer un roi inutile, alors qu'ils manquent des logements décents, des installations sanitaires convenables, des crèches, des écoles, des hopitaux des transports en commun bien organisés, et des besoins de première nécessité pour les gens. Il faut donc être bien clair à ce sujet et préciser qu'il faut se prononcer contre la monarchie constitutionelle et défendre une République Socialiste qui propose un plan ouvrier de développement, qui nationalise toutes les usines en crise, qui étatise les banques qui planifie l'économie en fonction des besoins de la majorité de la population, qui détruise la propriété privée en prenant exemple sur les Etats Ouvriers, l'Union Soviétique, la Chine, Cuba, et tous les autres.

Le 5 avril 1976

5[e] CONFERENCE

nification locale en fonction des intérêts de la bourgeoisie locale ou la petite bourgeoisie. Cette économie ne permet pas un développement harmonieux. Maintenant dispute entre les régions pour que plus de subsides parviennent à un secteur plus qu'à un autre ? Et là la buraucratie syndicale locale et la bourgeoisie défendent un interprêt commun. Contre les fusions de communes décidées par le gouvernement Tindemans, uniquement dans un but d'avantages éllectoraux. Le fédéralisme participe à l'anarchie et au désordre du capitalisme. Mouvement syndical de la confusion sur ce problème ; il faut organiser la gauche syndicale avec ce point là aussi sur le programme.

Notre Parti, dans cette 5e Conférence Nationale, appelle toutes les tendances de gauche à la discussion et la mise sur pied d'un programme anti-capitaliste, pour renforcer l'unification de la classe ouvrière et se préparer de la façon la plus complète à faire triompher la lutte pour porter la gauche au pouvoir en Belgique !

le 10 mars 1976

REVUE MARXISTE

(En français) — VOL. 1

X[e] CONGRES MONDIAL DE LA IV[e] INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

Le processus mondial révolutionnaire et le cours de la Régénérescence Partielle dans les Etats ouvriers.

Rapport Politique de J. POSADAS
19 juillet 1975.

Sur demande à l'adresse du journal

5e CONFERENCE

tralisée avec l'OTAN et va maintenir cette situation à tout prix. Malgré tous les inconvénients que l'OTAN lui procure, la bourgeoisie se maintient sous sa dépendance et celle des Etats-Unis car ils se préparent tous pour une prochaine étape de guerre mondiale, et pas seulement pour la lutte de classe dans un pays. Cela s'exprime dans le Rapport Tindemans sur l'Etat de l'Europe, où il propose tout un programme resserant l'alliance de l'Europe capitaliste et des Etats-Unis.

LES MASSES REFUSENT DE FAIRE LES FRAIS DE LA CRISE CAPITALISTE

Le Plan de Relance du gouvernement Tindemans pose toute une série de nouvelles charges pour la Classe ouvrière. Dans les faits, les directions syndicales acceptent ce plan, elles acceptent le bloquage des salaires. Toutes les disputes, la concurrence qu'elles font entre elles, ne fait que donner au capitalisme la possibilité de continuer à faire peser les effets de la crise sur la population, à diminuer l'emploi, fermer les entreprises; en même temps elle augmente l'inflation au travers de l'accroissement des dépenses militaires de la Belgique pour l'OTAN.

Un gouvernement de gauche qui fait un plan pour investir dans la production utile à la population, toutes les dépensés que la brougeoisie fait dans les armements, dans les frais d'administration complètement inutiles, pour participer à l'organisation de l'économie des pays en voie de développement, pour construire des habitations décentes pour les gens, pour construire des moyens de transport ; tout cela permettrait de donner du travail aux gens ici, en même temps qu'il faudrait développer la production destinée à la consommation directe des gens.

Par exemple, ici on ne devrait pas nécessairement se concentrer à produire plus de machines à laver ou des radios, car il y en a beaucoup, mais organiser l'économie pour élever le niveau de la vie des masses, la "qualité de la vie", pour produire sans pollution, pour diminuer le temps de travail a 36 heures par semaine.

Par exemple : rien qu'en nationalisant le crédit que le capitalisme retire de la population, avec l'achat de voitures, on aurait 40 milliards de francs, sans même produire ; rien qu'en nationalisant ce secteur des emprunts, un gouvernement de gauche pourrait disposer d'une masses monétraire très importante pour faire un plan d'investissement pour le développement du pays. Sans compter les frais d'administration du capitalisme, ni les bénéfices que fait le capitalisme, et d'autre part, si on acompte tout l'argent utilisé à devoir subventionner les chômeurs, cela fait une masse de 500 milliards par an, une somme inouie : un gouvernement de gauche pourrait organiser cela très rapidement, et en faisant un plan de développement de logements, en utilisant les chômeurs, 200.000 chômeurs qui participeraient à construire des maisons au lieu de devoir être payé pour le chômage, cela permettrait un développement de la construction, et de toute une série d'emplois dans d'autres secteurs industriels qui doivent fournir à la construction. Mais le capitalisme n'a aucun intérêt à faire cela. Par contre quand la classe ouvrière le peut, elle le fait.

Par exemple, les Sablières Marchand : la classe ouvrière a rendu rentables les sablières, a payé toutes les dettes et un des ouvriers qui y travaillent, a répondu à la télévision : "avant je gagnais 90 F et maintenant j'en gagne 130 ; tout le monde a vu son salaire s'élever et nous tendons à égaliser les salaires". C'est une conclusion très importante, pour voir la capacité que la classe ouvrière se sent face à la crise capitaliste, d'organiser la société. Pas seulement au niveau d'une petite entreprise ; mais elle a gagné à cette perspective, inclus des cadres des entreprises, comme chez Fabelta où les cadres eux-mêmes s'insurgent contre les multinationales en posant qu'il est possible de continuer à produire, de planifier la production et que l'entreprise soit rentable.

LE FREIN DES DIRECTIONS SYNDICALES ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE

Le niveau de l'index s'est élevé l'année passé de 8 % ; mais le niveau du coût de la vie, et des prix des produits de consommation a augmenté de 16 % . Il y a donc eu une perte effective de 8 % du niveau de vie des travailleurs. Cela veut dire que le capitalisme, sans même diminuer ses bénéfices est en condition de financer les 36 heures. Il faut argumenter tout cela pour faire sentir à la gauche socialiste qu'il est possible de faire triompher ces revendications. Les directions syndicales qui acceptent le bloquage des salaires, de mobiliser la classe ouvrière secteur par secteur, le font uniquement pour contenir un processus d'élévation des masses, de mobilisations.

On le voit avec l'exemple actuel des ouvriers du pétrole. Cette grève se fait contre une partie des directions syndicales. Contre la direction CSC, les militants CSC sont d'accord de faire grève avec les FGTB pour défendre un droit syndical dans une entreprise. Même au niveau des délégués, il y a un fonctionnement de la classe, qui a gagné les délégués à intervenir pardessus les directions syndicales CSC et FGTB, par-dessus leurs divisions actuelles pour répondre au plan de relance capitaliste, tands que la FGTB propose une manifestation nationale et la CSC, une nouvelle rencontre avec le capitalisme : qu'est-ce qu'on va discuter avec le capitalisme ?

Il n'y a aucune revendication de la classe que le capitalisme va donner comme cela !

Il faut discuter tous ces problèmes pour peser sur le Parti Communiste, où un secteur fait une politique de suivisme complet de la bureaucratie syndicale. Le Parti Communiste propose comme objectif central, d'imposer le plan proposé par la FGTB et rien de plus. Pourtant la FGTB ne propose rien du tout, et ne fait rien nationalement, alors les communistes non plus.

Il faut expliquer que le rôle de la direction syndicale, face à la montée des mobilisations des masses contre cette crise du capitalisme, est de contenir, et déjà elle a plié bagages devant l'offensive capitaliste. Elle accepte une discussion avec le capitalisme parce qu'elle ne se sent pas capable de lui en imposer. Et elle ne se sent pas capable car elle n'a pas de programme anti capitaliste pour donner une réponse. Par exemple à Charleroi, elle organise une mobilisation de 45.000 ouvriers, mais elle la fait aboutir à... une conférence économique régionale avec les patrons et le gouvernement. La bureaucratie fait des manifestations de 45.000, pour impressionner le capitalisme, mais en même temps elle accepte en fait le bloquage des salaires, les licenciements dans toutes les entreprises, en même temps que la continuation des heures supplémentaires. Quand il y a toute cette situation, c'est que la bureaucratie syndicale pense, raisonne et vit, uniquement en fonction du régime capitaliste, qu'elle ne se propose pas d'en sortir. Elle se propose de faire des revendications dans le régime lui-même, tout en tenant compte des intérêts du capitalisme.

Il faut expliquer tout cela à l'avant-garde communiste et socialiste pour faire sentir cette nécessité d'organiser la gauche dans le syndicat.

Il faut expliquer, pour organiser la gauche syndicale, qu'on ne peut plus se contenter d'une mobilisation, et puis une autre, une autre, mais qu'il faut répondre à cette crise du capitalisme, du gouvernement, des partis bourgeois, de la petite-bourgeoisie, avec un programme économique, des mesures anti-capitalistes.

Mais même s'il y avait des élections maintenant, ce qui n'est pas exclu, il faut agiter ce programme montrant qu'aucune solution n'est possible sur la base de la propriété privée. Il faut le faire en étendant partout le contrôle, ouvrier, avec l'étatisation des sociétés multinationales, des sociétés en crise que le capitalisme ne trouve plus intéressantes pour lui, mais que les masses veulent faire fonctionner elles-mêmes. Il faut faire ce programme et sur cette base, se lancer à l'organisation de la gauche.

Les militants, l'avant-garde communiste doit appuyer l'organisation de la gauche syndicale. Dans les syndicats, se développe un courant, même parmi les délégués, que ce soit dans les Services Publics ou ailleurs, qui doit intervenir avec ce programme, et répondre dans l'organisation syndicale avec ce programme. Il faut aussi poser, en même temps que ce programme économique, la nécessité que les syndicats et la gauche syndicale interviennent pour donner une issue politique à la crise économique du pays. Que les syndicats s'élèvent à jouer un rôle plus politique.

LA NECESSITE DE CHANGEMENTS DANS LE PARTI COMMUNISTE

La crise du Parti Communiste est bien profonde, car ce Parti se sépare de plus en plus de la classe ouvrière. Il se fait le chien de garde et se met à la queue de la bureaucratie syndicale. Il y a des régions importantes prolétariennes où le Parti Communiste n'est intervenu, comme a Charleroi, dans aucune des actions à l'avant-garde de la classe ouvrière, des masses. Comme le pose Posadas, les partis communistes qui ne sont plus à l'avant-garde du prolétariat et par contre, se mettent en queue de la bureaucratie et posent comme seule perspective la voie électorale, le socialisme par le Parlement etc... se transforment de plus en plus en social-démocrates. Pour cela le PCB perd des forces chaque fois. Si le PC continue dans cette voie, à quoi va-t-il servir ? Pourquoi le PC a-t-il chaque fois moins de voix, même dans les centres ouvriers, alors que la classe ouvrière s'élève, et que le PSB lui-même regagne des voix ? Comme il n'a pas de politique révolutionnaire communiste, il devient un petit parti socialiste, alors la classe ouvrière ne voit pas la nécessité de le soutenir électoralement. Dans le Parti Communiste, tout courant fait cette analyse. Cela se reflète jusque dans le document préparatoire au Congrès qui dit que certaines régionales du PC ont tellement perdu de vue tant ce qui n'était pas leur région, qu'ils ont perdu de vue l'intérêt du Parti communiste et ont sombré dans la défense d'intérêts locaux, et de soumission à la bureaucratie syndicale. La direction doit publier une telle conclusion, car elle-même se rend compte de ce processus de décomposition. Par exemple, à Charleroi, il y a une décomposition des forces du PC. Il faut discuter, expliquer à l'avant-garde communiste le niveau de la discussion qui se développe dans le mouvement communiste mondial. Ce niveau, est marqué par les Soviétiques et les Cubains qui interviennent en Angola. On n'en est pas au "socialisme aux couleurs locales" ; le Parti Communiste, par contre, parle de socialisme à la belge, et même à la wallonne, et bientôt ce sera à la manière de Charleroi ou de Namur. Ils n'ont aucune confiance dans l'analyse marxiste, qui permet de comprendre la lutte de classes qui se donne mondialement, les perspectives du socialisme, que le socialisme est une nécessité historique. Il faut discuter beaucoup tous ces problemes. Elaborer des documents du Parti. Expliquer le pourquoi du programme.

Le Parti Communiste en Belgique a une tâche importante à développer et qui est, essentiellement de contribuer à la formation d'une gauche marxiste dans le PSB et les syndicats, avec laquelle on jette les bases du front de la gauche. Le PC n'a pas de perspective pour devenir un grand parti de la classe ouvrière. Mais pour impulser la gauche socialiste, et syndicale, c'est nécessaire d'avoir une vie politique, un fonctionnement, des idées que les militants ne rencontrent pas actuellement au sein de leur Parti. Partout le communisme avance et le PCB recule. Il faut montrer que le PCB s'est surtout lié à la bureaucratie syndicale et qu'il ne dirige aucune action de la classe ouvrière. En plus, il se sent un parti minuscule, pour cela aussi il pense qu'il n'y a pas de conditions pour un gouvernement de gauche en Belgique. Les communistes ne défendent pas une politique et un programme communiste dans le syndicat, alors que les jeunes qui veulent s'incorporer le font pour le communisme, pour l'autorité des Etats ouvriers, de l'Union Soviétique, pour la transformation profonde de la société.

POUR UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE QUE LE FRONT DE LA GAUCHE PREND LA RESPONSABILITE D'APPLIQUER DANS UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

La crise du capitalisme, qui s'approfondit chaque fois plus, rapproche de la classe ouvrière les secteurs de la petite-bourgeoisie comme les employés qui viennent de faire la grève dans les assurances, ou les paysans qui ne voient plus d'issue dans ce régime. Par exemple, comment lutter contre le problème de la pomme de terre, si ce n'est par l'organisation collective de l'agriculture, en étatisant les propriétés les plus importantes, et le commerce de gros, et que l'Etat donne des facilités aux petits producteurs.

La classe ouvrière a exercé une influence très grande sur toutes les autres couches de la population au point que même la magistrature est obligée d'intervenir à des niveaux différents. Le tribunal qui s'occupait de l'affaire Wabco se déclare incompétent devant une demande des patrons de faire terminer l'occupation d'usine, alors que le capitalisme fait toute une offensive. La même chose pour Mercxs, le militant d'AMADA qu'ils veulent maintenant faire passer pour fou. Ce sont toutes des mesures que le capitalisme prend car il veut préparer son appareil en vue d'une période de crise beaucoup plus profonde. Dans la grève de Wabco, le capitalisme veut intervenir pour que la justice participe à la défense de la propriété privée. Mais les juges, les magistrats, qui doivent toujours suivre une justice de classe, sentent de plus en plus l'influence de la classe ouvrière et des Etats ouvriers.

Le procès de Hanrez est devenu un procès politique, et la justice a du reculer ; elle ne l'a pas fait uniquement parce que nous avons fait une mobilisation, mais aussi parce qu'il y a toute une discussion dans les avocats, dans la magistrature, qui empêche le capitalisme d'agir. Pour cela toute une série de plans qu'il a déjà lancé, des plans anti-grèves etc... ne réussissent pas à s'appliquer. Il y a pas mal de temps que ces projets de lois sont en discussion, ils ne les ont pas encore voté, car ils ne trouvent pas de forces sociales pour le faire.

La dernière crise gouvernementale est un aspect de cette faiblesse.

Il y a aussi des mobilisations de la police, des militaires qui descendent en manifestation dans les rues. Les militaires qui sont les défenseurs du régime capitaliste, payés par lui pour le défendre, se mettent à manifester et appellent les familles à se joindre a eux, car il y a une perte de confiance dans le régime, ils ne sentent plus que la partie, le régime leur donnent une perspective sociale. Non. Ils revendiquent comme des ouvriers, exploités par le capitalisme.

La classe ouvrière doit proposer son propre programme à tous ces autres secteurs de la population et montrer qu'elle est décidée à diriger la société.

Mais ce n'est pas au Parlement qu'on va pouvoir le faire.

Nulle part le Parlement n'est parvenu à résoudre ces problèmes. Il faut donc poser le front de la gauche, des socialistes, des communistes, des chrétiens de gauche, des syndicats pour donner un programme anti-capitaliste à cette crise.

Mais faisons appel à la classe ouvrière à discuter et lutter pour ce programme. Les discussions programmatique et l'expérience concrète de la classe ouvrière sont très riches : la lutte des Sablières Marchand exprime un niveau atteint de mûrissement. Il faut incorporer le courant chrétien révolutionnaire qui se développe dans le mouvement ouvrier chrétien. La discussion sur l'autogestion vient aussi des chrétiens. Pour eux c'est un progrès, mais ils n'ont pas de réponse pour aller plus loin. Là, la gauche socialiste ne répond pas non plus, ni les communistes. Aux Sablières les ouvriers sont parvenus a empêcher la fermeture, mais maintenir cette usine longtemps pose tous les problèmes à à nouveau. La nouvelle crise avec LIP en France le montre.

Il faut étendre ces mesures à toute l'économie et changer toute la société. Dans une société qui reste capitaliste, tous les problèmes se reposent.

Il faut un plan économique d'ensemble : l'économie belge produit pour servir des capitalistes plus grands qu'elle, européens, ou bien directement des multinationales en Belgique, qui installent entreprises selon leurs intérêts et ensuite les démontent, comme les ACEC, Fabelta. La discussion très élevée : Fabelta n'est pas un secteur d'avant-garde de la classe ouvrière et il surgit un plan de production qui met en cause l'incurie du capitalisme. Cependant dans ce plan ce ne sont pas les ouvriers qui ont dirigé, mais les cadres, qui veulent montrer que l'usine est rentable du point de vue capitaliste. Ils répondent avec un intérêt local, donc il faut intervenir. Mais le front commun syndical a commencé à exiger la mise en régie de l'entreprise. De toutes façons cela signifie un coup important au fonctionnement de la propriété privée, car même les cadres doivent conclure à la faillite de la propriété privée. Mais eux-mêmes cherchent une solution intermédiaire entre la propriété privée et la propriété étatisée, que le maintien des lois du fonctionnement de la propriété privée. Même le PC appuie la régie, et trouve que c'est un progrès si l'Etat participe à 51 % . Il critique seulement le part que le gouvernement Tindemans ne va pas prendre une part de 51 % mais seulement de 49, et réclame un gouvernement qui prend 51 % .

Ce qu'ils appellent socialisation de l'économie, c'est une mise en minorité des capitalistes, mais en acceptant toutes les autres lois du fonctionnement capitaliste, la loi de marché, la concurrence capitaliste, le Marché Commun etc... C'est à dire des mesures intermédiaires. De toute façon cela signifie un affaiblissement du capitalisme, la démonstration de son incapacité, mais cela ne permet pas de rompre avec ce cycle, cette structure capitaliste.

L'étatisation est nécessaire, mais le faire une usine après l'autre ce n'est pas une solution, il faut donner une perspective d'ensemble. Un plan pour des longements convenables, 50 ! des maisons ont plus de cen ans, 75 % n'ont pas de salles de bain, la moitié pas de WC individuel ; des moyens de transport qui n'existent pas en suffisance. Tout cela malgré ce haut niveau de développement du capitalisme.

On peut proposer une série de mesures à la gauche socialiste pour qu'elle prenne des initiatives à l'intérieur du PSB. La crise arrive à un tel niveau, qu'il n'est plus possible de continuer une même production et de concurrencer le reste du capitalisme : alors il faut trouver d'autres formes d'organisation économique. Cela veut dire des formes de production étatisée, et de recherche de produire là où il y a encore des perspectives.

Nous devons proposer ce programme d'étatisations, et élargir le plan d'étatisations. Le problème n'est pas de proposer seulement d'étatisations de 2, 3, 5 usines en crise en Belgique. Il faut montrer la nécessité de l'étatisation, non seulement pour maintenir le niveau de l'emploi mais aussi parce que le capitalisme est arrivé au bout du rouleau et parce que la science et la technique ont développé des forces productives que le capitalisme est incapable d'assimiler. Pour maintenir l'emploi, il faut sortir du cadre du régime capitaliste. Pour élever le niveau de vie des masses, la qualité de la vie, on ne peut plus le faire simplement en obtenant certaines concessions du capitalisme. Il faut le faire sur une autre base d'organisation de l'économie, et pour cela, il faut étatiser les moyens de production sous le contrôle de la classe ouvrière.

Le programme d'étatisations va conduire en partie à dévolopper le marche intérieur. Mais aussi beaucoup d'industries sont dépendantes de ce commerce mondial et européen et le marché intérieur n'a pas la possibilité d'absorber cette production, aussi développé soit-il. Alors le gouvernement de gauche est encore plus évident comme nécessité pour s'orienter vers les Etats ouvriers, vers les Etats révolutionnaires, les pays qui cherchent à se développer indépendamment de l'impérialisme anglais, français etc... Faire cela sur la base d'une discussion avec la population, avec la classe ouvrière en fonction de qu'est-ce qu'on va produire, pour qui, qui va-t-on aider, en Angola, en Guinee ou ailleurs. Là où on a besoin de lingots, de produits sidérurgiques etc... Il faut faire le plan pour développer la production intérieure, mais dans beaucoup d'industries, comme la sidérurgie ou le verre, 75 % sont pour l'extérieur. Il faut proposer une autre forme d'organisation. Même des maisons normales des gens n'ont pas de égouts.

A plan doit se faire avec la participation des masses. Il doit être lié au fonctionnement d'organismes dans les usines, pour appliquer le plan, régler le contrôle ouvrier, les conseils d'usine qui permettent le contrôle des syndicats, l'application du plan à l'intérieur des entreprises.

Aussi dans le programme de la gauche pour aller au pouvoir, la construction des organismes de participation et de décision de la classe ouvrière est très importante : nous appelons a la formation des comités de quartiers, des conseils d'usines, des comités de zones qui relient les usines entre elles, à développer toutes les formes d'organisation au travers lesquelles la classe ouvrière, toute la population travailleuse peut donner des idées, discuter, intervenir, se rencontrer critiquer et corriger tout ce qui est nécessaire de corriger dans l'application et le développement du Plan économique pour avancer vers le socialisme.

La démocratie syndicale, le fonctionnement des assemblées d'usines, l'élection des délégués syndicaux et leur révocabilité à tout moment, par les assemblées ouvrières, font aussi partie de ce contrôle ouvrier, qui doit commencer par pouvoir s'exercer au sein des organisations ouvrières elles-mêmes. Dans le syndicat, personne ne doit gagner plus qu'un ouvrier, et n'a pas droit à des voitures ni des vacances, ni aucun priviiège de par sa fonction. Il faut prendre le pouvoir dans le syndicat pour pouvoir organiser la lutte pour le pouvoir dans le pays.

Les mots d'ordre du fédéralisme, qui ont été repris de la petite-bourgeoisie par les organisations ouvrieres en général, sont des solutions encore dans le cadre du capitalisme et vont à l'encontre d'un programme qui se propose d'étatiser et de planifier les principaux moyens de production.

Il faut une centralisation de l'économie, le fédéralisme c'est une pla-

Suite page 3

51a, rue Garibaldi, 1060 Bruxelles

LE COUP D'ETAT ET LES PERSPECTIVES DE LA LUTTE DE CLASSE EN ARGENTINE

J. POSADAS - 28 Mars 1976

• La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans revolution violente •
Lénine

• Sans le Parti, nous ne sommes rien; avec le Parti, nous sommes tout •
Trotsky

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. 976234 de C. Polet.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e ANNEE N° 264 - 30 avril 1976 - Hebdomadaire

DANS CE NUMERO

- Appel du 1er Mai du P.O.R. (T)
- Bilan du 22ème Congrès du P.C.B.

MANIFESTE DU 1er MAI
DU SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IVè INTERNATIONALE-POSADISTE

LE MONDE EST APTE POUR LE COMMUNISME

Aux masses exploitées du monde
Aux masses des Etats Ouvriers
Aux masses des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, d'Europe
Aux masses catholiques, nationalistes
Aux militaires et mouvements militaires de gauche du monde entier

Le régime capitaliste se débat dans une agonie incessante. Les conséquences de l'effondrement du système capitaliste prennent de plus en plus d'extension, s'élargissent, s'approfondissent, de façon ininterrompue, tant sur la plan économique, que culturel et social. Les relations humaines subissent une altération continue, au sein du système capitaliste. Celui-ci a perdu complètement la domination du monde.

Ce sont les Etats ouvriers, les "pays socialistes", qui déterminent le cours de l'histoire ; l'intervention des pays appelés "socialistes" détermine le cours de l'histoire, parce qu'ils portent en eux le progrès, le développement économique, social, scientifique et humain et répondent au niveau élevé déjà atteint par l'humanité.

Entretemps, le régime capitaliste se débat dans une agonie complète, au milieu des crises, des crimes, des assassinats, il emploie la drogue, les corruptions en tout genre, alors que le sentiment de libération prend une grande extension, s'élève, s'approfondit dans les pays coloniaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Les luttes des peuples pour leur libération atteignent rapidement un niveau elevé ; elles expriment, d'emblée, un haut degré de relations humaines. Dans les pays arriérés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, des relations humaines infiniment supérieures s'expriment, bien avant d'avoir atteint la stabilité ou le progrès des relations économiques : cela montre que l'humanité est apte pour le communisme.

Dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine qui se libérent du joug impérialiste et capitaliste — comme le Mozambique, le Vietnam, le Cambodge, l'ex — Sahara espagnol —, des mouvements se forment pour la libération, et en même temps, pour l'organisation sociale, où toute la population intervient. Des populations qui étaient, hier encore, soumises à la misère dénigrante à l'oppression impérialiste, au manque de nourriture, de culture, de moyens de subsistance, de logements, atteignent aujourd'hui des niveaux élevés de relations humaines.

La lutte de libération des peuples, — en Angola, au Sahara, au Mozambique, au Cambodge, au Vietnam —, ne conduit pas à la création de sentiments de propriété privée ; elle ne tend pas à remplacer le patron impérialiste, bourgeois, par un autre. Elle mène, au contraire, vers l'élimination de toute forme de propriété et la participation de toute la population à la direction de la société, vers la formation d'organes de direction, de contrôle, d'organisation de la société, dans lesquels toute la population intervient, des enfants, aux vieillards, aux femmes, aux adultes. Tous interviennent dans l'organisation et la direction de la société.

L'humanité entre dans une phase de développement énorme de l'intelligence, comme jamais elle ne l'avait fait dans l'histoire. L'incorporation de ces peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, de même que les luttes des masses dans les pays capitalistes d'Europe, élèvent les relations humaines, la connaissance, la décision, démontrent que l'on peut éliminer toute forme d'imposition, de violence, d'arrogance, de guerre en éliminant le système capitaliste.

Les masses sont les protagonistes directs de ce processus. Ce sont elles qui renversent l'impérialisme et le capitalisme et qui organisent de nouvelles directions ; elles font intervenir toute la population — femmes, enfants, vieillards — afin de développer leur capacité de direction de la société : voilà une des formes les plus élevées de l'intelligence humaine.

C'est la lutte pour le progrès de la société, la lutte contre l'impérialisme, contre le capitalisme, pour la construction du socialisme, qui élève l'intelligence humaine. La participation de peuples entiers — qui vivaient, hier encore, dans l'arriérement le plus ignominieux comme c'était le cas au Sahara espagnol, en Angola, au Mozambique, à l'organisation de la société ; la création par ces peuples, d'organes pour diriger la société, représentent la forme la plus élevée de l'intelligence.

Le capitalisme est épuisé. Il n'apporte plus rien à l'humanité, ni sur le plan politique, ni sur le plan économique, scientifique. Il ne lui reste que les armes atomiques, l'organisation militaire. Mais dans ce domaine également, des contingents importants de militaires vivant, sous la domination capitaliste, passent dans le camp de la lutte révolutionnaire, anti-impérialiste et anti-capitaliste. Ils sentent l'attraction notoire, l'influence organisatrice de la population du monde qui les conduit à agir en fonction du progrès de l'humanité, à se sentir porteurs et représentants de ce progrès. Des secteurs entiers de l'armée, du capitalisme mondial sont gagnés par la révolution : en Ethiopie, au Portugal, prochainement en Espagne, au Vietnam, au Cambodge, dans quasi tous les pays d'Afrique. Au Liban, l'armée se brise et va vers la gauche.

Voilà qui montre que le progrès de l'humanité ne dépend plus, ni de l'économie, ni du système capitaliste, ni de l'organisation capitaliste, mais bien des transformations sociales. Et celles-ci consistent à renverser le système capitaliste, installer des Etats ouvriers — dits Etats socialistes — pour étatiser la propriété, planifier la production, établir le monopole du commerce extérieur, faire participer toute la population à la direction de la société. C'est là que se trouvent les formes les plus élevées de l'éducation, de la science, de l'intelligence. Les Etats ouvriers permettent à l'humanité d'avoir accès aux progrès les plus importants de l'histoire. Ces progrès se réalisent dans le domaine de la science, de l'économie, mais essentiellement, sur le plan des relations humaines.

Les Etats ouvriers déterminent le cours de l'histoire. Ce n'est plus le système capitaliste qui décide. Il se défend, doit

(suite p. 4.)

LE COUP D'ETAT ET LES PERSPECTIVES DE LA LUTTE DE CLASSE EN ARGENTINE

28 Mars 1976

J. POSADAS

Ce coup militaire est une tentative de la grande bourgeoisie de contenir la détérioration du système capitaliste. Il ne vise ni à contenir l'augmentation du coût de la vie, ni à faire face à d'autres problèmes. Il cherche à enrayer le déséquilibre politique, en train d'exercer une influence dans l'organisation politique du prolétariat. Au cours de ces dernières années, lors des dernières étapes, un processus de désobéissance aux directions s'est développé dans le mouvement syndical liées au trois A, à la bourgeoisie, à Isabel Peron. L'indépendance des syndicats est allée en s'élevant. Des dirigeants combatifs, ayant des positions de classe sont apparus.

L'armée a vu que le péronisme était incapable de contenir ce processus, auquel il ne répondait que par les assassinats des trois A contre des dirigeants syndicaux. Il ne parvenait pas pour autant à l'enrayer. Voilà pourquoi l'armée est intervenue. Il ne s'agissait pas seulement pour elle de parer au déficit de l'économie, au déséquilibre commercial très prononcé, mais essentiellement d'arrêter la mobilisation de la classe. Il fallait stopper le processus indépendant de la classe, entre autres péroniste. Il fallait arrêter l'avance des courants et des tendances à la recherche d'un nouveau mouvement ayant une position révolutionnaire de classe, prenant le chemin de Cuba. Voilà pourquoi il y a eu ce coup.

L'armée n'a pas pour autant la force de se maintenir sur une position réactionnaire. Elle est aussi sous l'influence mondiale de la révolution, entre autres du Portugal, du Mozambique, du mouvement de Rhodésie, de l'Ethiopie, du Polisario. Il existe au sein des forces armées argentines des ailes à la recherche d'un développement national révolutionnaire anticapitaliste. Elles ne veulent pas d'un développement adapté au capitalisme, mais des mesures qui l'affectent. Elles coexistent avec d'autres tendances qui veulent une voie à la chilienne. C'est au travers ce jeu de relations internes que l'armée cherche à se défendre des masses et de l'influence de leurs luttes mondialement.

Ce coup militaire vise à essayer de rétablir un équilibre de l'économie et à contenir le développement indépendant des masses dont la maturité est très élevée. Un secteur important de l'armée cherche un développement à la péruvienne, à la cubaine, à l'algérienne, mais aussi à la portugaise. Les conditions sont mûres pour cela. Toutes ces expériences sont vécues par les militaires qui ont compris qu'il n'est pas possible de faire progresser l'Argentine avec le capitalisme, avec l'impérialisme. Ils voient qu'une grande Argentine doit être indépendante dans son développement du système capitaliste. Une bagarre intérieure existe déjà entre ceux qui veulent maintenir la propriété privée et les secteurs qui veulent un progrès anti-capitaliste, nationaliste et anti-capitaliste des masses.

C'est dans ce processus contradictoire que les révolutionnaires doivent intervenir en Argentine pour tâcher d'impulser l'armée à faire un plan économique d'étatisations, de nationalisations, à faire un front unique contre l'impérialisme et à développer en conséquence tous les droits démocratiques, politiques et syndicaux.

L'échec de la bourgeoisie nationale

La liquidation du régime péroniste apparaît comme ce qu'il y a de plus important dans la situation présente en Argentine. La bourgeoisie nationale qui a voulu combiner le développement national avec l'alliance au secteur bourgeois lié au capital international et à l'impérialisme, a échoué, même si elle a maintenu des accords et une reconnaissance des Etats ouvriers, dont Cuba. Une telle politique, même liée aux intérêts du développement national est sans avenir. Tout mouvement ouvrier s'attelant ou se rendant dépendant de cette politique, s'annule, se liquide.

L'histoire montre que la bourgeoisie nationale peut débuter un mouvement qui entraîne les masses et duquel on peut partir pour le transformer en mouvement révolutionnaire. La politique consiste dans ces pays à encourager les masses à se détacher des limitations de la bourgeoisie nationale. Un secteur de la petite-bourgeoisie, de paysans, peut dans un tel processus briser le front de la bourgeoisie et ses liens avec l'armée, mais il n'est pas possible d'attendre une transformation de la bourgeoisie nationale. Autre chose sont les forces politiques sur lesquelles elle et l'armée s'appuient et que l'on peut gagner.

Le mouvement péroniste n'a pas été accompagné d'une politique de classe, car il a été coupé de la base. La politique n'était menée que par le sommet bourgeois lié aux grands cercles financiers. Le développement de la bourgeoisie nationale a rendu possible une politique de rapprochement et d'accords avec les Etats ouvriers, de reconnaissance de Cuba, mais a attaché le mouvement ouvrier.

La bourgeoisie a cherché à la première étape l'appui du mouvement ouvrier, en devant accepter de lui faire une série de concessions. Mais cette alliance transitoire n'a pas duré, n'a pas permis d'autres progrès. Mais il fallait aussi comprendre que ce mouvement de la bourgeoisie nationale, mettait en mouvement la classe et affaiblissait le pouvoir de l'impérialisme, donc celui de la bourgeoisie mondiale et en conséquence le sien propre.

L'erreur de n'avoir pas compris, à temps ce mouvement, a empêché les socialistes et les communistes de pouvoir collaborer en contribuant au développement de tendances révolutionnaires au sein du péronisme, tendances qui existaient et qui existent.

Cet échec de la bourgeoisie nationale vient de terminer dans une politique fasciste, d'assassinats quotidiens par les AAA, d'élimination du droit de grève et de tous les droits, à l'instauration de la peine de mort camouflée. Cette dernière n'a pas été décrétée, mais ils n'en tuent pas moins de la même façon, jusque dans les rues. Il y a eu en moins d'un an, plus de mille assassinats, plus que ce que la peine de mort aurait engendré. Il faut tirer de tout cela les conclusions, en montrant qu'il s'agit de l'échec de la bourgeoisie nationale.

Il y a aussi à prendre en considération l'échec des partis communistes et socialistes, qui ont été incapables de comprendre. Après avoir traité le péronisme de fascisme, ils ont fait du suivisme à son égard. Ils ont ainsi cherché dans la dernière étape à soutenir le gouvernement d'Isabel Peron dont la politique était fasciste. Ce gouvernement n'était pas de nature fasciste, mais sa politique l'était. Il a commis les mêmes assassinats, les mêmes crimes, imposé les mêmes interdits contre les activités politiques démocratiques que le fascisme.

On ne peut considérer que tout mouvement de la bourgeoisie nationale mobilise les masses, opposant le capitalisme du pays à l'impérialisme. Mais dans la mesure où il les mobilise, on peut alors intervenir sur elles, les influencer pour qu'elles avancent sur le terrain de classe.

Tout cela montre que la bourgeoisie ne peut même plus accomplir la révolution démocratique bourgeoise. Ces conclusions sont claires et nettes depuis que Trotsky les a tirées en 1905, et que la révolution russe les a confirmées. Une telle révolution démocratique bourgeoise heurte ses propres intérêts, comme on le voit en Italie. Elle n'a aucun intérêt à défendre la démocratie bourgeoise. Toute cette étape est déjà terminée.

La bourgeoisie nationale a été incapable de trouver un courant qui la soutienne en Argentine. Il était tout à fait évident que le mouvement de la bourgeoisie nationale dirigé par Peron allait finir soit par un développement du mouvement ouvrier indépendant, soit par l'intervention réactionnaire de l'armée, dans la mesure où il n'avait pas de direction propre. Les radicaux se sont montrés impuissants et incapables. Ils ne donnent aucune ligne, aucune politique, aucune perspective pour le développement du pays.

La vitalité du mouvement ouvrier

Peron s'est liquidé avec cette situation. Sa dernière étape était déjà pleine d'assassinats, alors que le mouvement ouvrier progressait dans sa compréhension et dans son assurance de classe. Au sein même du mouvement péroniste, des tendances et des courants se sont organisés à la recherche d'une expression de classe. C'est le cas des Montoneros, des Authentiques, des Technologiques. Leur discussion était celle d'une base communiste, de cadres communistes moyens et non celle des sommets péronistes. Ils exprimaient le besoin d'une issue socialiste au processus nationaliste bourgeois dirigé par Peron. Tous ces mouvements demeurent, ce qui n'est pas le cas du mouvement de masse péroniste.

C'est en l'absence d'un mouvement et d'une politique de classe révolutionnaire, y inclus dans le mouvement syndical, que les bandes réactionnaires de la direction de la CGT se sont formées pour assassiner des ouvriers. Il y a eu aussi les bandes assassines des trois A qui ont tué des milliers d'ouvriers, de petits bourgeois. S'ils n'ont pu aller plus loin et si de nouveaux dirigeants sont apparus en opposition à la direction de la CGT, c'est grâce à la vitalité du mouvement ouvrier, à l'influence mondiale du cours de la révolution socialiste, et plus particulièrement de la révolution cubaine.

Toute cette expérience démontre que la bourgeoisie nationale est au bout du rouleau, alors que les mouvements qui se sont détachés du péronisme sont bien vivants. Mais le besoin d'un programme qui permette de montrer que la voie cubaine est la seule voie pour le développement du pays demeure. Il faut étatiser, planifier et développer la démocratie, l'intervention complète de la population.

Les partis socialiste et communiste ont été incapables de comprendre la nature du processus nationaliste, parce qu'ils se sont placés en concurrents. Ils n'ont pu appuyer objectivement un mouvement qui était à ses origines un progrès pour stimuler et encourager les luttes, organiser la classe ouvrière, comme ce fut le cas du mouvement péroniste. Tous ces mouvements de gauche péroniste, proches des besoins historiques de classe, en sont aujourd'hui le résultat.

Les masses ont fait un très grand progrès sous l'impulsion du processus mondial de la révolution. Elles ont assimilé ces expériences et appris de la lutte mondiale de classe, du développement des Etats ouvriers, de Cuba. Elles ont compris ce qu'est une orientation de classe. C'est la raison pour laquelle un puissant mouvement syndical s'est formé, qui a su se maintenir unifié, malgré ses dirigeants. Il a su imposer des conquêtes programmatiques de la plus haute importance, même s'il ne peut encore les appliquer. Le programme de Huerta Grande et de la Falda fait partie de sa conscience.

Le mouvement syndical a su imposer une série d'étatisations, d'interventions de formes de contrôle ouvrier, d'organismes, de conseils, et ce indépendamment de sa direction. Ce sont des conquêtes des masses. La bourgeoisie n'a pu parvenir à de semblables conquêtes et s'est brisée en vingt morceaux, en vingt fractions. Là sont les raisons de la formation de bandes d'assassins telles que les trois A, et autres mouvements antérieurs indépendants dans l'appareil d'Etat et de l'armée qui ont soutenu les assassins des trois A.

Il n'y a pas en Argentine simplement échec de la bourgeoisie nationale, mais aussi un très grand progrès du mouvement ouvrier. Il manque de direction, de programme, de politique. De par ses origines dans le mouvement nationaliste bourgeois, l'organisation de sa direction a été très faible. Mais il ne faut pas aussi oublier le manque de stimulants, d'exemples, d'appui et de solidarité du mouvement ouvrier et communiste mondial.

Tout cela a laissé le mouvement ouvrier argentin très isolé, surtout du fait du manque d'orientation et de direction politique. Ni les communistes, ni les socialistes n'ont donné une telle direction. Malgré leur caractère mondial, ni l'un, ni l'autre de ces mouvements n'a eu à l'époque du péronisme de position correcte pour aider les masses péronistes à s'organiser comme classe à l'intérieur du mouvement nationaliste bourgeois, pour dépasser la bourgeoisie, pour aller de l'avant dans le programme de la révolution, vers le socialisme. Nous en avons aujourd'hui la conséquence.

La bourgeoisie n'a pas été pour autant capable de vaincre, de mettre en échec la volonté des masses. Elles se sont montrées capables de supporter les 17 années qui se sont écoulées entre la première fuite de Peron et le moment où elles ont imposé Campora. Ce fut là l'une des conquêtes les plus grandes de l'histoire du mouvement politique et révolutionnaire d'Argentine, qui a conduit : à la reconnaissance de tous les Etats ouvriers, dont Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord, à l'extension des droits démocratiques, à l'annulation des procès politiques, à la libération de tous les emprisonnés politiques, à l'annulation de toutes les charges pesant sur eux. Il s'agissait là d'immenses conquêtes que les masses se sont vues capables de faire triompher et qu'elles feront encore triompher. Elles ne se sont pas laissées intimider par le pouvoir militaire qu'elles ont supporté durant 17 ans. Elles ont su s'organiser publiquement et clandestinement. C'est alors qu'elles ont conçu le programme de Huerta Grande et de la Falda et ainsi qu'eles ont préparé le retour de Campora.

Il en ira de même maintenant. Les masses ne vont pas se laisser écraser. Le processus mondial ne favorise aucun coup militaire ni recul, si ce n'est de façon circonstantielle. Il n'y a pas de conditions historiques pour un recul important. L'économie argentine ne peut d'ailleurs le supporter. Les masses vont se rebeler et à nouveau montrer la voie et le chemin pour s'organiser et mener de l'avant le processus de la révolution, de nationaliste à socialiste, en alliance avec certaines ailes de l'armée.

Il y a une crise totale du système capitaliste, comme le montre le fait qu'il ait dû dépendre d'un Peron, et qu'en dépit de constants coups d'Etat, la vie syndicale et politique des masses n'ait pas dégénéré, contrairement à celle de la bourgeoisie. Les masses ont reçu les influences mondiales de la révolution, alors que la bourgeoisie recevait celles de la décomposition du processus mondial anticapitaliste, de la décomposition totale du système capitaliste. Les masses sauront supporter et se réorganiser. Elles sauront trouver à nouveau le chemin pour se libérer de la tendance bourgeoise péroniste, reprendre le chemin de Huerta Grande et de la Falda, en élargissant cette voie, comme la révolution cubaine.

L'économie argentine ne peut avancer d'un point de vue capitaliste. Les étatisations, la planification, le monopole du commerce extérieur sont nécessaires. Il faut planifier la production en fonction des besoins de la population. Répéter le cycle capitaliste ne fera qu'approfondir davantage la crise, enfoncer l'économie. Tout cela va à nouveau diviser l'armée, car un grand

(suite p. 5.)

ARGENTINE

nombre de tendances comprennent que là n'est pas la voie de développement économique du progrès et d'une grande Argentine. Ils vont recevoir les effets du Portugal, de l'Ethiopie, de l'Ouganda, de l'Angola. Ils seront influencés par ces processus en vue de trouver le chemin pour faire avancer l'économie argentine, vers la planification, les étatisations, les mesures anticapitalistes.

Les masses ne sont pas intimidées. Elles conservent intacte leur volonté de combat, leur décision. Elles ne se sentent pas responsables de la chute du gouvernement, du coup militaire. Elles ne se sentent pas mises en défaite. Elles n'ont participé en rien à tout ce qui vient de se passer. Personne n'est sorti pour défendre Isabel Peron, son mouvement ; personne ! Le mouvement ouvrier n'a pas bougé, alors que les conditions sont en train de mûrir pour un changement de toutes les directions et commissions syndicales de droite, au profit de la gauche. Il y avait un grand mouvement de grèves, d'occupations d'usines, de mobilisations pour des augmentations de salaires, pour les revendications démocratiques ; c'est-à-dire que les masses étaient prêtes pour se mobiliser, mais personne n'a bougé pour défendre Isabel Peron.

Le coup militaire est en partie venu pour contenir ce processus d'intervention indépendante de la classe, de mobilisation des masses, de mise en place des délégués représentatifs des intérêts de classes, contre les intérêts bureaucratiques, bourgeois, impérialistes des directions syndicales.

Tout cela reste en place. Voilà pourquoi il faut, dans ces conditions et dans l'attente des luttes internes dans le camp des militaires, considérer les effets que le processus mondial ne va pas manquer d'avoir. Cela va peser au sein des militaires. Aussi le mouvement ouvrier doit-il chercher un front unique de toutes les tendances, socialistes, communistes, posadistes, révolutionnaires dans les syndicats, des radicaux de gauche, des « intransigeants », pour les libertés démocratiques, pour un programme de production, d'augmentations de salaires, d'échelle mobile des heures de travail, de plein emploi, d'élévation du niveau de vie et pour la formation du Parti Ouvrier Basé sur les Syndicats.

La classe ouvrière doit agir comme facteur essentiel, en appelant l'armée à intervenir pour établir un plan de développement économique du pays, sur la base des étatisations, de la planification, du Monopole du Commerce Extérieur, de la nationalisation de la Banque.

Il n'est pas possible de faire une grande Argentine d'un point de vue capitaliste. Une grande Argentine signifie développer l'économie, répondre aux besoins des masses, développer complètement les libertés démocratiques. Rien de cela ne peut se faire sous domination impérialiste et capitaliste. Les masses le comprennent, le sentent. Elles sont le facteur essentiel et ne se sont pas laissées intimider, ni au moment de la fuite de Peron, ni pendant les 17 ans qui ont suivi. Elles ont ensuite donné une avalanche de votes à Campora, avec 63 % des voix. Elles feront de même maintenant. Les masses ne sont pas intimidées et ne se laisseront pas intimider. Le coup militaire n'a pas encore de perspective sûre et certaine. Il craint encore la réaction des masses. Il faut compter les luttes internes qui seront fomentées par les difficultés, la crise, la lutte des masses et l'influence mondiale de la révolution.

Il faut aussi miser sur les luttes internes parmi les militaires qui comptent différents courants et tendances à la recherche de solutions. Les unes sont plus liées aux masses, les autres à la petite-bourgeoisie, les autres au capital et à la bourgeoisie nationale, ou au grand capital et à l'impérialisme.

Dans la situation actuelle de crise du système capitaliste, la concurrence intercapitaliste se fait plus aiguë et affaiblit leur capacité d'action, de concentration, d'orientation et de direction. Tout cela est le résultat des progrès de la révolution mondiale, et non des circonstances. C'est la crise du système capitaliste qui engendre les divisions, les différenciations, les affrontements. Chacun cherche une réponse conforme à ses intérêts, et tâche également de trouver une réponse en défense générale du système capitaliste, alors que la pression exercée par les masses désorganise la concentration du capitalisme, aiguise la concurrence.

Toute cette crise de décomposition vient du cours mondial de la révolution, de l'avance mondiale de la lutte de classes, des progrès des Etats ouvriers, de l'Angola, du Vietnam, du Polisario et de la lutte des masses argentines.

J. POSADAS

28 mars 1976

MANIFESTE DU 1er MAI (suite de la p. 4)

ment le plus complet de la démocratie socialiste dans les Etats ouvriers aurait un effet important pour élever la compréhension politico-sociale des masses nord-américaines.

Par démocratie socialiste, il faut entendre, non la démocratie pluraliste que revendiquent les conciliateurs communistes et socialistes, mais l'intervention ouverte et publique des syndicats, des centrales ouvrières, de la population pour discuter publiquement tous les problèmes de l'histoire. Les masses nord-américaines doivent sentir et voir que les syndicats dans les Etats ouvriers, dans les pays socialistes, discutent de tous les problèmes, prennent des résolutions, manifestent; elles doivent voir que les masses dans les usines discutent et vivent tous les problèmes de la culture, de la politique, de la science. Ce sera un exemple des plus élevés qui aura une puissante influence sur l'organisation des masses américaines. Voilà ce qu'est le "pluralisme socialiste". On n'a pas besoin, d'ailleurs, de la qualification de "pluralisme". Il s'agit simplement de la conception socialiste de l'organisation de l'Etat ouvrier pour aller vers le socialisme.

Il faut faire un FRONT UNIQUE MONDIAL DE TOUS LES PARTIS OUVRIERS, socialistes, communistes, gauchistes, radicaux de gauche, gagner les tendances social-démocrates qui sont influencées par la révolution, faire un Front unique pour un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste, un programme d'étatisations, de planification de la production, de l'économie et se prévenir de la préparation de la guerre par l'impérialisme. Alors que l'impérialisme est impuissant, incapable d'attirer les masses nord-américaines et les lancer contre les Etats ouvriers, celles-ci reçoivent les influences du processus mondial de la révolution, de l'intervention des Etats ouvriers, de la lutte de libération des peuples du monde. Tout cela développe l'éducation politique, culturelle et sociale des masses nord-américaines.

L'impérialisme yankee n'a pas osé faire de mobilisation contre les Etats ouvriers, il ne trouverait aucun écho. La campagne électorale aux Etats-Unis est une campagne entre vieillards. Elle n'attire pas la jeunesse, ni le prolétariat, c'est une campagne menée en secret; ils ont peur des réactions de la population. Les masses nord-américaines sont influencées par le processus mondial de la révolution. Il faut les aider à s'organiser; il faut donc qu'elles voient les relations démocratiques les plus élevées, les droits démocratiques syndicaux et socialistes dans les partis ouvriers, les syndicats, des Etats ouvriers et des autres pays capitalistes. Il faut, par conséquent, discuter comment abattre le système capitaliste.

Il ne peut y avoir de droits démocratiques, de "pluralité socialiste", si ce n'est contre le système capitaliste. La pluralité qui permet au capitalisme d'exister, revient en fait à se soumettre au régime qui est responsable de l'arrièrement de l'histoire, au régime à abattre.

La IVe Internationale Trotskyste — Posadiste lance un appel à tous les partis communistes, socialistes, aux centrales, ouvrières, aux Etats ouvriers, à un front unique. Il faut maintenir et approfondir l'intervention plus élevée, meilleure des Etats ouvriers, entre autres de l'Union Soviétique, généraliser l'action menée en Angola. Nous félicitons les camarades cubains, le peuple et le gouvernement cubain pour leur intervention résolue en Angola. Nous les appelons à maintenir et étendre cette action. Il faut appeler les masses du monde à soutenir Cuba contre les tentatives de l'impérialisme pour l'intimider, lui faire peur ou l'envahir.

L'impérialisme prépare la guerre car il ne voit aucune solution sur le plan économique, social ou scientifique. Il faut se prévenir de ces prépératifs, en faisant appel aux masses : montrer que plus on abat le système capitaliste, plus on fait reculer son pouvoir, et plus on élève les conditions pour empêcher que la guerre atomique cause de plus graves dommages à l'humanité.

Chaque jour d'existence du capitalisme signifie un mal chaque fois plus grave pour l'humanité. Le tremblement de terre du Guatémala a conduit à l'assassiat de 40 mille personnes : le tremblement de terre est un produit de la nature, mais il est aussi une conséquence du système capitaliste qui est incapable de prévoir, de protéger la vie humaine, les intérêts de la population et qui provoque ces crimes collectifs. Le capitalisme agit en fonction de ses propres intérêts. Le tremblement de terre n'est pas une force imprévisible. C'est le capitalisme qui n'a pas prévu quelles pouvaient en être les conséquences et qui a tout laissé à l'improvisation. Il se prépare pour la guerre, pour tuer; mais il ne se prépare pas pour empêcher les effets d'un tremblement de terre, il n'organise pas une vie sociale, des relations humaines permettant de diriger, de canaliser scientifiquement les tremblements de terre pour empêcher qu'ils ne fassent du tort à l'humanité.

Nous faisons un appel aux Partis Communistes, à tous les Etats ouvriers, pour qu'ils s'unifient. L'unification de tous les Etats ouvriers, de tous les pays socialistes est une des bases essentielles du progrès de l'histoire. Elle doit se réaliser, il faut faire en sorte qu' elle se matérialise. L'unification de la Chine et l'URSS, de tous les Etats ouvriers, Chine, Cuba, Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, doit se réaliser, sur la base d'un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste qui se propose de donner un appui inconditionnel au développement mondial des luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes. Nous appelons les masses du monde à prévenir la guerre que prépare l'impérialisme, à ne pas se laisser prendre au dépourvu en pensant que l'impérialisme ne va pas la faire. L'impérialisme prépare la guerre. Il faut développer à fond la lutte pour le pouvoir, pour abattre le système capitaliste en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, pour diminuer les dommages que l'impérialisme va causer avec sa guerre.

Un Front Unique de tous les Etats ouvriers, de tous les pays socialistes, est nécessaire, — inclus la Chine —; il aura une influence très puissante sur les masses des Etats-Unis. L'attitude conciliatrice avec l'impérialisme de la part de la direction chinoise provoque un tort énorme à la révolution socialiste mondiale, au progrès de l'histoire, au progrès économique, social, scientifique de l'humanité. Une lutte interne a lieu en Chine. Elle devra bientôt se terminer, avec l'aide du processus mondial de la révolution, du progrès des Etats ouvriers; de l'intervention plus grande de l'URSS pour soutenir les luttes révolutionnaires des masses.

Ces progrès vont avoir des conséquences importantes en Chine et aideront l'Etat ouvrier à se défendre de ces directions conciliatrices avec l'impérialisme, parmi lesquelles une tendance

(suite p. 6)

VIENT DE PARAITRE

REVUE MARXISTE

(En français) — VOL. 1

Xe CONGRES MONDIAL DE LA IVe INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

Le processus mondial révolutionnaire et le cours de la Régénérescence Partielle dans les Etats ouvriers.

Rapport Politique de J. POSADAS
19 juillet 1975.

Sur demande à l'adresse du journal
(Joindre 50F pour frais d'envoi).

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

MANIFESTE DU 1er MAI

cherche, en fonction d'intérêts nationalistes, à contenir le développement révolutionnaire, communiste et soviétique de la Chine.

Il faut faire un appel à un Front Unique des syndicats, des partis ouvriers d'Europe, sur la base d'un programme pour donner une issue à la crise du système capitaliste : étatisation des principaux moyens de production et d'échange, planification de la production, monopole du commerce extérieur. Il faut exproprier le système capitaliste pour élever les conditions de vie des masses. Le capitalisme ne peut pas donner de solution à cette crise. Il n'y a pas non plus de solution parlementaire, bien qu'il faille utiliser le parlement, et toutes les formes possibles d'intervention dans le but d'organiser la lutte contre le système capitaliste.

Un aspect très important des conséquences qui surgissent de ce processus, réside dans la profusion immense de groupes dits "gauchistes", d'étudiants, de jeunes. Ces groupes révolutionnaires existent en si grand nombre, à cause de l'absence de direction planifiée, s'appuyant sur un programme anti-capitaliste. Ils expriment la volonté de combat, la décision révolutionnaire d'abattre le système capitaliste, de milliers et de milliers de jeunes, d'adultes, de vieux. Ils ne représentent pas une direction programmatique, mais manifestent toute la volonté combative qui existe pour atteindre cet objectif.

Toutes les conditions sont aptes pour abattre le système capitaliste. Le prolétariat, les masses d'Europe — et particulièrement celles de France, D'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne — font preuve d'une immense volonté de combat. Le progrès récent, très important, de la gauche travailliste, indique un changement du rapport de forces en même temps qu'un changement de la volonté de combat et la pression que le monde exerce sur l'Angleterre : tout cela impulse la gauche travailliste dans la recherche d'une solution anti-capitaliste, plus à gauche. La direction travailliste de gauche ne reflète pas la volonté des masses; mais elle exprime — même si c'est de façon détournée et très éloignée — cette volonté de changements qui existe en Angleterre. Lorsqu'un tel changement se produit en Angleterre, cela veut dire que les relations mondiales de forces s'élèvent en faveur de la révolution. Il faut tenir compte qu'elles sont même parvenues à influencer les masses des Etats-unis, en leur donnant des exemples de lutte pour le pouvoir.

Il est nécessaire de faire des appels pour appuyer inconditionnellement la lutte des masses d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. Il faut donner tout l'appui à des mouvements tels que celui de l'Algérie qui cherche à développer un pays du tiers monde, semi-colonial, vers le socialisme, et contre les tendances bourgeoises, bureaucratiques, qui correspondaient à une étape antérieure du mouvement nationaliste et qui cherchent à contenir la révolution. Il faut donner un appui inconditionnel à un mouvement comme le Polisario, celui de Timor, aux mouvements, aussi petits soient-ils — d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, qui cherchent à se débarasser du système capitaliste et à avancer dans le domaine des relations économiques, sociales, scientifiques, socialistes : voilà ce qui marque le progrès de l'histoire.

L'incorporation massive d'enfants, de femmes, de vieillards, montre que l'humanité est apte pour le communisme. Elle ne cherche pas des changements de propriétaire, mais bien l'élimination de toute forme de propriété, de bureaucratie. Il faut appeler les Etats ouvriers — entre autres, l'Union Soviétique — à accompagner son intervention en Angola, son appui au mouvement révolutionnaire mondial — même s'il est encore partiel — par un développement de la démocratie soviétique intérieure, de l'intervention massive des masses. La crise mondiale du mouvement communiste ne provient pas d'une incertitude quant au programme et à la politique, mais bien d'un manque de direction consciente. Il est entièrement faux de présenter comme une nécessité la pluralité des partis, et des voies pour aller au socialisme. C'est une position inexacte. Le socialisme requiert une série de conditions, déjà approuvées par l'histoire depuis Marx et Lénine, et valables jusqu'à l'élimination totale du système capitaliste : il faut exproprier la propriété, étatiser, planifier la production, faire intervenir le contrôle ouvrier, maintenir l'indépendance du mouvement ouvrier tout en coordonnant celui-ci de la façon la plus complète avec la direction politique pour impulser le socialisme. Il n'y a pas de place pour la pluralité des voies et des intérêts économiques et sociaux. Cette pluralité empêche la construction du socialisme. Il faut être clair, dans la discussion du mouvement communiste mondial sur la construction du socialisme : celle-ci ne permet pas la pluralité des voies, des intentions, des intérêts économiques et sociaux. L'intérêt privé va contre la construction du socialisme. Il n'y a donc pas de place pour une pluralité de conceptions en ce qui concerne les intérêts de propriété : mais il faut la pluralité de tendances ouvrières, l'éventail complet de tendances qui soient d'accord sur la construction du communisme : il faut permettre la liberté la plus large à toutes ces tendances et résoudre les problèmes par la discussion, par l'expérience, par l'intervention massive des masses et des directions qui font des expériences sciéntifiques.

Nous appelons le mouvement révolutionnaire mondial à développer ces qualités et conditions. L'avance de la révolution, des Etats ouvriers, des pays socialistes, de la lutte des masses impulse, développe, et renforce le progrès scientifique de l'humanité, de l'intelligence humaine. Las populations les plus arriérées de l'histoire s'incorporent directement à la construction du socialisme — comme le Polisario, l'Algérie, l'Ethiopie. Elle exprime, de la façon la plus élevée, que l'intelligence est unie au développement social, économique, politique, scientifique de l'humanité qui n'est possible que dans la lutte pour le socialisme. On ne peut mener cette lutte en demandant la permission au bourgeois, avec l'autorisation parlementaire de la bourgeoisie, mais bien en allant contre l'intérêt capitaliste et en exproprian t le capitalisme de tout ce qu'il possède. Telles sont les expériences qu'il faut tirer de l'histoire. Elles démontrent que les institutions militaires, une partie de l'Eglise, de l'administration capitaliste sont gagnés par le progrès du socialisme, par la lutte révolutionnaire pour le socialisme.

Telle est la conclusion la plus importante à poser, en ce Premier Mai. Un Front Unique Mondial de tous les Etats ouvriers, est nécessaire. Nous appelons à l'unification de tous les pays socialistes, Chine inclus, et à l'établissement d'un programme anti-capitaliste en prévision de la guerre que prépare l'impérialisme. Il faut appeler les masses à renverser le système capitaliste, à prendre le pouvoir, partout où c'est possible et à développer la solidarité mondiale partout ailleurs. Il est nécessaire de développer cette aide d'une façon plus étendue que ce que fait actuellement l'Union Soviétique en appuyant l'Angola, une intervention comme celle de Cuba démontre par quel moyen on assure le progrès de la société. Nous appelons à appuyer inconditionnellement les luttes des masses du Polisario, d'Algérie, d'Ethiopie, de Tanzanie, d'Angola, de Mozambique, du Vietnam, Cambodge, Laos. Il faut donner un appui massif aux luttes des masses pour expulser ce qui reste du système capitaliste. Nous appelons à un Front Unique des Partis socialistes, communistes, de la gauche social-démocrate, gauchistes, radicaux de gauche, des mouvements nationalistes révolutionnaires, des mouvements militaires nationalistes, pour un programme d'élimination du système capitaliste, pour le progrès de l'humanité; celui-ci n'est possible que sur la base du socialisme.

Le mouvement socialiste mondial est influencé par la révolution. Les masses doivent pouvoir intervenir pour peser plus sur lui. Un programme anti-impérialiste est nécessaire pour faire agir les masses et leur faire voir la possibilité d'atteindre cet objectif socialiste.

Les masses d'Europe, d'Afrique, d'Amérique Latine développent constamment la lutte, la révolution. Les dictatures, les coups contre-révolutionnaires qui se produisent et vont se produire, n'arrivent pas à se généraliser, à se stabiliser. Il n'est est pas de même pour la révolution. La lutte pour le socialisme est nécessaire pour le progrès mondial de l'humanité. Les moyens de cette lutte ne peuvent être seulement parlementaires; ce dernier est un aspect secondaire. L'essentiel, ce sont les luttes directes de masses contre le système capitaliste, dans et hors du parlement.

Nous faisons un appel au Front Unique de tous les Etats ouvriers, de tous les pays en lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, à un front unique de toutes les centrales ouvrières, de tous les syndicats, les partis socialistes, communistes, radicaux de gauche, gauchistes, pour abattre ce qui reste du système capitaliste, et prévoir la guerre mondiale que prépare l'impérialisme. Nous appelons à impulser et soutenir les mouvements révolutionnaires, afin d'atteindre des niveaux plus élevés de développement socialiste dans les pays comme l'Algérie, l'Angola, le Mozambique, le Vietnam, le Laos, le Cambodge.

Au nom de la IVe Internanale Trotskyste-Posadiste, nous faisons un appel aux Etats ouvriers pour qu'ils interviennent, pour que les masses des pays socialistes donnent une journée de salaire par mois en soutien au développement mondial des luttes des masses contre le système capitaliste, en appui aux pays libérés du système capitaliste et à toutes les luttes révolutionnaires des masses contre le capitalisme.

Nous faisons appel à une discussion publique, avec le droit pour toutes les tendances à discuter le programme des luttes anti-capitalistes pour le progrès de l'humanité. Que toutes les tendances aient le droit d'intervenir. Il faut développer la capacité de polémique, de jugement, de critique, d'analyse, d'expérience des masses, des directions. Cela permettra une centralisation consciente de la lutte contre le système capitaliste.

Au nom de la IVe Internationale Trotskyste — Posadiste, nous embrassons, de tout notre coeur révolutionnaire les masses cubaines, qui sont dans de grandes difficultés économiques, et sous la pression de l'impérialisme yankee et qui, pourtant, admettent, acceptent et développent une action révolutionnaire dans le monde afin d'étendre le progrès mondial de la révolution. Voilà un exemple d'internationalisme. Voilà comment il faut discuter les problèmes de l'internationalisme, les expériences de l'histoire !

Il est faux de croire qu'il faut abandonner la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat a déjà fait ses preuves; elle consiste à programmer le développement des mesures socialistes; il ne s'agit en rien d'un régime sinistre, qui contraint, tue et assassine la liberté, l'indépendance, la culture. Elle affirme et soutient le besoin de culture, le droit du socialisme; elle ne donne aucun droit au capitalisme. Toutes les tendances révolutionnaires ont droit de cité, les tendances bourgeoises n'en ont aucun : voilà en quoi consiste la dictature du prolétariat.

Les expériences historiques de l'Union Soviétique ne peuvent pas être remplacées par les intérêts locaux de certaines directions. La dictature du prolétariat se base sur l'existence de la lutte de classes a échelle mondiale. Sa fonction historique consiste à soutenir, défendre, développer la propriété étatisée, les idées, les initiatives, la planification pour construire le socialisme.

L'internationalisme prolétarien représente une nécessité logique de l'histoire, tout comme la culture, la science, l'art. La connaissance humaine, l'experience, la culture humaine s'internationalisent; il en est de même pour l'internationalisme prolétarien qui consiste à appuyer le développement, l'harmonisation, la généralisation des expériences scientifiques scientifiques révolutionnaires pour construire la nouvelle société socialiste.

Nous appelons tous les Partis communistes, le Parti Communiste de l'Union Soviétique, le Parti Communiste de l'Etat ouvrier Chinois, à discuter tous ces problèmes, et à appuyer en même temps la lutte anti-capitaliste, anti-impérialiste pour construire le socialisme.

Nous appelons à se baser sur les principes déterminés par la Révolution Russe, à en les adaptant aux besoins et aux conditions concrètes de chaque étape, de chaque pays.

Nous ne sommes plus à l'étape de Lénine. Mais cette étape-ci est meilleure que celle de l'époque de Lénine. Les principes étant les mêmes, les rapports de forces sont infiniment meilleurs qu'à l'époque de Lénine. Le fait qu'il y ait de meilleures conditions actuellement ne rend pas la dictature du prolétariat inutile. Le changement consiste dans le fait que cette dictature du prolétariat peut s'appuyer sur des conditions plus favorables pour se développer et s'appliquer. En 1917, l'Union Soviétique vivait dans l'isolement; maintenant, la révolution mondiale accompagne et facilite le développement vers le socialisme.

Voilà l'expérience de l'histoire. Il faut discuter sur cette base dans le mouvement communiste mondial. Nous étreignons de tout notre coeur révolutionnaire, avec tout notre sentiment communiste le développement mondial de la révolution !

A BAS LE SYSTEME CAPITALISTE ! A BAS LE CAPITALISME ! MORT A LA GUERRE QUE PREPARE LE CAPITALISME ! VIVE LES ETATS OUVRIERS ! VIVE L'UNION SOVIETIQUE ! VIVE LE DEVELOPPEMENT DE LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE DANS TOUS LES ETATS OUVRIERS !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !

15/4/1976

Secrétariat International de la IVe Internationale Trotskyste-Posadiste

Ed. responsable: C. Pôlet, 51a, rue Garibaldi, 1060 Bruxelles

• La substitution de l'Etat Prolétarien a l'Etat bourgeois n'est pas possible sans revolution violente •
Lénine

• Sans le Parti, nous ne sommes rien, avec le Parti, nous sommes tout •
Trotsky

Abonnement 12 num. ... 70 F
Abonnement 24 num. ... 150 F
Abonnem. de soutien ... 300 F
Correspondance :
B.P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762.34 de C. Polet

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e année - N° 265 - Le 13 mai 1976 - HEBDOMADAIRE

ALGERIE : LA CHARTE NATIONALE

Cet article est tiré de "REVOLUTION SOCIALISTE", organe du Groupe Quatrième Internationale – section algérienne de la 4e Internationale – Posadiste (n° 83, mars 1976). Nous le publions pour faire connaître aux camarades en Belgique, la discussion très importante qui est en train de se développer en Algérie, pour faire avancer ce pays vers un Etat ouvrier. La "Charte Nationale", proposée par Boumédienne et la gauche du FLN et du gouvernement algérien à la discussion de toute la population, va servir de base à la nouvelle Constitution en Algérie et à la transformation du FLN en parti révolutionnaire. Dans cet article, REVOLUTION SOCIALISTE annalyse certains aspects et limitations de la discussion, tout en soulignant son importance fondamentale pour le futur socialiste de l'Algérie. Nous invitons tous les militants de la gauche en Belgique, à lire et discuter ce5te Charte Nationale, à discuter plus en profondeur ce que l'Algérie représente actuellement pour la révolution mondiale, et aussi pour la classe ouvrière en Europe, et nous appelons les tendances de gauche à manifester leur appui et leur solidarité avec tout ce progrès très important que l'Algérie est en train de faire vers le socialisme.

Le dernier mois a été marqué par deux évènements étroitement liés. Le premier c'est la discussion de la CHARTE NATIONALE par le Conseil de la Révolution et le Gouvernement ; le deuxième c'est la prise de position politique publique de la réaction intérieure contre la poplitique du Gouvernement.

La discussion sur la Charte montre que la révolution dans sa marche victorieuse exige de nouvelles formes d'organisation. Elle montre aussi que la direction politique est disposée à avancer malgré les divergences ; divergences qui sont inévitables, mais non insurmontables, car elles sont soit assimilées, soit carrément éliminées parce que la révolution a besoin d'une équipe de direction homogène, engagée dans la perspective de développement de la révolution socialiste et dans la confiance aux masses.

La prise de position de la réaction montre que celle-ci sent le danger de sa propre fin, parce que au fur et à mesure que la révolution avance, elle tend inévitablement à éliminer sa contradiction. Il ne peut y avoir de société socialiste basée sur la propriété privée des moyens de production – même si ce n'est qu'une partie de ces moyens – ou de moyens de distribution. Pendant une étape de transition, la révolution peut coexister avec un secteur privé, mais sa radicalisation signifie l'élimination de tout ce qui est structure opposée aux formes normales de l'organisation socialiste de la société.

Le projet de Charte n'a pas été encore publié, pour piuvoir être discuté par toutes les masses. Cependant la droite s'est déjà manifestée, en disant que la "Charte doit être discutée par tout le monde"... "qu'elle ne doit pas être le produit de l'élaboration d'un petit groupe"... Depuis quand la réaction et la bourgeoisie se préoccupent de la participation démocratique de la population à une discussion ? Est-ce que ce Monsieur Kheireddine discutait avec les travailleurs d'INOVAC-AFRIQUE la chiffre d'affaires de celle-ci, ou les investissements qu'il faisait ? Ce que ces messieurs exigent c'est leur propre participation pour mieux défendre une politique qui correspond à leur intérêts. En tout cas c'est ainsi qu'ils ont toujours agi : à l'occasion de la Charte de la Révolution Agraire, comme de la Gestion Socialiste des Entreprises.

La bourgeoisie résiste, s'oppose et sabote tout élément qui peut signifier la consolidation de la révolution socialiste. Elle voudrait évidemment, avoir ses propres représentants à l'ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE; elle voudrait également que la Charte consacre les objectifs d'une économie libérale, de libre commerce basé sur la propriété privée. Voilà ce que ces messieurs veulent, et s'ils sont commencé à crier au sujet de la Charte Nationale, celà signifie que le projet de la Charte Nationale est en bonne voie.

La révolution a atteint une structure irreversible ; mais pour avancer elle ne peut plus faire des concessions à la droite. N'importe quelle concession est prise par la droite pour attaquer la révolution. Il n'y a plus de place pour la politique d'accomodement, le double jeu. C'est le moment de la sélection et du choix définitif des structures qu'il faut adopter. C'est là le rôle de la Charte Nationale.

C'est pour celà que l'impérialisme allié avec les secteurs bourgeois et réactionnaires nationaux essayent de saboter par tous les moyens, la consolidation de la révolution. Jusqu'à maintenant ils ont cru pouvoir le faire par des moyens détournés, en créant des entreprises industrielles privées un peu partout ; ce qui leur permettait d'avoir un poids dans l'économie, d'avoir des moyens pour corrompre, grâce à des rélations qu'ils auront établies un peu partout, y compris dans l'appareil de l'Etat. De cette façon ils pensaient pouvoir arriver un jour à renverser le Gouvernement et mettre leur gouvernement au service exclusif de leurs intérêts capitalistes. Mais c'est trop tard maintenant pour eux. Les masses ont compris que pour avancer il faut éliminer ce qui reste du capitalisme.

Ces derniers jours Boumédiene a déclaré que la Charte Nationale doit avoir un contenu socialiste, progressiste et révolutionnaire. Il a déclaré aussi que ce mois d'avril sera le mois de la grande discussion en tous lieux et à tous les niveaux. Cette discussion est nécessaire parce que les travailleurs en particulier et les masses en général peuvent apporter d'innombrables suggestions. Cette participation démocratique la plus large des masses est bénéfique à la révolution et à l'intérêt des masses, ainsi que la participation la plus large de toutes les

(Suite page 4)

La crise des groupes « prochinois » et le front de la gauche

Tous les groupes "prochinois" et en particulier l'UCMLB sont dans une profonde crise de décomposition. Cela est le résultat surtout de leur manque de politique face à la crise du capitalisme et aussi leur manque de tactique face aux organisations de la classe ouvrière.

Il y a parmi eux, beaucoup de militants honnêtes et combatifs, qui veulent changer le monde, qui veulent en finir avec le capitalisme, qui veulent le communisme. Ils représentent une volonté de combat anticapitaliste de la jeunesse en général qui n'est pas attirée massivement par les partis socialiste et communiste et qui veulent la révolution.

(Suite page 4)

DANS CE NUMERO :

AUX ACCEC :
OCCUPER L'USINE POUR IMPOSER SON ETATISATION SOUS CONTROLE OUVRIER

BILAN DES MANIFESTATIONS DU PREMIER MAI EN BELGIQUE

De la grève dans les services publics à la grève générale dans le pays !

Les travailleurs de tous les secteurs parlent de la grève des Services Publics. En réalité, il existe un mécontentement généralisés, et une résolution de larges secteurs de la population de ne pas vouloir supporter la crise capitaliste ni s'y soumettre.

En fait, cette grève des Services Publics, met en cause le manque d'une convention collective pour 1976, mais met en cause également toute la politique globale du gouvernement Tindemans. Le capitalisme profite de la conciliation des directions syndicales, pour gagner du temps et ronger encore un peu plus le niveau de vie des masses. La "Super-Conférence" acceptée par la CSC et la FGTB, qui va se confronter au patronat et à l'Etat, est immense par sa nullité. Les patrons vont là pour gagner du temps, et ce ne sont pas quelques déclarations de Debunne qui leur font peur. Depuis des mois désir, l'action qui s'impose est celle des Services publics, d'une grève générale, sinon tout reste dans des limites acceptables pour le capitalisme qui ne voit pas dans ce mouvement un très grand danger. Si le capitalisme peut prendre certaines initiatives, ce n'est pas par sa propre force, au contraire. Dans toute l'Europe, de profondes mobilisations lui imposent le respect de la dignité humaine, que ce soit en Espagne, en France en Italie, mais l'intervention des partis ouvriers est encore très timide et ne correspond pas aux nécessités. Par exemple, le recul du PCF, et la victoire de Royer aux élections partiels est le résultat de la politique du PCF d'abandon des principes élémentaires du marxisme, de la dictature du prolétariat. En effet, les abstentions viennent des militants qui rejettent l'abandon de ces principes et même du sigle du PC. Les milliers d'absentions communistes montrent bien qu'un candidat écologiste, se présentant avec un point vert, qui ne vit que dans son jardin ne peut avancer et recueillir l'approbation des militants communistes. Il faut une politique et un programme clairs à défendre, et le candidat communiste n'avait rien de cela. Il ne défendait même pas le front de la gauche, mais l'union du peuple de France. C'est pour cela que les électeurs communistes se sont abstenus, pour protester contre le manque de politique, anticapitaliste de leur parti. Il y a à peine deux mois, la gauche remportait les élections. Les gens n'ont pas changé en quelques jours. Il s'agit de la responsabilité des paetis ouvriers et de leur politique. Cette protestation s'exprime aussi en Belgique. Il y a une très profonde décision de lutte des travailleurs, mais ils ne veulent pas d'une alliance avec les partis libéraux. Ce n'est pas avec les libéraux que le PSB va faire avancer le front de la gauche. La gauche socialiste s'insurge contre cela et il faut appeler à discuter cela dans les usines.

N'importe quel changement important qui mette en cause les multinationales, les banques, les sociétés de crédits, d'assurances, qui vise à nationaliser, ne peut être atteint avec les libéraux. Jusqu'à présent, toutes les propositions pour le front de la gauche restent dans le gauche restent dans le vague et l'anonymat. C'est aussi pour cela, que le mouvement ouvrier chrétien renvoie la balle au PSB, car ni l'un, ni l'autre ne définit un programme pour sortir de la crise, du chômage, pour élever la qualité de la vie des masses. Et s'il n'y a pas plus de clarté dans l'un et l'autre, c'est que de profondes divergences existent encore dans le PSB et aussi dans le MOC et la démocratie chrétienne. Le front de la gauche doit se faire sur la base de la discussion la plus large dans les usines, dans les bureaux. C'est la gauche socialiste, les sections socialistes d'usines, Links, la jeunesse socialiste qui doivent prendre des initiatives pour mener à bien cette discussion sans quoi c'est l'appareil qui intervient et le résultat est comme à Liège, le front avec les libéraux. Il faut discuter tout cela très rapidement. C'est en s'appuyant sur les actions continuelles de lutte dans les différents secteurs que peut avancer le front de la gauche Faire comme aux ACEC par exemple, des propositions de nationalisations, d'étatisation sous contrôle ouvrier des sociétés multinationales et des grandes entreprises capitalistes, de la Sidérurgie et de la Métallurgie. Il faut discuter de la diminution du temps de travail, de la création de nouveaux emplois, dans l'énergie, dans la construction, faire un plan de logements sociaux dans tout le pays. Mais le capitalisme ne peut accepter tout cela. Il faut lui imposer. Ce ne sont ni les conférences économiques régionales, ni les superconférences qui vont rien résoudre car les entreprises ne s'engagent à rien là. La bourgeoisie, au travers du gouvernement n'a pas de force. La seule force qu'elle détient, vient essentiellement du manque de programme de l'opposition, elle tire sa force des hésitations, du va et vient des directions syndicales qui concilient avec le capitalisme. Pour cela, elle éclate de rage de voir les travailleurs de la RTB continuellement en grève. S'ils s'attaquent à la RTB, c'est justement parce qu'ils sentent que les directions syndicales ne réagissent pas et acceptent la situation. Les travailleurs se battent mais les directions laissent mener la bataille usine par usine, une à une, elles laissent fermer les usines comme à Burroughs au lieu de discuter un programme pour les exproprier. Il faut élargir l'action des Services Publics aux autres entreprises, à une grève générale car les conventions secteur par secteur, usine par usine affaiblissent la force de la classe ouvrière.

Les organisations syndicales ont accepté de signer des conventions collectives nationales pour 1976, très limités, elles admettent que les ouvriers doivent "partager les sacrifices" de la crise, elles acceptent les licenciements. Pour cela, la grève des ouvriers de Cockerill est très importante pour le 13ème Mois. Ils refusent la conciliation des directions syndicales et luttent depuis 10 semaines pour obtenir satisfaction car les patrons peuvent pouser ! Mais on les laisse se battre seuls. La lutte pour une augmentation générale des salaires est toujours nécessaire, parce que le coût de la vie n'arrête pas d'augmenter et les salaires régressent. La grève des Services Publics, rencontre l'approbation de tous les travailleurs qui veulent tous faire la même chose pour les revendications semblables : Un 13ème Mois, Pécule de Vacances convenable, augmentation générale des salaires en fonction de l'augmentation du coût de la vie.

Il faut se mobiliser pour une grève générale dans tout le pays pour imposer le plein emploi, les 36 heures, les nationalisations sous contrôle ouvrier avec un plan d'investissements, pour une augmentation générale des salaires, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, et faire avancer le front de la gauche sur cette base.

AUX ACEC occuper l'usine pour imposer son étatisation sous contrôle ouvrier

C'est une bataille importante que prépare la classe ouvrière pour défendre les ACEC. Elle ne concerne pas seulement les travailleurs, ouvriers et employés des ACEC eux-mêmes, mais toute la classe ouvrière du pays. Qui décide dans le pays ! C'est le problème qui se pose avec une grande intensité. En 1970, les patrons des ACEC ont vendu leur "bien" et les travailleurs en même temps, à Westinghouse et le gouvernement d'alors a signé un protocole où Westinghouse" promettait" de défendre l'intégrité de l'emploi, et même d'en créer de nouveaux. Malgré la volonté des travailleurs les directions syndicales ont accepté ce marché et ont "cru" aux promesses des capitalistes. Depuis lors de démantèlement des ACEC s'est accentué, des centaines d'emplois ont été perdus, les attaques aux droits acquis se sont multipliés, les résultats des dernières conventions collectives le montrent bien. Maintenant on ne va quand même va recommencer la même "naïveté" qu'il y a 6 ans!! Le gouvernement Tindemans, qui est l'agent commercial de Westinghouse, comme aussi d'Empain-Schneider fait du chantage aux syndicats en proposant une participation de l'Etat de 29 % au lieu de 51 % comme le demandait les organisations syndicales. Toute la lutte est donc concentrée sur les fameux 51 %. Nous croyons que cela ne va pas, de poser le problème de cette manière. Est-ce que l'Etat avec une participation de 51 % est une garantie pour l'emploi ? pour le développement de l'entreprise ? Pour planifier la production des ACEC en fonction des besoins effectifs, et non en fonction de la nouvelle "société anonyme" qui va être crée ? NON !!! Avec 51 % . l'Etat ne contrôle pas l'entreprise, et le "nucléaire" est au mains de la propriété privée qui planifie pour faire de nouveaux profits encore plus fabuleux aux grands trusts en Europe.

- L'Etat va payer sa prise de participation avec des millions et des millions alors que c'est à Westinghouse à rembourser la société de tout ce qu'il a déjà tiré comme bénéfices du travail ouvrier depuis 6 ans, plus tout ce qu'il a reçu comme subventions de l'Etat. Idem pour Empain ! La propriété privée n'a plus droit au chapitre.
- L'Etat actuellement est aux mains des grands capitalistes, il faut unir la lutte pour l'étatisation avec celle pour faire tomber ce gouvernement et pour un gouvernement de gauche. Il ne faut pas répéter Lip, le Val St Lambert, les grès de Bouffioulx, les Sources de Thil, les Sablières Marchand etc. Ce n'est pas seulement un problème particulier d'une entreprise, mais celui de l'orientation de l'économie : en fonction de quoi ?
- En étatisant les ACEC sous contrôle ouvrier et dans la lutte pour un gouvernement de gauche, où est "l'aventure", l'inconnu ? L'Etat est le principal acheteur. Les centrales nucléaires ne doivent pas être aux mains du privé. Il y a un marché immense en Belgique et dans le monde entier pour faire produire les ACEC : Avec les Etats Ouvriers, avec les Etats Révolutionnaires comme l'Algérie, qui a besoin de tout ce que produit les ACEC et doit l'acheter à des prix scandaleux. Sous le contrôle ouvrier, avec un gouvernement de gauche, avec une direction des ACEC qui est organisée collectivement par les travailleurs, on fera des accords équitables, avec tous les pays, où tout le monde trouve son avantage.

Pourquoi faut-il se soumettre à la loi et au droit du patronat de faire ce qu'il veut avec son "bien". Une entreprise comme les ACEC est un service public ! On a rien à gagner à laisser y participer encore et toujours la Société Générale et Empain et Westinghouse.

La bataille pour étatiser les ACEC est de grande envergure, c'est certain. Mais il faut poser clairement ce qui est en jeu devant les travailleurs ! Ou on mène cette lutte à fond, ou on se prépare à accepter la participation à 51 % (ou même plus), avec, en contrepartie, des centaines de licenciements qui vont de toute façon avoir lieu si les capitalistes gardent la main sur l'entreprise. S'il y a du "bruit" sur l'occupation de l'usine, c'est parce que, effectivement, les travailleurs sont prêts à aller à fond dans le combat.

Il faut occuper l'usine ! Et se préparer à la faire fonctionner sans les capitalistes. Ce n'est pas juste comme le posent Dussart et Glinne (voir "Le Peuple"). que l'occupation est une mesure déjà "usée". Au contraire, c'est un moyen de lutte que les ouvriers ont imposé, à partir de la base, aux directions et dans lequelle ils ont montré qu'ils n'avaient pas besoin des capitalistes. Ce qui a "tourné mal", c'est quand les dirigeants des syndicats ont tout mis en oeuvre pour laisser pourrir des mouvements, ou pour les reprendre en mains et utiliser la combativité des travailleurs pour marchander avec le patronat. L'occupation de l'usine est détournée de son but anticapitaliste, alors c'est vrai qu'elle ne résout pas tous les problèmes !

Mais en tout cas aux ACEC, ce sera un moyen très important. Mais il faut pour cela, occuper et faire fonctionner l'usine sous contrôle ouvrier, faire un comité de grève élu par les travailleurs, faire des assemblées tous les jours. Il faut que l'occupation, la vente, soient faites pour arracher L'ETATISATION PURE ET SIMPLE DES ACEC ! Pourquoi les syndicats et les travailleurs tous ensemble ne font-ils par un PLAN DE PRODUCTION PRECIS de tout ce que l'on peut produire aux ACEC et dont la population a besoin en Belgique, ou que l'on peut organiser avec les Etats Ouvriers, avec les Etats Révolutionnaire comme l'Algérie. Il faut aussi faire participer tout le monde, ouvriers et employés à cette action. Pour cela, l'occupation est un bon moyen de lutte. Si on fait grève et que chacun reste à sa maison, on perd beaucoup de forces. Il faut qussi faire intervenir toute la classe ouvrière de la région, à Charleroi, comme à Liège, à Gand, et à Ruysbroeck. Les permanents régionaux FGTB-CSC ne sont pas favorables à cette lutte. C'est évident ! Mais la classe ouvrière est d'accord et il faut avoir le contact avec les usines directement, en permanence pour appuyer ce combat pour l'ETATISATION.

POUR QU'IL N'LY AIT JAMAIS UN "BURROUGHS" AUX ACEC, IL FAUT LUTTER A FOND.

Il faut voir aussi les obstacles que l'on va rencontrer dans la bureaucratie syndicale, dans la droite du PSB et du mouvement chrétien. Il ne s'agit pas de faire de ce combat un instrument de manoeuvres électorales d'une partie de la direction socialiste ou l'utiliser pour ouvrir la voie à nouveau gouvernement PSB-PSC !

Le Front Commun syndical et le front de la gauche qui s'est formé aux ACEC est déjà un pas en avant pour parer à ces possibilités de manoeuvres. Mais il faut en même temps, et avant tout, que tous les ouvriers et employés des ACEC soient des dirigeants de ce combat et qu'ils décident, participent discutent et organisent directement toute la marche et les objectifs de la lutte. Pour un Comité d'usine avec des représentants de tous les secteurs de l'entreprise, plus large que la seule délégation syndicale, qui prépare la grève pour que tous y participent pleinement. Nous appelons à discuter en même temps la perspective d'une telle lutte, la nécessité d'étatiser complètement les ACEC sous contrôle ouvrier, dans la lutte pour un gouvernement de gauche qui permette la planification réelle de l'économie.

BILAN DES MANIFESTATIONS DU 1er MAI.

Les manifestaions du Premier Mai en Belgique ne reflètent que très partiellement la volonté de lutte anticapitaliste de la classe ouvrière et de l'avant garde. En effet, dans les principaux centres ouvriers, à part Liège où la participation ouvrière a été plus grande, les ouvriers ne sont pas sortis massivement dans les rues pour manifester. A Charleroi, la manifestation du PSB est composée de tous les obligés du Parti et de quelques militants socialistes de gauche ; les communistes ne manifestent plus, parce qu'ils s'estiment trop peu nombreux.

A Bruxelles, la manifestation communiste a été plus combative, animée par les chants, les cris, les mots d'ordre des travailleurs immigrés qui étaient venus en grand nombre : Espagnols, Turcs, Grecs, Italiens et Marocains. Ils étaient représentés dans leurs organisations respectives des Partis communistes mais aussi d'autres organisations démocratiques. A part les militants de la jeunesse communiste, et les représentants du Parti, il y avait très peu de travailleurs belges présents. Il y a eu un fait important dans les manifestations du Premier Mai. Dans des petites ville comme à Braine-l'Alleud par exemple, il y a eu des manifestations de front unique communistes-socialistes et aussi dans d'autres régions du pays. Il faut prendre cela comme un exemple pour organiser le front de la gauche, communistes-socialistes-chrétiens de gauche et Syndicats dans tout le pays et surtout dans les centres ouvriers. Partout ailleurs, non seulement les socialistes et les communistes, mais aussi la LRT et AMADA ont manifesté chacun pour soi, à liège et à Avers. Toutes cette dispersion de forces politiques exprime la division qui existe dans la gauche et montre aussi l'indispensable nécessité de l'unification pour donner et imposer une issue, une alternative ouvrière face à la crise capitaliste.

Les Syndicats n'ont pas mobilisé les travailleurs dans les usines pour manifester massivement. Les Syndicats n'ont rien fait pour le Premier Mai, et les partis ouvriers non plus ne donnent pas de perspective de lutte anti-capitaliste. Voilà pourquoi les travailleurs ne viennent pas manifester. Au travers des Syndicats, tous les travailleurs se sentent représentés (communistes, socialistes chrétiens et sans parti). Si les Syndicats mobilisaient dans les usines, organisaient des assemblées partout, proposaient des consignes de nationalisations, d'étatisations, les travailleurs se sentiraient plus motivés pour aller manifester. Mais, les directions syndicales n'ont rien organisé pour le Premier Mai, pas plus qu'elles ne le font pour les luttes quotidiennes de la classe ouvrière, parce que cela va contre son propre pouvoir.

L'absence de la classe ouvrière aux manifestations du Premier Mai, est une forme de protestation contre la politique du PSB, du PCB et des syndicats qui ne proposent rien pour faire face à la crise capitaliste, aux fermetures d'usines, à l'augmentation du chomage. Il ne s'agit pas d'indifférence mais plutôt que la classe ouvrière ne voit pas comment intervenir et peser pour changer ces organisations bureaucratiques, ces appareils. Et ils ne voient pas non plus le Parti Communiste qui donne un exemple de décision de combat, et surtout un programme anticapitaliste.

Il faut se rappeler la manifestation de la FGTB contre les pertes d'emploi à Charleroi où il y a eu 45.000 ouvriers venus de toutes les usines, la grève générale du 23 Décembre, la nouvelle manifestation du 13 Mars qui ont toutes été des démonstrations de la force, de la puissance de la classe ouvrière organisée qui ne veut plus faire les frais de la crise. Elle s'exprime aussi dans toutes les grèves et qui sont en cours et celles qui se préparent à Cockerill, dans les Services Publics etc...

Toute cette volonté de lutte ne s'est pas exprimée dans les manifestations parce que les organisations ouvrières n'ont rien fait pour que cela se fasse. En France, par exemple, la manifestation du Ier Mai est organisée par les Syndicats, CGT et CFDT, de qui permet à tous d'y participer et de se retrouver. C'est un moyen d'unification, de communication.

La manifestation du Premier Mai est aussi un évènement international. Au travers de cette journée, c'est un moyen de communication avec tous les travailleurs du monde entier qui luttent partout contre l'impérialisme, le capitalisme, le colonialisme ou le fascisme.

Les conditions dans le monde sont mûres pour le communisme. Et cela se voit depuis la lutte du Front Polisario, de l'Angola, du Portugal, de l'Italie, de la France. Partout, les mouvements révolutionnaires, la gauche dans son ensemble, gagnent des positions même s'il y a des reculs partiels comme pour le PCF aux dernières élections. Les masses, la classe ouvrière gagnent du terrain sur le capitalisme, les mouvements révolutionnaires également. En Espagne, les manifestations ont été importantes et expriment le sentiment, la volonté des masses espagnoles d'en finir avec le capitalisme.

Dans le monde entier, ce premier Mai a été marqué par des conquêtes, des victoires de la classe ouvrière et des masses. En URSS et dans tous les Etats Ouvriers, progresse la discussion entre autre sur la préparation à la guerre que va faire l'impérialisme mondial. Le ministre de la Défense de la RDA a déclaré, que l'impérialisme allait faire la guerre atomique, qu'il fallait que le camp socialiste s'y prépare et que cela faisait partie aussi de la lutte de classe. Cela est une déclaration importante qui exprime que dans les Etats Ouvriers des tendances importantes, se préparent à l'affrontement final avec l'impérialisme, avec la conscience que c'est le camp socialiste qui sera le vainqueur.

Dans le bilan du Premier Mai, il faut incorporer cet aspect, et aussi toute la discussion qu'il y a dans le mouvement communiste mondial, sur la nécessité de l'unification de l'URSS et de la Chine, sur la nécessité de l'unification des socialistes et communistes des pays d'Europe, sur le principes fondamentaux du marxisme, sur la dictature du prolétariat et l'Internationalisme prolétarien. Toute cette discussion est nécessaire pour faire avancer le front de la gauche en Belgique, pour faire avancer la lutte contre la bureaucratie syndicale, pour imposer la volonté de la classe ouvrière.

Notre Parti est intervenu dans les manifestations du PSB à Charleroi, et du PCB à Bruxelles avec une grande banderole disant : LE MONDE EST APTE POUR LE COMMUNISME ! VIVE LE TRIOMPHE DE L'ANGOLA APPUYE PAR L'URSS ET CUBA ! POUR LE FRONT DE LA GAUCHE POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME EN BELGIQUE ! ORGANISONS LA GAUCHE SYNDICALE POUR QUE LES TRAVAILLEURS DIRIGENT LEURS SYNDICATS !

Notre Parti a également distribué le Manifeste du Premier Mai du SI de la IVème Internationale-Posadiste, en français et en arabe dans les deux manifestations. Notre participation a été très bien accueillie par les militants communistes dans la manifestation à Bruxelles. Nous pensons que cela a une très grande importance et nous saluons très fraternellement les militants communistes italiens, les camarades des organisations démocratiques marocaines, les militants de la Jeunesse communiste qui nous ont appuyé et soutenu dans la manifestation communiste. Cette manifestation représente, de façon encore très limitée, le front unique de dfferentes tendances. Limitée parceque les socialistes et les chrétiens de gauche n'y étaient pas représentés de façon organisée. Nous pensons qu'il faut approfondir la discussion pour que ce front unique se réalise effectivement dans la lutte quotidienne, avec les socialistes, les chrétiens de gauche et tous les courants anti-capitalistes sur la base d'un programme anticapitaliste qui donne une issue ouvrière à la crise.

ABONNEZ-VOUS A « LUTTE OUVRIERE »

REVUE MARXISTE

(En français) — VOL. 1

Xe CONGRÈS MONDIAL DE LA IVe INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

Le processus mondial révolutionnaire et le cours de la Régénérescence Partielle dans les Etats ouvriers.

Rapport Politique de J. POSADAS
19 juillet 1975.

SOCIALISME NATIONAL, SOCIALISME SCIENTIFIQUE ET MARXISME

J. POSADAS

28 Mars 1976

Discuter la méthode d'interprétation de la dictature du prolétariat signifie discuter de manière claire, décidée tous les problèmes.

En se voyant obligés à étendre la révolution, à l'exporter, les soviétiques montrent que le socialisme est une nécessité scientifique, et non bureaucratique. Le bureaucrate constitue un empêchement partiel, mais non total, sinon, voilà longtemps qu'il aurait fait revenir l'Etat ouvrier au capitalisme. Il fait partie d'un processus de contradictions non antagoniques, en fonction d'un tout qui va au socialisme.

Aussi est-il nécessaire de comprendre le degré des contradictions, leur niveau de développement, de maturité, leur interrelation, leur niveau de dépendance des besoins de progrès scientifique de l'histoire. Voilà ce qui l'emporte en dernière instance. Le progrès s'impose parce qu'il exprime la concentration de la capacité humaine, de l'économie, de la science, de la technique, de l'intelligence. Il ne s'agit plus de la capacité de l'un ou de l'autre, mais de l'intelligence humaine. C'est la raison pour laquelle, le Polisario se montre capable de faire ce qu'il fait. D'où sortirait-il ses forces, si le reste du monde n'était pas ce qu'il est ? Il verrait le Sahara comme un désert, alors qu'il le voit aujourd'hui peuplé des intentions de réaliser le socialisme.

Ce qui détermine aujourd'hui n'est plus l'adversité, les oppositions, les contradictions et antagonismes avec la nature, mais la connaissance et surtout la résolution. Les Etats ouvriers ont la connaissance, qui se trouve aussi dans le prolétariat des grands pays capitalistes. Les masses, le Polisario ont la décision d'avancer, et les deux se rejoignent. Une structure centralisée s'opère ainsi entre la volonté des masses du monde et ce qu'il y a de plus avancé du point de vue de l'intelligence, c'est-à-dire les Etats ouvriers.

Les dirigeants du Parti communiste français ne comprennent rien à cela. Ils pensent que c'est un problème national, ayant un moule national. Ils ne parviennent pas à comprendre que le socialisme est un besoin de l'histoire. Homère, Socrate, Platon et Aristote étaient mille fois plus avancés qu'eux, bien qu'ils n'aient pas eu l'expérience de l'Union Soviétique. Or, ces dirigeants du PCF, qui eux ont cette expérience, viennent dire que le socialisme surgit des besoins de chaque pays / Si Einstein était vivant, il leur dirait : non, le socialisme est un besoin de l'histoire ».

La politique menée par la direction du PCF vise à la création d'un corps de bureaucrates et d'usurpateurs de la révolution, au développement du caractérisme de gens coupés de la population, loin de sa vie, de ses idées, de ses sentiments, de sa conscience et confiance dans le socialisme. Il n'ont confiance que dans leurs intérêts privés, alors qu'une des premières choses qu'ont fait les bolcheviques a été d'éliminer ces intérêts.

L'importance de la situation en France vérifie l'analyse que nous avons faite de la décomposition d'une partie de la direction du PCF. Il faut en discuter très minutieusement, dans la mesure où cela va avoir une portée mondiale. La position de Kanapa présentant le socialisme comme une nécessité de chaque pays, de ses coutumes, de ses traditions, est une aberration. Le socialisme est un besoin sans frontière. Il ne dépend ni de la volonté, ni de la capacité de chaque pays. Il est un besoin scientifique, dans la mesure où il surgit de l'épuisement historique des forces qui l'ont précédé, du capitalisme. Dans la mesure où ce dernier n'a plus les forces de continuer, de s'étendre, comme on le voit déjà depuis longtemps avec l'existence de 14 Etats ouvriers, le socialisme s'impose.

Le capitalisme est dépassé. Il a donné naissance au prolétariat, mais aussi à une série de conditions qui posent la nécessité de progrès élevés de la science, de la technique, de la production, des relations humaines, autant d'éléments qui le dépassent. Aussi est-il conduit à étrangler le progrès scientifique, technique et les relations humaines. Il étrangle la fraternité, la solidarité, l'amour humain.

Le monde est déterminé par l'unité de la division mondiale du travail, dont le commerce est la forme d'expression. Cela est d'ailleurs démontré par le fait qu'aucun pays ne peut se suffire à lui-même, n'a la capacité de résoudre seul l'ensemble des problèmes de l'économie. Voilà pourquoi le socialisme ne peut surgir des conditions particulières. Seules des tâches politiques concrètes se posent concernant la tactique, pour avancer vers le renversement du capitalisme, vers le socialisme. Il est anti-dialectique de penser que des conditions historiques, scientifiques particulières peuvent se créer.

Le matérialisme dialectique est l'instrument pour construire le socialisme. Il part d'une analyse concentrée et centralisée du monde, qu'il partialise ensuite dans l'interprétation particulière de chaque pays. Mais c'est là un aspect secondaire, transitoire. Voilà pourquoi Trotsky dit dans la « Révolution permanente », que le socialisme n'est pas un ensemble de traits nationaux, mais une unité où s'expriment ses traits. C'est à l'inverse de ce que posent aujourd'hui ces dirigeants du PCF.

Par traits nationaux, il faut entendre, le degré de développement atteint par l'économie, la dépendance du monde, le niveau de la culture, de l'élaboration. Il est par exemple clair que la formation d'un Etat ouvrier en Allemagne Fédérale approcherait davantage le pays du socialisme que s'il s'agissait de l'Argentine ou de Madagascar. Mais celle-ci ne pourrait non plus parvenir au socialisme, sans que ce dernier triomphe à Madagascar. Il pourrait avancer énormément, mais aurait toujours besoin de Madagascar, non par commisération ou condescendance, mais parce que l'un ne peut avancer sans l'autre, du fait de la structure unifiée non seulement de l'économie, mais aussi de l'intelligence humaine.

Les dirigeants du PC français à la Kanapa, ne mesurent pas au moyen de l'intelligence, mais de leur égoïsme brutal, de leur sentiment animal de patriote. Une des bases du manque de compréhension historique des directions communistes, est qu'ils considèrent l'Union soviétique comme une structure étatique, telle que Staline ou Kroutchev en ont donné l'image. Ni l'un, ni l'autre n'existe plus aujourd'hui. Pour combattre la bureaucratie, il est nécessaire de développer le matérialisme dialectique dans le PC français. C'est la façon d'influencer l'Etat ouvrier.

S'il est possible d'influencer l'Angola ou le Mozambique, comment ne serait-il pas possible d'influencer le PCF ? Le manque de discussion scientifique, matérialiste dialectique ne provient pas de l'arrièrement de ces partis, mais d'une base déjà développée autour de l'intérêt national, de l'égoïsme national, du conservatisme. Ils sont le reflet du dernier maillon de la chaîne de la propriété privée. Ils font partie de cette chaîne. Il ne s'agit pas d'un maillon isolé, mais bien d'une partie intégrante de la chaîne.

Ce que pose aujourd'hui Kanapa est aussi monstrueux que ce qu'a développé Kautsky à son époque. Les conséquences sont toutefois différentes dans la mesure où les masses ont une éducation, une compréhension et vivent un processus historique qui ne permet plus les Kautsky.

Tels sont les problèmes essentiels à discuter. Les masses ont déjà décidé sur l'idée du socialisme. Tous les problèmes ici soulevés ne déterminent pas la tactique immédiate, mais n'en déterminent pas moins le cours du processus. Staline et Kroutchev ont régné à eux deux plus de 30 ans, mais dans la mesure où ils ne répondaient pas aux besoins de l'histoire, à l'expérience des masses, à la politique et au programme nécessaires, ils n'ont pu que retenir l'ascension révolutionnaire de l'histoire, mais non l'empêcher. Ils ont rendu le processus plus lent, ont créé des inconvénients et des entraves plus grandes, un coût humain plus élevé, mais ils ne sont pas parvenus à le pervertir.

Le socialisme est une nécessité, imposée par la division mondiale du travail et par la structure unifiée de l'économie mondiale. Il faut pour construire le socialisme, planifier la production mondiale, celle des rapports humains étant déjà acquise dans la mentalité. L'économie exige la planification pour se développer sans entraves. Or le socialisme national est une immense entrave à l'économie, dans la mesure où il développe des intérêts objectivement éloignés du socialisme. L'intérêt national est une forme de maintien de l'extension de la propriété privée.

La bureaucratie n'a pas été une extension de la propriété privée, car elle a surgi dans d'autres conditions historiques. Ce n'est qu'ensuite qu'elle l'est devenue. Seulement, dans la mesure où l'Etat ouvrier était la source de son existence, qu'il ne pouvait admettre le capitalisme, celui-ci s'est montré plus puissant que tous les charlatans de l'histoire. Il s'est montré capable de déjouer tous les plans du capitalisme, de faire face à ses armes, à sa technique, à sa guerre atomique, et ce, sans aucune expérience. Partout, l'Etat ouvrier est apparu plus puissant.

Nous défendons objectivement cette nécessité dans la mesure où elle est historiquement et objectivement facteur de développement de l'expérience des masses du monde. Madagascar, par exemple, se lance dans le développement en comptant sur la force mondiale de la révolution, sur l'unité du processus révolutionnaire. Chou en Lai ou les dirigeants du PCF ne résonnent pas ainsi. Ils ne voient que Madagascar .Ils n'en doivent pas moins, pour se sentir assurés, regarder vers les soviétiques, les cubains, les tchécoslovaques. Ensuite ils négocient avec l'impérialisme contre l'Union Soviétique. Cependant et dans la mesure où l'impérialisme n'a pas de force, de telles négociations sont sans lendemain, sans portée.

Le socialisme est une nécessité historique de l'humanité qui exige la coordination, la structuration et la planification de l'économie. La panification mondiale du travail permet en conséquence d'éliminer la division mondiale du travail établie par le développement de la propriété privée et de la production capitalistes. L'effort de l'humanité peut dans ces conditions donner cent fois plus de résultat que dans le régime capitaliste actuel. L'esprit humain établit par ailleurs l'unité du genre humain, permettant l'expression de la fraternité, de la solidarité, de l'intelligence scientifique.

A l'inverse, le socialisme dans chaque pays, la propriété dans chaque pays, entretiennent les divergences humaines créent les conditions de disputes, de heurts, de bagarres, de conservatisme et de guerre.

Kanapa démontre avec ses positions de la peur et des limitations du bureaucrate devant le rôle de l'histoire, et ce contrairement aux ouvriers français. Mais Kanapa ne représente pas la classe ouvrière. Il n'en est pas un ennemi. Il peut changer et être gagné, mais il ne fait pas moins partie de ces minuscules dirigeants de la révolution surgis du stalinisme.

Tous ces problèmes sont une source de discussion permanente. Cette compréhension de l'histoire est une de nos plus grandes forces : le socialisme est invincible ; il est une nécessité de l'histoire. Notre conscience est sur ce point irréversible. L'économie, la planification, la science et l'intelligence humaine tendent en effet à s'unifier, alors que la propriété privée les maintient éparpillés.

Ce que sont en train de faire les cubains est une des choses les plus belles de ces dernières trente années de l'histoire. Il faut aimer les cubains. Ils n'ont rien, les yankee pourraient les écraser sous les bombes, mais ils agissent en internationalistes, sans le moindre égoïsme. Même bureaucratiquement, ils expriment la façon dont le socialisme exige et prépare à une telle fonction.

Si les cubains considéraient que le socialisme est leur chose propre, voilà longtemps qu'ils auraient trouvé un arrangement avec les yankee. Kanapa et d'autres dirigeants du PCF qui posent le socialisme national, n'iront-ils pas jusqu'à demander aux yankee qu'ils leur fassent le socialisme. Ils sauront bien trouver des raisons nationales de se rapprocher d'eux.

Nous n'avons aucun doute à avoir : « le socialisme aux couleurs nationales » ne passera pas en France. Ce n'est dans ce sens pas par hasard que surgit la discussion sur la dictature du prolétariat, sur la nature historique et mondiale du socialisme. Cette dernière n'est pas seulement établie par l'intelligence humaine qui élimine l'égoïsme, l'intérêt national et unifie. Elle n'est pas seulement le résultat de la compréhension humaine déterminé par le développement du savoir et de l'intelligence. Elle est avant tout le produit des besoins de l'économie, de sa centralisation. Voilà ce qui élève l'intelligence.

L'intelligence est le produit du développement de l'économie et ce n'est qu'ensuite que celle-là dépasse celle-ci. Voilà ce qu'est Marx. Voilà ce qu'est le marxisme dans toute sa pureté.

Ces dirigeants croient qu'ils vont pouvoir se moquer de l'histoire. Ils n'ont aucune compréhension et sont pétris de mentalité bureaucratique, c'est-à-dire de crainte au processus de l'histoire. Ils ont peur de voir en face le stalinisme, et dans ce cas peur de se voir eux-mêmes comme individus isolés et enfermés dans le sentiment national. Ils ont peur des avances de l'histoire.

Trotsky n'avait que 25 ans en 1905 lorsqu'il élabora la théorie de la révolution permanente. A la même époque, alors que la première révolution russe était vaincue, Lénine, loin de se laisser écraser, disait : « nous nous sommes trompés sur certains aspects, nous ferons mieux la prochaine fois ». Ainsi en fut-il. Le même Lénine qui ne se laissa pas impressionner par les erreurs et la défaite de 1905, dirige 12 ans après la prise du pouvoir. Il tire la conclusion des erreurs, pour étendre son triomphe en disant : « la révolution russe est le phare qui illumine le monde » ; « nous avons triomphé pour impulser la révolution mondiale ; il faut appuyer l'Allemagne qui va impulser le monde ». « Si nous sommes vaincus, le prolétariat apprendra et recommencera mieux que nous, dans de meilleures conditions historiques ». Telle était la conception unifiée de l'histoire qu'avait Lénine, où la direction joue un rôle fondamental.

Notre préoccupation est de forger une direction, de la développer sur la base d'une intelligence limpide, de l'assurance et d'un fonctionnement. Si nous nous occupons de tous ces problèmes ce n'est pas dans le but de polémiquer, de blesser ou de rejeter socialistes, communistes ou gauchistes, mais pour contribuer avec notre fonctionnement au progrès de la révolution, comme Trotsky l'a fait en 1905 avec la « Révolution permanente », comme Lénine l'a fait avec son « Que faire ? » Ils ont concentré deux besoins fondamentaux : l'instrument et le programme. Le premier, c'est-à-dire le Parti fut dans ce cas supérieur au programme, car sans parti, la compréhension du programme se diluait.

Il faut une sacrée trempe à un parti pour prendre le pouvoir 12 ans après une défaite. Il faut une immense assurance historique, sous peine d'être écrasé. Le Parti bolchevique ne se laissa pas écraser, et tira les conclusions de ses erreurs. C'est là que Lénine a appris que la démocratie, que la révolution démocratique bourgeoise devait être démocratique mais pas bourgoisie. C'est alors qu'il a fusionné avec Trotsky. Elle devait être démocratique socialiste, démocratique bolchevique. La démocratie que devait réaliser la bourgeoisie l'a été par les bolcheviques. Ils ont ainsi sauté une étape de l'histoire. Ils ont fait un bond dialectique.

Le processus démocratique révolutionnaire socialiste a ainsi englobé les formes de la démocratie bourgeoisie qui ne pouvaient se développer. Mais il s'est développé non au profit des intérêts du développement capitaliste, mais en fonction des intérêts socialistes. Voilà ce qu'a été la révolution russe. Il en fut de même en 1945 avec la constitution de tous les autres Etats ouvriers.

Nous ne nous moquons pas de Kanapa, et tâchons de le gagner à toute cette compréhension. Nous ne sommes pas à une étape de déclin. La plupart des menaces de l'impérialisme visent à le rassurer lui-même, à tâcher de gagner des voix. Elles vont en réalité lui coûter la perte d'un nombre immensément grand de voix, dans des couches nord-américaines qui

la crise

Ces groupes ont changé, pour la plupart à 180°. Il y a quelques années, ils appelaient à détruire les syndicats, ils les attaquaient et les dénonçaient comme traîtres à la classe ouvrière. Mais malgré eux, ce ne sont pas les Syndicats qui ont été détruit. Ensuite, ils ont changé pour dire que les délégués d'usine n'étaient pas dans le camp de la bourgeoisie, mais que les autres l'étaient, et qu'il fallait faire une opposition syndicale révolutionnaire. En fait, ils ont fait toute une série de déclarations comme aurait pu le faire Ten Siao Ping. Il ne faut pas oublier que ce ne sont que des citations de ce dernier que l'on publiait dans leur journal. Maintenant ils vont avoir bien difficile de virer à nouveau et de s'accomoder. Leur crise vient de leur manque d'analyse de la centralisation des masses, et comment intervenir. Il n'est pas possible d'avancer sans voir la nécessité de front de la gauche, c'est une étape nécessaire. Et ce n'est ni Amada, ni l'UCMLb qui feront la "révolution" seuls. Ils peuvent jouer pndant une période une fonction nécessaire, et même d'avant-garde comme ils l'ont fait avec la grève des dockers d'Anvers, car ils interviennent avec une décision révolutionnaire, là ou il y a carence des partis ouvriers et de la social-démocratie.

AMADA se maintient encore, et va se maintenir sans doute encore pendant une période, mais si elle continue à mener une politique qui la pousse à faire des alliances avec la droite la plus conservatrice comme l'est Vanden Boeynants, elle va se disloquer complètement. En effet, dans un numéro de "Tout le pouvoir aux travailleurs", AMADA a fait l'éloge de Vanden Boeynants sous un titre formulé de cette façon : "VDB démasque la politique de l'URSS". Et cela justement, quand l'Union Soviétique apporte son soutien au Vietnam (comme l'a fait également la Chine), quand l'URSS et Cuba ont aidé le peuple angolais à se libérer de l'impérialisme. Justement, quand l'URSS soutient le peuple Sahraoui et le front Polisario, qu'elle donne des armes et des fusées avec lesquels des avions d'Hassan II ont été abattus. Et cela justement, quand l'URSS donne son appui aux Palestiniens, quand l'URSS mène une discussion sur la nécessité de maintenir la dictature du prolétariat, l'Internationalisme prolétarien. Lorsqu'il y a une telle intervention de l'URSS, les camarades d'AMADA s'allient dans les faits, ou font une politique qui les amènent à s'allier avec la réaction pour faire une campagne contre l'URSS. L'impérialisme américain a assassiné des millions de vietnamiens, cela ne les préoccupe pas. L'impérialisme américain dispose d'un arsenal de bombes atomiques qu'il va utiliser contre la révolution mondiale. Cela ne les intéresse pas non plus. Leur problème c'est l'Union Soviétique. Camarades, pourquoi cacher ainsi une réalité objective. En Angola, le FNLA de Roberto Holden était soutenu par le Zaïre, les Etats-Unis, la France, et l'Angleterre. Les troupes réactionnaires, racistes, fascistes d'Afrique du Sud ont – elles, oui ou non, soutenu l'UNITA ? Les trois mouvements MPLA, FNLA et l'UNITA avaient fait un certain accord entre eux, mais quand le MPLA s'est déclaré marxiste, les deux autres ont cherché à l'exterminer, ont massacré leurs combattants avec l'aide des troupes zaïroises, des chars français, des mercenaires anglais, et de l'Afrique du Sud. Ils sont complètement anticommunistes, et agents de la CIA comme Roberto Holden par exemple. le MPLA a demandé le soutien de l'URSS et de CUBA. L'impérialisme américain sabotait toutes les entreprises dans les régions sous contrôle du MPLA. Mais tout cela n'a pour vous aucune importance. Dans les soldats cubains qui sont intervenus, vous ne voyez que des mercenaires, des envahisseurs. Il ne faut pas oublier qu'ils ont fait leur révolution à Cuba. Vous soutenez, tacitement, l'intervention de l'Afrique du Sud.

Camarades, notre Parti, la IVème Internationale-Posadiste a soutenu l'intervention de la Chine en Corée. Pourtant, il s'agit aussi d'une "intervention dans les affaires intérieures d'un autre pays". Mais elle était nécessaire. Et cela a été fait avec 300.000 chinois. Le capitalisme crié à l'invasion. Aujourd'hui 10.000 cubains aident l'Angola, et montrent comment appliquer l'Internationalisme prolétarien : vous criez à l'invasion. Il valait peut-être mieux laisser les Angolais sans soutien, comme cela la lutte aurait duré beaucoup plus de temps, faisant des centaines et des milliers de morts. Par contre, avec l'intervention de l'URSS et de Cuba, les troupes du Zaire, d'Afrique du sud ont été mises en échec en quelques semaines. En Espagne en 1936, les brigades internationales étaient des milliers à venir de tous les pays du monde pour soutenir la République, et la lutte des masses espagnoles. Personne n'a crié à l'invastion. Et vous le faites, pour les 10.000 Cubains qui sont intervenus en Angola. Cela est totalement absurde.

Dans l'Etat Ouvrier Chinois, existe une âpre crise au sein même du Parti Communiste Chinois, avec une lutte de tendances très aigue. S'il y a une telle crise actuellement en Chine, c'est justement à cause de la politique extérieure de la Chine, et de son attitude vis-à-vis de l'URSS. Mais la classe ouvrière chinoise, et les militants communistes de base n'ont rien à voir avec leurs dirigeants et n'approuvent pas cette politique, comme par exemple d'inviter Nixon en Chine avec tous les honneurs. La Chine a mis à sa disposition un avion personnel payé par le travail des ouvriers chinois. Tout cela pour acceuillir un des plus grands assassins de l'histoire, qui n'est maintenant plus qu'un cadavre ambulant. Ne voyez-vous donc pas cela ? Notre Parti a soutenu la Révolution culturelle en Chine, des documents du camarade Posadas en témoignent. Nous soutenons également face à n'importe quelle attaque de l'impérialisme, de la réaction, les Etats Ouvriers la Chine et l'URSS, comme des conquêtes de toute l'humanité. Nous appelons tous les camarades d'AMADA, de l'UCMLB et des groupes "prochinois" à discuter cela.

Ce n'est pas avec des méthodes de gangsters que l'on peut résoudre les problèmes qui représentent avant tout un manque de politique, de programme, face au capitalisme et à l'impérialisme. Nous ne pouvons accepter les méthodes utilisées par ces groupes. Nous condammons les attaques physiques qu'ils ont faites aux militants d'autres organisations de gauche aux portes des usines. Attaquer un député socialiste dans une manifestation et l'envoyer à l'hôpital, attaquer et rosser un policier dans les rues pendant un collage d'affiche parce que il faisait une remarque, faire des menaces de liquidation physique contre des militants de leur propre organisation, saccager les locaux et détruire du matériel sont des méthodes de gangsters, des méthodes staliniennes que tout le mouvement ouvrier condamne. Cela est inadmissible et indigne de militants révolutionnaires.

En Union Soviétique, il y a encore une bureaucratie, comme en Chine également. D'ailleurs toutes ces liquidations successives en Chine en sont la preuve, et l'expression. D'abord, vous avez soutenu Lin Piao, comme seul successeur possible à Mao, ensuite c'était Chou En Lai, puis après la seule ligne juste était celle de Ten Sia Ping, Mais hélas, il s'est avéré que Ten Siao Ping était le pire énnemi de la classe ouvrière, le pire révisionniste de toute l'équipe. Ce n'est pas ainsi que l'on progresse objectivement, en portant des jugements subjectifs sur l'un et l'autre, sans faire une analyse profonde des évènements, sans proposer un programme. Il est vrai qu'il existe une bureaucratie en URSS, qui a un poids important. Mais il existe un tel processus dans le monde, de progrès de mouvements révolutionnaires que cela provoque des changements à l'intérieur de la bureaucratie, et à l'intérieur de l'URSS. Le prolétariat soviétique qui a fait face au fascisme, qui a défendu l'Union Soviétique corps et âme, ne s'est pas découragé. Au contraire, il vit uni au reste du monde. Pas un seul ouvrier soviétique, ni chinois non plus d'ailleurs, ne s'est plaint parce que le gouvernement donnait des armes, qui représentent des milliards, pour le triomphe de la Révolution au Vietnam. Les chars, les armes lourdes, les fusées les camions, tout le matériel de guerre était à 70 % soviétique ? Camarades ! Est-ce cela qu'il faut condamner ?

L'UCMLB est presque complètement dissoute à cause de son manque de perspective, face au progrès de l'URSS, face à la centralisation de la classe ouvrière qui reste dans les Syndicats et les Partis ouvriers.

Les ouvriers, malgré la pourriture de la direction syndicale, restent centralisés dans le Syndicat le rôle des groupes révolutionnaires est d'aider à organiser un courant de gauche syndicale, pour prendre le pouvoir dans les syndicats, pour que les travailleurs dirigent les syndicats. De la même façon, il faut passer par une étape de front de la gauche, communistes, socialistes, chrétiens de gauche, pour aller au pouvoir en Belgique. Les groupes "gauchistes" ont un rôle à jouer pour aider à construire ce front, à construire une gauche socialiste, et syndicale.

Si vous ne changez pas de politique, vous allez vous dissoudre complètement et servir les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme, comme déjà en partie vous le faites avec la campagne pour l'OTAN, appelant au renforcement de l'OTAN, de l'Europe capitaliste contre l'Union Soviétique.

Si le Pacte de Varsovie n'existait pas, si l'URSS et la Chine ne s'étaient pas maintenu, depuis bien longtemps le capitalisme serait le maître absolu sur terre, les masses auraient été écrasées dans tous les pays du monde en révolution. Si la Chine et l'URSS n'existaient pas, l'impérialisme aurait liquidé la Corée, le Vietnam, l'Angola et maintenant le Front Polisario. Les classes dans l'histoire, ne s'en vont pas s'en avoir utilisé tous les moyens pour se maintenir. C'est un certain Marx qui a dit cela. Le capitalisme structure dans le monde ces moyens de défense contre les Etats Ouvriers et aussi contre les masses des pays capitalistes il faut le chasser, militairement, politiquement, détruire les structures de l'Etat. Le capitalisme organise des armées de métier, dans cet objectif, pour faire face aux mobilisations de la classe ouvrière. Aujourd'hui, vous soutenez l'OTAN, qui n'est que la centralisation de toutes les armées capitalistes.

Camarades, nous vous appelons à changer rapidement, immédiatement toutes vos analyses et vos conceptions de la lutte de classe, à vous baser sur l'analyse marxiste de la lutte de classes pour être utiles à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière en Belgique. Nous vous invitons à discuter tous ces problèmes de façon persuasive, réfléchie et argumentée, pour intervenir dans toutes les luttes qui se préparent en Belgique.

Le 12 Mai 1976

LA CHARTE NATIONALE POUR LE TRIOMPHE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

tendances révolutionnaires, toutes les tendances qui sont pour le triomphe de la révolution socialiste.

Il est évident que la bourgeoisie, les tendances pro-capitalistes, les agents de l'impérialisme, n'ont aucun droit de participer, car il ne s'agit pas de faire un choix sur la voie à suivre. Ce choix est déjà fait ; les masses, les djounouds et les intellectuels révolutionnaires l'ont fait. Ce dont il s'agit maintenant c'est seulement de choicir les méthodes, les formes d'organisation les plus démocratiques et représentatives des masses.

La discussion sur la Charte Nationale ne signifie pas qu'on va discuter si on veut le socialisme ou le capitalisme. Non, ce choix étant déjà fait, la bourgeoisie n'a rien à faire dans cette discussion. La discussion doit être démocratique, ce qui ne veut pas dire qu'il faut laisser aux ennemis de la révolution la possibilité d'y peser avec sa pensée rétrograde et réactionnaire.

Toutes les mesures qui ont été prises jusqu'à aujourd'hui ont été des conquêtes des masses qui n'ont fait que consolider la perspective socialiste historique de la révolution. La Charte ne fera que fixer d'un point de vue juridique ces conquêtes révolutionnaires, et fixer l'orientation, les différentes étapes du processus et les moyens qu'il nous faut pour concrétiser le pouvoir politique des masses, et une économie socialiste qui puisse parmettre d'améliorer chaque jour davantage les conditions de vie et de travail de toute la population. Pour ce faire, la politique de coexistence avec un secteur capitaliste, annemi à mort de toute perspective socialiste, ne peut plus continuer. La Charte Nationale doit fixer d'une manière claire, non les limites de l'existence des entreprises privées, mais leur élimination et leur intégration dans les secteur d'Etat, et ceci à un très bref délai.

SOCIALISME NATIONAL suite

voient Cuba et disent « continue ».

Il faut vivre passionnément la crise de croissance du mouvement communiste mondial. Il ne s'agit pas d'une crise d'épuisement, de déclin ou de destruction. Il s'agit de la rénovation d'une direction mondiale, de l'établissement du programme mondial, tel qu'a voulu le faire l'internationale communiste, tel qu'elle l'a fait durant une période avant l'arrivée de Staline. Tout cela peut se réaliser aujourd'hui. La réaction de ces dirigeants du PCF va à l'encontre de ce besoin. Voilà pourquoi ils ont recours au cadre national.

Chacun de nous a un cadre national. Le prolétariat également, mais il n'a pas de racines patriotiques. En ce sens nous ne renonçons pas aux luttes historiques nationales de chaque pays, mais nous n'en restons pas là. C'est comme si les savants d'aujourd'hui en revenaient aux herbes qu'utilisaient les indiens. Toute la trajectoire de l'histoire va vers le besoin de concentrer la capacité scientifique, l'ensemble des expériences. C'est en partie cela que font les soviétiques. La qualité est ce qui domine un tel processus. Les cubains n'ont pas le nombre pour intervenir, mais ont la qualité que leur donnent les soviétiques. D'abord la qualité, ensuite vient la quantité.

J. POSADAS

28 mars 1976.

CAMPUS EN FOLIE c'est, sur le campus de l'ULB,

Une centaine d'organisations politiques et socio-culturelles confronteront leurs expériences, échangeront leurs idées, feront connaître leur pratique.
Par des stands. Par des débats et des projections. Organisés et spontanés. A mille et à dix.
Les 15 et 16 mai, vous n'avez pas seulement rendez-vous avec Ange, Bedos, Cedron, Dadi, Ferré, Floh, Ibanez, Louka, Parra, Servat, Sylvestre, Viglietti et les autres.
Ni simplement avec Christiane, Jacques, Denise, les amis, les camarades et les copains.
Vous avez rendez-vous aussi avec Aimer Jeunes, Amnesty International, Collectif pour la liberté d'expression, Belgique-Vietnam, Front Polisario, JOC, Maison des Femmes, Pro Justitia ou Unité de Distribution...

les 15 et 16

mai

Ed. Responsable: C. Polet, 51a, rue Garibaldi, 1060 Bruxelles

DISCUTER QUEL PROGRAMME EST NECESSAIRE POUR ALLER AUX ELECTIONS COMMUNALES.

EDITORIAL

Chaque organisation de son côté, prépare les élections communales; que ce soit le PSB qui vient de faire son congrès électoral, ou le FDF qui lance le mot d'ordre d'une manifestation à Bruxelles pour tâcher de trouver un appui. Tous ont engagé une campagne, mais il n'y a en fait aucune discussion sur les objectifs, les mesures économiques à adopter face à la crise.

Par exemple un dirigeant socialiste comme Simonet – contrairement au PSB qui posait la nationalisation de l'énergie – a dans sa commune, privatisé le gaz et l'électricité. Et ce même Simonet se présente aux prochaines élections, on voit déjà des affiches partout sur les panneaux, et tout cela doit coûter des millions.

Cela est en contradiction flagrante avec toute la lutte que mènent justement les ouvriers de l'énergie, qui affrontent le capitalisme, que les Simonet et autres ont réintroduit dans un service public.

La présentation de gens comme Simonet sur des listes socialistes, est possible parce que la lutte dans le PSB est loin d'être finie; elle se poursuit avec intensité. Dans certaines villes des frons de la gauche se sont constitués, mais quand à côté de cela, le PSB fait encore des alliances avec le Parti Libéral comme à Liège, cela ne peut pas stimuler les chrétiens de gauche à avancer. Pourtant ils montrent beaucoup de décision : par exemple dans plusieurs communes de Flandres, les chrétiens de gauche se présentent sur des listes à part du CVP; mais ils n'ont pas senti assez d'assurance pour faire alliance avec les socialistes.

Malgré cela, des fronts de la gauche entre socialistes, communistes et chrétiens se sont constitués à Braine l'Alleud, et à Verviers. Ils sont une base importante pour le progrès de tels front dans tout le pays. Cela ne va pas sans mal. La droite socialiste conservatrice s'oppose violemment à ces fronts et va jusqu'à proposer de nouvelles listes socialistes. D'autre part à Liège, une alliance entre PSB et Parti Libéral est main-

(Suite page 4)

J. POSADAS (voir en pages centrales)

- *KISSINGER EN AFRIQUE : Du voyageur de la mort au mendiant (26-4-1976)*
- *LE TREMBLEMENT DE TERRE EN ITALIE : Un crime du capitalisme et non de la nature (10 mai 1976)*

« La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans revolution violente »

Lénine

« Sans le Parti nous ne sommes rien, avec le Parti, nous sommes tout »

Trotsky

Abonnement 12 num. . 70 F
Abonnement 24 num. . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance
B. P. 273 Charleroi
C.C.P. 9762 34 de C. Polet

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e année - N° 266 - Le 1er juin 1976 - HEBDOMADAIRE

APPUI A LA GAUCHE AU LIBAN POUR CONQUERIR LE POUVOIR

Faire échec à toute intervention militaire française au nom de l'impérialisme !

La guerre civile au Liban devient de plus en plus clairement un affrontement de classe dans lequel entrent en guerre toutes les forces réactionnaires mondiales et arabes, et d'autre part, les tendances progressistes, non seulement du Liban, mais également de tout le Moyen Orient. La menace d'intervention militaire française, lancée par Giscard d'Estaing au nom de l'impérialisme yankee et de tous les intérêts capitalistes mis en question actuellement au Liban et dans tout le Moyen Orient, fait partie de cet affrontement de classe; capitalistes de toutes nationalités, contre les forces de gauche qui se manifestent avec de plus en plus de résolution et de capacité partout dans les pays arabes. L'impérialisme yankee, au travers de son agent Israel a déjà échoué dans ses plans de détruire le mouvement révolutionnaire palestinien et Libanais. Israel ne se décide pas à intervenir directement dans la guerre au Liban, de peur d'être entraînée dans une lutte où elle perdra tout le contrôle de ses propres territoires. En même temps que la révolution progresse au Liban, les masses en Cisjordanie occupée se soulèvent contre l'oppression de l'impérialisme israélien, et au sein des masses israéliennes aussi il y a un grand mécontentement. Le principal instrument de l'impérialisme américain au Moyen Orient, Israel, ne se lance

(Suite page 2)

LA GREVE DES TRANSPORTS EN COMMUN ET LA NECESSITE DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE POUR IMPOSER LES REVENDICATIONS.

La grève de 24 heures dans les transports publics a été suivie à 100 ! dans tout le pays et a été une démonstration de la volonté et du sentiment de combat des travailleurs du transport qui ne veulent pas faire les frais de la crise capitaliste. Après une telle unanimité, une telle solidarité qui s'est manifestée dans tout le personnel, le gouvernement devra prendre en considération, avec un peu plus de respect, les revendications des ouvriers du transport. Depuis 15 ans, il n'y a plus eu de grève générale de 60-61 c'est la première fois qu'il y a une mobilisation massive, suivie à 100 ! . C'est le résultat d'un mécontentement qui existe dans tous les secteurs des masses exploitées, dans les Services publics, dans les usines, dans les quartiers, partout. Il se prépare des muvements très importants, dont la grève des transports est un indice.

Dans cette grève, nous avons senti un sentiment de solidarité entre tous les ouvriers, belges et immigrés, jeunes, et vieux, hommes et femmes qui permet d'avoir confiance pour les prochaines luttes qui se préparent et qui vont être plus dures encore. Cette grève a rencontré l'approbation de toute la population, des écoliers, des étudiants, des employés, des ouvriers. Elle n'a pas été impopulaire !! Au contraire, tout le monde l'approuve, et y voit le seul moyen pour se faire entendre, pour imposer ses revendications. Chacun se rend compte que la grève est le seul moyen d'obtenir satisfaction, et, de plus, elle entrave le fonctionnement de l'économie, elle perturbe l'activité de la ville. On s'est rendu compte enfin de l'importance des transports publics, et de la nécessité qu'ils soient bien organisés.

La grève du 17 Mai démontré que, tous unis, syndiqués et non syndiqués, ouvriers et employés nous sommes capables de perturber l'activité du pays.

L'objectif de cette mobilisation est d'imposer au gouvernement une programmation sociale 1976. En effet, chaque année la CGSP discute la programmation sociale au mois d'Avril, avec le gouvernement. Et cette année aucune amélioration des conditions de travail, aucune augmentation de salaires, n'a été obtenue.

Le Front Commun revendiquait donc une programmation sociale, le 13ème mois, l'indexation immédiate des salaires, l'harmonisation des salaires avec les chemins de fer. Et qu'avons-nous obtenu après cette grève de 24 Hs ! Rien du tout !! Il y a, bien sûr, toute une liste de propositions du gouvernement, qui sont formulées en termes vagues, imprécis et ne correspondent pas à ce que les Syndicats exigeaient. Et ce ne sont que des propositions. La CGSP et la CCSP ont accepté ces propositions et levé le préavis de grève du 24 Mai.

Suite page 4

A PROPOS DES CONVENTIONS COLLECTIVES

MALGRE LE MORCELLEMENT DES LUTTES, LES TRAVAILLEURS DEFENDENT ET GAGNENT DES POSITIONS CONTRE LE CAPITALISME.

La victoire que les ouvriers de la division mécanique de Cockerill ont arrachée au patronat est un exemple et une expérience pour tout le mouvement ouvrier. Après deux mois de grève et contre toutes les manoeuvres de division, de découragement des directions syndicales, les travailleurs ont montré qu'il ne faut pas accepter de faire les frais de la crise capitaliste ni entrer dans le jeu des patrons quand il font du chantage à l'emploi face à n'importe quelle revendication de salaires. Les travailleurs n'ont aucune raison de "comprendre les difficultés" des patrons. C'est pourtant ce que font constamment les directions syndicales. Et, devant ces "difficultés", elles ont accepté de ne pas réclamer des augmentations de salaires, de signer des conventions collectives très mauvaises, (comme dans la métallurgie et dans la chimie nationalement), de ne pas organiser une mobilisation générale des travailleurs (comme dans les service publics). Soidisant il fallait" donner la priorité à l'emploi". Mais le capitalisme cherche à attaquer la classe ouvrière sur tous les terrains en même temps, sur les salaires, sur les droits acquis, sur le niveau de vie, le pouvoir d'achat et aussi sur l'emploi et sur l'ensemble des conditions de vie de la population laborieuse.

C'est pourquoi les travailleurs, partout où ils ont pu, ont maintenu toutes leurs revendications à la fois. Et à Cockerill, ils viennent d'imposer le respect d'un droit acquis très important : "les patrons peuvent payer ! nous n'entrons pas dans leur chantage !". Ils obtiennent la prime de fin d'année, quasi intégrale; ils obtiennent aussi, l'immunisation des journées de grève, celles-ci ne pouvant pas être décomptées du calcul de cette prime. En plus, ils ont obtenu des garanties de non-fermeture de la fonderie qui occupe actuellement 450 ouvriers.

(Suite page 4)

Le Portugal a de nouveau voté pour le Socialisme

28.4.76

(voir en pages centrales) J. POSADAS

LES TREMBLEMENTS DE TERRE EN ITALIE SONT UN CRIME DU CAPITALISME ET NON DE LA NATURE - J. POSADAS - 10-5-76

Les tremblements de terre ne sont pas un mystère. La nature n'est pas ennemie de l'être humain ; elle n'est ni assassine, ni criminelle. Elle agit de façon empirique dans la mesure où elle s'est formée ainsi. C'est à l'être humain à l'interpréter ; ce qu'il peut déjà faire, malgré les énormes difficultés qu'il doit vaincre et dont nous sommes conscients.

La nature n'est pas responsable, au sens commun, d'assassinats, de crimes, de morts. Elle n'est pas assassine, il faut la persuader. De là la nécessité de rechercher la façon de la comprendre, de l'interpréter, de prévoir, de dialoguer avec elle, pour pouvoir dominer les tremblements de terre.

Il faut montrer à l'humanité que l'objectif de l'homme est de dialoguer avec la nature, de l'intégrer à la vie humaine et réciproquement. Il faut sentir qu'elle n'est pas un ennemi, mais qu'elle se développe sur la base de conditions empiriques. En comprenant l'être humain, on comprend la nature. Il faut pour cela développer une société qui puisse s'y consacrer.

Il est impossible de le faire sous le régime capitaliste car tout est fonction de l'intérêt privé. Il faut développer des moyens qui permettent de dialoguer avec la nature ; d'interpréter les tremblements de terre, de les dévier. Il faut en conséquence renverser le régime capitaliste et le remplacer par l'Etat ouvrier.

Les conséquences des tremblements de terre sont dans les Etats ouvriers infiniment moindre, presque inexistantes par rapport aux pays capitalistes. Il y a là une préoccupation pour l'être humain infiniment supérieure. Non qu'il y ait davantage de moyens, mais la préoccupation pour l'être humain vient avant tout. Elle se manifeste avant, pendant et après les tremblements de terre. Il n'existe pas là l'intérêt privé du capital, du profit, de l'accumulation qui engendre tous les vols, tous les assassinats, tous les crimes.

La concurrence capitaliste fait que pour réaliser le profit, l'un doit assassiner l'autre, l'écraser, le faire mourir. Il est donc impossible dans un tel système d'avoir un quelconque intérêt à prévoir au profit de l'humanité. Ce qui compte, c'est le profit, l'accumulation, la concurrence.

Aucun capitaliste, ni grand, ni moyen, ni petit n'a donné une seule lire, ni n'a affecté en défense de l'humanité les moyens dont il dispose. Ils demandent tout de l'Etat pour qu'il soutienne la lire, les prix, la concurrence. Tout cela montre bien qu'il faut éliminer le régime capitaliste.

Nous manifestons notre solidarité, notre fraternité communiste envers toutes les familles touchées, mortes, désintégrées par le tremblement de terre. Nous manifestons notre inépuisable sentiment communiste de solidarité aux enfants. Nous proposons que le mouvement ouvrier exprime sa solidarité envers toutes les personnes touchées, discute dans toutes les usines de tous ces problèmes, tout en donnant son appui matériel. Les syndicats doivent se charger des enfants, de ceux dont la famille a été dissolue, qui restent sans parents, sans famille. Il ne faut pas permettre que les enfants se sentent désolés, désemparés.

Il faut que les syndicats agissent comme pouvoir, comme direction de la société, malgré toutes les difficultés de cette période de chômage, de crise totale, de coût élévé de la vie, de dévaluation, d'inflation. Ils doivent malgré tout çà, le faire, et montrer en même temps qu'ils se préparent à diriger la société, à éliminer toutes les conséquences du système capitaliste.

Dans la mesure où les Etats ouvriers n'ont pas d'intérêt dans l'accumulation du capital, dans le profit, dans la reproduction des intérêts privés, ils peuvent se dédier avec immensément de possibilité dans cette étape à la défense de l'être humain. C'est ainsi que les Soviétiques ont dressé une carte sismographique complète, ont acquis une expérience des plus poussée pour comprendre, prévoir les secousses sismiques, pour y préparer la population.

Il faut s'adresser à eux pour qu'ils interviennent et diffusent leurs connaissances scientifiques à toute l'humanité.

Les syndicats et les partis ouvriers doivent mener une campagne pour le secours immédiat aux populations. Que l'on prenne l'argent à ceux qui en ont, et qui ne font rien. Les syndicats doivent faire des campagnes publiques et remettre les fonds aux populations, indépendamment de l'Etat et de tous ses organismes. Il faut une commission dirigée par les Partis ouvriers, les syndicats, les scientifiques, exigeant de l'Etat qu'il donne tous les moyens nécessaires à l'auscultation quotidienne de la terre, à la détection sismographique.

Il faut utiliser l'expérience des Chinois, des Soviétiques, observer le comportement des animaux. Il faut permettre à toute la population d'intervenir ; prévoir l'hébergement, l'évacuation rapide, tous les moyens qui seront nécessaires en vivres et en médicaments.

Il faut mettre au service de cette commission les équipes de sismologues, toutes les forces de l'armée. Elle est là pour défendre le pays. Or de quoi s'agit-il présentement ? De la défense du pays, et il faut y appliquer tous les moyens disponibles, pas seulement les armes, les tanks, mais le travail des soldats dans cette zone, au service de la population.

Il est nécessaire de construire sans délais des maisons, d'indemniser tout le monde et en particulier les plus nécessiteux. Il faut un soutien économique, une indemnisation. Le pays compte plus de 5.000 personnes honoraires de la résistance qui touchent des millions ; que cet argent soit donné aux gens. Il faut faire intervenir toute la population pour discuter sur la possibilité de prévoir les tremblements de terre, de les canalyser, de les orienter. Même si les moyens techniques n'existent pas encore pour les canalyser, il est en tout cas possible de les prévoir et donc de prendre des mesures.

Il faut donner des explications aux gens sur la possibilité de prévoir. Cela exige une intervention de l'Etat, des syndicats, des partis ouvriers, des organismes populaires de quartiers. L'Etat capitaliste ne peut ni ne veut le faire, car cela lui ôterait son pouvoir. Aussi cela doit-il être le fait d'un gouvernement ouvrier, s'appuyant sur les syndicats, sur les paysans.

Il faut appeler les Etats ouvriers à ce qu'ils interviennent et aident. Il faut recueillir les expériences de l'URSS, de la Chine sur le comportement des animaux. Entendre ceux qui ont été témoins des prévisions pour éduquer les gens des zones susceptibles d'être affectées par des tremblements de terre. Ne pas habiter dans les zones dangereuses, ne pas y faire de tourisme. A l'inverse c'est agir avec la négligence et le mépris des gens, comme le fait le système capitaliste et le gouvernement bourgeois qui a méconnu les avis des scientifiques qui avaient prévu ce tremblement de terre pour le début mai. Personne n'en a fait cas Ils ne s'occupent que d'eux et de voler.

Il faut discuter dans tous les quartiers, dans tous les syndicats, dans les maisons de ces problèmes, du fait que les tremblements de terre ne sont aucun mystère, sinon le résultat de l'impuissance de ce régime. Il faut unir cette discussion à la campagne électorale pour un gouvernement de gauche du Parti communiste, du Parti socialiste, des syndicats en front unique. C'est là la façon de résoudre le problème des tremblements de terre. Il faut constituer des organes populaires de front unique dans les quartiers, y inclus avec les gauchistes. Il faut des conseils d'usines pour résoudre tous les problèmes dans chaque zone touchée par le tremblement de terre, pour discuter, décider, et organiser la reconstruction, pour répondre à tous les problèmes de la population.

J. POSADAS
10 mai 1976

APPUI A LA GAUCHE AU LIBAN...

(Suite de la page 2)

pas ouvertement en appui aux forces réactionnaires libanaises. L'impérialisme est mis en échec et doit reculer, montrer sa grande faiblesse. Au Liban s'exprime le même échec que lors du voyage de Kissinger en Afrique (voir l'article du cde Posadas dans ce numéro de Lutte Ouvrière).

C'est pour cela qu'il essaie d'intervenir indirectement, au travers de la bourgeoisie fançaise. Le voyage de Giscard d'Estaing a servi en partie ce but. Mais l'armée française est une armée défaitiste et qui a été vaincue dans toutes les guerres impérialistes, de l'Indochine, à l'Algérie; elle est traversée par une profonde crise, comme en ont témoigné les révoltes des soldats et des officiers, les luttes pour former des syndicats de militaires, etc... La bourgeoisie française, en faisant cette dielaration sur ses intentions d'envoyer des régiments au Liban, prépare un nouveau bomerang contre elle-même. Mais ces faits montrent aussi que le capitalisme n'est pas prêt à déposer les armes, à s'avouer battu devant la révolution et qu'il faut l'abattre pour en finir avec ses guerres et ses crimes contre l'humanité.

D'autre part, pourquoi le gouvernement français ne fait-il pas appel à l'ONU pour intervenir au Liban ? c'est que là aussi il est impuissant et manifeste une grande faiblesse. Aucune armée de l'ONU ne peut empêcher le progrès révolutionnaire des masses arabes.

Il faut condamner et s'opposer par tous les moyens, en France, en Belgique à la mise en oeuvre de cette intervention de l'armée française au Liban ! et à toute aide militaire, ou en armes que le gouvernement belge serait prêt à donner aux côté de la bourgeoisie française. Nous appelons toutes les organisations de gauche, le mouvement ouvrier, les syndicats à se préparer pour empêcher une telle intervention. Il faut appuyer de toutes les forces la lutte des masses libanaises et palestiniennes pour prendre le pouvoir au Liban. Il ne s'agit pas du tout de luttes entre chrétiens et musulmans, mais bien d'une lutte de classes, d'une guerre civile entre la bourgeoisie libanaise, arabe en général, et aussi mondiale, et les masses populaires arabes.

Nous croyons en même temps que tant l'OLP, que la gauche libanaise, doivent proposer clairement un programme socialiste pour donner une issue à cette crise, au Liban et dans le reste des pays arabes : un programme pour exproprier la bourgeoisie libanaise et les banquiers internationaux qui sont en train de provoquer la destruction de milliers et de milliers de personnes pour conserver le pouvoir; pour exproprier tous les secteurs réactionnaires de tous les pays arabes; pour faire un front des forces de gauche et des Etats révolutionnaires de tout le Moyen Orient, et aussi un front avec les masses israéliennes pour les incorporer dans cette lutte contre l'oppression impérialiste, pour former un Etat laïque et socialiste à la place d'Israel, et pour imposer le pouvoir des travailleurs au Liban et dans les autres pays arabes, comme l'Egypte etc...; il faut aussi appeler le Baath syrien, les masses syriennes à condamner l'attitude chauviniste actuelle des dirigeants syriens, qui sont en train de s'allier à des forces contre-révolutionnaires pour ne pas perdre la direction du mouvement nationaliste.

Il faut se mobiliser et se préparer en Belgique, pour empêcher toute participation de l'OTAN à une manoeuvre contre-révolutionnaire au Liban, et pour chasser l'OTAN, fauteur de guerres du capitalisme.

Le Portu... po...

28.4.76

Il faut vivre les événements ... mûrir et comprendre le besoi... l'intérieur du processus, pou... par les raisons historiques qui... pays de ne pas revenir en arriè... l'accident très conséquent qu'... ment de novembre. Ce Thermid... pas permis à la droite de re... cours mondial de la révolution... Mozambique, en Angola et po... Ethiopie, ayant aidé les mass... Portugal.

Lorsque l'unité s'exprime ... immédiats de l'un ou l'autre ... parce que toute la situation est... pour mûrir n'a pas besoin de ... du soleil, c'est parce qu'il le po... rer le Portugal, c'est juger et ... ces mondiales. Portugal expr... constamment favorable au pro... lution, au rapport de forces da...

Il faut considérer les élect... comme une étape de transitio... s'arrêter là, mais qui vont prov... les mobilisations, de nouveau...

KISSINGER EN AFRIQUE :

DU VOYAGEUR DE LA MORT AU MENDIANT

J. POSADAS **26 avril 1976**

Ce voyage de Kissinger exprime la faiblesse et le recul de l'autorité sociale et politique de l'impérialisme yankee, et marque de ce fait même le progrès mondial de la révolution. Ce recul de l'autorité et de la force sociale de l'impérialisme yankee est le résultat de l'avance de la révolution, non seulement en Angola et au Mozambique en particulier, mais dans les Etats ouvriers et mondialement. Il met en évidence l'alliance gigantesque entre ces derniers, l'URSS en particulier et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. C'est là un événement d'une très grande importance pour le progrès de l'histoire.

Le voyage de Kissinger se heurte à une structure déjà acquise en Afrique. Au cours du même voyage, les Ethiopiens par exemple ont pris des résolutions socialistes. D'un côté, il y a le voyage lugubre de celui qui, déguisé en « mendiant», voit s'il peut continuer à tuer, et de l'autre celui de la révolution angolaise, celui de l'Ethiopie. C'est ce dernier qui a de l'importance.

Au moment où Kissinger cherche à faire pression pour contenir la révolution africaine, cherche à justifier son aide à la contre-révolution des sud-africains, des événements de la plus haute importance se produisent dans trois pays d'Afrique. Tout d'abord l'alliance de la Zambie, de la Tanzanie avec le Mozambique, l'intervention de l'Algérie, les déclarations de l'Ethiopie. De plus et pour affirmer ce processus, il y a l'acceptation à l'unanimité, l'approbation électorale unanime de la structure socialiste du Vietnam.

Le voyage de cet assassin vise à contenir la révolution, à impulser la contre-révolution. Mais pour ce faire il doit se déguiser en sud-africain. Il n'a pu intimider la révolution qui a progressé tout au long de son voyage. Il n'est considéré que comme un simple voyageur, sans le moindre respect, sans rien attendre de lui.

Mis à part le Sénégal, il est important qu'aucun pays n'ait réclamé des Yankees. Pour avoir un écho quelconque Kissinger a dû condamner le régime des blancs. Tout cela montre une très grande faiblesse et où ils en sont arrivés pour essayer de gagner des voix aux Etats-Unis en vue de contenir le Pentagone et la CIA.

Tout cela indique un rapport de forces très favorable et d'un poids décisif. Il s'agit en effet de pays qui jusqu'à hier dépendaient économiquement des Yankees, de leurs prêts, de leurs achats, de leurs armes. Cela indique la façon dont en Afrique, en Asie, en Amérique latine se développe la conviction des gouvernements bourgeois, petits-bourgeois, nationalistes, militaires et même catholiques, de ce que l'impérialisme yankee n'est plus celui qui détermine le cours du monde, ou qui peut résoudre les problèmes importants, même d'un point de vue de la concurrence capitaliste. Ils acquièrent la conscience qu'il existe une façon meilleure et bien plus importante, plus efficace de se développer et de sortir de l'arrièrement, que de dépendre des dollars, des prêts yankees qui ne sont que rapine.

L'échec du voyage de Kissinger revêt un caractère très important : il n'a pas eu la force ni la capacité d'organiser la contre-révolution en Afrique. Il a dû pour répondre à l'Angola organiser une action qui justifie aux Etats-Unis qu'ils ne sont pas restés inactifs. Tout cela reflète leur manque de capacité d'initiative, non par manque de force mais parce qu'ils n'ont pas de politique, ce qui aurait impliqué qu'ils envoient des troupes, des armes, des bombes. Ils ne peuvent plus le faire, car le peuple américain les en empêche et parce que les Soviétiques ne le permettent plus.

Ces conditions montrent que le rapport de forces mondiales est tout à fait favorable à n'importe quel soulèvement révolutionnaire, aux nouveaux qui vont se produire en Afrique. Il faut appeler à un front unique de l'Afrique contre l'impérialisme, pour la formation des Etats socialistes, de la Fédération socialiste africaine, pour l'autodétermination, pour l'unification sociale économique qui permettent le développement de ces pays.

Ce voyage a été un échec pour ce voyageur de la mort qui a dû se déguiser en mendiant.

28.4.76 **J. POSADAS**

ortugal a de nouveau voté pour le Socialisme

J. POSADAS

évènements du Portugal pour
re le besoin de se situer à
essus, pour être influencé
oriques qui permettent à ce
enir en arrière. Et ce, malgré
séquent qu'a été le soulève-
Ce Thermidor n'a cependant
roite de relever la tête ; le
a révolution entre autres au
ngola et postérieurement en
é les masses à vaincre au

s'exprime dans des effets
ou l'autre processus, c'est
situation est mûre. Si le fruit
besoin de toute la chaleur
e qu'il le porte en lui. Mesu-
st juger et valoriser les for-
rtugal exprime l'inclinaison
able au progrès de la révo-
e forces dans le monde.

r les élections au Portugal
de transition, qui ne va pas
ui vont provoquer de nouvel-
de nouveaux affrontements,

de nouvelles discussions.

Même si les communistes ont eu deux fois moins de voix que les deux autres partis, son résultat électoral est ce qu'il y a de plus important, de plus significatif. Les masses communistes portugaises se sont rassemblées autour du P.C., alors qu'un thermidor a été tenté contre cette révolution, que les P.C. de France, d'Italie, d'Espagne ont fortement attaqué le P.C.P. Ce vote est une réponse à la discussion sur la dictature du prolétariat. L'avant-garde prolétarienne a voté pour le P.C. et c'est ce qui va décider. Cette avant-garde est en train d'accroître son autorité sur tout le pays, alors que les votes à Soares n'entraînent pas un accroissement d'autorité, dans la mesure où il s'agit d'une base qui n'a contrairement au prolétariat pas de poids dans l'économie.

Le prolétariat a voté pour le Parti communiste. C'est la raison pour laquelle nous avions appelé à voter pour lui, en en montrant la signification, dans la mesure où il n'y avait pas de front unique. C'est malgré tout le P.C. qui va décider au Portugal.

Ces élections sont importantes non seulement pour le Portugal, mais parce qu'elles vont exercer une influence sur toute l'Europe et dans le monde. Elles sont très importantes pour la crise du mouvement communiste mondial. Le P.C. portugais apparaît en effet comme défenseur de fait de la dictature du prolétariat, et il n'en a pas moins accru ses voies, son poids social et politique dans les zones décisives du pays. Le poids du prolétariat est la raison pour laquelle les militaires ont adopté un programme socialiste.

Le prolétariat ne s'est pas dans ces élections laissé intimider, bien que le Portugal représente un faible poids économique et qu'il est un des centres essentiels de l'O.T.A.N. Le prolétariat a voté en raisonnant. Une très grande partie des voix données à Soares l'ont été pour des raisons de travail de conciliation, alors que les voies au P.C. ont un caractère de classe. Les erreurs des P.C. n'ont pas pesé, car à cette étape et bien qu'il n'y ait pas de direction, elles ont une signification moindre dans la mesure où le prolétariat se sent avec une grande assurance dans le P.C., parmi les gauchistes.

Ces élections n'ont pas exprimé le véritable rapport de forces, ni l'autorité décisive du prolétariat, qui n'a pas voté par exemple à l'extérieur, alors que les rapatriés d'Angola, eux, ont voté. Mais même ainsi, la droite a eu très peu de voix, si ce n'est parmi les propriétaires. Elle n'a pas d'influence sur la population ; on ne peut parler de son autorité. Il y a aussi le million de jeunes entre 16 et 18 ans qui ne peut voter, mais qui intervient dans le processus révolutionnaire. C'est dire que les élections ne donnent pas une image réelle du rapport de forces au Portugal.

Toute une série de vieux inutiles, qui n'ont même plus la force de jurer, venus du Mozambique ou de l'Angola ont cependant voté dans ces élections. Mais les jeunes qui ont mené toute l'activité contre le fascisme, eux n'ont pas voté. C'est dire combien ces élections ne sont pas représentatives. Elles faussent le rapport social de forces réel. Le prolétariat de l'extérieur, non plus n'a pas été présent. Malgré tout cela, malgré les pressions exercées contre le P.C. portugais tant de la part des socialistes que les partis communistes de France, d'Italie, d'Espagne, le prolétariat ne s'est pas laissé intimider. Il a soutenu le Parti communiste qui a accru ses voix de 3 %. Voilà de quelle façon il faut mesurer les élections au Portugal.

Tout cela va élever les conclusions du Conseil militaire qui pose déjà que la constitution socialiste est inamovible pour cinq ans. Il faut considérer que la lutte va continuer. Le P.C. sera l'allié des militaires et des millions de jeunes qui ne décident pas électoralement aujourd'hui, mais qui vont tendre à invalider la soi-disant décision électorale. Ils vont en effet dire : « comment, nous sommes intervenus dans toutes les luttes, et nous ne votons pas ? » Ils représentent plus de deux millions de personnes. C'est une véritable tricherie à leur égard.

Tout cela confirme l'existence d'une avant-garde décidée à avancer et dont la compréhension politique est très élevée. C'est elle qui a voté pour le P.C. et aussi pour les groupes. Cette même relation doit exister aussi dans l'armée. Il faut s'attendre à l'apparition à bref délai de nouvelles tendances, au sein même de l'armée ou dans sa périphérie, en faveur d'un gouvernement de gauche.

Si Soares se lance à faire un gouvernement uniquement socialiste en exigeant des communistes un appui, il va échouer. La droite ne peut en aucune manière gouverner, d'abord parce qu'elle n'a pas de force, et ensuite parce que le prolétariat se soulèverait, permettant d'exprimer la véritable relation de forces sociales, et non électorales.

Nous proposons un nouveau gouvernement de gauche, le front unique socialistes-communistes-syndicats-groupes. L'ensemble de l'opinion de gauche doit pouvoir participer, sur la base du programme des étatisations, des droits démocratiques, du contrôle ouvrier, de la poursuite de la Réforme Agraire.

Nous proposons que le Parti communiste portugais lance une campagne mondiale montrant que l'accroissement de ses voix provient du fait qu'il a défendu la dictature du prolétariat et toutes ses conséquences, indépendamment du terme. Il appuie l'Union Soviétique pour peser sur les autres partis qui résistent.

Dans un pays aussi petit que le Portugal, dans ce type d'élections, la signification et le poids des discussions d'aujourd'hui s'en trouvent agrandis.

Il faut appeler à démocratiser le fonctionnement syndical, à constituer un syndicat unique avec plein droit de tendances sur la base de la défense inconditionnelle de la démocratie ouvrière et du programme des étatisations, du contrôle ouvrier, de la remise des terres aux paysans, de l'alliance ouvrière-paysanne.

Deux conclusions fondamentales se confirment au Portugal : le Thermidor n'a pu triompher, il n'y a pas de place pour le moindre retour en arrière. Si les forces ne sont pas encore suffisantes pour assurer un progrès constant, elles sont suffisantes pour empêcher tout retour en arrière. La direction manque. Les forces pour le progrès existent, mais la direction manque. La preuve en est le tournant à gauche qu'a dû prendre le parti socialiste, en brisant avec Carneiro.

La gauche a triomphé au Portugal. Les assassinats de communistes, d'ouvriers, les attentats contre les locaux communistes, l'erreur du soulèvement de Novembre, tout cela avait créé les conditions pour permettre à la droite dans l'armée et à l'extérieur de faire pression pour changer d'orientation. Or le Portugal continue à suivre le même chemin. Ce qui indique la très très grande force des tendances socialistes dans l'armée et en dehors. Les tendances centristes ont par contre très peu de poids. Ceci pour comprendre que Soares n'a pas beaucoup de possibilités d'enfermer la révolution portugaise.

Soares n'est ni Mitterrand, ni Palme ; son parti n'est pas non plus le même que les autres partis socialistes. La révolution portugaise a déjà montré les effets qu'elle avait sur les Partis socialistes en France et dans d'autres pays. Elle ne leur permet plus d'être sociaux-démocrates.

Pour maintenir la concurrence avec les communistes — ce qui est le rôle essentiel de Soares — celui-ci doit inévitablement agiter un programme qui le rapproche des masses et du P.C. Il n'est pas possible de tricher avec l'histoire. Les masses voient que l'étatisation de la propriété est à leur bénéfice et cela est en faveur des communistes, car on ne peut étatiser et rester social-démocrate.

Tout le processus du Portugal va conduire à une élévation des luttes et en conséquence de la conscience marxiste. Il faut en discuter en même temps que du besoin d'approfondir le programme des progrès de la révolution, des étatisations, de la planification.

Le Portugal a voté de nouveau pour le socialisme. Soixante pour cent des votes sont allés au socialisme. Les autres 40 % sont importants par le nombre. Mais il faut compter avec les jeunes qui n'ont pas voté. Ces élections ne reflètent pas le rapport de forces social. Elles l'ont esquivé. Or il est bien certain que les forces sociales qui n'ont pu intervenir électoralement vont le faire dans les luttes en cours. Le prolétariat extérieur n'a pas voté. Il n'a pas été présent, or il est à gauche, surtout communiste et socialiste.

Ce sont les masses qui ont décidé au Portugal, en influençant l'armée. Voilà pourquoi nous avons dit que le 25 novembre ne pouvait faire revenir les choses en arrière. Les masses ont déjà vu ce qui est meilleur et comment elles peuvent le faire. Les directions ne tiennent pas compte de tout cela, sinon qu'il suffit de leur dire ce qu'elles doivent voter, en croyant qu'ainsi elles vont faire. Les masses ont appris à raisonner et se laissent guider par leur raisonnement, tout en tâchant d'impulser leurs directions socialistes et communistes. C'est ce qu'elles font à présent.

Soares n'a pu mener de l'avant une politique de rupture avec le Parti communiste. La droite s'en est allée et le centre ne peut plus compter sur son appui pour peser. Les masses socialistes reçoivent par contre l'influence des masses communistes dans la mesure où elles sont plus élevées. Elles feront aussi changer leur Parti.

Les masses ont voté à gauche, en ratifiant le programme socialiste de la Constitution, ce qu'elles doivent maintenant mener de l'avant. Une intense discussion est nécessaire dans tout le pays sur les moyens d'appliquer le programme, de l'améliorer, de l'élargir, et pour que toute la population intervienne avec tous les droits de paroles, de tendances.

Le vote de ratification du prolétariat au Parti communiste, a infiniment plus d'importance que les votes à Soares qui pour la moitié ne sont que transitoires. Ceux du Parti communiste sont des votes solides. Les masses et l'avant-garde communiste démontrent de leur immense résolution. Tout cela doit donner confiance pour corriger les erreurs et elles le seront.

La gigantesque alliance des Etats ouvriers, de l'Union Soviétique en particulier avec les Etats d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique Latine est un événement d'une importance immense pour le progrès de l'histoire. Cette alliance de l'URSS avec la lutte des masses du monde est aussi intervenue dans les élections du Portugal.

J. POSADAS

28 avril 1976.

DISCUTER QUEL...

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

tenue. Malgré que la discussion progresse dans le PSB pour accélérer l'organisation de fronts de gauche, des entraves sont mises par une partie des dirigeants mêmes du PSB, qui ne pensent qu'en fonction de l'objectif de rester en place, de garder des postes, et non celui de transformer la société. Quel autre signification peut avoir une alliance PSB-Libéraux ? elle ne résulte que d'un calcul bureaucratique, électoraliste, pour avoir des voix et non pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, pour diminuer le chômage, pour étatiser les secteurs économiques utiles à la communauté.

C'est avec un tel programme qui met en cause le capitalisme, que l'on peut avancer dans les élections. Il est vrai que le PSB va augmenter ses voix, mais il le ferait dans une proportion bien plus importante s'il décidait d'appuyer, de discuter un programme pour les communes, de travaux publics, de construction de logements sociaux, un plan, par exemple, de construction de 100.000 nouveaux appartements des maisons, sous le contrôle des syndicats, des comités de quartiers. Ce ne sont pas des mesures irréalisables, loin de là. Pour gérer une commune, il faut prendre des options et développer la lutte en fonction de celles-ci.

Nous appelons à suivre l'exemple de Braine-l'Alleud et de Verviers, de Chimay, pour lancer des fronts de la gauche dans tout le pays. La gauche socialiste, les JS, Links doivent être à la pointe de ce combat. Il faut s'appuyer sur les résolutions adoptées par le dernier congrès de PS Français, qui a encore réaffirmé la nécessité de l'union de la gauche et décidé d'exclure du Parti tous les candidats qui n'acceptent pas de s'effacer en cas de triomphe d'un candidat communiste. Le PS en France fait un tel congrès parce que, d'une part il voit où va le courant, et de l'autre parce qu'il y a tout un processus de mobilisations, de la classe ouvrière, de la CGT, de la CFDT, de l'avant-garde communiste et socialiste qui le poussent à avancer.

En Belgique, il en est de même, quoique à un autre niveau. Mais le durcissement de la grève dans les centrales électriques, les occupations le montrent. La classe ouvrière agit avec une grande décision. Si on n'avance pas plus vite, ce n'est pas par manque de résolution pour sortir à la rue nous occuper les usines, mais c'est à cause du rôle de frein que jouent les directions du syndicat. Dans le pays entier, des usines sont occupées. Les transports en commun ont fait grève à 99 %. Aux chemins de fer, comme dans les autres services publics, les travailleurs étaient disposés à partir en grève immédiatement. Mais les Debunne et Houthuys l'empêchent. Ils vont de conférence en conférence avec les capitalistes. Le capitalisme ne pers rien à faire de telles réunions; au contraire, il gagne du temps, car toutes les revendications en sont retardées ou rejetées.

Ce n'est pas hasard que De Staercke, président de la FEB déclarait que la Belgique, après tout, était encore un pays attractif pour les investisseurs étrangers, car les coûts salariaux avaient diminué cette année. Quand le capitalisme fait de telles déclarations, et fait appel aux investisseurs, c'est parce qu'il a la certitude que malgré les déclarations grandiloquentes, les Debunne et Houthuys ont la même conception que lui pour analyser la crise; l'un et l'autre veulent obliger la classe ouvrière à subir les méfaits de la crise que le capitalisme a provoquée.

On peut empêcher cela, en organisant la gauche syndicale, disposée à imposer la démocratie syndicale. Dans plusieurs usines, la classe ouvrière s'est battue et a obtenu, gain de cause. Dans les élections communales il faut discuter la nécessité de la démocratie pour les masses et de la direction de la classe ouvrière. Il faut unir ces élections avec la discussion de toutes les revendications de la classe ouvrière : 36 heures, défense des salaires etc. en même temps que la perspective d'imposer une défaite aux partis bourgeois. Il faut unir ces revendications et la campagne électorale à un programme anti-capitaliste, qui est le seul à, pouvoir donner une perspective à la classe ouvrière et à toute la population travailleuse.

LA GREVE DES TRANSPORTS..

sonnel était favorable à une grève au finish. Maintenant tout le monde est mécontent, parce qu'on n'a rien obtenu, et on a fait grève, perdu une journée pour rien du tout. Cela provoque des réactions de méfiance vis-à-vis de la CGSP et de la CCSP. Beaucoup de travailleurs ne veulent plus payer eu pas payer le Syndicat. Et ce n'est pas parce qu'ils manquent de conscience, ou qu'ils se préoccuppent plus de football et de bière comme le disent les directions syndicales., mais c'est une forme de protestation contre les agissements bureaucratiques des directions syndicales. C'est un problème réel. Le syndicat paye la journée de grève aux travailleurs syndiqués seulement, et les non syndiqués ne toucheront rien du tout. Cela pourrait être un élément de division entre syndiqués et non syndiqués, mais nous avons pu voir que dans la pratique tout le monde s'est trouvé unis, syndiqués et non syndiqués. Pour résoudre ce problème, il faut exiger que les journées de grève soient payées par le patron.

Il faut noter également, l'attitude digne avec laquelle les travailleurs immigrés ont participé à cette lutte. Aucun travailleur immigré n'a pu être utilisé comme briseur de grève. A Bruxelles, en particulier, tous ont participé à la lutte massivement. L'unification de tous les ouvriers est une nécessité contre le patronat. Nous combatons tous le même ennemi, le capitalisme.

Les Syndicats CGSP et CCSP a refusé de faire une grève générale de tous les Services Publics. Elle était prévue pour le 24 Mai. Les directions syndicales partialisent les grèves, divisent les mobilisations. Usine par usine, secteur par secteur ! Pour obtenir satisfaction il faut organiser une grève générale dans tous les Services Publics en même temps ! Cela ne sert à rien de faire une grève par-ci, une grève par-là. Les travailleurs sont parfaitement conscients qu'ils s'agit de manoeuvre de la bureaucratie syndicale qui a peur d'une grève générale, parce qu'elle se sent alors débordée, remise en question. Elle organise des grèves partielles pour maintenir un certain contrôle, pour empêcher que les travailleurs n'aillent plus llin dans leurs revendications et remettent en question le gouvernement Tindemans, le régime capitaliste, responsable de tous les maux de cette société, et incapable de donner une solution à la crise.

Pour préparer une grève générale de tous les Services Publics, il faut s'organiser à la base entre tous les travailleurs, organiser des comités, des groupes d'avant-garde syndicale, exiger des ASSEMBLEES GENERALES pour discuter un programme pour les transports publics ! Tous les couvriers doivent pouvoir décider, discuter, donner leur avis. Les directions syndicales sont contre la nationalisation des Transports en commun, contre le contrôle de l'Etat sur les transports. Bien ! Et les ouvriers ? Qu'en pensent-ils ? Il faut organiser des assemblées générales de tous les ouvriers pour discuter pourquoi il est nécessaire de nationaliser les transports en commun. Actuellement, les anciens actionnaires privés touchent encore des bénéfices, et si l'Etat reprend les transports en commun sous son contrôle il doit rembourser les dettes, combler le déficit. Le problème est que l'Etat est gérér et organisér par la bourgeoisie et qu'il est donc incapable d'organiser des transports en commun qui soient un véritable service public, au service de la population. Pour cela, il faut discuter la nationalisation sous contrôle ouvrier, c'est à dire que les ouvriers controlent d'où vient l'argent, et comment il est réparti ensuite, suppriment les indemnités aux anciens actionnaires, suppriment tous les profits aux directeurs, administratuers etc... et discutent comment organiser les transports pour que la population en soit satisfaite. Pour cela, il est nécessaire d'organiser des comités de quartiers, en liaison avec les comités d'ouvriers du transport qui discutent un plan précis d'organisation des transports, et la remise en question du régime capitaliste. C'est pour cela aussi qu'il faut se battre pour mettre la gauche au pouvoir, pour un gouvernement de gauche qui garantira ces nationalisations et ouvrira la voie vers le socialisme. C'est vrai que la grève est toujours politique, mais elle ne sert pas la politique d'un Parti ou d'un autre, elle sert une politique pour changer la société.

La conclusion essentielle de la grève du 17 Mai, est qu'il faut la démocratie syndicale pour pouvoir imposer les revendications. C'est une nécessité impérieuse pour exprimer l'opinion de la majorité des travailleurs, et l'imposer aux directions syndicales.

Le 24 Mai 1976

A PROPOS DES...

(Suite de la page 1)

Dans d'autres entreprises de la région de Liège, les travailleurs s'opposent aussi fermement aux tentatives patronales de profiter de "la crise" pour réduire l'emploi, pour attaquer le niveau acquis. Par exemple, à la SBA (usine chimique), les travailleurs, avec les délégués syndicaux combatifs, se sont opposés énergiquement au moindre licenciement. Les patrons voulaient licencier une quarantaine d'ouvriers. Et ils ont du finir par admettre une formule de prépension légale permettant à tous les travailleurs à partir de 55 ans (!!!) de s'en aller s'ils le désirent. C'est aussi un exemple important pour toutes les entreprises puisque la prépension "à la carte" (que la direction nationale de la FGTB présente comme un grand acquis de la classe ouvrière) n'est accordée aux travailleurs qu'à partir de 62 ans.

Dans toutes les régions du pays, de Liège, à Charleroi, à Gand, Bruxelles il y a des luttes semblables à celles que nous avons citées comme exemples. A Tessenderloo, les ouvriers occupent et font fonctionner leur entreprise "Prestige" sous leur contrôle depuis des semaines, pour empêcher son déménagement dans un autre pays. A Nalinnes, les travailleurs occupent d'urgence la laiterie LACO pour empêcher les patrons de transférer clandestinement les principales machines pendant la nuit et mettre les ouvriers devant un fait accompli.

Dans les Services Publics, l'immense majorité des travailleurs étaient prêts à partir en grève pour imposer un pécule de vacances convenable. Dans les assemblées syndicales (quand elles ont eu lieu..) ils prenaient la parole, de tous les secteurs, pour dire leur volonté de partir en lutte. Dans le secteur des transports en commun, où le mot d'ordre de grève a été maintenu, le mouvement a été unanimement suivi ! Les exemples se succèdent en grand nombre pour montrer cette volonté de toute la classe ouvrière, dans tous les secteurs, pour une offensive d'ensemble contre le plan capitaliste qui veut faire "L'austérité" pour les masses, et assurer les plus grands profits aux plus grosses sociétés.

Il y a plusieurs usines occupées actuellement. Il y en a des dizaines qui sont en lutte pour empêcher la fermeture ou des rationalisations qui conduiraient à des licenciements importants. Il y a des milliers de travailleurs en train de lutter, séparément, dans différentes entreprises ou secteurs, pour un 13ème mois, pour un pécule de vacances, pour une augmentation de salaires permettant de rattraper un peu la hausse énorme du coût de la vie : pourquoi toutes ces luttes doivent-elles rester isolées les unes des autres ? Ce sont des forces énormes qui sont gaspillées ou qui ne sont utilisées qu'à 1 % parce que le Front Commun Syndical, et la direction de la FGTB ou de la CSC ne sont pas disposées à unifier ces luttes, à proposer un plan d'action anticapitaliste, à préparer une mobilisation pour une grève générale dans tout le pays.

Il faut donc faire face à cette passivité, ou carrément ces sabotages de la part des directions. Il faut organiser toutes les forces en lutte, pour que les travailleurs à la base aient réellement "leur mot à dire". Ce n'était qu'un slogan électoral, car dans les faits, les directions syndicales décident elles-mêmes, sur tous les problèmes, à la place des syndiqués, à la place des ouvriers. Elles décident, sans aucune consultation ni discussion de masses, qu'il convient de participer à la super conférence sur l'emploi avec le grouvernement et les patrons. Elles décident elles-mêmes de signer des conventions collectives qui n'apportent rien. Quand elles demandent l'avis des travailleurs, c'est pour dire oui ou non sur un morceau de papier. Ce n'est pas cela la démocratie syndicale ! Il faut faire des assemblées, partout, dans tous les secteurs, où tout le monde a le droit de parler, de critiquer, de juger, de donner des idées; il faut avoir le droit de révoquer les délégués syndicaux à n'importe quel moment quand ils ne respectent pas la volonté des ouvriers qui les ont élu. Il faut que les usines en lutte aient la possibilité de parler aux autres ouvriers, d'aller dans les autres usines et d'expliquer leur action, d'organiser la solidarité. Toutes les usines où les travailleurs se battent pour la même chose devraient se réunir, avec des délégations de chaque entreprise, comprenant des délégués syndicaux et aussi d'autres travailleurs, syndiqués ou non syndiqués, pour coordonner leurs actions, pour échanger leurs expériences.

Il y a dans toutes les entreprises qui sont en train de se battre, des délégués, des militants syndicaux, des travailleurs de toutes opinions qui sont prêts à s'organiser. Il faut former dans toutes ces usines, des groupes de gauche syndicale, des conseils d'usine, se coordonner entre les différents secteurs, en écrivant des journaux d'usines par exemple, pour expliquer ce qui se fait dans une entreprise et pour pouvoir le faire connaître dans les autres, faire des échanges, des discussions entre les différents groupes de gauche syndicale, pour arriver à ce que la base, les entreprises fassent entendre leur voix avec une plus grande force que maintenant et cela obligera les directions syndicales à se bouger ou, si elles refusent, on organisera toutes les forces qui existent dans tout le pays, pour imposer une nouvelle direction et reconquérir le pouvoir dans les syndicats.

22 mai 1976

ABONNEZ-VOUS A "LUTTE OUVRIERE"

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnem. 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762.34 de C. Pôlet.

Ed. Responsable: Cl. Pôlet,
51a, rue Garibaldi,
1060 Bruxelles

LA GREVE DES TRANSPORTS EN COMMUN ET LA NECESSITE DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE POUR IMPOSER LES REVENDICATIONS :

Et tout cela sans nous consulter. Ce sont les directions syndicales qui discutent à notre place s'il faut ou non accepter les propositions du gouvernement. Aucune assemblée générale, aucune réunion d'information n'ont été réalisées. Et le sentiment général de tous les ouvriers est de dire : "Nous avons été bernés ! Nous avons fait grève pour rien ! Nous n'avons rien obtenu !". En effet, nous ne pouvons accepter de telles méthodes bureaucratiques. Pour obtenir les revendications exigées, il ne suffit pas de faire grève pendant 24 Hs, mais il faut faire une grève au finish. Et surtout, ce sont les travailleurs qui doivent décider, comment poursuivre l'action. Il est évident que si une assemblée générale avait été organisée à la STIB, 80 % du per-

• La substitution de l'Etat Prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente •
Lénine

• Sans le Parti nous ne sommes rien avec le Parti, nous sommes tout •
Trotsky

Abonnement 12 num. : 70 F
Abonnement 24 num. : 150 F
Abonnem. de soutien : 300 F
Correspondance :
R. P. 273 Charleroi
C.C.P. 976234 de C. Polet

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e année - N° 267 Le 17 juin 1976 - HEBDOMADAIRE

J. POSADAS

La morale prolétarienne et l'issue de classe en Italie.

7 Mars 1976 *(Voir page 4)*

LE TRIONPHE DU PARTI COMMUNISTE ET DE LA GAUCHE EST LA REPONSE A LA CRISE DU SYSTEME CAPITALISTE EN ITALIE

J. POSADAS 6 JUIN 1976

PRESENTATION

Dans ce numéro de Lutte Ouvrière nous publions plusieurs textes du camarade Posadas sur l'Italie pour les prochaines élections du 20 Juin. Dans ces textes, le camarade Posadas développe une profonde argumentation pour montrer toutes les forces qui existent en Italie pour que le PC aille au pouvoir avec un gouvernement de gauche, avec un programme anti-capitaliste. Il montre que ces élections vont se dérouler dans un étape prérévolutionnaire et que les élections reflètent d'une façon très lointain. Il analyse également la raison de la présentation du patron de la Fiat, Agnelli sur les listes électorales de la DC qui signifie une intervention pour essayer de cohésionner une partie fondamentale du capitalisme italien, pour essayer de sauver le capitalisme. Il montre également la crise qui se développe dans la démocratie chrétienne et la nécessité de construire un parti catholique de gauche.

Ces élections vont avoir une importance fondamentale pour l'Italie mais aussi pour toute l'Europe. Le capitalisme européen voit avec une peur panique la venue au gouvernement du Parti Communiste Italien. Malgré toutes les limitations de la politique du PC, malgré le "compromis historique", la politique de conciliation des directions communistes qui ne mettent même pas en question le capitalisme, le Parti Communiste va gagner et tout le capitalisme européen voit cette perspective avec frayeur. A Paris, au Meeting commun du PCF et du PCI 150.000 personnes étaient présentés et ont manifesté par leurs chants, leurs mots d'ordre, leurs banderole qu'ils veulent la victoire du PCI aux élections, mais qu'ils veulent également d'une politique révolutionnaire, d'un programme anticapitaliste, qu'ils veulent en finir avec le capitalisme en France et en Italie, et qu'ils ne veulent pas ni "de compromis historique" ni de l' "Union du peuple France" ainsi dans l'abstrait.

Cette participation massive au meeting montrent que les masses communistes veulent pousser leurs dirigeants, et les obliger à une politique anticapitaliste.

Nous faisons un appel à toute la gauche à discuter l'importance des élections en Italie, et à aider les travailleurs immigrés italiens à rentrer le 20 Juin pour voter. L'immigration italienne en Belgique et en Europe est presque toute communiste, et les autorités italiennes leur font beaucoup de problèmes pour renter au pays. C'est un véritable sabotage pour essayer d'éliminer des voix pour la gauche, pour le Parti communiste. Nous appelons les Syndicats, et les partis ouvriers à participer à l'appui financier pour payer le voyage à la victoire du PCI et discuter dans toutes les organisations de gauche la signification de ces élections pour aider à l'organisation de la gauche en Belgique pour construire un front de la gauche, et discuter un programme ouvrier de développement qui va permettre de résoudre la crise capitaliste en Belgique.

La préoccupation politique ne termine pas avec les élections. La classe ouvrière reste préoccupée pour intervenir et participer aux décisions. Il n'est pas possible de mesurer cette préoccupation par la quantité de gens qui va aux débats du Parti Communiste dont le principe n'est pas mauvais, mais dont la forme et les résultats le sont.

Le principe du débat public est valable ; il permet aux gens de parler et au Parti de s'élever. C'est un principe de démocratie, mais de courte portée. Ces mêmes débats devraient être faits dans les usines et les quartiers, pour généraliser le principe et permettre à tout le monde de participer et aux partis communiste et socialiste de faire front unique. Ce front unique doit inclure les gauchistes et mener de l'avant la discussion et le débat public, tant pendant qu'après les élections. Il faut développer la préoccupation objective de discuter les problèmes qui ne prendront pas fin avec les élections : l'économie, la direction du pays, les investissements, la planification de la production.

Il faut uni aux partis, l'ensemble du mouvement ouvrier, les centrales ouvrières, les usines. Il faut lancer un appel pour que dans cette situation qui ne prend pas fin avec les élections, compte tenu de la crise totale du système capitaliste, les masses se préparent à continuer d'intervenir.

Notre Parti en Italie appelle à voter pour le Parti Communiste, en vue de concentrer les votes. Il est logique de voter pour le parti le plus représentatif de la classe ouvrière. Nous appelons aussi à ce que les syndicats interviennent et discutent ouvertement de politique. Déjà trois dirigeants syndicaux se présentent comme candidats. Dans un grand nombre d'usines, les syndicats se prononcent. La pluralité démocratique comment par la discussion politique ouverte des syndicats. Il n'y a pas lieu d'obliger aucun ouvrier à voter, mais il doit pouvoir discuter dans l'usine, donner son opinion, orienter sa pensée, donner son jugement critique. Il faut que dans chaque usine, dans chaque quartier, dans chaque école on discute ouvertement.

Nous appelons à voter pour le Parti communiste et pour la gauche. Que celui qui ne veut pas voter PC, vote pour la gauche, pour un gouvernement de gauche sur la base d'un programme anti-capitaliste.

Il faut organiser une discussion publique, un débat public, ce qui est la forme encore la plus élevée de démocratie en système capitaliste. Il faut réaliser le front unique y inclus dans les quartiers, où l'on discute de tous les problèmes, de l'économie, de la direction de la société. Il faut aussi discuter des raisons pour lesquelles, dans des branches industrielles aussi importantes que le textile ou la chimie où travaillent une majorité de femmes, celles-ci n'occupent pas de postes dirigeants dans le mouvement ouvrier ? Il faut des femmes dirigeantes dans le mouvement ouvrier !

(Suite page 3)

LA REGIONALISATION EST-ELLE OU NON NECESSAIRE ?

Les derniers évènements de Schaerbeek, la déclaration du PSB sur "la régionalisation à trois", avec des pouvoirs législatifs pour chaque région, font aller bon train toutes les discussions. Mais personne, ni le Parti Communiste, ne place cette discussion dans son contexte réel. C'est comme si on voulait construire une maison sans avoir les briques pour le faire. Tout le monde dit comment il veut avoir les chambres mais personne ne pense à rassembler le matériel de base.

Pour le problème des "régions", on parle comme si c'était lui qui empêchait de résoudre la crise capitaliste. En fait, régionalisation ou pas, les 250.000 chômeurs en Belgique, seront toujours chômeurs. Le problème est autre part. Il vient de ceux qui tiennent les rênes de l'économie en mains, du pouvoir capitaliste lui-même. On a beau parler de régionalisation, ce n'est pas cela qui fera rouvrir les entreprises en crise, ou arrêter le chômage, ou augmenter les salaires etc... Si l'on régionalise en laissant le capitalisme continuer à exploiter la classe ouvrière ; il le fera dans trois "régions" au lieu de le faire dans une. De plus, la classe ouvrière en Belgique, se compose certes de tra-

(Suite page 2)

LE PLAN DE REGIONALISATION DU P.S.B. ET LA CONSTRUCTION DU FRONT DE LA GAUCHE

EDITORIAL

En présentant son "plan de régionalisation", le PSB cherche à montrer à la population qu'il agit comme une direction soucieuse des problèmes de tout le pays, et qui prend la responsabilité d'intervenir sur tous les problèmes. Mais pourquoi estce que justement ces "problèmes de communauté" sont-ils revenus sur le tapis maintenant ? pourquoi la bourgeoisie a-t-elle organisé une telle épreuve de force pour des guichets de Schaerbeek qui ont si peu d'importance ? C'est bien plus important de se prononcer sur l'échec de la nouvelle "confrontation" entre gouvernement – patrons – syndicats sur l'emploi, sur le mensonge de la "reprise économique" qui conduit à maintenir un chômage massif en Belgique, à freiner les augmentations de salaires tandis que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. C'est aussi plus important de se prononcer et de faire une campagne dans tout le pays, pour appuyer le triomphe électoral de la gauche aux prochaines élections en Italie, et de discuter sur quel programme de lutte on peut construire le front de la gauche et impulser la gauche chrétienne à s'organiser et former un parti de gauche indépendant du PSC-CVP. Alors pourquoi la direction socialiste ne donne-t-elle pas des propositions, des idées, une discussion nationale sur la question "où va la Belgique ' qui décide dans ce pays ? pourquoi les masses doivent-elles continuer à payer les frais de la crise dont le capitalisme est pleinement responsable".

La discussion sur les problèmes linguistiques, communautaires, la régionalisation est en fait une déviation de ce qui doit être le centre de la préoccupation de toute la gauche. Si les problèmes linguistiques "empoisonnent" tellement l'ambiance de la vie politique en Belgique, c'est dans la mesure ou les partis ouvriers, le PSB, les syndicats éludent de mettre au centre ce qui est justement le plus important pour les masses ! La bourgeoisie montre une grande faiblesse et une crise politique, qui se joint à tous les autres aspects de sa crise. Les congrès du PSC-CVP, les réunions du Rassemblement Wallon, du FDF, les disputes des groupes libéraux expriment ce vide politique qui existe dans les forces politiques bourgeoises pour centraliser les forces du capitalisme en Belgique et donner une issue à la crise en fonction des intérêts centralisés du capitalisme. Mais dans toutes ces disputes et divisions, il surgit la préoccupation des cercles des grands capitalistes, de regrouper les forces de la bourgeoisie, entre les différents partis, de s'unifier sur la base de la défense intransigeante de la propriété privée : pour cela, le CEPIC s'était constitué il y a quelques mois, maintenant les dirigeants PSC-CVP en appellent à un regroupement du centre-droit ; pour cela aussi, le nouveau groupe libéral, et les visées d'une partie des dirigeants du R.W. comme Périn vers de nouveaux postes ministériels ou ou de chef de parti.

La faiblesse de la bourgeoisie a été mise aussi clairement en évidence dans le scénario de Schaerbeek. C'est sûr qu'elle cherche à faire un coup de force,

(Suite page 2)

LIBAN

La guerre civile au Liban s'approfondit et s'intensife avec l'intervention réactionnaire et contrerévolutionnaire de la Syrie. En effet, un secteur du gouvernement syrien intervient au Liban contre la gauche musulmane, contre les palestiniens en bombardant les camps. Il faut condamner l'intervention de la Syrie au Liban, qui a des résultats semblables à une intervention de l'impérialisme américain, même si elle n'a pas été préparée et diriegée par l'impérialisme. Elle est le résultat de la limitation de la direction de l'Etat Révolutionnaire syrien qui n'a pas permis qu'il se développe et progresse dans la transformation de l'économie, du fonctionnement social, vers un Etat Ouvrier. Et également d'une lutte de tendances très profonde dans le Baath, dans l'armée et aussi dans le gouvernement.

La crise prend une forme complexe et profonde au Liban parce que l'on assite à des changements d'alliances et d'attitudes en très peu de temps. La Surie intervient au Liban avec des Mig soviétiques, qui étaient destinés à la guerre contre Israël ; l'Egypte qui, dernièrement, a reculé beaucoup dans les relations avec l'URSS et a rouvert le canal de Suez, favorisant l'intervention d'Israël, se déclare favorable aux Palestiniens.

Le voyage de Kossyguine à Damas avait pour but empêcher l'intervention massive de l'armée syrienne au Liban. En réitérant son appui à la nécessité de la lutte anti-impérialiste de la Syrie, l'Union Soviétique veut chercher à utiliser la lutte intérieure en Syrie pour empêcher son intervention militaire. Jusqu'à présent, la Syrie a agi aux côtés des Palestiniens contre Israël. Son intervention militaire actuelle, va accentuer la crise au sein du mouvement nationaliste, et jusque dans le gouvernement. Si Assad n'arrêt pas ces massacres et cette politique il ne fera qu'accélerer l'avancée de tendances plus élevées dans le nationalisme et qui vont chercher à tirer des conclusions de cette crise et de progresser vers un programme socialiste – comme est en train de la faire l'Algérie. Déjà de nombreux soldats syriens ont refusé de se battre. Les officiers supérieurs ont comme consigne d'abattre tout soldat qui se rebelle. Mais la résistance est très grande à cette intervention militaire contre le progrès de la révolution palestinienne, libanaise et syrienne.

La prise de position de l'Union Soviétique, condamnant la Syrie et les forces impérialistes et réitérant son appui aux Palestiniens, et menaçant d'intervenir à son tour si la guerre continue, est bien tmide ; mais elle est importante parce qu'elle montre que les Soviétiques doivent exua sussi, élever leur intervention politique et chercher des points d'appui les plus avancés soutenir les tendances révolutionaires des pays arabes, et se préparer à l'affrontement direct contre l'impérialisme mondial.

La guerre civile au Liban devient de plus en plus clairement, un affrontement de classes, dans lequel interviennent toutes les forces réactionnaires mondiales et arabes, et les tendances progressistes libanaises, mais aussi de tout le Moyen Orient. Elle va obliger les pays arabes à se définir plus clairement, soit dans un camp, soit dans l'autre. Israël n'est pas intervenu encore directement au Liban, de peur d'être entraînée dans une guerre où elle perdrait le contrôle de ses propres territoires. Il faut d'ailleurs constater que les Palestiniens sortent renforcés de cette guerre parce qu'ils peuvent faire face à l'intervention militaire syrienne. Un nouveau "septembre noir" est condamné à l'échec.

La résistance palestinienne lutte avec acharnement et les masses palestiniennes montrent une très profonde résolution ; malgré tous les assassinats elles tiennent bon et montrent leur confiance dans leurs objectifs, dans la lutte pour la dignité humaine. Cette résistance est possible parce que les masses sentent l'appui qu'elles ont des masses du monde, des pays arabes, des Etats ouvriers. Elles sentent comme un stimulant permanent les progrès de la révolution en Afrique, le triomphe de l'Angola, l'audace du Front Polisario qui a lancé une attaque contre la capitalisme mauritienne.

Pour donner une perspective et une issue à la crise actuelle au Liban, c'est très important que la gauche libanaise, les Palestiniens, toutes les tendances et les gouvernements révolutionnaires arabes fassent un front avec un programme socialiste, d'expropriation de la bourgeoisie libanaise et des banquers internationaux qui s'accrochent à tout prix à leur pouvoir. Un front aussi avec les masses israéliennes, avec les masses du Maroc, Tunisie, Arabie Séoudite, pour construire un Etat laïque, socialiste à la place d'Israël, pour que les masses exploitées soient à la direction du Liban, pour chasser de tous les pays arabes, l'impérialisme et la bourgeoisie et les féodaux.

Il faut condamner l'intervention réactionnaire de la Syrie, et appeler le Baath, les masses syriennes à s'allier à toutes les forces de gauche. L'Algérie, l'Irak, la Lubie doivent intervenir résolument dans la discussion, et aider la gauche libanaise à prendre le pouvoir. Il faut condamner et mettre en échec toute tantive de l'impérialisme, de l'OTAN, de liquider la révolution arabe, et donner tout l'appui des forces de gauche en Europe, de la classe ouvrière, des syndicats aux forces anti-impérialistes arabes.

11.6.76

ÉDITORIAL (Suite de la page 1)

et qu'elle veut mettre en place un appareil de répression, un pouvoir "fort", pour cela elle utilise ces méthodes brutales contre une maison communale. En même temps, elle s'exerce contre des guivhets parce qu'elle n'a pas été capable et n'a pas eu la force d'en faire autant contre la classe ouvrière, quand elle occupe les usines, les fait fonctionner sous son contrôle, et même quand les ouvriers font sauter les sellés mis par les gendarmes sur les machines, comme à Prestige. Pendant ce temps qussi, une partie des policiers communaux élève la voix, font des conférences de presse pour exprimer leur désir de ne pas servir de force de répression, mais de servir la population, et de ne pas être incorporé ni remplacé par les gendarmes. Et les gendarmes eux-mêmes menacent de faire des manifestations sur Bruxelles, pour obtenir des conditions de vie plus dignes, et surtout, pour un relâchement de la discipline stupide à laquelle ils sont soumis. Cette rébellion, même encore timide, des policiers et des gendarmes contre la fonction pour laquelle le capitalisme les utilise montre bien le manque de base solide d'appui de la bourgeoisie pour s'imposer et soumettre les masses.

La classe ouvrière et toute la population travailleuse, par les actions qu'elle a menée sans arrêter face à la crise capitaliste, est parvenue à contenir les conséquences de cette crise contre elle, à ampêcher que les capitalistes ne reprennent tous les droits acquis, qu'ils ferment les usines ou se déclarent en faillite sans indemniser les travailleurs, etc... et même, quand les syndicats ont accepté de se battre, les travailleurs ont obtenu des revendications de salaires importantes. Ces luttes ont fait accélerer encore la crise dans la mesure où la bourgeoisie n'a pas les mains libres pour accomplir ses propres plans. C'est là que sont les problèmes essentiels qui préoccupent les masses, toute la population, qu'elle soit socialiste, chrétienne, communiste, flamande ou wallonne. La manifestation de la FGTB du 13 mars, a réuni 70.000 personnes, parlant flamand et wallon et bruxellois, dans une fraternité et unanimité complète contre le capitalisme ! le FDF et le RW qui "domine" presque toutes les communes de Bruxelles, fait un appel aux masses, et moins de 2.000 personnes sont venues manifester.

Le Parti Socialiste rencontrerait donc un appui et un accueil beaucoup plus pronfond au sein de la population, en intervenant sur ces problèmes et en proposant un programme contre le capitalisme et un front unique pour mener l'action. Quand André Cools fait ces appels aux chrétiens de gauche pour un rassemblement des progressites, tout en leur disant qu'ils doivent entrer au PSB ou rien d'autre, il ne peut pas convaincre la gauche chrétienne. Et quand les dirigeants socialistes mettent toute leur attention à des plans de "régionalisation" au lieu de proposer un programme anti-capitaliste, ils n'attirent pas les masses chrétiennes et ne les entraîne pas plus à gauche. Même la petite-bourgeoisie, qui forme une bonne part des électeurs démocrates-chrétiens, ne se mobilise pas sur les "problèmes communautaires" ; elle cherche une issue plus radicale, mais elle ne fait pas confiance aux directions, ni des syndicats, ni des partis ouvriers qui ne proposent que du replatrage au système capitaliste. Une partie de la direction socialiste à même proposé que le plan de régionalisation soit une base de discussion pour un nouveau gouvernement de centre-gauche. Et pourquoi le PSB ne propose-t-il pas de discuter un "programme commun", pour faire une union de la gauche comme en France, et pour former un gouvernement de gauche en Belgique également ? Il est vrai que les chrétiens de gauche sont très dispersés, qu'ils ont forme une grande quantité de groupes, d'associations. Mais il faut voir que ces groupes ont pris des positions très avancées, et même plus que les socialistes : beaucoup proposent un changement radical de société, de jeter les bases d'une société socialiste, de nationaliser les moyens de production, d'exercer un réel contrôle ouvrier, de sortir de l'OTAN. Il faut leur proposer avec persévérance de préparer la construction d'un parti catholique de gauche, et surtout, il faut qu'ils voient que les socialistes sont prêts à former un front de gauche avec ces organisations et à appliquer un programme anti-capitaliste. Mais quand les chrétiens de gauche voient qu'on ne parvient pas à généraliser les expériences de listes de front commun comme à Braine-l'Alleud, tandis que le PSB s'allie avec les libéraux à Liège, ils n'ont pas confiance dans la direction socialiste. L'impatience du discours d'André Cools n'est pas justifiée. Le problème est que la gauche chrétienne doit voir une gauche socialiste s'affirmer beaucoup plus résolument à l'intérieur du Parti Socialiste.

C'est surtout cela qui fait encore défaut, tant dans le PSB, que dans les syndicats, au sein de la FGTB. Les luttes et les exemples formidables de décision, d'initiative, de maturité, que la classe ouvriere donne dans les occupations d'usines, dans les grèves, ne trouvent pas d'écho suffisant à l'intérieur du PSB, car la gauche socialiste ne s'appuie pas sur les masses ; elle vit encore près accrochée à l'appareil du Parti. Les exemples et les expériences de progrès de la gauche dans les autres pays d'Europe en particuler, mais aussi d'Amérique Latine et du monde, doivent être discutés dans tout le Parti Socialiste, dans les sections socialistes des entreprises, dans les quartiers : par exemple : le Parti Socialiste Français vient de faire un congrès où il a affirmé son adhésion au Programme Commun, et sa résolution d'expulser du Parti tous les vieux dirigeants qui ne respecteront pas ces principes : pourquoi ne discute-t-on pas de cela dans tout le PSB? les dirigeants socialistes viennent de se rendre en Amérique Latine où se sont tenues d'importantes réunions avec des mouvements socialistes et nationalistes révolutionnaires de Mexique, du Vénézuéla : il faut le faire connaître aux militants ! il faut leur montrer que ces deux pays cherchent à progresser sur la base de l'expulsion des puissances impérialistes, et de la nationalisations de leurs principales ressources ! De même il faut tirer les conclusions des voyages que viennent de faire d'autres délégations dans les Etats ouvriers et montrer que la base du progrès de tous ces pays est justement l'étatisation des moyens de production, le monopole du commerce extérieur, l'expulsion de la bourgeoisie. Il daut discuter également les évènements actuels de l'Algerie, la nouvelle Charte Nationale proposée par Bumedienne et qui vise à transformer l'Algérie en Etat ouvrier. De même, il faut discuter la timidité et le vide de programme chez les dirigeants du Parti Communiste et Socialiste en Italie, qui vont triompher dans ces élections du 20 juin, mais ne proposent pas de mesures pour exproprier le capitalisme.

Il n'y a pas de vie politique dans le Parti Socialiste. Par conséquent, le progrès de son influence sur les masses chrétiennes est très limité et les menaces ou les appels impératifs des dirigeants socialistes ne vont pas convaincre les masses catholiques de s'organiser dans un parti indépendant, de faire le front de la gauche. Mais les conditions pour former ce front, se renouvellent sans cesse et même les limitations des directions ne découragent pas les masses, l'avant-garde. Nous appelons à développer une telle discussion dans toutes les réunions, dans toutes les activités socialistes, chrétiennes, ou syndicales.

11.6.76

LA REGIONALISATION EST-ELLE OU NON NECESSAIRE

(Suite de la page 1)

vailleurs wallons, flamands, mais aussi grecs, turcs marocains, espagnols, itialiens, qui sont, tous confrontés à l'exploitation capitaliste. C'est la même chose en Flandres comme en Wallonie. Il faut donc se poser la question si cette "régionalisation" va éliminer le pouvoir capitaliste, l'affaiblir ; ou bien s'il faut mettre en question le régime capitaliste, lutter pour étatiser les moyens de production, pour un réel contrôle de la classe ouvrière à tous les niveaux dans l'entreprise.

Le capitalisme a besoin d'une structure centralisée de son pouvoir, pour assurer sa domination et son contrôle sur la société. Mais la bourgeoisie belge n'a pas été capable de réaliser cette centralisation de ses intérêts, et elle est très divisée. C'est pour cela que certains secteurs capitalistes voudraient pousser à la "régionalisation", pour avoir une part plus importante du "gâteau" des finances de l'Etat capitaliste. Mais quand la classe ouvrière a mené de grandes luttes, elle ne les a jamais faites en divisant les flamands et les wallons. La manifestation de la FGTB du 13 mars regroupait flamands et wallons pour défendre les revendications de toute la classe ouvrière.

Par contre, les intérêts que défend le Rassemblement, le FDF, la Volksunie sont essentiellement ceux de la petite-bourgeoisie, des secteurs locaux de la bourgeoisie, qui mettent leurs intérêts "linguistiques, communautaires", au-dessus de ceux de la lutte contre l'exploitation capitaliste. Ces mouvements sont en crise. Dans le RW, ils voient que les dirigeants comme Périn et Cie négocient avec le PSC et le Parti Libéral un nouvel arrangement, un nouveau regroupement de centre droite. Comme la coalition gouvernementale actuelle a de plus en plus de mal à continuer, ils cherchent de nouvelles alliances.

Mais quand le Parti Socialiste et le Parti Communiste entrent en partie dans ce jeu, c'est pour éluder les véritables problèmes. C'est le cas en particulier dans le PSB, où une partie de la direction cherche les bases pour une nouvelle coalition gouvernementale avec le PSC.

Dire que la régionalisation donne des possibilités de résoudre la crise, est faux. Il faut d'abord que la classe ouvrière ait le contrôle, au moins, dessecteurs-clé de l'économie : l'énergie, les banques, les grands holdings, les compagnies d'assurances, les grandes entreprises : il faut élaborer un programme pour la transformation socialiste de la société. Il faut discuter d'organiser le front de la gauche. C'est dans ce sens que la classe ouvrière intervient. Pour des problèmes de régionalisation, ou linguistiques, elle ne se mobilise pas parce qu'elle sent que cela ne change rien pour elle, car les usines restent toujours dans les mains de la propriété privée, des capitalistes, que ce soit les ACEC, Caterpillar, Hainaut-Sambre, Cockerill, Sidmar, l'UCB etc... S'il en était autrement, le FDF aurait réuni des dizaines de milliers de gens pour défendre les "libertés" quand il a appelé à manifester. Mais il a rassemblé moins de 2000 personnes, ce qui n'est rien du tout pour un Parti qui tient la majorité à Bruxelles.

Cela montre bien que le centre n'est pas un problème de guichets, malgré les actions de la bourgeoisie. L'essentiel, c'est le niveau de vie, le chômage, l'étouffement de toute la société capitaliste, les droits démocratique et syndicaux, l'organisation de toutes les forces degauc he pour porter la gauche au pouvoir. Une fois ce pas accompli,

ou dans cette avance, les masses décideront si elles préfèrent une organisation "régionalisée" ou centralisée du pays, en fonction de ce qui convient le mieux à toute la population travailleuse.

11.6.76

LE TRIONPHE DU PARTI COMMUNISTE....

Il faut discuter du crime monstrueux que signifie la mort de ces jeunes à Naples. Il ne s'agit pas seulement du manque d'intérêt du patron, où d'un manque de protection. Tout cela existe certes, mais reste sans solution, car c'est le produit du système capitaliste. Chaque patron est amené à ce type d'exploitation pour concurrencer l'autre. Et les gens doivent accepter de travailler ainsi, car ils n'ont pas d'autres solutions. Aussi est-il nécessaire d'étatiser, d'éliminer la concurrence, la compétition, et permettre alors que la sécurité du travail soit un élément essentiel. Il faut en discuter dans la campagne électorale. Le capitalisme ne peut rien résoudre en ce domaine. Seul l'Etat ouvrier, un gouvernement ouvrier et paysan, un gouvernement de gauche peuvent avoir une préoccupation pour la population.

Toute la situation actuelle tend à éliminer le petite capitaliste qui ne peut concurrencer le grand et qui doit en arriver, pour produire, à ce type d'assassinat. Il est dans ces conditions possible de gagner des milliers d'adhesions d'ouvriers, de paysans, de petites bourgeois et les fils mêmes de ces capitalistes. Il faut poser le besoin de manifestations communistes de centrales ouvrières et des partis, donnant la possibilité aux dirigeants ouvriers de défendre leurs positions. Les dirigeants syndicaux communistes doivent pouvoir appeler ouvertement à voter pour le Parti communiste, les socialistes pour le Parti socialiste et les gauchistes pour les gauchistes. Tous doivent mettre en avant un programme de gauche, en appelant à planifier la production, à étatiser, à chercher une solution de principes contre la tuerie d'ouvriers.

Le nombre d'accidents d'enfants au travail est incroyable. Seulement à Naples cent mille enfants travaillent dans de mauvaises conditions ! Rien de cela ne peut simplement se résoudre avec un meilleur gouvernement. Un gouvernement communiste serait, bien évidemment, une meilleure chose, mais il ne peut faire face à la propriété privée. Nous en avons la preuve avec les communes rouges, qui tout en n'étant pas un échec, ne peuvent donner la solution. Il y a des améliorations assez importantes, mais elles ne peuvent rien faire sur les problèmes de fond. Là, il en est comme avant. Ils améliorent la propriété, le fonctionnement administratif, le ramassage des ordures, mais ne peuvent aller au délà : les hôpitaux continuent à manquer de moyens, le chomage à sévir etc...

Il faut mettre en application le contrôle ouvrier que pose le programme du PC et du PS. Il faut appeler à un front unique, en montrant que pour mettre fin à ces tueries des masses, des jeunes, des enfants, au chomage, il faut que les syndicats interviennent. Pas après, sinon dès maintenant ! Il faut qu'ils participent et discutent dans les usines de ces problèmes comme ils discutent des autres problèmes, avec une complète liberté de tendances, depuis les gauchistes jus qu'à la base de la démocratie chrétienne. L'usine doit conseiller et se prononcer pour qui voter. Elle en a le droit. Voilà la démocratie ! Elle a le droit de conseiller la population et de lui dire : "nous autres dans cette usine, à telle majorité nous conseillons de voter pour la gauche". Il faut toujours unir le controle ouvrier, à la programmation de la production en fonction des intérêts des ouriers. Voilà les conclusions sur lesquelles nous appelons.

Le meeting du PC français et du PC italien, que nous saluons avec joie malgré ses limitations, a montré la décision du mouvement ouvrier à donner une solution de classe anti-capitaliste aux problèmes crées par le capitalisme, au chômage, aux accidents mortels du travail, à la guerre. Ils ont chanté l'hymne français et italien, mais ont du finir avec l'Internationale, le poing levé. Tout cela a montré la volonté des masses françaises et italiennes. En Italie aussi, les ouvriers ne doivent pas craindre de chanter l'Internationale le poing levé. Il faut s'adresser aux masses pauvres de la DC en leur montrant ces perspectives, sans redacter qu'elles vont craindre que tout cela puisse les éloigner. Au contraire, la capacité de conviancre va s'en trouver renforcée.

La droite se partage les rôles avec Fanfani et Zacagnini, même si leurs intérêts ne sont pas tout à fait les mêmes. Ils visent à préparer des solutions extra-parlementaires. Les assassinats, les affrontements criminels qui se perpétrent dans cette campagne électorales sont le fait de la droite avec le consentement de la droite de la DC. Ils cherchent à l'évidence une solution criminelle et non électorale. Les dénonciations ne suffisent pas ; il faut faire intervenir les gens.

Il faut d'ores et déjà appeler à la formation de Comités de quartiers, d'usines, aux masses à intervenir, à discuter de tous les problèmes et décider démocratiquement dans les quartiers pour qui vote. Ca c'est du pluralisme. Celui-ci n'existe pas dans le socialisme. Il existe des différences de tendances, mais non des différences d'intérêts comme c'est le cas avec le "pluralisme". Il y a, dans le socialisme différentes tendances sur la façon de résoudre les problèmes. Il faut des discussions publiques dans les usines, les quartiers, les syndicats, les écoles, les syndicats. C'est la façon d'élever le débat, d'élever les positions à leur niveau le plus logique. Il faut un débat public, honnête, intelligent, objectif.

Il faut appeler les syndicats, les partis ouvriers, les communistes, les socialistes, les gauchistes, les centrales ouvrières à appeler tout le monde à discuter. Cela va rencontrer un grand écho dans la démocratie chrétienne et gagner sa gauche, encore confondue. Il est important de gagner des intellectuels démocrates-chrétiens, des artistes. Mais le plus la base démocrate-chrétienne, ouvrière et paysanne.

Il faut se préparer pour l'après-élection. La bourgeoisie n'acceptera en effet aucune défaite, ou une diminution de ses pouvoirs. Si elle gagne à nouveau, la résistance du mouvement ouvrier va être immense. Aussi fautîl se préparer, en Italie, comme en France, à une réponse post-électorale. Et pour cela, il faut maintenir la campagne électorale en liaison avec les syndicats, les usines, les quartiers.

Il faut appeler à ce que l'Italie doit changer, et montrer la façon d'y parvenir. Il ne faut pas limiter les débats aux cercles financiers, mais montrer qu'ils sont impuissants, incapables à résoudre quoi que ce soit, car le régime est en crise et que le mal ne vient pas de tel ou tel mauvais dirigeant. Les dirigeants agissent en fonction des intérêts du dapitalisme et de la concurrence. Il ne s'agit pas de types qui dirigent, mais d'un système qui impose. Quel que soit le gouvernement capitalisme qui se forme, il en sera ainsi... Aucune amélioration n'est possible dans cette étape de crise totale du système, alors que les préparatifs de guerre plus ou moins ouverts se développent.

Il faut appeler les masses à intervenir sur un programme de développement de l'économie en fonction des intérêts de la population et sous contrôle de celle-ci. C'est la façon d'en finir avec les pots-de-vin, la corruption et les crimes que perpétront ouvertement les fascistes avec la collaboration des forces officielles.

Même encore divisés, les communistes, les socialistes, les gauchistes, les radicaux doivent se présenter de manière homogène. Il faut rejeter toute concurrence dommageable, au profit de discussions politico-programmatiques, ouvrant à la population la possibilité d'intervenir, de contrôler, de décider. Il faut créer en son sein des cadres et des cadres capables d'intervenir sur tous les problèmes.

Cette élection n'est ni commune, ni normale. Elle se situe en pleine crise ascendante du capitalisme, qui voudrait pouvoir intervenir massivement comme au Liban, mais qui doit affronter l'opposition et la résistance des masses. Le capitalisme est prêt à intervenir comme en démontrent les crimes perpétrés en Argentine, en Uruguay, au Chili, au Liban. Là est l'image de ce qui se préparer en das de victoire de la Démocratie chrétienne. Il n'y a aucune raison de se soumettre à cette peur, et aucune condition pour qu'elle triomphe. La puissance du mouvement de gauche est énorme et peut vaincre dans ces élections ou après.

Le mouvement ouvrier doit intervenir avec les communistes, les socialistes, les radicaux, les groupes, avec l'objectif de réaliser un programme qui en finisse avec tous ces méfaits du système capitaliste en crise. Il faut appeler les gauchistes à une campagne de persuasion, d'éducation, de discussions. Ils ont le droit de faire toutes les critiques qu'ils veulent, tout comme les radicaux, mais ils doivent faire des discussions persuasives, permettant d'élever l'intervention des masses, leur contrôle, leur action politique. Ils doivent participer de leur éducation, en appelant que toutes les usines discutent, décident du vote, tout en conservant le droit de chaque ouvrier à voter. Telle doit être la façon pour la classe d'intervenir concrêtement.

Cette élection ne se termine pas avec les résultats des urnes, car si la gauche l'emporte, le capitalisme va continuer à la saboter. Si c'est lui qui gagne, il va essayer d'imposer une série de mesures pour intimider la classe ouvrière. Il faut montrer l'intervention des masses, un programme posant le développement de l'économie sur la base des étatisations, du contrôle ouvrier, de relations avec tous les Etats ouvriers, avec les pays appelés du "tiers monde", posant de retrait de l'Italie de l'OTAN.

L'OTAN n'est pas la même chose – que les Soviétiques, car ceux-ci ne défendent pas le système capitaliste. Aussi ne peut-on maintenant mettre les Etats ouvriers sur un même plan que l'OTAN.

Le front unique auquel il faut appeler doit avoir pour critère que pour changer de système l'Italie doit changer de système de propriété et de production. Même si le changement n'est pas total, il doit l'être dans les secteurs essentiels. Il faut un contrôle sur les investissements, sur la production, sur les prix, pour parvenir à un certain équilibre de l'économie. Actuellement, c'est la crise du capitalisme qui sévit, et c'est la raison pour laquelle les gouvernements sont de mauvais administrateurs de la société. Les corrompus ne sont pas là par hasard. Ils sont le produit du système capitaliste. Tant que la propriété privée existera, tout cela ne fera que se répéter. Il n'est aucune forme de contrôle public qui puisse l'en empêcher. Il faut, par contre, ôter le pouvoir à ce système qui ne peut plus développer l'économie.

Nous appelons à voter pour le Parti communiste, pour la gauche, en vue d'un front unique de tdute la gauche avec un programme de gauche. Cela doit etre accompagné d'un mouvement de grêves, avant, durant et après les élections. Tout en maintenant la préoccupation pour le résultat électoral, il faut appeler à une discussion démocratique du mouvement ouvrier, respectant toutes les tendances, mais sans admettre les tendances bourgeoises, ceux qui défendent des intérêts bourgeois. Il faut critiquer par exemple ouvertement la démocratie chrétienne dans le mouvement ouvrier, parce qu'elle présente la bourgeoisie. S'il y a des ouvriers démocrates-chrétiens, il faut leur dire que l'on défend leurs droits, mais que l'on est contre leur direction bourgeoise. Il faut appeler ouvertement la base ouvrière de la DC. Il est mesonger de parler de respecter chacun. S'ils sont bourgeois, il faut le dire. Ce sont ceux-là mêmes qui ont tué les camarades communistes et gauchistes.

Il faut lancer un appel aux militaires pour qu'ils interviennent en défense d'un programme démocratique en faveur du développement objectif du pays, ce que ne peut faire aucun gouvernement capitaliste. Il faut qu'ils interviennent en défendant, en appuyant par exemple la décision des soldats du Friuli de s'opposer à la répression qui sévit là. Ils doivent appuyer les candidatures militaires du PC et du PS. Les emprisonnés doivent avoir le droit de choisir à travers la propagande électorale. Ils oivent savoir pour qui voter, pouvoir faire des meetings dans les prisons. Ils doivent avoir le droit de choisir, de voter, sinon ce n'est pas une élection, c'est une imposition.

La participation de candidats militaires indique la profondeur de la crise du système capitaliste. Ils ne sont pas le résultat d'une décision spontanée, circonstantielle ou provisoire.

Tout cela indique la profondeur de la crise dans tous les secteurs de la population, y inclus dans l'Eglise car il y a aussi des candidats curés chez les gauchistes, en opposition aux positions du Pape. Tous ces secteurs veulent peser organiquement. Voilà pourquoi les militaires se présentent sur la liste du Parti communiste, des partis ouvriers. Ils cherchent une solution au fond anti-capitaliste, comme Spinelli. Il en va de même des droits que revendiquent les militaires et les policiers pour un vote démocratique. Une des plus belles choses des dernières élections, est que les communistes ont obtenu 28 % de voix dans une caserne. La police vote aussi, mais elle demande maintenant, que cela soit démocratique, refusant la pression de ceux qui commandent.

Nous appelons à voter pour le PC, et ceux qui ne votent pas PC à voter pour la gauche, pour réaliser ensuite un front unique de toute la gauche avec un programme de gauche pour un gouvernement de gauche avec un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste, pour les droits démocratiques des masses.

Il y a conjointement au processus électoral en Italie, la crise en France où Giscard d'Estaing doit affronter toute la petite bourgeoisie, des couches de la bourgeoisie moyenne à propos de la la loi sur les plus-values. Il s'agit d'une épuration et d'une réorganisation du systèmecapitali ditions présentes ; par le fait entre autres qu'ils doivent subventionner le chomage pour contenir la révolution et maintenir à un certain niveau le marché. Mais tout cela est en train d'aller au diable. Aussi doiventîls faire ce coup à propos des plus-values. Les choses se réalisent d'une manière en France, d'une autre en Italie comme on le voit avec les propositions que vient de faire le Président de la Banque centrale. Ce sont des mesures du même type que celles qui sont prises en France, même si la forme n'est pas la même.

Ils doivent réorganiser le fonctionnement du capitalisme pour se préparer à faire la guerre. Ils doivent le faire en se lançant contre les ouvriers et les paysans, tout en ayant peur que ceux-ci se soulèvent. Aussi doivent-ils prendre certaines mesures contre les secteurs de petits capitalistes, de petite bourgeoisie. Ils n'ont d'autre possibilité. Ils doivent chercher la façon de maintenir la structure homogène du capitalisme, face aux luttes et contradictions internes. Telle est la signification de la réunion que Ford va faire à présent.

Elle vise à répondre à ce processus de façon homogène, en tenant compte de ce que les communistes arrivent au gouvernement en France et en Italie, ce que le capitalisme ne respectera pas, en dépit de ses déclarations. Même s'ils n'y vont pas tout de suite, le délais ne saurait être long. Le capitalisme chercher à répondre à cette situation, cherche à sortir de la crise en donnant une certaine assurance au système, en trouvant un certain équilibre politique qui lui permette de maintenir un certain contrôle sur la petite bourgeoisie. Ils cherchent à maintenir l'autorité du capitalisme sur la société et à préparer à toute vitesse la guerre.

Un élément de cette préparation est la concentration accélérée de la flotte de tout le mon-

(Suite page 4)

La morale prolétarienne et l'issue de classe en Italie

J. POSADAS

7 Mars 1976

Le point essentiel à discuter est la crise du mouvement communiste, des partis communistes, y inclus en Italie. Il faut discuter également de la crise de la bourgeoisie italienne, des partis ouvriers et de la solution de classe qui s'impose. C'est là la seule solution possible pour l'Italie. Il faut partir de l'analyse des principes du communisme et du marxisme, de l'expérience qui montre l'affirmation de ces principes, en particulier de celui sur « leur morale et la nôtre ».

Il faut analyser comment la morale des partis communistes n'est pas celle du communisme, mais la leur. Elle n'organise ni ne développe l'assurance dans les principes, les idées, leur application, comme facteur déterminant du comportement moral, donc de l'attitude quotidienne, permanente sur l'un ou l'autre problème. La morale est un principe dont l'application est constamment diversifiée.

Tout renoncement à la morale communiste n'est pas un abandon de l'objectif communiste, mais n'en a pas moins des conséquences politiques. Il faut développer les idées sur le comportement du Parti communiste qui sans renoncer au programme des étatisations, au dépassement du capitalisme, n'agit pas dans la vie quotidienne en fonction de ces conclusions. C'est le cas par exemple maintenant, face au gangstérisme de la bourgeoisie dont les principaux chefs sont des bandits liés à la haute finance, aux grandes entreprises, à l'Etat qu'ils pillent. Les communistes ne mènent face à cela aucune campagne contre le système capitaliste qui engendre ses méfaits. Il pose simplement que ces gens sont mauvais.

Toutes ces attitudes sont la conséquence directe de la décomposition du système capitaliste, sans aucune perspective. Voilà pourquoi apparaissent tous ces types. Il est impossible de les changer simplement pour d'autres, tout en maintenant le régime. Il n'en résultera aucune amélioration ; personne ne pourra empêcher que se réorganisent ces « affaires ». Ce qu'il faut faire est éliminer les bases qui les engendrent ; c'est-à-dire le système capitaliste. Même si ce n'est pas dans l'immédiat, il faut avancer vers l'annulation de ce système pour éduquer les gens qui ont parfaitement conscience des responsables de tous ces maux. Notre morale est d'aller dans le sens de leurs conclusions.

Il faut par ailleurs développer la politique de classe pour aider la compréhension de la patience historique. Il faut affirmer la compréhension des principes, des exemples de développement objectif, c'est-à-dire montrer que tant que le Parti communiste français et italien r e f u s e n t d'avancer, ils reculent. S'ils n'avancent pas, l'Afrique, l'Angola, le Mozambique, le Mexique, le Venezuela avancent. Le seul fait de rester sur place, signifie un recul, dans la mesure où celui-ci ne se mesure plus matériellement par les pas que l'on fait à reculons, mais par le manque d'avance et de progrès. Le seul fait de ne pas avancer engendre des idées, des sentiments, des positions tournées vers le doute, l'insécurité. C'est un recul, alors que ce qui avance, entraîne. Dans la mesure où le PC n'avance pas, il devient un facteur de contention du processus. L'Italie en est un exemple probant.

La crise en Italie n'est pas déterminée par trois, quatre ou quatorze voleurs parmi les ministres, ou par un « mauvais » gouvernement. Elle est le produit du système capitaliste. Il faut montrer que les changements ne peuvent venir d'une participation des communistes au gouvernement. Ils doivent avoir un programme, sinon, ils s'adapteront. Même si le PC veut avec sa ligne affaiblir la Démocratie Chrétienne, la faire reculer, impulser sa gauche, il n'en reste pas moins vrai que c'est elle qui détermine en dernière instance le cours du processus. Sa majorité est dirigée par la droite, par le programme qui affirme et reproduit le système capitaliste d'où sont issus les cadres et les dirigeants.

Il est impossible de créer dans un parti qui a pour but de défendre et de développer le système capitaliste, des cadres qui lui soient opposés. Un, deux ou dix cadres peuvent se retourner contre ce système, mais non la DC comme Parti. Toutes ces idées doivent permettre d'intervenir au moment nécessaire pour faire pression et pousser à un saut de la gauche de la DC, non de Dona Cattin, mais de la base ouvrière, paysanne qui n'a pas encore de direction. Il n'y a aucun rapport entre l'élection du 15 juin et le comportement postérieur de la DC. Un secteur très important a voté pour les communistes et pas seulement parmi les jeunes.

Nous sommes en train de vivre une très belle étape de l'histoire. Mais sans préparation théorique, il n'y a pas de préparation pratique. Nous avons la préparation théorique que les masses du monde sauront acquérir au même niveau. La défaite de l'impérialisme en Angola marque déjà un rythme, un niveau de l'histoire. L'impérialisme a reculé à nouveau dans le rapport de forces mondial. Tout s'accumule énormément en faveur de la révolution.

Ni socialistes, ni communistes ne généralisent l'activité politique en Italie. Ils la maintiennent localisée afin d'empêcher une maturation d'ensemble qui mette en évidence les limitations de la direction. Ils agissent à l'inverse de ce que faisaient les bolcheviques. N'importe quel membre de ce Parti, en n'importe quel lieu de la Russie rendait immédiatement compte de tout ce qui se passait dans le monde, et agissait en fonction de la compréhension du monde. Communistes et socialistes maintiennent par contre l'isolement.

Il n'est pas possible de revenir en arrière en Italie. Si la bourgeoisie veut le faire, elle doit faire le fascisme, ou un gouvernement de droite qui y prépare. Or les conditions ne sont réunies ni pour l'un ni pour l'autre. Il ne s'agit pas d'un problème local, mais mondial. L'internationalisation de l'Italie est déjà faite. Le gouvernement nord-américain intervient dans les problèmes de ce pays comme si c'était chez lui. Tout cela va impulser les masses italiennes à chercher la participation d'autres forces, c'est - à - dire de l'Union Soviétique. Ce sont les Yankees qui posent ainsi le problème, car la question n'est pas d'italiniser le monde. Il s'agit de problèmes qui se résolvent bien au delà de l'Italie. L'internationalisation, l'internationalisme s'imposent malgré le parti communiste, car il ne s'agit pas là de principes moraux, d'honnêteté, mais d'une nécessité objective du processus de l'histoire ; tout comme le communisme est aussi une nécessité objective de ce processus.

La classe représente l'assurance de l'objectif historique, alors que les dirigeants représentent l'insécurité dans l'objectif et dans les moyens pour y parvenir. La classe ouvrière ne doute pas. La lutte qu'elle mène vient de son rôle dans l'économie et dans la société. Elle doit prendre en ce sens et en permanence la voie des affrontements inconciliables avec le capitalisme. La direction, elle, n'a aucune assurance dans les idées. Or ce sont ces dernières qui l'ont toujours emporté, parce qu'elles sont un besoin objectif de classe.

Les dirigeants laissent les principes de côté, pour se réfugier dans ceux de la bourgeoisie, de la démocratie, de la liberté, en fait limités aux intérêts de la bourgeoisie. Ils refusent par contre de reconnaître les principes de Marx qui démontrent des raisons pour lesquelles la dictature du prolétariat est nécessaire.

On ne parvient pas à cette conclusion par décision, mais par l'analyse qui montre que pour changer l'économie, il n'est pas possible d'attendre la permission de la structure qui domine. Aussi faut-il s'imposer par la force. La dictature du prolétariat ira ensuite en s'affaiblissant, au fur et à mesure que la société progressera. Il ne s'agit pas là d'une mesure de vengeance, ni de méchanceté, ni de mauvais traitements, mais d'une mesure capable de vaincre la résistance au progrès de tous ces types, de la bourgeoisie.

Tout cela est très clair chez Marx. Tout ce qu'il a écrit en 1860 est encore valable aujourd'hui. Il explique très bien les raisons pour lesquelles la dictature du prolétariat est nécessaire. Il en est de même de son explication de principe sur les raisons pour lesquelles le capitalisme « accroît au maximum la démocratie », en vue de regrouper la plus grande quantité possible de gens. Rien de cela n'empêche qu'il faille renverser le système capitaliste.

Il n'est pas possible d'avancer petit à petit pour gagner ainsi progressivement le système capitaliste. C'est là une conception infantile ; mais comme il ne s'agit pas d'enfants, c'est une conception qui reflète la peur de jouer son rôle historique. Nous avons dit bien des fois que si les communistes vont au pouvoir ils sentiront que leur peur n'était pas justifiée. Ils vont l'abandonner, comme l'ont abandonné par exemple les Etats ouvriers de Hongrie ou de Pologne.

La discussion de la dictature du prolétariat n'est pas terminée. Ce n'est que mensonge ; elle ne fait que commencer. Ce n'est que récemment que la classe ouvrière est au courant de ce qui se passe. Si l'on pouvait se passer de la dictature du prolétariat cela voudrait dire que l'on pourrait construire le socialisme sans programme, sans direction, sans décision et que le socialisme viendrait parce que les autres lui cèderaient la place. Il n'en est pas ainsi. Il faut un programme, une politique, la décision. Voilà ce qu'est la dictature du prolétariat.

7 mars 1976 J. POSADAS

LE TRIONPHE . . .

de capitaliste et des Soviétiques en Méditerrannée. Ce n'est pas un déploiement d'apparat. De même en ce qui concerne le Liban, qui tient dans un mouchoir de poche, dont l'importance n'est pas économique, mais sociale. S'il y a une telle mobilisation mondiale, c'est parce que le capitalisme ne peut plus supporter de reculs importants. Toutes les mesures qu'il préparent conduisent à une accentuation de la crise.

En France, ils scherchent à se lancer contre les petits producteurs capitalistes, contre la petite et moyenne bourgeoisie. S'ils prennent ce risque d'aggravation des rapports c'est parce qu'ils n'ont pas d'autres solution. Ils doivent d'autre part subventionner le chômage pour maintenir un certain marché. C'est là une des bases essentielle de l'inflation car ils fabriquent de l'argent sans contrepartie dans la production. Il y a une disproportion entre la production et la monnaie. Le coût de maintien du capitalisme est également une source brutale d'inflation, qu'il s'agisse des préparatifs de guerre, de l'espionage, de l'armement, des manoeuvres comme celles qui viennent d'avoir lieu en Méditerranée.

Il y a dans le capitalisme la conscience claire qu'il doit répondre avec la guerre. Il a peur de la formuler ouvertement. Cela ne lui échappe pas moins de temps en temps, comme récemment avec les déclarations de Schelssinger. La bourgeoisie a une peur immense car elle sent sa fin approcher. Voilà aussi pourquoi les Etats ouvriers se préparent avec tant d'assurance, comme au Vietnam, sans crainte des conséquences de la guerre.

De là toute l'importance des déclarations de Hoffmann, ministre de la Défense de la RDA. Elles indiquent qu'il y a une base, une équipe assez homogène qui sent dans les Etats ouvriers que la conclusion est la guerre. Si Hofmann le dit, c'est parce que les Soviétiques le disent. Aucun Etat ouvrier n'a démenti, pas même la Yougoslavie, ou la Roumanie. Le PCI non plus n'a pas démenti. Et aujourd'hui Kimeil-Sung dit la même chose.

Voilà pourquoi la Bourse est en perpétuelle ébullition. Le capitalisme aurait les moyens d'assurer un certain développement, une certaine planification à travers une intervention de l'Etat, en vue d'établir un certain équilibre dans l'économie. Il ne le fait pas, dans la mesure où il n'a plus de perspective. Il est complètement dépassé.

Il suffit de voir ce qu'a fait l'Angola, et surtout le Mozambique, entouré de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud. Ils ont fait face à l'impérialisme avec seulement l'appui de Madagascar, de la Tanzanie. Les Cubains et les Soviétiques étianet encore loin. L'impérialisme tire ses conclusions de tout cela. Le monde capitaliste, et entre autres Giscard d'Estaing, sentent bien qu'en dépit de tout ce que peut dire Kissinger, les Soviétiques ont été en Angola, ainsi que les Cubains et que les yankee n'ont pu les en empêcher. C'est un grand facteur d'insécurité, de déséquilibre, qui nourit des plans d'intervention, de préparatifs militaires, de guerre, l'inflation.

Les plans de réanimation industrielle du capitalisme ne sont que mensonge. Eux-mêmes le disent maintenant. Sous certains aspects, il y a une certaine réanimation, mais immédiatement de nouveaux secteurs tombent brutalement. Il n'y a aucune réanimation échelle mondiale mais une situation permanente de déséquilibre, de baisse de production. Une quantité énorme de capitaux servent uniquement à soutenir le régime et non à la production, sinon à la production de guerre. Pendant ce temps, le processus de libération des colonies se développe à toute allure. Et cette libération est un coup immense au capitalisme.

6.6.76

Abonnement 12 num. . . 70 F
Abonnement 24 num. . . 150 F
Abonnem. de soutien . 300 F
Correspondance :
B. P. 273 - Charleroi
C.C.P. : 9762 34 de C. Pôlet.

Ed. Responsable: Cl. Pôlet,
51a, rue Garibaldi,
1060 Bruxelles

• La substitution de l'Etat Prolétarien a l'Etat bourgeois n'est pas possible sans revolution violente •
Lénine

• Sans le Parti nous ne sommes rien avec le Parti nous sommes tout •
Trotsky

Abonnement 12 num. 70 F
Abonnement 24 num. 150 F
Abonnem. de soutien 300 F
Correspondance
B.P. 223 Charleroi
C.C.P. 976234 de C. Polet

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE — IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e année - N° 268 - Le 7/7/1976 - HEBDOMADAIRE

Le triomphe du Parti Communiste et de la Gauche est la réponse à la crise du système capitaliste en Italie

J. POSADAS - 6 Juin 1976 *(pages 2 et 3)*

LA REGIONALISATION NE RESOUT PAS LA CRISE CAPITALISTE !

EDITORIAL

Il y a un trait commun entre la régionalisation et les problèmes de la sécheresse : le capitalisme ne peut donner de solutions à la crise que traverse le pays. Si dans des villes entières, la population doit se priver d'eau, cela est du à l'incapacité et l'imprévision du capitalisme. Dans ce pays, il pleut en abondance, le sous-sol est plein de réserves d'eau, les rivières existent en suffisance. S'il manque d'eua, c'est parce que le système capitaliste ne se préoccupe pas des intérêts de la population travailleuse. Avec des barrages, des systemes d'irrigation, il n'est pas difficile d'éviter la pénurie d'eau. La solution que proposent les "dirigeants", c'est de faire des prières. Voilà un exemple éclatant de l'empirisme qui dirige toute la vie dans le régime capitaliste.

L'impérialisme, dans le monde entier, a perdu l'initiative malgré les coups qu'il peut encore, et se prépare à porter. Les hommes de main israéliens qu'il a envoyé en Ouganda pour faire un raid contre l'aéroport et récupérer les otages, en sont un exemple : l'impérialisme doit se préparer à la guerre ; au Liban il n'ose pas intervenir directement pour ne pas affronter les Soviétiques qui ont leur flotte eux aussi dans la Méditerrannée; alors il faut des coups comme celui des Israéliens, pour se donner du dourage. Il existe un rapport de forces dans le monde, qui est favorable aux Etats ouvriers, à la révolution, à la lutte pour le socialisme. Le Vietnam en est une formidable expression : après près d'un demi-siècle de lutte anti-impérialiste, il s'unifie au niveau le plus élevé : pour construire une République socialiste basée sur la dictature du prolétariat.

La réunion des Partis Communistes d'Europe à Berlin, fait partie de ce rapport de forces. Ce qui l'emporte dans cette conférence, malgré toutes les divergences et conflits entre les différents partis qui défendent des intérêts locaux et partiels, c'est qu'ils ont du admettre la nécessité de rester unifié pour le mouvement communiste mondial et d'étendre l'internationalisme a tous les mouvements révolutionnaires, pas seulement aux partis communistes. D'autre part, tous ces partis, qui sont en divergences et s'occupent "chacun chez soi" ont adopté une résolution finale, anti-capitaliste. Les PC ont du agir ainsi, non par obligation de s'adapter à l'Union Soviétique, mais comme un résultat d'une nécessité de l'unification du mouvement communiste et révolutionnaire mondial, de toutes les forces de gauche pour en finir avec le capitalisme.

Tout ce processus influence les masses, les partis socialiste et communiste en Belgique, et s'exprime, vien que de façon encore limitée. On voit que la gauche socialiste cherche à former des fronts de gauche avec les chrétiens et les communistes, sans le cadre de la campagne pour les élections communales, tandis que le capitalisme cherche à garder la direction du PSB dans des alliances bourgeoises, comme celle qui s'est faite à Liège entre PSB et Libéraux ; et une partie des dirigeants socialistes, à partir de la discussion sur la régionalisation, cherchent un accord avec le PSC pour préparer un retour au gouvernement.

Les partis régionalistes, quant à eux, perdent le peu d'audience qu'ils avaient maintenue. A quoi peut donc servir de reconduire un gouvernement avec une alliance PSB-CVP ? Le PSB lui-même dénonce que la dette du gouvernement s'élève à 1000 milliards. Le Parlement devrait prendre position sur les ACEC ; mais la classe ouvrière n'attend pas, elle cherche à donner sa propre solution. Mais revenir à un gouvernement de centre gauche avec le parti social chrétien, ne peut mener à rien. La crise ne pourra que s'aggraver, et la sécherese va encore augmenter le coût de la vie.

En Belgique, le capitalisme continue à donner des coups au pouvoir d'achat de la classe ouvrière ; et les travailleurs se rebellent comme ils peuvent. Mais ces luttes ont des effets jusque dans les lieux les plus éloignés de la voe sociale, comme les prisonniers. Depuis deux semaines, les détenus de la prison de Louvain font grève pour obtenir de meilleures conditions de vie; pour eux et pour leurs gardiens. Ce sont des "égarés" de la société qui mènent des actions bien cohérentes et logiques. Ce qui les pousse, c'est l'influence des progrès du monde entier, en lutte non seulement pour de meilleures conditions de vie, mais aussi et surtout pour la dignité humaine.

La gauche socialiste doit dynamiser son intervention, et élaborer un programme qui mette en question le capitalisme. La crise ne peut être résolue dans le cadre de ce système ; il faut que l'économie soit contrôlée par la classe ouvrière, au travers de l'étatisation des entreprises, des banques, des moyens de transport et du contrôle ouvrier. Il faut de cette manière, trouver la solution du chômage; donner du travail à tout le monde, diminuer le temps de travail à 36 heures immédiatement, établir l'échelle mobile des salaires et le partage du travail. Comment pourra-t-on faire tout cela, si on accepte de participer a un gouvernement qui ne met âs en cause le capitalisme ?

Partout dans le monde la gauche progresse avec continuité. En Italie, le Parti Communiste a augmenté ses voix de près de 10 % ; il y a un aiguisement de la lutte de classes, qui s'exprime sous une forme électorale. Les masses travailleuses se sont concentrées pour donner un coup au capitalisme et elles y sont bien parvenues ! Il s'agit d'élever ces forces pour abattre le capitalisme. Il y a une polarisation de forces en Italie, dans laquelle toute la réaction du capitalisme, le Pape inclus, se sont concentrés pour contenir ce processus. Ils ont peur du futur. Il en est de même au Portugal, qui a démontré une nouvelles fois dans les élections présidentielles, sa volonté de voter pour le socialisme. Les masses n'ont pas pu le faire de façon concentrée mais seulement fragmentée, du fait d'un manque de front unique de la gauche.

C'est dans ce même chemin qu'il faut avancer en Belgique. La "régionalisation" signifie avant tout une fausse discussion, quand on ne parle pas de ceux qui détiennent les moyens de production. Ce sont encore les capitalistes qui les possèdent, belges ou des multinationales : c'est cela qu'il faut mettre en question. On aura beau faire de nouveaux organismes régionaux ceux-ci ne pourraient pas obliger, par exemple, Westinghouse, à restituer les emplois perdus aux ACEC, ni les divisions vendues. C'est de tout cela qu'il faut discuter, et proposer un programme pour mener la gauche au pouvoir.

5.7.76

POURQUOI APPUYER LE PARTI COMMUNISTE AUX ELECTIONS AU PORTUGAL

2/6/1976 **J. POSADAS**

Le mouvement d'Otelo de Carvalho, au Portugal, n'a ni base, ni programma. En quel nom agit-il ? Le Parti Communiste, par contre, a une base d'appui prolétarienne. Il représente la classe ouvrière sans laquelle on ne peut rien faire au Portugal, que ce soit à courte ou à longue échéance. C'est elle qui décide. Il faut partir de cette considération pour établir une politique de Front Unique.

Les masses du Portugal vont voter pour le Parti Communiste : des paysans aux ouvriers, elles ont prouvé qu'elles étaient compactes, harmonieuses et conséquentes sous tous les aspects. On ne peut pas prendre les groupes de gauche pour des représentants de la société. Carvalho lui-même vient de déclarer que, s'il est élu président, il choisira Soares comme Premier ministre, "parce que ce type veut le progrès". Pourtant, on sait les limites que Soares ne veut pas dépasser; il vient encore de le répéter.

Comme nous l'avons expliqué dans d'autres textes, les militaires peuvent former un parti transitoire; mais ils ne peuvent pas construire un parti qui se fonde sur une conception harmonieuse, marxiste-léniniste; ils ne peuvent avoir de continuité. Leur propre nature ne le leur permet pas. Le Parti Communiste, par contre, peut le faire, même s'il montre des limitations, des insuffisances. En général, c'est ainsi qu'il agit.

Avant les élections, il faut proposer que le Parti Communiste appelle à un Front Unique, comprenant les groupes dits "d'extreme-gauche", Carvalho, sur la base du programme que le PC déclare défendre. Nous appelons à un Front Unique sur ce programme. Il faut aussi faire appel aux socialistes, parce que l'aile gauche du Parti Socialiste est assez importante. Si 80.000 personnes sont allé écouter Carvalho, cela montre qu'il existe une gauche importante et qu'il est possible de faire un très grand mouvement de Front Unique. Ce Front Unique, même s'il ne gagne pas les élections, peut obliger Soarez à ne pas s'orienter à droite.

Le Parti Communiste est le Parti de la classe ouvrière. L'appui que donnent les gens à Carvalho n'est qu'accidentel. Le Parti Communiste continue à s'élever. Il manque de continuité, mais il est le parti de la classe ouvrière, ce qui n'est pas le cas de Carvalho. Les gens veulent pousser Carvalho de l'avant. Les ouvriers des chantiers navals qui sont allés à ses meetings, ne sont pas des représentants de la classe ouvrière; ils forment une petite minorité, très privilégiée, au sein de laquelle le prolétariat est la partie la plus petite. Il y a un grand nombre de techniciens dans les chantiers navals. Mais les métallurgistes, les ouvriers textiles, ceux de la construction, sont tous communistes. Tous !

Cependant le Parti Communiste fait une erreur si, comme on l'a dit, il accuse Carvalho de "diviseur et d'aventurier". Carvalho se lance, tout d'un coup, à faire appel à un front unique. Mais quel est son programme, sa politique ? au nom de qui se présente-t-il ? quelle relation a-t-il avec les autres militaires ? C'est sa propre personne qu'il met en avant. Il donne l'impression d'être un personnage venant se substituer aux partis. Il faut apprécier et donner de l'importance au fait que 80.000 personnes sont allé l'écouter. Mais ce n'est pas un indice d'autorité politique.

Le Parti Communiste, quant à lui, est conséquent. Il a fait des metings très importants. Les résultats des élections du 25 avril ont bien montré le progrès qu'il a fait.

C'est la classe ouvrière qui va décider. Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain.

Les groupes de gauche ne représentent pas la classe ouvrière. Nous avons expliqué tout cela dans notre texte sur l'échec du coup du 25 Novembre (1).

Nous avions dit qu'il s'agissait d'une aventure. Les groupes n'ont pas cherché le contact avec la classe ouvrière. Ils se sont lancés – tout comme le fait Carvalho maintenant – en passant par-dessus la classe ouvrière. Mais celle-ci n'est pas stupide. Elle va dire à Carvalho : "et toi? qui es-tu? moi j'ai mon parti, qui s'est montré conséquent".

Dans notre texte sur le 25 novembre, hous critiquons les groupes de gauche pour être sortis pour leur compte sans s'unir à la classe ouvrière. Pourtant ils n'étaient eux-mêmes qu'un effet de la grande mobilisation de la classe ouvrière devant le palais du gouvernement. Les groupes sont seulement un effet d'un processus. Il y en même certains qui appuient Eanes; d'autres retirent la candidature d'une femme en disant "qu'elle n'a pas de morale". Mais quel est leur programme? il est très général.

(Suite page 2)

Le triomphe du
et de la Gauche est
du système capitalist

La préoccupation politique ne termine pas avec les élections. La classe ouvrière reste préoccupée pour intervenir et participer aux décisions. Il n'est pas possible de mesurer cette préoccupation par la quantité de gens qui va aux débats du Parti Communiste dont le principe n'est pas mauvais, mais dont la forme et les résultats le sont.

Le principe du débat public est valable ; il permet aux gens de parler et au Parti de s'élever. C'est un principe de démocratie, mais de faible portée. Ces mêmes débats devraient être faits dans les usines et les quartiers, pour généraliser le principe et permettre à tout le monde de participer et aux partis communiste et socialiste de faire front unique. Ce front unique doit inclure les gauchistes et mener de l'avant la discussion et le débat public, tant pendant, qu'après les élections. Il faut développer la préoccupation objective de discuter les problèmes qui ne prendront pas fin avec les élections : l'économie, la direction du pays, les investissements, la planification de la production.

Il faut unir aux partis l'ensemble du mouvement ouvrier, les centrales ouvrières, les usines. Il faut lancer un appel pour que dans cette situation qui ne prendra pas fin avec les élections, compte tenu de la crise totale du système capitaliste, les masses se préparent à continuer d'intervenir.

Notre Parti en Italie appelle à voter pour le Parti communiste, en vue de concentrer les votes. Il est logique de voter pour le parti le plus représentatif de la classe ouvrière. Nous appelons aussi à ce que les syndicats interviennent et discutent ouvertement de politique. Déjà trois dirigeants syndicaux se présentent comme candidats. Dans un grand nombre d'usines, les syndicats se prononcent. La pluralité démocratique commence par la discussion politique ouverte des syndicats. Il n'y a pas lieu d'obliger aucun ouvrier à voter, mais il doit pouvoir discuter dans l'usine, donner son opinion, orienter sa pensée, donner son jugement critique. Il faut que dans chaque usine, dans chaque quartier, dans chaque école on discute ouvertement.

Nous appelons à voter pour le Parti communiste et pour la gauche. Que celui qui ne veut pas voter PC, vote pour la gauche, pour un gouvernement de gauche sur la base d'un programme anticapitaliste.

Organiser la discussion publique

Il faut organiser une discussion publique, un débat public, ce qui est la forme encore la plus élevée de démocratie en système capitaliste. Il faut réaliser le front unique y inclus dans les quartiers, où l'on discute de tous les problèmes, de l'économie, de la direction de la société. Il faut aussi discuter des raisons pour lesquelles dans des branches industrielles aussi importantes que le textile ou la chimie où travaillent une majorité de femmes, celles-ci n'occupent pas de postes dirigeants ? Il faut des femmes dirigeantes dans le mouvement ouvrier !

Il faut discuter du crime monstrueux que signifie la mort de ces jeunes à Naples. Il ne s'agit pas seulement du manque d'intérêt du patron, où d'un manque de protection. Tout cela existe certes, mais reste sans solution, car c'est le produit du système capitaliste. Chaque patron est amené à ce type d'exploitation pour concurrencer l'autre. Et les gens doivent accepter de travailler ainsi, car ils n'ont pas d'autres solutions. Aussi est-il nécessaire d'étatiser, d'éliminer la concurrence, la compétition, et permettre alors que la sécurité du travail soit un élément essentiel. Il faut en discuter dans la campagne électorale. Le capitalisme ne peut rien résoudre en ce domaine. Seul l'Etat ouvrier, un gouvernement ouvrier et paysan, un gouvernement de gauche peuvent avoir une préoccupation pour la population.

Toute la situation actuelle tend à éliminer le petit capitaliste qui ne peut concurrencer le grand et qui doit en arriver pour produire à ce type d'assassinat. Il est dans ces conditions possible de gagner des milliers d'adhésions d'ouvriers, de paysans, de petits-bourgeois et les fils mêmes de ces capitalistes. Il faut poser le besoin de manifestations communistes des centrales ouvrières et des partis, donnant la possibilité aux dirigeants ouvriers de défendre leurs positions. Les dirigeants syndicaux communistes doivent pouvoir appeler ouvertement à voter pour le Parti communiste, les socialistes pour le Parti socialiste, et les gauchistes pour les gauchistes. Tous doivent mettre en avant un programme de gauche, en appelant à planifier la production, à étatiser, à chercher une solution de principe contre la tuerie d'ouvriers.

Le nombre d'accidents d'enfants au travail est incroyable. Seulement à Naples cent mille enfants travaillent dans de mauvaises conditions ! Rien de cela ne peut simplement se résoudre avec un meilleur gouvernement. Un gouvernement communiste serait bien évidemment une meilleure chose, mais il ne peut faire face à la propriété privée. Nous en avons la preuve avec les communes rouges, qui tout en n'étant pas un échec, ne peuvent donner la solution. Il y a des améliorations assez importantes, mais elles ne peuvent rien faire sur les problèmes de fond. Là il en est comme avant. Ils améliorent la propreté, le fonctionnement administratif, le ramassage des ordures, mais ne peuvent aller au delà : les hôpitaux continuent à manquer de moyens, le chômage à sévir etc...

Il faut mettre en application le contrôle ouvrier que pose le programme du PC et du PS. Il faut appeler à un front unique, en montrant que pour mettre fin à ces tueries des masses, des jeunes, des enfants, au chômage, il faut que les syndicats interviennent. Non après, sinon dès maintenant ! Il faut qu'ils participent et discutent dans les usines de ces problèmes comme ils discutent des autres problèmes, avec une complète liberté de tendances, depuis les gauchistes jusqu'à la base de la démocratie chrétienne. L'usine doit conseiller et se prononcer pour qui voter. Elle en a le droit. Voilà la démocratie ! Elle a le droit de conseiller la population et de lui dire : « nous autres dans cette usine, à telle majorité nous conseillons de voter pour la gauche ». Il faut toujours unir le contrôle ouvrier, à la programmation de la production en fonction des intérêts des ouvriers. Voilà les conclusions sur lesquelles nous appelons.

Le meeting du PC français et du PC italien, que nous saluons avec joie malgré ses limitations, a montré la décision du mouvement ouvrier à donner une solution de classe anticapitaliste aux problèmes créés par le capitalisme, au chômage, aux accidents mortels du travail, à la guerre. Ils ont changé l'hymne français et italien, mais ont dû finir avec l'Internationale, le poing levé. Tout cela montre la volonté des masses françaises et italiennes. En Italie aussi, les ouvriers ne doivent pas craindre

PORTUGAL

(Suite de la page 1)

Les communistes précisent leur programme, bien qu'ils ne mènent pas une politique entièrement conséquente. Il faut donc parvenir à ce que cette force des groupes de gauche – qui a de l'importance et exprime un niveau de combativité très élevé – ainsi que la gauche socialiste, s'incorporent à un front unique. Faire appel à un front unique avec le programme proposé par les communistes; par exemple : un programme pour défendre la Constitution et les points proposés par le Parti Communiste.
Il faut toujours tenir compte de là où se trouve la classe ouvrière.

Les groupes de gauche oscillent, vacillent, se déséquilibrent. La classe ouvrière fait des mouvements organiques : elle s'abstient, impulse, applaudit, appuie ou n'appuie pas, pour pousser (les dirigeants) de l'avant. Voilà comment elle agit ! les groupes n'en font pas autant.
Ils hésitent, oscillent, parce qu'ils ne jouent pas le même rôle que la classe ouvrière, ni dans l'économie, ni dans la société.
La plupart d'entre eux se composent de soldats, d'étudiants, de secteurs périphériques du prolétariat. On ne peut pas dire que les chantiers navals représentent le prolétariat.

Le devoir de Carvalho est de faire appel au Parti Communiste. Celui-ci a fait ses preuves en 50 années de luttes, et quand il s'est lancé, il a gagné la classe ouvrière; il n'a pas pris l'initiative du 25 avril; mais une fois le mouvement lancé, il a regroupé la classe ouvrière. C'est ainsi qu'il faut mesurer. Ce n'est pas un problème de date, d'individu, de "brevet d'initiative". Il s'agit de voir où est la classe. Et la classe ouvrière portugaise est avec le Parti Communiste, quelles que soient les circonstances. Carvalho se lance pour son propre compte. Qui représente-t-il ? Il ne parle pas au nom des forces armées. Il est un des responsables de l'aventure du 25 Novembre, qui a fait tourner à rien un mouvement très important des forces armées, au lieu de le canaliser vers la classe ouvrière. Voilà un résultat de la conception "non aux partis". Carvalho esquive et refuse le Parti. Il se présente à titre individuel. Il apparaît comme une sorte de messie, tandis que le Parti Communiste représente la classe ouvrière. Celle-ci peut être conséquente grâce à la fonction qu'elle remplit dans l'économie et dans la société.
Carvalho par contre, est oscillant. Nous avions critiqué également Gonçalvez parce qu'il ne cherchait pas à s'appuyer sur les partis, ni à organiser un parti militaire. Nous avions déclaré notre accord pour la formation d'un parti militaire, qui devait avoir un caractère transitoire, remplir un vide. Mais cela n'a pas de sens non plus de vouloir développer un tel parti, car il ne peut pas représenter les classes. Carvalho seul, encore moins.

La classe ouvrière a besoin de se présenter comme classe dans les élections. Elle le fait au travers du Parti Communiste et, en partie, du Parti Socialiste. Les problèmes du pays ne peuvent pas être résolus au moyen de l'impulsion, du stimulant fournis par les gauchistes. Ceux-ci ont une fonction transitoire. Le 25 Novembre en est un exemple : ils ont fait ce coup et ensuite, ils se sont paralysés, tandis que le Parti Communiste est en train d'apprendre des erreurs qu'il a commises. La classe ouvrière apprend, dans le Parti Communiste. Elle voit le monde et tire l'expérience de ce qui s'y passe. Mais les gauchistes n'ont rien appris : ils continuent comme avant. Ils sont utiles pour donner des impulsions transitoires, mais sans effets très conséquents. Ce sont eux qui sont changeants, alors que les masses restent fermement dans le Parti Communiste.
Dans un certain sens, Carvalho agit comme une espèce de messie, il vient recueillir les effets d'un processus. S'il a un programme, il doit faire appel au Partis Communiste et Socialiste à un Front Unique : les communistes représentent la classe ouvrière, et les socialistes, une partie importante de la petite-bourgeoisie. Et Carvalho? il ne représente que lui-même, il n'est même pas le porte-parole de l'armée. Il représente un mouvement multiforme et transitoire, encore que de façon incomplète : ce sont les groupes qui l'ont mis à leur tête, ils ne se sont mis d'accord entre eux sur la candidature de Carvalho, que pour rassembler et attirer des gens : Ce mouvement peut être utile pour impulser, stimuler le procesus, mais ce n'est pas un mouvement organisé.
On ne peut s'appeler mouvement si on n'a pas de programme. Quel est le programme de Carvalho ? de simples généralités. Le Parti Communiste dit : "défense de la Constitution, nationalisations, contrôle ouvrier, et en avant vers le socialisme à partir de cette étape". Et la classe ouvrière est la garantie de ce programme. Les groupes, pour leur part, font un coup et puis s'arrêtent, se désorganisent.
Pour faire une analyse de classe, il faut toujours déterminer : où se trouve la classe ouvrière ? les gens qui sont allé au meeting de Carvalho à Porto ont voulu par là donner une impulsion; mais ils ne sont pas la classe ouvrière. Où est la classe ouvrière? comment se situe-t-elle? tel doit être le point de départ de l'analuse: c'est ainsi que Lénine pouvait "faire l'oracle". Même si le Parti Communiste se trompe, comme cela lui est arrivé beaucoup de fois, la classe ouvrière l'appuie, le pousse, et cherche à en faire son instrument. D'ailleurs le Parti Communiste au Portugal a des positions très bonnes.
Il faut faire un Front Unique et discuter sur la base de quel programme et de quelle classe réaliser ce Front. Si on le fait sur la base des groupes, on va se disperser et se diviser très vite. Il faut donc le faire sur la base de la classe ouvrière, car elle reste compacte et ne tend pas à se désagréger. Elle est avec le Parti Communiste et elle va gagner les groupes. Ceux-ci à leur tour, vont stimuler le Parti Communiste par leurs mobilisations et incorporer leurs initiatives.
Nous sommes contre Eanes. Même si le Parti Communiste lui donnait son appui, nous serions contre. Mais nous donnons une explication de classe, sur ce qu'il faut faire. Nous appelons la classe ouvrière à un front unique. Eanes ne s'est même pas prononcé pour le programme socialiste.
L'activité de Carvalho aura une grande répercussion dans l'armée; elle va être utile dans le sens de faire bouger la gauche militaire. Dans ce sens, elle est importante. Elle va rencontrer également un écho parmi les ouvriers communistes, qui vont discuter comment influencer Carvalho et les militaires.
Il s'agit de problèmes nouveaux. Ce ne sont pas des vieux problèmes qui se répètent. Ils se posent après l'échec du coup du 25 Novembre. La classe ouvrière a gardé toute sa concentration

(Suite page 4)

J. POSADAS

LES ELECTIONS EN ITALIE, L'AVANCE PUISSANTE ET SOUTENUE DU PARTI COMMUNISTE ET L'EXACERBATION DE LA LUTTE DE CLASSES (22.6.76)

L'EUROCOMMUNISME, LE PROGRES DE L'EUROPE ET LE SOCIALISME (29.6.76)

Parti Communiste
la réponse à la crise
e en Italie

J. POSADAS

— 6 Juin 1976 —

de chanter l'Internationale le poing levé. Il faut s'adresser aux masses pauvres de la DC en leur montrant ces perspectives, sans craindre qu'elles aient peur que tout cela puisse les éloigner. Au contraire, la capacité de convaincre va s'en trouver renforcée.

La droite se partage avec Fanfani et Zacagnini les rôles, même si leurs intérêts ne sont pas tout à fait les mêmes. Ils visent à préparer des solutions extra-parlementaires. Les assassinats, les affrontements criminels qui le perpétuent dans cette campagne électorale sont le fait de la droite avec le consentement de la DC. Ils cherchent à l'évidence une solution criminelle et non électorale. Les dénonciations ne suffisent pas ; il faut faire intervenir les gens.

Il faut d'ores et déjà appeler à la formation de Comités de quartiers, d'usines, aux masses à intervenir, à discuter de tous les problèmes et décider démocratiquement dans les quartiers pour qui voter. Ça c'est du pluralisme. Celui-ci n'existe pas dans le socialisme. Il existe des différences de tendances, mais non des différences d'intérêts comme c'est le cas avec le « pluralisme ». Il y a dans le socialisme différentes tendances sur la façon de résoudre les problèmes. Il faut des discussions publiques dans les usines, les quartiers, les syndicats, les écoles, les syndicats. C'est la façon d'élever le débat, d'élever les positions à leur niveau le plus logique. Il faut un débat public, honnête, intelligent, objectif.

Il faut appeler les syndicats, les partis ouvriers, les communistes, les socialistes, les gauchistes, les centrales ouvrières à appeler tout le monde à discuter. Cela va rencontrer un grand écho dans la démocratie chrétienne et gagner sa gauche, encore confondue. Il est important de gagner des intellectuels démocrates-chrétiens, des artistes. Mais le plus important est de gagner la base démocrate-chrétienne, la base ouvrière et paysanne.

Il faut se préparer pour l'après élection. La bourgeoisie n'acceptera en effet aucune défaite, où une minoration de ses pouvoirs. Si elle gagne à nouveau, la résistance du mouvement ouvrier va être immense. Aussi faut-il se préparer, en Italie, comme en France, à une réponse post-électorale. Et pour cela, il faut maintenir la campagne électorale en liaison avec les syndicats, les usines, les quartiers.

Il faut appeler à ce que l'Italie doit changer, et montrer la façon d'y parvenir. Il ne faut pas limiter les débats aux cercles financiers, mais montrer qu'ils sont impuissants, incapables à résoudre quoi que ce soit, car le régime est en crise et que le mal ne vient pas de tel ou tel mauvais dirigeant. Les dirigeants agissent en fonction des intérêts du capitalisme et de la concurrence. Il ne s'agit pas de type dirigeant, mais d'un système qui impose ainsi. Quel que soit le gouvernement capitaliste qui se forme, il en sera ainsi. Aucune amélioration n'est possible dans cette étape de crise totale du système, alors que les préparatifs de guerre plus ou moins ouverts se développent.

Il faut appeler les masses à intervenir sur un programme de développement de l'économie en fonction des intérêts de la population et sous contrôle de celle-ci. C'est la façon d'en finir avec les pots de vin, la corruption et les crimes que perpétuent ouvertement les fascistes avec la collaboration des forces officielles.

Même encore divisés, les communistes, les socialistes, les gauchistes, les radicaux doivent se présenter de manière homogène. Il faut rejeter toute concurrence dommageable, au profit de discussions politico-programmatiques, ouvrant à la population la possibilité d'intervenir, de contrôler, de décider. Il faut créer en son sein des cadres et des cadres capables d'intervenir sur tous les problèmes..

Cette élection n'est ni commune, ni normale. Elle se situe en pleine crise ascendante du capitalisme, qui voudrait pouvoir intervenir massivement comme au Liban, mais qui doit affronter l'opposition et la résistance des masses. Le capitalisme est prêt à intervenir comme en démontrent les crimes perpétrés en Argentine, en Uruguay, au Chili, au Liban. Là est l'image de ce qui se prépare en cas de victoire de la Démocratie chrétienne. Il n'y a aucune raison de se soumettre à cette peur, et aucune condition pour qu'elle triomphe. La puissance du mouvement de gauche est énorme et peut vaincre dans ces élections ou après.

Le mouvement ouvrier doit intervenir avec les communistes, les socialistes, les radicaux, les groupes, avec l'objectif de réaliser un programme qui en finisse avec tous ces méfaits du système capitaliste en crise. Il faut appeler les gauchistes à une campagne de persuasion, d'éducation, de discussions. Ils ont le droit de faire toutes les critiques qu'ils veulent, tout comme les radicaux, mais ils doivent faire des discussions persuasives, permettant d'élever l'intervention des masses, leur contrôle, leur action politique. Ils doivent participer de leur éducation, en appelant que toutes les usines discutent, décident du vote, tout en conservant le droit de chaque ouvrier à voter. Telle doit être la façon pour la classe d'intervenir concrètement.

Cette élection ne se terminera pas avec les résultats des urnes, car si la gauche l'emporte, le capitalisme va continuer à la saboter. Si c'est lui qui gagne, il va essayer d'imposer une série de mesures pour intimider la classe ouvrière. Il faut montrer qu'avec l'intervention des masses et un programme posant le développement de l'économie sur la base des étatisations, du contrôle ouvrier, de relations avec tous les Etats ouvriers, avec les pays appelés du « tiers monde », posant le retrait de l'Italie de l'OTAN, il est possible d'avancer.

L'OTAN n'est pas la même chose que les Soviétiques, car ceux-ci ne défendent pas le système capitaliste.. Aussi ne peut-on la mettre elle et les Etats ouvriers sur un même plan que l'OTAN.

Front unique anti-capitaliste

Le front unique doit avoir pour critère que pour changer de régime, l'Italie doit changer de système de propriété et de production. Même si le changement n'est pas total, il doit l'être dans les secteurs essentiels. Il faut un contrôle sur les investissements, sur la production, sur les prix, pour parvenir à un certain équilibre de l'économie. Actuellement, c'est la crise du capitalisme qui sévit, et c'est la raison pour laquelle les gouvernements sont de mauvais administrateurs de la société. Les corrompus ne sont pas là par hasard. Ils sont le produit du système capitaliste. Tant que la propriété privée existera, tout cela ne fera que se répéter. Il n'existe aucune forme de contrôle public qui puisse l'en empêcher. Il faut par contre ôter le pouvoir à ce système qui ne peut plus développer l'économie.

Nous appelons à voter pour le Parti communiste, pour la gauche, en vue d'un front unique de toute la gauche avec un programme de gauche. Cela doit être accompagné d'un mouvement de grèves, avant, durant et après les élections. Tout en maintenant la préoccupation pour le résultat électoral, il faut appeler à une discussion démocratique du mouvement ouvrier, respectant toutes les tendances, mais sans admettre les tendances bourgeoises, ceux qui défendent des intérêts bourgeois. Il faut critiquer par exemple ouvertement la démocratie chrétienne dans le mouvement ouvrier, parce qu'elle représente la bourgeoisie. S'il y a des ouvriers démocrates-chrétiens, il faut leur dire que l'on défend leurs droits, mais que l'on est contre leur direction bourgeoise. Il faut appeler ouvertement la base ouvrière de la DC. Il est mensonger de parler de respecter chacun. S'ils sont bourgeois, il faut le dire. Ce sont ceux-là mêmes qui ont tué les camarades communistes et gauchistes.

Il faut lancer un appel aux militaires à ce qu'ils interviennent en défense d'un programme démocratique en faveur du développement objectif du pays, ce que ne peut faire aucun gouvernement capitaliste. Il faut qu'ils interviennent en défendant, en appuyant par exemple la décision des soldats du Friuli de s'opposer à la répression qui sévit là-bas. Ils doivent appuyer les candidatures militaires du PC et du PS. Les emprisonnés doivent avoir le droit de choisir à traver la propagande électorale. Ils doivent savoir pour qui voter, pouvoir faire des meetings dans les prisons. Ils doivent avoir le droit au choix, à voter, sinon ce n'est pas une élection, c'est une imposition.

La participation de candidats militaires indique la profondeur de la crise du système capitaliste. Ils ne sont pas le résultat d'une décision spontanée, circonstantielle ou provisoire. Tout cela indique la profondeur de la crise dans les secteurs de la population, y inclus dans l'Eglise car il y a aussi des candidats curés chez les gauchistes, en opposition au Pape. Tous ces secteurs veulent peser organiquement. Voilà pourquoi des militaires se présentent sur la liste du Parti communiste, des partis ouvriers. Ils cherchent une solution au fond anticapitaliste, comme Spinelli. Il en va de même des droits que revendiquent les militaires et les policiers pour un vote démocratique. Une des plus belles choses des dernières élections, est que les communistes ont obtenu 28 % de voix dans une caserne. La police vote aussi, mais elle demande maintenant, que cela soit démocratique, refusant la pression de ceux qui commandent.

Nous appelons à voter pour le PC et pour ceux qui ne votent pas PC à voter pour la gauche, pour réaliser ensuite un front unique de toute la gauche avec un programme de gauche, pour un gouvernement de gauche avec un programme anticapitaliste et anti-impérialiste, pour les droits démocratiques des masses.

Il y a conjointement au processus électoral en Italie, la crise en France où Giscard d'Estaing doit affronter toute la petite-bourgeoisie, des couches de la bourgeoisie moyenne à propos de la loi sur les plus-values. Il s'agit d'une dépuration et d'une réorganisation du système capitaliste, imposées par les conditions présentes ; par le fait entre autres qu'ils doivent subventionner le chômage pour contenir la révolution et maintenir à un certain niveau le marché. Mais tout cela est en train d'aller au diable. Aussi doivent-ils faire ce coup à propos des plus-values. Les choses se donnent d'une manière en France, d'une autre en Italie comme on le voit avec les propositions que vient de faire le Président de la Banque centrale. Ce sont des mesures de même type que celles qui sont prises en France, même si la forme n'est pas la même.

Ils doivent réorganiser le fonctionnement du capitalisme pour préparer et faire la guerre ; ils doivent donner du travail. Ils doivent le faire en se lançant contre les ouvriers et les paysans, tout en ayant peur que ceux-ci se soulèvent. Aussi doivent-ils prendre certaines mesures contre les secteurs de petits capitalistes, de petite-bourgeoisie. Ils n'ont d'autre possibilité. Ils doivent chercher la façon de maintenir la structure homogène du capitalisme, face aux luttes et contradictions internes. Telle est la signification de la réunion que Ford va faire à présent.

Elle vise à répondre à ce processus de façon homogène, en tenant compte de ce que les communistes arrivent au gouvernement en France et en Italie, ce que le capitalisme ne respectera pas, en dépit de ses déclarations. Même s'ils n'y vont pas tout de suite, les délais ne sauraient être longs. Le capitalisme cherche à répondre à cette situation, cherche à sortir de la crise en donnant une certaine assurance au système, en trouvant un certain équilibre politique qui lui permette de maintenir un certain contrôle sur la petite-bourgeoisie. Ils cherchent à maintenir l'autorité du capitalisme sur la société et à préparer à toute vitesse la guerre.

Un élément de cette préparation est la concentration accélérée de la flotte de tout le monde capitaliste et de celle des Soviétiques en Méditerranée. Ce n'est pas un déploiement d'apparat. De même en ce qui concerne le Liban, qui tient dans un mouchoir de poche, dont l'importance n'est pas économique, mais sociale. S'il y a une telle mobilisation mondiale, c'est parce que le capitalisme ne peut plus supporter de reculs importants. Toutes les mesures qu'il prépare conduisent à une accentuation de la crise.

En France, ils cherchent à se lancer contre les petits producteurs capitalistes, contre la petite et moyenne bourgeoisie. S'ils prennent ce risque d'aggravation des rapports c'est parce qu'ils n'ont pas d'autre solution. Ils doivent d'autre part subventionner le chômage pour maintenir un certain marché. C'est là une des bases essentielles de l'inflation car ils fabriquent de l'argent sans contrepartie dans la production. Il y a une disproportion entre la production et la monnaie. Le coût de maintien du capitalisme est également une source brutale d'inflation, qu'il s'agisse des préparatifs de guerre, de l'espionnage, de l'armement, des manœuvres comme celle qui vient d'avoir lieu en Méditerranée.

Il y a dans le capitalisme la conscience claire qu'il doit répondre avec la guerre. Il a peur de la formuler ouvertement. Cela ne lui échappe pas moins de temps en temps, comme récemment avec les déclarations de Schlessinger.. La bourgeoisie a une peur immense car elle sent sa fin approcher. Voilà aussi pourquoi les Etats ouvriers se préparent avec tant d'assurance, comme au Vietnam, sans crainte des conséquences de la guerre.

De là toute l'importance des déclarations de Hoffmann, ministre de la Défense de la RDA. Elles indiquent qu'il y a une base, une équipe assez homogène qui sent dans les Etats ouvriers que la conclusion est la guerre. Si Hoffmann le dit, c'est parce que les Soviétiques le disent. Aucun Etat ouvrier n'a démenti, pas même la Yougoslavie, ou la Roumanie. Le PCI non plus. Et aujourd'hui Kim-il-Sung dit aussi la même chose.

Voilà pourquoi la Bourse est en perpétuelle ébulition. Le capitalisme aurait les moyens d'assurer un certain développement, une certaine planification à travers une intervention de l'Etat, en vue d'établir un certain équilibre dans l'économie. Il ne le fait pas, dans la mesure où il n'a plus de perspective. Il est complètement dépassé.

Il suffit de voir ce qu'a fait l'Angola, et surtout le Mozambique, entouré de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud. Ils ont fait face à l'impérialisme avec seulement l'appui de Madagascar, de la Tanzanie. Les Cubains et les Soviétiques étaient encore loin. L'impérialisme tire ses conclusions de tout cela. Le monde capitaliste, et entre autre Giscard d'Estaing, sentent bien qu'en dépit de tout ce que peut dire Kissinger, les Soviétiques ont été en Angola, ainsi que les Cubains et que les Yankees n'ont pu les en empêcher. C'est un grand facteur d'insécurité, de déséquilibre, qui nourrit des plans d'intervention, de préparatifs militaires, de guerre, d'inflation.

Les plans de réanimation industrielle du capitalisme ne sont que mensonges. Eux-mêmes le disent maintenant. Sous certains aspects, il y a une certaine réanimation, mais immédiatement de nouveaux secteurs tombent brutalement. Il n'y a aucune réanimation à échelle mondiale mais une situation permanente de déséquilibre, de baisse de production. Une quantité énorme de capitaux servent uniquement à soutenir le régime et non à la production, sinon à la production de guerre. Pendant ce temps, le processus de libération des colonies se développe à toute allure. Et cette libération est un coup immense au capitalisme.

J. POSADAS

6 juin 1976.

LA DISCUSSION DE LA CHARTE CONSTITUTIONNELLE ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN ALGERIE

J. POSADAS

Il existe un processus très élevé en Algérie, de même qu'à Madagascar et, à un moindre degré, en Ethiopie et au Portugal. L'Algérie connaissait un processus politique assez arriéré, dans lequel une bourgeoisie nationale tenait les choses en mains ; et voilà qu' en peu d'années, elle s'oriente (même sans en avoir les moyens suffisants) dans le sens d'élever l'intervention de la population vers un programme, une politique et des objectifs socialistes, elle cherche à éliminer l'exploitation et les bureaucrates, en même temps qu'à faire un Parti dans lequel les masses puissent défendre le programme du socialisme et combattre la bureaucratie en vue de son élimination. (La discussion actuelle sur le projet de Charte Constitutionnelle) aborde également un point essentiel : montrer que la religion, Mahomet, net construit pas le socialisme alors que la seule issue possible se trouve dans le socialisme.

Cette prise de position a une importance très profonde pour tous les pays arabes, dans la mesure où la religion était une des bases de soutien de la bourgeoisie, des bureaucrates, des nations listes limités qui restent toujours un ponts vers vers le Mahomet leur servait de soutien parce que la religion est un centre auquel tout le reste est soumis. C'est donc un des facteurs fondamentaux de l'arrièrement de la révolution dans les pays arabes – l'Islam –, que l'Algérie est en train de bien combattre.

Cette situation montre la maturité du processus mondial. Lorsque les masses acceptent de telles conclusions, c'est parce qu'elles voient ce qui se passe dans le monde. D'autre part, les masses algériennes qui travaillent en France exercent un grand poids sur l'Algérie, car elles transmettent à la population, la culture, les relations, les sentiments, l'intelligence, les coutumes qui surgissent de la lutte de classes, et non de l'Islam et qui sont donc d'un niveau plus élevé. Un fait important de la Charte c'est que la discussion, partant d'un processus intérieur débouche sur des conclusions où participe tout le progrès mondial de la révolution, qu'il soit culturel, scientifique, politique ou militaire.

La discussion sur la Charte pose que les militaires doivent être révolutionnaires. Ils n'exercent pas une fonction à part, leur donnant un pouvoir politique, social ou économique. Ils font un travail comme les autres, sans en tirer de prérogatives, ni de vices, ni de bons postes. L'armée ne doit pas être une base de développement de pouvoirs sociaux ou économiques. Si tout cela se discute en Algérie, cela veut dire qu'il existe dans le monde des facteurs permettant au peuple algérien d'accepter une direction comme clle de Boumédienne, qui n'est pas entièrement homogène et d'impulser celle-ci vers le progrès socialiste au travers de l'intervention des masses.

Il faut aussi considérer comme un événement historique des plus importants, le fait que tous les points actuellement mis en discussion, sont pris de nos textes. C'est la IVe Internationale qui avait posé tous ces problèmes ; nous avions proposé, dans nos textes, de faire intervenir, participer, discuter tout le monde, de faire des réunions dans les rues, dans les quartiers, de faire en sorte que tout le monde donne des opinions, développe la capacité de construire, de diriger, d'intervenir ; que tous les gensvoient se lever les "mystres" entourant le dirigeant (qui ne sont la que pour défendre la propriété privée). L'Islam signifie la défense de la propriété privée. Les types qui défendent l'Islam, veulent maintenir la propriété privée.

Ce processus, de même que l'activité du Polisario en partie, va avoir des répercussions très grandes dans tout le monde arabe.

Il faut appeler à intervenir et préciser un programme : l'économie se construit ; et si on laisse se former des appareils de direction, ceux-ci deviennent une nouvelle forme d'exploitation des masses. Ils se réunissent leurs propres intérêts, ils orientent à leur avantage propre le meilleur des bénéfices de l'Etat socialiste ou de l'Etat révolutionnaire et limitent la capacité de la production parce qu'ils la détournent en fonction de leurs intérêts particuliers. Ils cherchent à produire ce qui leur convient et installent tout un appareil servant à transmettre cette défense de leurs intérêts. Ils créent un appareil bureaucratique qui limite, contient, perturbe, et dévie le processus de la Révolution, dont il limite les effets au lieu de les élever. Il faut discuter ce problème.

Il faut discuter pourquoi les paysans n'interviennent pas en Algérie. Il faut qu'ils aient une participation. Il faut proposer des programmes concrets, précis ; il faut faire des usines pour transformer les produits agricoles, discuter de ces problèmes dans les maisons et les écoles. Faire des programmes d'éducation révolutionnaire dans les écoles. Il faut proposer un programme complet, qui comporte également l'enseignement de l'économie, de la planification, de la direction de la structure des relations sociales, de la nature du capitalisme, du socialisme, de l'Etat ouvrir. Il faut montrer comment les pays les plus arriérés de l'histoire sont parvenus – au travers de l'Etat ouvrier – à devenir les plus avancés. Ce n'est pas seulement à cause de la structure de l'économie, mais aussi parce que tout le monde intervient, appuie et participe au développement de l'économie et de la société. Les gens, les enfants, les jeunes ne sont pas des poids morts contre les quels il faudrait se défendre, au contraire : ils interviennent comme un facteur intelligent. Ils élèvent le niveau général d'intelligence (de la société).

Il faut faire un plan de production dans l'intérêt de toute la population, dans le but d'élever le niveau de vie général : installer des habitations, de l'eau courante, de l'électricité, des toilettes, des égoûts, des services hygiéniques, des hôpitaux, des moyens de transports, des marchés. Il gaut développer la production agricole pour créer des marchés. La population doit voire que c'est en cela qui consiste la construction du socialisme et elle doit pouvoir intervenir, donner son opinion, diriger, créer des organes de direction. Il faut construire des organismes dans lesquels tout le monde peut intervenir, et où les dirigeants soient révocables à tot instant et ne gangnet pas plus que le salaire normal, nécessaire pour vivre ; des organismes qui discutent constamment l'accomplissement ou non du programme, comment l'améliorer, comment fixer les prix etc.

Une telle organisation, si elle n'empêche pas entièrement l'apparition d'appareils bureaucratiques, permet en tout cas de les affaiblir et d'entraver même leur formation. Les syndicats doivent aussi intervenir. Toutes les masses paysannes doivent prendre part à ce processus. On peut donner des cours aux gens, sur des notions élémentaires d'assistance médicale, sur les maladies. Que la discussion s'oriente à faire intervenir la population, la jeunesse, sur tous les problèmes : l'économie, la production, la société, les prix, la planification. Il faut montrer que la classe bourgeoise n'est pas venue toute seule : elle a tout volé, pris en mains la direction de l'économie et se maintient grâce à la police et l'armée. Elle n'est pas ce qu'elle est à cause de la fatalité. Ce n'est ni Mahomet, ni Jesus Christ qui l'ont installés là, elle est un produit d'une lutte de classes. Il faut donc développer ce processus de la lutte de classes et faire intervenir les syndicats.

Il faut faire des réunions dans les campagnes sur tous ces problèmes et y faire participer les syndicats, en proposant un programme précis : par exemple, il est nécessaire de créer des organes de direction qui aient un pouvoir exécutif, un droit d'intervenir et pas seulement de se plaindre ou de déboncer. Il faut des organes de décision, et dont les dirigeants soient révocables à tout instant et qui aient pour tâche d'appliquer le programme d'ensemble.

Il faut établir un programme en fonction des besoins d'échange commercial, et dobt l'objectif principal soit l'élévation du niveau de vie de la population. Les bureaucrates par contre, font un plan de production dépendant du commerce extérieur, de l'échange international car, de cette manière, ils peuvent determiner eux-mêmes le processus économique ; ils ont l'appareil entre les mains et incluent dans les programmes, de hautre salaires pour eux-mêmes, avec lesquels ils se font des villas, s'achètent desautoss, distribuent les commodités à leurs familles et leurs parent et créent tout un appareil administratif. Ils élèvent leur niveau de vie, vivent dans le luxe, alors que les gens n'ont rien. Il faut faire le plan de production en donnant une importance primordiale au niveau de vie de la population.

Toute cette discussion élève l'intelligentce des gens. Bientôt les femmes vont retirer leur voile. Il faut faire une campagne pour montrer que le port du voile n'a aucun sens, qu'il s'agit d'une entrave au développement de l'intelligence. Il faut étendre les droits démocratiques et accorder ces droits à toutes les tendances révolutionnaires : pas seulement celles qui sont au gouvernement, mais aussi les communistes, les socialistes, les posadistes. Tout le monde doit avoir le droit d'écrire, de donner son avis, de parler, dans la mesure où l'objectif est d'élever la révolution. N'ont aucun droit, ceux qui défendent la bourgeoisie, lapropri2t2 privée, l'alliance avec le capitalisme. On a objectivement besoin d'échanges commerciaux avec le capitalisme, mais aucune nécessité d'alliance avec lui. Il faut les pleins droits démocratiques, révolutionnaires pour toute les tendances qui impulsent le programme de la révolution.

Le prolétariat algérient à l'extérieur doit pouvoir peser, intervenir dans cette disucssion, au moyen de lettres, d'articles, de relations directes, de visites, Il a une très grande importance, pour introduire et développer à l'intérieur de l'Algérie l'assurance de classe que lui donne le prolétariat en Europe. Ils se forment comme des prolétaires, même s'ils ont une origine paysanne, et ils apprennent les idées les plus avancées, même ceux qui sont dans des pays comme l'Allemagne où il y a une énorme bureaucratie. Mais toutes les luttes de classe qui see développent en France, et même en Belgique et en Hollande, pèsent sur les travailleurs algériens, qui transmettent tout cela en Algérie.

J. POSADAS
2.6.76

PORTUGAL Suite

et a empêché des reculs. Les groupes s'étaient lancé en substitution de la classe ouvrière, alors qu'ils avaient le devoir de faire appel à elle. Pourtant ils avaient vu l'impulsion qui venait de la classe ouvrière (le siège du palais gouvernemental par exemple), mais ils se sont lancés dans le vide. La classe ouvrière va rappeler tout cela.

Il ressort clairement de tout ce processus qu'il n'y a pas de place pour un Thermidor (2). Il faut ressentir une joie immense en voyant que la classe ouvrière, malgré l'inactivité, la lenteur la passivité du Parti Communiste, a élevé son organisation dans les syndicats et le Parti et a exercé une profonde influence dans l'Alentejo, à Beja (3).

L'Alentejo, Beja, les métallurgistes : voilà la base qui empêche le Thermidor.

Une chose est de tenir compte de l'impulsion donnée par les gauchistes, sans ordre, sans organisation, ni objectif ni perspective; autre chose est de voir lorsque les conditions permettent une impulsion ordonnée et dirigée par la classe ouvrière : dans ce cas, le devoir de Caravlho et des groupes est de s'adresser à la classe ouvrière ! Ils doivent voir que cette classe ouvrière est derrière le Parti Communiste et que celui-ci a obtenu 15 % des vois. C'est la classe ouvrière qui décide, quand elle est en condition de le faire. Le Parti Communiste Russe ne représentait pas plus de 15 %, mais il avait la classe ouvrière avec lui; à cette époque il n'existait pas non plus des phénomènes comme celui des gauchistes actuellement.

Mais le mouvement de Carvalho n'a pas de but, pas d'objectif. Il ne s'agit pas de regroupements politiques, mais d'assemblages, qui expriment l'exaspération des conditions sociales. Carvalho va chercher l'appui d'un mouvement tumultueux et non d'un processus organique.

Le Parti Communiste doit appeler au Front Unique, et en particulier le Parti Socialiste, sur la base d'un programme. Sur les 37 % des voix du Parti Socialiste, 20 % sont celles de la petite-bourgeoisie pauvre, de certains secteurs paysans qui sont gagnés par la révolution. Ce n'est plus l'armée, mais bien la classe ouvrière – et entre autres ces secteurs de l'Alentejo–, qui décident au Portugal. Les gauchistes vivent dans un état arriéré. L'étape actuelle au Portugal n'est plus celle des gauchistes.

Le Parti Communiste doit appeler les groupes de gauche à un Front Unique, parce qu'ils forment une force révolutionnaire. Ce ne sont pas des aventuriers, même s'ils font des aventures du fait qu'ils n'ont pas de politique. Carvalho lui-même a prouvé qu'il est un révolutionnaire, mais il n'a pas de programme, de conception, d'idées. Le PC Portugais doit appeler le Parti Socialiste, Carvalho et les groupes de gauche à un Front Unique pour un Gouvernement de Gauche, pour un programme anti-capitaliste.

2 juin 1976 J. POSADAS

(1) voir : "Le soulèvement militaire du 25 Novembre et le processus de révolution et contre-révolution au Portugal – 30/11/76 – J.

(2) voir le texte déjà cité, dans lequel J. Posadas montre que les conditions actuelles ne permettent pas un nouveau Thermidor au Portugal, c'est à dire un processus de recul dans lequel une partie des forces mêmes qui ont fait la révolution se retournent contre elles et dirigent la contre-révolution, comme ce fut le cas pour l'Union Soviétique après la mort de Lénine.

(3) Région agricole du Portugal où les paysans et les ouvriers agricoles ont organisé des coopératives de type socialiste.

Ed. Responsable: Cl. Pôlet

La protestation de masses en Pologne et l'intervention des Etats Ouvriers dans le cours mondial objectif de la Révolution Socialiste.-

27-6-76 (voir en pages centrales) **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e année - N° 270 9 août 1976 - HEBDOMADAIRE

NOTRE SALUT ET SOLIDARITE AU PEUPLE ET A L'ETAT OUVRIER CHINOIS

Les tremblements de terre qui viennent d'avoir lieu en Chine sont d'une extrême gravité, ont détruit toute une ville et provoqué la mort de dizaines de milliers de gens. Immédiatement, les secours s'organisent, tout le monde y participe. La vie continue, tout continue à fonctionner normalement. Les étrangers sont invités à rentrer chez eux, et tout est organisé pour leur voyage. La population civile campe dans les rues de Pékin en prévision d'un nouveau tremblement de terre. Il n'y a aucune panique, aucune dépradation. Tout est organisé pour sauver les vies humaines, pour déblayer les lieux détruits, pour construire des abris légers, et tout le monde participe. La presse, la radio, et la Télévision doivent à chaque fois souligner la discipline, le calme et la sérénité des masses chinoises. On en a même vu qui jouaient tranquillement aux cartes dans les rues. Il n'y a au aucune action de pillages, de vols, bien que toute l'activité se

(Suite page 4)

UNE NOUVELLE LOI-PROGRAMME CONTRE LES MASSES : IL FAUT PREPARER DES MAINTENANT L'OFFENSIVE POUR LUI FAIRE ECHEC !!

EDITORIAL

Le budget pour 1977 que le gouvernement Tindemans vient de discuter est un instrument de l'Etat capitaliste, pour assurer la survie du système lui-même. La bourgeoisie considère que les dépenses liées à l'assurance maladie-invalidité, à l'éducation nationale, aux allocations de chômage sont trop grandes. Elle ne pense pas la même chose, bien sûr, en ce qui concerne les dépenses militaires, les subventions directes et indirectes aux investissements capitalistes – que ce soit en détaxant les investissements dits spéciaux des entreprises, ou les entreprises travaillant à l'exportation. Pour faire passer ces attaques aux droits acquis de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs, le gouvernement Tindemans veut les présenter dans une loi-programme, qui contiendra également quelques apparences de réformes favorables à la population, pour imposer, en fait une aggravation des conditions de vie, de travail de tous les travailleurs. Cela fait des semaines qu'ils parlent de la perspective de "reprise économique", de "nouvelle relance de l'économie", de "diminution progressive du chômage" etc... En fait, la crise capitaliste continue, sans solution : il n'y a qu'à rappeler la poursuite du démantèlement des ACEC, de Glaverbel, la concentration dans la sidérurgie qui va provoquer des milliers de pertes d'emplois, la concentration de la production d'électricité les fermetures d'entreprises, les faillites nombreuses de moyennes et petites entreprises, la ruine de centaines de petits agriculteurs (non à cause de la sécheresse qui est un bon prétexte, mais à cause de la concentration capitaliste qui se fait dans l'agriculture également, au niveau de tout le Marché Commun).

Le prochaine Loi-programme de Tindemans sera un accompagnement, sur le plan social, de cette concentration de plus en plus grande que le capitalisme fait en faveur des plus grosses sociétés. Le gouvernement se présente comme un justicier, qui fait la chasse à la fraude fiscale, en particulier contre les médecins. C'est certain que la petite caste de l'Ordre des Médecins, qui dirige cette profession, défend des bénéfices énormes que certains médecins font sur le dos de la population. Mais le gouvernement s'en prend à un tout petit secteur et il se montre "dur" envers les médecins, surtout pour faire passer son programme de restrictions contre les droits aux soins de santé de la population travailleuse. Les moyens financiers pour satisfaire les besoins des masses existent : ils sont dans les banques, ils sont dans les entreprises que les ouvriers font vivre par leur propre travail. Mais dans ce pays que l'on dit "développé", des statistiques officielles reconnaissent que près de 3 millions de personnes vivent dans des logements insalubres et attendent toujours des subsides de l'Etat pour améliorer leurs habitations; que la moitié de la population ne peut pas se permettre de partir en vacances ; et que des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes sortent des écoles pour devenir chômeurs.

La classe ouvrière est bien consciente de cette situation et de qui en porte la responsabilité. Il n'y a pas eu de "vacances" dans la lutte de classes en Belgique, même si les directions syndicales n'ont fait aucune mobilisation. A la veille même du départ en congés aux ACEC, les travailleurs faisaient grève pour montrer leur détermination de ne rien laisser faire au-dessus de leurs têtes ; face à la manipulation de l'index des salaires par le ministre Herman, des délégations d'usines ont fait des assemblées et pris des résolutions pour exprimer leur opposition irréductible à toute atteinte à cette conquête essentielle de la classe ouvrière en Belgique. Les mouvements de grève ont eu lieu jusque dans les prisons, de la part des détenus et des gardiens, pour revendiquer le droit à la dignité hu-

(suite page 4)

Non aux manipulations de l'index ! Echelle mobile des salaires !!

Le Ministre Herman, et tout le gouvernement capitaliste, prennent des mesures qui portent directement atteinte aux salaires, et en particulier les plus bas. Il y a déjà quelque temps, on bloquait les prix des pommes de terres, avec le plus grand cynisme. Aujourd'hui, ce sont les légumes et les fruits qui ne sont pas repris à l'Index pendant trois mois. Ils nous volent au moins 4 % de notre salaire.

Face à ces provocations contre le niveau de vie des masses, il faut exiger dans chaque syndicat, à chaque délégué, d'organiser l'action pour faire face à de telles mesures. La FGTB, et dans une moindre mesure, la CSC ont réagi en refusant cette manipulation. Ce qui est juste. Mais ce n'est pas avec des paroles qu'on va empêcher le gouvernement de continuer ses actions de gangster.

Ils ont déjà essayé avec les pommes de terre, et cela a réussi, malgré certaines protestations Maintenant, ils vont plus loin dans l'attaque. Ce n'est pas la classe ouvrière, ni les salariés en général qui doivent payer la crise ou les conséquences de la sécheresse. Par exemple : beaucoup de petits paysans ont vendu du bétail à moitié prix ou presque par manque de fourrage pour le nourrir. Mais le steack n'a pas diminué pour autant ! Et les tomates et autres légumes achetés à bas prix en Italie, sont à des prix très élevés ici en Belgique. Ce sont les grosses entreprises, les secteurs des agriculteurs les plus gros, genre Boerenbond et ses homogues wallons, les grossistes, les grands propriétaires qui tirent profit de cette situation.

L'organisation actuelle de l'Index nous fait déjà perdre chaque année une partie du salaire. L'année passée, cette perte s'élevait à 5 ou 6 % , car l'index fonctionne toujours en retard. Quand les produits augmentent, c'est seulement deux mois après que l'index bouge. D'autre part, quand l'index augmente de 2 % on finit par toucher ces 2 % avec retard et il faut encore en décompter les taxes. Dans les services publics, la situation est encore plus sérieuse, car les travailleurs doivent attendre 3 mois.

Que fait-il faire ? Il faut exiger une échelle mobile des salaires. Il faut faire des discussions, des assemblées pour discuter les limitations de l'index et appliquer d'office l'échelle mobile. Si on laisse faire le gouvernement capitaliste, ils vont bientôt supprimer completement la liaison des salaires à l'index. L'échelle mobile des salaires, c'est comme un Index, mais elle

(Suite page 4)

Appui massif et immédiat aux masses palestiniennes et libanaises !

POUR L'UNIFICATION SOCIALISTE DE TOUT LE MOYEN ORIENT !

En massacrant comme il le fait, les masses palestiniennes et libanaises, l'impérialisme – américain et mondial – cherche à prendre une revanche, au Moyen Orient et dans toute l'Afrique après la cuisante défaite qu'il a subie en Angola, au Mozambique, dans tous les pays africains qui avancent avec des mesures anti-impérialistes et socialiste, de Madagascar à l'Algérie.

L'impérialisme américain, français, anglais, n'ose, cependant, pas intervenir directement pour écraser les masses palestiniennes et libanaises, parce qu'il doit regarder constamment du côté de l'Union Soviétique, des Etats ouvriers et la flotte américaine croise en face de la flotte soviétique en Méditerranée. Mais il y a un front unique, sur lequel s'appuie l'impérialisme, entre des forces du Moyen Orient, qui ont des intérêts divergents, mais qui sont alliées par la peur de voir triompher un mouvement révolutionnaire socialiste au Liban : la Syrie d'Assad, les phalanges de droite libanaises, et les israéliens interviennent ensemble contre le progrès de la révolution au Liban. De la part de la Syrie, cette intervention réactionnaire est le fait d'un secteur du mouvement nationaliste, qui veut contenir ce processus dans les limites d'un programme et d'une perspective bourgeoises, et redoute les exemples et les impulsions qu'un progrès socialiste au Liban donnerait à la gauche nationaliste révolutionnaire, militaire et du Baas en Syrie. Cet engagement de Assad dans une lutte contre-révolutionnaire est déjà en train de provoquer, et va susciter encore beaucoup plus, une réaction dans tout le mouvement nationaliste arabe, en Syrie et dans les autres pays, pour tirer les expériences des limitations du nationalisme et avancer plus résolument vers des mesures socialistes. En Syrie même, il y a une profonde opposition à cette politique cirminelle, des désertions de soldats et d'officiers, des rébellions de la population, et une crise ministérielle.

L'impérialisme utilise, au Liban, les méthodes d'assassins qu'il emploie dans toutes ses guerres contre-révolutionnaires. Il organise, au travers des forces réactionnaires qui interviennent directement au Liban – le massacre des révolutionnaires en masse pour ne pas perdre le Liban, qui est un point d'appui pour lui,

Suite page 4

LA PROTESTATION DE MASSES EN POLOGNE DES ETATS OUVRIERS DANS LE COURS MO

27 Juin 1976 LA REVOLUTION SOCIALIS

PRESENTATION

Dans une texte précédent : "Les mobilisations ouvrières en Pologne tendent à obtenir les revendications et à impulser l'Etat ouvrier" (daté du 26.6.76 et publié en supplément à Lutte Ouvrière n° 268), le camarade J. Posadas analysait les divers aspects du mouvement de la classe ouvrière polonaise, en fonction de la situation interne de la Pologne. Dans l'article que nous publions ci-dessous, ces évènements sont inclus dans le contexte du processus mondial de la révolution, des progrès de la régénerescence partielle dans l'ensemble des Etats ouvriers, de la crise total du système capitaliste. Ils ont déjà eu, à l'heure actuelle, comme le prévoyait Posadas, une répercussion très importante dans tous les Etats ouvriers, qui doivent chercher à élever leur unification. Cette necessité se trouvait présente à la récente réunion du COMECON, à laquelle ont participé, certains pour la première fois, des pays comme la Yougoslavie, l'Angola, le Vietnam, le Laos et le Cambodge. La discussion et les progrès des courants marxistes révolutionnaires dans tout le mouvement communiste mondial s'élèvent aussi. Ce progrès ne se fait pas sans lutte très grande, comme en témoigne, en Pologne même, le procès qu'un secteur de la bureaucratie fait contre des ouvriers qui ont participé aux grèves. Nous condamnons de tels jugements, car les travailleurs n'ont pas fait de sabotage en arrêtant les trains, ils ont cherché la communication avec toute la population de l'Etat ouvrier ; ils n'ont rien fait contre l'Etat ouvrier en organisant ces actions. Au lieu de les condamner, il faut développer une vaste discussion dans tout le pays, des assemblées de travailleurs, la démocratie soviétique en Pologne, le droit à toutes les tendances qui défendent l'Etat ouvrier, à intervenir et participer à la discussion pour faire progresser l'Etat ouvrier.

Cet article du cde J. Posadas, fait partie de la contribution de la IVe Internationale à cette discussion, profondément nécessaire, et d'ailleurs inéluctable dans le mouvement communiste mondial.

La guerre est un problème qui existe à l'état latent. L'impérialisme tend, en permanence, à déboucher sur des menaces de guerre. Il donne des coups de patte, avec un grand désespoir et déséquilibre parce qu'il ne peut dominer le processus de l'histoire.

Par exemple : le Liban. Ce pays est très petit, géographiquement ; il n'a quasi aucune importance économique et sociale. Mais à cause de lui, la flotte capitaliste mondiale, et soviétique, se trouvent dans la Méditerranée. Ce n'est pas pour le Liban lui-même, mais pour l'extension mondiale que peut avoir ce problème. Les Soviétiques doivent s'unir au cours ascendant de la révolution socialiste mondiale. Le rapport mondial des forces le leur impose. Les évènements de Pologne sont, eux aussi, une expression de ce cours mondial.

Ce qui se passe actuellement en Pologne, est écrit au Liban et même dans les élections en Italie. Les Palestiniens, qui sont des héros de l'histoire et luttent sans aucune ressource, trouvent le moyen de proposer la formation d'une Fédération, au lieu de poser seulement un "Etat palestinien" comme ils disaient avant. Ils font preuve d'un progrès dialectique, social et politique. Quand un pays, aussi petit que le Liban, est un centre d'affrontements, c'est qu'il fait intervenir des rapports de forces mondiaux, d'une telle acuité qu'il peut en sortir une guerre mondiale. Les Soviétiques ne sont pas là simplement pour démontrer qu'ils veulent défendre le Liban. Ce n'est pas pour rien qu'ils mobilisent toute une flotte et ont envoyé des bateaux avec des troupes de débarquement. L'Angola, le Mozambique, le mouvement révolutionnaire d'Afrique du Sud sont, dans la forme, des mouvements circonstanciels ; dans le fond ils sont une partie de la révolution permanente, parce qu'ils peuvent conduire à la guerre mondiale.

Ces faits se produisent au milieu de la concurrence la plus brutale du système capitaliste. Par exemple : le capitalisme allemand. Il a de l'argent en suffisance pour en faire cadeau à tout le monde. Cela lui conviendrait de distribuer cet argent pour que le système capitaliste continue à fonctionner ; pourtant il ne le fait pas. Et même s'il le faisait, cela n'arrangerait rien. Cet argent n'est le résultat de l'accumulation, et non de la production. Ils doivent permettre un cycle d'accumulation et de consommation afin que cet argent ne provoque pas une inflation, un nouveau déséquilibre encore plus aigu dans le système capitaliste.

Le capitalisme ne parvient plus à contrôler le grand déséquilibre dans lequel il se trouve. Ils répètent, à chaque instant : "cà y est, la crise est finie, le cycle recommence..." Ensuite ils disent : "attendons quelques mois de plus...". Ils donnent des chiffres, des dates. En partie les chiffres correspondent à une réalité : Renault en France, et les allemands aussi, ont augmenté la production et la vente de voitures. Ils considèrent de coup, que le crise est surmontée. Mais le coat de la vie nécesse d'augmenter.

Cette crise du système capitaliste n'est pas normale ; c'est une crise d'agonie. C'est ainsi que nous avons qualifié les élections en Italie : "des élections d'agonie du système capitaliste" (voir l'article: "les élections en Italie ; l'avance puissante et soutenue du PCI et l'aiguisement de la lutte de classes – 22.6.76). L'agonie peut durer un certain temps. C'était le cas pour Franco. Elle ne signifie pas qu'on dispose de vitalité, de capacité, de forces pour subsister, mais qu'on se soutient pas des moyens artificiels.

Il faut voir la concurrence capitaliste dans son ensemble. Il ne s'agit pas seulement de la France, de l'Italie ou de l'Angleterre, mais aussi de pays comme le Mexique, le Colombie, le Vénézuéla. Ces pays essaient de se développer et se rendent compte qu'ils ne peuvent le faire par la voie capitaliste. Ils cherchent à stimuluer des capitalistes à investir et développer l'économie mais se heurtent à la structure de l'économie capitaliste mondiale : cette structure est unique et mondiale. Il existe encore une dépendance de l'économie mondiale, même si celle-ci est divisée, séparée par des bases sociales opposées, antagoniques.

Les Soviétiques continuent encore à dépendre de l'économie mondiale capitaliste, indépendamment de leur mauvaise politique. Il est certain qu'en menant une politique révolutionnaire, ils dépendraient infiniment moins des relations capitalistes, parce qu'ils auraient développé la planification entre les Etats ouvriers. Ils ne pourraient pas passer outre le besoin d'échanges avec le système capitaliste, mais ils en seraient beaucoup moins dépendants. La politique bureaucratique, de séparation entre les Etats ouvriers, permet une dépendance envers le système capitaliste beaucoup plus importante que ce qui serait réellement nécessaire et possible. La Pologne en est un exemple clair.

La base de la crise actuelle en Pologne est dans le fait que 80 % de la production agricole restent dans des mains privées. Celles-ci ne peuvent réaliser une reproduction en faveur du grand capital, mais elles maintiennent des intérêts de propriété privée et empêchent la planification et la diminution du coût de production.

La décision du gouvernement polonais de laisser la distribution du pain et la construction de logements à des secteurs privés, a peu d'importance dans la forme, mais aura des effets importants. Ce sont des coopératives, appuyées par l'Etat qui se chargeront de ces tâches. Il ne s'agit certes pas d'un retour au capitalisme, mais bien d'un soutien aux intérêts de propriété individuelle. En faisant croire que la coopérative, les intérêts de groupe ont une supériorité, ils entravent la planification. C'est absurde. Ce déficit ne provient pas de l'Etat ouvrier mais de sa direction politique. Il en est de même pour le manque de planification entre les Etats ouvriers. Mais dans ce cas, les effets sont beaucoup plus pernicieux encore. Si la Pologne, la Chine et les autres Etats ouvriers planifiaient leur économie en commun, ils éleveraient de ce seule fait, de 50 % , le niveau de production, avec les mêmes forces qu'ils ont maintenant.

Il ne s'agit pas seulement d'un problème de planification, mais aussi d'une résistance sociale des propriétaires. Mais cette résistance n'est pas d'un grand poids. 80 % de l'agriculture sont organisés sous forme de propriété privée ; mais cela ne veut pas dire que 80 % des paysans vont faire la résistance. Il faut décompter une bonne partie de leurs familles : avant, la paysannerie était un bloc familial : père, mère, grands-parents, enfants. Maintenant, il reste le père et la mère : la grande majorité des enfants s'en vont ! La paysannerie n'a plus la force qu'elle avait avant. Il est plus facile de la gagner.

Le soulèvement des ouvriers est très important, et il va ren-

SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES MINEURS ET DES MASSES BOLIVIENNES !

Liberté pour Jorge Velarde et tous les emprisonnés politiques et syndicaux !

Depuis près de deux mois, les mineurs boliviens sont en grève indéfinie pour leurs revendications et contre le gouvernement. En solidarité, les étudiants de tout le pays sont également en grève. Pour la première fois depuis des années, les ouvriers d'usine ont également organisé des arrêts de travail de 24 à 48 heures. Après avoir expulsé les « coordinateurs » du gouvernement, ils ont élu des Comités de Base mettant en avant leurs propres revendications.

Le gouvernement a en vain tâché de faire reprendre le travail, en utilisant au maximum les moyens répressifs. A Cochabamba par exemple, il a provoqué un attentat pour couper l'électricité paralysant ainsi l'industrie et le commerce. Il fait occuper militairement les mines et les villages qui les entourent. Il s'en est pris aux radios minières, faisant fermer la « Voie des Mineurs » et arrêtant, malgré les accords passés, de nombreux dirigeants et travailleurs des mines. Des militaires et centaines d'agents civils ont le 9 juin violemment occupé les districts et centres miniers de SIGLO XX, CATAVI, LOCATORIOS, VEINTE DE OCTUBRE.

D'autres actions répressives visent directement la population. Les maisons ouvrières et les villages sont envahis, saccagés, détruits, rançonnés.

Loin d'intimider et de faire reculer les mineurs, les étudiants, les ouvriers, cette action répressive du gouvernement et de l'armée conduit au contraire à développer au sein de l'armée et du gouvernement de profondes luttes de tendances. Les militaires progressistes viennent par exemple de sortir un manifeste d'appui aux mineurs. Des centaines de soldats envoyés dans les puits comme briseurs de grève désertent et trouvent refuge dans les maisons des mineurs. De nombreux officiers se lient à la population qui, comme jamais, tâche de les influencer.

Le P.O.R. (trotskiste) section bolivienne de la IVe Internationale-posadiste intervient d'une façon dirigeante dans toutes ces actions, prenant la tête d'assemblées, de manifestations, d'actions de solidarité. Notre Parti doit de ce fait faire face à une nouvelle et importante répression. Cinq camarades ont été récemment arrêtés et durement frappés.

Nous dénonçons plus particulièrement l'arrestation le 19 juin de JORGE VELARDE, ouvrier délégué de la section « construction » de l'entreprise minière de Catavi de la COMIBOL. Après avoir été torturé et frappé il a été incarcéré à la prison centrale de la PAZ. Il risque d'être déporté au Chili et livré ainsi aux assassins de Pinochet.

Le mouvement ouvrier français doit dénoncer de telles pratiques de déportation que le gouvernement bolivien est en train de multiplier contre l'avant-garde des masses boliviennes.

Nous appelons à adresser dans ce sens des télégrammes et des lettres de protestation, réclamant également la libération de JORGE VELARDE et de tous les emprisonnés politiques et syndicaux, au Président de la République, au Ministre de l'Intérieur le colonel Juan PEREDE, **à l'archevêque de La Paz,** Jorge Manrique.

VIVE LA LUTTE DES MINEURS ET DES MASSES EN BOLIVIE CONTRE L'IMPERIALISME, LA DICTATURE ET LE CAPITALISME !

ET L'INTERVENTION
NDIAL OBJECTIF DE
E

J. POSADAS

contrer un écho parmi les paysans, parmi leurs enfants principalement. Il va élever au sein des masses polonaises – et entre autres des masses paysannes – la conscience des causes de la situation actuelle : ce n'est pas vrai que la Pologne soit tellement en retard qu'elle est obligée d'augmenter les prix ; en réalité, c'est le retard dans la planification de la production qui est la cause de cette augmentation et d'une grande dépendance du commerce extérieur. C'est pour cette raison qu'on est obligé de payer les conséquences de l'augmentation du pétrole et des dépenses de guerre de l'impérialisme, qui s'expriment dans les relations commerciales. Tout cela s'élimine si les Etats ouvfiers font une planification entre eux.

La planification commune des Etats ouvriers est une des conclusions les plus importantes à tirer de ces évènements de Pologne. C'est une nécessité urgente et elle va se manifester très bientôt. L'arrièrement de la Pologne se résout au moyen de la planification de tous les Etats ouvriers. Les qualités propres à la Pologne sont un facteur, mais pas le plus important. L'essentiel est qu'il faut planifier les Etats ouvriers, il faut collectiviser.

En affrontant les propriétaires paysans, au lieu d'affronter les ouvriers, on résout toutes les difficultés, les conflits sociaux, avec beaucoup moins de risques pour la vie, l'économie, le progrès de la révolution en Pologne. Les paysans, contrairement aux ouvriers, n'ont pas d'influence sociale importante. Si les ouvriers avaient défendu des intérêts sectoriels, corporatifs, la direction politique aurait recouru au peuple pour dire : "regardez ce qu'ils font ceux-là". Mais elle n'a pas fait appel à la population contre les ouvriers qui se soulevaient, parce que tout le monde sent que les ouvriers ont fait ce que chacun aurait voulu faire lui-même. Les ouvriers exprimaient la protestation unanime de la population, en même temps que la volonté de ne pas faire de tort à l'Etat ouvrier. La direction a fait immédiatement des concessions parce que le mouvement ouvrier a fait sentir a la population que sa protestation représentait la volonté de tout le monde de ne pas modifier le coût de la vie et n'avait pas pour but de défendre des intérêts corporatifs des syndicats. Les syndicats agissaient comme représentatns de la population. Cela va avoir une énorme influence dans les campagnes, sur les enfants des paysans.

L'Etat ouvrier polonais a fait d'énormes progrès : il a parcouru un grand chemin depuis 1956. Le même processus qu'en Pologne va se développer aussi en Hongrie. Un écrivain comme Harraszty n'est pas un cas particulier : il est allé dans une usine pour voir quel est le niveau de vie des travailleurs, et écrire pour améliorer l'Etat ouvrier. Il existe des forces énormes en Hongrie qui sont intéressés au progrès de l'Etat ouvrier (Harrazsty : "le salaire à la pièce dans un pays socialiste").

Il faut considérer que des intellectuels comme Harrazsty représentent un trait d'un processus d'ensemble. Il a les idées assez claires sur certains points. Il n'est ni gauchiste, ni contre-révolutionnaire. C'est un révolutionnaire qui veut intervenir et qui n'a pas de concept global du programme, mais qui veut apporter sa contribution. On ne résout pas le problème en discutant le travail à la pièce. En parlant de ce problème, il exprime un aspect partiel, de protestation contre des conditions de travail aberrantes ; mais il ne dit pas ce qu'il faut faire, il ne voit pas clair. Il proteste seulement. Sans être gauchiste, il s'en rapproche. Il conteste, sans dire ce qu'il faut faire. Mais il y a des milliers de gens comme Harrazsty, à cause de l'absence de direction. Si les juges l'ont laissé en liberté – alors qu'ils l'auraient condamné à une autre étape – c'est parce qu'il y en beaucoup d'autres qui ressentent la même chose que lui.

La situation de la Pologne existe aussi dans les autres Etats ouvriers. Elle n'a rien d'une catastrophe. Le niveau de vie s'est élevé dix fois plus en Pologne que dans les pays capitalistes d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique Latine. Il faut comparer ce qu'étaient les Etats ouvriers avant et ce que sont encore maintenant les pays capitalistes, pour voir la différence. Il faut considérer également que les Etats ouvriers font des dépenses infiniment plus grandes que le système capitaliste, pour soutenir la révolution mondiale. Le capitalisme fait des dépenses pour soutenir la contre-révolution, mais cela fait partie de son propre appareil de production. Par contre les Etats ouvriers – à part l'Union Soviétique qui a 56 ans – ont a peine 30 ans d'existence et ils ont éliminé le chômage, la faim, la misère, le fossé entre les campagnes et les villes – même s'ils existe encore des inégalités.

En Tchécoslovaquie, le niveau de mortalité infantile est très bas, un des plus faibles du monde. Il y a un médecin pour 390 habitants, alors qu'en Allemagne capitaliste il y en a un pour 560. Ces seuls faits indiquent un progrès immense des Etats ouvriers. Les failles qui existent dans l'économie, ne proviennent pas de l'incapacité, de l'arrièrement, ou de l'inaptitude de la conception historique, elles sont le produit de l'arrièrement de la direction politique. Il faut voir aussi que la moitié de la production doit être consacrée à la guerre. Le capitalisme est vieux de 2000 ans, et il a déjà connu concrètement 500 ans de production, de stabilité, d'expansion mondiale.

Il faut insister sur le mot d'ordre essentiel que signifie l'unification des Etats ouvriers. Il faut les unifier et les planifier ! Cette planification est une des bases du progrès de la production et du niveau de vie de tous les pays ? Le COMECON, le CAME, ne sont pas suffisants pour atteindre cette finalité. Il faut développer une discussion publique dans tous les Etats ouvriers, unissant la planification avec l'épanouissement de la vie politique, en particulier dans les syndicats. Nous ne formulons pas ces revendications comme des exigences que nous voudrions imposer dans un combat, mais nous les formulons tout en appuyant un processus en élevation, en nous identifiant à l'Etat ouvrier et en joignant à notre critique, le soutien à beaucoup d'aspects de ce que fait cette même direction.

Il faut tenir compte que nous sommes à une étape finale de l'histoire, en fonction de laquelle nous devons déterminer les mots d'ordre, les jugements. A l'étape de Lénine, tout un processus de l'histoire devait encore se dérouler pour construire des mouvements. A l'étape actuelle, le cours de toute une phase de l'humanité se définit en quelques années. Les directions, les Etats ouvriers, les partis actuels sont ceux qui existent, il n'y an a pas d'autres. C'est dans ces mouvements que nous devons agir, influencer. Il ne s'agit pas de les accabler sous un ensemble de récriminations, de les traiter comme des traîtres, ou des directions déséquilibrées par rapport aux nécessités, mais d'impulser les tendances qui avancent déjà au sein des Etats ouvriers, en leur donnant des idées, des exemples. Il faut montrer aussi l'ensemble des tâches à réaliser, mais mettre l'accent sur les points sur lesquels ils sont en conditions maintenant d'avancer.

Nous ne cachons pas notre critique : nous donnons un appui critique au Parti Communiste Italien dans ces élections et au Parti Communiste Français dans l'Union Populaire. Le processus actuel a déjà une structure bien déterminée et qui ne peut changer radicalement. Nous ne sommes plus à l'étape de l'Opposition de Gauche. Dans notre opposition, nous nous identifions à la direction. Cela veut dire que nous partageons ses objectifs, mais non ses points de vue programmatiques et politiques. Cette direction a pour objectif d'abattre le système capitaliste. Les Polonais, les Soviétiques, tous veulent abattre le système capitaliste, même s'ils veulent le faire au travers de réformes. Aucun parti communiste ne se propose de soutenir le système capitaliste. L'objectif du mouvement communiste n'est pas de s'identifier au programme de réformes. Il veut faire des réformes sans s'identifier à elles. Et c'est dans son sein que se développe la gauche ; elle n'est pas structurée, elle n'a pas de programme ni de politique, mais c'est là qu'elle peut fonctionner. L'étape où il était possible de compter sur une Opposition de Gauche ou des mouvements concurrents au mouvements communiste, est déjà dépassée.

Il faut voir la signification du Liban : ce pays, plus petit qu'une tête d'épingle sur la carte du monde, a mobilisé toute la flotte soviétique et capitaliste. Ce n'est pas pour une question de méfiance réciproque, mais parce que le Liban peut entraîner l'extension d'un processus. Pourquoi les Soviétiques agissent-ils ainsi ? parce que l'intérêt de l'Etat ouvrier s'identifie de plus en plus au progrès de la révolution, de la lutte anti-capitaliste. La direction de l'Etat ouvrier est obligée de répondre à ce besoin objectif de la structure de l'Etat ouvrier. Les Etats ouvriers s'identifient de plus en plus au développement du progrès de l'humanité. Ils ne le font pas en fonction politique déterminée, mais en fonction d'une nécessité objective. Ils ont besoin d'intervenir pour assurer la continuité de leur épanouissement.

La lutte de classes mondiale s'identifie, de manière toujours croissante, à l'Etat ouvrier. Et la nécessité de cette identification s'élève dans les discussions au sein des Etats ouvriers. La Pologne, et d'autres encore, font des échanges commerciaux importants avec le système capitaliste ; elle vient de faire appel aux investissements allemands, yankees, japonais et italiens. Une telle faille ne résulte pas de l'Etat ouvrier lui-même, mais de la conception bureaucratique avec laquelle les relations avec le système capitaliste sont fixées. Les directions prennent cette orientation dans l'espoir de développer l'économie ; mais elles commettent une erreur parce qu'elles sont, de ce fait, liées et dépendantes du capitalisme et cela diminue les effets révolutionnaires de l'appui qu'elles donnent au Moyen Orient, au Liban, à l'Angola ou au Mozambique.

Il faut y voir également une tentative de la part des Etats ouvriers, et en particulier de l'URSS, d'utiliser les forces et la technique du capitalisme. Cela n'est pas incorrect. Lénine l'a fait lui aussi. Mais ce n'est plus quelque chose de fondamental aujourd'hui' Il est bien plus important de planifier entre eux les Etats ouvriers ; il en résultera un développement économique, scientifique et social révolutionnaire bien plus significatif que celui qui proviendra des investissements capitalistes. Voilà la discussion que nous menons avec les Etats ouvriers. Nous ne leur lançons pas d'accusations à grands cris.

Ils rétorquent que Lénine a fait la NEP. Mais à cette époque, l'Union Soviétique était le seul Etat ouvrier, elle partait de zéro. Maintenant le niveau est marqué par l'appui à l'Angola. La situation n'est plus la même. On ne peut comparer (mécaniquement) l'époque de Lénine et celle de l'Angola.

Lorsque l'Union Soviétique et Cuba interviennent pour appuyer l'Angola et le Mozambique, ces faits expriment un besoin objectif de l'Etat ouvrier, ils ne sont pas le produit d'une aile bureaucratique. Qu'est-ce qui détermine le cours de l'Union Soviétique ? l'appui à l'Angola, au Mozambique, ou les investissements capitalistes en Sibérie ? C'est l'Angola qui décide.

Il faut mesurer et juger l'Union Soviétique dans l'ensemble et non sur l'un ou l'autre aspect particulier. On voit de cette manière, la nécessité de planification comme un facteur essentiel pour l'avance des Etats ouvriers, sur le plan de l'économie, de la politique, de la technique, de l'ensemble de la société. Un aspect essentiel de cette planification reside dans l'unification entre la Chine et l'Union Soviétique.

·J. POSADAS
27.6.76

VIVE L'UNIFICATION SOCIALISTE DU VIETNAM

Notre Parti salue avec toute sa fraternité révolutionnaire, la proclamation de la République Socialiste du Vietnam ! Une nouvelle région du monde a été arrachée et libérée de la domination capitaliste. Un nouveau pas a été franchi dans la réorganisation socialiste de l'humanité.

Après avoir donné l'exemple d'une lutte héroïque, ayant établi la communication avec les peuples du monde entier, la République Socialiste du Vietnam montre aujourd'hui la force de la classe ouvrière, des masses exploitées, du socialisme, en se proposant de gagner de larges couches de la population victimes de la décomposition capitaliste ; et ce, par la discussion, la persuasion, l'exemple, la conviction, la fraternité humaine. Un million de soldats ont été regagnés par l'Etat Ouvrier, par la supériorité des relations sociales établies par les masses. L'armée du Vietnam du Sud était pourtant une des plus puissantes armées capitalistes. Tous les secteurs issus de la décomposition du capitalisme, de la corruption ont été regagnés, dont les prostituées et bien d'autres encore.

Si l'Angola a pu arracher la victoire en quelques mois, alors que les Vietnamiens ont mis trente ans pour y parvenir, c'est parce que la lutte du peuple vietnamien a contribué de façon décisive à affaiblir l'impérialisme, à rassembler les forces, à organiser la volonté de libération de l'immense majorité de l'humanité, à développer la décision des Etats Ouvriers d'intervenir en soutien direct aux luttes révolutionnaires dans le monde.

Après la République Démocratique du Vietnam du Nord, c'est l'ensemble du Vietnam qui s'incorpore aujourd'hui au système des Etats Ouvriers. Une immense tâche reste cependant à accomplir avec l'unification de l'ensemble des Etats Ouvriers, avec la réalisation de l'unit-e URSS-CHINE, avec l'unification du mouvement communiste mondial.

Cette unité n'est possible que dans la mobilisation des masses exploitées dans les pays encore capitalistes ou dominés par l'impérialisme, qu'en apportant un soutien total aux mouvements de libération et ouvriers dans le monde, qu'en développant le front unique mondial anti-impérialiste.

La proclamation de la République Socialiste du Vietnam est une contribution essentielle à ces tâches. C'est un triomphe pour l'humanité, une victoire de l'Internationalisme Prolétarien, du socialisme, du marxisme.

Cette proclamation s'est faite sur la base essentielle des principes marxistes : Internationalisme prolétarien et Dictature du prolétariat. C'est un exemple d'application marxiste, pour tous les Partis Communistes européens qui abandonnent ces principes pour apparaître "plus acceptables", plus "démocratiques" des secteurs hésitants, de la petite bourgeoisie, pour montrer que les PC veulent un socialisme" humanitaire, libre et démocratique". La dictature du prolétariat est nécessaire au Vietnam pour empêcher que tous les secteurs issus de la décomposition capitaliste ou des secteurs bourgeois qui existent encore ne puissent se réorganiser, ou donner des bases au développement d'une bureaucratie. Elle doit servir à maintenir le contrôle permanent de la classe ouvrière sur les acquis de la Revolution Socialiste.

Cette réunification s'est faite très rapidement, sur la base de l'Etat Ouvrier, de l'organisation économique, sociale et politique du Nord. Dans cette lutte, le Parti Communiste Vietnamien mérite tous nos saluts les plus fraternels et communistes parce qu'il a accompli une fonction révolutionnaire historique irremplaçable. Dans la guerre contre l'impérialisme, sur le plan militaire, dans les prises de positions politiques actuelles il s'est régénéré presque totalement et consciemment, comme le camarade Posadas le qualifie. Cela va être une base très importante pour intervenir et peser dans la discussion intérieure du mouvement communiste mondial, aider nà l'unification de l'URSS et de la Chine, à la défense et l'application des principes du marxisme dans tous les partis communistes.

LIBAN

POUR UN APPUI MASSIF ET IMMEDIAT AUX MASSES PALESTINIENNES ET LIBANAISES !

avec Israel, pour contenir le progrès de la révolution dans les pays arabes et africains. Le Liban n'a aucune importance du point de vue économique, ou même militaire ; mais il en a beaucoup du point de vue social et politique révolutionnaire. L'impérialisme a eté vaincu en Angola, il a été chassé des anciennes colonies portugaises, il est mis en échec en Afrique du Sud et en Rhodésie, et au Sahara ; il a besoin de garder le Liban pour assurer la continuité de sa présence contre-révolutionnaire dans toute cette région. Il massacre les masses palestiniennes et libanaises ; mais cela n'intimide pas les forces révolutionnaires.

Il faut saluer avec toute notre force et fraternité communiste la lutte héroïque du peuple palestinien et libanais qui luttent pour toute l'humanité, comme l'ont fait les Vietnamiens. Les assassinats de l'impérialisme ne contienent pas le progrès de la révolution. En Lybie, en Algérie, en Irak, au Sahara, dans la plupart des pays d'Afrique, on avance vers des mesures socialistes, vers un front unique anti-impérialiste et avec les Etats ouvriers. Voilà la réponse au massacre de l'impérialisme au Liban !

Il faut organiser en Belgique, un mouvement de solidarité et de soutien au peuple paestinien et libanais, comme on l'a fait pour le Vietnam. C'est la même lutte pour le progrès de toute l'humanité, qui se mène actuellement au Liban. Nous appelons tout le mouvement ouvrier, le PSB, le PCB les syndicats, les groupes de gauche, les organisations intellectuelles, étudiantes, à prendre position pour la défense des masses palestiniennes et libanaises comme elles l'ont fait pour le Vietnam, à préparer des meetings, des manifestations, des collectes de médicaments, de fonds, une mobilisation de toutes les tendances de gauche pour appuyer les luttes des masses au Liban et, au travers de celles-ci, défendre la lutte pour le progrès de toute l'humanité contre l'impérialisme et pour le socialisme.

2.8.76

LES OLYMPIADES ET LES ETATS OUVRIERS

Au niveau des sports, comme de toutes les autres activité humaines, il se produit chaque fois plus un affrontement entre les deux systèmes. C'est ce qui s'est passé aux Jeux Olympiques. Si les Etats ouvriers ont réussi à réceuillir autant de médailles, ce n'est pas seulement parce qu'ils se préoccupent plus des sports, mais parce qu'ils ont créé des relations sociales supérieures à celles qui existent dans le système capitaliste. Dans les Etats ouvriers, il est possible d'impulser le désir des gens à se dépasser eux-mêmes, non pas par esprit de profit, mais comme un stimulant moral, comme un besoin de faire mieux et chaque fois mieux.

Un exemple clair de cela, c'est Cuba, qui, avant la révolution, ne figurait même pas aux Jeux Olympiques et qui était cette fois-ci, présente dans presque toutes les disciplines, et avec des finalistes. Avant la révolution, cela n'existait pas.

Le capitalisme a essayé d'utiliser la tribune des Olympiades pour stimuler des sentiments anti-soviétiques. Certains spectateurs sont allés jusqu'à vouloir empêcher le défilé du drapeau rouge frappé du marteau et de la faucille. Malgré cette campagne, c'est l'URSS et la RDA qui ont récolté le plus de médailles. Nous défendons et sommes heureux des victoires des Etats ouvriers, non par chauvinisme, mais parce que là-bas, les sports ne servent pas de tremplin pour gagner des médailles et à partir de là, gagner des centaines de milliers de francs comme professionnels. Ils sont une partie des relations humaines, et un résultat, eux aussi, des relations sociales supérieures au capitalisme. Cela, malgré la bureaucratie.

Ce n'est pas étonnant que l'Allemagne de l'Est ait présenté beaucoup de candidates femmes qui ont remporté de belles victoires, ainsi que les hommes d'ailleurs. Les dernières mesures décidées par l'Etat ouvrier proposent, entre autres, que les femmes ayant des enfants ne travaillent que 30 heures par semaine – payée complètement –, que le congés payés pour la maternité soient de 36 semaines après l'accouchement ; que les mamans qui ne savent pas mettre leur enfant dans les crèches reçoivent une indemnité ; que les femmes mariées disposent d'un jour par mois, payé, pour faire des achats ; des prêts sans intérêts sont accordés aux jeunes qui se mettent en ménage et si au bout de 5 ans, ils ont eu trois enfants, ils ne doivent rien rembourser. Toutes ces mesures qui sont prises aussi dans d'autres Etats ouvriers, en URSS, en Chine, tendent à élever réellement la "qualité de la vie". C'est là que se trouvent les bases de tels triomphes sportif aux Jeux Olympiques.

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

maine. Cette volonté combative des masses ne laisse pas les mains libres au capitalisme. Elle oblige également les directions des syndicats et des partis ouvriers à augmenter leur opposition a ce gouvernement capitaliste chargé de faire payer la crise à la population.

Le capitalisme a besoin, absolument, de faire passer ces "lois-programmes" et tout son plan contre les travailleurs, mais il est sans forces sociales, ni même politiques, pour l'imposer : la désintégration se développe parmi tous les alliés qui composent le gouvernement actuel de centre-droite. En particulier les partis fédéralistes. Périn et autres ministres du Rassemblement Wallon cherchent de nouvelles formules pour sauver leur peau, et se transforment en candidats dirigeants politiques de la bourgeoisie à l'échelle européenne. Dans le parti libéral, et au sein du PSC, les regroupements, les clubs qui se créent ont le même objectif : chercher des équipes de rechange, une direction homogène de la bourgeoisie pour appliquer cette politique de sauvetage du capitalisme. Ils font cela, tous, sous la pression d'un processus qui dépasse les frontières de la Belgique. Toute la bourgeoisie belge se retrouve, derrière les déclarations d'un Helmut Schmidt, chancelier d'Allemagne capitaliste, contre la venue des communises au gouvernement en Italie. Mais elle voit aussi avec une grande peur, que le capitalisme italien doit gouverner avec un parti minoritaire et doit agir ainsi parce qu'il n'ose pas faire un coup d'état et n'a pas de forces sociales pour imposer une issue fasciste. Tout le capitalisme européen parle au travers des dirigeants allemands, contre la venue de gouvernements de gauche, en France, en Italie, et aussi en Espagne, ou en Angleterre. Il ne se prépare pas à laisser la place si la gauche gagne une majorité parlementaire, il ne va pas pratiquer "le pluralisme", sur lequel s'illusionnent une partie des dirigeants des partis communistes et socialistes en Europe. Le capitalisme prépare une réponse de guerre contre les progrès de la gauche en Europe. Les massacres qu'il fait, même indirectement, contre le peuple palestinien et libanais, en sont un exemple. La négligence criminelle qu'il manifeste envers la population de la région de Seveso en Italie, montre la même chose.

A ce front unique que le capitalisme essaie, péniblement, de constituer en Europe au travers du Marché Commun, ou avec la farce que signifie le Parlement Européen, il faut répondre en élevant l'unification des forces de la gauche, communistes- socialistes, syndicats- chrétiens de gauche, qui développe dans toute l'Europe, et dans chaque pays, une offensive contre le capitalisme, avec un programme de classe.

La gauche socialiste et le Parti Communiste, le gauche syndi syndicale doivent prendre position et proposer une campagne en Belgique, contre le Marché Commun des grands trusts capitalistes et contre le Parlement Européen qui ne sera qu'un instrument pour faire leur politique. Il faut aussi unir les luttes qui vont se développer sur le plan syndical avec une perspective politique anti-capitaliste derrière les attaques contre l'index, contre l'AMI, contre les chômeurs, se trouve tout le régime capitaliste en Belgique et le gouvernement Tindemans, chargé de mettre sa politique en application. Il faut discuter dans toutes les entreprises, dans les bureaux, aux bureaux de chômage, dans les syndicats et les réunions socialistes et communistes, un plan de lutte, dès maintenant, pour faire face à la Loi-programme et à tout le plan anti-travailleurs que le gouvernement de la bourgeoisie prépare, et proposer une mobilisation de toute la classe ouvrière, dès le mois de septembre, pour continuer l'action du 13 mars, avec des manifestations, des meetings locaux, et préparant une mobilisation nationale de la classe ouvrière. En développant une action offensive, on va aussi impulser la discussion et l'intervention des travailleurs chrétiens, même si la direction de la CSC se montre très timide. Il ne faut laisser aucune discussion, aucun accord s'établir dans les sommets des appareils syndicaux, mais que toute la discussion soit menée par des assemblées de travailleurs dans les usines, sur tous les lieux de travail pour réclamer une action d'ensemble, pour la semaine de 36 heures immédiatement, l'augmentation immédiate de tous les salaires – et en francs –, le partage du travail entre tous les ouvriers, un plan de développement économique de la Belgique sur la base de ce que les gens ont besoin, et pouvant donner du travail à des milliers de chômeurs (travaux publics : construction de maisons, de routes, installations sanitaires partout etc...), et discuter aussi la nécessité de l'étatisation des grandes entreprises et des banques pour accomplir ce plan et de lutter pour changer le gouvernement, car un gouvernement capitaliste ne servira jamais les intérêts des masses travailleuses ; il faut lutter pour un gouvernement de gauche, socialistes-communistes-syndicats-chrétiens de gauche, pour pouvoir accomplir ce programme.

2.8.76

NOTRE SALUT ET SOLIDARITE AU PEUPLE ET A L'ETAT OUVRIER CHINOIS

déroule dans les rues, y compris les transactions bancaires. Il suffit de faire une comparaison avec les tramblements de terre qui viennent de se produire en Italie et l'on constate immédiatement la différence. En Italie, il s'agit d'un véritable crime du capitalisme. Des gens vivent encore dans des cabanes depuis 6 ans, date du précédent tremblement de terre. Il y a eu des détournement de fonds, un laisser aller complet pour toutes les victimes. Le capitalisme s'en fout des gens, il ne s'occupe que de son profit.

Les conséquences du tremblement de terre en Chine ont été infiniment moindres que dans un pays capitaliste. En effet, s'il avait eu lieu avec la même intensité dans un pays capitaliste il aurait provoqué beaucoup plus de dégats, et de victimes. L'attitude des masses chinoises et l'organisation immédiate des secours et de la continuation de toutes les activités économiques et sociales sont possibles parce que dans l'Etat Ouvrier ; il y a une préoccupation pour l'être humain, pour la vie et aussi parce qu'il y a une préparation antérieure pour faire face à n'importe qu'elle "catastrophe naturelle" ou autre : et entre autre à la guerre. En effet, l'énergie dégagée par les tremblements de terre correspond à 11.000 bombes atomiques du type Hiroshima. Les masses chinoises et l'Etat Ouvrier sont prêts à faire face à la guerre que l'impérialisme américain va lancer de toute façon contre les Etats Ouvriers.

Le capitalisme ne s'occupe pas des gens, il organise toute la vie en fonction du profit, de la défense de la propriété privée, de l'accumulation, qui engendrent les vols et les assassinats. En Chine, rien de cela ne s'est passé ; tout le monde sait que l'Etat ouvrier chinois consacre des sommes importantes d'argent pour étudier les phénomènes sismologiques, les prévoir. S'ils ne peuvent pas encore être évités, ce n'est pas par manque de préoccupations, d'organisation sociale, mais parce que les moyens techniques sont encore insuffisants pour dominer la nature, pour la persuader, la convaincre.

Nous rendons un hommage aux masses et à l'Etat ouvrier chinois, qui ont réagi avec une telle sérénité et discipline face à cette "catastrophe naturelle"; un tel comportement ne peut exister que dans un pays qui lutte pour le socialisme et qui a déjà construit des relations humaines supérieures à celles de la propriété privée.

Dans n'importe quel pays capitaliste, une telle catastrophe provoque des réactions de panique, d'hystérie collective, d'angoisse, de folie, parce que le capitalisme s'en fout et les gens doivent s'en sortir eux-mêmes. Dans l'Etat Ouvrier chinois, tout le monde est préparé, pour de tels évènements. Dans les écoles, dans les quartiers, on apprend aux enfants tout petits a déceler des indices de tremblements de terre dans les puits, à prévenir les parents ou les responsables de village et à se protéger.

Il faut que l'etat ouvrier chinois s'adresse aux autres Etats Ouvriers, a l'URSS, pour qu'ils interviennent, fassent profiter de leur expérience. Dans les Etats Ouvriers, il n'y a pas la course aux profits, la reproduction des interêts privés, ils ont donc beaucoup plus de temps et d'argent disponible pour s'occuper des êtres humains sur tous les plans.

Nous pensons également qu'il est nécessaire et possible d'utiliser toute cette force et cette puissance, cette supériorité qu'ont démontré les masses chinoises et l'Etat Ouvrier Chinois, pour intervenir dans le processus de la révolution mondiale. Si les masses chinoises sont capables d'intervenir à ce niveau pour résoudre les problèmes du pays, elles le sont certainement pour participer au développement de la révolution dans le monde, collaborer aux progrès des mouvements révolutionnaires en Afrique, en Asie en Amérique Latine, pour intervenir dans la discussion dans le mouvement communiste mondial pour réaliser son unification.

Vive le comportement digne des masses chinoises !

Vive l'Etat Ouvrier Chinois !

Ed. Resp. : C. Pollet, 51 A Rue Garibaldi, 1060 Bruxelles.

L' INDEX

NON AUX MANIPULATIONS DE L'INDEX ! POUR L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

établit automatiquement l'augmentation des salaires, sans le retard qui nous fait perdre chaque fois de l'argent : à peine les marchandises augmentent, les salaires doivent augmenter, et de la même façon pour tout le monde. Pour permettre cela, il faut aussi réaliser un réel contrôle des prix. Celui-ci doit être fait par la classe ouvrière, par les ménagères, les syndicats.

Il ne faut pas laisser au gouvernement l'initiative. Les syndicats doivent la prendre eux-mêmes. Ces derniers temps, le Ministère établit une liste des prix maxima pour les légumes et les fruits et recommande aux gens de ne pas acheter plus cher. Mais les vendeurs continuent à faire ce qu'ils veulent, les gens n'ont aucun moyen d'imposer des prix convenables. Les syndicats doivent prendre ces problèmes en mains, en se mettant d'accord avec les associations de petits producteurs, de petits paysans, de consommateurs ; ils doivent établir des prix et organiser les travailleurs, les ménagères, les pensionnés, les enfants, dans les quartiers pour exercer un véritable contrôle des prix. En Mai 1968 en France, cela s'est fait partout ; les comités du syndicat allaient sur les marchés, disaient les prix convenables avec des hauts-parleurs et personne n'osait vendre plus cher. Il faut organiser des marchés avec l'appui des petits producteurs, sans les intermédiaires. Cela se fait actuellement en Italie aussi. Les grossistes – qui sont des prolongements des gros ses banques et sociétés capitalistes – ne pourront plus spéculer à leur guise. Maintenant ils se permettent de refuser d'acheter des fruits aux paysans alors que ceux-ci coûtent des prix énormes sur le marché. C'est le cas dans une région de France, par exemple, en Ardèche où les paysans ont du jeter leur production de cerises... Et ici au magasin, elles coûtent 80 F le kilo.

Pour la défense de l'Index, et pour imposer une échelle mobile des salaires, ce qui compte c'est de manifester la ferme résolution de la classe ouvrière, des syndicats, des délégués syndicaux, d'empêcher le capitalisme de mettre sa patte sur nos salaires.

L'EUROCOMMUNISME, LE PROGRES DE L'EUROPE ET LE SOCIALISME

29 JUIN 1976 *(extraits)* (voir en pages centrales) **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB - 14e année - N° 271 29 août 1976 - HEBDOMADAIRE

A PROPOS DE LA CONFERENCE DES NON ALIGNES

Cette conférence de non-alignés à Colombo a une très grande importance, pour le progrès de tous les pays qui y participent et qui, de plus en plus, s'alignent contre l'impérialisme, dans le camp des Etats Ouvriers, des Etats Révolutionnaires. A part quelques pays capitalistes qui y participent, on a pu y voir la Yougoslavie, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, l'Algérie ; l'Angola, le Mozambique. Tous ces pays ont fait un énorme progrès dans la lutte contre l'impérialisme dans cette dernière étape, pour construire une nouvelle société. Ils se proposent tous de construire une société socialiste, d'établir des relations humaines fraternelles et supérieures entre les gens, de faire des progrès économiques en planifiant l'économie et en faisant intervenir toute la population.

La discussion sur la Charte Nationale en Algérie et la recherche d'appliquer le marxisme, la lutte pour construire un homme nouveau au Mozambique, l'unification socialiste du Vietnam réalisée sur la base de l'Etat Ouvrier sont les éléments qui ont pesé et décidé dans cette conférence et exercent une très grande influence sur les autres pays et mouvements nationalistes.

Toutes les conclusions de cette réunion sont antiimpérialistes. Les pays qui ont déterminés dans la conférence ont été Cuba, le Vietnam, l'Angola, le Mozambique, l'Algérie, c'est à dire justement les Etats Ouvriers ou les pays qui s'en rapprochent le plus. Les déclarations de Cuba sont très importantes disant que l'intervention faite en Angola avec l'aide de l'Union Soviétique est un exemple de solidarité militaire internationaliste. Ils affirment le droit d'intervenir pour aider et appuyer toutes les luttes de libération nationales, ou tout mouvement révolutionnaire qui en a besoin. Et la Namibie a très bien appliqué les concusions en demandant l'aide de Cuba pour résoudre ses problèmes avec l'impérialisme américain. Les mouvements nationalistes sentent la nécessité de l'intervention des Etats Ouvriers.

Les conclusions de cette conférence confirment également les principes de la Révolution Permanente. Les pays comme l'Angola, le Mozambique qui viennent d'une situation économique et sociale arriérée prennent des mesures antiimpérialistes, des mesures socialistes pour le développement de l'économie alors qu'il n'y a pas de bases économiques pour réaliser ces progrès. Il se réalise dans les relations sociales et dans l'organisation immédiate du fonctionnement du pays pour le bien-être des gens. Ils prennent des mesures venant des Etats Ouvriers et cherchent à organiser l'intervention des masses pour empêcher toute bureaucratisation.

Nous faisons un appel aux militants communistes et socialistes à impulser la discussion sur tous ces problèmes dans leur Parti. Ces pays, dirigés par des mouvements natinalistes révolutionnaires qui sont d'origine militaire ou même bourgeoise, ils n'ont pas été organisés et compris par les partis communistes, font des progrès immenses et s'alignent de plus en plus sur les Etats Ouvriers en prenant des mesures socialistes, d'étatisations, de planifier l'économie. Il est très important d'en discuter pour comprendre leur progrès, alors qu'ils ne sont pas marxistes d'origine mais qu'ils se rapprochent du marxisme ou l'appliquent même parfois empiriquement, mais avec beaucoup de simplicité et de pureté. Il est important de les comprendre pour aider à leur développement vers le marxisme et pour réaliser l'unification anti-impérialiste avec les Etats Ouvriers.

De la lutte contre les manipulations de l'index a un programme anticapitaliste

EDITORIAL

La Régionale FGTB vient de tenir un Congrès à Charleroi, dans lequel elle fait appel à une action de grèves régionales, avec des sorties dans les rues pour arrêter la circulation pour se mobiliser contre les manipulations de l'Index ; elle invite aussi les ménagères à se joindre à ces actions. Cette intervention est avant tout le résultat du profond mécontentement de la classe ouvrière face aux mesures que prend le capitalisme contre l'Index. Nous l'approuvons tout en disant également que ces mesures sont bien limitées parce que les directions syndicale demandent seulement que les fruits et légumes soient de nouveau repris dans l'Index. Mais on ne dit rien sur les vraies raisons qui poussent le gouvernement à faire cela. De même on n'explique pas non plus pourquoi le gouvernement Tindemans fait des coupes sombres dans certains budgets de l'Etat : 6 milliards de moins pour l'Education Nationale, 5 milliards de moins pour les Services Publics, attaques contre l'Assurance Maladie-Invalidité etc... Pourquoi cela ?

Le capitalisme ne peut sortir de SA crise et il essaie de la faire payer par les ouvriers. Jamais comme maintenant, les budgets destinés à l'armée, à la gendarmerie, à l'OTAN, n'ont été aussi importants. La bourgeoisie oriente chaque fois plus les finances de l'Etat pour subventionner le Marché Commun, le Parlement Européen, pour accorder des prêts sans retour aux grosses sociétés capitalistes, et par conséquent, elle diminue le niveau de vie des masses : c'est tout cela qu'il faut remettre en question !

Les directions syndicales dénoncent les manipulations de l'Index mais ne disent rien sur les causes de l'inflation, sur les pertes de salaires dues à l'application retardée de l'Index et sur le fait que la plupart des conventions collectives qu'elles avaient signée en 1976 acceptaient de ne faire aucune revendication de salaires. Le capitalisme ne peut plus progresser. Pour continuer à vivre, il doit s'attaquer au pouvoir d'achat des travailleurs, à tous les niveaux.

De là vient une montée très grande du mécontentement et des motions pour une action venant de tous les secteurs, les travailleurs des banques, des transports, ouvriers, employés etc... Les ouvriers et les militants syndicaux prennent des initiatives de lutte comme à Nivelles et La Louvière, en faisant grève et en allant acheter des tonnes de fruits et légumes au marché matinal pour les vendre au prix de gros à la population travailleuse. C'est une action importante, parce qu'elle exprime une volonté d'intervention directe de la classe ouvrière pour organiser, sous sa propre direction, la distribution des aliments aux gens. Il faut étendre de telles initiatives partout et en même temps il faut discuter que ce n'est pas aux groisstes qu'il faut acheter les marchandises, mais directement se mettre d'accord avec les paysans : faire un front ouvriers – paysans pour passer au-dessus de tout le système de distribution capitaliste, et organiser réellement un contrôle des prix, au travers des syndicats et avec l'accord des agriculteurs.

Les actions de Nivelles et La Louvière montrent que cela est possible, qu'on a la force et la décision pour faire de telles luttes. Et si les directions syndicales réagissent, c'est sous la pression des mobilisations de l'avant-garde, qui va plus loin que la seule demande de réintégrer les fruits et les légumes dans l'Index. Les résolutions qui sont venues de tout le pays, ainsi que de tous les secteurs économiques, et principalement des usines, doivent être une base d'appui pour développer une action plus profonde contre le capitalisme. Il faut discuter non seulement le problème des fruits et légumes, mais comment faire face à toute cette crise du système capitaliste ! Les syndicats et les partis ouvriers doivent faire un front unique en proposant un pro-

(Suite page 4)

Déclaration du Bureau Politique du POR (t) IVe Internationale Posadiste

PRESENTATION D'UNE LISTE DE NOTRE PARTI AUX ELECTIONS A CHARLEROI

Dans les prochaines élections communales, on va voir de façon très claire que les problèmes de la population dans les communes, dans les quartiers ne peuvent trouver de solution avec un simple bulletin de vote. La crise totale du système capitaliste fait sentir ses effets partout, dans tous les aspects de la vie des gens, même les plus élémentaires : par exemple, avoir un logement décent est un droit, comme celui à la santé, à l'éducation, au travail. Mais la grande majorité des habitations en Belgique – et à Charleroi encore plus – sont très vieilles, sans toilettes, sans service hygiénique. Des centaines de milliers de maisons sont considérées (même par les services officiels !) comme insalubres. Voilà un problème posé dans les communes, mais pour le résoudre, il faut proposer des mesures, un programme anti-capitaliste, parce que le capitalisme belge n'a aucun intérêt à faire des investissements dans l'intérêts de la population. Il en est de même pour tous les problèmes de la vie de la commune.

Les prochaines élections auront lieu dans les communes, mais elles auront une portée politique et sociale beaucoup plus large. En même temps que la campagne électorale qui commence, il y a le problème de l'augmentation des prix, du chômage, de la continuation des fermetures d'usines, du démantèlement de secteurs entiers de l'industrie, comme aux ACEC et à Glaverbel, la concentration capitaliste accélérée dans la sidérurgie qui va provoquer des fermetures, des licenciements de centaines, sinon de milliers d'ouvriers (surtout à Charleroi) : les gens ont conscience que les élections communales ne vont pas donner une solution à tout cela, et qu'il faut des changements, des changements profonds de toute la société.

Pour tout cela, notre Pari fait un appel à tous les partis de gauche, au Parti Socialiste, au Parti Communiste, à la gauche chrétienne, à la gauche du Rassemblement Wallon, à intervenir dans les prochaines élections avec des propositions, avec un programme anticapitaliste. Dans la campagne électorale, c'est nécessaire d'intervenir pour discuter, expliquer à la population travailleuse, et faire intervenir tout le monde dans les discussions pour faire voir qu'il n'y a pas d'issue à cette crise que traverse la Belgique, l'Europe entière, sans organiser la mobilisation de toute la population contre le système capitaliste : c'est le capitalisme belge qui est en crise, et pas les gens ! Ce n'est pas la classe ouvrière, ni l'ensemble des travailleurs qui sont responsables de l'inflation, des fermetures d'usines, des crimes quotidiens que le capitalisme fait en empoisonnant l'atmosphère, les aliments, du chômage, des fermetures d'écoles, des coupes sombres dans les budgets consacrés au bien-être de la population ! Si on lutte pour mettre de meilleurs administrateurs, plus honnêtes, à la place de ceux qui sont à la direction actuellement, on laisse tous les problèmes en place. Dans les élections communales, cela ne suffit pas de lutter pour que les partis ouvriers et la gauche chrétienne ou du RW gagnent des postes, et organisent mieux la gestion de la commune : il faut proposer DES MESURES ECONOMIQUES CONTRE LE CAPITALISME, UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE.

C'est dans ce but que le P.O.R. (Troyskyste-Posadiste) va présenter une liste pour la Commune de Charleroi. On ne peut pas laisser ces élections communales dans le cadre d'une dispute pour améliorer quelques aspects de la vie communale, il faut poser dans cette campagne, que la cause de tous les problèmes, c'est le régime capitaliste lui-même et faire de ces élections un point d'appui pour organiser les forces de la classe ouvrière en vue d'un

(Suite page 4)

L'EUROCOMMUNISME, LE PROGRES DE L'EUROPE ET LE SOCIALISME

29 JUIN 1976

J. Posadas

PRESENTATION

Le texte que nous publions ci-dessous, est extrait d'un article du camarade J. POSADAS intitulé : "L'EUROCOMMUNISME, LE PROGRES DE L'EUROPE ET LE SOCIALISME" du 29.6.76, publié en brochure aux éditions Revue Marxiste (en vente au prix de 10 FB sur demande à l'adresse du Parti).

Nous croyons particulièrement important de discuter au sein du mouvement ouvrier en Belgique, des tendances de gauche syndicales et politiques, la nature du Marché Commun Européen et de la crise actuelle du système capitaliste, comme elle surgit clairement de l'analyse de J. Posadas. Cela fait ressortir avec plus de force encore la nécessité d'un PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE, en Belgique comme dans le reste de l'Europe, pour sortir de cette crise. Un Récent rapport de hauts fonctionnaires de la CEE, faisant suite aux prises de position de Spinelli qui est passé de la présidence de la Commission de la CEE à se présenter sur les listes du Parti Communiste Italien, va jusqu'à mettre en cause la structure et le fonctionnement du système capitaliste, dominé par les sociétés multinationales et en appelle à des réformes pour contenir l'inflation sous peine de bouleversements sociaux, économiques et politiques révolutionnaires. Un secteur du Parti Socialiste Belge appuie de telles propositions de même qu'il voit une perspective dans un accroissement des voix de la gauche au futur parlement européen. Il faut poser clairement cette discussion au sein de la gauche socialiste, communiste et syndicale en Belgique, comme le fait l'article de Posadas, pour ne pas laisser ce terrain aux manoeuvres et à l'initiative de la droite du PSB, et prendre les devants en proposant : l'issue pour l'Europe, ce sont les Etats-Unis socialistes soviétiques !

L'Europe est fragmentée en vingt morceaux. Son unification est nécessaire à son progrès. Qui va la faire ? la classe ouvrière ! Elle est la seule à ne pas avoir d'intérêts nationaux, ou antagoniques avec le progrès de l'histoire. Le Marché Commun de la bourgeoisie est un pur mensonge, il ne représente pas une unification. Où est cette unification ? alors que, jour après jour, une infinité d'organismes doivent se réunir pour réglementer les prix, les échanges des marchandises d'un pays à l'autre.

Dans le Marché Commun, la propriété privée se maintient toujours ; tous les capitalistes plus faibles sont liquidés et la concurrence avec les Etats ouvriers atteint un paroxysme ; la société européenne se divise plus profondément encore entre plus ou moins pauvres. Le Marché Commun et le Parlement Européen ne sont pas des instruments de progrès. Ils servent à la survie du système capitaliste. Le Parlement européen ne peut être utilisé à une autre fin que celle-là. Il faudrait des conditions économiques pour justifier l'existence du Parlement Européen. Le capitalisme est incapable de les créer. Les Etats-Unis socialistes d'Europe vont le faire : mais à ce moment-là, on n'aura plus besoin d'un parlement européen, on fera une assemblée soviétique. Une conséquence naturelle de la formation de l'Europe socialiste sera son unification avec les Etats ouvriers déjà existants. Comment laisserait-on de côté, la technique, la capacité de production, la contribution de l'Union Soviétique au progrès de l'humanité. De la même manière, on ne peut pas ne pas tenir compte des Etats-Unis. Les USA d'aujourd'hui ne contribuent pas au progrès car sont encore sous la domination capitaliste. Mais de main, il en sera autrement.

Le Marché Commun Européen est une organisation dirigée par les grands monopoles pour essayer d'éliminer ou au moins d'adoucir la concurrence entre eux, aux dépens des secteurs inférieurs du capitalisme, afin d'affronter les Etats ouvriers et de gagner du temps dans la crise provoquée par les besoins de progrès de l'économie, par le soulèvement, la lutte des masses et le développement des partis communistes et socialistes. Le Marché Commun n'est rien d'autre. Il ne vise pas à développer la société, mais bien à défendre le système capitaliste. Le Parlement Européen fait partie de ces objectifs.

La fédération Socialiste Soviétique d'Europe, création de Lénine et de la IIIème Internationale, n'est pas une formule destinée à résoudre la crise de la production. C'est la conclusion logique, naturelle, du développement de la technique, de la science, de la production, de l'intelligence de la classe ouvrière d'Europe et du monde. Ce développement est distorsionné, étouffé dans le Marché Commun Européen. Les multinationales, les grandes sociétés telles que Montedison, Peugeot, Montecatini etc.. sont les seules à se développer, tandis que la population n'a rien du tout.

Comparons le Marché Commun avec la Tchécoslovaquie, les autres Etats ouvriers. L'économie et la population s'y développent, tandis que dans le régime capitaliste, seules progressent les grandes entreprises, les multinationales, et la population voit diminuer son niveau de vie. Il faut mesurer cette baisse du niveau de vie d'un point de vue historique : les gens consomment peut-être plus qu'avant. Mais le niveau atteint par la science et la technique est de loin supérieur à ce que la population a la possibilité de consommer. L'intervention des gens est très inférieure à ce qui serait possible. Par contre, l'accumulation des capitaux atteint un niveau énorme de développement.

On ne peut pas parler d'eurocommunisme sans établir une relation entre cette conception et les bases économiques sur lesquelle elle devrait s'appuyer. L'eurocommunisme n'a aucune place dans l'histoire, il est antagonique par rapport aux besoins de l'histoire. Les courants nationalistes, localistes du mouvement communiste, prennent leur racine historique dans Staline. C'est lui qui a engendré ces courants et ces conceptions nationales du socialisme et l'abandon de la conception universelle de la lutte de classes. Ces courants sont une nouvelle forme de stalinisme, sans toutefois avoir les mêmes buts que Staline. Le stalinisme si gnifiait étouffement ; ces tendances doivent, de toutes manières, développer une compénétration dans le système capitaliste. La bourgeoisie essaie de développer des courants, mais elle ne peut les dominer. Avant, elle s'appuyait sur ses propres forces ; maintenant elle doit chercher chez l'ennemi, des courants sur lesquels s'appuyer.

Le Marché Commun est un organisme créé par le capitalisme pour répondre, d:une part à la concurrence anti-capitaliste et, de l'autre, à la concurrence sans cesse plus importante que lui font le développement deslutt munistes, des syndicats, le progrès de la lutte révolutionnaire, des masses d'Europe et des Etats ouvriers. Le Marché Commun est une réponse à ce processus. Il ne sert pas à mettre de l'ordre dans l'économie afin de satisfaire les besoins de la population. Il élève la concurrence inter-capitaliste au niveau des multinationales afin de faire face à la classe ouvrière de chaque pays, aux paysans, à la petite-bourgeoisie, aux Etats ouvriers. Le Marché Commun, le Parlement Européen ne sont rien de plus. Il est impossible de changer la fonction de ces organismes. Si on trouve la force suffisante pour changer leur orientation, cela veut dire qu'on a aussi la force de changer toute la société ! Le capitalisme prépare la guerre, comme une réponse gglobale. Entretemps, il sort la manoeuvre de l'eurocommunisme, du Marché Commun, du Parlement Européen.

Le capitalisme prépare la guerre, il se prépare à répondre en tant que classe, globalement, au processus d'élévation mondiale irréversible de la révolution. On ne peut ignorer cela, il ne faut pas se laisser prendre au dépourvu. Le capitalisme n'a rien pour répondre à l'avance du mouvement ouvrier, exprimé par les partis communistes, les syndicats, les centrales ouvrières. Les masses ont déjà donné leur réponse face au Marché commun. Elles l'ont fait pour leur propre compte, répondant ainsi à une nécessité objective même s'il s'agissait encore de problèmes minimes. Elles ont fait des réunions entre les travailleurs d'une même multinationale de France, Angleterre, Allemagne, Italie : la Montedison, Good Year, Michelin etc. Le mouvement ouvrier cherche à répondre au moyen d'organismes, à cette croissance du système capitaliste, à ce qu'on appelle les "multinationales", qui ne sont autre chose que la forme de concentration du capital de cette époque. Cette croissance prend un caractère de multinationale car elle reflète l'énorme quantité de capitaux qui se conjuguent sous une même dénomination et qui s'investissent dans le monde entier, et qui rapportent des intérêts, sans se soucier des frontières, des drapeaux, des noms propres.

Le Marché Commun n'est rien de plus qu'un organe pour les grandes entreprises capitalistes. Vouloir l'impulser, lui donner un caractère démocratique est une chose impossible. Il faut, pour cela, éliminer le pouvoir de la bourgeoisie. Il ne s'agit plus, dans ce cas, de donner un caractere démocratique au Marché Commun, mais d'instaurer des formes de fonctionnement soviétique. Autrement, on fausse le probleme.

Depuis Staline, on a perdu la tradition de discussion, de préparation programmatique, l'assimilation des expériences. Depuis la défaite de la guerre civile espagnole, il n'y a plus eu de discussion dans le mouvement communiste mondial. On a tout mis aux archives. C'est absurde que le mouvement communiste mondial n'ait pas discuté comment ont triomphé les Etats ouvriers d'Europe, la Chine. On ne peut laisser la révolution chinoise en dehors de la pensée scientifique. C'est une richesse immense.

Il faut discuter la fonction des Communes, qui ont été un des aspects essentiels de la révolution chinoise et ont consolidé le triomphe militaire. Elle ont une telle valeur que les Soviétiques en font également maintenant. Nous leur avions proposé cela. La Commune est une création de la révolution chinoise. Les Soviétiques en avaient fait aussi, mais sous une forme plus réduite. Les Chinois ont donné une portée mondiale immense aux communes. On ne peut pas ignorer une telle création ! Pourquoi ne pas faire en Europe, quelquechose de samblable aux communes chinoises ? L'arrièrement de petits pays d'Europe, tels que l'Italie, ou même la Belgique, pveunt être résolus sous forme de communes. Les communistes doivent prendre de telles initiatives. Nous proposons aux camarades communistes et socialistes de le faire : résoudre le retard de la production sous une forme de création de gigantesques communes ! Dans une certaine mesure, les paysans de l'Alentejo, de Beja, sont en train de faire des communes. Ils suivent les mêmes principes, même s'ils ne leur donnent pas la même portée qu'en Chine.

L'expérience des masses les conduit à dire : "vous avez vu comment ont fait les Chinois ?". Elles n'ont pas de préjugés nationaux, multinationaux, multilocaux. Leur intelligence les pousse à prendre exemple sur les expériences telles que celles des Chinois. Elles assimilent l'expérience la plus élevée, dans la mesure où elles n'ont pas d'intérêts de concurrence, d'exploitation. Cimment va-t-on laisser de côt-e l'expérience de la Chine ! Les Soviétiques, et en partie les Yougoslaves, l'ont incorporée. Il s'agit là de principes. Les camarades communistes et socialistes doivent voir tout cela. (...)

Le Marché Commun ne peut être ni influencé, ni transformé. Il faut le détruire et construire les Etats Unis socialistes soviétiques d'Europe et, sur cette base, faire appel aux autres Etats ouvriers à établir la coordination, la planification commune. Appeler la Chine, les nouveaux Etats révolutionnaires, qui avancent vers des Etats ouvriers, à une coordination, une programmation, une planification commune. On peut, dès maintenant, le faire de façon complète sur le plan social et politique. Peut-être pas sur ce plan économique, alors il faut le faire dans la mesure du possible. Le progrès inégal et combiné des différents Etats ouvriers, des Etats révolutionnaires, atteint une centralisation, au travers des pays tels que Cuba, le Mozambique, le Vietnam, de même qu'au travers de l'Union Soviétique, qui appuie n'importe quel mouvement anti-capitaliste.

Les partis communistes ont d'immenses points d'appui ! La réunion de Berlin exprime aussi le fait que la base des PC est au-dessus de ses directions, elle a une expérience, une compréhension, une capacité de généraliser l'expérience, supérieure aux dirigeants. La classe ouvrière n'est pas empirique, elle établit des conclusions pratiques au cours de sa vie, de la participation aux luttes qui lui font acquérir la connaissance objective, le raisonnement politique de classe et la compréhension de la lutte de classes. Les ouvriers français, les militants communistes refusent, résistent à l'abandon par leur direction, de la dictature du prolétariat ; ils le font également par ce qu'ils ressentent la force historique. Sans quoi, ils ne pourraient pas maintenir leurs positions.

Il y a deux points à discuter à propos de l'enrucommunisme : il s'agit là, tout d'abord, non d'une offensive, mais d'une manoeuvre défensive du capitalisme. Ce sont eux les clandestins. Le processus de l'histoire unifie le niveau des expériences ; nous leur donnons des fondements priété privée ; les intérêts privés empêchent toute planification. Il faut étatiser. Il faut, pour cela aussi, faire fonctionner la démocratie la plus complète, permet tre l'intervention des syndicats, ce la population à la direction de la société. Le Marché Commun Européen en est bien incapable. L'europe socialiste unifiée le fe-

LA ITALI

7 JUILLET

Le triomphe électoral du Parti Co même niveau des voix de la Démoc larisation des forces. Il en est ainsi votes se sont portés et ont augmenté réprésentants de la bourgeoisie et d d'une polarisation.

Un tel accroissement de 4 millio niste (si l'on se réfère à 1972) mont la part de l'électorat. Celui-ci veut i Il ne cherche pas telle ou telle mes venir à une meilleure administration che à changer la société, sa structure priété.

Ces élections ont signifié, ont en tous les partis intermédiaires, de to velopper parmi les communistes et l'angoisse du système capitaliste, chrétienne. Elles sont aussi l'expres Parti Socialiste qui n'est ni capital cherche à établir un pont administr terventions parlemanteires, syndical ouvrières, mais sans toucher à l'orie cide, sans prendre aucune mesure an Cette polarisation des forces, des voix est le reflet d'une situation mondiale de polarisation. En Italie, elle s'effectue autour du PCI et la démocratie-chrétienne. On ne peut pas parler de défaite du PS ou d'un recul mais d'une détention, d'un manque de croissance par rapport à 1972 et aux élections administratives de l'année dernière. Tout cela montre que les masses cherchent à impulser au moyen des élections, les partis pour qu'ils résolvent les problèmes du pays que le capitalisme ne peut plus résoudre.

La crise du PS exprime déjà, en conséquence, une rupture, la fin des possibilités, d'une politique de soutien administratif du système capitaliste. Ce parti l'avait d'ailleurs déjà prévu ; il connaissait le mécontentement de sa base. Il avait déjà annoncé la fin du gouvernement de centre-gauche. Mais il n'avait rien proposé en échange, sinon une meilleure administration qui contrait avec la participation des communistes. Mais il ne donnait aucun programme.

Une meilleure administration est impossible dans le cadre du système capitaliste. Il est en effet impossible d'administrer la corruption, la décomposition, l'intérêt pour le profit, pour l'accumulation ; d'administrer les investissements favorables au capitalisme. Si l'on veut améliorer l'intervention de l'Etat, il faut le faire sur le dos du capitalisme. Aussi est-ce le manque de programme et d'objectif du parti socialiste qui est en crise.

Il n'y a pas, entre le parti communiste et le capitalisme, la possibilité de passer par une étape intermédiaire d'économie mixte ou d'administration meilleure de l'économie capitaliste. Il n'est pas possible de maintenir le capitalisme en prenant une série de mesures tendant à améliorer son administration. Si cela reste encore possible au niveau communal ou régional, cela ne l'est absolument pas au niveau

ra. Cette unification socialiste est une nécessité historique pour le développement de l'économie, qui a atteint un niveau technique élevé dans son ensemble plus avancé en Allemagne et en France, moins en Italie. L'Europe socialiste, en coordonnant la planification avec l'Union Soviétique, va en finir en 5 ans, avec toute la pauvreté de l'humanité ! L'Europe socialiste peut planifier, parce qu'elle aura étatisé la propriété. L'Europe du Marché Commun, du Parlement Européen en est incapable parce qu'elle se base sur des intérêts privés. Les seuls accords et coordination qu'elle réalise, sont faits en défense des grands monopoles, aux dépens des petites et moyennes entreprises, contre les capitalistes moins gros et surtout contre les secteurs plus faibles de l'agriculture. Il ne peut y avoir de progrès de l'Europe sur cette base ! Le seul progrès relatif qui s'est produit et qui va encore subsister quelque temps, c'est le progrès technique dans la production.

théoriques, une base de compréhension théorique et la généralisation de la prévision théorique. En 1965, nous disions déjà que ce sont les capitalistes qui sont les clandestins. L'autre aspect de l'eurocommunisme est qu'ils doivent chercher appui chez l'ennemi de classe pour retarder son progrès, faire une guerre d'usure, une guerre d'idées, en attendant de faire la guerre à coups de fusil. Mais dans cette guerre, le capitalisme n'a pas d'idées, il n'a aucune valeur. Les masses interviennent activement contre lui et elles ne se laisseront pas non plus arrêter par les balles.

Dans le Marché Commun, ce sont les grands groupes capitalistes qui planifient, structurent la vente et la production, aux dépens du progrès de l'Europe. Pour assurer ce progrès, il faut planifier la production. On ne peut le faire sur la base de la propriété privée.

La crise actuelle va déboucher sur l'élimination d'une grande quantité de petites et moyennes entreprises et la concentration croissange des grandes entreprises qui vont mieux planifier leur production. Par conséquent la productivité va progresser. Mais ce progrès du capitalisme est assuré sur le dos de tous les autres. Il n'en résulte pas de diminution des prix, ni d'élévation du niveau de vie, mais au contraire, une dégradation des conditions de vie des gens. Des centaines de milliers de familles de paysans, d'artisans, de petits propriétaires sont jetés dans la misère. La CEE ne peut réaliser aucun progrès. L'Europe socialiste le fera !

Au lieu de l'eurocommunisme, il faut revendiquer l'EUROPE SOCIALISTE ! L'unification socialiste de l'europe, qui va résoudre tous les problèmes de l'économie de la culture, de la science et de la démocratie. Il n'Y a pas de démocratie possible sans une base écenemique. Le capitalisme ne construit pas le Marché Commun pour réaliser une plus grande démocratie, mais pour permettre les grandes concentrations monopolistiques et préparer la guerre. ETATS UNIS SOCIALISTES SOVIETIQUES D'EUROPE ! A BAS L'EUROCOMMUNISME QUI EST UN MENSONGE ! VIVE LES ETATS UNIS SOCIALISTES SOVIETIQUES D'EUROPE ! VIVE LENINE ! qui fut le créateur de ce met d'ordre et qui proposa à l'Internationale Communiste de lutter pour la Fédération Socialiste Soviétique d'Europe.

J. POSADAS
29.6.76

CRISE DU PARTI SOCIALISTE, DU CAPITALISME EN ET LA NECESSITE D'UN PROGRAMME POUR LE SOCIALISME

1976

J. POSADAS

mmuniste italien, le maintien au atie-Chrétienne, indique une po- qu'on le veuille ou non, car les sur les deux centres qui sont les la classe ouvrière. Il s'agit bien

s de voix pour la Parti Commue une volonté de changement de tervenir pour changer la société. re anti-capitaliste en vue de par- au sein du régime, mais il cher- économique, les bases de la pro-

egistré la crise très profonde de tes les forces qui veulent se dées socialistes ; elles ont montré travers celle de la démocratie on de la crise de la politique du te, ni anti-capitaliste, mais qui tif au moyen de réformes, d'in-s, en défense de revendications tation politique générale qui dé--capitaliste.

général, car la vie du pays tant économique, sociale que politique, doit être ou capitaliste ou anti-capitaliste.

Voilà en quoi réside la crise des socialistes. Leur rébellion vient de là, de bien avant les élections. Voilà longtemps qu'ils se refusent à poursuivre l'expérience de gouvernement de centre-gauche, mais ils n'en rentrent pas moins en crise dans la mesure où ils ne se sont pas montrés capables de proposer un programme qui aille au-delà ; c'est-à-dire un programme de gauche impliquant des nationalisations, le contrôle ouvrier, l'intervention des masses, l'orientation des investissements d'Etat au bénéfice de la population, tant en ce qui concerne les routes, les moyens de transports, l'électrification, l'aduction des eaux, les hôpitaux, l'ensemble des services publics.

La crise du parti socialiste reflète l'irritation, le soulèvement, l'indignation de la base qui voit son parti agissant encore comme un instrument du système capitaliste, tout en ressentant l'immense pression qu'exercent les masses qui votent communiste et qui dans le monde, impulsent la lutte anti-capitaliste. Les masses socialistes manifestent ainsi leur mécontentement, cherchant de façon intelligente une politique qui dépasse celle de leur propre direction. C'est ainsi qu'elles ont manifesté leur refus de voir leur parti suivre la politique du gouvernement de centre-gauche. Celui-ci ne donne cependant pas le programme anti-capitaliste économique et social nécessaire. De là sa crise.

Sur le plan syndical, les militants socialistes se trovent à la gauche de la direction politique de leur parti. Cependant, une telle contradiction reste insoutenable. Voilà pourquoi la crise a éclaté, même si c'est encore sous une forme légère. Il faut en conséquence répondre à cette crise en tenant compte du fait que la masse socialiste ressent la grande pression du triomphe du parti communiste, reçoit la grande influence à gauche qu'exercent les luttes des masses du monde ; il y a le progrè socialiste au Vietnam, en Algérie, au Portugal. Il y a le progrès en Ethiopie et celui des luttes des masses en France. Il y a l'influence de la position à gauche du parti socialiste français et de son intervention dans le reste du monde pour essayer de pousser à gauche les partis socialistes.

Telle est la conclusion qu'il faut tirer de la crise du parti socialiste. Il ne s'agit pas d'une crise de destruction, mais d'une crise qui permet de progresser. Aussi le Parti Communiste doit-il intervenir pour aider les camarades du Parti Socialiste à surmonter leur crise en prévoyant l'établissement d'un programme de gauche s'appuyant sur le front unique des syndicats, des centrales ouvrières, des partis ouvriers. Il faut un programme qui envisage le développement homogène de l'économie du pays, qu'il s'agisse de la production, des salaires, des services publics, du logement, des investissements, à partir d'étatisations. Le capitalisme n'est plus capable de développer le pays, il n'en a plus ni la préoccupation, ni les moyens.

Voilà pourquoi le front unique des centrales ouvrières, des syndicats, des partis socialistes, communistes, radicaux, est nécessaire, s'appuyant sur la démocratie prolétarienne et un programme de gauche. La gauche n'est pas une aspiration mais une nécessité pour développer l'économie, la société, l'intelligence et la démocratie en Italie.

Il n'y a pas de démocratie dans l'abstrait. Elle a un sens, elle sert un objectif. Son libre jeu dans le camp ouvrier est une chose, dans le camps bourgeois une autre. Le bourgeoisie y a recours pour défendre son système et lui impose donc des limites. Quand elle ne peut plus se défendre, elle a recours à toutes sortes de tricheries, d'usurpations comme on le voit en Italie et dans le monde.

Dans le camp ouvrier, la démocratie signifie par contre la discussion, le développement des idées, des tendances, des courants au profit de l'économie et de la société. Elle signifie l'administration de l'Etat au bénéfice de la société. Elle permet de développer toute la capacité productive au bénéfice de la société et non du capitalisme. Ce dernier n'a rien à voir avec les progrès, il est synonyme d'arrièrement, de stagnation, de préparatifs de guerre.

Un programme anti-capitaliste pour sortir de la crise du P.S.

Les syndicats doivent intervenir en vue d'établir un programme de production qui prenne essentiellement en considération le besoin du plein-emploi, de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. C'est au patron à payer les frais de sa crise. Le travail doit être réparti sans diminution de salaire. Il faut un programme qui défende de façon intrasigeante les conditions de vie des ouvriers et dont l'élément essentiel est la sécurité du travail. Il faut en finir avec les tueries d'ouvriers, avec les empoisonnements à partir des produits de l'industrie chimique, sidérurgique, textile ou automobile. Garantir la vie des ouvriers n'est pas garantir le profit des capitalistes. Si ce dernier ne peut fonctionner dans ces conditions, il faut le remplacer avec l'étatisation de toutes les sources de produits.

Un tel programme va rencontrer un immense écho dans la classe ouvrière, dans la petite-bourgeoisie, mais aussi dans les masses démocrates-chrétiennes, à qui il faut lancer un appel à former un parti catholique de gauche. La direction actuelle de la gauche démocrate-chrétienne est timide, craintive, elle manque de conséquence et de capacité. Elle craint de s'engager dans une politique anti-capitaliste et reste liée et soumise aux intérêts du grand capital représentés dans la démocratie-chrétienne. Ce parti est hétérogène, de composition bourgeoise, (petite moyenne et grande bourgeoisie), mais aussi ouvrière et paysanne. Il n'en reste pas moins que c'est la bourgeoisie qui dirige dans ce parti ; c'est le capitalisme qui dirige. S'il est hétérogène dans sa composition, il est homogène dans sa décision et son programme.

Telles sont les conclusions que doit tirer le Parti Socialiste. Il doit, pour sortir de sa crise, mettre sur pied un programme appelant au front unique des syndicats, des centrales ouvrières, des partis ouvriers ; un programme de développement de l'économie italienne avec intervention des syndicats. Ces derniers doivent mettre au centre de leurs revendications la sécurité du travail pour la classe ouvrière. Le capitalisme et l'Etat doivent investir en fonction de ce qui est nécessaire pour garantir la santé des ouvriers.

Là sont les conditions susceptibles d'attirer les masses démocrates-chrétiennes. Il faut garantir aux petits propriétaires, aux petits producteurs agricoles, artisans, des prix de vente et un marché. Le développement de la consommation est leur meilleure garantie. Une économie italienne organisée de façon centralisée autour de l'étatisation des principaux moyens de production ne va pas contre eux. Elle permettra au contraire de les gagner d'une façon intelligente et de les faire progresser culturellement. Il leur sera ensuite facile de comprendre que l'étatisation complète de l'économie est un moyen supérieur de vie que celui qui les fait dépendre de la petite production. Telle est la façon d'éduquer ces secteurs. Quant au moyen et grand capital, il faut l'exproprier.

Voilà la discussion qu'il faut faire. Le Parti Socialiste est mûr pour faire, comme en France et comme pour une partie importante du PS Japonais, un pas de plus à gauche. Tel est la base pour répondre la crise du PSI, qui n'est ni une crise de rupture, ou de remplacement des hommes. Il ne s'agit pas de mettre de nouveaux visages qui n'auraient aucun sens s'ils venaient pour contenuer avec le vieux programme, car ainsi ils vieilliraient très vite. Il faut un programme qui réponde aux besoins anti-capitalistes qu'exprime le processus intelligent que suivent les masses, qui en votant massivement pour les communistes, tout en maintenant un vote au PSI, montrent leur aspiration à de profonds changements tant en ce qui concernent les rapports économiques, que la propriété, la production et la direction politique du pays. Elles veulent des changements anicapitalistes.

Il faut appeler à un front unique, des centrales ouvrières, des syndicats, des partis socialistes, communistes, radicaux, de la démocratie prolétarienne sur la base d'un programme qui prenne en considération les besoins de la population, la sécurité et l'hygiène dans le travail pour éliminer les morts, et développer ainsi la confiance de la classe ouvrière. Il faut étatiser tous les moyens de production, planifier l'économie.

Le soulèvement de la jeunesse dans le parti socialiste, les discussions qui y existent, ne viennent pas d'une insécurité, de doutes ou d'une attraction vers le système capitaliste. Ils ne voient pas la direction de leur parti décidée à prendre de telles positions. Aussi appelons-nous les camarades du Parti Socialiste, le Parti Communiste, à intervenir pour donner une solution à la crise du Parti Socialiste sur la base de la lutte et de la discussion anti-capitaliste. Là sont les bases essentielles qui permettront à ce parti de sortir de sa crise.

Il faut établir une discussion publique dans tout le mouvement ouvrier pour lancer un appel à la démocratie chrétienne, afin que sa gauche se décide à former un parti démocrate-chrétien de gauche. Les forces de la DC n'ont pas augmenté. Elle a recueilli une concentration des forces d'autres partis qui servent le capitalisme. Il y a eu par contre une progression importante de la gauche, ce qui est un très bon indice pour comprendre que la crise du Parti Socialiste est facile à résoudre sur la base d'un programme anti-capitaliste et de contrôle ouvrier, de front unique communistes, socialistes, syndicats, avec un programme de revendications syndicales et politiques qui tiennent compte de la sécurité pour les masses, pour les ouvriers dans le travail, qui garantissent un développement de l'économie en fonction des besoins des masses, qu'il s'agisse des moyens de transports, des besoins en eau, en électricité, en services d'hygiène, en hôpitaux.

Toutes les conditions du monde sont favorables pour cela. Le système capitaliste est en constant affaiblissement. L'ascension du processus mondial exerce une grande influence sur les masses socialistes, démontrant de leur attitude intelligente. Elles ne se rebellent pas pour des raisons revendicatives mais parce qu'elles veulent, d'une façon intélligente, élever leur parti pour qu'il joue dans l'histoire un rôle plus dynamique pour construire le socialisme.

L'attitude des masses socialistes montre qu'elles reçoivent l'influence du processus à gauche, de l'inclination des masses du monde vers la révolution anti-capitaliste. Les masses socialistes reçoivent cette influence. Il n'en est pas de même pour les directions qui tâchent de les contenir et de les dévier. Les masses socialistes veulent, comme les masses communistes, recevoir cette influence pour peser sur leur parti afin d'en faire des instruments de consturction du socialisme et non des administrateurs du capitalisme. Voilà pourquoi le centre-gauche ne sert plus. Il faut des gouvernements de gauche. Il faut en préparer les conditions avec des mesures qui affectent inévitablement le système capitaliste en revêtant un caractère anti-capitaliste.

La revendication de changement monte comme une clameur dans la crise du Parti Socialiste. Il y a un besoin de changer des directions, de mettre des hommes nouveaux, d'en terminer avec les appareils et le cli-

Suite page 4

DECLARATION DU BREAU POLITIQUE DU P.O.R.
(Trotskyste-Posadiste)

PRESENTATION D'UNE LISTE DE NOTRE PARTI AUX ELECTIONS COMMUNALES A CHARLEROI.

combat pour imposer une solution ouvrière à la crise : pour l'étatisation des banques et des principaux moyens de production, pour le contrôle ouvrier sur lés entreprises, pour une planification de l'économie selon les besoins de la population, pour imposer les droits démocratiques pour la population, le droit d'intervenir sur tous les problèmes, le droit à la santé à l'instruction, le droit à un logement convenable.

Le P.O.R. (Trotskyste-Posadiste) fait appel au PSB, au PCB, à la gauche chrétienne, à la gauche du RW, aux groupes "gauchistes" à faire un front unique, dans ces élections sur la base d'un programme anti-capitaliste. Nous appuyons les fronts de gauche qui se sont constitués dans certaines localités, en considérant que le fait même de réaliser cette unification est un progrès important, même si leur programme reste très limité et ambigu. Et nous appelons, dans l'ensemble du pays à voter pour les candidats de la gauche socialiste ou du Parti Communiste, là où les camarades socialistes de gauche ne sont pas présents. Nous appelons, en particulier, les militants et les dirigeants socialistes de gauche à intervenir avec plus de décision dans cette campagne électorale, et à défendre des positions anti-capitalistes, ouvertement, même si elles ne sont pas reprises dans le programme électoral général du PSB. C'est important pour toute la classe ouvrière, si la gauche socialiste intervient dans les élections en se démarquant clairement des manoeuvres que les secteurs droitiers du PSB sont en train de faire. Ils veulent utiliser les élections communales, et le progrès certain que celles ci vont signifier pour le Parti Socialiste, comme un tremplin pour renégocier une participation au gouvernement capitaliste. Il faut empêcher cela. Le moyen de le faire, c'est que la gauche ne soit pas timide et se prononce pour un programme socialiste, anti-capitaliste, dans les élections.

A Charleroi, le P.O.R. (Trotskyste-Posadiste) présente une liste, dans la mesure où le Parti Communiste ne défend pas un programme anti-capitaliste et où les secteurs socialistes de gauche ne se manifestent pas. C'es nécessaire, dans ces conditions, de donner un moyen d'expression à l'avant-garde ouvrière, et aussi étudiante, intellectuelle, qui s'est mobilisée et continue à lutter dans les usines fondamentalement, pour imposer les revendications des travailleurs et pour organiser et unifier les forces de la classe ouvrière dans une perspective anti-capitaliste. Les grèves les plus importantes qui ont eu lieu à Charleroi cette dernière période sont Hanrez, Glaverbel, Acec. Dans ces grèves, ce sont des points du Programme trotskyste, pour lesquels les travailleurs se sont battus avec une force magnifique : chez Hanrez, pour défendre et faire respecter les droits démocratiques, la démocratie syndicale (en luttant contre le licenciement d'un militant posadiste– et à Glaverbel, en exigeant la nationalisation des verreries sous contrôle ouvrier ; aux ACEC également, quoique de façon plus limitée.

Nous voulons, en présentant une liste trotskyste-posadiste, donner une continuité politique à cette lutte de la classe ouvrière, et nous pensons qu'il faut manifester la volonté de lutte et la décision des travailleurs sur tous les terrains ; ce n'est pas le bulletin de vote qui résoudre les problèmes. Mais en présentant un programme anti-capitaliste dans les élections communales, nous voulons affirmer la présence et la décision du courant révolutionnaire à Charleroi. Cette liste n'est pas en concurrence, ni en dispute avec les autres partis ouvriers : nous voulons faire progresser le front unique ouvriers, des partis ouvriers et des syndicats, mais cela doit se faire avec un programme anti-capitaliste, en proposant des mesures économiques, qui sont la base pour développer ensuite une réelle "démocratie" communale ou nationale. Nous appelons tous les camarades, les ouvriers, les étudiants, les jeunes, les ménagères, les pensionnés, à donner leur appui à cette intervention de notre Parti dans les élections : en signant la liste de présentation des candidats, en se proposant comme candidat, en participant à toutes les activités de la campagne électorale et en apportant leur soutien financier à cette campagne, en organisant les gens autour d'eux pour les faire voter Trotskyste aux prochaines élections.

Le Bureau Politique du P.O.R.(T)
26.8.76

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

gramme : non aux manipulations de l'Index ! Pour une réelle échelle mobile des salaires, contôlée par les syndicats, par des comités populaires où participent les ménagères, les pensionnés, les ouvriers. Pour une augmentation générale de tous les salaires afin de rattraper toutes les pertes subies actuellement. Pour contrôler les prix, il faut que la classe ouvrière, avec le front des syndicats et des partis de gauche, prenne dans ses mains le contrôle de l'économie. Il faut discuter que des mesures économiques sont nécessaires pour stopper l'inflation capitaliste : étatisation des banques et des principaux moyens de production et planification de l'économie pour répondre aux besoins de la population. L'inflation est provoquée par la cirse du système capitaliste, qui fait payer par l'augmentation des prix, ses dépenses de préparatifs de guerre, de l'OTAN, ses subventions aux grosses sociétés, ses dépenses de luxe. Comment va-t-on en venir à bout si on lutte seulement pour le problème des fruits et des légumes ! Une action contre les manipulations de l'Index va empêcher le gouvernement Tindemans et les capitalistes d'aller plus loin contre la population, mais cela ne resout pas le problème.

Dans toute l'Europe, les masses élèvent constamment leur lutte dans ce même objectif. La bourgeoisie est faible devant elles. C'est sa faiblesse et sa peur qui lui a fait brandir les menaces à la conférence de Porto-Rico, contre la venue prochaine des communistes au gouvernement en Italie ; c'est aussi sa faiblesse qui est la cause de la crise gouvernementale actuelle en France où le gouvernement Giscard d'Estaing a peur de perdre toute une base petite-bourgeoise gaulliste qui est gagnée par la gauche ; la même chose en Hollande où le gouvernement Den Uyl se débarasse du Prince Bernhardt comme un moindre mal pour contenir l'éclatement de la monarchie, de la structure même des institutions bourgeoises.

Il n'y a plus aucun problème dans cette crise totale du capitalisme, qui peut rester sur le terrain de la lutte syndicale. Il faut que les syndicats élèvent leur intervention politique et discutent des solutions d'ensemble pour répondre à la crise capitaliste, ils peuvent être un centre de regroupement des tendances de gauche, en faisant un front entre les syndicats et les partis ouvriers, sur la base du programme anti-capitaliste.

26.8.76

LA CRISE DU PARTI SOCIALISTE, DU CAPITALISME ITALIEN ET LA NECESSITE D'UN PROGRAMME POUR LE SOCIALISME

Telle est la réponse à la crise du Parti Socialiste. Celle-ci ne provient pas d'un manque d'hommes, de réunions, de discussions, mais d'un manque de programme. La conception du PS restait celle d'une alliance avec le capitalisme. Ce sont les objectifs qu'il faut donc changer. Il faut un programme socialiste qui implique non la défense de la propriété privée, mais la mise en place de la propriété étatisée.

La rénovation du PS ne viendra pas du changement de l'un ou l'autre dirigeant, mais d'un programme, d'une politique de classe anti-capitaliste, permettant de développer l'économie à travers l'intervention des syndicats. C'est alors qu'il faudra évidemment mettre en place des dirigeants qui répondent à cette nécessité. Tel est l'appel que nous faisons aux camarades du Ps.

Il faut situer la crise du PS à l'intérieur de celle du capitalisme italien. Si le Parti Socialiste n'est pas un parti bourgeois, il n'en a pas moins concilié en collaboré avec la bourgeoisie. Aussi la crise du capitalisme se reflète-t-elle en lui, exigeant changement de politique, d'objectifs, de programme. Le problème n'est pas un problème d'hommes mais de programme et de politique. Le Parti Socialiste avait jusqu'à hier un programme de conciliation, d'administration du capitalisme. Il s'agit, aujourd'hui, de s'opposer à cela.

L'influence des élections s'exerce sur lui d'une façon puissante. La masse socialiste la ressent tout comme elle ressent les résultats des élections en France et dans le monde. Voilà pourquoi il existe un véritable soulèvement des principales sections socialistes ; un véritable soulèvement. Mais il n'y a pas de ruptures, pas de destruction — contrairement à ce qui se passe dans la social-démocratie : là, des secteurs rompent pour aller vers d'autres partis. Dans le PSI, il peut y avoir des secteurs qui s'isolent mais il n'y a pas de soulèvement d'opposition. Il y a une exigence des masses socialistes, de la base socialiste, et entre autres des secteurs d'administrateurs, de technocrates, d'ouvriers, de dirigeants syndicaux qui réclament une politique de développement du pays qui ne soit pas soumise au capitalisme. Voilà en quoi réside la crise du PS. Elle est simple à surmonter ; il n'en faut pas moins vaincre toute une structure d'appareil.

Il y a crise d'une politique qui était à la traîne du capitalisme. Il n'y a pas de solution dans un changement de dirigeants, si ceux-ci n'appuient pas un programme basé sur les expropriations, les étatisations, la planification de la production, en entélarisme. Tout cela fait partie de la crise de la bourgeoisie, du capitalisme italien et des partis qui n'ont pas mené, sinon de façon très limitée, de politique anti-capitaliste.

La crise du parti socialiste n'est pas le résultat d'un manque d'hommes nouveaux mais du fait que sa politique n'a plus de champ d'application, n'a plus de points d'appui. Il n'y a plus de place pour la politique d'accords, d'arrangements, de conciliation avec le capitalisme, pour une politique de collaboration avec la bourgeoisie comme c'était le cas avec le centre-gauche. Tout cela rentre en crise. Le parti socialiste manaue de perspective et la jeunesse le ressent. Les divisions de la gauche sont aussi le résultat de ce manque de perspective.

La politique antérieure a échoué ; la conciliation avec la bourgeoisie n'a donné aucun résultat sinon de permettre à une législature d'en suivre une autre. La crise du capitalisme s'est aggravée, et pas seulement d'un point de vue économique. Il s'agit d'une crise totale, économique, sociale, scientifique, militaire. La révolution avance plus vite que le pouvoir du capitalisme. La compréhension intelligente des masses réclame le changement. Voilà ce qu'est la crise du parti socialiste.

La politique de conciliation, d'accords avec la démocratie-chrétienne au sein du gouvernement touche à sa fin, et ce non seulement parce que la DC ne peut plus faire de concessions, ou mettre sur pied un gouvernement cèdant ne serait-ce que de façon minime, à la pression de la population quant au prix et salaires, mais parce que la base socialiste est parvenue à la compréhension de ce qu'il faut un gouvernement de gauche anti-capitaliste. C'est le résultat de l'influence du cours mondial de la révolution.

Ils sont influencés par l'évolution du Parti Socialiste en France, par les progrès des luttes de la jeunesse dans le monde entier. La crise du Parti Socialiste n'est pas provoquée par des hommes dépassés ne sachant pas diriger le parti, elle est le fait d'un manque de politique et de programme. Dans le passé, il ne servaient pas non plus, mais la bourgeoisie pouvait faire des concessions. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Avant, les masses du PS ne faisaient pas pression sur leur parti, aujourd'hui elles le font. Elles cherchent des changements, et ceux-ci se présentent à travers de nouveaux dirigeants, de nouveaux types qui veulent un programme socialiste. Tele est le fond de la crise de ce parti.

Pour une discussion publique pour un programme de front unique

Nous proposons aux camarades socialistes une discussion publique pour un programme d'alliance, de front unique avec le parti communiste, avec les groupes, les radicaux, la démocratie prolétarienne, avec les syndicats et les centrales ouvrières. Il faut un programme qui réponde à la crise du capitalisme en Italie et qui touche les problèmes du travail, des investissements, des salaires. Il y a un arrêt dans le progrès du Parti Socialiste mais non une débacle. Cet arrêt s'exprime par cette crise. S'il y avait eu une défaite il s'en serait suivi une désagrégation. Or, ce qui est, au contraire, recherché est un changement du parti.

Les camarades du PC doivent aider ceux du PS à donner la bataille pour un programme anti-capitaliste, pour des changements, des changements, des changements contre le capitalisme. Il faut appeler le Parti Socialiste à discuter des expériences, entre autres des raisons pour lesquelles la politique d'alliance avec la bourgeoisie, avec la démocratie-chrétienne ne marche plus. La DC ne peut changer. Il dépend de la pression de la base, de l'activité des partis, des syndicats, et de leur programme, de pouvoir parvenir à des transformations et à des changements. Il faut s'adresser à la gauche de la DC et non aux dirigeants qui sont tous compromis avec le capitalisme. Quelques uns peuvent changer, être gagnés ou attirés. Là n'est pas le problème ; c'est la base démocrate-chrétienne qui doit nous intéresser.

Le changement ou l'amélioration du Parti Socialiste ne peut en conséquence venir d'un changement d'hommes. Ce ne peut être le fait que d'un changement de programme au profit de mesures anti-capitalistes, d'étatisations, de planification de la production, d'alliance avec les communistes, de front unique avec les centrales ouvrières, les syndicats, pour donner une nouvelle physionomie à l'Italie. Il faut un programme qui réponde aux besoins de progrès du pays et celui-ci ne peut être donné par le capitalisme. Il faut préparer un gouvernement de gauche même si ce n'est pas pour l'immédiat.

Il faut faire intervenir les centrales ouvrières et les syndicats, ouvertement dans les usines, dans les quartiers. Il faut des débats comme ceux qui existent sur l'avortement, le divorce, les résultats électoraux. Il faut débattre d'un programme pour l'Italie, de nettoyage complet de l'administration pervertie au service du grand capital.
fonction des besoins de la population et avec l'intervention des syndicats et des centrales ouvrières. A l'inverse, la crise de ce Parti Socialiste ou de ceux qui existent dans d'autres parties du monde se poursuivra, et de façon encore plus accentuée pour ceux qui sont à la tête d'un fort mouvement ouvrier.

La crise du système capitaliste se reflète d'une manière relativement limitée dans le PS, alors qu'elle se reflète très profondément dans la social-démocratie dont la politique est davantage dépendante du capitalisme. La crise se reflète ainsi à une moindre échelle dans les PS dans la mesure où ils conservent une certaine indépendance par rapport au gouvernement capitaliste. Il faut aussi tenir compte d'une composition sociale le plus proche des masses dans le PS que dans la social-démocratie. Une plus grande majorité aspire à des changements socialistes dans le PS que dans la social-démocratie qui sont tous des agents de l'administration capitaliste.

L'aide des camarades des partis communistes dans la crise du PS est importante. Il faut aider avec un programme, une politique d'étatisations, de planification, de front unique des socialistes, des communistes, des radicaux, des groupes de "Democrazia Proletaria". Sur ce programme il faut s'adresser aux sociaux-démocrates. Tout cela va engendrer de nouvelles directions dans le Parti Socialiste même si ce n'est pas à très court délai. L'avenir de l'Italie n'est pas dans le capitalisme mais dans le socialisme. Il faut donc partir de ce point de vue. Le problème n'est pas comme avant de former une nouvelle gauche. Il faut un programme, une politique et des gens pour la diriger. Il faut l'unification, le front unique des syndicats, des centrales ouvrières, des partis ouvriers. Chacun peut agir dans des sphères d'activités différentes, mais leur objectif est le même. Il ne peut y avoir de progrès en Italie sans une politique anti-capitaliste. Ce besoin de changement de programme et de politique anti-capitaliste va se discuter profondémement dans le PS.

J. POSADAS
7 juillet 1976

Ed. res. C. Polet 5, r. du Château d'Eau
6080 Montignies/s/Sambre.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB – 15e ANNEE – N° 272 – 10 SEPTEMBRE 1976 – HEBDOMADAIRE

LETTRE DU CDE J. POSADAS A NOTRE SECTION

SUR LES ELECTIONS EN BELGIQUE ET LES TACHES DU PARTI

8-76

(...) Ces élections ne présentent pas un intérêt fondamental pour le capitalisme. Dans aucun pays, le capitalisme ne s'intéresse beaucoup aux élections municipales. Et en Belgique, ils doivent être très préoccupés par d'autres problèmes, entre autres par les "princes Bernhardt" qui s'y trouvent certainement, car la Belgique est très compromise dans les achats d'avions à la Lockheed. Le capitalisme ne donne pas beacoup d'importance aux élections municipales, dans la mesure où le résultat de ces élections n'a pas de grandes repercussions dans son appareil, reste dans les limites des quartiers. La bourgeoisie a facile pour organiser un appareil d'adaptation ; avec 6 types à elle dans le quartier, elle peut déjà s'en tirer. Maintenant qu'ils ont organisé une nouvelle division des communes entre eux, ils peuvent essayer de s'arranger, plus aisément qu'au Parlement. Cependant, à l'heure actuelle, toutes les élections communales sont en train de prendre plus d'importance qu'autrefois et elles se rapprochent du caractère d'élections parlementaires parce que les gens sentent qu'on ne résout pas les problèmes sur le seul plan communal.

D'autre part, il est possible de faire beaucoup de progrès, à partir du terrain communal. Une bonne campagne de notre Parti et un bon résultat électoral vont avoir des répercussions nationales, en particulier dans les syndicats. Il faut unir la campagne électorale pour les élections communales et les syndicats, les usines ; celles-ci doivent intervenir. Il faut lutter pour obtenir des canalisations d'eau courante partout, des egoûts, des moyens de transport convenables, des maisons, la diminution des prix des loyers : pour obtenir tout cela, la classe ouvrière – au travers des usines, des syndicats – doit intervenir elle-même pour résoudre le problème. Nous devons faire des appels qui attirent l'attention des ouvriers des usines. Il ne s'agit pas d'un problème simplement communal.

Dans des pays comme la France, l'Italie, et même l'Inde, les élections municipales ont été un moyen de mobiliser des centaines de milliers de personnes, et d'obtenir d'importantes conquêtes. Cela ne résout pas les problèmes. L'erreur des camarades communistes est de considérer ces conquêtes comme une fin en soi, alors qu'il n'en va pas ainsi. En Italie par exemple, les conquêtes des communistes et socialistes dans les communes sont très importantes, mais elles ne suffisent pas ; elles peuvent servir de base pour transformer la société. Mais il s'agit de changer toute la société.

Le capitalisme belge traîne une crise depuis 1960. Il y a 16 ans déjà, la Grève Générale avait posé une série de problèmes, de mise en question du régime capitaliste, de l'existence de mouvement ouvrier, du mouvement syndical, avec un programme de front unique. Et cela ne s'est pas fait.

Les problèmes Wallons-Flamands ne sont pas simplement des problèmes de langues : il n'y a pas de programme donnant une issue à la crise du capitalisme en Belgique. Cependant le chômage a encore augmenté de 4 % par rapport à l'an passé. La Belgique est un des grands pays capitalistes, bien qu'il soit petit. Mais la concentration actuelle des capitaux fait en sorte que la fonction de la Belgique, en tant que pays, est en voie de disparition. La très grande concentration que le capitalis-

Suite page 3

AUX ELECTIONS A CHARLEROI

VOTEZ et FAITES VOTER la liste Trotskyste Posadiste

Les prochaines élections communales vont avoir lieu dans un climat de lutte des travailleurs, qui ne veulent pas continuer à faire les frais de la crise capitaliste, et refusent la détérioration de plus en plus grande du niveau de vie, des salaires, l'augmentation du chômage, l'augmentation des prix, les attaques du gouvernement capitaliste de Tindemans, à toutes les conquêtes ouvrières.

En présentant une liste trotskyste-posadiste, avec des candidats militants de notre Parti et d'autres, qui veulent donner leur appui à un programme anti-capitaliste, nous voulons montrer que toutes les actions, qui sont menées à partir des entreprises, des syndicats, contre le truquage de l'Index, pour défendre les salaires et les conditions de vie des travailleurs, ne doivent pas rester seulement sur le terrain syndical : un bon progrès des tendances de gauche aux élections communales sera une impulsion pour developper mieux les luttes postérieures de la classe ouvrière. Si les partis socialiste et communiste se présentaient unis, aux côtés de la gauche chrétienne, dans ces élections, ce serait, cela signifierait un progrès encore plus grand pour l'unification de la classe ouvrière dans toutes les luttes prochaines. Partout ou ces fronts existent, notre Pari les appuie et appelle l'avant-garde ouvrière, étudiante, intellectuelle à voter pour eux et les pousser à aller plus llin et à adopter un programme anticapitaliste.

A Charleroi, cette unité ne s'est pas réalisée et n'a même pas été proposée ni discutée entre communistes, socialistes et chrétiens de gauche. Cela provoque de la méfiance, des hésitations parmi les travailleurs, dans le camp syndical également parce que beaucoup de gens ne voient pas où l'on va aboutir en faisant quelques manifestations contre le truquage de l'Index et rien de plus. Les syndicats, la gauche syndicale FGTV et CSC, doivent intervenir aussi sur les problèmes posés à la population travailleuse dans les communes ! Il faut unir l'usine et le quartier, les ouvriers et les ménagères, les jeunes, les chômeurs, les pensionnés, qui tous veulent participer à la lutte pour élever les conditions de vie dans la commune.

Quand les ouvriers de Nivelles et de la Louvière, de même que ceux de Charleroi, sont allés acheter des fruits, légumes et pommes de terre au marché matinal et aux producteurs, pour les revendre bon marché aux gens : ils se sont bien "occupés de politique" !! Et cet exemple a été pris par la population comme un encouragement à continuer de telles actions. En faisant cela, les ouvriers, les militants syndicaux sont sortis de l'usine et des seuls problèmes de l'usine, pour agir au bénéfice de toute la population travailleuse : pour les élections communales, notre Parti propose de faire la même chose. C'est dans ce but que nous présentons une liste trotskyste-posadiste.

Plus la population peut participer, discuter, intervenir sur tous les problèmes qui la concernent, sur les problèmes du logement, des crèches, des écoles, des égoûts, des fermetures d'entreprises, du gaz, de l'électricité, de l'eau, et plus les gens prennent confiance dans leurs propres forces et on voit surgir mille initiatives, des idées et des propositions pour résoudre collectivement tous les problèmes. Il faut former dans les quartiers des comités de quartier, de blocs de maisons, de rues, où tout le monde participe : jeunes et pensionnés, chômeurs et travailleurs, hommes, femmes, enfants, et toutes les tendances politiques qui eixtent en luttent contre le capitalisme. Discuter, par exemple, comment continuer et généraliser l'expérience qu'ont fait les ouvriers qui ont acheté les aliments au prix de gros pour les revendre pas cher à la popu-

(Suite page 4)

PLEINE DEMOCRATIE SYNDICALE ET COMITES UNISSANT USINES ET QUARTIERS POUR CONTINUER LA LUTTE CONTRE CE GOUVERNEMENT

EDITORIAL

Les journées de mobilisations pour la défense de l'Index, organisées par les directions syndicales ont été une expérience concluante. La classe ouvrière veut mener la lutte pour ne plus faire les frais de la crise capitaliste ; mais elle ne veut pas non plus servir les manoeuvres des directions syndicales. La réflexion revenait tout le temps dans chaque manifestation : "nous n'allons pas recommencer un nouveau 60-61 pour finir pour avoir un gouvernement où les socialistes font appliquer ce que la droite n'est pas arrivée à faire." Les ouvriers ont montré une ferme résolution de ne pas se soumettre à la politique du gouvernement capitaliste et de défendre leurs conquêtes sociales, et en même temps un sentiment de méfiance bien profond envers les dirigeants syndicaux. Les applaudissements étaient plus que rares, même quand les orateurs utilisaient des mots durs contre "le système capitaliste", et la plupart du temps des gens ne les ont pas écouté et ont profité de se retrouver ensemble pour discuter et échanger leurs opinions sur la situation.

Et ce n'est pas la population qui est sortie dans les rues, malgré les appels que la FGTB a fait, notamment à Charleroi, pour que les ménagères se joignent aux manifestations. La classe ouvrière voit une grande insécurité dans cette direction syndicale ; elle voit aussi que la direction du PSB ne donne pas un appui intégral à cette lutte. Il est vrai que la CSC se montre plus timide et veut limiter la portée des actions, parce que ses dirigeants sont trop liés au PSC et au gouvernement Tindemans. Mais la FGTB n'est pas plus claire que la CSC quand elle limite les objectifs de l'action uniquement au retour de l'Index à son ancien calcul et que Debunne déclare que cette condition sera suffisante pour reprendre toutes les négociations autour de la table avec les représentants gouvernementaux et patronaux. Cela montre bien qu'ils cherchent à utiliser la force de la classe ouvrière, comme un moyen de pression pour continuer la politique d'avant : pour essayer de sauver la politique de "concertation économique et sociale" par laquelle le capitalisme cédait quelques revendications aux organisations syndicales et s'assurait en échange, la garantie de continuer son activité économique, ses bénéfices.

Maintenant, la bourgeoisie belge n'a plus les moyens de continuer cette "concertation sociale". C'est de là que vient l'inquiétude et le début d'actions des directions syndicales. Dans l'émission de TV d'il y a quelques jours, Tindemans exprimait clairement ces intentions du capitalisme belge : ils veulent faire croire que la crise est une fatalité et que les travailleurs doivent donc payer "leur part de sacrifices" ; et Tindemans veut placer la discussion avec les organisations syndicales et la direction du PSB sur le terrain où ils sont les plus faibles : comme ceux-ci ne défendent pas un programme économique anti-capitaliste, ils ne peuvent rien opposer aux motivations des capitalistes : l'économie belge doit rester compétitive sur le plan international, il faut aider les entreprises à subsister, il faut faire tout pour que le climat soit "tranquille" et attire les investisseurs etc.

Face à cela, il est certain qu'on ne peut pas continuer la politique que faisaient les syndicats et la direction socialiste jusqu'à présent. Le capitalisme

Suite page 4

LA REUNION DE COLOMBO ET L'ENGAGEMENT DES "NON ENGAGES"

24 8 76

J. POSADAS

Une grande quantité de principes programmatiques ont été développés dans cette réunion de Colombe, dépassent de loin la portée d'une réunion du Tiers Monde. De par sa dénomination même, une telle réunion signifie n'appartenir ni au Premier Monde, les Etats Ouvriers, ni au second, les Etats capitalistes ; c'est se définir socialement comme n'étant ni capitaliste, ni Etat ouvrier. C'est en conséquence vouloir avoir recours à une nouvelle figuration historique, à une nouvelle forme de société, d'économie, de direction politique. Voilà ce que devrait être le Tiers Monde, sinon, il n'a aucun sens. La condition d'existence d'un pays du Tiers monde n'est pas seulement déterminée pas sa qualité actuelle, mais par les objectifs qu'il poursuit.

Vingt ans se sont écoulés depuis la première réunion de 1956, et depuis lors, les pays du Tiers Monde sont trois fois plus nombreux, montrant la formidable influence de la révolution socialiste mondiale, la valeur immense du prolétariat mondial. Qu'importe que le prolétariat soit peu nombreux au Mozambique, en Angola, à Cuba, puisqu'il est concentré sous la forme des Etats ouvriers.

Les pays du Tiers monde voient en eux la représentation des idées et des objectifs du prolétariat, c'est à dire l'élimination de tous patrons. Ce sont là les principes de Marx. Là est l'internationalisme.

Ce sont là des conclusions scientifiques élémentaires, et très simples. Le prolétariat des pays du Tiers Monde, même sans force numérique, reçoit l'influence des Etats ouvriers. C'est la raison pour laquelle il admettent le Vietnam, et non comme un moindre mal. Non, non ! Ils acceptent un chemin. C'est leur façon de s'exprimer, compte tenu des luttes intérieures qui existent chez eux et qui empêchent une définition de la direction pour aller au socialisme. Le fait qu'ils suivent l'exemple de pays comme le Vietnam indique que l'humanité est apte pour le communisme. Toute l'humanité !

Les pays du Tiers monde ne sont ni des résidus, ni des laissés pour compte de la société. Non ! Ils sont une partie fondamentale de l'humanité qui trouve dans la société des Etats ouvriers une expérience globale et non des exemples limités ou transitoires. Tout cela montre l'influence très profonde de ces Etats sur les intellectuels, les directions petites-bourgeoises, de larges couches de la population et leur maturité. Aucun de ces secteurs ne s'accrochent à ses intérêts en vue de faire carrière pour devenir propriétaire, pour remplacer le patron, l'impérialisme. Leur objectif est de mettre l'impérialisme et le capitalisme à la porte, en prenent le Vietnam, l'Angola, le Mozambique pour exemples.

La résolution adoptée d'appui et de solidarité avec le Vietnam, ainsi que le fait de prendre ce pays comme exemple, indique la maturité de l'immense majorité de l'humanité et sa décision de faire front unique avec les Etats ouvriers. C'est là un moyen formidable pour faire reculer le capitalisme et l'impérialisme mondial. Les circonvolutions d'un Giscard d'Estaing, comme les reculs et crises de l'impérialisme mis en évidence par les élections aux Etats Unis, sont avant tout déterminés par la décision des pays du Tiers Monde. Ceuxci mettent clairement en évidence que le capitalisme prépare la guerre dans un grand isolement par rapport au monde. C'est lui le clandestin.

Les accords économiques et alliances réalisés par le Tiers Monde ne sont pas établis de façon directe avec les Etats ouvriers, mais n'en sont pas moins le résultat d'une très profonde liaison avec eux. La Roumanie a été invitée comme observateur, alors que ni les Etats-Unis, ni aucun pays capitaliste important n'a fait l'object d'une invitation. Par contre, des pays capitalistes de l'ère du Tiers monde ont été invités. La Yougoslavie a participé avec tous les droits d'un pays du Tiers Monde, ainsi que Cuba, la Corée du Nord, le Cambodge, le Laos. Il y a là évidemment une inclinaison vers un certain type de solution historique. l'humanité est mûre pour le communisme, ce qui isole encore davantage le capitalisme.

Tout cela montre que si les impulsions peuvent venir de n'importe quel endroit, les décisions se prennent à Moscou. Mais les impulsions peuvent être aussi assez puissantes pour faire changer les décisions de Moscou. Aucun PC, aucun Etat ouvrier n'a prévu l'évènement que constitue Colombo. Ils n'ont pas été capables, lors de la réunion de Berlin, de prévoir ce processus, de s'appuyer sur lui. Ils ont, au contraire, adopté des résolutions assez éloignées du processus qui peu de jours après allait se produire. Ils se montrent incapables de prévoir dans la mesure même où ils n'appliquent pas la méthode d'interprétation marxiste, qui signifie internationalisme prolétarien et dictature du prolétariat, renversement par la force du capitalisme, même si on peut avoir recours aux moyens électoraux pour aller au gouverne mnet. Ils n'appliquent une telle méthode que partiellement. A l'inverse, ils auraient prévu le processus actuel, c'est à dire qu'ils auraient chercher à discuter à l'intérieur du mouvement communiste l'ensemble de leurs prévisions, pour élever leur propre vie et leur capacité d'action pour influencer le reste des masses, la petite bourgeoisie, pour en terminer avec le système capitaliste.

La réunion de Colombo signifie que les masses les plus arriérées des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, vivent avec la préoccupation d'apprendre, d'observer, d'assimiler et d'appliquer les enseignements des Etats ouvriers, des pays révolutionnaires, pour en finir elles aussi avec le système capitaliste. Les discussions n'expriment pas la volonté de changer de patrons ou de propriétaires. Les pays riches comme l'Arabie Séoudite ou Koweit ont été ceux qui ont eu le moins d'importance. Ils n'ont eu aucun poids. Il est certain que des pays importants étaient absents. Mais tous les pays qui sont intervenus sont ceux qui vont vers des transformations historiques, socialistes, économiques, vers l'Etat ouvrier ; et quelques uns, qui le sont déjà, comme le Cambodge, le Laos, le Vietnam, Cuba ; d'autres comme le Mozambique ou l'Angola, s'en approchent.

Colombo est un évènement qui montre quel est le rapport de forces mondiales qui décide du cours de l'humanité. Sans prendre de positions impératives pour ses participants, la réunion a eu l'audace et la résolution d'adopter les propositions des pays les plus proches de l'Etat ouvriers, les plus élevés dans la lutte pour le socialisme. Ce sont eux qui ont été considérés comme direction. De mêle, la commission d'applixation et d'organisation qui a été nommée comprend 19 Etats ouvriers ou révolutionnaires sur 25 pays représentés.

C'est le rapport mondial des forces qui définit le cours des pays appelés arriérés. Ils continuent en effet de l'être d'un point de vue économique. Ils manquent de nourriture, de travail. Par contre, ils sont très avancés et parmi les plus avances du monde, du point de vue social, du point de vue des idées, de la résolution de progrès, de la capacité révolutionnaire.

Il faut considéré ce que signifie que l'Algérie, le Mozambique, et même Cuba, le Vietnam, l'Angola, le Cambodge, en cerclés par l'impérialisme, osent proclamer que la solution pour progresser dans l'histoire et d'étatiser, comme ils l'ont fait eux-mêmes. Ils représentent l'assurance et la volonté des masses de tous les pays capitalistes et de celles aussi des Etats ouvriers. A peine la réunion de Colombo terminée, appraît au grand jour la gauche en Angleterre en poussant un cri d'alarme contre certaines des mesures qu'entend prendre le gouvernement traavailliste. Tout cela montre l'influence de la révolution mondiale sur les masses angaises et l'impuissance de la bourgeoisie à contenir ce processus.

Tout cela montre combien la réunion de Colombe n'a pas tiré, pour elle seule, les conclusions. Les pays du Tiers Monde ne sont pas seuls concernés. Les conclusions tirées servent pour toute économie qui veut progresser, pour toute direction politique qui veut se construire, pour tout peuple qui veut intervenir sur la direction politique. Faire l'éloge du Vietnam, le prendre pour exemple, montre l'influence de ce dernier sur tous les pays qui veulent passer de l'arrièrement tribal à la révolution socialiste. C'est là la confirmation des idées de Trotsky, de la révolution russe, de la révolution permanente. C'est là en même temps un élément très profond de l'organisation du processus de la révolution politique, qui sera moins sanglante, après la tenue de cette réunion de Colombo.

Tous ces rapports de force vont s'exprimer dans tous les partis communistes, poser sur eux dans un sens favorable à la conception dialectique conséquente de l'histoire, au fonctionnement de l'internationalisme prolétarien et à la dictature du prolétariat. Il sera rendu plus nécessaire de comprendre que, si l'on peut aller au gouvernement par des moyens électoraux, on ne peut éliminer le capitalisme sans la force. Il est possible d'avancer très loin par les voix électorales, parlementaires, mais il faut organiser la volonté, la compréhension, la vie syndicale, politique des masses pour faire comprendre que pour aller de l'étape du capitalisme à celle de son élimination, il faut avoir recours à la force. Sans élimination du capitalisme, il ne peut y avoir de progrès systématique et conséquent, car on permet constamment à ce dernier de reprendre l'initiative, de reconquérir les pouvoirs et la direction politique perdus.

La réunion de Colombo a montré tout cela, même de la part de pays se déclarant indépendants du reste du monde. C'est ainsi que l'on a vu des pays, dont la direction petite-bourgeoise ou bourgeoise nationaliste se différenciait nettement en 1956 des Etats ouvriers, s'identifier aujourd'hui avec eux, comme l'indique le fait de prendre le Vietnam pour exemple. C'est là s'identifier au fait que le progrès historique se fait à la façon de la révolution russe.

C'est une expression des plus nettes de l'Internationalisme prolétarien, alors que personne n'oblige ces pays à se dire marxistes. Aucun parti communiste ne leur a imposé d'adopter le modèle de la révolution russe. Ils acceptent cependant le Vietnam, c'est-à-dire la voie racée par la révolution russe. Pour progresser, il faut étatiser et pour étatiser et pour étatiser, il faut centraliser, c'est à dire planifier. Pour que tout cela marche bien, il faut impulser le processus révolutionnaire mondial.

Les problèmes des différences entre pays, des divisions perpétrées à l'etape antérieure par le système capitaliste ou par l'impéralisme, comme dans le cas du Vietnam, se résolvent avec l'auto-détermination, avec l'identification économique. C'est la façon de résoudre tous les problèmes du passé, de l'arrièrement brutal légué par le système capitaliste et par l'impérialisme. Ces expériences sont en train d'encourager tous les peuples du monde qui voient la façon d'en finir avec le retard économique, les différences de nationalités. Et le Vietnam est un exemple magnifique, une très riche expérience. Nous invitons les camarades des partis communistes, des partis socialistes à en discuter. Il ne s'agit pas simplement de considérer que c'est là un bon exemple, un renforcement dans la marche vers le socialisme. Il faut comprendre que le Vietnam résoud les mêmes problèmes théoriques que le Parti de Lénine et de Trotsky a dû résoudre à son époque. Aujourd'hui les gens du commun résolvent en chemin les problèmes les plus difficiles. Au lieu d'Etats fédérés, le Vietnam opte pour la centralisation économique qui permet de résoudre tous les autres problèmes.

C'est pour les camarades du Parti Communiste Espagnol un très bon exemple pour résoudre leurs problèmes de régions, héritage arriéré légué par le capitalisme espagnol.

Nous saluons avec toute notre force révolutionnaire la réunion de Colombo qui démontre de l'extraordinaire et déterminante influence des Etats ouvriers, qui indiquent le chemin du progrès, indépendamment des critiques à formuler pour le manque de suffisant développement de la démocratie soviétique.

Les Etats ouvriers montrent la façon dont les problèmes de l'arrièrement historique peuvent être résolus. Pour le reste, c'est à dire l'absence d'une direction scientifique qui corresponde au progrès économique de la société il faut s'appuyer sur la volonté des masses pour résoudre tous les problèmes, même clui du manque de démocratie soviétique.

Nous saluons avec toute notre passion cette réunion des pays non engagés, où le rôle le plus important a été joué par les Etats ouvriers et par les pays les plus proches de l'Etat ouvrier, comme l'Algérie. Nous appelons les militants et membres des partis communistes, socialistes à discuter de toutes ces conclusions et de l'application pratique de la façon de faire avancer le progrès de l'histoire, de faire avancer l'économie.

Les couleurs de la France ne sont pas celles du drapeau du capitalisme ; ce sont celles de la Commune de Paris. Voilà quelles sont les couleurs de la France : celles du prolétariat français en lutte. La réunion des Non Engagés a également montré vers quelles couleurs le monde veut avancer : celles du Vietnam. C'est la couleur de la révolution du monde entier.

Le drapeau hongrois est encore celui de l'ancienne Hongrie, mais le prolétariat de ce pays, ne se guide pas sur ce drapeau, mais en fonction des objectifs socialistes de la révolution, c'est à dire en fonction des couleurs de la Commune de Paris. Entre celleci, l'ensemble de l'humanité et cette réunion, il y a complète identité. La Commune a été défaite, mais ses principes se sont développés dans le monde entier. La révolution russe a du voir ses progrès freinés, compte tenu des conditions historiques d'arrièrement d'alors et du processus mondial en recul, des défaites de la révolution en Allemagne, en Hongrie, dans le reste de l'Europe, mais elle n'a pas l'élinimer.

Staline a été le représentant des contradictions de la révolution russe, compte tenu du retard mondial de la révolution ; mais cette révolution n'en a pas moins signifié un immense progrès et c'est cela qui est resté et reste déterminant.

C'est sur la base de ces principes que la réunion de Colombo s'est réalisée, et que Staline et le capitalisme mondial ont été mis en échec, et que treize nouveaux Etats ouvriers ont pu se constituer après la guerre. La réunion de Colombo indique un progrès de l'identification avec les Etats ouvriers, en particulier des pays arriérés qui n'ont pu former à temps la direction révolutionnaire nécessaire, du fait que l'URSS n'a pas donné l'exemple suffisant. Mais il n'en est pas moins démontré que la volonté des masses est plus puissante que toutes les directions.

Sans les masses de ces pays et leur volonté d'appuyer les directions qui cherchent le chemin de la révolution, les secteurs bourgeois auraient écrasé les révolutions ; l'impérialisme aurait trouvé la façon de s'allier à eux pour écraser les masses. Les masses interviennent comme en Algérie avec la discussion de la Charte Nationale partout, dans la rue, les usines, les campagnes, montrant la force immense de la révolution qui s'identifie aux besoins de progrès, c'est à dire aux besoins d'étatiser la propriété, de planifier la production, d'établir le monopole du commerce extérieur, de donner les plus larges libertés démocratiques aux masses et d'assurer leur participation à la direction et à la solution de tous les problèmes du pays.

Tel est le chemin des Etats ouvriers, et c'est ce chemin que la conférence de Colombo a adopté dans ses résolutions. Elle n'a pas tracé la voie pour de nouveaux enrichissements, pour la formation de nouvelles catégories privilégiées dans chaque pays. Elle a pris l'exemple du Vietnam, c'est à dire de l'élimination de tout propriétaire. Les camarades des PC doivent tirer des conclusions de tout cela. Là est la forme concrète de l'internationalisme prolétarien, la forme concrète de la dictature du prolétariat, qui n'admet pas la pluralité des économies. Ces pays ont dit clairement et concrètement que l'exemple à suivre était celui du Vietnam qui est, en petit, l'Union Soviétique.

Comment rester étrangers à toutes ces expériences ? C'est là qu'est l'internationalisme et la pluralité. Cette réunion des pays non engagés qui n'a été influencée ni payée, ni achetée par aucun Etat ouvrier, ni par l'URSS, ni par la Chine, ni par Cuba, décide de prendre un chemin qui n'est pas le pluraliste, mais le chemin bien défini de l'Etat ouvrier, de la propriété étatisée, de la planification de la production, du monopole du commerce extérieur.

LETTRE DU CDE J. POSADAS A NOTRE SECTION

(Suite de la page 1)

daire que celle qu'ils exerçaient jusqu'à présent. Ils ne peuvent plus jouer un rôle important dans l'investissement des capitaux, dans la transformation des matières premières, dans la production d'acier, d'automobiles, ni créer des centres d'investissements pour transporter des capitaux.

Le capitalisme européen, partant de cette crise et si la guerre n'éclate pas, se prépare à une concentration beaucoup plus grande. Les petits pays vont être liquidés. Ce problème est déjà posé dans la production de l'acier : l'Union Soviétique qui produisait 70 % de l'acier produit par les Etats-Unis, dépasse maintenant ceux-ci de 5 à 10 %. Les Etats-Unis voient leur production diminuer ; ils ne remplacent pas l'acier par autre chose ; ils augmentent les achats au Japon ou dans d''autres parties du monde, suivant ce qui leur convient le mieux.

Ils achètent encore au Luxembourg, dans la mesure où cela leur revient moins cher. Mais dans la prochaine étape, le capitalisme va être obligé de se concentrer plus pour affronter plus durement les Etats ouvriers et l'existence des grands capitaux va se poser. La tendance se développe déjà vers la disparition de centres producteurs du charbon et de l'acier. Une quantité d'usines ferment, envoient leurs installations ailleurs ou les abandonnent pour ne pas devoir affronter le mouvement ouvrier. Les patrons font partir les machines les plus délicates, les appareils de précision et abandonnent les autres. Ils font cela aussi parce qu'ils ont déjà des machines en remplacement des plus anciennes et d'une productivité supérieure d'au moins 20 % Le capitalisme, pour essayer de surmonter cette crise, élimine des concurrents capitalistes, les remplace en concentrant la production, en élevant la capacité productive au moyen d'une plus grande technique, d'une concentration plus élevée de la production ; il diminue ainsi le coût de production, afin de pouvoir concurrencer les Etats ouvriers.

En Belgique, il n'y a pas de perspective de développement économique, au travers d'une élévation de la capacité de concurrence de la bourgeoisie belge par rapport au capitalisme mondial. Au contraire, celle-ci ne fait qu'augmenter son déclin, sa chute. Cette cirse se développe sans rencontrer de résistance de la part des partis ouvriers. Ceux-ci ne mènent pas une politique de défense de la classe ouvrière. Les secteurs populaires de la démocratie-chrétienne, du PSC, ont un poids assez important dans le camp syndical, mais ils n'ont pas de politique ni de programme pour affronter la direction bourgeoisie du PSC. Les mouvements wallons sont divisés en vingt morceaux. L'issue logique à la crise du capitalisme en Belgique est l'Etat ouvrier. En son sein, le problème des langues se résoud par l'organisation d'une fédération tout en maintenant l'unité du pays sur la base d'un programme économique commun.

(...) La crise actuelle du capitalisme belge est supérieure à toutes les précedentes. Il en est de même pour tous les partis et les organes capitalistes, du fait de la profondeur de la crise mondiale du capitalisme, tant économique, que sociale ou militaire. Dans cette crise, les menaces de guerre se présentent de façon plus directe. C'est ce que dénoncent les Coréens du Nord, de même que la RDA, au travers des déclarations du chef de l'armée, Hoffman. Même si les déclarations de Kissinger, actuellement, ne sont pas des déclarations directes de guerre, il existe un état de relations très virulentes, qui n'apparaissent pas en surface, mais qui justifient notre qualification de "voyageur de la mort" et de "mendiant de la mort" pour définir le rôle de Kissinger. Le problème de la guerre peut surgir dans une étape assez prochaine. L'initiative peut même venir, non des Yankees, mais des Etats ouvriers. Les Soviétiques menacent les Yankees : "ne touchez pas aux Coréens du Nord" ! et les Américains ne vont pas y toucher, de même qu'ils n'ont pu toucher à Cuba. Mais les Coréens du Nord ont tué ces deux militaires américains pour arrêter quelquechose de plus grave que les Yankees préparaient. Les Etats ouvriers développent une activité, pour contenir l'organisation de la contre-révolution par l'impérialisme ; par exemple : au Moyen Orient, celui-ci fait une alliance indirecte avec certains secteurs arabes, dans la crise du Liban.

LA CRISE DES PARTIS OUVRIERS ET L'ORGANISATION DE TENDANCES DE GAUCHE

(...) En Belgique, le mouvement ouvrier discute beaucoup de points que nous proposons. Chaque mouvement qui progresse, soit sur le plan syndical, soit sur le plan politique, discute la moitié de ce que notre Parti propose. Il en va de même pour la gauche dans le Parti Socialiste, et pour les groupes dits gauchistes. Les gauchistes sont en crise, ils n'ont pas de possibilité d'influencer profondément, parce qu'ils n'ont pas de programme, ni d'objectif. Le processus objectif ne reprend aucun des mots d'ordre gauchistes, car ceux-ci ne correspondent pas à quelquechose de nécessaire.

Le Parti Communiste Belge est petit, mais il a une certaine importance en Europe, il représente une couche de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoisie et on peut l'influencer, soit directement comme parti, soit l'électorat qui lui donne un appui.

Il faut tenir compte également que certains secteurs des travailleurs vont s'abstenir, ne voudront voter ni socialiste, ni communiste, ni wallon, ni chrétien. Et ils n'appuieront pas non plus les "gauchistes". Au cours ees années précédentes, une série de mouvements – comme celui des dockers d'Anvers en particulier – ont montré que des conditions étaient mûres pour un développement. Mais ils n'ont pas continué parce que les directions qui existaient ne répondaient pas à une nécessité permanente. Les groupes gauchistes ont eu assez bien de forces ; mais ils n'ont pas été capables de comprendre et d'utiliser le processus de crise du capitalisme pour faire un mouvement de front unique, et proposer un programme de front unique. Aujourd'hui ils sont tous disloqués. Aucun groupe n'a de racines fermes et durables dans le mouvement ouvrier. Ils ont certaines relations, mais en tant que mouvements transitoires, circonstanciels, discontinus. Les mouvements gauchistes ont eu un développement assez important en Belgique, du fait de la faible vie politique du mouvement ouvrier. Mais ils n'ont pas grandi, ils ne se présentent pas comme une alternative, ni même un centre temporaire.

Les gauchistes existent dans la mesure où les partis communiste, socialiste n'ont pas le monopole de la direction du mouvement ouvrier, ni d'autorité. Le gauchisme se renouvelle constamment. Les groupes gauchistes perdent beaucoup de gens, en même temps qu'ils en gagnent d'autres. Cela vient de ce que ni communistes, ni socialistes, ne répondent à la volonté d'une couche très importante de la population. A certaines étapes mêmes, les gauchistes reçoivent un appui de communistes et socialistes qui veulent faire pression sur leurs partis. Les pro-chinois, quant à eux, vivent à l'époque de la Chine Ancienne. Ils n'ont pas de possibilités d'avances importantes, à moins qu'ils ne touchent des problèmes intéressant directement et préoccupant la population. Mais globalement, si les gauchistes se maintiennent, en renouvelant sans cesse leurs membres, cela est dû au manque de politique conséquante des communistes et socialistes pour donner une réponse aux besoins de changements que le classe ressent et voit possible d'obtenir.

En Belgique, ni les socialistes, ni les communistes n'ont une autorité profonde sur les masses ; les socialistes ont une certaine autorité, mais ils ne dirigent pas un courant ferme ni décisif. Notre Parti peut avoir beaucoup d'influence parmi les communistes et les socialistes, et même dans le mouvement fédéraliste. Il est plus difficile d'influencer ce dernier car il faut tenir compte de sa mentalité régionaliste, petite-bourgeoise. Il est donc plus ardu de l'influencer sur des problèmes programmatiques, mais on peut le faire pour des problèmes circonstanciels.

C'est un exemple irréfutable que doivent prendre en considération les partis communistes dans la discussion sur l'internationalisme prolétarien, sur l'indépendance des partis, sur le pluralisme. Ce sont les principes de la lutte de classes. Il n'y a pas d'étape intermédiaire entre le système capitaliste et l'Etat ouvrier ; toutes les étapes sont d'ascension vers ce dernier, comme le montrent les pays du Tiers Monde. C'est un exemple vivant de la révolution. Tout cela va aussi accélérer les préparatifs de guerre du capitalisme, dont la crise du gouvernement Chirae fait partie.

Les camarades du PC, du PS, des groupes gauchistes, du mouvement nationaliste, doivent considérer ce que signifie le recours à l'exemple du Vietnam pour parler des pays du Tiers Monde. Cela montre la maturité des conditions dans ces pays pour faire comme au Vietnam. Il faut s'appuyer sur le rapport mondial des forces pour impulser la lutte dans les pays capitalistes, et dans tous les pays du monde. Les conditions sont mûres pour avancer. Les points d'appui existent ; il ne manque qu'un appel, que la préparation et la confiance dans l'organisation anti-capitaliste des luttes.

Les pays du Tiers-Monde n'ont eu aucun inconvénient à proclamer publiquement leur aspiration anti-capitaliste. Il ne peut y avoir aujourd'hui de lutte contre l'impérialisme qui ne soit anti-capitaliste. Les dirigeants des centrales syndicales, des PC, des PS, des mouvements nationalistes, chrétiens de gauche doivent prendre appui sur cette évolution des masses pour élever les luttes et les objectifs programmatiques anti-capitalistes. Telle est la conclusion la plus déterminante de la réunion de Colombo.

J. POSADAS
24 août 1976

LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE ET L'INTERVENTION DE TOUTE LA POPULATION

Le capitalisme belge connaît une crise constante depuis 1960, qui conduit à la débâcle en ce qui concerne le niveau de vie, le chômage, la sécurité d'emploi, l'augmentation de la répression politique ; mais en même temps il se produit une politisation des organes chargés de la répression, comme la police, l'armée, la gendarmerie, et aussi l'Eglise. Il faut analyser cette détérioration des conditions de vie, des droits politiques et démocratiques – l'augmentation de la répression patronale – comme ce fut le cas lors de la grève de Hanrez par exemple –, et d'autre part, la volonté de lutte très grande de la classe ouvrière, qui ne rencontre pas de réponse dans les directions. Il ne s'agit pas de se lancer à des attaques contre ces directions, mais de faire des analyses montrant leur politique erronnée, opposée aux intérêts et aux besoins de lutte des ouvriers. Le programme à développer doit montrer comment surmonter la détérioration du niveau de vie, de production, le chômage : avec un meilleur gouvernement? le problème n'est pas là ; avec n'importe quel gouvernement, même si celui-ci comprend des communistes et des socialistes, la situation ne va pas changer si l'économie continue comme maintenant. Il faut certes, une administration plus efficace, plus capable, mais il faut développer des mesures économiques contre le capitalisme.

Beaucoup de problèmes se posent dans les communes, mais ce ne sont pas elles, mais bien le pouvoir central qui a les moyens de les résoudre. Toutes les communes ont une autonomie très réduite. Elles dépendent du pouvoir central et disposent de finances chaque fois moins importantes. Alors qu'elles doivent, de plus en plus, résoudre des problèmes qui étaient du ressort du pouvoir central avant. Il faut poser ces problèmes et montrer que c'est au pouvoir central qu'il faut surtout s'en prendre.

Pour en finir avec le chômage et la baisse du niveau de vie, l'agumentation de la répression, il faut organiser l'économie de façon à pouvoir décider de son cours : l'Etat, et non le patron, doit pouvoir décider. Mais pour que l'Etat ne tombe pas aux mains des bureaucrates, il faut établir le contrôle ouvrier. Il faut montrer à l'avant-garde communiste, socialiste, wallonne, flamande, à tous les secteurs de la gauche syndicale qui ont montré une grande volonté de combat, une grande persistance, la nécessité de changements programmatiques et organisatifs : voilà ce que les candidats aux élections communales, doivent proposer et expliquer à la population. Pour donner du travail à tout le monde : au lieu de produire en fonction du profit, il faut produire au profit des gens, ce dont les gens ont besoin : de l'électricité partout, de l'eau courante et des services hygiéniques dans toutes les maisons, des loyers moins chers, la gratuité de tous les soins de santé. L'Etat doit élever son attention envers les gens, au lieu de consacrer tous ces crédits à soutenir les entreprise capitalistes et assurer la poursuite de leurs bénéfices alors que le niveau de vie de la population diminue sans cesse. Une meilleure administration ne suffit pas pour résoudre ces problèmes : il faut prendre des mesures économiques, dans tous les secteurs décisifs. Il faut développer un plan de production en fonction des besoins du marché de consommation populaire : cuisinières, radios, TV, appareils électro-ménagers, construction de maisons pour les ouvriers. En même temps, il faut défendre les droits démocratiques, depuis le droit de parole, de presse, d'idées, au droit pour toutes les tendances à parler, discuter, résoudre et participer activement dans la vie politique et dans le mouvement syndical. Une des raisons pour lesquelles le capitalisme peut maintenir une baisse constante des conditions de vie de la population, réside dans l'absence de démocratie syndicale, de droits démocratiques dans le camp syndical. Il faut appeler au front unique des partis ouvriers – inclus notre Parti –, avec les syndicats. Un front unique, sur la base de ce programme, est nécessaire entre eux.

La population doit intervenir – en partie la présentation de notre Parti aux élections communales signifie une intervention de la population –. Il faut appeler à former des organes de quartiers, de zones, des commissions d'habitants, unis aux usines, pour discuter tous les problèmes de l'économie, la production, les prix, les libertés démocratiques. La forme la plus simple de réaliser "le pluralisme et la démocratie", est de permettre de parler à ceux qui produisent toutes les richesses de l'économie. L'Etat doit accorder tous les moyens pour que n'importe quelle tendance puisse s'adresser à la population, parler, exposer ses idées ; c'est à la population de contrôler les prix, la production. Les syndicats, par exemple, doivent s'opposer à la falsification des aliments, à la fabrication de produits de mauvaise qualité pour la consommation. Que les syndicats discutent, que les ouvriers dénoncent et s'opposent à la production de produits trafiqués qui font du mal à la population. Le patronat et la bureaucratie vont dire, oui, mais alors on ne peut plus donner du travail". Qu'on les exproprie ! que l'entreprise passe aux mains de l'Etat.

L'appel à un front unique de tous les partis ouvriers est un centre fondamental. Nous appelons les gens à voter pour notre Parti, afin que celui-ci dispose des moyens les plus solides pour mener de l'avant la politique de front unique : Front Unique des partis de la classe ouvrière, des partis populaires et des syndicats, avec un programme d'expropriation des capitalistes, de production pour les besoins de la population. Que tout le monde intervienne, pas seulement les maris, mais aussi les ménagères, les jeunes, pour discuter ces problèmes, former des conseils d'usines, des comités de quartiers. Dans la commune, se trouvent posés tous les problèmes du capitalisme belge (...)

J. POSADAS
août 1976

DANS LE PROCHAIN NUMERO DE "LUTTE OUVRIERE" NOUS PUBLIERONS UN IMPORTANT ARTICLE DU CDE J. POSADAS SUR LA SITUATION ACTUELLE EN CHINE.

EDITORIAL

PLEINE DEMOCRATIE SYNDICALE ET COMITES UNISSANT USINES ET QUARTIERS POUR CONTINUER LA LUTTE CONTRE LE GOUVERNEMENT TINDEMANS.

belge – comme l'explique j' Posadas dans le texte que nous publions dans ce numéro – est parmi les grands pays capitalistes celui qui reçoit plus profondément et directement le choc de la crise mondiale ; dans l'immense restructuration, rationalisation que font les grands monopoles, la Belgique ne compte plus pour grand-chose. Cela est très clair dans l'industrie sidérurgique par exemple où la plupart des entreprises de Charleroi ou Liège vont faire les frais de la rationsliation européenne de l'acier ; cela va signifier des milliers d'ouvriers à la porte. Il en est de même dans les verreries, dans la construction métallique, dans plusieurs secteurs de la métallurgie.

La classe ouvrière sent la profondeur de cette crise, et qu'on ne peut plus y répondre avec l'une ou l'autre revendication : il faut passer à l'offensive, et unifier toutes les forces du mouvement ouvrier pour le faire. La lutte contre le truquage de l'Index est très importante et nécessaire, parce qu'elle empêche le capitalisme d'aller plus loin dans ses attaques contre les travailleurs et toute la population travailleuse. Mais cela ne suffit pas. Les syndicats, en front unique avecc les partis ouvriers et avec la gauche chrétienne, doivent discuter un plan que le mouvement ouvrier propose pour diriger le pays, pour changer toute la structure économique et produire en fonction des besoins de la population et en faisant des échanges avec les pays socialistes et les pays du "tiers-monde". Pour assurer le développement de l'économie et le progrès de la Belgique, il faut exproprier les grands capitalistes, les banques, instaurer le contrôle ouvrier sur la production, et mettre en plase un Gouvernement de gauche qui appliquera toutes ces mesures. Tout ce programme n'est pas une issue pour l'immédiat. Mais il faut le préprarer dès maintenant pour donner confiance aux travailleurs et aux masses que les actions actuelles ne vont pas être utilisées par les directions syndicales et politiques pour maintenir le statu quo, ou par la droite socialiste, pour participer à nouveau à un gouvernement capitaliste, et maintenir en vie le régime capitaliste.

Simonet a ouvert la campagne électroale du Parti Socialiste à Anderlecht, en offrant les services à la bourgeoisie, pour participer à un gouvernement avec d'autres forces politiques capitalistes et administrer la système comme le fait la social-démocratie en Allemagne. Tindemans, la direction du PSC compte sur la droite socialiste pour contenir les actions des masses, et sur la bureaucratie syndicale pour disperser les forces ouvrières.

C'est toout cela que l'on peut et que l'on doit empêcher, en organisant les tendances de gauche dans le Parti Socialiste, dans les syndicats et en développant, dans toutes les entreprises et dans les quartiers, le fonctionnement de la démocratie syndicale, de la démocratie ouvrière :

C'est tout cela que l'on peut et que l'on doit empêcher, en organisant les tendances de gauche dans le Parti Socialiste, dans les syndicats et en développant, dans toutes les entreprises et dans les quartiers, le fonctionnement de la démocratie syndicale, de la démocratie ouvrière : Plus les gens pourront prendre des initiatives, participer, intervenir, donner des idées dans toutes les discussions, sur tous les problèmes, et plus on sentira la force réelle qui existe au sein des masses pour contre-carrer toutes les manoeuvres des tendances droitières des organisations ouvrières, et pour les mettre en échec.

Les ouvriers, les gens dans les quartiers ont vu avec beaucoup de sympathie l'initiative qu'ont pris les travailleurs de Nivelles et La Louvière de vendre directement des produits alimentaires à un prix très bas ; même si cela ne résout pas les problèmes, mais c'est un pas en avant pour organiser les forces des travailleurs. Il faut discuter dans les assemblées d'usines, dans les quartiers, comment imposer, d'office l'application de l'Index, sans attendre ni se soumettre aux négociations que font les capitalistes dans les sommets : si tout le quartier et les usines décident le contrôle ouvrier sur les prix, personne ne pourra empêcher de l'appliquer ! Il faut faire des organismes dans lesquels les gens discutent et interviennent : les jeunes, les chômeurs, les pensionnés, les ménagères, les ouvriers, les employés, les petits commerçants : il faut former des comités de quartier qui décident, dès maintenant : bloquage des loyers, bloquage du prix du gaz et électricité et bloquage des prix de consommation. Avec des actions où tout le monde intervient, c'est possible d'imposer toutes ces mesures.

Voilà ce que doivent faire les organisations syndicales : alors il n'y aura aucune faille dans le front commun syndical, mais une unité complète parce que les travailleurs chrétiens, socialistes, communistes, trotskystes, sans parti veulent la même chose : ne pas faire les frais de la crise capitaliste ! Dans des comités de quartiers, des comités d'usines, des comités qui relient les usines et les quartiers, tout le monde doit participer, toutes les tendances anticapitalistes donnent leurs propositions, leur idées, leur programme pour faire ensuite ce qu'il y a de meilleur pour arriver à la victoire.

Les dirigeants syndicaux ont fait des appels très formels aux ménagères. Aucun d'eux n'est allé dans les rues, sur les marchés, aux maisons des gens pour appeler à leur participation, parce qu'ils net tiennent pas à ce que les masses interviennent. Mais la démocratie syndicale et la démocratie ouvrière est un aspect essentiel de la lutte pour obtenir le triomphe des revendications, et même pour imposer réellement le respect et l'amélioration de l'Index, et une réelle échelle mobile des salaires !

Nous appelons les camarades de la gauche socialiste, du Parti Communiste, de la gauche chrétienne, les secteurs qui ont fait un front de la gauche pour les prochaines élections communales, à faire ces propositions, à faire avancer ces idées. Les Simonet et tous ces dirigeants droitiers du PSB et de la FGTB ne représentent en rien ce que pensent les masses socialistes et la classe ouvrière. Il faut permettre à cette opinion publique ouvrière de s'exprimer et de peser sur le reste de la population pour préparer les prochaines luttes.

8.9.76

Ed. res. C. Polet 5, r. du Château d'Eau
6080 Montignies/s/Sambre.

VIENT DE PARAITRE

REVUE MARXISTE

Organe du Secrétariat International de la IVe Internationale Trotskiste- Posadiste

Xe CONGRÈS MONDIAL DE LA IVe INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

* *Rapport sur l'Europe (cde. Bernard)*
* *Rapport sur l'Amérique Latine (cde. R. Marquez)*
* *Rapport d'Organisation :*

"LE PROCESSUS MONDIAL REVOLUTIONNAIRE ET LA FONCTION DE LA IVe INTERNATIONALE."
23-7-75 ***J. POSADAS***

3 *août 1976* *2e partie*

J. Posadas

LE MARXISME SEUL INTERPRETE DE CETTE EPOQUE REVOLUTIONNAIRE DE L' HISTOIRE

LES ELECTIONS COMMUNALES A CHARLEROI

POUR QUE LA POPULATION TRAVAILLEUSE INTERVIENNE SUR TOUS LES PROBLEMES : VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LA LISTE TROTSKYSTE-POSADISTE !

lation : si tout le quartier décide de refuser toute augmentation des loyers, du gaz, de l'électricité, ou refuse de payer les prix indiqués dans les magasins, et en particulier dans les grandes surfaces ; alors on peut imposer, tout de suite, des mesures de contrôle sur les prix, le contrôle ouvrier ! En même temps, il faut discuter, dans les assemblées de quartier et d'usines, que ces mesures ne sont pas suffisantes pour résoudres les problèmes par elles-mêmes et qu'il faut les unir à un programme qui englobe tous les problèmes de l'économie : qui doit diriger l'économie ? les capitalistes qui ruinent le pays parce qu'ils ne peuvent que faire la course au profit et la concurrence ? ou la classe ouvrière, qui ne va pas utiliser la production pour devenir plus riche elle-même, mais pour en faire profiter toute la population. Quand les ouvriers de Glaverbel, des Grès Guérin, des gaufreries, de la laiterie d'Auvelais, ont occupé leur usine et ont vendu la production, ils en ont fait bénéficier tout le monde, tout en se payant normalement. Ils montraient que c'est quelquechose de possible : qu'on peut se passer des capitalistes et faire marcher l'entreprise entre les travailleurs. C'est la même chose sur le plan de la commune, où la population connaît tous les problèmes et peut développer beaucoup d'initiatives pour imposer des conquêtes contre le pouvoir central de la bourgeoisie, contre les patrons, contre les gros commerçants, contre les dirigeants politiques de la bourgeoisie. En présentant notre candidature aux élections communales de Charleroi, les trotskystes-posadistes veulent se faire les porte-parole de cette volonté et cette capacité de discuter et décider de la population travailleuse, au travers d'un conseiller communal trotskyste, et aider à l'organisation de toutes ces actions directes dans les quartiers de Charleroi.

Nous appelons tous les travailleurs qui mènent toutes les luttes dans le camp syndical à discuter, de la même façon, sur les élections communales. Nous appelons les camarades communistes, socialistes, chrétiens de gauche à le discuter dans leur organisation, à impulser des changements dans leur propre parti. Et nous appelons tous les camarades de l'avant-garde syndicale, ouvrière, étudiante, intellectuelle, les camarades qui pensaient s'abstenir dans les élections en croyant que celles-ci ne servent à rien, à voter et faire voter pour la liste trotskyste-posadiste, et à nous aider à développer le plus largement possible la campagne électorale et convaincre le plus grand nombre de travailleurs à appuyer la liste trotskyste et à faire sentir que ce vote a une grande importance et va avoir un bon effet pour élever toutes les luttes qui vont venir bientôt. Nous appelons les camarades des groupes "gauchistes", de la LRT, de Clarté-L'Exploité, d'Amada, de Lutte des Métallos, de la Nouvelle Défense, de tous les groupes d'action syndicale, du Comité de Solidarité Hanrez, à participer pleinement à cet objectif que propose notre Parti aux élections communales et à appuyer la liste trotskyste.

PRESSE TROTSKISTE

ALGERIE
REVOLUTION SOCIALISTE - Organe du Groupe IVe Internationale.
ALLEMAGNE
ARBEITER STIMME - Organe de la section allemande de la IVe Internationale.
Paul SCHULTZ - Postfach 4392, Frankfurt/M - 16.
ANGLETERRE
RED FLAG - Organe du Revolutionary Worker's Party, 24, Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.
ARGENTINE
VOZ PROLETARIA - Organe du Partio Obrero (T).
BELGIQUE
LA LUTTE OUVRIERE - Organe du Parti ouvrier révolutionnaire (T), C Polet - B.P. 273 Charleroi I.
BOLIVIE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (trotskiste).
BRESIL
« Frente Operaria »
Organe du Partido Operario.
CHILI
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).
CUBA
VOZ PROLETARIA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T) - Montes 12, ap. 11, Piso 2. Habana (Cuba).
EQUATEUR
LUCHA COMMUNISTA - Organe du Partido Communista Revolucionario (T).

ESPAGNE
LUCHA OBRERA - Organe du Partido Obrero Revolucionario (T).
GRECE
KOMMUNISTIKIPALI - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T).
ITALIE
LOTTA OPERAIA - Organe du Parti Communiste Révolutionnaire (T) Pietro Leone - Casilla 5059.
00153 Rome Ostiense.
MEXICO
VOZ OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T).
Jose L. Hernandez - Apdo. Postal - Num. 66-587, Mexico 12 DF.
PEROU
LUCHA OBRERA - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Apartao 5044 Correo Central, Lima.
URUGUAY
FRENTE OBRERO - Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire (T) Montevideo.
REVISTA MARXISTA LATINO AMERICANA - Organe du S.I. de la IVe Internationale.
EUROPEAN MARXIST REVIEW - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en anglais, 24 Cranbourn Street, Leicester Square, Londres.
REVUE MARXISTE EUROPEENNE - Organe du B.E. du S.I. de la IVe Internationale. Edition en français, 63, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie.

CORRESPONDANCE

BELGIQUE :

POLET, B.P. 273
6000 Charleroi Sud
CCP Pôlet 000-0976234.26

La mort de Mao-Tse-Toung, l'unification du mouvement communiste et la situation mondiale

J. POSADAS

(Voir en page 2)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB – 15e ANNEE – N° 273 5 OCTOBRE 1976 – HEBDOMADAIRE

DANS LES ELECTIONS ET DANS LES MOBILISATIONS OUVRIERES : METTRE EN ECHEC LE GOUVERNEMENT TINDEMANS

La volonté de lutte de la classe ouvrière, les grèves qui s'étendent à plusieurs secteurs, ouvriers et employés et aussi aux enseignants et aux étudiants, exercent une pression de plus en plus forte sur toutes les directions des syndicats, comme du Parti Socialiste et vont obliger à une discussion plus profonde dans tout le mouvement ouvrier sur le programme et les moyens pour répondre à la crise capitaliste et au plan anti-ouvrier du gouvernement Tindemans. Il y a aussi la situation de tout le capitalisme mondial qui se détériore et augmente la crise à l'intérieur des organisations ouvrières. Les élections en Suède, avec le recul du Parti Socialiste, vont, elles aussi, obliger le courant de gauche socialiste, syndicale à intervenir, discuter les raisons de cette crise et le programme nécessaire pour le progrès vers le socialisme. Les élections communales du 10 octobre vont être, même de façon lointaine, un reflet de l'aiguisement de la lutte de classes en Belgique, en même temps qu'un point d'appui pour renforcer le courant de gauche.

L'impérialisme américain et mondial a subi un nouvel échec en Afrique Australe, en espérant s'appuyer sur une petite couche de privilégiés noirs pour former avec eux un futur gouvernement en Rhodésie. Le triomphe de la révolution en Angola, au Mozambique a donné beaucoup de forces aux masses des autres pays d'Afrique, qui se sentent appuyées par les Etats ouvriers, Cuba et l'URSS en particulier, et affrontent l'impérialisme sans accepter aucun compromis. C'est un coup très grand porté à l'arrogance de l'impérialisme yankee, ainsi que des bourgeoisies européennes qui perdent en Afrique tout ce qui leur restait. La crise du capitalisme en Europe s'en trouve encore plus grande. Elle s'exprime dans la chute de la livre et de l'impérialisme anglais, dans les conflits chaque fois plus brutaux entre les pays capitalistes qui devraient "faire le Marché Commun". Pour essayer de se sauver, le capitalisme doit faire payer sa crise aux masses travailleuses. Mais il n'y parvient pas, parce que la classe ouvrière et toute la population oppose une résistance générale à tous les plans "d'austérité" capitaliste, que ce soit en France, avec la préparation de la grève générale du 7 octobre ; en Angleterre où la classe ouvrière se rebelle contre la politique bourgeoise de la direction travailliste ; en Italie, où les masses communistes se révoltent également contre la politique bourgeoise de la direction travailliste ; en Italie, où les masses communistes se révoltent également contre la passivité et le "compromis historique" que fait la direction du PCI et elles veulent pousser le PC à une politique anti-capitaliste ; et en Espagne, où la lutte pour les droits démocratiques, joint à la lutte pour ne pas faire les frais de la crise capitaliste, mobilise des centaines de milliers de travailleurs dans tout le pays.

Dans ce processus qui se radicalise dans toute l'Europe, le recul – faible – du Parti Socialiste en Suède, comme celui du Parti Socialiste Italien, ne signifie pas un recul de la volonté socialiste des masses, mais une crise du programme et de la politique de la social-démocratie. C'est cette politique qui est mise en échec ; l'Angleterre en est la manifestation la plus vive. Il faut prendre des mesures d'expripriation du capitalisme, des banques, de contrôle ouvrier sur la production, planifier l'économie en fonction des besoins de la population, pour sortir de la crise. Autrement, la bourgeoisie ne fait qu'utiliser les directions socialistes pour gérer un gouvernement capitaliste, qu'elle-même n'a plus assez de force pour diriger directement.

En Belgique, la bourgeoisie cherche la même chose et la droite du PSB voudrait se servir du résultat des élections communales pour augmenter ses prétentions dans un futur gouvernement de centre-gauche avec le PSC-CVP ; Leburton, Simonet se posent en candidats "meilleurs" gestionnaires du système capitaliste que la propre bourgeoisie. Ils conduisent aussi le Parti Socialiste à une impasse s'ils gardent l'initiative. Il y a une lutte importante au sein du PSB, dans laquelle il est nécessaire que toutes les forces de gauche, dans et hors du Parti Socialiste interviennent résolument, pour appuyer et stimuler la gauche socialiste à s'organiser, à intervenir et à mener une lutte sur le plan d'un programme anti-capitslite, et à s'unir beaucoup plus profondément aux luttes que la classe ouvrières est en train de mener dans de nombreuses entreprises. Pendant que Leburton a fait son discours de sauveur de la bourgeoisie à Charleroi ; le PSB invite François Mitterand pour clôturer la campagne électorale à Liège. Mitterand, cela veut dire : un programme de 13 points de nationalisations des grandes entreprises capitalistes, l'union de la gauche, la lutte pour un gouvernement de gauche.

Cette discussion est nécessaire dans le parti socialiste en Belgique : pour donner une réponse à la crise actuelle dans la sidérurgie, dans les verreries par exemple, c'est nécessaire de poser l'étatisation de toutes les entreprises sidérurgiques et des verreries, leur fonctionnement sous le contrôle de la classe ouvrière et la reconversion de leur production en fonction d'un plan qui servira les besoins de la population en premier lieu. Une telle conclusion s'impose de plus en plus dans le mouvement ouvrier : le front commun syndical de la sidérurgie propose maintenant de mettre cette industrie en "régie publique" ; les syndicats chrétiens mettent en accusation la structure même du système capitaliste qui recherche le profit et posent la nécessité de soustraire la sidérurgie à l'anarchie capitaliste : tout cela montre une élevation dans le programme pour faire face à la crise. Mais ces changements ne sont pas conséquents, ni de la part

Suite page 4

Les elections et les groupes «gauchistes»

Dans ces élections, nous pensons que Amada, présente un programme incorrect. Nous n'appelons pas à voter pour eux, ni à les appuyer, ni à Charleroi, ni dans le reste du pays. Ce programma réprésente en fait, une proposition d'alliance avec des forces capitalistes. Ils centrent toute leur campagne contre l'Union Soviétique, en la présentant comme l'ennemi principal, plus dangereux que l'impérialisme américain et même que le capitalisme belge. Toute leur campagne est destinée à préparer les travailleurs belges à une invastion, à une guerre fomentée par les "socio-fascistes-russes" ? Nous invitons les camarades de TPO, AMADA a discuter dans leur parti, que ces positions sont inacceptables pour la classe ouvrière qui lutte, et devra lutter encore contre les multinationales, contre les grandes sociétés capitalistes belges. Tous les problèmes que les ouvriers ont dans les usines, le chomage, les licenciements, les fermetures, les attaques contre le niveau de vie sont la responsabilité du capitalisme belge, et des gros banquiers. Ces responsables de la crise sont là et nulle part ailleurs. De plus il est indispensable de lutter sur le plan mondial pour l'unification du mouvement communiste URSS et Chine en premier lieu. Les Etats Ouvriers doivent représenter un exemple pour tout le mouvement communiste mondial.

Pour jouer un rôle utile dans la lutte de classes en Belgique, il faut aider à l'organisation d'un courant de l'avant garde ouvrière, aider à l'organisation d'une gauche syndicale et politique, dans le Parti Socialiste, dans le Parti Communiste, dans le mouvement chrétien. Les camarades d'AMADA et TPO ont joué un rôle utile en intervenant dans la grève des dockers et dans beaucoup d'autres actions contre la bureaucratie syndicale. Nous les invitons à développer cette discussion pour continuer à intervenir comme ils l'ont fait auparavant.

Nous faisons un appel particulier aux militants du PCMLB, qui appelle "L'exploité" tous les ouvriers de la région de Charleroi à voter NUL, à voter pour notre Parti, à faire voter pour notre Parti à Charleroi, Nous avons des désaccords politiques sur beaucoup d'aspects, mais nous pensons que ce vote ne signifie pas du tout accorder, de la confiance aux "moyens parlementaires", pour la transformation de la société. Mais il faut l'utiliser ce terrain comme une Tribune pour s'adresser à la classe ouvrière et ensuite pour en être le porte parole. Il faut voir également que la majorité des travailleurs votent, et ne veulent pas que leur voix soit une perte, ou aille renforcer les voix de la droite. Il faut donc intervenir dans cette réalité objective.

Nous invitons également les camarades de la LRT, à voter pour notre Parti à Charleroi, à appeler à voter pour tous les partis de la gauche PS, PC mais aussi Trotskiste-Posadiste à Charleroi. La réprésentativité ne se mesure pas au nombre de militants, mais au programme, à la continuité des idées, de la pensée marxiste, et de la participation, de l'intervention dans l'activité de l'avant garde ouvrière en Belgique et à Charleroi en particulier.

La participation aux listes d'unité est un fait important. En effet, l'unification de la gauche est une nécessité pour donner force aux luttes de la classe ouvrière. Un front de la gauche avec un programme anticapitaliste, qui donne une réponse ouvrière à la crise capitaliste est nécessaire. La raison essentielle de notre présentation aux élections à Charleroi est précisemment pour impulser la discussion sur cette nécessité dans le PS, dans le PCB e dans le mouvement chrétien.

Les listes unitaires auxquelles la LRT participe à Liège, dans U.P., et à Quaregnon-Wasmuel représentent un progrès, mais encore très limité. La limitation essentielles de ces listes est le manque d'un programme anticapitaliste global pour faire face à la crise, un plan ouvrier de développement du pays pour que l'économie soit au service de la population exploitée.

La LRT présente ces listes et leur programme comme une alternative politique qui doit se généraliser à tout le pays. L'alternative politique globale, passe inévitablement par un front politique entre le PSB, le PCB et les chrétien de gauche. Pour cela, il faut s'atteler à la tâcher d'aider la gauche socialiste, la gauche chrétienne à s'organiser. En Belgique, une tâche essentielle pour la gauche révolutionnaire est d'aider l'avant garde socialiste, les militants des sections socialistes d'entreprises, et même certains secteurs de la direction à développer dans le PSB, une gauche socialiste avec un programme à lui donner de l'assurance pour ce soit elle qui gagne des positions, pour empêcher à tout prix de nouvelles participation du PSB au gouvernement. Nous invitons les militants de la LRT a discuter objectivement avec tous les courants qui interviennent dans l'activité de l'avant garde ouvrière, et en particulier avec notre Parti, et non à nous "oublier" systématiquement dans leurs articles, et dans leurs interventions. Nous pensons que la tâche essentielle de la gauche révolutionnaire, et de la LRT également est d'aider aussi à l'organisation de l'avant garde communiste dans le PCB, et dans les chrétiens de gauche, sans croire que ni la LRT ni nous mêmes ne va se développer comme un "grand parti", comme le Parti de la classe ouvrière. La crise de direction en Belgique est le manque d'une direction révolutionnaire consciente, aucune des organisations ouvrières ne la représente, ni le PC, le PSB. Il faut la construire dans le Parti socialiste, et dans le Parti Communiste. Nous appelons les militants de la LRT à discuter tout cela dans leur organisation et à appeler à voter également pour notre parti aux élections communales de Charleroi.

Le 30 Septembre 1976

La mort de Mao-Tse-Toung, l'unification communiste et la situation mo

10 Septembre 1976 -- J. POSADAS

La mort de Mao Tsé-toung ne va pas changer de façon fondamentale, ni même partielle, le processus en Chine déterminé par les luttes internes. Bien que depuis quinze ans Mao Tsé-toung n'intervenait plus dans aucun problème important, n'avait ni positions, ni analyses, il n'en était pas moins un centre politique et coordinateur de tendances. Sa disparition laisse un vide et va impulser ces tendances à s'affronter de façon plus aiguë et plus ouverte. Le degré de l'affrontement sera déterminé entre autres par la base de ces tendances, qui jusqu'à maintenant n'apparaissait pas comme solide.

Ghiao Kuan-Hua vient de déclarer que « dans une société de classes, la guerre est inévitable », c'est-à-dire inévitable entre le capitalisme et les Etats ouvriers. Il accuse l'URSS de vouloir faire la guerre, mais d'une façon très indirecte, car ce qu'il pose est avant tout la lutte de classe », et « la guerre de classes ».

Ce processus doit produire des changements en Chine, où n'existent ni vie politique, ni vie syndicale, et où les interventions sur les problèmes mondiaux ne sont pas faites en fonction des besoins de l'Etat ouvrier, mais en fonction des besoins des couches bureaucratiques dirigeantes. L'appui à la Junte fasciste du Chili, l'appui à l'OTAN, ne répondent pas aux besoins de l'Etat ouvrier. Il ne s'agit pas d'erreurs ou de confusions, mais de positions contre-révolutionnaires qui expriment l'existence de couches bureaucratiques ayant de profonds intérêts à défendre, comme il en fût avec Staline au moment où il est intervenu contre la révolution, en livrant la révolution espagnole.

Mais il n'existe déjà plus de conditions pour un Staline. Aujourd'hui la situation est plus agitée, et pousse à l'unification des Etats ouvriers, ou au moins à leur planification économique et militaire commune. Il n'y a pas de place pour la droite car le capitalisme ne supporte aucune alliance, aucun accord durable. Dans chaque pays capitaliste la crise et la révolution avancent. La discussion qui domine en Allemagne dans cett campagne électorale porte sur ce qu'il faut faire avec l'autre Allemagne. Cela indique une opinion publique très profonde, qui reçoit l'influence de l'Etat ouvrier allemand.

La disparition de Mao Tsé-toung va stimuler une intervention plus ouverte de tous les courants, même s'il faut attendre un certain temps pour voir comment la situation va se développer. Un courant essentiel va apparaître très rapidement pour rétablir l'alliance avec l'Union Soviétique. Ce sera une des formes les plus profondes des changements qui vont se manifester et du mûrissement du processus de la révolution politique en Chine. S'il existe à court ou à long terme — mais surtout à court terme — un rapprochement avec l'Union Soviétique, cela va créer une nouvelle situation mondiale. L'impérialisme n'aura plus un centre sur lequel s'appuyer, spéculer, et jouer. D'autre part, il faut considérer que la Chine même sans être très conséquente dans les faits soutient la « dictature du prolétariat », l'« internationalisme prolétarien », la « construction du socialisme » et l'« intervention des masses populaires ». Même si elle n'applique pas ces principes — parce qu'appuyer le Chili ou l'OTAN n'est pas faire montre d'internationalisme prolétarien — elle doit de toutes façons les soutenir, et cela va peser dans le mouvement communiste mondial. Leur position résulte de concessions faites à différents courants dont ils doivent permettre l'expression, bien qu'ils fassent une toute autre politique.

Ces concessions sont adressées à des couches du parti qui désirent sauvegarder ces principes. Il ne s'agit pas simplement d'éloges adressés aux paysans, ou aux autres gens, mais de positions prises en tenant compte du parti. Il s'agit de défendre des principes vitaux pour la révolution et qui expriment des positions nécessaires et justes : « la « dictature du prolétariat » et l'« internationalisme prolétarien ». Cela va avoir deux conséquences très importantes ; d'abord un accroissement des forces du mouvement communiste mondial, des positions programmatiques et ensuite, une correction de la position chauvine et réactionnaire des Chinois. Cela va réanimer la discussion. Une étape va s'ouvrir dans laquelle nous devons intervenir d'une façon très profonde, avec beaucoup de doigté, de flexibilité afin de peser dans le mouvement communiste mondial, dans le mouvement socialiste, nationaliste et catholique. Ce processus en Chine va impulser la gauche.

Il faut en même temps observer la réaction de l'impérialisme. Celui-ci ne s'appuyait pas sur Mao Tsé-toung, mais sur les couches du parti qui continuent d'être bureaucratiques. Le départ de Ten Shiao-Ping, ou les derniers affrontements dans les usines avec une partie de l'armée, indiquent une lutte assez aiguë. Elle n'apparaît pas à la surface de façon programmatique, mais c'est une lutte très grande qui sera publique, même si ce n'est pas immédiatement. Les conditions ne changent pas avec la mort de Mao Tsé-toung, mais des forces contenues vont se libérer. Elles n'ont pu par manque d'autorité, de programme, de politique, le faire d'une autre façon. Si ces forces avaient eu un programme et une politique, il n'aurait pas été nécessaire d'attendre le moment de cette mort. Dans la mesure où il n'en a pas été ainsi. Mao Tsé-toung a continué à jouer un rôle fondamental, car il substituait programme et politique. Lui seul représentait programme, parti, tradition, persévérance. Il concentrait les forces et déterminait les décisions politiques, contenant le fonctionnement et la vie qui permettent de développer les tendances révolutionnaires. Il les contenait du fait de son autorité et de son poids, mais aussi du fait du manque de Parti Bolchevique. Staline a pu exercer son pouvoir en URSS, une fois le Parti Bolchevique assassiné. Avant il ne pouvait le faire car on discutait du programme, de la politique, des expériences, le parti discutait en congrès. Il n'y a rien eu de cela en Chine ; il n'y a pas eu de Parti Bolchevique.

La mort de Mao Tsé-toung va impulser énormément les discussions et altérer les relations de forces mondiales, même si ce n'est pas dans l'immédiat. Cela va dépendre du degré de lutte intérieure, des accords entre les tendances les plus fortes. Même avec Mao Tsé-toung, la droite avait pas mal de force. Sa mort va indubitablement stimuler la lutte.

La bureaucratie n'est pas le résultat de ce processus, car c'est elle qui l'a créé. Elle mène une politique déterminée par ses intérêts sociaux. Au départ, la bureaucratie peut ne pas avoir de tels intérêts. Elle peut ne défendre au début que des intérêts politiques, mais elle va se trouver rapidement entraînée derrière des couches sociales dont les intérêts sociaux sont l'usufruit de l'Etat ouvrier. Il ne s'agit pas simplement de confusions et d'erreurs, que la réalité pourrait corriger, mais d'intérêts sociaux.

La bureaucratie est une couche sociale qui s'empare du pouvoir et dont une partie est insérée à l'intérieur du capitalisme, de la conception de la propriété privée, de l'usufruit privé. Elle crée la politique en affirmant ce type d'intérêts et en devient par la suite prisonnière. Il en a été ainsi de Staline. Mais nous ne sommes déjà plus à l'époque de Staline. La bureaucratie ne peut plus agir de la sorte. Elle peut encore mener une politique bureaucratique, mais l'ensemble du monde ne lui permet pas de s'affirmer, de se stabiliser et de se développer. Aucune bureaucratie dans aucun pays du monde ne peut se maintenir pour beaucoup de temps ; elle ne peut donc s'étendre mondialement. C'est pour cette raison que l'Albanie, et la Chine en partie, reculent. Il n'y a plus aucune place pour un Staline.

Ce processus va mettre à nu une série de problèmes, comme celui de l'intervention des syndicats en Chine, qui jusqu'à maintenant n'existe pas. Il va se poser également le besoin d'éliminer l'Assemblée Nationale chinoise, en lui opposant un fonctionnement plus lié à la forme soviétique. Le principe de la « révocabilité des mandats » — que les Soviétiques appliquent quoique de façon non conséquente — doit aussi passer dans les faits en Chine. Chaque candidat doit se présenter sur un programme, avec une politique. Ils vont devoir reprendre et réanimer les principes de la révolution politique et des soviets.

Les raisons de l'assassinat de Lin Piao vont sans aucun doute apparaître à la lumière. Là n'est pas le plus important. Ce qui l'est par contre est le besoin de réanimer la discussion politique en fonction de la nécessité de revenir aux principes. La mort de Mao ne crée pas la discussion, mais la permettra dans la mesure où il avait l'autorité pour la contenir. Ce centre d'autorité une fois disparu, les tendances vont pouvoir se donner libre cours. Mais dans la mesure où il s'agit de tendances qui ont peur les unes des autres, un contrôle pourra s'exercer, mais la situation n'en éclatera pas moins de toutes façons. Il est symptomatique et important que le peuple chinois soit sorti dans les rues avec des banderolles rouges en chantant l'Internationale, alors qu'en URSS c'est une chose que l'on voit très peu.

Il faut aussi s'attendre à un changement dans les relations de forces avec l'impérialisme. Si les Chinois se lancent dans une lutte dure contre lui et même s'ils n'ont pas dans l'immédiat l'objectif de revenir à une union avec l'URSS, cela va modifier toutes les relations mondiales, tant avec le capitalisme qu'avec les Etats ouvriers. Cela va aussi obliger les Etats ouvriers à accentuer un retour aux principes soviétiques et peser sur les partis communistes. Tous les partis communistes conciliateurs et opportunistes vont avoir un poids moindre, car la Chine et l'URSS sont les deux centres essentiels sans lesquels le communisme n'existe pas. Même si tous les PC — y compris les deux plus grands, le Français et l'Italien — s'unissent, ils ne peuvent contrebalancer l'ingérence de la Chine et de l'URSS.

L'aspect fondamental à considérer avec la mort de Mao Tsé-toung réside dans les changements qui vont se produire dans le rapport de forces mondial, et à l'intérieur des Etats ouvriers. Ces changements ne seront pas immédiats, parce que le centre qui s'appuie sur la droite a une certaine force. La lutte intérieure ne va pas moins s'accentuer et les étapes vont se préciser d'une façon beaucoup plus nette. L'impérialisme utilisait la politique de la Chine, faisant montre à son égard d'une certaine complaisance, sans pour autant jamais cesser de reconnaître Formose et de lui donner des armes atomiques. L'impérialisme avait conscience que cette politique des Chinois était provisoire.

Cela va accentuer par conséquent la différence de niveau intérieure et favoriser les tendances qui cherchent une politique conséquente de classe. Cela ne va pas avoir lieu immédiatement mais le chemin s'ouvre parce que se précisent des idées, des expériences, des analyses qu'aucun d'entre eux n'ont de façon complète. Ni les Soviétiques, ni les partis communistes ne les ont. Ceux qui sont le plus proche de ces idées, de façon générale, sont les Soviétiques, ainsi que les Cubains, les Mozambicains, les Vietnamiens, mais ceux qui pèsent et déterminent sont les Soviétiques. Cela va par conséquent accentuer à l'intérieur de l'Union Soviétique les tendances les plus proches des intérêts de l'Etat ouvrier. Il ne faut pas s'attendre à des résultats immédiats, mais ils peuvent se produire à court délai.

Il faut tenir compte du fait que la bureaucratie chinoise et le gouvernement impérialiste nord-américain ont accepté la visite de Nixon en Chine. Tout avait été préparé, et le résultat en a été nul. Dernièrement presque tous les grands chefs du capitalisme mondial sont allés en Chine, sans résultats. Les Soviétiques ont au contraire déclaré il y a très peu de temps : « Des changements importants vont se produire en Chine ». La situation actuelle va favoriser énormément ces changements, et par conséquent les tendances révolutionnaires du monde — et entre autres nous autres — qui doivent discuter des idées, des expériences, de l'objectivité et du programme objectif. Si le centre, s'appuyant sur la droite, peut continuer à dominer — car la droite seule ne peut triompher — ce sera pour peu de temps, car ils n'ont pas de perspectives. La perspective de la Chine n'est pas dans la guerre contre l'URSS, mais dans l'élimination de l'impérialisme. Il n'y a déjà plus d'étape pour un Staline, comme il n'y en a plus non plus pour un Hitler. Ces conditions n'existent plus. Et même si Pie XII bénit les canons du capitalisme, l'Eglise doit se battre aujourd'hui dans son propre sein, cherchant à empêcher un secteur d'appuyer les mouvements progressistes ou à le faire taire. Un des centres de soutien du capitalisme se retourne aujourd'hui contre lui.

S'il faut d'un côté voir le progrès qu'a signifié pour la Chine l'intervention de Mao Tsé-toung, il faut aussi discuter la stagnation postérieure qui n'a pas été le seul fait de la Chine mais d'une étape antérieure de la révolution mondiale. Il y a eu stagnation politique, combinée avec un progrès économique et social. Dans les problèmes fondamentaux, la Chine a dû décider avec les Etats ouvriers. Même en prenant des positions erronées, quand il a fallu qu'elle décide, elle l'a fait avec les Etats ouvriers. Cela signifie que la structure de l'Etat ouvrier peut plus que la bureaucratie. Il ne peut déjà plus exister une bureaucratie de type Staline, parce que la révolution mondiale pèse sur la Chine et empêche la consolidation d'une couche étrangère à la révolution. Si celle-ci ne vit pas la révolution, elle meurt. C'est pour cela qu'elle essaie de contrôler et de programmer la révolution afin de ne pas dépasser les limites de son propre intérêt. Mais elle ne peut déjà plus le faire. Voilà pourquoi elle étouffe.

L'attitude bureaucratique des Chinois n'est pas nouvelle. Les Soviétiques ont fait la même chose auparavant, et le font également encore en partie maintenant. Ils mènent une politique de conciliation avec le capitalisme. Ce n'est pas une politique propre aux Chinois ; elle vient de la conception bureaucratique de la révolution. Cela ne peut déjà plus continuer ainsi parce que l'Etat ouvrier ne supporte pas la conciliation avec le capitalisme, et le capitalisme ne peut supporter la conciliation avec l'Etat ouvrier.

Il faut proposer des discussions publiques dans toute la Chine, dans les syndicats, les usines, à la campagne, sur les conséquences de la mort de Mao Tsé-toung, sa succession et le programme. Il faut un programme de front unique entre tous les Etats ouvriers se combinant avec un programme anticapitaliste, éliminer la politique d'appui au Chili, faire intervenir les syndicats, qu'ils fassent des assemblées, des réunions, des congrès, qu'ils adoptent un programme anticapitaliste et qu'ils fassent des appels aux masses du monde à la lutte contre le capitalisme. Il faut que les syndicats dans les usines et à la campagne fassent tout cela. Actuellement les syndicats sont annulés, n'existent pas. Le mouvement

n du mouvement ondiale s

s communes ne fonctionne pas non plus, alors qu'avant celles-ci fonctionnaient. ela signifie qu'il n'y a pas de vie politique organisée, mais des appareils qui bstituent le fonctionnement des cellules, du parti, des réunions dans les usines, s syndicats, et même de l'Assemblée Nationale, qui tout en étant une copie parlement bourgeois ne se réunit jamais. C'est l'appareil du parti qui substie tous les organes. Les Soviétiques ne critiquent pas, n'attaquent pas ce manque fonctionnement des organes en Chine, parce qu'ils doivent alors tirer les nclusions pour eux-mêmes. Mais le Vietnam, qui est à gauche des Chinois et s Soviétiques, est en train de pousser la Chine, et le développement de la uation en Chine va elle-même favoriser le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

Un programme qui accompagne le progrès économique de la Chine, qui est s grand, avec l'intervention politique des masses, est nécessaire. Il faut qu'il it dirigé à établir un accord entre tous les Etats ouvriers pour une planification commun, l'unification entre les Etats ouvriers en front unique contre le système pitaliste, et entre autre, plus particulièrement l'unification Chine-URSS.

Il faut lancer un appel aux partis communistes et aux Etats ouvriers pour 'ils interviennent en Chine, offrant le front unique, une série d'accords, la plaication, et qu'ils se dirigent également aux masses chinoises. Les syndicats viétiques et des Etats ouvriers doivent se diriger aussi à la direction, appeler à nifier contre le capitalisme en vue du règlement final des comptes. Le capitame prépare la guerre atomique comme dernier recours pour subsister ; il faut prévoir et s'y préparer en prenant l'initiative.

Il s'agit du règlement final des comptes entre le capitalisme et la révolution. s Etats ouvriers par conséquent doivent prendre l'initiative avec les mesures litaires nécessaires pour écraser l'impérialisme avant qu'il réagisse. C'est l'imrialisme qui va lancer la guerre atomique, quelles que soient les circonstances. n'a pas d'autre remède pour essayer de subsister. Les Etats ouvriers doivent r conséquent gagner un avantage historique, qui même étant d'une demi-heure, un avantage immense pour épargner des vies, des désastres et des catastrophes e la guerre de l'impérialisme va provoquer à l'humanité.

J. POSADAS — 10 septembre 1976.

La crise du gouvernement et du capitalisme en France...

(Suite de la page 4)

Il n'y a aucune mesure administrative ou de caractère local qui puisse résoudre cette crise. Il peut y avoir de petits palliatifs, sinon de très courte durée. Il n'y a pas d'autre moyen que d'empêcher le capitalisme de provoquer de tels maux. Aussi faut-il l'exproprier et faire en sorte que le Programme commun puisse s'appliquer immédiatement ; entre autres en ce qui concerne l'échelle mobile des salaires qui doit être appliquée chaque semaine sous contrôle de commissions ouvrières dans les usines.

Les patrons agissent ainsi. Ils augmentent tous les jours les prix. Ils veulent que leur capital augmente sans arrêt, sinon ils n'ont pas intérêt à investir. La population paye ensuite les conséquences. Voilà de quoi ce système est responsable. Le prolétariat doit appliquer l'échelle mobile des salaires, pour l'amélioration des conditions de vie. Et si le capitalisme ne peut payer, il faut l'exproprier, pour empêcher l'immense majorité de la population d'en subir les conséquences. Ce sont là des mesures qu'il faut prendre immédiatement.

La crise du capitalisme ne peut être combattue en réclamant une plus grande démocratie. Il faut exproprier tous les monopoles. Il ne suffit pas de crier à plus de démocratie. Il faut intervenir avec le programme et y inclure un plan d'ouvrages pour améliorer les services publics, en particulier les transports. Les masses perdent dans tous les pays capitalistes un temps fou pour circuler. Il leur faut parfois 3 à 4 heures de transport pour se rendre à leur travail. Il faut que ces heures soient payées. Une véritable démocratie doit prendre cela en considération, de la même façon qu'elle doit lutter contre la pollution de l'air, de l'eau, des aliments. Il faut lancer un appel à la discussion dans toutes les usines pour un front unique entre socialistes, communistes, gauchistes, posadistes. Il faut que tout le monde discute pour tirer des conclusions sur les moyens d'intervenir contre la crise du capitalisme et pour que la gauche aille au pouvoir.

Ce qui demeure le plus important de la situation en France est la décision du mouvement ouvrier, des partis communiste et socialiste d'intervenir pour peser davantage. L'attitude de la C.G.T. et du P.C. en particulier conduit à un affrontement inévitable avec le gouvernement, préparant ainsi les conditions pour comprendre que la seule solution réside dans des mesures globales.

J. POSADAS
29 août 1976

LA CRISE DU GOUVERNEMENT ET DU CAPITALISME EN FRANCE, LE PROGRAMME COMMUN ET LA GAUCHE AU POUVOIR

29 août 1976

J. POSADAS

La crise du gouvernement Giscard n'est pas le fond de la question de la situation qui se développe en France. Il s'agit tant pour la bourgeoisie que pour le prolétariat de savoir où aller. Pour nous, l'objectif le plus important de la discussion actuelle est le front unique basé sur le programme de l'Union Populaire, élargi cependant à une intervention démocratique plus profonde des masses. Là est aussi ce que nous proposons aux communistes et aux socialistes.

Les communistes qui ont pourtant l'habitude de formuler beaucoup d'analyses et de critiques, ne portent pas de véritable jugement sur cette crise du gouvernement, si ce n'est pour se moquer. Ils se cantonnent dans la répétition de formulations très générales qui ne répondent pas au besoin de programme qu'il faut mettre en avant. Il ne suffit pas de répéter Giscard... Giscard... Giscard, mais encore faut-il analyser qui est Giscard et si le nouveau gouvernement qu'il met en place est le même qu'avant, et dans ce cas, il faut alors se demander pourquoi il a changé ?

Quelle réponse du prolétariat ?

L'objectif central dans cette crise est de définir la réponse que doit y donner le prolétariat, compte tenu que la crise du capitalisme français est une expression de celle du capitalisme mondial. Un front unique est nécessaire, basé sur un programme qui réponde aux besoins immédiats des masses, tant en ce qui concerne les problèmes du travail, que ceux des salaires, les étatisations, la planification, à partir d'un élargissement de l'intervention démocratique des masses.

Il est juste que le chômage soit indemnisé, même si cela est facteur d'inflation. Il reste clair que le système capitaliste est fauteur de chômage et que les patrons doivent le financer. De même que l'Etat doit se charger de toutes les entreprises qui s'arrêtent et en assurer le fonctionnement sous contrôle ouvrier.

Il faut assurer l'échelle mobile des salaires et celles des heures de travail dans les usines qui menacent de fermeture. Il faut l'égalité des salaires pour les femmes, pour les jeunes. Un programme de subvention de l'agriculture est également nécessaire pour maintenir le niveau de vie des petits et moyens paysans, qui doivent sentir l'appui du mouvement ouvrier. Le capitalisme doit payer ! Il faut aussi montrer la nécessité d'un gouvernement de gauche s'appuyant sur un programme anti-capitaliste qui prenne en considération les intérêts et la vie des paysans.

Nous appelons dans ce sens à la formation de Comités dans les quartiers, les usines, sur tous les lieux de travail et d'habitation pour discuter de tous les problèmes de la crise y inclus dans l'agriculture. Il faut aussi discuter de la crise de la presse, de la concentration du pouvoir en peu de mains, à l'image de la concentration qu'opèrent les multinationales, comme moyen de préparer la guerre, la répression, les persécutions, l'élimination des libertés démocratiques. Ce sont là autant d'expressions de la crise et de la concurrence du système capitaliste.

Le capitalisme aspire à lancer la guerre, comme il l'a fait avec le fascisme, mais aujourd'hui il n'en a plus la force et cela, les communistes doivent le dire, sous peine de donner l'impression terroriste de la puissance de ces secteurs capitalistes.

Il faut par contre dire ce que doit faire dans ces conditions la classe ouvrière, comment elle doit organiser son pouvoir, son fonctionnement dans des organismes de quartiers, d'usines, dans les syndicats. De tels organes doivent permettre aux masses de discuter de tous les problèmes du pays, depuis ceux de la presse, des investissements, jusqu'à ceux de la crise totale du capitalisme. Il faut faire porter l'accent sur ce que peut faire la classe ouvrière, sur ce dont elle est capable, et sur la façon dont elle peut développer pleinement tout son pouvoir.

Les dissensions capitalistes

La crise du capitalisme français s'exprime d'une façon générale dans ce changement de gouvernement dont l'objectif est double. Tout d'abord de permettre au pouvoir de la bourgeoisie de se concentrer, pour pouvoir décider de mesures répressives à tout moment. Ensuite d'effrayer certains secteurs de la bourgeoisie avec les affrontements prévisibles avec la classe ouvrière. Giscard entend ainsi concentrer le pouvoir, tout en se soumettant aux ordres de l'impérialisme yankee, indépendamment du fait qu'il lui soit concurrent.

Il est bien certain qu'il existe dans la bourgeoisie différents secteurs, différents partis dont les intérêts sont divergents, en opposition et, chacun tâche de faire pression sur l'Etat pour que celui-ci les défende. Aussi la mesure de changement de gouvernement vise-t-elle avant tout à concentrer le pouvoir pour que le Président puisse décider de la politique la plus convenable à l'ensemble du système capitaliste mondial, et pas seulement français. Là sont aussi inclus les problèmes de la guerre. Il s'agit d'imposer aux secteurs les plus faibles les intérêts des plus forts, c'est-à-dire des grands trusts, des grandes sociétés multinationales que le gouvernement représente.

Les mesures qui seront prises en faveur de quelques secteurs de la petite-bourgeoisie le seront, en ce sens aussi, au détriment d'autres, et surtout du prolétariat. Ceci, en vue de maintenir une autorité sociale pour gagner du temps. Le gouvernement manque d'assurance. Il n'a pas non plus de plan défini pour imposer ses mesures. Il n'en cherchera pas moins à essayer d'imposer ses mesures contre le niveau de vie, contre l'emploi. C'est la crise du système capitaliste. Le nouveau gouvernement va chercher à maintenir le pouvoir central, une autorité pour trouver une solution à tous les problèmes qui se posent impérativement au système capitaliste mondial, en France plus particulièrement.

Ce qui est cependant hors de doute, est que Giscard a besoin d'un gouvernement sans contradictions, sans concurrence inter-bourgeoise, comme c'était le cas avec celui de Chirac. Il veut éliminer toute concurrence dans le gouvernement, en ayant sur lui un pouvoir de commandement absolu, en vue d'être prêt à répondre à toute éventualité.

Il est bien évident que contrairement à ce que disent Chaban-Delmas et Debré, il ne s'agit pas là du « dernier gouvernement avant de grands événements ». Ce gouvernement va tâcher de passer cette étape passablement difficile pour le capitalisme, pour qui la conclusion de toute cette situation est la nécessité de la guerre. Ils voudraient pouvoir contrôler la crise financièrement, mais cela est impossible.

C'est la première fois que le capitalisme doit financer le chômage pour soutenir le marché. Il s'agit d'une véritable subvention du marché pour empêcher qu'il s'effondre. Le fait que le capitalisme en arrive à de telles mesures — qui vont à l'encontre de l'accumulation du capital — montre à quel point il n'a plus d'autres possibilités. Si une telle situation ne trouve pas sous peu de solution, elle va inévitablement conduire à des mesures de guerre.

L'indemnisation du chômage ne peut durer longtemps, sous peine de désarticuler l'appareil

(Suite page 4)

La crise du gouvernement et du capitalisme en France...

J. POSADAS

de l'Etat ; et ce dans la mesure où les motifs d'inflation se trouvent sans cesse accrus. Il n'est pas possible de jeter ainsi de l'argent sur le marché, sans contrepartie dans la production, car cela conduit directement à l'inflation. Tout cela explique qu'elle soit si élevée actuellement.

Le capitalisme a par ailleurs peur qu'un tel niveau d'inflation n'entraîne des manifestations. Ils tendent l'oreille à gauche, mais n'en croient pas moins de façon erronée que le mécontentement provient seulement de l'inflation, du coût élevé de la vie, ou du chômage, alors que l'intelligence des masses va bien au delà. Elles se mobilisent consciemment pour un gouvernement de gauche.

Ce changement de gouvernement est loin d'être le dernier. Ils veulent faire là une tentative, pour faire pression et menacer des partis comme l'UDR, en les rendant responsables de toute crise qu'ils pourraient provoquer. La politique de de Gaulle n'est déjà plus valable. Elle était d'une autre étape. Ce n'est pas une éclosion française qui l'a fait chuter en mai 1968, mais un rapport mondial de forces qui s'est exprimé en France et qui se redéveloppe à nouveau aujourd'hui.

Voilà pourquoi nous avons dit que le mai français allait faire le tour du monde pour revenir en France, tout frais, plein d'expériences et d'assurance. Voilà pourquoi nous avons dit que le nouveau mai serait davantage politique et moins syndical. Le mai politique c'est l'Union Populaire. Voilà le nouveau mai. Il signifiera moins d'initiatives explosives, mais plus d'initiatives profondes et anticapitalistes. Les masses disposent aujourd'hui du programme de l'Union Populaire, d'un programme en 25 points dont treize au moins sont anticapitalistes.

Il faut considérer cette crise du gouvernement français comme faisant partie de la crise mondiale du capitalisme. Ils cherchent un gouvernement capable de faire face à cette étape de chômage, d'inflation, de grande agitation sociale, de perte d'appuis sociaux. Ils veulent pouvoir contenir le processus et se préparer pour les changements à venir.

Il s'agit là de dissidences au sein du capitalisme. Les différents secteurs de la bourgeoisie cherchent chacun la politique la plus adéquate. Mais tous, qu'il s'agisse de Chirac, de Debré ou de Giscard, sont d'accord pour réprimer, pour contenir, en dépit d'une certaine résistance de leur clientèle électorale. Ainsi s'explique la résistance d'un Chirac à certaines mesures présidentielles. Il doit tenir compte de sa clientèle électorale. Tout cela montre qu'ils ont peu de marge de manœuvre et que les décisions devront être prises à court terme.

Le nouveau gouvernement est un essai pour domestiquer les partis et imposer la politique de Giscard. En ce sens Marchais a raison lorsqu'il dit Giscard... Giscard... Giscard. Celui-ci signifie la mise en place d'une politique de crise du système capitaliste. C'est en ce sens que les critiques que l'on peut formuler à l'égard du changement de gouvernement, n'ont que peu de valeur. Dénoncer les préparatifs de répression est bien, mais insuffisant. Il faut opposer un programme concret, celui de l'Union Populaire et organiser les mobilisations susceptibles de l'imposer.

En ce sens, il est important que l'Union Populaire avance, sans rester dans une attente expectative comme encore récemment. Depuis plus d'un an et demi, ils posaient la nécessité de respecter la Constitution et qu'en cas d'élection de la gauche, celle-ci s'imposerait au Président qui devrait se démettre. Aujourd'hui par contre, ils sentent davantage que la Constitution est l'expression quotidienne de la volonté populaire.

Il faut un front unique qui réponde aux besoins immédiats d'amélioration des conditions de travail, de salaires, et d'élargissement des droits démocratiques. Il ne suffit pas d'accuser le gouvernement d'être fauteur de crise, de dénoncer qu'il se prépare à réprimer. Tout cela est vrai. Il faut voir aussi qu'ils veulent avec ce changement essayer de domestiquer les partis qui peuvent à n'importe quel moment provoquer une dissidence, capable d'entraîner une perte de majorité et d'obliger le gouvernement à une série d'arrangements, d'accords, de remise à plus tard de décisions, comme dans le cas de Porto-Rico.

Un pouvoir concentré pour décider

La réunion de Porto-Rico a pris des décisions très importantes, non tant du point de vue économique que d'une préparation ouverte vers la guerre. C'est pour cela que l'affaire sur la participation éventuelle des communistes au gouvernement italien a éclaté. Il est bien certain que cette explosion s'est produite parce que quelqu'un n'a pas été d'accord.

Le gouvernement Giscard signifie un pouvoir concentré pour pouvoir prendre des décisions sans dépendre des partis. Tel est le fond de la question. En n'expliquant pas les choses ainsi, les communistes n'aident pas à l'éducation des masses. Ce qui ne va pas sans danger, car il s'agit là d'un chemin plus directement tourné vers la préparation de la guerre.

Le gouvernement doit faire face à cette étape au chômage, à l'élévation du coût de la vie, aux réactions de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie. Une des raisons aux mesures prises par le gouvernement Giscard est évidemment de faire face à un mécontentement en train de se centraliser dans les partis et syndicats ouvriers. Les secteurs les moins intégrés jusque là à ce processus de concentration sont en train à leur tour d'avancer, en cherchant à établir des relations avec le mouvement ouvrier. De telles relations peuvent conduire à des mouvements organiques. Le paysan pauvre et moyen voit qu'il n'a pas la possibilité financière de faire face au capitalisme. De là toute une série de mobilisations. Il voit que le capitalisme ne peut plus mesurer le travail, ne peut plus le subventionner. Sa situation se détériore, tandis que les impôts augmentent et que la préparation de la guerre s'accélère.

Qu'est-ce donc la vente de réacteurs yankee au monde entier, si ce n'est des préparatifs de guerre ? De même en ce qui concerne le capitalisme français et ses ventes de réacteurs atomiques à l'Afrique du Sud. Les armes constituent sa principale exportation. S'il arrêtait de le faire, ce serait pour lui un nouvel approfondissement de la crise dans le pays. C'est aussi pour faire face à tout ce processus que le gouvernement a changé.

Face à toute cette situation, il ne suffit pas de crier contre le pouvoir personnel de Giscard. Indépendamment que cela soit vrai, il faut faire face, et dire comment. Il est bien évident que le gouvernement ne peut pas résoudre le problème du travail. Toutes les déclarations sur la « reprise » ne sont que mensonges. La crise continue. Grâce à des dépenses militaires ou étatiques, le capitalisme peut contenir ; rien de plus. Si les yankee ne peuvent faire la guerre dans l'immédiat, ils devront investir et ce sera sur le dos de pays comme la Belgique ou la Hollande, c'est-à-dire au prix du développement global du capitalisme.

Il leur est impossible de réanimer le marché, comme on le voit bien maintenant. Ils ne peuvent tout au plus qu'opérer la réanimation de deux branches de l'économie. Rien de plus. Ils ne peuvent accroître le pouvoir d'achat des masses, ce qui est pour le marché ce qu'il y a de plus fondamental. Il peut y avoir accroissement de la dépense étatique pour des dépenses de guerre ; mais ce sont là des frais non productifs ; autant dire de l'argent mort. A la base de l'inflation il y a avant tout les dépenses improductives de guerre.

La subvention du chômage montre l'immense faiblesse du capitalisme. Il doit en arriver là pour éviter une plus grande radicalisation des masses et surtout de la petite-bourgeoisie.

Le capitalisme utilisait dans le passé le chômage comme un moyen de pression sur la classe ouvrière, comme un moyen de répression. Aujourd'hui il est pour lui une source immense d'inflation. C'est grâce à leur lutte que les masses ont imposé la conquête de l'indemnisation du chômage, pour empêcher de voir leur niveau de vie baisser. Si d'un côté cela empêche une plus grande exacerbation de la lutte de classe, cela montre de l'autre le niveau de faiblesse atteint par le système capitaliste. Nous appelons en ce sens à ce que toute usine menacée de fermeture soit étatisée, et laissée en fonctionnement sous contrôle ouvrier.

Les causes d'inflation à cette étape sont multiples. Il y a non seulement les dépenses militaires, les frais de la répression, mais aussi la circulation des capitaux flottants à la recherche d'un profit immédiat. Il y a encore la concurrence mondiale intercapitaliste. Voilà les causes de l'inflation et non les salaires, comme le prétend la bourgeoisie. Les salaires n'ont rien à voir avec l'inflation. Ils ne sont que le moyen minimum de vivre du prolétariat. Le salaire n'intervient absolument pas dans l'augmentation des prix. Si le salaire pouvait être au-dessus des conditions d'existence du capitalisme, ce dernier ne pourrait pas fonctionner. C'est par contre bien le système capitaliste qui engendre le chômage, l'inflation, la déflation. Son système de production et d'accumulation en est le responsable.

Il n'y a pas dans le socialisme de possibilités d'inflation, dans la mesure où il n'y a pas accumulation de profits, mais accumulation au service du développement des conditions de vie. L'accumulation vise par contre en régime capitaliste à accroître le profit. C'est-à-dire qu'une partie de la production ne revient pas à la population sous forme d'argent. Elle reste aux mains du capitalisme. C'est là une des bases essentielles de la crise et de l'inflation.

Nous sommes à une époque où les capitaux flottants se multiplient et bouillonnent. Des milliers de millions de dollars circulent d'un pays à l'autre en quelques heures. Des agents du capital, experts économiques ou négociateurs politiques gouvernementaux, parcourent le monde pour offrir leurs capitaux. Ce sont les mêmes qui font la Lockeed. Tout cela montre l'existence d'une masse incroyable de capitaux parasitaires, qui ne savent pas où s'investir. C'est là une base énorme d'inflation que cache le capitalisme en voulant rejeter la responsabilité sur les salaires.

Le capitalisme n'a pas seulement organisé la réunion de Porto-Rico pour tâcher de se mettre d'accord. Il en a tenu bien d'autres qui ont échoué aussi. Tout cela montre une très grande résistance intérieure, une élévation de la crise et de la concurrence entre eux. Ainsi le capitalisme français doit-il concurrencer l'allemand et le yankee, tout en se soumettant aux plans de ces derniers, car il ne peut avoir d'issue indépendante.

Cette crise gouvernementale est un aspect de la crise du capitalisme mondial et français. Giscard veut domestiquer les partis, pour qu'ils soumettent leurs intérêts égoïstes à ceux essentiels du grand capital. Tel est le fond de cette crise. Voilà pourquoi Giscard veut imposer, menacer.

Un programme d'action pour le mouvement ouvrier

Il faut affronter cette situation avec un programme d'action du mouvement ouvrier, qui inclut les revendications sur les salaires, les conditions de travail, la diminution des heures de travail, le contrôle de la production, de l'alimentation en particulier. Il faut aussi poser le besoin d'un développement de la démocratie dans le pays ; il faut que les masses puissent intervenir sur tous les problèmes. La démocratie pluraliste ne doit pas être pour demain, mais pour aujourd'hui ! Il faut que tous les secteurs de la population interviennent. Le plan doit tenir compte du besoin de consommer toute la production agricole et que tous les excédents puissent être consommés à bas prix. Et que l'on ne vienne pas nous parler du libre jeu du marché, lorsque c'est précisément celui-ci qui permet aux grands trusts d'éliminer tous les autres.

Cette crise n'a ni solution, ni issue. Il n'existe aucun moyen pour le capitalisme d'y faire face. Aussi faut-il que l'Etat garantisse les rémunérations des petits producteurs, en empêchant l'intervention des grands monopoles. C'est le cas par exemple en Allemagne où un seul trust achète toute la production de pêche afin de jeter tout ce qui est nécessaire pour maintenir les prix.

(Suite page 3)

EDITORIAL

DANS LES ELECTIONS ET DANS LES MOBILISATIONS

des dirigeants syndicaux, ni des dirigeants socialistes qui avaient posé ce même problème au dernier congrès des socialistes wallons. Ils les font formellement et n'organisent pas les moyens pour les mettre en oeuvre réellement.

L'exemple de la sidérurgie de Charleroi est significatif : les dirigieants syndicaux se sont répandus en auto-critiques devant les travailleurs en colère, reconnaissant qu'ils avaient fair l'erreur de rester tranquilles en attendant que les patrons accomplissent leurs promesses etc... Mais ce n'est pas cela qu'il faut : au lieu d'une auto-critique, il faut la démocratie syndicale la plus complète ; il faut que les ouvriers dans les assemblées aient le droit de parler sans être interrompus, que toutes les tendances aient le droit d'intervenir dans les meetings, il faut établir ensemble, entre tous les travailleurs, les moyens d'action nécessaires pour mettre en échec les plans patronaux : il faut les 36 heures et même les 32 heures immédiatement : alors organisons les forces pour les prendre tout de suite, organisons directement le partage du travail entre tous les ouvriers pour que personne ne soit licencié ou mis au chômage. Si les patrons ne veulent pas payer, on occupe les usines et on les fait fonctionner sous contrôle ouvrier directement.

Il y a une radicalisation des directions syndicales, quand elles sont sous le feu direct de l'action ouvrière. Mais cela ne suffit pas par elle-même à changer le syndicat, ni les partis ouvriers. Il faut des organismes de la base, dans les usines, dans les quartiers, qui unissent les travailleurs socialistes, communistes, chrétiens, trotskystes, d'autres tendances révolutionnaires,, qui sortent des résolutions, des bulletins, des tracts en front unique. Il faut préparer la grève générale, de tous les secteurs de la population travailleuse, contre le plan Tindemans, mais lutter en même temps pour que les travailleurs dirigent directement toutes les actions eux-mêmes, et imposent ces changements dans leurs organisations syndicales, comme dans le Parti Socialiste. C'est la mobilisation des masses, leur intervention, leur activité, leur opinion, leur jugement qui sont la base fondamentale pour pouvoir développer une alternative anti-capitaliste ; la gauche socialiste et la gauche syndicale doivent s'appuyer pleinement sur toutes ces forces de la classe ouvrière pour mener la lutte dans le PSB comme dans le syndicat. Il faut prendre aussi la campagne électorale, les résultats mêmes de ces élections communales, comme un point d'appui pour développer toutes les luttes anti-capitaliste.

30/9/76

Ed. res. C. Polet 5, r. du Château d'Eau
6080 Montignies/s/Sambre.

L'ECHEC DE L'IMPERIALISME ET DES RACISTES EN RHODESIE ET LE PROCESSUS EN AFRIQUE REVOLUTIONNAIRE

26.9.76 J. POSADAS *(Voir en page 2)*

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB – 15e ANNEE – N°274 17 OCTOBRE 1976 – HEBDOMADAIRE

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE EN CONCLUSION DES ELECTIONS COMMUNALES

IL FAUT DEVELOPPER LE FRONT DES PARTIS OUVRIERS ET SYNDICATS ET DES TRAVAILLEURS WALLONS FLAMANDS !

LE CARACTERE POLITIQUE DES ELECTIONS COMMUNALES

Dans les élections communales, il y a eu une polarisation des forces – bien qu'à un niveau limité – qui reflète le progrès de la lutte de classes dans tout le pays ; et cela va continuer à s'exprimer dans la prochaine étape. Toute la presse bourgeoise, après avoir répété que les élections n'allaient avoir aucun sens politique, s'acharne maintenant à vouloir démontrer que la population a voté à droite dans une région et à gauche dans une autre, et à mettre dans la tête des gens que les "problèmes communautaires" sont les plus importants.

Les masses ont cherché à exprimer, sous diverses formes, leur mécontentement envers le gouvernement Tindemans, leur résistance à faire les frais de la crise capitaliste. Dans certaines régions wallonnes, elles l'ont fait au travers du renforcement du Parti Socialiste, et, partiellement, du Parti Communiste ; dans tout le pays, un secteur important s'est abstenu de voter; le progrès en voix du PSC et du CVP ne correspond pas à une influence plus grande de ces partis sur la population, sur la petite-bourgeoisie, mais à la centralisation de la bourgeoisie qui ne s'est plus éparpillée sur des listes locales, ni sur les listes fédéralistes. Par contre le maintien et l'avance du FDF à Bruxelles, est avant tout une protestation de la population envers la direction du Parti Socialiste et la recherche de défendre des droits démocratiques immédiats qu'elle sent menacés.

Cette polarisation des forces est restée assez limitée, fondamentalement, parce que les tendances de gauche ne se sont pas présentées unifiées, ni avec un programme anti-capitaliste, dans ces élections, et parce que le Parti Socialiste n'apparaît pas comme un centre homogène, dans tout le pays. A Bruxelles, les socialistes flamands se mettent sur les mêmes listes que des capitalistes flamands, dans la région flamande les dirigeants socialistes se montrent particulièrement dociles pour faire partager aux travailleurs les conséquences de la crise capitaliste.

L'AIGUISEMENT DE LA LUTTE DE CLASSES EN BELGIQUE

L'élévation de la lutte de classes est beaucoup plus forte que ce que les élections ont pu exprimer. Et elle se donne à l'échelle de tout le pays. La grève des enseignants et des étudiants contre le projet de loi Humblet-De Croo rencontre un appui très profond dans toutes les régions du pays. Lorsque les syndicats organisent une action nationale, celle-ci est suivie nationalement. Les problèmes posés par la crise capitaliste touchent toute la population travailleuse, sans différences entre les régions ou les "communautés" et partout les masses cherchent à y répondre, dans des actions de grèves, des manifestations, des occupations d'usines.

La classe ouvrière sent le besoin d'une riposte d'ensemble face à cette crise capitaliste et face aux plans d'austérité, à la Loi-Programme, aux mesures anti-populaires que le gouvernement Tindemans a pris et se prépare à prendre. C'est une lutte qui se développe dans toute l'Europe capitaliste ; la France et l'Italie montrent l'exemple à suivre pour la Belgique.

En France, la grève générale du 7 octobre a paralysé tout le pays ; en Italie la classe ouvrière déborde tous les freins des directions syndicales et part en grève générale contre le plan d'austérité capitaliste. Dans presque tous les pays d'Europe, ce sont les mêmes luttes, mobilisations, actions des masses pour ne pas faire les frais de la crise. Tout cela a poussé et pousse à développer les luttes en Belgique aussi. Mais les grandes forces de la classe ouvrière n'ont pas trouvé le moyen d'être pleinement représentées sur le plan électoral. L'influence et l'attraction de la classe ouvrière sur les secteurs petits-bourgeois est importante dans les luttes directes,

SUITE PAGE 4

LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS DE LA LRT

Camarades,

L'objectif de cette lettre ouverte est de développer une discussion objective, une polémique fraternelle avec les militants de la LRT, pour tirer les conclusions des élections communales, de la nécessité du front de la gauche, du front des partis ouvriers et des Syndicats avec un programme anticapitaliste.

Nous faisons un appel aux camarades de la LRT à discuter avec objectivité le résultat de la campagne électorale, de même que la présentation des listes. Systématiquement, pour n'importe quel évènement dans l'activité de la classe ouvrière à Charleroi, la "Gauche", ne dit pas un mot sur notre Parti. De même pour les élections communales, elle n'a pas dit un mot sur notre présentation aux élections ni sur le résultat obtenu comme d'ailleurs aucun journal de la gauche que ce soit communiste ou socialiste.

La "représentativité" ne se mesure pas au nombre de militants, mais à la continuité des idées, de la pensée marxiste, à la continuité de la défense du programme de transition, à la décision et l'audace que cela signifie pour un parti révolutionnaire de se présenter au élections avec toutes les difficultés qui existent. Voilà pourquoi nous avons du respect militant pour les camarades d'AMADA qui ont la décision de défendre leur idées en se présentant aux élections, même si nous ne sommes pas d'accord avec leur analyse politique, et leur programme électoral.

Les militants de la LRT doivent discuter, par contre, l'objectivité avec laquelle les posadistes interviennent, dans ces élections, et dans toutes les activités de la classe ouvrière, et du mouvement ouvrier à Charleroi. Avec très peu de moyens, nous avons fait une campagne électorale avec des meetings aux portes de toutes les usines, avec des tracts et manifeste électoral, avec des affices dynamiques dans tout Charleroi. Nous avons rencontré un appui politique dans les quartiers, dans les usines, nous avons vendu une quantité de journaux et publications dans les quartiers. Cette influence politique démontre la nécessité du programme que nous défendons : Front de la gauche avec un programme de nationalisations ; Nécessité de la démocratie ouvrière dans les communes po ur une économie au service de la population. Cette influence politique n'a pas trouvé de prolongements dans un appui organique aux trotskystes posadistes, parce que la classe ouvrière a cherché à peser dans les partis ouvriers socialiste, et communiste pour un changement global à échelle nationale. Mais le fait de s'être présenté et d'avoir développé cette campagne comme nous l'avons fait, représente un stimulant pour l'avant-garde socialiste, pour les militants de la gauche socialiste, pour les militants communistes qui sentent la difficulté de s'organiser dans le PSB, et dans le PCB pour que ces partis développent une politique et un programme d'unification, contre le gouvernement Tindemans. Notre présentation, et quel que soit le résultat a été très importante. La gauche socialiste, et communiste ressent ainsi que, même peu nombreux mais avec les analyses conséquentes et lō programme nécessaire, on gagne de toute façon. En force d'un parti révolutionnaire se trouve dans la capacité de pensée, dans la continuité des idées. Voilà quelle est notre force ! La capacité d'analyses marxiste, de théorie marxiste sur tous les problèmes du monde élaborée par le camarade Posadas. Ces idées sont discutées dans le monde entier, et dans les Etats Ouvriers, en Union Soviétique, en Chine également, ces analyses influencent les directions des partis communistes qui sont les centres décisifs. Nous invitons les camarades de la LRT à constater, qu'aucun de leur dirigeants, en Europe ou ailleurs, n'ont été capables de construire une équipe bolchévique mondiale, qui fonctionne dans tous les pays du monde sur la base des mêmes analyse et de la pensée marxiste. Chaque organisation liée à la LRT dans d'autre pays fait des analyses différentes, prend des positions politiques différentes sur les mêmes problèmes.

L'objectif essentiel du cde Trotsky, en construisant la IVème Internationale, a été de revenir aux sources du marxisme qu'a été le Parti bolchévique, la Révolution de 1917, les Soviets et l'Internationale communiste. Staline a détruit le fonctionnement comme Internationale. Le seul dirigeant trotskyste qui s'est préoccupé de construire un Parti International a été Posadas. C'est une Internationale de cadres qui fonctionne dans le monde, et qui influence les centres décisifs de la révolution mondiale, depuis les Etats Ouvriers, Cuba,Union Soviétique, Chine, Roumanie ; aux états révolutionnaires ; comme l'Algérie, le Yemen, la République Arabe Saharaouie Démocratique ; aux mouvements révolutionnaires nationalistes, d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie, aux grands partis communistes comme l'Italien et le français et aux partis socialistes.

SUITE PAGE 4

L'ECHEC DE L'IMPERIALISME ET DES R
EN RHODESIE ET LE PROCESSUS REVOLUT
EN AFRIQUE

L'Union Soviétique élève son intervention ; elle le montre actuellement en Rhodésie. Kissinger a lancé un avertissement aux Soviétiques, afin qu'ils n'interviennent pas. Ceux-ci lui ont répondu : "nous allons intervenir." "Mais nous en sommes à la détente !". "Oui, bien sûr, mais nous sommes aussi dans la révolution". Kissinger a dû supporter cela. La riposte soviétique l'a obligé, lui et Smith, à faire des concessions plus grandes.

Faire un gouvernement moitié noirs – moitié blancs, dans un pays de 5 millions de noirs et 250.000 blancs, cela n'est pas très pluraliste. C'est complètement absurde. Même ainsi, ce sont toujours les blancs qui décideront, car ils ont tout dans leurs mains. Ils ont intérêt à mettre au gouvernement quelques membres de l'opposition – ce ne seront pas tous des fantoches –, mais ce sera une opposition modérée. Tous les noirs qui entreront dans le gouvernement font partie de cet appareil, lié à l'impérialisme.

L'intervention de l'Union Soviétique est un évènement d'une haute importance. C'est l'indice de ce que tous les Etats ouvriers – la Chine incluse, même si elle attaque encore l'URSS aujourd'hui – ne peuvent supporter un recul de la révolution et doivent appuyer tout mouvement qui tend a limiter, écraser ou déloger le capitalisme. L'Union Soviétique doit intervenir.

Sa réponse à Kissinger, au sujet de l'Afrique du Sud est bien catégorique : elle exprime un niveau élevé de regénérescence partielle. "La détente n'annule pas l'appui à la révolution". C'est la première fois que l'organe officiel du Parti Communiste, du gouvernement, dit une chose pareille.

La Rhodésie signifie une défaite très grande de l'impérialisme. L'accord auquel ils sont parvenus n'a pas la moindre valeur. C'est une défaite brutale. En moins de trois semaines ils doivent revenir de leur intransigeance totale et accepter un accord. Certes, il s'agit d'un accord mensonger, qui laisse de toutes façons la majorité aux blancs, car les pouvoirs économiques, la police militaire sont dans leurs mains ; ce sont les blancs, et non les noirs, qui décident. Mais le seul fait de reconnaître que les noirs doivent participer à la direction, est une affirmation de ce que la lutte des noirs a raison. Cette reconnaissance est une affirmation des luttes en Namibie, en Afrique du Sud, et aussi aux Etats-Unis. Les noirs vont voir : "voilà comment il faut faire"! Ils sont 15 % de la population des Etats-Unis, ils veulent avoir plus de représentants au gouvernement.

Cette défaite de l'impérialisme mondial – anglais, yankee, français etc... – ne trouve pas son expression dans la résolution elle-même qu'ils ont adoptée, mais dans le fait de devoir faire cette concession et adopter une résolution reconnaissant que les blancs doivent céder le pouvoir ou, au moins, le partager avec les noirs. Cet accord est une escroquerie de toute manière, car en respectant la proportion, les blancs devraient avoir la moitié d'un homme au gouvernement, et les noirs, les autres. Mais les blancs dominent toujours l'économie, la banque, l'armée, la police.

Cette résolution a été prise, à la suite du mouvement de Johannesbourg ; c'est la première fois depuis 1936 que se produit une mobilisation d'une telle ampleur. Le soulèvement des noirs a été le facteur obligeant les blancs à céder, et l'impérialisme à intervenir en polémique contre les intérêts des blancs locaux, sans quoi ce sont les soviétiques qui allaient intervenir. L'impérialisme essaie par là de dresser un "mur de Rhodésie" – il ne s'agit plus de mur de Berlin – contre le Mozambique, l'Angola, la Tanzanie. Voilà ce qu'ils veulent, dans le fond. Ils ont obligé Smith à céder ; ils ont vu que s'ils résistaient, ils donnaient aux guerrilleros des bases pour conquérir des positions au travers des guerrillas, et ils donnaient l'occasion aux Soviétiques d'intervenir, par l'intermédiaire de Mozambique, de l'Angola ou des Cubains.

L'accord établi par Kissinger est une tentative d'arrêter la montée de la lutte révolutionnaire en Afrique. Mais il exprime la faiblesse de l'impérialisme et représente une démonstration de force des Etats ouvriers, qui va stimuler la lutte pour renverser ce nouveau gouvernement, et renforcer la lutte intérieure parmi les noirs ; ceux qui se préparent à partager un gouvernement avec les blancs sont une camarilla de parvenus.

Kissinger a fait un appel aux Soviétiques, après la signature de cet accord : "nous espérons que, maintenant, les Soviétiques ne feront pas obstacle à l'accord que nous avons établi". Les Soviétiques ont répondu : "une chose est la détente, une autre, la lutte contre l'impérialisme et pour la libération nationale. Nous suivons la politique de la détente, mais nous faisons la révolution". Voilà une conclusion de principes de l'URSS, qui va avoir un écho très grand. Cela signifie également un coup contre la droite chinoise. L'attitude des Soviétiques est motivée en partie par le besoin qu'ils ont du progrès de la lutte anti-impérialiste en Afrique et en partie par la lutte contre les Chinois. Ceux-ci sont contre ces mouvements, ils soutiennent le camp opposé.

Les divergences sino-siviétiques ne se résolvent pas entre la Chine et l'URSS, mais dans le cours mondial de la lutte de classes, de la révolution. La Rhodésie en est un exemple. La position soviétique est très significative ; elle montre que l'URSS ne peut supporter un recul dans les rapports de forces mondiaux et qu'un recul dans un pays ne lui convient pas car il affecte sa propre sécurité, en tant qu'Etat ouvrier. Ce sont les intérêts de l'Etat ouvrier lui-même – et non les intérêts de rapine de la bureaucratie – qui sont en jeu. La même chose s'est passée quand il fallait défendre l'URSS contre Hitler.

Cette attitude est un aspect de la regénérescence partielle. Elle est dirigée par la bureaucratie ; mais ce n'est pas au nom de cette dernière que ces mesures sont prises. De même en 1939, face à l'invasion des nazis, l'Union Soviétique est intervenue au nom de l'Etat ouvrier – et non de la bureaucratie qui a perdu. L'Etat ouvrier a vaincu, Staline a perdu. C'est pour cette même raison que l'Union Soviétique intervient actuellement dans le monde. Elle déclare que l'accord sur la Rhodésie est une escroquerie.

Il faut appeler à la mobilisation des masses du monde pour chasser les blancs de Rhodésie. Ils n'ont rien à y faire ! S'ils le veulent, qu'ils y restent comme simples citoyens, mais le pouvoir doit revenir aux noirs. Il faut non seulement leur donner le pouvoir, mais encore étatiser tous les moyens de productions, toutes les sources de richesses, tous les moyens de transports, toutes les banques, planifier l'économie. Voilà la conclusion à tirer pour le progrès de la Rhodésie. Autrement, il n'y a pas de progrès pour la Rhodésie, mais seulement pour les blancs et une camarilla de noirs. La lutte continuera de toutes manières.

Nous appelons les Soviétiques, les Chinois, tous les Etats ouvriers, à intervenir de cette manière. Il faut appeler les noirs à exproprier, à transformer les richesses privées en propriété étatisée, planifier la production. Il ne faut plus dépendre du diamant, des mines, mais créer un développement agricole et industriel, chercher à former une Fédération de toute l'Afrique, pour planifier la production. Entretemps, il s'agit de développer l'économie agricole et industrielle. demander l'aide et l'assistance de tous les Etats ouvriers, de Cuba à l'URSS et à la Chine. Il faut appeler la Chine à ne plus soutenir ni faire un front unique avec les blancs de Rhodésie, avec l'impérialisme, mais à appuyer militairement, politiquement, socialement, financièrement, la lutte pour chasser l'impérialisme de Rhodésie.

Cette lutte actuelle va favoriser la lutte intérieure en Chine, pour éliminer l'aile conservatrice et conciliatrice avec l'impérialisme et impulser l'aile révolutionnaire à intervenir dans le cours de la révolution mondiale aux côtés de l'URSS, pour expulser l'impérialisme d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, et chercher un accord, un front unique avec l'Union Soviétique et l'unification entre tous les Etats ouvriers.

La résolution posée par Kissinger fut dictée sous la pression de la révolution africaine, soutenue par l'intervention soviétique en Angola, au Mozambique, au travers de Cuba ; et également au Liban. Kissinger n'est pas allé discuter cet accord pour faire céder simplement les sud-africaine, pour obtenir des voix électorales. Il l'a fait par peur de l'intervention des Soviétiques. C'est un indice de la faiblesse de l'impérialisme qui ne répond pas par les armes, de peur de l'intervention soviétique. Et les Soviétiques interviennent, vont le faire plus encore et ils doivent le faire car la défense de l'Union Soviétique ne s'arrête pas aux limites de l'Oural, elle va jusqu'au Liban.

C'est dans le monde entier que se réalise la défense de l'Union Soviétique : c'est la preuve qu'il s'agit là du règlement final des comptes. S'il n'en était pas ainsi, le problème du Liban se résoudrait au moyen de concessions. Mais si les Soviétiques ne peuvent faire les concessions qu'ils avaient faites à Yalta et à Téhéran c'est parce qu'actuellement il s'agit d'un règlement de comptes final. La sécurité de l'Etat ouvrier n'est assurée par aucune frontière, l'Etat ouvrier doit s'étendre lui-même au monde entier.

Les chinois appellent cela de "l'impérialisme". Mais c'est de l'anti-capitalisme, bien que sous une forme encore bureaucratique ; c'est une élimination du système capitaliste et un stimulant pour n'importe quel peuple qui veut se libérer de l'oppression coloniale, de l'arriérement, du racisme. Les peuples savent qu'ils comptent sur les Etats ouvriers et cela stimule à réaliser des transformations économiques et sociales. Ce processus va se développer bientôt en Rhodésie : un courant important des noirs a déjà exprimé sa volonté de transformations économiques et sociales.

Kissinger a cherché à mettre une soupape sur ce processus, afin d'encourager la résistance de la bourgeoisie africaine, de lui donner confiance et de sauver des points d'appui économiques et stratégiques de l'impérialisme. Il y est allé de toute son arrogance, mais il n'est pas parvenu à effrayer, ni à intimider avec sa puissance militaire et économi-

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVUE MARXISTE

Organe du Secrétariat International de la IVe Internationale Trotskiste- Posadiste

Xe CONGRÈS MONDIAL DE LA IVe INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

- *Rapport sur l'Europe (cde. Bernard)*
- *Rapport sur l'Amérique Latine (cde. R. Marquez)*
- *Rapport d'Organisation :*

"LE PROCESSUS MONDIAL REVOLUTIONNAIRE ET LA FONCTION DE LA IVe INTERNATIONALE."
23-7-75 ***J. POSADAS***

3 *août 1976* *2e partie*

LA DE
ET LA

Face au processus monta
péen, la défaite de la soc
portance très relative. L
fluence, de représentativi
et mondial. Il a peu d'im
est très faible. D'autre pa
les masses, mais pour la
d'une réaction de la part
le sens d'acquérir une ce
des facteurs qui provoqu
démocratie suédoise : c'e
ment ouvrier, qui empêch
sont quasiment interdite
mouvement officiel et les
vers des mobilisations d
mocratiques et économi
une certaine importance
contenir l'action des mas
pour faire face à la pres
mondial de la révolution
une radicalisation indépe
te.

Au lieu de conduire le
cette défaite va, tout au
gagner la petite-bourgeoi
gramme anti-capitaliste,
dépendance des syndicat
va attirer les masses.

Cette défaite ne résulte
lonté, de participation él
nues intégralement. Le ra
directement la petite-bo
communistes ont, de tou
0,7 à 1 % . Mais ce manq
provient du fait que la so
taliste, s'appuyant sur le
les-ci. La petite-bourgeois
que le recul est dû aux p
possible que ce problèm
gouvernement social-dém
ti-capitaliste.

Les conditions sont m
Mais il n'y avait pas de
la petite-bourgeoisie. Et
petite-bourgeoisie a senti
été conduite à une réact
continue du gouvernemen
elle s'est orientée vers les

ACISTES
ONNAIRE

9.76 **J. POSADAS**

que, ni les noirs, ni les Etats ouvriers, ni les autres pays africains, comme le Mozambique. Kissinger a cherché à attirer une couche de noirs minoritaire, l'incorporer au système capitaliste, en acceptant même de faire des concessions économiques. Il s'agit là d'un moindre mal pour le capitalisme. Mais il n'est pas parvenu à ses fins, parce que l'influence de la révolution sur la population noire est beaucoup plus forte que celle de ces notables qui n'ont pas de poids, ni d'autorité sur le reste des gens. Les Etats ouvriers, par contre, ont une autorité très grande.

Le mouvement noir s'est radicalisé très rapidement. Cela s'exprime dans le niveau de combativité des grèves et dans la revendication d'expulsion de l'impérialisme et de transformations sociales. Un programme de transformations de la propriété privée, en propriété étatisée, de planification de la production, a déjà surgi. Tout cela va se discuter dans la prochaine étape.

Il s'agit d'une étape nouvelle pour l'Afrique ; la Zambie, le Mozambique, l'Angola vont y jouer un rôle très important ; ces pays vont être des centres car ils sont les plus libres d'intérêts locaux. A travers eux, les Cubains vont intervenir, et à travers les Cubains, les Soviétiques.

Les zones libérées de Rhodésie sont dans une situation encore très précaire ; elles dépendent de l'aide que leur donnent le Mozambique et l'Angola, et en partie la Tanzanie et la Zambie; elles ne sont pas très solides parce qu'elles ne peuvent pas développer l'économie et elles sont encore soumises à une vie de tribus. Il y existe assez bien de conflits tribaux. Les tribus y existent en quantité, avec des origines, des langues, des cultures distinctes et qui se heurtent encore entre elles. En plus de cela, il y a certains intérêts d'une aile bourgeoise. Mais l'idée du socialisme permet de les unir toutes. C'est la même chose au Liban. Il existe une douzaine de cultures différentes et les couches dirigeantes des différents petits secteurs exploitent ces différences pour négocier avec les autres.

Il faut appliquer ce que posait Lénine : l'auto-détermination, sur la base du progrès. Nous ne sommes plus à l'époque de cultures, de races, d'ethnies particulières ; tout cela existe, mais on peut les maintenir et les unifier afin de faire disparaître postérieurement toutes les différences de cultures. La culture est indispensable. Voilà un problème tres beau à résoudre. C'est le même problème que celui de l'URSS qui se reproduit parmi les noirs d'Afrique : en URSS il y avait beaucoup de populations différentes, entre autres des tribus. Ils se sont unis au travers de l'Union Soviétique. C'est le prolétariat et le Parti qui ont rempli la fonction d'unifier toutes les populations et tribus au travers de l'Etat ouvrier.

La solution pour l'Afrique, consiste dans une Fédération africaine, dans laquelle toutes les populations s'unifient sur la base de l'auto-détermination culturelle, tout en se centralisant économiquement : en 20 ans, on pourra dépasser l'auto-détermination ethnique et culturelle. Le capitalisme s'appuie sur toutes ces différences pour entretenir des divergences, des affrontements, des intérêts locaux. Et l'URSS a eu le tort de ne pas s'en mêler ; elle n'a proposé aucun programme d'unification.

La nécessité du programme s'impose. Sans cela, impossible d'avancer. On ne peut avancer en créant une nouvelle bourgeoisie ou en s'appuyant sur celle qui existe. C'est cela que fait l'impérialisme. La lutte de libération élève les conditions pour résoudre ces problèmes, sur la base du programme d'auto-détermination socialiste.

Pour le moment, on peut maintenir la séparation, en tenant compte des antécédents ethniques, mais on s'unifie pour planifier l'économie et on éliminera les différences en peu d'années. Les mêmes problèmes se posaient en Yougoslavie. Ces problèmes sont une expression de l'arrièrement de la bourgeoisie, qui est incapable de résoudre aucun problème de l'histoire. Le progrès de l'humanité ne passe pas par la propriété privée, il se fait au travers de la propriété collective. Celle-ci contient toutes les sources du progrès. Tous les problèmes raciaux, ethniques, tribaux qui sont importants en Afrique, n'ont de solution que dans le socialisme. Telle est la conclusion scientifique.

26.9.76
J. POSADAS

LA MOT DE MAO TSE TUNG
LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ET L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL.
J. POSADAS 9.9.1976
Editions Revue Marxiste

VIENT DE PARAITRE.

AITE ELECTORALE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EN SUEDE
VOLONTE DE PROGRES ANTICAPITALISTE DES MASSES

J. POSADAS

t de combativité du prolétariat euro-
l-démocratie en Suède n'a qu'une im-
Parti Socialiste Suédois n'a pas d'in-
dans le mouvement ouvrier européen
ortance. Son poids social et politique
t, il ne s'agit pas là d'une défaite pour
direction politique ; elle sera suivie
du prolétariat dans les syndicats, dans
aine indépendance pour se débarasser
nt le manque d'élévation de la social-
t la bureaucratie, tenaillant le mouve-
e celui-ci de faire des grèves ; celles-ci
par la propre constitution. Tout le
conquêtes ne se sont pas faites au tra-
s masses ; en fait des conquêtes dé-
ues faites par les masses – et qui ont
– sont surtout un moindre mal pour
es. Ce sont des concessions accordées
on et influence croissantes du cours
ur les masses suédoises, pour contenir
dante de la direction du Parti Socialis-

masses à la passivité, à la résignation,
ontraire, les mobiliser dans le but de
e, des secteurs paysans, avec un pro-
intervention directe des masses, d'in-
et d'action de classe. C'est cela qui

pas du manque de combativité, de vo-
ctorale des masses. Elles sont interve-
port de forces a empêche d'influencer
rgeoisie. La social-démocratie et les
es façons, perdu très peu de voix, de
ue d'influence sur la petite-bourgeoisie
cial-démocratie a un programme capi-
multinationales et dépendant de cel-
e voit cela. C'est de la blague de dire
oblèmes des centrales nucléaires. Il est
ait existé. Mais l'essentiel est que le
crate manquait d'un programme an-

res pour des transformations sociales.
rogramme anti-capitaliste pour attirer
r le plan des relations capitalistes, la
u'elle était mise de côté. Elle a donc
on qui a provoqué une détérioration
– depuis déjà quelques années – et
artis du centre.

Il n'y a là aucune défaite de la volonté des masses, mais une insuffisance de l'influence électorale du prolétariat sur la petite-bourgeoisie, qui provient de l'absence de programme anti-capitaliste, d'action directe et démocratique indépendante des masses dans les syndicats, et d'action du Parti Socialiste en vue de promouvoir des changements de structures, économiques et sociaux en Suède.

Une défaite des masses, se serait exprimée dans les abstentions, dans un recul important du Parti Socialiste et du Parti Communiste. Mais ce recul est très léger. Ils ont perdu ensemble 1 % . Les autres doivent gouverner avec une coalition dans laquelles les intérêts des trois partis de la bourgeoisie ne coïncident pas.

Contrairement à ce que dit la presse capitaliste, il faut prendre ces résultats comme un exemple qui montre qu'il faut proposer un programme anti-capitaliste pour influencer la petite-bourgeoisie. Il faut l'indépendance des syndicats et une action anti-capitaliste.

Elle y voit un programme de transformations sociales, dans lequel elle a sa part, et intervient. Par contre, les changements passifs réalisés au sein du capitalisme conduisent, en général, à la mettre de côté. Mais un programme anti-capitaliste signifie un appel à la petite-bourgeoisie, pour qu'elle s'incorpore aux changements et aux améliorations de toutes sortes, sur le plan social, économique, de tous les aspects de la vie.

Nous appelons le prolétariat, le Parti Socialiste et Communiste Suédois à établir un programme anti-capitaliste. Le progrès de la Suède passe par ce programme. Le prolétariat a fait d'importantes conquêtes, il a poussé le gouvernement d'Olaf Palme à des conquêtes sociales comme l'accueil aux réfugiés politiques, l'appui à la lutte des noirs d'Afrique contre les racistes et le capitalisme, le droit de vote partiel aux émigrés et une série d'autres. Cela indique qu'il y a des conditions pour faire beaucoup plus. Ce sont les masses qui ont fait ces conquêtes et non la direction du Parti Socialiste qui a accordé des concessions ; et elles se sont faites avec la sympathie de la petite-bourgeoisie, qui empêchait les trois partis bourgeois de s'unifier. Mais l'attitude actuelle du gouvernement était d'un mûrissement très lent, alors que l'intelligence politique des masses avançait beaucoup plus que celle de la direction politique. Les évènements du monde manifestent une constante élévation des masses.

Nous faisons appel à développer une campagne pour une politique anti-capitaliste, d'étatisation, de planification de la production, en incorporant la petite-bourgeoisie au programme d'expropriation et planification de la production et de la société, afin de préparer une nouvelle montée au gouvernement. Cette situation est un exemple pour le mouvement ouvrier d'Europe : on ne peut influencer de façon constante, profonde, permanente et croissante, la petite-bourgeoisie, si ce n'est avec un programme anti-capitaliste. Voilà un très bon exemple pour les partis communistes et socialistes.

En Suède on est allé jusqu'à la limite des réformes possibles dans le cadre du système capitaliste, qui ne lésionnent pas la structure du système. La crise mondiale du système capitaliste aiguise la crise en Suède. Les mesures à prendre doivent être anti0capitaliste. Le mouvement ouvrier doit se développer sur une base d'indépendance, de contrôle ouvrier, de conseils d'usines, de planification de l'économie, d'étatisations. De telles mesures sortent du capitalisme ; ce ne sont pas de simples réformes. Les réformes font du mal aux secteurs les plus faibles du capitalisme et permettent une concentration des secteurs plus importants. Cela profite à ce que l'on nomme les multinationales, qui sont la forme d'existence de l'impérialisme de cette époque.

Il fallait accepter les mesures de réformes d'Olaf Palme, mais les développer et ne pas les laisser dans les limites du système capitaliste. Mais on ne peut changer la société capitaliste au travers du parlement. Ce processus constitue une riche expérience pour tous les partis communistes et socialistes, une nouvelle expérience se joignant à celle du Chili. Il faut faire comme a fait Cuba : c'est l'expérience de Cuba qui se montre déterminante.

Il faut voir qu'en Suède les syndicats n'avaient pas d'intervention indépendante, et étaient soumis à l'appareil du gouvernement, au travers des directions syndicales qui ôtaient toute initiative, intervention indépendante du mouvement ouvrier. Celui-ci ne pouvait développer des idées, des positions, un programme anti-capitaliste, allant plus loin que les limites des plans gouvernementaux qui, de toutes manières, s'appuyait sur les multinationales. C'est cela qui a limité l'autorité du prolétariat, des syndicats et, par conséquent de la social-démocratie, sur la petite-bourgeoisie et d'autres secteurs de la population qui auraient voté socialiste. Le problème est qu'on est arrivé aux limites des concessions que la social-démocratie pouvait obtenir au sein du capitalisme. Il fallait passer à des mesures anti-capitalistes, procéder à des étatisations plus profondes, à la planification de l'économie, alors que maintenant, la petite-bourgeoisie n'a pas vu un tel programme de transformations de la société. La conclusion est qu'on a épuisé toutes les possibilités de réformes social-démocrates, dans le cadre du système capitaliste.

26.9.76
J. POSADAS

ELECTIONS COMMUNALES

elle ne l'a pas été au même niveau dans les élections. Des milliers d'employés, de techniciens, de cadres, d'enseignants, chrétiens et même libéraux, se sont retrouvés dans ces luttes aux côtés des ouvriers socialistes, communistes. Mais dans les élections ils ont encore voté CVP, en partie PSC, ou RW et FDF.

C'est la conséquence du manque de programme anti-capitaliste du Parti Socialiste Belge, et aussi parce qu'il manque un lien plus étroit entre les luttes sur le plan politique et celles menées sur le plan syndical. Une des conclusions les plus importantes de ces élections doit être de lutter pour organiser et développer le front entre partis ouvriers et syndicats pour présenter à la population une alternative à la crise capitaliste, un plan ouvrier pour développer tout le pays, pour donner du travail à tout le monde et organiser l'économie en fonction des besoins de la population.

LES 217 VOIX A NOTRE PARTI A CHARLEROI

La classe ouvrière a cherché à se concentrer pour faire un vote contre le capitalisme, contre le gouvernement, en augmentant les forces du Parti Socialiste et du Parti Communiste, à faire le vote qui pourrait avoir le plus de poids à échelle nationale, pour montrer son opposition à toute la politique du gouvernement Tindemans et pour pousser communistes et socialistes à élever leur intervention.

Notre Parti a fait la campagne électorale en appelant à un vote anti-capitaliste et pour le front de la gauche, tout en posant que voter PORT est un moyen, une impulsion, pour développer la gauche dans le Parti Socialiste, le Parti Communiste, la gauche syndicale. Dans cette campagne, nous avons rencontré un accueil et un appui très bons des travailleurs, nous avons vendu des centaines de publications, fait des dizaines de meetings aux usines et dans les quartiers, diffusé des affiches qui reprenaient les consignes essentielles du programme anti-capitaliste, et un manifeste électoral du Parti.

Cet appui ne s'est pas traduit dans un vote plus importante à la liste trotskyste, dans la mesure où les ouvriers qui ont soutenu le programme, la politique et la campagne elle-même du Parti, ont cherché en premier lieu à renforcer, soit le PCB, soit le PSB pour pousser ces partis à avancer. Nous comprenons ce sentiment des travailleurs, des secteurs de l'avant-garde ouvrière et sentons aussi que notre intervention a contribué et contribuera encore beaucoup plus dans la prochaine étape, à faire progresser le courant de gauche anti-capitaliste, révolutionnaire, dans le Parti Socialiste, et dans les syndicats essentiellement. D'autre part, les 217 travailleurs qui ont donné leur voix à notre Parti, ont pour nous une importance très grande, car ces camarades ont montré l'assurance, la conviction d'un noyau de l'avant-garde ouvrière, que ce programme anti-capitaliste est la condition essentielle de l'unification de la gauche et du progrès de la lutte pour un gouvernement de gauche en Belgique. Cette décision et cette conviction de ces camarades, sur laquelle nous nous appuyons pour continuer et développer toute l'activité du Parti après les élections, vont avoir de l'effet, aider l'organisation de courants de gauche dans la prochaine étape.

A Charleroi, en particulier, nous appelons à mener une discussion entre toutes les tendances de gauche pour faire un plan d'actions en commun, établir un programme anti-capitaliste. Charleroi est "une ville rouge" à présent : il faut discuter, entre toutes les tendances ouvrières, comment doit s'organiser la ville rouge pour défendre et représenter pleinement les intérêts de la population travailleuse, contre ceux des forces capitalistes.

LE FRONT DE LA GAUCHE EST UNE NECESSITE INDISPENSABLE POUR AVANCER

Les listes de front unique qui se sont présentées de façon dispersée dans diverses communes, en particulier celles qui rassemblaient communistes, socialistes et chrétiens de gauche, ne sont pas encore apparues comme une alternative aux yeux de la classe ouvrière et ont recueilli relativement peu de voix. Mais nous croyons qu'elles ont rempli une fonction utile, surtout si elles continuent à fonctionner, à développer une action en commun après les élections, dans la lutte de classes directe. Dans plusieurs endroits l'UDP a perdu des voix, justement parce qu'elle n'a pas mené cette action continue, participé à toutes les luttes ouvrières avant les élections. Pour étendre les expériences de fronts de la gauche, c'est très important que ceux-ci ne se dispersent pas une fois les élections terminées ; et aussi de chercher par tous les moyens à élargir le front aux camarades socialistes.

AMADA, qui s'est présentée dans différents centres ouvriers du pays, a recueilli un nombre de voix assez semblable partout, ce qui montre un courant, parmi les ouvriers, la petite-bourgeoisie surtout, pour organiser la gauche. Les voix recueillies par Amada ne représentent pas un appui à la politique anti-soviétique ni un soutien aux positions des dirigeants chinois, mais une protestation contre le capitalisme, contre la bureaucratie syndicale, un mécontentement devant le réformisme, la passivité des partis ouvriers. Ce sont des voix pour organiser la gauche révolutionnaire, de même que la plupart de celles qui ont voté nul ou blanc.

Le Parti Socialiste a reculé, là où il s'est montré le plus à droite. On peut comparer ces résultats en Belgique avec ceux des élections en Suède ou en Allemagne. Le recul socialiste n'était pas la conséquence de "sensibilités régionales" différentes, mais bien de l'absence d'un programme anti-capitaliste. C'est nécessaire que le Parti Socialiste discute un tel programme, aussi bien en Flandres qu'en Wallonie. Pour le moment, les dirigeants nationaux et locaux sont en train de conclure des alliances pour la gestion des communes, avec le PSC, le CVP ou même le PLP. Cela ne va pas faire avancer les luttes des travailleurs. Le meeting que le PSB a fait à Liège avec Mitterand a été très important, et il est surtout important de s'appuyer sur l'expérience de l'union de la gauche en France et des progrès qu'elle a fait, même électoralement, en présentant un programme commun à la population. Ce programme contient des revendications anti-capitalistes, d'étatisations des principales entreprises capitalistes et des banques. Un programme résolu à donner la réponse socialiste à la crise du capitalisme attire la petite-bourgeoisie et lui donne confiance pour se joindre au mouvement ouvrier. Par contre, la petite-bourgeoisie s'est maintenu dans le CVP, ou dans le FDF à Bruxelles, parce qu'elle ne voit aucune décision de la part de la direction socialiste. Nous appelons les militants socialistes de gauche à faire discuter cela dans le Parti, à exiger que les alliances dans les communes soient soumises au vote de tout le Parti, et discutées dans des assemblées de quartiers. Les comités de quartier, pour ne pas rester un pur slogan électoral, doivent intervenir sur ce problème, dès maintenant. Il faut aussi exiger un débat contre une nouvelle intégration du PSB à un gouvernement capitaliste. Les "droitiers" ne se trouvent pas seulement en Flandres, mais aussi en Wallonie ; ce sont eux qui, bien souvent ont dirigé les campagnes électorales du Parti Socialiste. Il faut appeler au front unique des socialistes, communistes, des chrétiens de gauche, des syndicats, en montrant l'exemple du programme, de la démocratie ouvrière, de la démocratie syndicale.

Dans les luttes qui se préparent maintenant, que ce soit pour les problèmes de la sidérurgie, contre le démantèlement des entreprises comme les ACEC, Glaverbel, Siemens etc.., contre la Loi-Programme, contre le plan Humblet-De Croo, il faut appeler au front unique des partis ouvriers et des syndicats et unir les luttes syndicales et politiques dans la perspective d'un gouvernement de gauche, pour défendre les droits démocratiques et syndicaux, pour un programme de transformations économiques et sociales anti-capitalistes, pour l'étatisation de toutes les entreprises en crise et de toutes les grandes entreprises et des banques, pour le contrôle ouvrier sur les investissements, sur les salaires, pour le paratage du travail, la semaine de 36 et 32 heures sans perte de salaires, et organiser le front unique des travailleurs wallons et flamands sur cette base.

13.10.76
Le Bureau Politique du POR(T)

LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS DE LA GAUCHE

Nous invitons également les militants de la LRT à regarder avec objectivité les changements qui se sont produits dans leur journal depuis 1960. A cette époque "La Gauche" défendait les réformes de structures anticapitalistes et le fédéralisme. Il suffit de regarder des numéros plus anciens de "La Gauche" pour constater la progression des idées, et les changements qui se sont faits. Maintenant, "La Gauche" défend la nécessité de réaliser un front des progressistes, le parti catholique de gauche, la possibilité de changements dans le Parti communiste, ou encore la syndicalisation de la police. Ces changements représentent un progrès, et nous l'approuvons, mais toutes ces idées ne viennent pas de la LRT, et il faudrait au moins avoir l'honnêteté de dire d'où elles viennent.

Posadas et la IVème Internationale ont été qualifié de tous les noms pour avoir défendu depuis 1945, l'inévitabilité de la guerre atomique, et actuellement cela est évident pour beaucoup et surtout pour les directions des Etats Ouvriers comme celle de la RDA par exemple. Posadas analysé le mouvement péroniste, comme les prémisses du mouvement nationaliste révolutionnaire, à compris le rôle et la fonction des militaires dans la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste, analysé que les Partis communistes et également les partis socialistes allaient être amenés à se régénérer partiellement en fonction de la nécessité de la lutte anticapitaliste. Toutes ces idées sont en train d'être acceptées dans le mouvement communiste mondial.

Camarades, nous vous adressons cette lettre, dans l'objectif de développer une discussion, une polémique fraternelle pour faire avancer l'organisation de la direction révolutionnaire consciente en Belgique. Il faut discuter, qu'en Belgique la construction de cette direction passe inévitablement par le Parti Socialiste, et par le Parti Communiste. Aucune autre alternative n'est possible, qu'un front communistes, socialistes, chrétiens de gauche avec un programme anticapitaliste en Belgique. Nous vous invitons à développer toute votre activité dans cet objectif, pour aider les militants socialistes et communistes à s'organiser dans leur parti et non en croyant que la LRT va devenir un parti de masses, le parti de la classe ouvrière. Pour cela, nous pensons que les UP, à laquelle la LRT à participé, se démontrent comme n'étant pas une alternative pour faire face à la crise parce qu'elles n'incluent pas les socialistes, et ne donnent pas de perspective globale, avec un programme anticapitaliste.

Nous vous adressons cette lettre, non pas pour faire des disputes, ou des polémiques infructueuses, mais dans l'objectif d'être utiles pour le développement de la gauche socialiste, communiste et syndicale en Belgique, pour l'organisation d'un front des partis ouvriers et des syndicats, pour la discussion sur la nécessité d'un gouvernement de gauche. Voilà la tâche, à laquelle doivent s'atteler à notre avis toutes les organisations et tendances révolutionnaires.

FRONT DE LA GAUCHE CONTRE LE GOUVERNEMENT TINDEMANS !

ETATISER LES BANQUES ET LES GRANDES ENTREPRISES CAPITALISTES !
POUR UNE ECONOMIE AU SERVICE DE LA POPULATION !

DEMOCRATIE OUVRIERE DANS LA COMMUNE !

COMITES DE QUARTIERS OU TOUTE LA POPULATION DISCUTE ET DECIDE
JEUNES VIEUX, BELGES ET IMMIGRES !
DEMOCRATIE SYNDICALE A L'USINE !

QUE LES CAPITALISTES PAIENT LEUR CRISE !

IMPOSER LES 36 HEURES TOUT DE SUITE !
PARTAGE DU TRAVAIL ! EXPROPRIER LES PATRONS QUI FERMENT ET LICENCIENT !
CONTROLE OUVRIER SUR L'INDEX !
ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

Ed. res. C. Polet 5, r. du Château d'Eau
6080 Montignies/s/Sambre.

LA CRISE DU CAPITALISME ITALIEN . LES SYNDICATS . LES PARTIS OUVRIERS ET LE PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALES

26 . 9 . 76 **J. POSADAS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB – 15e ANNEE – N° 275 1er NOVEMBRE 1976 HEBDOMADAIRE

LA CRISE DU RASSEMBLEMENT WALLON ET LE FRONT DE LA GAUCHE

ÉDITORIAL

Les élections communales sont bien apparues comme un reflet d'un aiguisement de la lutte de classes en Belgique et comme une expression, bien que très indirecte, de la polarisation de forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Elles ont été aussi un élément qui a accéléré l'éclatement de la crise dans le Rassemblement Wallon. Ce n'est pas à cause des élections que cette crise éclate ; mais les élections et le recul du R.W. ont été un révélateur de la profondeur de la crise de ce Parti. C'est une crise importante parce qu'elle provient de la radicalisation de la petite-bourgeoisie et montre, une nouvelle fois, la faiblesse et l'échec des forces politiques de la bourgeoisie pour maintenir de l'autorité sur tous les secteurs sociaux qui étaient sa base d'appui dans le passé. Si une partie des dirigeants du R.W. posent maintenant le besoin d'un virage à gauche, d'un programme de gauche, qui met en question le système capitaliste et la propriété privée, c'est sous la pression de la base du R.W. et de toute la radicalisation des couches petites-bourgeoises : dans L.étape antérieure, ces secteurs cherchaient une issue à leur mécontentement, leur insatisfaction, dans la régionalisme, dans le repli local, maintenant ils voient que ce n'est pas une solution non plus et qu'il faut s'en prendre au régime capitaliste lui-même. Cette rébellion de la base du R.W. n'est pas un fait isolé : ces secteurs ont senti l'influence de tous les changements sociaux dans le monde, et des luttes de la classe ouvrière, un programme anti-capitaliste. Mais les secteurs de la petite-bourgeoisie ont été attirés et ont participé largement aux grèves, aux actions d'occupations des usines menées par les ouvriers. Il y a d'ailleurs dans beaucoup de couches petites-bourgeoises cette même rébellion qui s'est exprimée dans le Rassemblement Wallon. Même dans la police et la gendarmerie, les idées comme les autres travailleurs, font leur chemin. Ce qui se passe actuellement dans la police française est très important et a rencontré des sympathies et un profond écho en Belgique. Les policiers français ont condamné purement et simplement le régime de propriété privée et refusent de servir à la répression contre les travailleurs pour defendre la propriété privée. Et tout un courant en Belgique veut suivre le même chemin. Pour cela, on voi voit des policiers revendiquer ouvertement le droit de se syndiquer comme les ouvriers, et chercher le contacg avec les syndicats ouvriers et le Parti Communiste et Socialiste.

Les mobilisations dans l'enseignement, et la crise chez les médecins montrent la même chose dans le fond : quand des professeurs, des directteurs d'écoles sortent dans la rue à côté des étudiants, des élèves, distribuent des tracts avec eux et les parents se joignent à ce mouvement contre les mesures réactionnaires du gouvernement Tindemans, ils font sauter toute la relation de hiérarchie, d'imposition que le régime capitaliste organise dans l'enseignement, et tous se mettent à égalité, jeunes et vieux, parents, élèves et professeurs, pour lutter pour un enseignement démocratique, pour la dignité humaine dans le fond. D'autre part, dans toute la crise actuelle avec les médecins, ce qui est important de voir ce n'est pas tellement que des médecins réactionnaires défendent leurs privilèges de caste avec acharnement, mais que, pour la première fois, l'Ordre des Médecins est ouvertement mis en cause, que des étudiants en médecine et tout un secteur de médecins se mobilisent contre ces intérêts corporatistes et revendiquent que la population a droit à la santé, comme à tout autre service public, et que les médecins ne représentent pas une puissance au-dessus de la société à cause de leur "connaissances".

Les élections communales ont donc été un épisode de tout un processus beaucoup plus profond de radicalisation de la

Suite page 4

L' ETATISATION : SEULE REPONSE A LA CRISE DE LA SIDERURGIE

Le capitalisme cherche de plus en plus, dans la concurrence mondiale, dans sa recherche du profit, à se concentrer et diminuer la main d'oeuvre et le nombre d'heures de travail nécessaires pour produite de l'acier. Depuis quelques années, de nouvelles méthodes de production, l'automation de la production de l'acier ont provoqué une diminution de la quantité d'heures de travail nécessaires pour produire.

Il se passe, en sidérurgie, la même chose que dans l'industrie du verre : on a introduit de nouvelles méthodes qui font qu'un tiers de la main d'oeuvre antérieure suffit pour faire la même production. C'est la raison pour laquelle le capitalisme s'apprête à fermer les vieilles usines sidérurgiques et en laisser seulement quelques-unes en fonctionnement.

Cette constatation nous mène à la conclusion : ou bien on accepte cette stiaution, en laissant les mains libres au capitalisme qui fera grossir les rangs des chômeurs, ou au contraire, on pose la nécessité d'une volte-face complète : c'est à dire, que le seul moyen – comme sont en train de le poser certaines tendances dans le mouvement syndical – est de mettre en question le capitalisme lui-même.

Dans la dernière étape, les syndicats ont organisé des actions pour défendre les emplois dans la sidérurgie. Les arrêts de travail se sont multipliés et on a même fait une manifestation devant les bureaux du Ministre de l'économie. Mais l'orientation n'est pas juste. Les syndicats demandent le contrôle public de la sidérurgie. Celui-ci se ferait au travers du minstère de l'économie. Mais nous savons déjà les tours qu'ils jouent : ce sont les mêmes ministres qui sont les représentants du capitalisme et qui ont poussé le gouvernement à bloquer les salaires et à prendre d'autres mesures contre la classe ouvrière. En fait, ces "interventions de l'Etat" ont déjà eu lieu, dans la sidérurgie, ou par exemple, aux ACEC : quand le gouvernement a fait cadeau de millions de francs à Westinghouse, il l'a fait avec la promesse de la garantie de l'emploi. L'emploi était garanti, sous contrôle de l'Etat. Qu'en est-il maintenant ? Le bilan est lourd, des milliers d'emplois ont été perdus, l'usine est à demi démantelée. Alors ? s'il faut un contrôle, c'est celui de la classe ouvrière, directement, à travers ses propres comités, ou à travers les syndicats. Tout autre contrôle reste dans le camp du capitalisme lui-même.

Evidemment il faut continuer les mobilisations, mais il faut les orienter avant tout pour imposer, tout de suite, la diminution du temps de travail à 36 ou à 30 heures et moins si nécessaire, sans pertes de salaires. En plein chômage, le capitalisme n'hésite pas à faire faire à un ouvrier le travail de plusieurs. C'est cela qui a provoqué des accidents et la mort d'un ouvrier récemment aux Forges de Thy.

il est temps de sentir que cette crise de la sidérurgie est une crise profonde de l'économie capitaliste et que des mesures palliatives ne feront que ralentir, sans l'empêcher, ce qui est déjà en route : la fermeture de plusieurs unités de production pour arriver à une concentration plus grande. Mais beaucoup de dirigeants syndicaux brandissent cette situation comme un épuvantail : il ne faut pas revendiquer, sinon on va fermer l'usine...

Mais en fait, si fermeture il y a, c'est parce que l'appareil de production est dépassé par les évènements. Ce ne sont pas des réformes qu'il faut, mais bien mettre en question la propriété des moyens de production. Si l'on peut produire dix fois plus qu'il y a 5 ans, avec le même nombre d'ouvriers, ce qu'il faut, au lieu de licencier, c'est diminuer le temps de travail pour tout le monde.

Ce n'est pas ce gouvernement Tindemans, ni aucun gouvernement capitaliste – même avec des socialistes dedans – qui va accepter une telle situation. Que faire ? il faut chercher une issue sur la base de l'étatisation sous contrôle ouvrier de la sidérurgie, concentrer toutes les forces sociales, politiques, de la classe ouvrière pour mener un front des partis politiques de gauche et des syndicats, dans une lutte pour ces objectifs, pour faire changer la société capitaliste. Dans ce front, il faut incorporer les chrétiens de gauche, la gauche du Rassemblement Wallon, mais avec un programme politique très clair. Les capitalistes s'en foutent de fermer une ou plusieurs usines, si c'est leur intérêt ; alors il faut lutter pour les étatiser sous contrôle de la classe ouvrière. Chercher des appuis dans les majorités de gauche dans les ommunes, en particulier à Charleroi. Le but n'est pas de faire pression sur le gouvernement actuel, mais d'organiser une Assemblée Générale des forces de gauche, de toutes les tendances ouvrières, pour donner une réponse à ces problèmes. Il faut donner une réponse globale à la crise capitaliste, qui permette à la classe ouvrière de centraliser ses forces pour prendre en mains directement l'industrie sidérurgique.

Pour l'unification Chine URSS

Nous publions, aux Editions Revue Marxiste, une analyse très importante du camarade
J. Posadas sur **"LA MORT DE MAO TSE TOUNG, LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ET L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL"** (9.9.76), que nous appelons les camarades communistes, socialistes, gauchistes à demander à l'adresse du Parti et à discuter.

Le mouvement ouvrier, tout entier, doit intervenir dans la crise qui se développe actuellement en Chine, pour pousser à une discussion mondiale, publique, de toutes les tendances révolutionnaires pour organiser le front unique mondial contre l'impérialisme et le capitalisme, pour exiger l'unification de la Chine avec l'Union Soviétique, les autres Etats ouvriers et les mouvements révolutionnaires du monde.

L'éclatement actuel dans la direction du PC Chinois est un aspect seulement de la crise beaucoup plus profonde qui se développe dans l'Etat ouvrier et la nouvelle direction ne sera pas plus stable que les autres parce qu'elle continue une dispute d'appareils et n'organise pas une réelle intervention des masses chinoises, où celles-ci peujvent discuter, donner leur avis. La nouvelle direction est une alliance de différentes tendances, ce

Suite page 4

LA CRISE DU CAPITALISM
LES PARTIS OUVRIERS
TRANSFORMA

26.9.76

Dans le cadre de la crise du capitalisme italien, d'Europe et du monde, il faut prendre en considération la grève générale du 7 octobre en France. Le gouvernement français a pris la décision d'augmenter une série d'impôts qui vont signifier une hausse du coût de la vie, de prendre des mesures contre le mouvement ouvrier, contre l'augmentation des salaires, contre les mobilisations en portant atteinte aux droits démocratiques. Cette prise de position exprime une crise très grande du capitalisme, aussi bien en France qu'en Italie. L'Italie connaît des conditions pires encore que celles de France. Si cela n'a pas encore éclaté, c'est parce que le gouvernement redoute de provoquer un soulèvement général dans le cas où il adopterait les mêmes décisions que le gouvernement français. La moitié de la Démocratie Chrétienne se soulèverait également.

Cette grève générale en France, décidée par la CGT avec l'appui de la CFDT, des socialistes et des communistes, est une épreuve de force contre le gouvernement, et va influencer fortement l'Italie. Dans des conditions plus ou moins similaires, les Partis Communiste et Socialiste italiens n'appellent pas à des mobilisations, ni des grèves de masses, mais essaient de trouver des arrangements au Parlement. Ils font comme s'il s'agissait d'un problème de débat, de conviction, comme si on pouvait laisser le problème au niveau parlementaire, tandis qu'en France ils font une grève générale.

Cette grève ne sera pas suffisante et sera suivie par d'autres mouvements partiels, dans de nombreux endroits. Il y a toute une combativité de la CGT, la CFDT, des Partis Communiste, Socialiste et Radical, qui répond à la volonté des masses. Le Parti Communiste a senti ce qu'était la réaction des masses devant sa fausse politique. Lors de récentes élections municipales en France, le Parti Socialiste a augmenté de presque 20 %, tandis que le Parti Communiste perdait 2 %. De toute évidence, c'est l'avant-garde qui a refusé de voter pour le PC. Ce fut un sérieux avertissement, qui fut suivi par un recul, de quasi 15 %, des voix à la CGT au cours d'élections syndicales dans d'importantes usines. Mais, à côté de cette perte de voix, la combativité de la classe, loin de diminuer, n'a fait que croître. Elle faisait une protestation contre le Pari Communiste. Il ne s'agissait pas d'un manque de volonté de combat ou de décision combative des masses.

Cela va beaucoup influencer les Partis Communistes. Les masses communistes vont voir qu'en France, on répond par la grève générale, aux problèmes du coût de la vie, du chômage, des mesures réactionnaires, du désordre provoqué par la crise du capitalisme, tandis qu'en Italie, les communistes contiennent les luttes, donnent un appui indirect au gouvernement en s'abstenant. Il y a une crise très profonde dans le Parti Communiste Italien.

Il faut prendre cette grève générale en France comme l'indice d'une élévation de la combativité des masses, qui imposent au Parti Communiste, Socialiste, à la CGT, la CFDT, de livrer le combat contre la bourgeoisie et de ne pas s'arrêter à cette grève générale. Si cette grève générale parvient à faire reculer le gouvernement, il se peut que la réaction des masses s'apaise un peu. Mais si le gouvernement persiste sur ses positions, la pression des Partis Communiste et Socialiste va continuer.

Cet exemple va avoir de l'influence sur l'Italie, faire pression pour que les syndicats agissent en toute indépendance pour les revendications et à l'unisson des partis quand il faut adopter des mesures de combat, et ne restent pas passifs.

Face à ce processus de mobilisations, de combativité, la défaite de la social-démocratie en Suède n'a qu'une importance très relative ; mais il faut la prendre comme expérience pour les Partis Communiste et Socialiste d'Italie. Pour gagner la petite-bourgeoisie de la Démocratie Chrétienne, celle-ci doit voir un programme anti-capitaliste, sentir qu'elle peut participer et diriger. Mais avec la, politique de discussions au Parlement, de passivité des syndicats, la petite-bourgeoisie se paralyse. Elle n'a de moyens de se défendre qu'en s'appuyant sur le prolétariat, sur les syndicats, sur les partis ouvriers, sur la volonté de lutte du prolétariat. Mais si les partis ouvriers et les syndicats ne se lancent pas à la défense de la petite-bourgeoisie avec un programme anti-capitaliste, celle-ci cherche logiquement la protection des partis bourgeois et des mouvements qui lui proposent de maintenir son niveau de vie, de conquêtes sociales ou la diminution du chômage.

Mais l'exemple de la grève générale en France a plus d'importance que celui des élections en Sudède. Face à ce programme du gouvernement, il y a eu une rapide réaction et décision de grève générale. Cette réponse vient des masses, même s'il n'y a pas eu un accord complet entre les socialistes et communistes. Les masses voient qu'on ne peut pas attendre du Parlement ce qu'il est nécessaire de conquérir dans la rue.

Le rapport de forces et differents au Parlement Français et au Parlement Italien. Mais la gauche italienne n'a pas non plus la majorité. Ce n'est pas possible d'obtenir au Parlement ce que les ouvriers n'ont pas pu obtenir dans les mobilisations. D'autre part, les mobilisations permettent de secouer, d'attirer la petite-bourgeoisie de la Démocratie Chrétienne, des Radicaux, des Libéraux, du Parti Républicain. S'il n'y a pas de mobilisations de masses, la petite-bourgeoisie tourne les yeux vers le Parlement et y cherche la manière la plus sûre de résoudre ses problèmes. Le mûrissement politique de la petite-bourgeoisie se réalise au travers de la lutte de classes quotidienne ; elle n'a pas d'orientation, de chemin, de programme propres. Ce n'est pas elle qui détermine la société, mais soit le prolétariat soit le capitalisme. La petite-bourgeoisie peut pencher vers le prolétariat. Mais elle n'a pas de position dans l'économie lui permettent de se sentir un facteur essentiel, décisif. Elle est un intermédiaire, même dans les conditions actuelles d'un niveau technique plus important. Elle dépend, soit du prolétariat, soit du capitalisme ; elle peut avancer et décider, en fonction de l'évolution des rapports de forces, des pressions, des influences qu'elle reçoit. Les petits-bourgeois, les secteurs paysans, la démocratie chrétienne doivent voir la force du prolétariat pour intervenir eux-mêmes. Ils doivent sentir cette nécessité de changements. Autrement, on leur fait croire que les changements, les améliorations sont possibles, au sein même du système capitaliste, et ils restent où ils sont, c'est-à-dire, dans le camp électoral bourgeois.

Les évènements de France vont bouleverser les masses italiennes et leur donneront une très grande impulsion. L'unanimité de la grève – même s'il existe des dissidences entre communistes et socialistes quant à ses objectifs, sa portée – indique une réaction unanime du prolétariat et de secteurs très larges de la petite-bourgeoisie. Ce processus va influencer profondément l'Italie en montrer le chemin pour avancer : l'Union Populaire déclare : "si nous sommes majoritaires au prochaines élections, le gouvernement doi nous revenir". Cette grève géné rale fait partie de tout ce pro cessus ; d'ici quelques mois i y aura des élections communa les en France et il faut prévoi une avance très grande de la gauche. Si elle a obtenu près de 51 % aux dernieères élections.

REPONDRE A LA CRI PROGRAMME ANTI-CAP

Un autre aspect très importan très profonde existant dans la tes et Communistes. Chez les sance, tandis que pour la DC cherche désespérément comme ment le mouvement syndical. la dépasser. Les déclarations et ceux de Reichlin et Amendol pidement une décision afin grande de la classe.

Ils ne répondent pas à cette tres, par l'augmentation des s pendantes des actuelles directi protestations des principaux exemple : l'intervention du S des gauchistes pour le Liban, Cette situation doit déboucher sitions qui feront sortir les s tes, de leur actuelle passivité. conquête de postes dans les d ter la direction aux communis quelquechose de formel – avec lui des communistes.

La crise du capitalisme acc communistes pensaient voir du tervient dans le même sens. Et de la social-démocratie en Suèd vement ouvrier en Europe. Au te n'a pas pesé sur la volonté, la Il faut appeler à une discussio du mouvement ouvrier, pou donner une issue à la crise a tuelle. Le programme du go vernement va inclure, inévitabl ment, une énorme augmenta tion du coût de la vie, du ch mage. Récemment encore, journal du PCI "UNITA" pu bliait des articles – surtout d'A mendola, Peggio, Barca – : "reprise a commencé..." et main tenant ce journal doit dire qu la réanimation économique es une pure invention. Nous avon écrit plusieurs articles pour mon trer qu'il n'y aurait aucune re lance économique. On considé rait comme "une relance" un augmentation de la productio de textiles, par exemple-, mai en même temps que cette aug mentation de la production, chômage s'élevait. C'est donc productivité qui a augmenté rien de plus.

Le capitalisme procède à un réorganisation, reconversion d la production industrielle et d l'appareil productif. Au trave de cette crise, il élimine les sec teurs les plus faibles tandis qu les plus puissants absorbent l production que faisaient les au tres avant. Mais ils n'absorben pas les ouvriers qui étaient occu pés auparavant ; il réduit la mai d'oeuvre de 30 à 40 % et con centre la capacité technique pour augmenter la productivité De cette sorte, la productio peut augmenter dans certain secteurs, mais pas l'emploi. L problème ne consiste pas à éle ver la production, mais à donne du travail, élever le niveau d vie des gens. Ces dirigeants com munistes posent, de façon erron née : "la production au aug menté ..." Ce qui importe, c'es qu'il y a de plus en plus de gen sans travail, sans salaire, alor que le coût de la vie augmente.

Les syndicats et les parti doivent discuter un programme un plan de production. Le pro gramme de reconversion propos par Amendola, revient tout sim plement à donner appui au ca pitalisme. La réaction contre a dû être très importante dans le

LES 217 VOIX A NOTRE PARTI ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

Nous pensons qu'il est nécessaire d'analyser plus profondemment les 217 voix que notre parti a obtenues aux élections communales. Par rapport aux élections législatives précédentes, cela représenterait un recul, du point de vue du nombre de voix. Mais nous pensons qu'il ne s'agit pas d'un recul. L'avant-garde ouvrière cherche, et chaque fois plus à faire un vote "utile", pour le PSB ou pour le PCB parce qu'elle veut peser et intervenir pour des changements concrets. Elle a le sentiment que voter pour nous ou des listes comme AMADA est un vote perdu, un vote inutile. Pour cela, nous considérons le progrès du PSB et du Parti Communiste, comme notre progrès également. Beaucoup de camarades qui n'ont pas voté pour nous cette fois, ont voté socialiste et communiste. Cela représente des forces, même petites, qui vont lutter dans le PSB pour un programme contre le capitalisme, d'étatisations, de nationalisations, des éléments pour aider à construire le courant de gauche socialiste, à lui donner de l'assurance, et de l'audace pour intervenir. Cela représente également des forces dans le Parti Communiste, pour stimuler à la discussion sur la révolution mondiale, sur la nécessité d'unifier l'Union Soviétique et la Chine, sur la nécessité d'aider à l'organisation de la gauche socialiste pour réaliser un front de la gauche avec les chrétiens de gauche.

Nous considérons évidement que voter pour le PORT n'est pas un vote perdu, comme le prétend "Le Peuple" dans un éditorial, mais un moyen de pression, sur les partis ouvriers, pour les obliger à une politique anti-capitaliste. Qu'est ce que cela apporte, au PSB et surtout aux travailleurs d'avoir quelques conseillers communaux en plus, s'il fait la même politique qu'avant, s'il cherche de nouveau à participer à la gestion du régime capitaliste. Par contre, s'il en a moins mais qu'il fasse une politique qui cherche a résoudre les problèmes de la région, du chômage, des licenciements, des fermetures d'usines, des accidents du travail, c'est cela que toute la population va approuver. Le PSB et le PC ont gagné des voix à Charleroi, c'est la première "ville rouge" du pays. Mais il faut alors démontrer que les partis de la gauche sont capables de faire autre chose que les partis bourgeois. Ils ne peuvent rien changer à Charleroi s'il ne font pas intervenir la population dans les quartiers, dans les usines, si la population ne peut pas discuter et intervenir sur tous les problèmes, discuter un plan de mobilisation pour que l'économie soit au service de la population et non des capitalistes.

Par contre, avoir conseiller communal posadiste, nous pensons que cela aurait été très important parce que nous aurions utilisé ce poste comme une tribune, comme un moyen pour faire entendre sur le plan politique et communal, la voix des ouvriers qui luttent tous les jours dans les usines, dans les quartiers. Et cela aurait été un stimulant pour impulser le PSB à lutter pour un programme contre le capitalisme.

Les conclusions du "Peuple" qui condamne la présentation de toutes "les petites listes" y compris le Parti Communiste, est inacceptable. Le PSB doit discuter plutôt, la nécessité de présenter un front de la gauche avec le PC, avec les chrétiens de gauche, avec un programme qui mette en cause le capitalisme. Alors oui, les "petites listes" ne sont pas nécessaire parce qu'il existerait une alternative politique plus élevée. Aujourd'hui elle n'existe pas, et tant qu'elle n'existera pas, nous présenterons une liste de candidats aux élections qu'elles soient.

Un aspect que nous devons également discuter est que l'avant garde ouvrière n'a pas donné plus de confiance à notre parti, parce que nous avons manqué de continuité dans l'activité concrète d'organiser la gauche syndicale et politique à Charleroi. Et en particulier, le travail avec "Lutte des Métallos", avec l'avant garde syndicale, n'a pas été suffisamment conséquent dans les usines. Notre présence dans l'activité de l'avant-garde ouvrière, avec des interventions précises, régulières, avec un travail persévérant dans les quariters est indispensable. Il ne s'agit en aucune façon d'une remise en question du programme, des analyses, et de la tactique avec laquelle notre parti intervient, mais de son activité concrète pour appliquer cette politique. Depuis que nous nous présentons aux élections à Charleroi, nous luttons avec ces mêmes idées, programme analyses et tactiques. Les conclusions essentielles à tirer des élections et de notre résultat est qu'il faut faire un travail systématique, un contact continu avec les usines, les quartiers, avec les militants socialistes, communistes et chrétiens, avec des tracts, des résolutions, des analyses sur tous les problèmes concrets des quartiers et des usines, et également, des analyses sur la situation dans le monde et les expériences de lutte des autres pays.

Nous nous basons sur l'acceuil formidable, fraternel que nous avons recu dans cette campagne aux portes des usines, dans les quartiers et sur la vente de certaines de publications, qui montrent une maturité politique et une recherche d'orientation programmatique de l'avant-garde, pour raminer de façon conséquente toute l'activité de notre Parti à Charleroi.

ME ITALIEN; LES SYNDICATS, S ET LE PROGRAMME DE ATIONS SOCIALES

J. POSADAS

oit
né-
ro-
s il
na-
oir
la
de
ns.

elle en obtiendra au moins 55 % aux prochaines. Le rapport numérique n'a pas une importance déterminante, mais il a un poids, dans le sens d'attirer des secteurs de la petite-bourgeoisie et décomposer l'appareil bourgeois.

RISE CAPITALISTE AVEC UN APITALISTE

ant de la situation en Italie est la crise la Démocratie Chrétienne, les Socialis-s derniers, il s'agit d'une crise de crois-OC c'est une crise de dissolution ; elle ment résister. Cette crise atteint égale-l. Il faut intervenir en posant, comment et articles récents de Berlinguer, comme ola indiquent qu'ils veulent prendre ra-de se débarasser de la pression très

te pression. Celle-ci s'exprime, entre au-syndicats autonomes, des grèves ind-e-tions, par la montée des plaintes et des syndicats contre leurs directions. Par Syndicat des Métallurgistes au meeting , a été numériquement très importante. er inévitablement sur des prises de po-syndicats, les communistes, les socialis-. Les socialistes se lancent à présent à la directions syndicales. Ils veulent dispu-nistes, mais ils le font – même si c'est ec un programme plus à gauche que ce-

ccélère constamment les phases que les durer longtemps. La crise en France in-Et la défaite – d'ailleurs très limitée – ède, n'a pas conduit à un recul du mou-u contraire, celui-ci avance. Cette défai-la décision des masses.

ion Parti Communiste, parce qu'ils our en sont revenus et disent main-ac- tenant qu'il y avait malentendu.

ou- En France, l'Union Populaire ble- répond à la crise du capitalisme nta- de Giscard d'Estaing avec le Pro-hô- gramme commun, qui pose l'éta-le tisation des 13 principales entre-pu- prises, dont les banques ; pen-'A- dant ce temps en Italie, les com-"la munistes répondent en soute-ain- nant le système capitaliste. C'est que absurde ! En soutenant le sys-est tème capitaliste, ils permettent ons que les conditions de vie des on- masses continuent à se détériorer re- le coût de la vie, le chômage, la dé- répression continuent à aug-une menter.

on- Il faut appeler à une discus-ais sion dans le mouvement ouvrier: ug- pour son intervention indépen-le dante, pour des augmentations la de salaires, de meilleures condi-té, tions de travail. C'est sur cette base qu'il faut poser la ranima-ne tion de l'appareil de production. de Il faut refuser catégoriquement ers de conditionner l'augmentation ec- des salaires à la réactivation de que l'appareil productif. Si le capi-la talisme n'est pas capable de le au- faire : qu'on l'exproprie, qu'on ent étatise les moyens de produc-cu- tion pour les faire fonctionner ain- sous contrôle ouvrier.

on- Le mouvement ouvrier, les ue Partis Communiste et Socialiste, té. doivent avoir des idées propres on pour développer la développer, ins et non des idées capitalistes Le pour sauver tout ou partie du le- capitalisme. On ne pourra ja-ier mais gagner la démocratie chré-de tienne de cette manière. Une tel-m- le orientation est destinée à in-on- fluencer quelques dirigeants dé-ug- mocrates-chrétiens, mais non les est masses.

ns L'ascension des communistes ors aux dernières élections, indique que les masses cherchent des changements et des changements. Ce progrès n'est pas un tis résultat de la politique, du pro-ne, gramme, des objectifs déclarés ro- du Parti Communiste, mais la sé conséquence de la volonté de m- changements des gens, qui voient ca- dans le parti communiste un a reflet des États ouvriers. Lesgens le

Cuba en Angola, l'appui ouvert de l'Union Soviétique à tout mouvement de libération. Ils voient dans le Parti Communiste, une extension de l'Union Soviétique et des Etats ouvriers, de la lutte pour le socialisme. C'est pour cette raison qu'ils l'appuient. A quelques mois des élections, il y a une véritable paralysation du Parti Communiste et du mouvement syndical.

Les partis ouvriers et les syndicats doivent proposer un programme de reconversion industrielle, en fonction des besoins des masses du monde ; il faut exproprier, étatiser et planifier la production. Si cela entraîne une réaction du capitalisme, que faire ? et bien, cette réaction capitaliste s'est manifestée également en Angola, au Mozambique, en Rhodésie. Les masses n'en ont pas été intimidées pour autant. C'est l'appareil de la direction du Parti Communiste qui ne se sent pas capable de répondre à cette nécessité. Il y a une crise immense entre eux, entre le secteur qui n'a pas l'assurance de répondre à la crise du capitalisme par un programme anti-capitaliste mais cherche toutefois à suivre un programme d'améliorations, de contrôle sur l'appareil de l'Etat et le secteur qui, comme Amendola, veut empêcher le capitalisme de tomber plus bas. Celui-ci se comporte comme un représentant du capitalisme : Amendola demande que le PC aille au gouvernement et veut imposer en même temps que les syndicats ne fassent rien qui "soit un obstacle à la reprise économique". Mais il n'y a aucune reprise économique ! sinon une ranimation qui consiste à monter sur le dos des masses pour avancer. Quelle reprise ? il y a une reprise pour le capitalisme, mais pas pour les gens ! Il faut ranimer l'économie en fonction des besoins de la population. Que les syndicats, les usines, les quartiers discutent un programme d'étatisations, de planification de la production, de contrôle ouvrier. La préoccupation essentielle doit être : le niveau de vie, la santé, les conditions de vie des masses, et pas celles du capitalisme.

APPELER A UNE DISCUSSION DANS LE MOUVEMENT OUVRIER POUR LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE ET LE FRONT UNIQUE PC-PS-SYNDICATS – GAUCHISTES-POSADISTES

Palme a été battu en Suède, parce qu'il ne s'est pas occupé de ces problèmes. Les masses, elles, n'ont pas été battues, elles gardent intacte leur volonté de combat. En France, elles répondent à la crise du capitalisme avec le Programme Commun. Les masses d'Italie vont bientôt dire : "faisons comme en France".

Il faut faire appel à une discussion publique pour répondre à cette crise en Italie. La crise du Parti Socialiste ne conduit pas à sa destruction. De Martino lui-même se situe maintenant plus à gauche que Lombardi ; il ne fait pas que manoeuvrer, mais il n'a pas d'autre issue. Il veut imiter – quoique un peu en retard – Mitterand. Mais c'est mieux d'imiter Mitterand que d'imiter Guy Mollet ! Cela signifie, pour le moins, une politique de progrès, et non de soumission à l'arrièrement capitaliste.

Ce processus suscite beaucoup de critiques. Il y a une base possible de division du Parti Communiste : la droite, de toute évidence, menace de diviser le Parti. Barca, Peggio, Amendola ont déclaré : "voilà la reprise économique. Il ne faut rien faire pour l'entraver". Peggio en particulier a fait un article plein de chiffres pour dire : "la reprise est en route, il ne faut pas la déranger, il faut laisser l'économie se développer, et revendiquer ensuite seulement". Et maintenant le journal "UNITA" déclare nettement : "il n'y a aucune reprise. C'est une farce, une invention". Un tel changement de position signifie une lutte interne très grande et des menaces de séparation, vers la gauche, de secteurs importants du mouvement ouvrier. Et la droite fait des menaces contre la direction du Parti Communiste pour le cas où celle-ci ferait des concessions aux syndicats. Les discours, les écrits des différents dirigeants indiquent une crise qui ne peut se maintenir longtemps à ce niveau : UNITA se préoccupe beaucoup de montrer que les communistes ne vont pas se soumettre au gouvernement Andreotti, tandis que Jacoviello, défendu par Amendola, fait des articles sur la Chine, au nom des chinois.

Le coût de la vie a augmenté énormement. Le mouvement ouvrier doit en discuter, sans attendre ce que fera le gouvernement, mais imposer des mobilisations, une grève générale comme en France, pour un plan de production, de salaires, de travail. Le capitalisme ne va pas donner tout cela. Il essaie de gagner du temps, sous la couverture que lui donnent les abstentions des communistes et socialistes.

Ce n'est pas possible d'influencer la gauche démocrate-chrétienne avec une telle politique. C'est une erreur de croire que ce sont les dirigeants, les députés de la DC, qui représentent la gauche chrétienne. Ceux-ci n'ont pas de courage, de décision, de conception programmatique, ils ne représentent pas l'intérêt des masses, ils veulent assurer la tranquillité du capitalisme. La gauche démocrate-chrétienne, c'est la base ouvrière, petite-bourgeoise, administrative. Et cette gauche bouge en fonction de la volonté et de la capacité de lutte dont font prueve les partis ouvriers et les syndicats.

Il est vain d'avoir espoir dans les secteurs dirigeants de la DC. La situation peut, sans aucun doute, influencer un secteur, mais avec une lenteur immense et sur un nombre très réduit. Par contre, l'influence à la base est infiniment plus grande.

Il n'y a aucun rapport entre le Festival de l'UNITA et l'actuelle passivité du Parti. Le Festival était dynamique, il exprimait la volonté et le sentiment des masses, au travers des discussions, des conversations, des défilés. Pourtant 40 % des participants à la fête étaient des non communistes : socialistes, catholiques, indépendants, gauchistes.

Cette crise prépare les conditions d'un changement très aigu. On ne peut continuer ainsi. Les articles publiés par la presse du PC indiquent que ce sont les critiques de gauche qui sont en train d'avoir du poids dans le Parti. Ce n'est pas la droite qui y prédomine, qui a de la force. La gauche sent qu'elle a de la force, qu'on a tout le pouvoir en mains et qu'on laisse pourtant le capitalisme développer sa réaction, augmenter son arrogance.

Il faut appeler à discuter comment sortir de la crise. Les communistes essaient de le faire. Ils ont organisé un débat de dix jours sur ce thème, mais ils n'y ont pas invité les syndicats. Les syndicats n'interviennent pas. Et pourquoi ? les syndicats, les usines, les quartiers, les partis communiste et socialiste doivent intervenir, et faire sentir le poids de la population. Cette discussion doit s'orienter à des changements de structure, cela signifie: étatisations, planification de la production. La moitié des masses ouvrières pauvres et paysannes de la Démocratie Chrétienne vont se sentir attirés et influencés. Si on espère influencer des parlementaires de la Démocratie Chrétienne, cela peut durer longtemps et portera sur un petit nombre. Donat Catin, qui semblait le plus proche de la gauche, montre qu'il ne représente aucune "Force Nouvelle", mais une nouvelle expression d'une force bourgeoise.

Il faut développer une discussion publique ou un programme anti-capitaliste, d'étatisations, de planification de la production des secteurs les plus importants, y compris les banques. Le programme de production ne doit pas se soumettre à la FIAT, mais bien aux besoins des masses en routes, en eau courante, électricité, gaz, égoûts, services hygiéniques en général, hôpitaux, moyens de transport. Il faut tripler les moyens de transport. Le mouvement syndical doit discuter, avec les camarades communistes, socialistes, radicaux, gauchistes, avec "Democrazia Proletaria', un programme en défense de la population italienne. Cela signifie qu'on ne peut rien espérer du gouvernement capitaliste. Il faut faire, comme en France, une campagne pour un Programme d'Union Populaire, pour répondre aux besoins du pays. La situation est la même en Italie. En France, quand l'Union de la gauche a agité le Programme Commun et que les communistes et socialistes ont cessé de se disputer, tous les deux ont augmenté et la gauche est passée de 47 à 51 % et elle en aura 56 % la prochaine fois.

Il faut faire des discussions dans les usines, les quartiers, les écoles, les syndicats, sur ce programme, et un front unique socialistes-communistes, gauchistes, radicaux, et appeler la gauche démocrate-chrétienne, libérale à suivre ce programme : voilà la solution pour l'Italie. Ce que propose le capitalisme ne résout rien ; c'est un étouffement. Il n'y a qu'à voir la hausse du coût de la vie.

Il y a une grande crise dans la Démocratie Chrétienne ; ils écartent Fanfani et le remplacent par Moro, pour montrer une "figure plus joyeuse", pour essayer de contenir l'influence de la lutte des masses sur la masse démocrate-chrétienne. Celle-ci n'est pas influencée par la politique de la direction du PCI, mais par la lutte des masses communistes, de Italie, de France et du reste du monde, et par l'intervention des Soviétiques.

L'intervention des Etats ouvriers – et en particulier de l'Union Soviétique – est un des éléments essentiels d'influence dans le gauchissement des masses d'Italie, de France, du reste du monde. La déclaration des Soviétiques dans "La Pravda", posant que la détente n'anule en rien l'appui à tous les mouvements de libération du monde, a donné plus de voix au Parti Communiste, que 300 discours des dirigeants du PCI. Les soviétiques ont montré qu'ils sont disposés à défendre tout progrès révolutionnaire. S'ils défendent la population noire en Afrique du Sud, comment ne le feront ils pas pour les socialistes et les communistes s'ils triomphent en Italie ! Que feront les communistes et socialistes s'ils triomphent en Italie, face à l'impérialisme, s'ils rejettent l'intervention soviétique ? feront-ils un modèle de socialisme européen ? un eurocommunisme ? Ils ne pourraient pas se maintenir à la direction du pays – même s'ils y vont électoralement – sans l'intervention, l'existence des Etat ouvrier qui donne des garanties à la gauche : "allez au pouvoir, nous vous soutenons !" Les Soviétiques sont en train de le faire ouvertement, contre l'OTAN.

La Pravda répond à Kissinger: "nous allons intervenir. La détente est une chose ; cela n'empêche pas notre intervention en faveur des mouvements de libération". Cette réponse s'adresse également aux communistes et aux socialistes italiens, au capitalisme mondial, à l'OTAN. L'eurocommunisme n'a pas de base.

Cette phase de la crise du capitalisme italien, du Parti Communiste et Socialiste est très importante, très riche, et très aigue.

LA MANIFESTATION EN APPUI AUX PALESTINIENS A EXPRIME LA VOLONTE DES MASSES D'ABATTRE LE CAPITALISME.

Il faut donner une grande importance à l'accueil recontré par la manifestation en qppui à la lutte des masses palestiniennes ; c'est un mouvement très petit, sans importance économique, mais il a une grande importance politique et sociale. Il indique le mûrissement du processus révolutionnaire mondial, et en Italie. Le mouvement palestinien n'a pas une grande transcendance, il n'a pas d'importance économique pour la vie du monde, mais il a un tel poids politique et social à cause du caractère de la lutte qu'il mène, pour le progrès, contre la réaction et l'impérialisme, contre le mouvement nationaliste arabe qui est en crise.

Si ce mouvement rencontre un tel accueil, c'est un indice de maturité pour faire des changements en Italie également. Il ne s'agit pas simplement de solidarité. Les militants communistes appuyaient ce mouvement et ils ont obligé le Parti Communiste Italien à le soutenir. L'Union Soviétique également. Cela montre l'autorité qu'a l'URSS, sur le PCI.

La manifestation en appui aux palestiniens, rassemblant 100.000 personnes, a été un très grand succès. Le mouvement palestinien, qui est très petit, n'a pas de bases propres de mobilisations. Les gens sont allés manifester en si grand nombre parce qu'ils unissent les Palestiniens et la situation générale en Italie, ils sont allés là pour impulser la lutte pour abattre le capitalisme. C'est un indice de la volonté des masses communistes de changer et faire changer leurs partis. Ce succès n'est pas dû aux gauchistes eux-mêmes, car ils ont fait une activité réduite et superficielle pour le Liban et ils n'ont pas de poids ni de force par eux-mêmes pour attirer un si grand nombre. Cet appui signifie le mûrissement politique et l'aptitude des masses italiennes pour le communisme. C'est une réponse sans proportion avec les forces qui dirigent la manifestation. Les masses interviennent dans un problème critique, face à des directions d'origine nationaliste et anti-impérialiste qui développent actuellement une action contre-révolutionnaire, réactionnaire. Il faut mesurer la maturité très grande de la situation en Italie pour un développement de la politique anti-capitaliste.

EDITORIAL

population travailleuse, qui se révolte de toutes les manières pour ne pas payer les conséquences de la crise dont le système capitaliste est reponsable. La crise actuelle du Rassemblement Wallon est, elle aussi, une expression de toute cette situation. C'est une situation très bonne pour organiser le front de la gauche ! et pour montrer à toute la population que les partis ouvriers et les syndicats, unis, ont une réponse à apporter face à la crise capitaliste, et représentent les intérêts de toutes les masses travailleuses. Cependant la droite socialiste fait toutes les manoeuvres dans les appareils pour négocier une nouvelle participation socialiste à un gouvernement capitaliste. Il faut s'adresser à la gauche du Rassemblement Wallon, à la gauche démocrate-chrétinne, et leur proposer un front pour lutter pour un gouvernement de gauche ; pas un gouvernement qui va gérer le régime capitaliste mieux que l'actuel, mais un gouvernement qui va proposer et mettre en application des mesures qui répondent aux intérêts des masses travailleuses : prendre l'argent où il se trouve, dans les banques pour financer un plan de développement économique qui donne du travail à tout le monde, pour redonvertir les industries en crise, les régiones en déclin, et exproprier les grandes entreprises capitalistes qui sont la cause principale du chômage, de l'inflation, de la hausse du coût de la vie, des problèmes de la classe ouvrière. La gauche socialiste, le Parti Communiste, les syndicats, doivent appeler la gauche du R.W., du FDF, de la démocratie chrétienne dans tout le pays, à une discussion ensemble, ouverte à toutes les tendances, pour donner cette réponse à la crise.

26.10.76

POUR L'UNIFICATION DE LA CHINE ET L'UNION SOVIETIQUE !

n'est pas non plus une direction uniquement de droite, car il n'y a pas de conditions, ni dans le monde, ni en Chine, pour provoquer un recul et un isolement encore plus de la Chine par rapport à la révolution mondiale. La mort de Mao Tse Toung, comme l'analyse J. Posadas dans ce texte, signifie une libération de forces contenues, réprimées par l'appareil bureaucratique dirigeant. Aussi les conclusions actuelles et l'installation de ces dirigeants est provisoire. Ils n'accusent d'ailleurs pas le groupe dit "de Shangai" d'ultra-gauchisme, mais de vouloir "restaurer le capitalisme en Chine" et doivent donc se montrer comme plus à gauche que les autres. C'est absurde, et l'avant-garde du monde entier le voit avec stupeur, que ces dirigeants s'accusent mutuellement d'être des agents du capitalisme et de vouloir restaurer le capitalisme en Chine. Il s'agit d'une lutte entre des tendances de l'appareil de la bureaucratie en Chine, mais ni les uns ni les autres ne sont des restaurateurs du capitalisme ! Il n'y a pas de vie politique, de vie du Parti Communiste, des syndicats, d'organismes soviétiques en Chine. Pour cela la crise actuelle apparaît comme un conflit entre de petits secteurs de la direction. Mais le fond de cette crise est que la Chine doit sortir du carcan actuel dans laquelle la maintiennent toutes ces directions du PC Chinois et qu'elle a besoin, pour son propre progrès, de s'unir aux autres Etats ouvriers, et aux mouvements révolutionnaires du monde et de rompre avec toute la politique internationale réactionnaire actuelle. L'éviction du "groupe de Shangai" est en fait une tentative d'étouffer cette discussion très profonde et d'empêcher les forces – réellement de gauche celles-là – d'intervenir, et déborder toute cette dispute d'appareil. Mais l'équipe de la direction actuelle ne peut pas non plus maintenir le statu quo et elle essaie de combiner certains changements politiques, avec la défense de l'appareil bureaucratique contre la pression et l'intervention des masses. C'est très important que toute l'avant-garde en Belgique discute et intervienne sur ce problème de la Chine, et en particulier le Parti Communiste qui ne dit pas un seul mot pour le moment. Nous appelons à développer la discussion entre communistes, socialistes, posadistes, groupes gauchistes, pour comprendre et interpréter cette situation en Chine, et intervenir pour faire avancer l'unification de la Chine et des autres Etats ouvriers et, essentiellement, de la Chine et l'Union Soviétique.

(La brochure du cde J. Posadas peut être obtenue au prix de 10 FB à l'adresse du Parti et auprès des camarades).

LA CRISE DU CAPITALISME ...

Le Parti Communiste était absent de cette manifestation ; cependant il a donné son appui, mené toute une campagne et contribué à faire venir les gens à la manifestation. Ils n'y ont pas participé en tant que Parti, mais ils ont donné un appui aux Palestiniens en envoyant de l'aide, des médecins, des méciaments. Le Parti Communiste Français l'a fait également. Cela a créé une ambiance d'acceptation de l'appui à la lutte des palestiniens au Liban. Les gens sont allés à ce meeting, parce que le PC lui-même n'en avait pas fait. S'il avait fait un appel pour la Palestine, les gens seraient venus dix fois plus nombreux. C'est bien pour cette raison qu'il n'en fait pas.

C'est un indice de la décision politique très élevée des masses italiennes. Une preuve en est donnée également par la vente importante de nos publications: celle-ci montre l'autorité de notre Parti, ainsi que le nûrissement politique des jeunes, de tous ceux qui achètent en cherchant une orientation précise ; ils ne cherchent pas à avoir des informations, des détails sur la lutte en Palestine ; ils veulent savoir ce qui se passe au Liban, pourquoi les Syriens sont contre, et pourqui les Egyptiens, qui étaient contre, ont ensuite donné leur appui, comment les Soviétiques ont appuyé et arrêté la réaction d'Israel. Israel serait intervenue directement, si l'Union Soviétique n'avait pas envoyé sa flotte en Méditerannée pour avertir l'impérialisme et Israel. Elle fait actuellement la même chose en Rhodésie.

Le processus révolutionnaire mûrit également au Liban et montre l'impossibilité d'une solution "nationale", sur la base d'un programme national. Pour résoudre le problème du Liban, tout le monde doit intervenir. Cette crise est un indice de la crise totale du système capitaliste, du nationalisme et aussi de l'impuissance des groupes "gauchistes". Elle indique également une élévation de l'intervention des Soviétiques.

L'activité et la vente de publications faite par la section italienne est très importante, et montre que les gens ne viennent pas seulement se solidariser avec un mouvement révolutionnaire, mais qu'ils soutiennent des mouvements, en recherchant des solutions programmatiques. Ce n'est pas une simple lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, mais des mouvements ayant un caractère programmatique. L'activité de notre parti éduque une avant-garde, en Italie et dans le monde.

La participation du syndicat des Métallurgistes à cette manifestation est très important. L'Italie est mûre pour le communisme ! Les Partis Communiste et Socialiste barrent la route aux syndicats et font toute leur activité au Parlement. Mais les syndicats trouvent, de toute façon, le moyen d'intervenir dans cette manifestation ; ce qui revient à intervenir en Italie parce qu'ils disent, au travers de l'appui aux Palestiniens, ce qu'ils veulent pour l'Italie. Le syndicat des Métallurgistes s'est adressé au Parti Communiste, pour lui montrer : "voilà ce que nous voulons !". Carniti, dirigeant de la FLM a déclaré, lors de la réunion de Milan : "on nous enferme dans le Parlement". Les syndicats n'ont aucune fonction. Il y a une crise très grande. Après cette déclaration, le syndicat FLM intervient dans la manifestation des Palestiniens : cela veut dire que les communistes ne peuvent plus contenir la réaction des syndicats ; ceux-ci débordent leurs propres directions, les "Lama" et autres.

Les Palestiniens – comme les Vietnamiens et même à un niveau supérieur si on mesure dans un sens historique – résistent à la coalition mondiale de l'impérialisme yankee, francais, anglais qui sont derrière Israël, et de la droite phalangiste, du nationalisme bourgeois arabe, au travers de la Syrie et aussi de la droite égyptienne. Les palestiniens résistent. Il est important de voir qu'ils reçoivent un appui très grand du prolétariat mondial, de France, d'Italie, d'Angleterre, alors qu'ils représentent un mouvement très petit. Le prolétariat de tous ces pays exprime de cette manière qu'il veut faire la même chose que les palestiniens au Liban.

Beaucoup de jeunes ont participé à cette manifestation. La jeunesse en Italie fait preuve d'une grande maturité et veut intervenir comme un dirigeant protagoniste de l'histoire. La jeunesse communiste doit connaître tout cela et voir que ces jeunes, dits "gauchistes" se mobilisent pour une position juste, et défendent un pays, qui n'a aucune importance économique. Cela éduque les sentiments de la jeunesse, qui cherche à raisonner non en fonction de la couleur des drapeaux, mais de la justice humaine.

Cette mobilisation très importante, s'est faite pour un petit pays, divisé en vingt morceaux. La prouesse de Tall El Zatar es est appuyée par le prolétariat mondial. La force des camarades qui ont soutenu ce siège est un symbole, qui s'unit au prolétariat mondial. La force des camarades qui ont soutenu ce siège est un symbole, qui s'unit au prolétariat mondial, au travers de l'Union Soviétique. La plus grande partie des armes étaient soviétiques. L'Union Soviétique a envoyé des armes très modernes, qui ont permis à plusieurs reprises de faire échouer les assauts phalangistes. Nous rendons hommage à l'héroïsme de ceux qui ont lutté et sont tombés à Tall El Zatar, en même temps que nous le considérons comme le symbole du prolétariat, mondial, comme une expression de ce que l'humanité est apte pour le communisme.

L'intervention soviétique est un évènement d'importance mondiale, très élevée. Elle indique que les Etats ouvriers, l'URSS – et même la Chine – ne peuvent supporter un recul de la révolution et doivent appuyer tout mouvement tendant à limiter, écrasser, écarter le capitalisme. En Rhodésie également, la réponse des Soviétiques est bien claire : "la détente n'annule pas la révolution". C'est une expression élevée de la régénerescence partielle.

Il faut appeler les jeunes communistes à tirer les conclusions de la très bonne et riche expérience que signifie cette manifestation. Cet acte des gauchistes a du les toucher beaucoup. Il montre que la jeunesse ne veut pas rester là en spectateur, mais doit participer. Elle veut sentir qu'elle intervient, avec des idées, avec des pensées, des mobilisations qui impulsent les idées, elle ne veut pas être un facteur passif pour faire nombre, regarder et ensuite s'en aller. Dans cette manifestation, les jeunes ont crié, discuté les mots d'ordre. Les jeunes sont venus en grand nombre à cette manifestation, alors que les communistes ne parviennent pas à faire un important mouvement de la jeunesse, parce que ceux-ci barrent le chemin aux jeunes qui veulent intervenir activement, avec passion, avec des idées, des mouvements. La radicalisation de la jeunesse vaut beaucoup mieux que sa pssivité, même si elle prend certains caractères ultra-gauchistes. Ceux-ci se corrigent en cours de route, la passivité ne se corrige pas et provoque un sentiment d'incapacité. La radicalisation active, au contraire, unit les jeunes au prolétariat et exerce une attraction sur la population. Faire participer la jeunesse à un meeting ou à une fête, sans plus, ne signifie aucune garantie, aucune réponse à son désir d'intervenir. Elle veut discuter, donner des idées, participer, diriger. Elle veut des idées de changements de structures sociales et ne peut accepter de simples critiques ou un soutien au système capitaliste.

Les voix aux élections ne sont pas une garantie par elles-mêmes. Nous réitérons, aux camarades socialistes et communistes, que la leçon à tirer des élections en Suède, l'Angleterre n'est pas celle d'une défaite du mouvement socialiste. C'est une défaite pour une direction, à moitié conservatrice, qui s'une main soutenait le système capitaliste et de l'autre obtenait une série de conquêtes de la classe ouvrière pour maintenir sur pied le système capitaliste.

Si le Liban suscite un tel appui c'est parce qu'il existe une unité entre le Liban et la volonté des gens qui participaient à cette manifestation. Les jeunes qui étaient là ne sont pas étrangers au Partis Communiste ni Socialiste. Ce sont des jeunes communistes et socialistes qui venaient montrer ce qu'ils voulaient. De la même manière, l'intervention du dirigeant du syndicat métallurgistes FLM à ce meeting a une grande importance, c'est un avertissement pour le PC, le PS, également pour la bourgeoisie. Pourtant le Liban n'a pas grand chose à voir avec le syndicat, si on considère le point de vue des revendications de salaires, de travail. Mais le FLM ne se comporte pas comme un organe syndical, mais comme un organe représentant l'intérêt anti-capitaliste, anti-imérialiste des ouvriers. C'est ainsi que la base ouvrière l'a interprété. Et elle a fait une grande pression pour faire intervenir le syndicat, elle est contre cette passivité des directions syndicales. Les métallurgistes interviennent très activement. Il va se produire, soit une rupture dans les syndicats, soit un débordement de toute cette immobilité. L'intervention des métallurgistes constitue un avertissement, de la même manière que l'augmentation des syndicats autonomes. L'Italie est apte pour le communisme. Voilà la conclusion qui surgit de cette manifestatin d'appui aux Palestiniens et de toute cette situation.

26.9.76
J. POSADAS

VIENT DE PARAITRE



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVUE MARXISTE

Organe du Secrétariat International de la IVe Internationale Trotskiste-Posadiste

Xe CONGRÈS MONDIAL DE LA IVe INTERNATIONALE TROTSKISTE-POSADISTE

- *Rapport sur l'Europe (cde. Bernard)*
- *Rapport sur l'Amérique Latine (cde. R. Marquez)*
- *Rapport d'Organisation :*

"LE PROCESSUS MONDIAL REVOLUTIONNAIRE ET LA FONCTION DE LA IVe INTERNATIONALE."
23-7-75 ***J. POSADAS***

3 août 1976 2e partie

Ed. res. C. Polet 5, r. du Château d'Eau
6080 Montignies/s/Sambre.

Les abstentions électorales aux Etats.Unis et la montée mondiale de la lutte de classes

4_11_76 **J. POSADAS** Voir pages 3 et 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB – 15e ANNEE – Nº 276 – 26 Novembre 76 – HEBDOMADAIRE

LE CONGRES DU P.S.B. ET LA NECESSITE DE CHANGEMENTS ANTI.CAPITALISTES

EDITORIAL

Dans le monde entier, les masses font sentir leur volonté de lutter pour changer la société, elles s'expriment comme elles le peuvent, sans avoir toujours les moyens pour le faire directement et en tant que classe. Elles se sont massivement abstenues dans les élections aux Etats-Unis pour montrer leur rejet de la politique de l'impérialisme américain. Au Québec, les masses ont voté pour des changements économiques et sociaux et contre l'impérialisme yankee, en appuyant le Parti du Québec qui se présentait comme la seule opposition au pouvoir capitaliste. En Espagne, vient de se produire une des grèves les plus importantes de la classe ouvrière, qui refuse de faire les frais de la crise capitaliste et montre que c'est par la force qu'elle peut imposer des droits démocratiques. Dans tous les pays d'Europe capitaliste, les actions, les manifestations, les grèves se multiplient, la classe ouvrière, et d'autres secteurs de la population travailleuse luttent massivement pour défendre leurs conquêtes, pour chercher une issue socialiste à la crise. Dans les Etats ouvriers aussi les masses élèvent leur intervention, comme en Pologne; et elles le font, au contraire des pays capitalistes, en impulsant le progrès de l'Etat ouvrier; la lettre des ouvriers des usines qui avaient été au centre de la protestation de juin exprime bien que la classe ouvrière ne veut pas renverser le gouvernement polonais, mais lutter pour la démocratie soviétique et pour libérer les forces qui vont permettre un développement beaucoup plus grand de l'Etat ouvrier.

Toute la situation du monde est dominée par cette intervention massive des gens, par l'élévation de l'intervention des Etats ouvriers en faveur des mouvements révolutionnaires, comme en Afrique Australe. Il n'y a pas un seul pays d'Europe capitaliste qui reste immobile. Toutes ces luttes s'unissent à celles que mènent les travailleurs en Belgique contre les capitalistes et contre le gouvernement.

Elles ont été à la fois absentes et bien présentes dans le récent congrès du P.S.B. Absentes parce qu'aucun des rapporteurs au congrès n'a parlé des masses, de la classe ouvrière, de son état d'esprit, de son niveau de conscience, de combativité. Mais elles étaient bien présentes pourtant parceque la crise qui se développe au sein du Parti Socialiste est une conséquence de ce fait que la population se révolte et refuse de payer la crise capitaliste. La volonté de changements que Cools et quelques autres camarades ont exprimée à la tribune ne vient pas de leur propre réflexion, mais de la pression de plus en plus profonde que les masses exercent sur l'avant-garde socialiste et celle-ci, à son tour, transmet dans le Parti.

La base socialiste, les ouvriers socialistes sont les principaux artisans du progrès du PSB aux dernières élections, et personne n'a parlé d'eux à ce congrès. De même, les changements qui ont lieu dans tout le mouvement socialiste dans le monte influencent le Parti socialiste en Belgique; mais de cela non plus, il n'a pas été question au congrès. Si Cools et Claes ont fait des citations de Mitterand, pour montrer où se dirigent leurs sympathies – tandis que Simonet se contentait de citer la Bible... – ils ne se sont pas basés sur les 13 points anti-capitalistes du Programme Commun et de l'Union Populaire, qui sont le fondement principal du progrès du Parti Socialiste en France.

La discussion et la lutte intérieure au PSB, pour le faire changer de social-démocratie vers un réel Parti socialiste ne se limitent certainement pas à une dispute dans l'appareil. Il y a une élévation de l'intervention de la base, des travailleurs, des sections d'entreprises au sein du Parti; autrement Cools ne se mettrait pas à attaquer aussi vivement les dirigeants socialistes qui ont fait leur campagne personnelle pendant les élections au lieu de défendre les idées du Parti, avec Simonet à côté de lui (Simonet qui a été un champion de ce genre de campagne !) et il n'aurait pas parlé non plus avec cette véhémence de la nécessité irremplaçable du "rassemblement des progressistes", de ce "front unique qui existe spontanément parmi les ouvriers à la base, à l'usine, dans le quartier contre leurs exploiteurs" mais qui n'existe pas dans les cadres et les appareils.

Le Parti Socialiste est poussé, par le développement des luttes ouvrières, par l'approfondissement constant de la crise du système capitaliste, à se radicaliser. Il est, comme l'ont dit certains camarades au Congrès "à la croisée des chemins", mais il n'a pas encore pris la route des transformations anti-capitalistes, qui sont indispensables pour permettre le progrès de la population en Belgique.

Pour cela, beaucoup de changements sont encore nécessaires. Un aspect fondamental est qu'il faut discuter quelle est la nature de la crise actuelle : les socialistes ne se prononcent pas là-dessus; au contraire, la direction actuelle suit l'orientation social-démocrate de la droite du Parti, même si elle la dénonce sur d'autres aspects. Il croient que cette crise peut être surmontée avec des palliatifs, des corrections à la mauvaise politique actuelle du gouvernement Tindemans, et au travers de la simple participation socialiste au gouvernement. Les conditions qu'ils ont réclamé pour y participer sont bien minces : augmenter les impôts sur les riches et les gros héritages, lutter contre la grosse fraude fiscale. D'accord, ce sont des améliorations nécessaires, mais elles ne vont résoudre aucun des problèmes essentiels des masses, de la classe ouvrière, de l'économie qui est en train d'étouffer dans le régime de la propriété capitaliste. Simonet pose ouvertement qu'il n'y a pas de crise du capitalisme, mais une crise de la société industrielle, et qu'il faut y répondre par "un autre modèle de croissance", augmenter l'intervention de l'Etat pour orienter les investissements, suppléer aux carences de la propriété privée par des initiatives publiques.

Suite page 4

VIVE LE 59ème ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE !

Nous saluons avec toute notre ferveur communiste le 59ème anniversaire de la Révolution d'Octobre !

Après 59 ans d'existence, l'Union Soviétique a démontré au monde entier sa légitimité historique, par le progrès constant de son intervention dans la révolution mondiale, par son appui militaire et politique aux mouvements de libération d'Asie, d'Afrique, du Moyen Orient. Au travers de cet appui militaire et politique, l'Union Soviétique se prépare au règlement final des comptes avec l'impérialisme mondial. Le capitalisme prépare une guerre mondiale, l'URSS et les Etats Ouvriers s'y préparent également, malgré toutes les déclarations sur la coexistence pacifique, et sur le désarmement. Au cours de cette période, la discussion dans le mouvement communiste sur les méthodes pour prendre le pouvoir, sur la voie pacifique ou non pour aller au socialisme, sur la défense des "pays socialistes", sur la nécessité de favoriser des fronts de la gauche est au centre de toutes les préoccupations, et discussions.

En Union Soviétique, en particulier, la Régénérescence partielle a fait des progrès très grands. La dernier discours de Brejnev au Comité Central en est expression, et surtout son voyage en Yougoslavie, et en Roumanie. Face à la préparation de la guerre de l'impérialisme et du capitalisme, les Etats Ouvriers doivent chercher a rétablir des relations, doivent s'unifier pour faire à l'impérialisme. L'objectif essentiel du voyage de Brejnev est celùi-là. Les divisions dans le mouvement communiste mondial, sont inécessaires, et profitables aux forces réactionnaires.

La division Chine-Urss fait beaucoup de tort, au développement de la révolution mondiale, et à l'organisation des masses. La politique extérieure des Chinois actuellement est réactionnaire, et ce sont eux les principaux responsables du maintien de cette division. Mais il est absurde de croire qu'une guerre entre la Chine et l'URSS est possible. Cela ne se passera jamais. Les masses chinoises ne le permettront pas. La commémoration de la Révolution d'Octobre doit être une occasion pour que tout le mouvement communiste mondial lutte avec acharnement pour l'unification de tous les Ouvriers, et URSS-Chine. Déjà, cette nécessité d'unification se fait sentir entre l'URSS, la Yougoslavie, et la Roumanie.

La bourgeoisie en Europe, en particulier, organise une vaste campagne anti-soviétique, justement alors que l'intervention de l'URSS s'élève dans la révolution mondiale et dans les discussions internes du mouvement communiste. C'est une manière de détourner l'attention des couches de la petites bourgeoisie, d'utiliser certains secteurs des directions des partis communistes, pour essayer de ralentir, d'empêcher les partis ouvriers, le front de la gauche en France par exemple, de prendre le pouvoir. S'il y a des choses à critiquer en URSS, c'est le manque de démocratie soviétique dans laquelle la classe ouvrière puisse s'exprimer, discuter tous les problèmes de l'économie, de la société. S'il y a des problèmes en URSS et dans les autres Etats Ouvriers, du point de vue agricole ou du point de vue de l'augmentation des prix comme en Pologne, c'est parce qu'existent encore des formes de relations de propriété privée dans les Etats Ouvriers. Il est tout à fait nécessaire de discuter et d'intervenir sur tous ces problèmes pour changer, éliminer ces formes de relation privée, comme l'ont fait les ouvriers polonais. Ils dimontrent dans la lettre qu'ils ont écrite au gouvernement, leur défense de l'Etat Ouvrier polonais, disant que leur action n'a pas comme objectif de porter atteinte à l'économie. Ils défendent l'Etat Ouvrier mais en même temps veulent éliminer toutes les entraves bureaucratiques, qui empêche, limite le progrès.

Nous pensons qu'il est nécessaire de discuter dans toute la gauche, socialiste, communiste et chrétienne sur les Etats Ouvriers, la supériorité de l'économie planifiée, du monopole du commerce extérieur, des relations sociales culturelles existent dans les Etats Ouvriers pour prendre cela comme un exemple pour changer l'économie dans les pays d'Europe, parce que dans les Etats Ouvriers il n't a pas d'inflation, de chomage, de crise comme dans les pays capitalistes.

Pour l'unification Chine URSS !

LES ABSTENTIONS ELECTORA
ET LA MONTEE MONDIALE DE
4_11_76

La signification de ces élections est de montrer la faiblesse très grande de l'impérialisme yankee et la résistance que lui oppose la population nord-américaine. Le peuple s'exprime par ce moyen parce qu'il n'en a pas d'autre.

La participation électorale fut très faible. 52 % ! c'est le chiffre le plus bas de tous les pays capitalistes ; il signifie que la population n'a pas eu la préoccupation ni l'intérêt d'intervenir, car elle ne voyait pas là un moyen de résoudre les problèmes. Ce n'est pas vrai qu'il en a toujours été ainsi. A l'époque de Roosevelt et de Kennedy, la participation électorale était beaucoup plus élevée ; les gens pensaient encore pouvoir peser, décider en votant ; mais cette fois, ils voient bien qu'il s'agit d'une farce, qu'ils n'ont aucun moyen d'intervenir.

Avant les élections, il y eut de grandes mobilisations, des grèves dans l'industrie automobile, et même chez les policiers, et la population n'accompagnait pas l'impérialisme dans la guerre du Vietnam. Elle s'abstenait déjà. Elle ne pouvait pas s'opposer directement, mais son abstention avait le sens d'une opposition.

L'impérialisme avait besoin de la population nord-américaine pour justifier sa politique impérialiste, d'agression contre le Moyen Orient, le Vietnam, l'Afrique, l'Amérique Latine, et pour avoir des points d'appui dans ses démarches vis-à-vis de l'Union Soviétique et des autres Etats ouvriers. Il avait besoin d'intéresser la population à cette politique. Mais celle-ci s'en est désintéressé, c'est à dire qu'elle est contre. Autrement elle interviendrait, donnant son appui à l'impérialisme pour mener sa politique face aux Soviétiques, au Vietnam, à l'Afrique ou l'Amérique Latine. L'abstention est un rejet de l'impérialisme ; elle n'est pas due au hasard, ou à un manque d'intérêt : c'est une abstention politique.

Si l'impérialisme avait eu de l'autorité sur la population, il lui aurait communiqué de la force, de l'assurance et l'aurait attirée dans ce vote. Mais la population nord-américaine pense, réflechit et elle n'a pas donné son appui, elle n'a pas voté.

Ce n'est pas vrai que les travailleurs ont voté pour Carter. Une petit nombre d'ouvriers l'ont fait. Il faut voir encore les résultats détaillés des zones ouvrières, de Pensylvanie, Michigan, Détroit. Mais on peut déjà voir que sur 225 millions d'habitants, moins de 80 millions ont voté. C'est moins de la moitié. Un tiers environ de la population a voté. Celui qui va diriger les Etats Unis est l'élu de 25 % de la population. Rien n'est plus anti-démocratique !

La population n'a pas eu de moyens de s'exprimer. Il faut le souligner et le dénoncer. La démocratie s'est montrée sous sa forme la plus arrérée, la plus arrogante et brutale. Les gens n'ont pas eu de moyens d'expression. Il y avait deux candidats bourgeois et personne d'autre. Impossible de réfléchir, d'intervenir, de choisir, de prendre part. La structure de la préparation électorale inhibe le mouvement ouvrier, empêche les partis ouvriers de développer une vaste campagne.

Mais l'aspect fondamental de ces élections, c'est l'échec de l'impérialisme, qui avait intérêt à montrer son autorité sur la population, à lui faire accompagner sa politique réactionnaire mondiale, face aux Soviétiques, aux Etats ouvriers : à peine 25 % ont voté.

Les partis communistes, socialistes, les Etats ouvriers doivent en tirer les conclusions : 25 % à peine ont voté pour un président ! Ils ont voté pour le moindre mal, pour celui des deux candidats qui a dû se montrer le plus disposé à négocier avec l'Union Soviétique, à arrêter la politique réactionnaire, développer l'économie et la démocratie. Mais aucun n'a dit un mot sur le Vietnam, sur la situation actuelle au Moyen Orient, en Amérique Latine, une opinion sur les luttes de libération des peuples. Tout cela était absent de la campagne.

La politique, le programme de Carter, aussi bien que de Ford ne s'adressaient pas aux masses, mais à la grande bourgeoisie. A la population, ils se sont contentés de dire : "nous allons donner du travail, nous allons faire mieux, en finir avec les Watergate". Pas la moindre discussion ! ils devaient dire pourquoi on les a chassés du Vietnam : "nous avons été battus au Vietnam", "nous avons été vaincus en Angola". Tous les mouvements qu'ils soutenaient ont été ou sont mis en défaite. Voilà pourquoi les gens n'ont pas voté : ils ont vu que l'impérialisme est mis en déroute dans le monde entier et ils n'ont pas intérêt à le soutenir ; sans quoi ils auraient voté massivement. Mais en s'abstenant, ils manifeste leur appui à la défaite de l'impérialisme yankee.

Les conditions existent pour former un parti de classe aux Etats_Unis

Les partis ouvriers, les Etats ouvriers, les syndicats doivent prendre cela comme une orientation pour s'adresser au peuple nord-américain. Il faut prendre plus de contacts avec lui. Il ne s'agit pas d'élections quelconques.

La politique de "détente" est le moindre mal pour l'impérialisme. Il n'a pas d'autre remède. Il ne suit pas délibérément cette politique dans le but de coexister avec les Etats ouvriers. Il a essayé d'abattre les Etats ouvriers, d'écraser le Vietnam, le Laos, le Cambodge, Cuba, le Mozambique, l'Angola et il a été battu et encore battu. Il ne s'agit donc pas pour lui d'une "politique de la détente" ! Mensonge! C'est le processus mondial d'avance de la révolution socialiste qui impose à l'impérialisme de reculer encore et encore. Il a recours à la politique de détente, comme un moindre mal pour lui, en attendant l'occasion de répondre par la guerre, ou d'autres coups réactionnaires comme au Chili. C'est faux de dire "qu'il faut espérer qu'il développe la détente" ou que ce candidat sera meilleur que le précédent. Il faut dénoncer : quel que soit le candidat qui gagne, c'est l'impérialisme qui commande ! Ce n'est pas ce candidat qui va imposer une politique à l'impérialisme yankee, ce sont les grands capitaux, l'armée, toute cette structure qui vont imposer leur politique. Ce candidat est au service de l'impérialisme yankee. Il tarde à appliquer la politique de guerre, parce que le processus mondial de la révolution l'en empêche.

Ce nouveau président des Etats-Unis ne va pas inaugurer une nouvelle politique de détente, d'accords, d'arrangements. La nature de l'impérialisme, ses intérêts, les conditions économiques dans lesquelles ils se trouve, ne lui permettent pas de faire un arrangement. Il doit essayer à tout prix d'appuyer, d'exporter la contre-révolution. L'impérialisme devrait réaliser la détente, non seulement avec les Soviétiques mais avec toute la révolution mondiale, dont l'URSS est le centre d'appui vital. Il faut comprendre que l'impérialisme cherche l'occasion de réagir.

Cette candidature a l'appui du grand capital yankee, auquel elle est d'ailleurs soumise. Ils liquideront ce président, comme ils ont fait de Kennedy et des autres présidents et vice-présidents, s'il n'accomplit la politique voulue par eux.

Il ne faut pas faire la moindre illusion sur les possibilités démocratiques. L'impérialisme n'est pas démocratique. Quand il se déguise en démocrate c'est qu'il n'a pas d'autre recours, qu'il y est obligé par la révolution, par le progrès des peuples. Il a dû supporter l'Angola, le Mozambique, Cuba parce qu'il n'avait pas d'autre remède. Il a fait le coup de Playa Giron, de la Baie des Cochons contre les Cubains et il a été battu.

Ces élections montrent que l'impérialisme n'a pas d'assurance, qu'il ne reçoit pas l'appui de la population ; 25 % seulement ont voté. Deux candidats se sont présentés, Ford et Carter avec les mêmes paroles centrales : détente, accord avec les Etats ouvriers, paix, relance de l'économie... mais ils parlaient tout à fait en abstrait. Ils parlent de la paix, tout en faisant la contre-révolution en Angola, en Afrique du Sud, en appuyant la junte assassine du Chili et en préparant la guerre. Le plan essentiel de l'impérialisme yankee est la préparation de la guerre. Quel que soit le candidat qui aurait triomphé, ce plan restait le même. Il prépare la guerre tout en essayant de gagner du temps avec la politique de détente, car il n'a pas d'autre remède.

Il ne faut se faire aucune illusion là-dessus. Il faut le dire : l'impérialisme prépare la guerre et entretemps, est obligé de faire la paix. La conclusion propre à l'impérialisme est de faire la guerre. S'il parle de paix, c'est parce qu'il y est obligé. On doit voir cela clairement. On peut l'obliger, lui imposer de se contenir. Mais c'est transitoire. L'impérialisme ne va pas supporter cela indéfiniment et ne peut pas se rendre.

Ces élections ne changent rien structurellement ni historiquement à la fonction de l'impérialisme yankee. Les Etats ouvriers peuvent en profiter pour développer de meilleures conditions révolutionnaires, appuyer la lutte des masses, des peuples d'Asie, Afrique et Amérique Latine ; mais en ayant conscience que l'impérialisme va préparer la guerre de toutes façons. Ces élections ne marquent aucun changement, ni possibilité de changement.

La population nord-américaine n'a pas fait une seule manifestation d'appui à l'impérialisme au Vietnam. Quand les militaires sont rentrés du Vietnam, l'impérialisme n'est pas parvenu à organiser une seule manifestation pour "appuyer les vétérans", "l'action patriotique de nos soldats". Les gens ont rejeté tout cela, à commencer par la moitié des soldats et des officiers qui sentaient de la répulsion pour ce qu'eux-mêmes avaient fait. Ils étaient influencés par la révolution. Voilà l'état de l'impérialisme nord-américain.

On peut lui imposer de se contenir, comme jusqu'à présent, mais tout cela est transitoire. Cela peut durer un certain temps, mais c'est quand même transitoire. Ces deux candidats n'ont rien changé objectifs de leurs prédécesseurs, Kennedy inclus. Ils ont le même but : défendre l'impérialisme yankee alors qu'il est en recul. Kissinger a mené la politique de "détente" avec l'URSS parce que l'impérialisme ne se sent plus la force de l'emporter. S'il se sentait sûr de lui, il l'aurait écrasée.

L'impérialisme yankee exprime de la façon la plus notable, la crise de l'ensemble du système capitaliste. Il y a la crise de concurrence entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon. Tous sont unis contre les Etats ouvriers, les pays socialistes, la révolution. Mais ils ont des différences d'intérêts entre eux, qui s'expriment par la concurrence des marchandises, du commerce, de la production, des capitaux. Cette concurrence augmente sans cesse et s'aiguise plus encore du fait que la révolution progresse et que le capitalisme n'a pas le pouvoir de la contenir.

Il est faux de présenter l'impérialisme et les pays capitalistes comme s'ils étaient capables de recourir à la raison. Quand ils reculent, c'est parce que la lutte des masses, le progrès des Etats ouvriers, la compréhension des masses des Etats-Unis – qui n'appuient politiquement aucun des candidats – le leur imposent.

La politique criminelle des Chinois, qui soutiennent indirectement l'impérialisme dans une série de pays d'Afrique et d'Amérique Latine, reste sans effets. L'impérialisme est conscient que tout cet appui des Chinois est transitoire. C'est une camarilla, sans perspective, sans avenir. Cette politique des chinois n'a pas d'avenir. L'impérialisme ne peut compter sur l'appui des Chinois contre les autres Etats ouvriers pour établir sa stratégie. Quand la Chine se décidera, il y aura des mouvements qui vont répudier, chasser et remplacer cette direction et en mettre une autre qui répondra aux besoins de la révolution socialiste et de l'Etat ouvrier chinois.

Ces élections indiquent la faiblesse énorme, immense, du système capitaliste. La concurrence s'aiguise entre pays capitalistes et à l'intérieur de chacun d'eux. Celle-ci est déterminée par le processus propre au capitalisme mondial, mais aussi par le progrès des Etats ouvriers, de la révolution et de la lutte des masses ; le capitalisme est obligé de céder, alors qu'il a besoin de se préparer pour la guerre. La lutte des masses l'empêche de se préparer comme il voudrait, et signifie donc un appui supplémentaire aux Etats ouvriers. Cela permet à l'URSS, en particulier, de se préparer beaucoup mieux car elle compte sur ces luttes des masses qui empêchent le capitalisme d'agir avec toute la puissance dont il pourrait faire usage. Les luttes de chaque pays, de la France à l'Italie, de l'Angleterre au Japon et aux Etats-Unis mêmes, empêche le capitalisme de concentrer son pouvoir politique en un pouvoir militaire correspondant.

Toute la faiblesse de l'impérialisme yankee s'est exprimée dans ces élections. Celui-ci avait besoin d'une participation massive aux élections, pour démontrer sa puissance, avoir de l'autorité pour décider des préparatifs de guerre et de concurrence avec les Etats ouvriers, pour prouver qu'il avait le peuple nord-américain derriere lui. Maintenant, par contre, les masses du monde et des Etats ouvriers voient sa faiblesse énorme. La moitié à peine de l'électorat a voté, montrant toute sa méfiance. On ne peut expliquer ce fait, en disant qu'il s'agit d'une habitude aux Etats-Unis. Les gens quise sont abstenus refusent, pour la moitié au moins d'entre eux, de donner un appui à la politique de l'impérialisme yankee. C'est un exemple de la maturité politique du prolétariat, des masses de la petite-bourgeoisie nord-américaines.

Il faut y avoir recours. Pour cela, les Etats ouvriers doivent faire des manifestations, des meetings, des assemblées ouvrières, dans les usines, développer une vie syndicale, soviétique. Les masses des Etats-Unis verront ainsi, ce qu'il faut faire. De la même façon, il faut faire des appels à la Chine pour discuter une planification de l'économie et développer le socialisme à l'échelle mondiale ; que les syndicats des Etats ouvriers fassent des appels aux masses du monde afin de s'unifier en une seule centrale ouvrière avec un programme anti-capitaliste ; faire appel aux masses des Etats-Unis pour qu'elles construisent un parti ouvrier anti-capitaliste, sur la base d'un programme anti-impérialiste ; il faut aussi appuyer en partie le Parti Communiste des Etats-Unis.

Les masses doivent voir des mobilisations de démocratie soviétique dans les Etats ouvriers, et non cette idiotie de "pluralisme" situé entre capitalisme et socialisme et dont aucun Etat ouvrier ne peut tirer avantage parce qu'elle ouvre la porte au capitalisme. Il faut la démocratie soviétique ! discuter de tous les problèmes du développement de l'économie, de la culture, de la société, de la science ; que les masses participent à la discussion dans des organes, des commissions, Comités d'usines, conseils d'usines et de quartier. Cela va exercer une influence sur les masses américaines. Voilà ce que doivent faire les Etats ouvriers en conclusion de ces élections.

L'impérialisme est faible, très faible. Au lieu de céder, il va préparer plus fébrilement la guerre. Carter parle d'accords, de négociations sur la détente, par ce qu'il ne peut faire autre chose. S'ils avaient pu, ils seraient bien restés en Angola, au Mozambique, au Vietnam. Mais les masses du monde les en ont chassé. L'impérialisme n'a pas du tout accepté de partir, à la suite de négociations, on lui a imposé de partir ! Si on peut lui imposer, cela veut dire aussi qu'il faut aller beaucoup plus loin ! L'impérialisme n'accepte que ce qui lui convient. Pour le reste il recule parce qu'il n'a pas la force de s'opposer. Par exemple en Angola : il serait intervenu en Angola s'il avait eu des appuis. C'est lui qui est en train d'agir actuellement en Rhodésie. Sans lui, les blancs assassins d'Afrique du Sud ne feraient pas ce qu'ils font. Il y a toute une parodie derrière laquelle se trouve l'impérialisme yankee et anglais.

Il faut le dénoncer, sans espérer que cette dénonciation ait pour effet d'arrêter les yankees.

La détente ne va pas les arrêter. Ils discutent avec les Soviétiques tandis qu'ils préparent la contre-révolution. Les Soviéti-

LES AUX ETATS.UNIS LA LUTTE DE CLASSES

J. Posadas

ques ont le devoir de continuer comme ils ont fait en Angola: ils discutent avec les Yankees tandis qu'ils sont intervenus en Angola. C'est très bien ainsi.

Ces élections sont l'expression d'une immense faiblesse du système capitaliste. Il ne faut pas attendre de Carter qu'il mènera une politique de détachement de l'Europe. L'impérialisme ne peut renoncer à s'occuper de l'économie, de la politique et du capitalisme européen, en raison de la concurrence inter-capitaliste ; et par le fait que l'Europe est le centre de préparation de la guerre contre révolutionnaire contre les Etats ouvriers. Il ne faut se faire aucune illusion.

On peut gagner du temps, de l'espace, de mettre en meilleures conditions, mais en ayant clairement conscience de se préparer parce que l'impérialisme va faire la guerre. L'angola, le Mozambique, le Vietnam, sont des exemples. Il faut progresser, mais se rendre compte en même temps que l'impérialisme ne va pas reculer jusqu'au désistement. Il recule parce qu'il y est obligé, jusqu'au moment où il pourra répondre et se lancer à la guerre.

Ces abstentions sont une victoire, qui démontre l'influence de la révolution socialiste mondiale sur les masses des Etats-Unis ; elles sont un effet du triomphe des masses et des Etats ouvriers au Vietnam, en Angola, au Mozambique, de l'intervention des Cubains en Angola. Les masses nord-américaines ont senti l'effet de tout ce processus et l'ont exprimé par l'abstention, parce qu'elles ne savaient pas pour qui voter. Elles n'ont pas voté pour le Parti Communiste parce qu'elles voient qu'il a une force insignifiante.

Telle est la conclusion des élections aux Etats-Unis : les Etats ouvriers doivent mener une offensive vers les masses nord-américaines en donnant l'exemple de vie soviétique, de conseils ouvriers, conseils d'usines, de quartiers et appeler les masses à constituer un parti de classe pour lutter pour le socialisme en front unique avec le Parti Communiste.

L'impérialisme avait et a intérêt, au nom du système capitaliste mondial, de montrer l'adhésion du peuple nord-américain à la politique yankee contre les Etats ouvriers et le développement de la révolution coloniale. Mais la moitié de l'électorat a refusé de voter ; et il s'agissait des électeurs pauvres, ouvriers ; l'immense majorité des ouvriers n'ont pas voté pour eux ; c'est la grande bourgeoisie et la petite-bourgeoisie aisée qui a voté. L'impérialisme avait intérêt à montrer qu'il représentait le peuple, face aux Etats ouvriers et en particulier, l'Union Soviétique, qu'il avait l'appui du peuple pour mener les négociations, les accords militaires avec les Etats ouvriers dont il a besoin pour survivre.

Par contre, l'abstention si élevée du peuple nord-américain indique son manque de confiance envers l'impérialisme et son aptitude à raisonner. Les masses vont politiquement. Elles ne peuvent pas s'exprimer organisationnellement parce qu'elles n'ont pas les organes pour le faire. Mais elles sont en conditions de le faire ; le Vietnam, le Watergate, le scandale de la Lockheed et toutes les accusations contre l'impérialisme montrent que les masses répudient celui-ci.

Les partis socialistes, communistes, les centrales ouvrières, les Etats ouvriers, doivent tirer la conclusion de la faiblesse de l'impérialisme. On peut faire pression sur lui pour l'empêcher de faire la guerre et gagner des positions d'appui pour étendre la révolution en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. C'est correct. Mais il faut montrer en même temps que l'impérialisme prépare la guerre parce qu'il sait ne pas pouvoir gagner dans la concurrence. Il ne va pas se mettre à raisonner, ni comprendre qu'il doit se mettre d'accord avec les Etats ouvriers. Il va voir, au contraire, que le peuple nord-américain lui retire de plus en plus son appui et est influencé par le cours mondial de la révolution, entre autres par le Vietnam.

Les Yankees ne se font pas d'illusion, que le Chinois vont faire un front unique avec eux contre l'Union Soviétique. Les masses chinoises ne vont pas l'accepter. Une chose est que les dirigeants chinois fassent un accord avec les Yankees, au travers de la reconnaissance de la junte des assassins du Chili : il se peut même que le peuple chinois ignore ce fait et on ne peut pas savoir exactement ce qu'il connaît, du fait qu'il n'y a pas de vie de parti, de syndicats. Et de toutes façons ce n'est pas un fait de première importance ; mais si les dirigeant chinois font une alliance avec les Yankees contre l'Union Soviétique, tout le peuple chinois va se soulever ! Les Soviétiques doivent établir toute une stratégie politique vis-à-vis de la Chine. La base doit en être le développement de la démocratie syndicale, soviétique, des réunions syndicales, réunions de quartiers, conférences publiques, discussions, sur la construction du socialisme, et également, des appels aux masses nord-américaines pour former le parti de la construction du socialisme aux Etats-Unis.

L'impérialisme signe la «détente» tandis qu'il prépare la guerre

Il ne faut pas croire que la bourgeoisie européenne s'oppose à l'impérialisme au nom d'intérêts opposés au système capitaliste : la concurrence entre les pays capitalistes d'Europe et des Etats-Unis n'a pas un simple caractère de dispute commerciale ; elle est aiguisée profondément par les luttes des masses d'Europe, en particulier d'Italie, de France, d'Angleterre, et même d'Allemagne. Ces pays ne peuvent pas faire la contre-révolution comme ils en auraient besoin, pour contenir les luttes des masses. La situation s'en trouve d'autant plus anguisée ; et les pays européens se soumettent moins à l'impérialisme yankee pour ne pas s'attirer une réaction encore plus grande des masses.

La lutte des masses d'Europe, unie à l'intervention des masses du monde et à l'intervention des Soviétiques, aiguise la concurrence inter-capitaliste et affaiblit le système capitaliste en particulier en Europe. Le capitalisme européen n'est pas en train de faire un jeu avec l'impérialisme yankee, pour avoir son indépendance. Il agit ainsi simplement pour pouvoir contenir le prolétariat, pour disposer de rentrées plus importantes afin de répondre à la grande pression et à la lutte de classes, ainsi que pour pouvoir réprimer. La seule manière de résoudre les problèmes de concurrence entre les capitalistes d'Europe et les Yankees consiste à écraser les masses. Dans ce sens, ils sont tous bien unifiés !

D'autre part, la seule manière de développer l'Europe consiste à abattre le capitalisme et à faire les Etats Unis socialistes Soviétiques d'Europe. Voilà encore une conclusion de ces élections aux Etats-Unis.

Le capitalisme mondial attend ce qui va se passer aux Etats-Unis. Mais seuls les naïfs se démandent encore ce que Carter va bien pouvoir faire. Carter représente l'impérialisme yankee, de sorte que l'on sait déjà ce qu'il fera. S'il utilise cette tactique dilatoire, ce n'est pas en fonction d'un plan déterminé, mais c'est la puissance des Etats ouvriers qui leur impose d'agir ansi. Si l'impérialisme pouvait, il aurait déjà lancé la guerre.

La montée mondiale de la lutte de classe a manifesté sa présence dans les élections aux Etats-Unis ; 40 % des abstentions sont un produit de l'influence mondiale de la révolution. Les ouvriers, dans leur grande majorité, n'ont pas voté. L'avant-garde ouvrière n'a pas voté. Ceux qui ont voté, sont des ouvriers communs, à la recherche de protection.

Comment peut-on dissocier ces abstentions, des conséquences du Vietnam, qui ont signifié un coup brutal pour l'autorité, la puissance yankee, des conséquences du chômage qui touche 8 millions de gens ? si les gens avaient eu un intérêt à "sauver" leur pays en le voyant en danger, elles seraient intervenus pour son salut. Mais si les gens, après avoir vu la défaite au Vietnam, s'abstiennent de voter, c'est parce qu'ils se disent : "ce qu'a fait le Vietnam est très bien !". Ils appuient le Vietnam contre leur gouvernement. Comment ne pas tirer ces conclusions ?

Les conditions sont très mûres pour former le parti ouvrier basé sur les syndicats. Mais les commentateurs de la presse communiste ou socialiste, et des Etats ouvriers ne tirent pas de conclusions organisatives parce qu'ils fixent encore les yeux sur l'appareil dirigeant et sa "détente". Ce n'est pas incorrect de s'en préoccuper car ce sont ceux-là qui vont décider la guerre. Mais le peuple nord-américain là-dedans ? En s'abstenant, il a voté pour un parti de classe ! 30 % de l'électorat a voté contre la politique de l'impérialisme yankee. Il existe donc les conditions pour se lancer à la formation d'un parti de classe, du Parti ouvrier basé sur les syndicats, en alliance avec le Parti Commu-

LA REBELLION DE LA POPULATION A HENNUYERES : PAS DE SEVESO EN BELGIQUE !

Les gens qui sont partis en lutte contre l'installation d'une usine de destruction de déchets toxiques a Hennuyères, ont toutes les raisons de crier qu'ils ne veulent pas de Seveso en Belgique. Bien sûr, les "experts" ingénieurs, techniciens capitalistes qui sont venus parler à la radio et à la TV, et le ministre Knoops, ont sorti beaucoup de sarcasmes contre "l'ignorance de la population et de ce Comité de Lutte". Mais ils n'ont pas pu démontrer une chose fondamentale : cette usine ne va pas travailler pour le bien public, pour satisfaire les besoins de la population. Elle va travailler, comme chaque entreprise sous le régime de la propriété privée capitaliste, pour faire des bénéfices, et le maximum possible. Knoops a eu le cynisme de dire que "puisque les grandes industries responsables de la production de ces déchets ne vont quand même pas les éliminer elles-mêmes, il faut donc intéresser d'autres investisseurs à tirer leur profit de la destruction de ces déchets".

Les déchets qui sont en cause en Belgique ne sont peut-être pas les mêmes que ceux de l'usine de Seveso, mais la pourriture, le profit capitaliste, est bien la même ici qu'en Italie. Les capitalistes ne connaissent pas d'autre morale que la recherche du profit, à n'importe quel prix. l'Etat, qui soit-disant représente toute la nation est là pour les couvrir, les protéger, leur prêter de l'argent même sans jamais le revenir, et en cas de besoin, pour envoyer les gendarmes contre les gens en lutte. C'est pour cela que la population se révolte à Hennuyères et dans toute la région qui est menacée par l'installation de cette usine!

Toute la population s'est unifiée dans cette lutte, des ouvriers aux employés, aux paysans, des étudiants aux pensionnés et aux ménagères et elle montre une maturité très élevée, plus grande que celle des directions du mouvement ouvrier. Par exemple la FGTB s'est opposée à ce mouvement en déclarant qu'on ne devait pas lutter contre l'implantation d'une usine qui allait donner du travail à des ouvriers. Le Parti Socialiste ne dit rien, parce qu'il est compromis dans ce problème, au travers de la Loi-Glinne. Dans cette mobilisation, des travailleurs chrétiens se sont retrouvés côte à côte avec des socialistes, des communistes et des sans parti : c'est un exemple de ce front unique à la base, dont parlait André Cools au congrès du PSB. Il faut soutenir cette lutte inconditionnellement !

Il faut discuter différents aspects limités du Comité; nous sommes d'accord avec les camarades du Parti Communiste qui appellent à approfondir la critique face à ce problème et à exiger que les entreprises capitalistes responsables des déchets doivent se charger elles-mêmes de les détruire, à leurs propres frais et sans aucun subside de l'Etat. Nous croyons en même temps qu'il faut discuter l'intervention des syndicats dans cette lutte : c'est un fait que les grandes usines capitalistes ne veulent pas s'occuper de ces déchets car cela leur coûte trop cher. Comment leur imposer de les détruire elles-mêmes ? Si un organisme d'Etat s'en charge, rien ne se fera parce que l'administration de l'Etat est soumise aux mêmes intérêts capitalistes, les inspecteurs de l'Etat ont bien l'habitude de fermer les yeux quand il faut, ou bien sont trop peu nombreux ou indifférents pour faire ce travail convenablement. Par contre, les syndicats représentent les intérêts de la classe ouvrière. C'est la classe ouvrière qui est capable d'assurer un contrôle réel et objectif parce qu'elle ne cherche aucun profit là-dedans et elle lutte pour le bien de toutes les familles, de toute la population. Il faut donc lutter pour que les syndicats – même malgré et contre la bureaucratie-imposent le contrôle ouvrier dans toutes les usines ou métallurgiques qui produisent les déchets. Ce sont des ouvriers qui voient où ces déchets sont produits, qui savent où ils sont éventuellement camouflés etc... Il faut faire une campagne de discussions, d'explications et que les organisations syndicales prennent l'initiative de dénoncer partout où ces déchets sont produits et cachés et de mobiliser les travailleurs dans les entreprises pour qu'ils soient détruits par les pollueurs. Ou bien on refuse de continuer la production.

Le Comité de Lutte de Hennuyères a bien expliqué que la population de cette région n'agit pas par égoisme "régional", pour défendre son coin de verdure, mais qu'elle a la conscience d'agir pour le bien de tous les gens du pays. Partout il faut développer cette mobilisation contre les responsables de la pollution, de la destruction de la nature, de l'empoisonnement des gens, contre les pollueurs capitalistes; et les syndicats les partis ouvriers doivent prendre position clairement là-dessus et intervenir à la tête de toutes ces actions.

Les abstentions électorales aux Etats-unis....

Suite des pages centrales

niste. Voilà une conclusion fondamentale.

Une autre conclusion apparaît de façon très claire : le candidat victorieux, quel qu'il soit, est un représentant de l'impérialisme yankee. Ni Ford, ni Carter mènent une politique au nom d'un secteur social à l'écart du capitalisme : ils sont représentants de l'impérialisme yankee. L'essentiel de leur politique est établi en fonction des Etats ouvriers. L'impérialisme est chassé de partout, il ne peut plus imposer aucune directive, ni aux Etats ouvriers, ni au cours mondial de la révolution coloniale, de la lutte de classes. L'objectif central de ces élections présidentielles est de déterminer la politique à suivre envers les Etats ouvriers et le cours mondial de la révolution. Les masses des Etats-Unis, qui s'abstiennent après la défaite au Vietnam, montrent qu'elles sont d'accord avec la révolution.

Ces élections représentent une grande défaite de l'impérialisme yankee. Nixon avait obtenu 62 % des voix. Carter en a à peine 51 % . Cette réflexion survient après la défaite au Vietnam. Nixon promettait de balayer le Vietnam. C'est lui fut balayé et les abstentions ont augmenté de 10 % . Il faut tenir compte également des 700.000 voix – ce qui est assez important – obtenues par le candidat qui s'est présenté comme étant de gauche.

Il y eut peu de votes de différence entre Carter et Ford. A peine 2 % . Ce n'étaient donc pas des élections où se décidait l'avenir des Etats-Unis. Ils les ont présentées comme des élections de routine : paix, travail, meilleures conditions alimentaires, lutte contre la hausse des prix, le chômage. Pas une discussion ne s'est faite sur la situation du monde. Ils n'ont pas dit : "regardez , nous avons envoyé Kissinger et des troupes à chaque instant en Afrique". "Voyons où nous en sommes : on nous a chassés d'Angola, du Mozambique, on va nous chasser de Rhodésie"... Pourquoi ne discutent-ils pas ainsi ? c'est cela qui serait démocratique. Ils ont éludé tous les problèmes de l'histoire.

Cette défaite très profonde de l'impérialisme yankee n'a pas d'effets dans l'immédiat, mais elle exprime l'état d'esprit de la population nord-américaine. Ils auraient pu faire appel à voter "pour la patrie mise en danger au Vietnam", "pour les américains emprisonnés au Vietnam". Pas un mot ! S'ils se mettaient à parler de cela, ils perdaient tous les votes restants.

Cette abstention n'est pas due à de l'indifférence. Elle exprime un penchant politique qui ne trouve pas comment s'exprimer autrement. Les gens n'ont pas voté pour les "indépendants", ni pour les communistes parce que ceux-ci n'ont pas assez d'autorité, d'importance.

Cependant l'impérialisme avait tout intérêt à ce que les gens se centralisent en allant voter ; par conséquent ces abstentions expriment une résistance, qui reflète le rapport de forces mondiales entre les Etats-Unis et les Etats ouvriers.

98 % des gens sont allé voter à Cuba, en RDA également. Ils ne l'ont pas fait parce qu'ils sont envoyés de force. Ils ont voté pour utiliser un instrument de combat. De même en Algérie, à Madagascar. Et pourquoi ne l'ont-ils pas fait aux Etats-Unis? En Italie, 92 % de la population a pris part aux élections. Partout où la participation électorale était importante la gauche l'a emporté. Même en Allemagne capitaliste, où la social-démocratie a maintenu le pouvoir.

Pourtant dans ce pays, les rapports de forces sont moins bons.

Il faut considérer les élections nord-américaines comme un recul très grand de l'autorité de l'impérialisme yankee. Le secteur gagnant, tout comme celui qui a perdu avec très peu de voix de différence, a pour but d'accroître la puissance de l'impérialisme dans la concurrence contre le reste du monde capitaliste et le préparer à la guerre contre les Etats ouvriers. Comme ils ne peuvent la faire quand ni comment, ni où ils veulent, ils doivent entretemps, établir un programme de coexistance forcée. Au travers des abstentions électorales, une très grande partie des masses nord-américaines rejette ce plan de coexistance comme un mensonge. Elles voient que c'est une coexistence qui prépare la guerre.

Les Etats ouvriers doivent intervenir pour aider les masses nord-américaines à s'organiser. Ils doivent intervenir plus aux Etats-Unis ; les syndicats, les centrales ouvrières, les partis communistes des Etats ouvriers doivent s'adresser aux masses des Etats-Unis. Mais la manière la meilleure d'élever les contacts et l'influence sur elles est de développer, dans tous les Etats ouvriers, de Cuba à la Chine, les assemblées publiques, les conseils d'usines, les congrès de syndicats, les réunions soviétiques, les discussions de tous les problèmes. Les masses nord-américaines doivent voir comment se développe la démocratie, en même temps qu'elles constatent le progrès économique puissant des Etats ouvriers. Elles doivent voir qu'on y discute tous les problèmes économiques, sociaux et politiques. Un exemple important est celui des dernières élections à Cuba : 98 % des gens ont voté pour choisir des candidats directs de la population ; ceux-ci doivent remplir des fonctions mineures, mais importantes quand même sur le plan des quartiers, des régions. Les masses des Etats-Unis doivent voir que les syndicats de l'Union Soviétique se réunissent et discutent, que toutes les tendances ont la liberté d'opinion, dans le cadre du socialisme. Les Soljenitsine, Mdvedev, Plioutch n'ont rien à voir avec le camp socialiste. Mais il faut montrer aux masses nord-américaines comment on discute le progrès de l'humanité, et que là se trouve la démocratie.

Par contre, dans ces élections, il n'y avait que deux candidats bourgeois. Aucun autre n'a pu prendre place, il n'en a pas eu les moyens ni la possibilité. La structure du capitalisme yankee empêche le développement d'une tendance ouvrière, la présentation d'un représentant des masses exploitées qui dirait, par exemple : "pourquoi être intervenus au Vietnam ?", "quelles conclusions faut-il tirer de notre défaite au Vietnam. Ce Vietnam que nous avons voulu écraser, est aujourd'hui en plein progrès économique et social. Et nous voulions aplatir ce pays". Voilà ce que vivent les masses nord-américaines ! Pour cela, ces abstentions. Une bonne partie est en train de se dire : "on m'a emmené au Vietnam pour tuer et assassiner le peuple vietnamien qui était ennemi de la démocratie, de la liberté ; et voilà que le Vietnam développe la démocratie, la liberté et l'intelligence !" Ces élections sont tout ce qu'il y a de moins démocratique et pluraliste.

Les masses nord-américaines sont en train de se dire cela ; de même que les masses d'Italie, de France, du monde entier. Il faut intervenir pour faire discuter ces conclusions. Les deux candidats représentent l'impérialisme yankee. Il y a des différences dans la tactique à suivre, selon l'un et l'autre secteur capitaliste que les candidats représentent directement. Cette différence n'est pas tout à fait sans importance. Mais Carter comme Ford, représentent l'impérialisme yankee, dont l'objectif essentiel est de représenter mondialement le système capitaliste contre les Etats ouvriers et particulièrement, contre l'Union Soviétique.

La politique de détente, de coexistence est imposée au capitalisme. Ce n'est pas une conception pour laquelle il a du respect. La lutte de classes mondiale la lui a imposé. Aucun parti communiste, aucun Etat ouvrier ne doit se tromper dans cette conclusion. La coexistence, la détente sont imposées au capitalisme – non seulement ni fondamentalement par les Etats ouvriers – mais par la lutte de classe mondiale qui rend le rapport de forces de plus en plus favorable à la marche au socialisme, contre le système capitaliste, et qui aiguise la division et la concurrence entre les pays capitalistes, comme l'Europe, les Etats-Unis, le Japon. C'est un indice de la faiblesse immense du capitalisme.

Ce n'est pas lui qui marque, ni détermine le cours des mouvements de l'histoire. Kissinger doit courir de tous côtés pour trouver des arrangements. Il règle dix problèmes, se prépare à régler le llème et doit revenir en vitesse au premier parce que tout est déjà défait. Il n'a pas de moyen d'agir autrement. Avant, l'impérialisme faisait des arrangements en imposant la politique militaire. Il n'allait pas dire au aux blancs de Rhodésie : "cédez, même dans la forme, pour rester et après nous verrons bien". Il ne peut plus, comme avant, envoyer ses troupes, tuer, assassiner. Il continue à assassiner, mais les noirs se soulèvent et les liquident. Kissinger est allé en Rhodésie trouver une arrangement et faire des concessions. Mais les noirs ont fini par tout envoyer au diable.

Ces élections ne sont le signe d'aucun changement ; la politique de Carter ne va pas s'opposer à celle de Ford. La faible différence de voix entre les deux signifie que le grand capital, la petite-bourgeoise capitaliste n'a fait aucune différence entre les deux. Les gens pauvres, des ouvriers, ont fait une différence entre eux, et ont eu tendance à appuyer Carter car celui-ci promettait un programme de travail, tandis que l'autre s'en foutait de tout cela. Si Ford s'était mis à faire de telle promesse, il risquait de nouvelles chutes...

La victoire de Carter n'est pas une défaite pour la politique belliciste. C'est une dispute entre deux secteurs du capitalisme qui cherchent à atteindre le même but, avec des moyens différents avec des conceptions politiques différentes. Mais tous les deux sont ennemis mortels du système des Etats ouvriers, de la révolution, de la libération des peuples.

La détente, la coexistence sont imposées par la lutte révolutionnaire des masses du monde, par le progrès économique, social, politique et militaire constant des Etats ouvriers.

Ils ne vont pas céder et supporter cela jusqu'à s'avouer vaincus. Ils sont contraints de reculer. Ils ne peuvent donc choisir quand, comment, ni où ils vont faire la guerre ; comme ils l'avaient fait pour la guerre précédente. Maintenant, c'est le cours mondial de la révolution qui va leur imposer où, comment, et quand, livrer la bataille, dans un rapport de forces entièrement défavorable au système capitaliste.

L'impérialisme n'a plus de capacité économique ; il ne représente pas le progrès et exprime cette conclusion, dans l'art, la culture, la science et la politique. Il ne peut plus faire d'analyses, établir de programme, de politique correspondant à la nécessité de progrès. Il doit mystifier, mentir, tromper, gagner du temps. Il engendrerait mille types capables, s'il était à une étape de relatif progrès, comme du temps de Roosevelt, de Kennedy. A cette époque, l'impérialisme préparaît toute une politique mondiale pour affronter les Etats ouvriers. Il a fait, depuis, la preuve de son impuissance. Il manque de représentants culturels capables, scientifiques, intelligents parce que ce régime n'a plus rien à donner.

Il faut en profiter, maintenant même. Le capitalisme est faible, très faible. Les Etats ouvriers doivent prendre l'offensive, appeler à prendre le pouvoir en Afrique, à chasser le capitalisme partout où l'on peut. L'impérialisme est faible. Il ne ferait pas de telles élections s'il était fort. Ils auraient fait une campagne toute différente, ils auraient promis que les USA allaient envahir le monde, s'étendre. Par contre, c'est l'impérialisme qui doit reculer. La concurrence entre eux est plus aiguë que jamais et les empêche de se concentrer quand ils en ont besoin. Ils vont se concentrer plus tard, à mesure que les étapes vers la guerre se rapprocheront, mais l'impérialisme n'agit plus comme, ni quand il veut. Ce n'est pas lui, mais les Etats ouvriers et les masses du monde qui ont l'initiative. Il faut en profiter, dès maintenant, pour une offensive, pour chasser l'impérialisme d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine. Cela va avoir un effet immense sur les masses des Etats-Unis.

J. POSADAS 4.11.7

EDITORIAL : suite

Rien de plus.

C'est faux qu'il n'y a pas de crise du système capitaliste. La "société industrielle" des Etats ouvriers n'est pas en crise, mais a une économie en progression constante et très dynamique. Même si des problèmes se posent, ils sont la conséquence de la direction bureaucratique et peuvent se résorber simplement, ils ne touchent pas la structure même de l'Etat ouvrier. Il n'y a qu'à comparer l'Etat ouvrier le plus pauvre économiquement avec n'importe quel pays capitaliste pour voir le progrès immense qu'il représente ! Les camarades socialistes doivent faire ces comparaisons et les discuter dans le Parti, dans le mouvement ouvrier.

La crise qui s'approfondit en Belgique, n'est pas celle des gens, mais bien celle du régime capitaliste. Les grands capitalistes, belges et étrangers, qui dominent tous les secteurs-clé de l'économie, sont responsables de l'accroissement du chômage et de l'inflation; ils abandonnent des régions entières, des entreprises importantes quand ils n'en tirent plus un profit suffisant. Plus la concurrence inter-capitaliste s'aiguise, plus augmente la concentration, la rationalisation des entreprises, les fermetures, et donc les licenciements, le chômage dit "technique". Comment va-t-on les "convaincre" de penser à la population, au bien des gens ! et comment aussi un gouvernement, avec des socialistes dedans, pourrait-il imposer une planification économique en fonction des besoins des gens, sans porter atteinte aux intérêts des grandes sociétés capitalistes. Et ceux-ci ne vont pas se laisser faire.

Il faut donc leur opposer une force supérieure à eux, et cette force ne se trouve pas dans le Parlement simplement, elle est dans la classe ouvrière, dans la volonté immense de lutte que la classe ouvrière a déjà manifesté à mille occasions. Cette force réside dans l'unification de toutes les forces des travailleurs sur un programme d'alternative anti-capitaliste.

Les camarades socialistes ont parlé, lors du congrès, de lutter pour faire monter au parlement une nouvelle majorité. Mais là aussi ils sont restés dans le vague. Les ironies des dirigeants droitiers contre le R.W. ne sont pas faites pour gagner la confiance de la base de ce mouvement ni de la gauche démocrate chrétienne. D'ailleurs ces ironies étaient destinées à esquiver une constatation très importante pour le mouvement socialiste : la crise qui a éclaté dans le RW est un réel tournant à gauche. Gendebien peut être aussi manoeuvrier qu'on le prétend. Mais quand pour manoeuvrer on doit parler de faire comme en France : "Programme Commun de la gauche, gouvernement de gauche, Union Populaire", cela veut dire qu'il est pressionné par une profonde aspiration populaire, par une radicalisation de la petite-bourgeoisie qui avait appuyé le RW, et inclus des secteurs ouvriers qui y sont encore et par un mûrissement au sein du mouvement ouvrier chrétien. Il faut y prêter la plus grande attention ! ces changements vont faire avancer des courants bien plus loin que le propre Parti socialiste ! Il faut que les camarades socialistes s'adressent à eux, en leur proposant un front unique, en discutant que cette crise est une crise totale du système capitaliste, en proposant un programme de gauche, comme en France, pour y faire face. Le congrès du PSB n'a rien dit pour les aider à avancer.

Pour aider à organiser cette "nouvelle majorité" il faut voir que déjà, dans la population, il y a une majorité de gauche, mécontente du régime capitaliste et qui veut des changements. Cette volonté ne s'exprime pas dans les élections, ni au Parlement, mais elle se manifeste avec beaucoup de forces dans toutes les mobilisations, les grèves, les tentatives de la part de nombreux secteurs des travailleurs, de s'organiser syndicalement, de rejoindre les luttes de la classe ouvrière. C'est à tout cela que le parti socialiste doit être sensible et que les camarades socialistes doivent appuyer et encourager fermement, prendre part ces luttes et les diriges.

18-11-76

Abonnez-vous à Lutte Ouvrière

CCP de Pôlet Claudine : 000-0 976234 26

Ed. res. C. Polet 5, r. du Château d'Eau
6080 Montignies/s/Sambre.

LE CHANTEUR BIERMANN, LA FONCTION DE LA CRITIQUE ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

(PAGES CENTRALES) **J.Posadas**

SUPPLEMENT DE "LUTTE OUVRIERE" n°278

J.POSADAS

La libération de Corvalan, une défaite pour le système capitaliste! (24.12.76)

La nouvelle Constitution Algérienne et l'avance du processus vers l'Etat ouvrier. (18.11.76)

EN PAGE 4

Extrait de la Thèse pour le Congrès du Parti des Travailleurs du Vietnam

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB. | 15e ANNEE | n° 278 | 7 Janvier 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

LE PROJET DE RESOLUTION POUR LE CONGRES DU PARTI COMMUNISTE VIETNAMIEN ET LA FONCTION DU POSADISME

16 . 11.1976 **J.Posadas**

Le projet de Résolution que le Parti Communiste Vietnamien va discuter lors de son 4ème Congrès, se base intégralement sur la conception de la révolution permanente, de l'unité du processus mondial de la révolution, des relations de forces essentiellement favorables à la revolution. Il pose également que les conditions pour le triomphe de la révolution, ne dépendent pas du développement du pays, mais du parti, de la direction et de leur capacité d'organiser le triomphe; les conditions objectives favorables ont un certain poids, une importance, mais ne sont pas décisives. L'existence du prolétariat, du Parti est également importante. Mais ce Parti peut triompher, s'il est révolutionnaire, s'il s'appuie sur le cours mondial de la révolution, sur la lutte de classes; autrement, il ne peut triompher.

Le Vietnam prouve qu'un pays très arriéré est parvenu à son unification, au cours même de la guerre. Le capitalisme avait divisé le Nord et le Sud. La révolution a unifié le Vietnam et élevé le Sud très arriéré, au niveau du Nord très avancé.

Le programme de production, présenté par le projet de résolution, se base essentiellement sur l'industrie légère et alimentaire et la fourniture d'articles de première nécessité à la population. L'industrie lourde reste au second plan, sans être pour autant abandonnée. Cet aspect est important : il s'agit d'un principe fondamental établi par le bolchéviques : développer l'industrie légère en priorité sur l'industrie lourde de façon à satisfaire les besoins de la population et à élever celle-ci, pour exercer le contrôle au fur et à mesure du développement de l'économie. Si on se centre sur l'industrie lourde, on laisse la population sans assistance avec un niveau de vie très arriéré, on crée un appareil bureaucratique et on laisse la porte ouverte aux influences contraires au développement de la révolution.

Il est très important que ce Projet programme de donner la priorité à l'industrie légère, à la transformation des matières premières pour la consommation; à ne pas importer pour l'industrie lourde et donner à cette dernière, une place secondaire dans la planification par rapport à l'industrie légère. Ce sont des expériences qu'ont fait les Bolchévqiues. Après la guerre, elles n'ont pas été reprises par les nouveaux Etats ouvriers. De ce fait, il s'est créé tout un appareil bureaucratique, séparé de la population. La priorité à l'industrie lourde requérait tout une série de connaissances, d'interventions que ni la population ni les syndicats ne pouvaient exercer, et cela a développé des intérêts de groupes, de castes bureaucratiques, et donné lieu à la croissance des couches les moins intelligentes du Parti Communiste et de la population, de celles qui ne s'intéressaient qu'à leurs propres problèmes. L'intelligence ne signifie pas avoir des capacités techniques ou industrielles. Etre intelligent cela veut dire voir comment planifier l'économie, afin de faire intervenir, et se développer, toute la population avec la capacité de diriger. Voilà ce que font les Vietnamiens. Sans faire intégralement la même chose, ils sont dans une voie similaire à celle des Bolchéviques.

En même temps que cette programmation qui impulse l'intervention de toute la population, les Vietnamiens rendent l'enseignement du marxisme obligatoire. Il ne s'agit pas d'une imposition. Tout le monde doit étudier le marxisme pour développer des cadres marxistes dans la vie du Parti et dans l'économie.

Il y a là tout un développement de la conception bolchévique, que nous avons été les seuls à défendre et à soutenir. Les camarades vietnamiens posent également la défense de la dictature du prolétariat et de l'internationalisme prolétarien. Ce Projet de Résolution ne laisse la place à aucun doute. Ce programme montre qu'un pays, tellement arriéré sur le plan de l'économie, des matières premières, de l'industrie, de la technique, a la volonté, la capacité, les moyens de progresser, parce qu'il a un Parti. Ce Parti se base sur les principes de la lutte de classes, sur les principes marxistes, sur les expériences de l'histoire et surtout, celle de la Révolution Russe.

Cette Résolution du Parti Communiste Vietnamien est prise, après que des Partis Communistes comme le Français et l'Italien, ont fait des réunions en défense de l'eurocommunisme, du pluralisme, ont abandonné la dictature du prolétariat, l'internationalisme prolétarien comme quelque chose d'"arriéré", de "vieux". Un pays, plus arriéré que la France et l'Italie, adopte les principes du bolchévisme, les principes marxistes sur la base desquels les Bolchéviques ont pu faire la grande oeuvre historique de développer l'Union Soviétique et de faire de celle-ci la base de l'actuel épanouissement du progrès de l'histoire.

Ces conclusions vont peser énormément sur la discussion du mouvement communiste mondial. Le Vietnam est un pays terriblement arriéré du point de vue économique, il doit tout construire, il doit refaire tout ce que l'impérialisme a dévasté pendant 30 ans. Et les vietnamiens reconstruisent tout, tandis que leur préoccupation essentielle est de développer la conception communiste, et non les intérêts de secteurs, de groupes, ou de pays qui engendrent des intérêts bureaucratiques. Le Vietnam démontre que l'arriérement d'un pays n'est pas un obstacle à la planification du progrès, que le Parti, la direction, sont l'essentiel pour construire la base, les cadres. Dans ces conditions, le Parti comprend bien les limites des possibilités, mais il a la capacité scientifique d'assimiler les expériences du monde, qui constituent la richesse et l'intelligence de tous les pays et de tous les partis.

Le Parti assimile les expériences des autres Etats ouvriers. Voilà ce que font les Vietnamiens! Ils assimilent directement les expériences de l'Union Soviétique, des sept premières années de l'Etat ouvrier. En lisant cette résolution, on croirait voir notre propre Congrès.

LE VIETNAM INTERVIENT PROFONDEMENT DANS LA CRISE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Cette Résolution confirme que la ligne, le progrès de la discussion du mouvement communiste mondial, ne va pas être déterminée par le Parti Communiste Français, Italien ou Espagnol, mais bien par le Parti Communiste vietnamien, l'Union Soviétique, et même par les

Un programme d'étatisations sous contrôle ouvrier pour unifier les forces de gauche

EDITORIAL

Aujourd'hui toute la presse bourgeoise, et les ministres dans leurs discours, ne peuvent faire autrement que reconnaître que la "récession économique va continuer, qu'il n'y a pas de relance économique en perspectives, que le chômage va s'accroître" etc.. Cependant toutes les grandes entreprises et les banques en Belgique font des bénéfices énormes et continuent à les faire. Quand ils déclarent la faillite ou ferment des usines, ce n'est pas parce qu'ils sont ruinés, mais parce qu'ils cherchent ailleurs les moyens de faire des profits encore plus importants et rapides. Mais la crise dans laquelle se débat tout le système capitaliste signifie une concentration de plus en plus grande de la production entre les mains des plus gros trusts ou monopoles, tandis que des dizaines de petits et moyens capitalistes sont éliminés.

Et les ministres, et le Roi — dans son discours de Noël — et les dirigeants de la FEB essaient de faire croire que tout le monde doit se solidariser dans cette crise, qui est une sorte de fatalité venant on ne sait d'où, et incontrôlable. Au nom de cette soi-disant solidarité, la bourgeoisie attaque tous les droits acquis de la population travailleuse, le niveau des salaires et les conditions de vie des travailleurs dans leur ensemble. La liste s'allonge chaque fois plus : augmentation des taxes indirectes de toutes sortes, diminution des droits à l'AMI, bloquage des salaires, de fait etc.. Pendant que le gouvernement Tindemans accuse pratiquement les travailleurs d'être malhonnêtes envers l'Etat, il éclate des petits Watergate tous les jours dans le monde capitaliste ! L'affaire De Broglie en est un dernier exemple. Les scandales qui éclatent ne font que cacher des milliers d'autres affaires sordides de la bourgeoisie en crise.

Les partis ouvriers et les syndicats, en discutant "l'alternative de gauche" qui est ressentie de plus en largement comme une nécessité, doivent poser à fond le problème de la structure économique et sociale capitaliste, pour établir le programme qui va permettre à la classe ouvrière et toute la population travailleuse de sortir de la crise,

Suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB – 15e ANNEE – nº 277 – 18 décembre 1976 – HEBDOMADAIRE

LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ET LE PROCESSUS MONDIAL DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

9 Août 1976 — *J. POSADAS*

La division entre l'URSS et la Chine est un des aspects essentiels qui entrave le progrès mondial de la révolution, son ascension économique, sociale et politique, ainsi qu'une plus grande influence des Etats ouvriers. Cette unification reste une base essentielle pour le progrès de l'histoire. C'est elle qui permettra l'unification et la planification de tous les Etats ouvriers.

Les divergences URSS-Chine ne sont pas le fait d'un manque d'intelligence, d'erreurs politiques ou d'intérêts sectaires, mais d'un heurt entre secteurs sociaux. D'une part les Soviétiques, moins bureaucratisés qu'avant, représentent les intérêts de la propriété collectivisée. Ils ont cependant avec la liquidation de Staline pu résoudre un certain nombre de problèmes et faire progresser l'économie. De l'autre, la Chine, encore dans une phase stalinienne, à la seule différence que l'économie se développe puissamment et d'une façon centralisée, mettant en évidence que la conception stalinienne doit coexister avec des formes et des positions qui lui sont opposées.

Le conflit entre les Chinois et les Soviétiques n'est pas provoqué par des directions trompées, mais par des directions bureaucratisées. D'un côté la Chine qui dirige comme à l'époque de Staline, de l'autre les Soviétiques dont le degré de bureaucratisation est inférieur. Il n'y a pas en conséquence de discussions scientifiques mais seulement bureaucratiques. On discute de pays à pays, ce qui assujettit chacun encore au passé, dont la nationalité en représente la forme la plus primaire. Ce conflit devra sous peu d'années se résoudre, car il est circonscrit aux sphères de la discussion politique. En Chine avancent en effet les conditions d'un approfondissement de la révolution politique, même si l'organisation n'en existe pas encore actuellement.

Nombreux sont déjà les signes qui montrent que l'économie ne peut avancer de façon homogène et plus dynamique sans une direction qui réponde à ses besoins. Il manque en Chine une direction centralisée et socialiste qui réponde à l'Etat ouvrier. Sa politique est réactionnaire et sous quelques aspects contre-révolutionnaire. Par exemple, en ce qui concerne l'Angola, le Marché Commun Européen, le Pacte Atlantique et le Chili. La Chine soutient des forces ennemies à la révolution. Elle préfère le triomphe de l'OTAN à celui des Soviétiques.

Les Chinois discutent en fonction d'intérêts bureaucratiques en s'appuyant essentiellement sur le sentiment national. Mais à la différence de Staline, ce sentiment ne va pas contre le développement de la révolution socialiste, de l'économie, de mesures et de rapports sociaux anticapitalistes. Staline a fait place aux koulaks, il a organisé un puissant appareil administratif et technique. Les Chinois ne peuvent en faire autant. Ils doivent au contraire liquider les « mandarins ».

Tous ces aspects montrent que la discussion n'est ni scientifique ni objective, car si les Soviétiques appelaient objectivement le peuple chinois à discuter, à se mobiliser, ils mettraient en danger leur propre pouvoir. Mais à mesure que l'Union Soviétique avance, que son intervention progresse à échelle mondiale, en appui à la lutte anti-impérialiste, les secteurs bureaucratiques s'appuyant sur des intérêts locaux et nationaux reculent. Les paysans, les koulaks qui étaient la base d'appui politique de la bureaucratie, voient leur capacité d'action politique sans cesse réduite. La bureaucratie locale souvent alliée à la grande bureaucratie centrale voit disparaître toute une série de ses points d'appui. L'URSS a besoin de développer le pays, de faire face à la concurrence de l'impérialisme et du capitalisme, et pour ce faire, d'accroître la centralisation et la planification. Il lui faut donc éliminer les éléments de pression qui s'y opposaient. Tout cela va exercer une influence sur la Chine, en donnant un soutien direct aux nombreux secteurs de la révolution permanente.

(Suite page 2)

SALUT AU *4ème* CONGRES DU P.C. VIETNAMIEN!

Nous saluons avec une immense fraternité et joie communiste et révolutionnaire les camarades communistes du Vietnam du Nord, qui sont en train de réaliser leur 4ème Congrès. Le rapport présenté à ce Congrès, ainsi que les premières discussions en cours sont une expression formidable du progrès du mouvement communiste mondial, représenté à un niveau des plus élevés par le PC Vietnamien. Comme le souligne le camarade J. Posadas : "cette résolution se base intégralement sur la conception de la révolution permanente, sur la compréhension du processus mondial de la révolution, du rapport de forces mondial favorable, sur la compréhension de ce que la capacité révolutionnaire du Parti et de la direction sont la condition essentielle pour triompher, même dans un pays non développé économiquement".

Le Congrès des camarades vietnamiens se propose de discuter les problèmes fondamentaux de la construction de l'Etat ouvrier, et de la construction du socialisme, et il intervient avec force dans la polé-

Suite page 4

Pour un plan national d'action contre la loi de redressement économique !

EDITORIAL

La loi programme a été votée. Le gouvernement capitaliste de Tindemans fait payer sa crise à toute la population, travailleuse, à la classe ouvrière en attaquant toutes les conquêtes, c'est à dire, en taxant les indemnités de chômage, les pensions, en faisant toutes sortes de retrictions aux soins de santé en réduisant le budget de l'éducation nationale, etc., etc. ...

Les Syndicats FGTB et CSC, les partis ouvriers ont laissé voter cette loi contre les acquis élémentaires, essentiels de la population sans organiser une riposte générale sans proposer de programme qui donne une alternative ouvrière à la crise capitaliste.

Et ce n'est pas fini. Le gouvernement cherche a juguler l'inflation sur le dos des travailleurs avec un autre loi dite de redressement économique. Il voudrait en quelque sorte bloquer les salaires, sans le dire directement, c'est à dire empêcher toute augmentation des salaires quelqu'elle soit. Il est évident que cela est inacceptable pour la classe ouvrière et pour toute la population, qui voit son niveau de vie, son pouvoir d'achat diminuer à chaque minute. Les prix par contre, n'arrêtent pas d'augmenter, entre autre le prix du café, de 22 Frs au kilo. Face à cette situation intenable pour les travailleurs, les Syndicats et les partis de gauche repondent très timidement. Il y a eu bien sûr, assez bien de mouvements, de mobilisations pour la défense de l'Index. Mais cela aurait été véritablement scandaleux si les Syndicats ne s'étaient pas lancé en défense de l'Index.

Il faut voir également que les Syndicats n'ont accepté aucune convention collective pour 1977, et que la paix sociale a été rompue dans la Métallurgie. Cela est en effet un évènement parce que depuis des dizaines d'années, les syndicats étaient liés, par les accords de paix sociale à accepter n'importe quoi du patronat. Cela a été rompu en Métallurgie, cela veut dire que l'on peut se préparer à des mobilisations, à une recrudescence de mouvements dans la métallurgie, mais aussi dans les autres secteurs des masses exploitées qui sont également les victimes de la crise.

L'Interrégionale de la FGTB s'est réunie à Hornu, et à décidé en effet de proposer la diminution du temps de travail, mais elle n'a proposé aucune action, mobilisation concrète pour l'appliquer.

Par contre, les travailleurs prennent en mains un peu partout leur lutte, il sentent qu'il est nécessaire de s'organiser directement à la base et éventuellement en se passant des directions syndicales si elles ne sont pas d'accord. Le cas des usines Siemens est bien clair, à ce sujet. Les ouvrières ne veulent pas se laisser faire. Elles ont occupé l'usine depuis 2 mois pour empêcher sa fermeture. Mais la riposte, la volonté des travailleurs ne peut suffire, les carences syndicales, des directions politiques du mouvement ouvrier. Dans toute l'Europe, la crise s'accentue et les mobilisations des masses s'élèvent pour y faire face. La riposte à la minute, massive, immédiate de tous les travailleurs de la région de Paris, après l'occupation par la police, et les CRS des bâtiments du "Parisien libéré" est un exemple de la volonté de lutte de la classe ouvrière. Par cette manifestation dans les rues, les travailleurs ont démontré à quoi ils se préparent contre toute tentative du gouvernement capitaliste français de faire un coup d'état. La droite se prépare, et la constitution du nouveau parti de Chirac, est une tentative de répondre à l'élévation des luttes des masses, à l'élévation et le maintien du front de la gauche. En Italie, en Allemagne, dans toute l'Europe, la crise s'accentue. Elle s'exprime également en Allemagne, par la rébellion des députés du SPD, qui protestent contre le vote d'une loi par Schmidt pour diminuer le niveau des pensions.

Pour faire face à cette situation, il est indispensable que toute la gauche discute un plan national d'action contre toutes les lois réactionnaires, un programme anticapitaliste pour faire à la crise.

Debunne, a dit, dans l'assemblée interrégionale de la FGTB, qu'il fallait une tactique et une unification européenne des syndicats pour faire face à l'organisation européenne et même mondiale du capitalisme. Cela est vrai, et nécessaire, mais il faut pour cela aussi une réponse aux problèmes de la Belgique, l'unification syndicale, FGTB et CSC, wallons et flamands, un programme de nationalisation, de planification économique, de reconversion. La FGTB se propose de lutter pour empêcher toute attaque aux salaires, de lutter pour la diminution des heures de travail.
Mais aucune action, n'a été proposée. Et de plus dans cette assemblée, les délégués présents, de différentes usines de la région wallone n'ont pas pu parler.

Comment peut – on se proposer de lutter pour la diminution du temps de travail et en même temps empêcher les délégués des usines de prendre la parole dans une assemblée, alors qu'ils avaient peut-être des propositions d'action à faire.

La bureaucratie syndicale, Debunne, Davister et compagnie ont une notion très particulière de la démocratie. En effet seulement les permanents ont pris la parole. Ils ont sans doute été choisis par des travailleurs au cours d'une assemblée syndicale dans laquelle tout le monde a pu prend la parole ? A la fin de l'assemblée, Davister fait voter la résolution finale alors que plus de la moitié des participants sont partis.

Il faut discuter dans les usines, à la base, dans les assemblées syndicales la nécessité indispensable de donner une alternative de gauche nationale à la crise, un programme pour renverser le gouvernement Tindemans et organiser un gouvernement de gauche : PC, gauche socialiste, gauche chrétienne et syndicats.

LA CRISE DU PARTI COMMUNIS
ET LE PROCESSUS MONDIAL DE LA REV

9 Août 1976

(Suite de la page 1)

La persistance des divergences montre qu'il existe en Chine un secteur de direction profondément lié à l'Intérêt bureaucratique et encore issu du vieux passé capitaliste.

Dans la discussion, les Chinois mettent constamment en avant la lutte « contre les capitalistes », « contre les représentants des capitalistes », « contre la voie capitaliste ». La révolution culturelle a eu comme l'un de ses objectifs essentiels d'éliminer les rapports capitalistes. Elle s'est par exemple attaquée aux restaurants de luxe. Pourquoi se refèrent-ils donc sans cesse « à des dirigeants bourgeois », « aux bourgeois infiltrés dans le Parti », à ceux qui veulent mener une vie bourgeoise » ?

Quel rapport y a-t-il entre ces déclarations, le mouvement revendicatif, et la politique des Chinois ? Ils appuient la junte d'assassins du Chili, l'impérialisme yankee en Europe contre les Etats ouvriers. Ils appuient des mouvements réactionnaires et contre-révolutionnaires contre le progrès de la révolution. Ce ne sont pas des erreurs politiques, mais des positions politiques déterminées par des intérêts antagoniques au développement objectif de l'Etat ouvrier. Ce ne sont pas des positions circonstancielles, mais des positions assimilables à celles de Staline. C'est cette même politique qu'il menait lorsqu'il liquidait les Partis Communistes, lorsqu'il passait des accords avec le système capitaliste. Il éliminait la lutte de classe voulant éliminer en conséquence le besoin de la révolution.

Même si cela n'est pas connu en Chine parce qu'il n'existe pas d'écrits pour le transmettre, les attaques politiques sont de même nature. Ils appuient aujourd'hui le Chili contre le Parti Communiste chilien. Ce n'est pas qu'ils soient contre-révolutionnaires d'une manière générale, mais appuyer la junte d'assassins du Chili, c'est faire une politique contre-révolutionnaire. Staline a fait la même chose en signant son Pacte avec Hitler. Ce ne sont pas là des politiques erronées ou réactionnaires, mais contre-révolutionnaires.

Staline a appuyé, stimulé, donné autorité à Hitler. Il n'est pas incorrect d'appuyer un impérialisme contre un autre, mais à condition que ce soit déterminé par le cours de la lutte des classes et ses perspectives. Appuyer Hitler était appuyer la destruction du mouvement communiste et socialiste dans toute l'Europe, était appuyer l'aile réactionnaire du capitalisme qui, pour survivre devait écraser les syndicats, les socialistes, les communistes, contrairement à celle qui — aussi pour survivre — doit permettre le développement démocratique.

La tactique diffère selon l'étape qui définit le comportement et l'orientation de la tactique. Les bolcheviques ont par exemple appuyé Kerensky en lui disant : « Prends le pouvoir, élimine les ministres capitalistes ». Ils proposaient en même temps que les soviets décident dans toute la Russie, décident partout. C'est ce qu'ils ont fait en prenant le pouvoir. La tactique ne conduit pas à des comportements semblables, qu'elle que soit la situation. Lénine a été, après Marx et Engels, l'un des maîtres parmi les maîtres de la tactique.

Si les Chinois apparaissent avec des positions antagoniques au progrès de l'histoire, c'est parce qu'il existe en leur sein des couches intéressées à maintenir le statuquo, non pour retourner complètement au capitalisme, mais pour soumettre les progrès du socialisme.

L'absence de vie politique dans l'état ouvrier chinois et le besoin de l'intervention des masses

La politique des Chinois est absurde, de là l'absence de vie politique dans le PC chinois. C'est en fonction d'intérêts bureaucratiques intérieurs qu'ils soutiennent ou non une révolution, qu'ils se sentent ou non menacés par l'impérialisme yankee, anglais, japonais. Ils cherchent à vivre en conciliant avec le capitalisme sans rompre avec les Etats ouvriers.

Là s'exprime la nature d'un secteur bureaucratique très profondément enraciné dans les rapports et intérêts du vieux passé chinois. Cela engendre une direction manquant d'assurance et qui l'exprime programmatiquement. Il n'y a pas de vie politique en Chine, pas de congrès, pas de réunion, pas de participation des masses, pas de mobilisation d'appui au mouvement révolutionnaire mondial.

Même de façon limitée, les masses soviétiques vivent le processus mondial de la révolution. Elles voient le Vietnam, l'Angola, l'Algérie, la RDA. On discute en URSS dans les usines de soutien à la révolution. Il existe une activité, des positions programmatiques d'appui au mouvement anti-impérialiste mondial.

Cela n'existe que très partiellement en Chine aux côtés d'attitudes contre-révolutionnaires, et ce dans la mesure où ils doivent se défendre de l'Etat ouvrier et de l'impérialisme. Ils craignent la planification mondiale. Un secteur bureaucratique défend les intérêts égoïstes et cherche pour maintenir son pouvoir appui dans les vieilles couches dirigeantes du pays. De là leurs contradictions, car ils ne peuvent d'un côté rester liés à la bourgeoisie, et de l'autre se détacher de la planification avec les Etats ouvriers. Ce secteur bureaucratique manque d'assurance et de confiance, se sent exproprié. Tout cela explique d'un côté le grand développement économique, de l'autre le manque d'assurance ; d'un côté les grands progrès scientifiques, de l'autre le caractère limité de toute une série de mesures. Aujourd'hui on discute en Chine des rapports avec l'URSS et l'impérialisme.

Les masses ne discutent pas, il n'y a pas de congrès, pas d'échange d'idées public, pas d'intervention des syndicats dans la vie du pays. Contrairement à l'URSS, il n'y a pas de réformes en Chine. Une série de réformes économiques très importantes viennent en effet d'intervenir dans l'agriculture soviétique, où le pouvoir kolkhozien est en train d'être liquidé. En centralisant la production, on élimine son poids économique et social, ainsi que celui de tous les secteurs conservateurs ou semi-conservateurs. L'appui de l'URSS au Polisario, au Liban, à l'Algérie, à la révolution contre l'impérialisme l'unit au développement inévitable, permanent d'une vie politique intérieure anti-impérialiste et anticapitaliste.

La Chine est très loin de tout cela. Elle se défend de la centralisation que représente l'Etat ouvrier soviétique, tout comme elle se défend de l'impérialisme auquel elle tend de toutes façons davantage la main qu'à la révolution.

En appuyant Timor, la Chine n'adopte pas une position conséquente de classe, une position programmatique de classe, mais une position intéressée d'un secteur bureaucratique. Voilà quinze ans que les Chinois n'ont pas la moindre position de classe sur aucun problème. Mao Tsé-toung n'ouvre pas la bouche, si ce n'est pour saluer des dirigeants des pays capitalistes ou parfois d'un Etat ouvirer, mais rien de plus. Il n'y a pas une seule opinion du PC Chinois sur les problèmes mondiaux, on ne vit ni ne discute à l'intérieur, alors que cela existe en URSS, même si c'est bureaucratique. Même bureaucratiquement, Fidel Castro se rend en URSS et prend la parole dans une centaine d'usines, non pour défendre la bureaucratie, mais en soutien des intérêts de la révolution, en défense de Cuba. L'URSS appuie de façon intransigeante Cuba. Elle soutient n'importe quel processus révolutionnaire et progresse dans l'appui aux mouvements révolutionnaires. En Chine, tout cela est absent.

Ni Mao Tsé-toung, ni aucun dirigeant chinois ne prend position sur les problèmes essentiels de l'histoire. Pourquoi les éludent-ils ? Seraient-ils indécis ? L'économie et la science marchent pourtant très bien en Chine. Il y a là un très grand progrès. Les Chinois se montrent sur ce terrain très décidés, alors qu'ils ne le sont pas du tout pour prendre position et donner un programme sur le processus mondial de la lutte de classes.

Tout cela est l'expression de l'existence d'une couche bureaucratique aux intérêts rétrogrades et qui bien que conscients de devoir s'appuyer sur la révolution mondiale, agit par crainte de voir — comme Ota Sik — ses intérêts spoliés. Elle tâche donc de les défendre en s'accrochant au système capitaliste, en essayant de faire en sorte que le processus n'avance que de façon lente et graduelle, car elle ne peut de toutes façons empêcher le progrès de la révolution permanente en Chine et dans le monde.

Tout cela explique que les congrès du Parti Communiste Chinois s'abstiennent de toute qualification, de toute caractérisation du processus de la révolution. Il l'ignore complètement, alors qu'il est d'une logique élémentaire que tout Etat ouvrier a besoin pour vivre de comprendre le cours mondial de la révolution.

Or les Chinois, dans cette étape de lutte de classes très élevée, en arrivent à prendre des positions adverses, opposées et antagoniques aux besoins de la révolution, comme on le voit au Chili. Il est dans ces conditions important que Neto et Fidel Castro les accusent pour la première fois de réactionnaires.

Les récentes mobilisations de Shangaï, centre d'où est partie la révolution, montrent encore que de façon très indirecte, une tentative de dynamiser le mouvement et le Parti Communiste Chinois contre la paralysie de la direction. Elle est en effet véritablement paralysée. Elle ne prend position sur aucun processus mondial ou le fait avec la plus extrême précaution et crainte. Cette direction n'est pas liée au cours de la révolution. Si elle ne va pas plus loin en arrière, c'est parce que l'Etat ouvrier l'en empêche. Elle a peur d'avancer, tout comme à l'époque la plus arriérée de Staline.

Mais aujourd'hui, il n'y a plus de possibilité pour répéter cette époque. Même les Chinois qui faisaient constamment référence à Staline ne présentent plus sa photo qu'une fois au lieu de dix, alors que partout on trouve Marx, Engels et Lénine. Ce n'est pas tant par adhésion au marxisme que pour ce faire valoir devant la population, pour tenter de maintenir une autorité. Tout cela exprime un niveau de lutte et de contradictions internes qui s'exprimera inévitablement à cours délai.

Les Yankees essaient d'en tirer avantage, sans pour autant avoir ni confiance, ni assurance d'y parvenir. Ils restent sceptiques vis-à-vis de la Chine. Nixon s'y est rendu en le cachant à Ford. Ce sont là autant de manœuvres de l'impérialisme yankee. C'est un jeu diplomatique bourgeois pour cacher des compromis. Nixon exécute ce que Ford dirige. Cela montre aussi que rien d'important ne peut être obtenu compte tenu des conditions d'exacerbation des luttes en Chine.

Tout cela s'exprime encore aujourd'hui d'une façon atténuée, occulte, défigurée, au moyen des dazibaos, qui est une chose arriérée. Discuter aujourd'hui ainsi, alors que partout la discussion est entièrement ouverte, montre l'indécision, l'absence de direction objective et consciente. La population réagit de toutes façons parce qu'elle se sent conduite dans une voie qui va contre l'intérêt de l'Etat ouvrier. Elle tâche de mobiliser des couches restreintes du parti, pour exprimer sa protestation et changer l'appareil. Mais il n'y a pas de véritable intervention de la population. Celle-ci n'exerce qu'une pression pour opérer des changements, parvenir à des accords, ou concilier avec l'appareil. Mao Tsé-toung reste le centre coordinateur de la conciliation, penchant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

La Chine traverse une étape d'indécision qui ne correspond pas à ses progrès économiques, scientifiques et militaires. La direction politique ne répond pas à tous les besoins du pays, ce qui montre que de grandes luttes, de grands changements et de profondes discussions sont en préparation. Les dazibaos n'expriment rien de cela dans la mesure où ils sont la forme arriérée qu'utilise l'appareil pour faire sentir la pression. Ils ne correspondent pas au niveau actuel de la lutte de classes mondiale, ni à ce qui se passe.

La direction bureaucratique actuelle s'accroche au passé, sans pour autant pouvoir revenir en arrière, car elle est de toutes façons obligée de maintenir le progrès du pays en essayant d'empêcher le développement objectif de la révolution. C'est la raison pour laquelle les Chinois se replient sur eux, alors que les Soviétiques s'étendent mondialement et reçoivent l'influence internationaliste de cette expansion. Le repli de la Chine vient d'une couche qui craint le progrès objectif du communisme, qui ne veut certes pas revenir en arrière, mais qui ne peut non plus aller de l'avant, et qui se heurte en conséquence à l'action objective de la population qui veut avancer vers des mesures communistes, comme en témoigne son comportement et les progrès intérieurs de l'éducation.

L'attitude de la population face aux tremblements de terre est exemplaire. Elle n'indique cependant pas une élévation politique, mais une immense décision, une avance culturelle et une compréhension scientifique très élevées. Rien de cela ne peut avancer sans éliminer l'intérêt bureaucratique. Le fait que la direction doit encourager de tels comportements scientifiques, même si c'est sur le terrain limité des tremblements de terre, montre qu'ils ne peuvent annuler la science. Il ne faut cependant pas mesurer la Chine par sa capacité de prévoir les tremblements de terre — ce qu'elle devrait être aussi capable de faire au Chili, au Guatémala ou en Italie — mais se demander pourquoi elle ne prévoit pas le cours mondial de la lutte de classes dont elle vit éloignée. Sa direction se défend de ce processus.

Les luttes intérieures sont d'appareils, mais n'en expriment pas moins le besoin de changements. C'est la raison pour laquelle les Soviétiques agissent avec beaucoup de précaution. Leur intérêt n'est pas seulement militaire ou économique, mais politique. Le manque de vie politique en Chine ne correspond pas au progrès de ce pays qui est scientifiquement et économiquement infiniment plus avancé que poli-

TE CHINOIS
OLUTION SOCIALISTE

J. POSADAS

tiquement. Tout cela, ainsi que les progrès de l'intervention des masses chinoises, de leur assurance, devra s'exprimer à cours délai dans l'élimination de cette couche bureaucratique.

Les accusations qu'ils se lancent « d'agents capitalistes », de « voies capitalistes » sont en dehors de toute logique historique. Elles ont cependant un fond réel qui correspond aux aspirations bureaucratiques, en liaison avec les intérêts passés du capitalisme. On retrouve ces mêmes secteurs dans la bureaucratie soviétique, parmi les directeurs d'entreprises de Georgie par exemple.

Il est cependant notable qu'en pleine période euphorique d'amitié avec l'impérialisme, la direction chinoise ne peut orienter les masses contre l'Union Soviétique. Elle ne peut lancer aucune mobilisation. La direction soviétique à son tour ne peut adopter aucune attitude contre la Chine, ce qui est très important. Tout cela indique un degré de compréhension et d'élévation politique objectif : même si politiquement la conduite n'est pas harmonieuse et juste, elle ne s'en fait pas moins proche des besoins nécessaires.

Le développement d'une bureaucratie stalinienne produit de conditions historiques

Sous certains aspects, le Parti Communiste Chinois adopte des positions réactionnaires et nocives pour la lutte des masses du monde. La campagne contre l'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers est menée par l'aile conciliatrice et stalinienne, qui cherche à unifier le pays derrière elle, en proposant l'Union Soviétique comme ennemi principal. C'est de cette façon qu'elle cherche à justifier ses intérêts bureaucratiques, à se défendre bureaucratiquement des influences croissantes de la révolution.

La crise entre l'URSS et la Chine a commencé dans les années 60, peu après la liquidation de Staline. Et ce dans la mesure où le danger principal encouru par ces couches bureaucratiques vient de la révolution socialiste. Et si elles peuvent concilier avec le capitalisme, ce n'est pas le cas avec les Etats ouvriers. Aujourd'hui, 14 Etats ouvriers ne peuvent coexister avec un Staline, cela est impossible à accepter dans la mesure où les besoins de la planification le rejettent. La direction chinoise cherche à présenter l'Union Soviétique comme un danger afin de pouvoir parler au nom des intérêts nationaux du pays, pour mieux unifier les couches de la population. Un tel danger n'existe pas, et c'est pourquoi la direction chinoise craint davantage la bureaucratie soviétique que l'impérialisme.

On peut qualifier cette dernière de stalinienne, tout en comprenant que l'étape est autre. Il n'est plus possible de faire « le socialisme dans un seul pays ». La bureaucratie chinoise n'a pas de traits identiques à Staline, bien qu'elle fasse la même politique. Tout cela montre les changements survenus dans le monde, aussi le plus grand danger pour cette bureaucratie est-il aujourd'hui non l'impérialisme mais l'avance de la révolution socialiste. C'est là du pur stalinisme. Cela explique les accusations sur « les dangers de l'URSS », sur les « nouveaux tsars », alors que l'impérialisme n'est attaqué que d'une façon secondaire.

La révolution chinoise a été organisée par une couche de la population, de la bureaucratie du parti, qui ne s'est pas montrée capable d'éduquer et de développer le parti. Celui-ci n'intervient pas comme organisateur et créateur de cadres dans ce processus révolutionnaire, il est donc inévitable qu'il se transforme en une organisation bureaucratique. En URSS, la bureaucratisation n'a pu intervenir au commencement de l'existence des bolcheviques, parce que le parti existait. En Chine, il n'a pu se former de la même façon qu'en URSS.

Les conditions d'une bureaucratisation s'en sont trouvées infiniment supérieures, et Staline lui-même les a encouragées. Les Chinois, comme les Yougoslaves, ont donc dû se défendre de lui pour faire la révolution. La direction chinoise n'en est pas moins essentiellement dirigée par des secteurs bureaucratiques qui, comme Staline, ont aussi intérêt à faire progresser l'économie et la lutte sociale anti-impérialiste, mais sans prendre aucun risque révolutionnaire.

Cependant, la Chine ne peut agir comme l'a fait Staline. Elle n'est pas, comme à l'époque de ce dernier, isolée des masses du monde et de la révolution. Elle est au contraire entourée par l'avance mondiale de la révolution, par l'intervention mondiale des masses. Aussi, tout en ayant les mêmes intérêts locaux et nationaux que Staline, ne peut-elle faire exactement la même chose. Aujourd'hui, le processus mondial impulse la révolution ; il ne l'isole pas, il l'encourage.

Staline est un emblême pour les Chinois : celui du « socialisme dans un seul pays ». La politique des Chinois est le résultat de l'isolement de sa direction, de son manque de préparation marxiste, mais aussi de l'impulsion des masses qui conduit de toutes façons à la nécessité de construire le socialisme.

Voilà pourquoi dans presque tous les Etats ouvriers, existent des divergences et des différences entre les directions politiques : les Roumains, les Yougoslaves, les Soviétiques, les Polonais, sont tous mûs par des intérêts locaux. Les Soviétiques restent ceux qui décident de la façon la plus homogène et la plus proche de l'intérêt International, parce qu'ils ont été ceux qui pendant les 7 premières années de la révolution ont été les plus à fond.

La Chine n'est aucun mystère, il y a là une couche bureaucratique qui s'est approprié le pouvoir dans les conditions historiques de ce pays. Ce n'est pas tant l'isolement qui est à la base de ces conditions mais davantage l'existence de courants nationalistes bourgeois. Les Chinois ont essayé de passer du nationalisme arriéré au socialisme en étant révolutionnaire, mais ces tendances devaient vivre à leur tour avec les secteurs communistes qui firent le programme de la révolution.

Ces tendances nationalistes locales, ou nationalistes-communistes se heurtent aujourd'hui aux exigences de la planification mondiale de l'économie. Là réside le heurt permanent avec les Soviétiques. Ceux-ci ont besoin de s'unifier et de se mettre d'accord avec la Chine, non seulement pour préserver leurs frontières contre l'impérialisme, mais pour permettre le développement de l'économie et l'impulsion du processus mondial anti-impérialiste. Au nom de quels intérêts, de quelle politique, de quels objectifs les Chinois s'opposent-ils ? En tout cas, d'aucun intérêt révolutionnaire, d'aucun intérêt anticapitaliste. Ils le font en fonction des intérêts de secteurs nationaux.

Tout cela est du stalinisme. Mais de cette étape, il n'est plus possible de faire comme Staline le « socialisme dans un seul pays », ou d'appuyer la contre-révolution mondiale. Et ce, dans la mesure où existent l'ensemble des Etats ouvriers. Mais quand la Chine peut faire une politique d'appui à la contre-révolution elle le fait. C'est le cas dans une série de pays dont le Chili. Il faut s'attendre à des discussions internes, à des luttes internes, en vue d'éliminer ces secteurs nationalistes qui n'ont aucune justification de survie. Ils ne permettent aucune discussion objective, concrète, spécifique, de programme et d'objectifs.

Aucune discussion n'aborde en Chine la politique et le programme nécessaires. Ils ne font que s'attaquer en se traitant de « représentants du capitalisme », de « bourgeois ». Si le parti était dirigé par des bourgeois, Il faudrait le changer, mais ils se gardent bien de nommer ces bourgeois, de dire quelles sont leurs positions capitalistes.

Leurs déclarations son ambiguës, aussi parce qu'il n'existe pas un courant ayant une homogénéité révolutionnaire, définissant une politique révolutionnaire. De là aussi les dazibaos. Comment peut-il y avoir une chose aussi arriérée, venue de l'époque des mandarins, dans un processus où existent des cellules, comités de quartiers, des conseils d'usines et des syndicats, moyens normaux de communiquer et d'organiser les luttes ? Tout cela est paralysé.

A aucun moment et dans aucune circonstance, même les plus difficiles, n'apparaissent les syndicats. Cela ne veut pas dire qu'ils n'existent pas, mais ils n'ont pas d'activité. C'est à l'étape de Lin Piao que l'on a assisté à leur plus grande activité, à une réelle discussion, à une lutte politique. C'était limité dans la portée mais on discutait de façon plus profonde. C'est aussi pour cette raison qu'on a liquidé Lin Piao.

Chou En Lai représente un Staline diminué. Il est une couverture de différentes couches de la population et parmi elles aussi, de tendances anti-impérialistes. Chou En Lai n'était pas la droite du parti, mais un pont entre celle-ci et les secteurs cherchant à impulser la lutte anticapitaliste. C'est aussi pour cela qu'on l'a liquidé. Il y a maintenant un vide et on change trois ministres en l'espace d'un mois. Il y a une grande insécurité alors que l'économie avance, que l'influence du pays, de la Chine avance, et ce grâce aussi à l'existence de l'Union Soviétique. Sinon, voilà longtemps que l'impérialisme yankee aurait armé les Japonais pour écraser les Chinois, ou l'aurait fait directement.

Le Cambodge, le Vietnam, le Laos, sont sous protection chinoise, non grâce à la force militaire ou sociale de la Chine, mais parce que les révolutions la protègent.

Cette politique des Chinois se heurte à l'avance de la révolution, et n'empêche pas le progrès économique et scientifique. Staline non plus n'a pu empêcher l'économie et la science d'avancer en URSS, encore que de façon limitée. Aujourd'hui, les Chinois bénéficient de conditions historiques supérieures, ils ont l'appui du Vietnam, du Laos, de l'Union Soviétique, des Etats ouvriers et du progrès mondial de la révolution. Les Soviétiques n'avaient rien de cela. Les Chinois ont aussi le bénéfice d'une série de mesures prises entérieurement et qui comme les communes leur ont permis d'avancer, même si aujourd'hui celles-ci sont passées au second plan.

Le problème essentiel n'est déjà plus en Chine celui des communes, mais de l'organisation planifiée. Si l'économie n'avance pas davantage, c'est parce que la direction est bureaucratique et qu'elle craint le progrès de la révolution chinoise. Elle n'a pas peur du progrès économique qui, au contraire, l'intéresse pour acquérir davantage d'autorité, de poids, et pour se maintenir au pouvoir. Mais aujourd'hui, l'avance de l'économie signifie planification et coordination avec tous les Etats ouvriers.

L'intervention des syndicats et des masses élèvera la discussion en Chine

Il faut s'attendre à bref délai à une crise très profonde en Chine. Les Soviétiques l'attendent aussi. S'ils ne critiquent pas davantage, c'est parce qu'ils ont commis les mêmes erreurs, ont les mêmes défauts. C'est aussi la raison pour laquelle il n'y a pas une discussion publique. Tito par exemple ne discute pas avec les Soviétiques comme direction révolutionnaire, mais comme direction nationale. Chacun défend les intérêts de son pays, et non le besoin d'une structure unifiée. C'est comme une autogestion de chaque Etat ouvrier, alors que la nécessité logique implique leur unification planifiée.

Mais cela exige une direction révolutionnaire qui défende et représente de tels intérêts. Nous devons intervenir pour aider les couches communistes qui en Chine et au dehors veulent comprendre et intervenir pour accélérer ce processus de changement. Ceux-ci sont en marche. Il y a en Chine depuis 1960, un état d'instabilité et de déséquilibre permanent. Le grand progrès économique des Chinois n'a pas été accompagné d'un progrès social et politique semblable. Le niveau et la qualité de la vie des masses s'est élevé mais non leur intervention, contrairement à l'Union Soviétique. Ce n'est pas là une qualité particulière mais une situation due à un plus grand développement et à l'héritage du Parti Bolchevique. En 1965, les vingt-cinq points indiquaient la lutte intérieure pour organiser et homogénéiser la tendance révolutionnaire capable de diriger le Parti Communiste Chinois. Cela n'a pas été alors possible, mais la droite n'a pu non plus déterminer le cours du pays. Il n'est pas possible de retourner à Staline, aussi devront-ils adopter des mesures qui les obligeront à affronter l'impérialisme et à établir une coordination avec les Soviétiques.

Les changements de ministres, les attaques et accusations de « bourgeois » aux dirigeants, le manque de vie de parti, de qualifications adéquates des situations, montrent l'instabilité de la direction chinoise.

Il en va de même dans tous les Partis Communistes qui ne se sont pas formés, comme le Parti Bolchevique de Lénine. L'origine du PC Chinois est bureaucratique. Il s'est développé dès sa naissance d'une façon bureaucratique, c'est-à-dire avec les intérêts, une conception de l'économie, de la société et de la politique bureaucratiques.

Dès 1927, toutes les tendances révolutionnaires du Parti Communiste Chinois ont été liquidées. Il a pu néanmoins triompher parce que l'élimination de Chang-Kai-Chek, des féodaux, était une nécessité. Le parti de Mao Tsé-toung qui fut très courageux et résolu, n'en a pas su pour autant organiser de façon communiste ces principes de vie à partir de l'intervention des masses.

La planification de l'économie permit un très grand progrès, mais jusqu'il y a peu de temps, nombre de terres ou d'usines appartenaient encore au privé. Ils agissaient ainsi en fonction d'une conception stalinienne et non communiste-bolchevique.

Le progrès de la révolution en Chine a conduit à un grand développement économique et social, à une grande maturité des masses. Mais leur manque d'intervention politique ne leur permet pas de peser actuellement davantage.

Le fait que l'impérialisme n'ait pas osé envahir la Chine est dû à l'existence de l'Union Soviétique. Il n'a pu de la même façon empêcher les progrès de cette révolution.

Le besoin d'unifier la Chine et l'URSS ne peut être mis en question. Sa réalisation ne dépend pas seulement des Chinois, mais aussi du cours mondial suivi par le mouvement communiste. Mais déjà, on aperçoit un approfondissement de cette discussion en Chine, à travers certains changements récents concernant le programme, les objectifs et la politique révolutionnaires.

La «régionalisation» et la lutte contre l'état capitaliste et pour le socialisme

La "régionalisation" est-elle favorable à la classe ouvrière ? est-ce qu'elle permet de mettre plus de forces du côté du mouvement ouvrier dans sa lutte pour changer la société ? Nous croyons qu'il n'en est rien, et qu'il faut, dans toutes les tendances de la gauche, développer une nouvelle discussion sur ces problèmes, sortir d'une confusion très grande qui existe actuellement.

Au Congrès de l'interrégionale de la FGTB, les dirigeants syndicaux ont annoncé la préparation de la "régionalisation du mouvement syndical" pour répondre aux futures structures régionalisées que va adopter la Belgique. Le Parti Communiste fait des réunions particulières de son aile wallonne pour les mêmes raisons. C'est là que ce problème se pose avec plus de gravité, parce que c'est le mouvement ouvrier qui se divise, au nom de cette fameuse "régionalisation".

Certaines tendances de gauche – comme celle de J. Yerna en particulier – présentent la régionalisation, comme la possibilité, enfin, de disposer d'un pouvoir majoritaire de gauche en Wallonie, pour réaliser des réformes de structure. Mais ni Yerna, ni les communistes, ni la FGTB en général, ni le PSB ne parlent de la lutte contre la structure capitaliste de l'Etat belge. C'est à dire : l'Etat en Belgique, avant d'être "unitaire" est capitaliste. En mettant la fumée de la régionalisation partout, on finit par ne plus voir ce qu'il en est. Et cette structure capitaliste de l'appareil de l'Etat, cela veut dire : une armée qui est au service de l'OTAN, l'OTAN qui est installé en Belgique, un budget militaire de centaines de milliards de francs et qui est une des sources de l'inflation monétaire parce que l'argent placé là n'est pas du tout productif !; cela veut dire aussi la monarchie, le Roi et toute sa clique; un service de gendarmerie, de police, de police spéciale, l'Etat belge, ce ne sont pas seulement des administrations ou des ministères !

La régionalisation, dont on parle tant, signifie, de toutes manières, un affaiblissement et est une expression de crise du régime capitaliste en Belgique : la bourgeoisie belge a besoin, comme dans tout le monde capitaliste, d'un Etat centralisé au maximum pour servir le mieux ses intérêts, et principalement ceux de la haute finance, des grandes familles. Depuis la naissance de la Belgique, la bourgeoisie belge a été incapable de réaliser l'unification de ce pays, ses intérêts sont trop contradictoires; mais quand le capitalisme était en plein essor, il y avait de quoi partager entre beaucoup, en particulier par l'exploitation impérialiste du Congo. Maintenant que la crise du capitalisme s'est étendue partout, s'approfondit et continuera de s'aggraver, les disputes inter-capitalistes sont encore plus féroces qu'avant, la lutte pour avoir sa part du gâteau du revenu national est plus furieuse; et les secteurs locaux, particuliers, régionaux de la bourgeoisie se défendent contre le secteur central qui garde le principal pour lui, puisse dans les finances de l'Etat pour obtenir des subventions sans jamais les rembourser, et bénéficie de toutes sortes d'avantages pour s'installer, produire, vendre et faire de meilleurs bénéfices. C'est de là, en premier lieu, qui surgit la revendication du "régionalisme", du "pouvoir aux régions". Ceux qui ont réellement intérêt à avoir des budgets regionalisés, au lieu d'un budget centralisé, ce n'est pas le mouvement ouvrier, ce sont les secteurs locaux des capitalistes. Quand la bourgeoisie en arrive à une telle crise qu'elle se divise et une partie d'entre elle, au travers des partis comme le RW, le FDF, la Volksunie et aussi le CVP, cherche une solution à la crise, dans une attaque contre le pouvoir capitaliste centralisé, c'est parce qu'il y a une faiblesse très grande et un processus de désintégration du capitalisme belge.

En partie les dirigeants du mouvement ouvrier voient cette désintégration et croient que l'on peut continuer comme cela, à grignoter de plus en plus de positions jusqu'à ce que la bourgeoisie reconnaisse qu'elle a perdu la partie et se retire de la scène, et qu'elle laissera la place aux syndicats, aux dirigeants socialistes ou communistes dans les institutions régionalisées qui se préparent actuellement. Mais en attendant, l'essentiel du pouvoir de l'Etat capitaliste belge reste en place et les palabres sans fin sur la "régionalisation" laissent dans l'ombre le principal : avec des SDR, effectives ou pas, avec le 107 quater de la Constitution, ou pas, la monarchie reste toujours en place, on ne parle même plus de lutter contre l'OTAN, d'expulser l'OTAN de Belgique et de sortir la Belgique de l'OTAN, la gendarmerie et la police reçoivent des renforts constants; et surtout le pouvoir économique du capitalisme n'est pas atteint : la Société Générale, la Banque Lambert, la Kredietbank, les grands trusts et les holdings continuent à diriger le pays.

La régionalisation, en fait, ne permet pas un progrès de la lutte anti-capitaliste en Belgique. Même en supposant que se constitue la "majorité de gauche en Wallonie", celle-ci n'aura aucun pouvoir réel dans les mains, puisqu'elle n'aura pas pris le pouvoir des mains des capitalistes, elle n'aura pas renversé la monarchie ni instauré de république socialiste, elle n'aura pas non plus mis en cause le rôle de l'OTAN, et surtout elle n'aura pris aucune mesure contre la propriété privée, pour abolir le pouvoir capitaliste sur l'économie :

Pour ouvrir la voie à un véritable progrès de l'économie, au bénéfice de la population, il faut prendre des mesures économiques contre le capitalisme. Et pour cela, il faut lutter pour un programme d'étatisation des grands trusts et holdings, et des banques de Belgique, c'est en cela que consiste réellement un "programme commun" et une "union de la gauche", si on veut faire comme en France. Et pour mener cette lutte, la classe ouvrière a besoin absolument de toutes ses forces réunies ! du front unique des travailleurs wallons et flamands. Ce front unique est une nécessité irremplaçable, pas parce qu'on le souhaite ou parce qu'on aspire à réaliser l'unité de tous les travailleurs. Mais essentiellement, parce que la classe ouvrière dans notre pays, doit lutter contre le capitalisme tel qu'il s'est instauré, développé, structuré en Belgique. Et des structures s'étendent nationalement. Principalement, les structures financières et industrielles. Avec la régionalisation, va-t-on aussi régionaliser les grosses banques ? va-t-on régionaliser les usines sidérurgiques, la métallurgie où les principaux patrons ont leur domination dans tout le pays ? il faut parler de ces problèmes-là aussi, autrement les dirigeants du mouvement ouvrier, des syndicats et aussi des partis, présentent une perspective en dehors de la lutte de classes.

C'est un peu cela que faisait Debunne, lorsqu'il dit : "toutes les lois existent pour permettre une solution aux problèmes des travailleurs. Mais elles ne sont pas appliquées par manque de volonté politique pour le faire." Cela voudrait dire qu'il suffit que les socialistes aillent au gouvernement, ou une majorité de gauche, pour permettre le progrès. Ce n'est pas vrai !

Il n'y a pas d'autre issue que de proposer un programme d'expropriation des grands capitalistes, d'étatisations des banques, des truts et des holdings, sous contrôle ouvrier. Et ce programme devra être arraché et imposé par une lutte d'ensemble de la classe ouvrière de tout le pays. On nous montre toujours un cliché : "la Wallonie est à gauche, la Flandre est à droite". Cela aussi est faux ! Ce qu'il faut par contre discuter, c'est quelles sont les forces de la classe ouvrière, tant en Flandres qu'en Wallonie, quelles sont ses expériences, ses luttes, la contribution qu'elle apporte au progrès : et là les exemples de la classe ouvrière en Flandres sont aussi importants qu'en Wallonie, depuis celui de la grève des dockers, des mineurs du Limbourg, les grèves continuelles que font les ouvriers en métallurgie, sur les chantiers navals etc... Et si même en Wallonie, un front de la gauche se réalisait plus rapidement qu'en Flandres, le devoir des dirigeants wallons du mouvement ouvrier, des syndicats et des partis, est de mettre toutes leurs forces pour développer l'expérience de ce front de la gauche dans l'autre région d'aller discuter partout en Flandres, de multiplier les réunions les contacts, les échanges avec les camarades flamands. Or, au congrès de la FGTB à Hornu qu'est ce qu'on a vu ? seulement des attitudes d'arrogance envers les travailleurs flamands et on n'a même pas donné la parole à un syndicaliste flamand. Maintenant, certains dirigeants réformistes wallons disent qu'on ne peut pas attendre indéfiniment les flamands ... mais quand les luttes seront lancées partout, ils diront qu'il ne faut pas aller trop vite parce que ... les flamands ne suivraient pas; comme l'ont fait les dirigeants de la tendance d'André Renard en 60-61.

L'avant-garde ouvrière, la gauche syndicale, la gauche socialiste et communiste, les camarades des groupes de gauche doivent intervenir avec toute la force pour clarifier cette discussion sur la "régionalisation", en luttant fermement pour organiser le front unique wallon-flamand de la classe ouvrière et donner un programme anti-capitaliste au front de la gauche.

P.C. VIETNAMIEN...

suite de la p. 1

mique actuelle du mouvement communiste mondial, en montrant, au travers du propre exemple du Vietnam, la fonction et la nécessité de la dictature du prolétariat, de l'internationalisme prolétarien, l'absurdité des conceptions pluralistes avec la bourgeoisie, car l'impérialisme et le capitalisme ne reculent que quand ils sont vaincus par la force; ils montrent aussi la nécessité de la construction du Parti révolutionnaire, de la lutte contre la bureaucratisation et l'importance primordiale de la construction de relations fraternelles communistes, des relations socialistes, d'amour humain, pour la construction de la nouvelle société.

Ce sont toutes des conceptions pour lesquelles la IVe Internationale – Posadiste a lutté et continue à intervenir, dans toute son action et par les textes du camarade J. Posadas en particulier, et par lequelles elle contribue aux changements en cours dans le mouvement communiste mondial, à ce processus très profond de regénérescence partielle. Le camarade Posadas posait que les communiste vietnamiens, sous l'aspect militaire, ont réalisé une regénérescence totale. Maintenant les camarades communistes du Vietnam sont sur le chemin de revenir au marxisme révolutionnaire, sur les problèmes de base de la construction de l'Etat ouvrier : ils discutent comme le faisaient les Bolchéviques, , Lénine et Trotsky, en Union Soviétique, et comme a continué de le faire Posadas et la IVe Internationale : sur la relation entre les campagnes et les villes, sur la primauté à donner à l'industrie légère pour élever le niveau de consommation de la population et donner des points d'appui immédiats au développement de l'agriculture, sur le rôle fondamental du Parti et de la direction révolutionnaire pour conduire ce processus. Et aussi, les camarades vietnamiens interviennent avec audace et décision dans les problèmes du mouvement communiste mondial : comme la IVe Internationale – Posadiste, ils ont posé au centre de leur congrès la nécessité de l'unification de la Chine et de l'Union Soviétique ! la cohésion du mouvement communiste mondial pour en finir avec l'impérialisme !

Toutes ces résolutions et cete discussion doivent être connues et discutées par tous les camarades du Parti Communiste, de la gauche socialiste, des groupes gauchistes en Belgique! Nous faisons un appel véhément à toutes les tendances de gauche, pour qu'elles prennent en considération ce progrès formidable pour la pensée et le programme marxiste, que représente le 4e Congrès du PC Vietnamien. Avec la même passion et solidarité avec laquelle tous les camarades sont intervenus pour exiger l'expulsion de l'impérialisme américain du Vietnam, il faut discuter et s'appuyer sur l'exemple que les camarades vietnamiens continuent à donner à toutes les forces révolutionnaires du monde et de Belgique !

LA CRISE DU P.C. CHINOIS...

(Suite de la page 3)

La révolution culturelle n'a été qu'une toute petite partie du processus nécessaire, une tentative de changer dans la forme l'appareil, le cours politique et programmatique. C'est aussi pourquoi elle a revêtu le caractère que nous lui connaissons et qu'il n'y a pas eu une lutte politique dans le parti. Les syndicats ne sont pas non plus intervenus, si ce n'est d'une manière très éphémère et superficielle. Il y a surtout une intervention des masses étudiantes et de quelques syndicats comme ceux de Canton et de Shangaï où les ouvriers montés sur des camions chantaient l'Internationale. Mais cela n'a pas été le centre d'activité.

Le secteur qui s'opposait à la conciliation avec le capitalisme n'avait pas l'assurance nécessaire pour mobiliser les masses. Cela montre qu'il n'existe pas encore une direction ayant une conscience communiste, capable de s'unir aux syndicats et aux masses pour les mobiliser.

Les changements à venir ne partiront pas nécessairement des syndicats ; ils peuvent venir aussi des discussions au sommet, mais celles-ci seront vite dépassées. Depuis la révolution culturelle, la Chine vit une étape de déséquilibre et d'instabilité. La stabilité recherchée par la droite a été mise en échec, même Chou-En-Lai, utilisé comme conciliateur, n'a pu persister. La droite et le centre concilient avec le capitalisme pour défendre les intérêts locaux chinois contre les intérêts de la planification mondiale de l'économie. Mais les forces leur manquent pour mener de l'avant une telle position. Il faut se préparer pour les étapes à venir, en tenant compte que le cours mondial de la révolution va exercer et exerce déjà son influence en Chine, en particulier à travers le Vietnam.

J. POSADAS - 9 août 1976.

derniers textes de J. Posadas

- LE MARXISME, SEUL INTERPRETE DE CETTE EPOQUE REVOLUTIONNAIRE DE L'HISTOIRE
  (Exposé présenté à la réunion élargie du Comité Exécutif International de la IVe Internationale – 3 janvier 1976)
- LA PENSEE VIVANTE DE TROSTKY, 36 ANS APRES SON ASSASSINAT
  25 août 1976
- LA PHASE ACTUELLE DE LA REVOLUTION POLITIQUE EN CHINE
  27 juin 1976
- LA MORT DE MAO TSE TOUNG, LA CRISE DU PC CHINOIS ET L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL
  9 septembre 1976
- L'ORGANISATION DE LA GAUCHE DU PARTI SOCIALISTE ET LA LUTTE DE CLASSES EN ALLEMAGNE CAPITALISTE
  3 septembre 1976

Ed. res. C. Polet 5, r. du Château d'E
6080 Montignies/s/Sambre.